Jean-Louis Loubet del Bayle

Professeur de science politique, Institut d'Études Politiques de Toulouse,
Directeur du Département de Sc. pol. et de sociologie
de l'Université des Sciences sociales.

(1969) [2001]

Les non-conformistes des années 30

Une tentative de renouvellement
de la pensée politique française

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Jean-Louis Loubet del Bayle

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique
française.**

Paris : Les Éditions du Seuil, 1969, 496 pp. Conclusion de l'édition de 2001.

Remarque : Sur la recommandation de l'auteur, nous avons ajouté à cette édition numérique du livre de 1969 la conclusion du livre de l'édition 2001.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 8 avril 2012, Jour de Pâques, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Jean-Louis Loubet del Bayle : jloubet@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11'',

Édition numérique réalisée le 1^{er} août 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jean-Louis Loubet del Bayle

Professeur de science politique, Institut d'Études Politiques de Toulouse,
Directeur du Département de Sc. pol. et de sociologie
de l'Université des Sciences sociales.

Les non-conformistes des années 30.

Une tentative de renouvellement de la pensée politique française.

Paris : Les Éditions du Seuil, 1969, 496 pp. Conclusion de l'édition de 2001.

[495]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#) [8]

[Introduction](#). Des années tournantes [9]

Première partie

*Revue et mouvements politiques de jeunes
dans les années 1930-1934* [22]

1. [La jeune droite](#) [37]

Chapitre 1. [Les origines de la Jeune Droite](#) [39]

Chapitre 2. [Les Cahiers et la Revue française](#) [48]

Chapitre 3. [Réaction et la Revue du siècle](#) [62]

Chapitre 4. [La Revue du XXe siècle et Combat \(1935-1939\)](#) [74]

2. [L'ordre nouveau](#). [79]

Chapitre 1. [Naissance de l'Ordre Nouveau](#) [81]

Chapitre 2. [L'Ordre Nouveau à la recherche d'une tribune](#) [93]

Chapitre 3. [Le mouvement Ordre Nouveau s'organise](#) [105]

Chapitre 4. [L'Ordre Nouveau de 1934 à 1938](#). [116]

3. [Esprit](#) [121]

Chapitre 1. [La préhistoire d'Esprit](#), [123]

Chapitre 2. [Le mouvement Esprit](#) [138]

Chapitre 3. [Esprit \(1934-1940\)](#) [152]

4. [Un front commun des mouvements de jeunes ?](#) [159]

Chapitre 1. [Rapports tendus entre la Jeune Droite et Esprit](#) [161]

Chapitre 2. [Rôle conciliateur de l'Ordre Nouveau](#) [166]

Chapitre 3. [Du « front commun » à la « diaspora »](#) [170]

Deuxième partie

L'esprit de 1930 :

Essai de synthèse idéologique [179]

1. Rupture avec le désordre établi [183]

- Chapitre 1. Le désordre international [185]
- Chapitre 2. Le désordre politique intérieur [198]
- Chapitre 3. Le désordre économique et social [217]
- Chapitre 4. Le désordre intellectuel, et spirituel [233]
- Chapitre 5. Une crise totale de civilisation [248]

2. La révolution nécessaire [269]

- Chapitre 1. De la révolte à la révolution [271]
- Chapitre 2. Une révolution « non marxiste » [277]
- Chapitre 3. Pour une « révolution spirituelle » [290]
- Chapitre 4. Contre les « révolutions fascistes » [302]
- Chapitre 5. La mission de la France [317]

3. Propositions pour un ordre nouveau [327]

- Chapitre 1. Une révolution constructive [329]
- Chapitre 2. Une révolution « personnaliste » [337]
- Chapitre 3. Vers un ordre politique et social nouveau [355]
- Chapitre 4. Pour une économie au service de l'homme [381]

Conclusion : « Une influence en pointillé ». Édition 1969. [399]

Conclusion : « Une influence en pointillé ». Édition 2001. [435]

Annexes [439]

Documents [439]

- 1. La Jeune Droite [439]
- 2. L'Ordre Nouveau [442]
- 3. Esprit [448]
- 4. Front commun ? [452]

Biographies [458]

Sources bibliographiques [473]

Index des noms cités [487]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Cette thèse pourrait avoir pour titre : *Journal d'une génération*, celle des jeunes hommes en révolte qui avaient 25 ans en 1930 : Robert Aron, Robert Brasillach,

Daniel-Rops, Jean de Fabrègues, Georges Izard, Jean Lacroix, Philippe Lamour, Alexandre Marc, Thierry Maulnier, Emmanuel Mounier, Denis de Rougemont, Pierre-Henri Simon, etc. Bien que d'origines idéologiques et politiques diverses, on les voit alors, par solidarité de génération, collaborer aux mêmes revues plus ou moins éphémères, parler le même langage et partager le même rêve de renouvellement de la pensée politique française.

A travers les textes d'Esprit, de *l'Ordre nouveau*, de *Plans* et des revues de la *Jeune Droite*, c'est cette effervescence idéologique que cet ouvrage révèle en montrant combien les années 1930-1934 constituent un moment important de l'histoire des idées du vingtième siècle. Aujourd'hui encore, de nombreux thèmes devenus presque des lieux communs trouvent leur origine dans cet *esprit de 1930*. Suscité par le sentiment que les clés héritées du dix-neuvième siècle ne permettaient plus d'ouvrir les portes du « siècle de fer » qui commençait, l'effort de réflexion de ces groupes conserve un intérêt qui n'est pas seulement historique.

Cet essai montre qu'en diagnostiquant, lors de ces « années tournantes », l'amorce d'une *crise de civilisation* et en recherchant dans le *personnalisme* les principes d'un ordre nouveau, les non-conformistes des années 30 ont posé certains des problèmes fondamentaux que l'on croit découvrir aujourd'hui.

Jean-Louis Loubet des Bayle

Né en 1940. Études supérieures à l'université de Toulouse ; licencié en Droit privé, diplômé de l'Institut d'Études politiques, diplômé d'Études supérieures de Science politique, docteur en Droit public. Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique (1966-1967). Actuellement assistant à la faculté de Droit et des Sciences économiques de Toulouse.

[7]

« Le problème qui se pose aujourd'hui n'est pas plus politique que social : il est cela sans doute, mais il est aussi beaucoup plus que cela. C'est un problème de civilisation. »

Georges BERNANOS

[8]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

Remerciements

[Retour à la table des matières](#)

Nous exprimons tout d'abord notre très vive reconnaissance à M. Pierre Montané de la Roque, professeur à la faculté de droit de Toulouse, qui a dirigé notre travail et nous a aidé de ses conseils tout au long de l'élaboration de cette étude.

Que MM. les professeurs Marcel Prélôt et Jean Touchard trouvent également ici l'expression de notre gratitude pour l'intérêt qu'ils ont porté à nos recherches et pour l'aide dont ils ont bien voulu nous faire bénéficier.

Nous tenons enfin à remercier tous ceux qui ont eu l'amabilité d'évoquer pour nous leurs souvenirs ou qui ont accepté de nous confier des documents souvent précieux en nous communiquant parfois les fruits de leurs recherches personnelles. Nos remerciements vont particulièrement à M. Pierre Andreu, à Mme Françoise Arduin, à MM. Robert Aron et Maurice Bardèche, à Mlle Janine Bourdin, à M. Jacques Chastenet, à M. l'abbé Jean Chauvy, au R.P. Jean Daniélou, à MM. Jean Daujat, Jean-Marie Domenach, Jean de Fabrègues, Paul Fraisse, Louis-Émile Galey, Maurice de Gandillac, à M. et Mme René Gillouin, à MM. François Goguel, Jean Guitton, Edmond Humeau, Georges Izard, Louis Jugnet, Jean Lacroix, Philippe Lamour, Pierre-Olivier Lapie, Jean Le Marchand, Edmond Lipiansky, Robert Loustau, Alexandre Marc, Gabriel Marcel, Henri Marrou, Gabriel Matty,

Henri Massis, Thierry Maulnier, Jean Maze, Henri Michel, à Mme Emmanuel Mounier, à MM. Christian Pineau, François Retaillau, Gabriel Rey, Max Richard, Denis de Rougemont, Louis Salleron, Robert Salmon, Pierre-Henri Simon, Paul Thibaud, Pierre-Aimé Touchard, André Ulmann, René Vincent, André Voisin, Bernard Voyenne, Amédée d'Yvignac.

[9]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

INTRODUCTION

DES ANNÉES TOURNANTES

[Retour à la table des matières](#)

[11]

« Que nous vivions aujourd'hui des années tournantes, il est, je pense, impossible d'en douter. » Ces lignes, écrites par Daniel-Rops en décembre 1932, dans les premières pages d'un livre intitulé précisément *les Années tournantes*, formulaient un jugement que l'historien ne peut que ratifier. Certes, il est toujours un peu arbitraire et artificiel de vouloir introduire des coupures nettes et tranchées dans le devenir historique. Pourtant, il en est peu qui soient aussi justifiées que celle-là.

L'année 1930, située presque à égale distance de l'armistice de Rethondes et du premier coup de canon de la Seconde Guerre mondiale, fut en effet à de multiples égards un tournant entre deux époques de l'histoire de l'Occident. En deçà, c'était l'après-guerre avec ses facilités et ses espoirs ; au-delà, c'était encore la paix, mais c'était déjà une paix compromise et c'était la crise. La décennie qui s'ouvrait, si elle ne fut pas immédiatement ressentie comme un nouvel avant-guerre, le fut cependant comme un temps de bouleversement aussi bien dans le domaine des structures économiques, des institutions et des idéologies politiques que dans celui des créations de l'esprit. L'histoire politique et sociale de la France comme l'histoire des idées de la première moitié du XXe siècle butent sur cette date qui, à maints points de vue, vit se produire des changements décisifs.

Pour la France, les années 1930-1932 furent celles d'un cruel réveil qui dissipa les rêves de paix et de prospérité qu'elle avait cultivés depuis 1918. C'est à ce moment qu'elle commença à prendre l'exacte mesure des conséquences de l'épuisante lutte qu'elle avait soutenue durant quatre ans. La France était en effet sortie de la guerre durement atteinte, matériellement comme moralement. Une page de son histoire était définitivement tournée. Mais les contemporains ne s'en aperçurent pas sur-le-champ. L'immédiat [12] après-guerre leur donna bien quelques inquiétudes mais, après 1926 et le retour au pouvoir de Poincaré, ils se rassurèrent. Pendant quelques années, des « années d'illusion », pour reprendre le mot de

Jacques Chastenet, les hommes de l'époque se persuadèrent que la guerre n'avait été qu'un intermède tragique et que l'ordre ancien allait reprendre son cours. La période 1926-1931, avec sa prospérité financière et économique, son atmosphère de détente internationale, sa stabilité politique, fit croire à beaucoup que cet espoir était devenu une réalité.

Après les élections de 1924, l'opinion publique, habituée jusque-là à une monnaie stable, avait pourtant été assez violemment secouée par la crise financière et monétaire qui avait suivi la victoire du Cartel des gauches et qui avait provoqué son éclatement quelques mois plus tard. L'effondrement du franc avait alors engendré une grave crise de confiance. Mais, en 1930, ceci n'était plus qu'un mauvais souvenir. Poincaré, appelé en sauveur au début de juillet 1926, avait assez rapidement jugulé la crise. Consolidant la dette du Trésor, réduisant le déficit budgétaire, il avait réussi à stabiliser le franc sans pour autant compromettre l'économie du pays qui, après une brève dépression du commerce extérieur, s'était brillamment reprise.

En 1929-1930, non seulement il n'était plus question de crise, mais encore le crédit du franc était éclatant. Paris était, avec New York et Londres, parmi les premières places boursières du monde, et la France, de nouveau, prêtait à l'Europe entière. « En France, écrivait un journal allemand, financiers et hommes politiques sont assis désormais sur leurs sacs d'écus et font la leçon à l'Europe. » Le krach de Wall Street, considéré comme un phénomène purement américain, n'eut en France aucune répercussion immédiate. L'euphorie était d'autant plus générale que le rétablissement de la situation financière s'était accompagné, à partir de 1928, d'une vague de prospérité. L'année 1930 marqua pour l'ensemble de l'économie française un sommet qu'elle ne devait réatteindre que vingt ans plus tard. Cette expansion économique, trois ans après une grave crise, nourrissait le mirage jusque-là insaisissable d'un retour à la prospérité d'avant-guerre.

Ainsi, au moment où les États-Unis semblaient dans la dépression qui allait bientôt gagner le monde entier, les Français baignaient dans l'optimisme : « Quel motif de pessimisme auraient-ils ? note Jacques Chastenet, le franc paraît définitivement stabilisé à sa nouvelle valeur-or ; le ministère des Finances ne cesse de vanter l'aisance de la trésorerie ; le budget de l'État, en dépit des [13] dépenses nouvelles votées par le Parlement, reste en excédent ; la balance des comptes extérieures est largement créditrice ; l'encaisse de la Banque de France est la plus

forte qu'on ait jamais connue ; les affaires paraissent en pleine prospérité ; la production minière et métallurgique dépasse tous les records antérieurs ; l'immigration continue d'ouvriers étrangers n'empêche pas le chômage d'être extrêmement faible ¹... »

Sur le plan international, les événements favorisaient aussi l'illusion de voir naître une Europe définitivement pacifiée. Le traité de Locarno avait apparemment consolidé l'œuvre des négociateurs de Versailles. L'Europe semblait devoir se stabiliser et Briand, qui allait incarner la politique de la France durant toutes ces années, pouvait, en septembre 1926, saluer l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations par un hymne à la réconciliation générale : « Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! » La mise hors la loi de la guerre par le pacte Briand-Kellog, ratifié en août 1928 par plus de cinquante États, apparut comme l'acte de naissance officiel de cette paix que chacun voulait croire durable. Cette impression fut renforcée, dans les mois suivants, par l'adoption du plan Young et les Accords de La Haye qui tentaient d'apporter des solutions aux problèmes des réparations et de la Rhénanie pendant plusieurs années.

Ainsi, sous l'égide de la Société des Nations et du système de sécurité collective qu'elle représentait, l'Europe paraissait peu à peu s'installer dans la paix. Des discussions s'engageaient pour réaliser un désarmement véritable, tandis que s'ébauchaient des projets de coopération économique internationale afin d'assurer une entente générale sur tous les plans. Pour les Français, Briand, l'homme qui avait déclaré : « Tant que je serai là il n'y aura pas la guerre », était le vivant symbole de cette situation internationale apaisée dans laquelle la France gardait un rôle prépondérant. Cet optimisme connut son apogée lorsque Briand monta à la tribune de la Société des Nations, le 5 septembre 1929, lors de l'ouverture de la dixième session de l'Assemblée générale, afin de proposer la création d'une fédération des États-Unis d'Europe. Ainsi, avec beaucoup de légèreté, la France et l'Europe de ces années croyaient qu'il suffisait de condamner la guerre et de déclarer anathème le chaos pour que les peuples vivent dans la fraternité. Bercés par [14] les sirènes du pacifisme, les Français de 1930, vivant sur le souvenir glorieux

¹ *Les Années d'illusion*, p. 185. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

de 1918, ne doutaient de la place de leur pays dans le monde et se persuadaient que la guerre ce 14-18 avait bien été la « der des der ».

En politique intérieure, les années 1926-1931 furent aussi des années rassurantes et sans histoire. Après la victoire du Cartel des gauches on avait certes vu réapparaître l'instabilité gouvernementale, corollaire de la crise financière, tandis que l'intransigeance laïciste des vainqueurs rallumait les querelles religieuses et que l'on assistait à une résurrection des ligues d'extrême-droite². Mais, après l'arrivée au pouvoir de Poincaré, la situation financière rétablie, toute cette agitation retomba. Pendant près de trois ans, la France ne connut pratiquement pas de vacance du pouvoir. Les élections de 1928 se déroulèrent sans passion, dans l'indifférence, la plupart des partis s'accordant sur les problèmes essentiels en matière économique et internationale. Elles furent un succès pour l'Union nationale et considérées comme un plébiscite en faveur de Poincaré. La démission de celui-ci en juillet 1929, pour raisons de santé, ne modifia guère la situation, ses successeurs continuant sa politique avec toutefois, chez Tardieu, un style plus moderniste qui fascina durant un temps l'opinion. Pendant un lustre, la France connut ainsi une période de stabilité intérieure comme elle n'en avait pas vécu depuis longtemps.

Le régime lui-même, déjà sorti renforcé de la guerre, n'était presque plus discuté. La droite s'était intégrée dans le jeu parlementaire et les années qui suivirent la mise à l'index de l'Action *française* par Pie XI virent un second « ralliement » des catholiques à la République. L'Action *française* elle-même, affaiblie par son conflit avec Rome et flattée par Poincaré, n'était plus une grave menace pour les institutions. La gauche se trouvait neutralisée par les divisions qu'avait engendrées l'apparition du communisme et de la Troisième Internationale. Le recrutement du parti communiste et de la C.G.T.U. restait encore limité tandis que le parti socialiste ne se livrait qu'à une opposition mouchetée. Après la disparition des Empires centraux et à part les exceptions de la Russie et de l'Italie auxquelles on préférait ne pas s'arrêter, il semblait que l'on assistât à l'apothéose de la démocratie et du parlementarisme libéral.

[15]

² Avec notamment la naissance des Jeunesses patriotes dont le style rappelait celui des ligues nationalistes d'avant 1914.

La prospérité économique s'étalait, la paix paraissait assurée, l'ordre était maintenu, les institutions politiques solidement enracinées : les Français de 1930, emportés par la ronde de leurs illusions, ne connaissaient pas l'inquiétude. « La France, écrira Robert Brasillach, avait besoin de chansons, de jouets. La France avait besoin de songes. La France sursautait parfois devant quelque cauchemar, mais elle se rendormait précipitamment. C'était le temps du sommeil³. » Insouciante, elle se passionnait pour les exploits de ses aviateurs, pour la célébration des fêtes du centenaire de l'Algérie, elle s'enthousiasmait pour les fastes de l'Exposition coloniale et se complaisait au récit des faits divers, seuls événements importants de ces années où il ne semblait rien se passer. Reflet fidèle de cet état d'esprit, la presse n'accordait que peu de place aux grands problèmes politiques ou économiques, préférant l'anecdote à l'événement : « Ce qui remplit ses colonnes, constate Jacques Chastenet⁴, c'est la mort de Clemenceau qui survient en novembre 1929, c'est l'attribution du prix Nobel de physique au prince Louis de Broglie, c'est l'arrivée d'Alain Gerbault rentré sur son *Fire Crest* après une navigation solitaire de trois années, ce sont les succès ininterrompus remportés sur les courts de tennis internationaux par les équipes françaises, c'est la mode féminine, la disparition de la robe-chemise et le retour de la taille à sa place normale, c'est la grande saison théâtrale qui permet d'applaudir les *Histoires de France* de Sacha Guitry, Marius de Marcel Pagnol, *Amphitryon* de Giraudoux et *le Sexe faible* de Bourdet, c'est l'apparition du cinéma « cent pour cent " parlant. »

La France euphorique des années 1930 était une France inconsciente des graves menaces qui pesaient sur elle et sur le monde, confiante en sa force qui déjà déclinait, en une stabilité politique et économique qui était pourtant compromise. Chroniqueur angoissé de ces « années d'illusion », Jean-Pierre Maxence évoquera plus tard d'une plume véhémence « cet univers clinquant, en fièvre, joyeux, d'une joie forcenée, malsaine, cet univers de dupes allègres et de réalistes aveugles, cet univers froid dominé par les initiales et les statistiques, cette France insoucieuse de son sort qui se croyait un destin facile, un avenir semé de fleurs⁵... »

En quelques mois, cette situation devait se transformer radicalement. Une société qui se pensait en termes de stabilité allait [16] désormais se penser en termes

³ Notre avant-guerre, p. 101.

⁴ Les Années d'illusion, p. 185 -186.

⁵ Histoire de dix ans, p. 99.

de crises. Là où régnait l'optimisme allait s'installer la tragédie. L'inquiétude, le désarroi allaient naître et grandir dans tous les domaines. « Une époque s'écroule, constatera encore Jean-Pierre Maxence, une époque tout ensemble exquise et pourrie, esclave et souveraine... En politique, en économie, en littérature, le décor change et non point uniquement le décor mais l'exigence même des âmes, la direction des volontés. Dures, âpres années qui nous offrent une naissance et une agonie ⁶. »

À la prospérité des années 1928-1931 se substitua bientôt la crise économique. L'opinion française, nous l'avons dit, s'était peu émue des débuts de la crise américaine, les considérant comme un simple krach boursier. Au début de 1931 pourtant, l'Europe commença à être touchée. Durant l'été, l'effondrement de l'économie allemande et la crise de la livre furent pour la France des signes avant-coureurs qu'elle s'efforça d'ignorer. « Pourquoi vous lamenter ?, pouvait-on encore lire dans un journal professionnel ⁷ en novembre 1931. Jetons un coup d'œil au-delà de nos frontières et constatons que les affaires ne marchent pas du tout à l'étranger faute d'une monnaie saine. Félicitons-nous d'être indemnes. Encore une fois confiance, tel doit être notre mot d'ordre. » Dans les premiers mois de 1932, il devint cependant évident que la France ne serait pas épargnée. Le commerce extérieur fut le premier atteint, victime de la dévaluation de la livre et de la plupart des monnaies européennes : entre 1929 et 1935, les exportations tombèrent de 50,1 à 15,4 millions de francs. Des récoltes pléthoriques provoquèrent, au cours de l'été 1932, l'effondrement des cours agricoles, le prix du quintal de blé baissant en deux mois de 161 à 96 francs. La production industrielle amorça à peu près au même moment une courbe descendante qui, à travers chutes et paliers, devait atteindre son niveau le plus bas en 1935. En moins de cinq ans, l'extraction du charbon baissa de 15%, la production de l'acier de 40%, » celle de l'aluminium de 50% ; dans le même temps, la production automobile passa de 254 000 à 165 000 unités. Sans atteindre des proportions aussi catastrophiques que dans d'autres pays, le chômage grandit cependant peu à peu. De 60 000 en 1931, le nombre des chômeurs passa à 260 000 en 1932, 335 000 en 1933, 465 000 en 1935. Ainsi, chute des exportations, profond malaise agricole, baisse de la [17] production

⁶ Histoire de dix ans, p. 93.

⁷ *La France horlogère*, 1er novembre 1931.

industrielle, marasme des affaires et marasme boursier, chômage croissant furent autant de signes que la « prospérité Poincaré » était bien terminée.

Cette crise entraîna par ailleurs des difficultés financières grandissantes. La chute de l'activité économique provoqua en effet une diminution des rentrées produites par l'impôt. Dès 1932, l'équilibre budgétaire cher au cœur de tant de bourgeois français ne fut plus qu'un souvenir. Le déficit réapparut sans que le Parlement arrivât à définir des solutions cohérentes. Entre 1932 et 1935, quatorze projets de « redressement financier » furent ainsi proposés sans que l'on aboutît à un quelconque résultat, notamment au fait que l'on se refusait obstinément à envisager toute hypothèse de dévaluation. En ce domaine le changement fut d'autant plus douloureux pour l'opinion que celle-ci ne pouvait s'empêcher de songer avec nostalgie à la stabilité financière des années 1927-1931.

La crise économique européenne eut aussi rapidement de graves conséquences dans le domaine des relations internationales. Elle contribua à disloquer l'Europe des Traités, faisant s'évanouir l'apparence d'équilibre dont se félicitaient les hommes de 1930. Déjà violemment critiqué outre-Rhin par l'opinion nationaliste, le plan Young fut en moins d'un an privé de tout objet par la dégradation de la situation économique et financière en Allemagne. Le 6 juin 1931, le gouvernement Brüning annonça qu'il ne pourrait s'acquitter de ses dettes. Le moratoire Hoover, suspendant pour douze mois le paiement des réparations et des dettes interalliées, ne fit que retarder d'un an l'échéance inéluctable. A l'issue de ce délai, l'Allemagne se déclara en effet incapable de reprendre les paiements, situation qu'entérina, en juillet 1932, la Conférence de Lausanne en mettant fin aux « réparations » après un dernier versement symbolique. Une illusion tenace se dissipait : l'Allemagne ne paierait pas. Cette affaire eut aussi pour résultat de détériorer les relations de la France avec ses alliés. Celle-ci, estimant en effet que le problème des dettes interalliées était lié à celui des réparations, se refusa, après la Conférence de Lausanne, à continuer ses versements aux États-Unis. Ce refus renforça l'orientation isolationniste de la politique américaine et sépara la France de la Grande-Bretagne qui continuait ses paiements. En fait, ce différend consacra l'aggravation d'un isolement diplomatique qui s'était amorcé dès janvier 1930 à la Conférence navale de Londres et qui s'était confirmé, en 1932, à la Conférence du désarmement où la France, abandonnée par ses anciens alliés, avait été obligée d'admettre « l'égalité des droits » en faveur de l'Allemagne.

[18]

Parallèlement se précipita le déclin de la Société des Nations. En septembre 1931, le Japon avait pris l'offensive contre la Chine et occupé la Mandchourie. Une mission de la S.D.N., envoyée sur place en décembre, ne put que constater le fait accompli. La seule sanction fut un blâme voté contre le Japon qui se retira de l'organisation internationale en mars 1933. La preuve était faite de l'échec de la politique de sécurité collective sur laquelle s'appuyait la France et de l'impuissance de la S.D.N. à protéger efficacement un de ses membres en péril. Le Pacte à Quatre, signé en juin 1933, consacra le retour à la diplomatie classique et la faillite de l'organisation genevoise. Le coup de grâce lui fut porté par Hitler qui annonça, le 14 octobre 1933, que son pays ne participerait plus à ses travaux. Pratiquement la Société des Nations avait vécu.

Isolée, le principal instrument de sa diplomatie perdant peu à peu toute efficacité, la France vit de ce fait sa situation devenir de plus en plus inconfortable au sein d'une Europe désormais déchirée par l'affrontement des nationalismes politiques et des autarcies économiques. En quelques mois, ses positions se dégradèrent à un point tel que, non seulement elle perdit toute initiative diplomatique, mais encore elle se trouva incapable de réagir aux menaces qui grandissaient outre-Rhin. Dès 1930, en effet, l'évacuation de la Rhénanie avait provoqué en Allemagne, au lieu de l'apaisement attendu, une surexcitation nationaliste qui, en juillet, s'était traduite par l'entrée d'une centaine de députés national-socialistes au Reichstag et par le début d'une campagne réclamant la révision des traités de 1919. La crise économique, le chômage croissant exaspérèrent cette flambée nationaliste et conduisirent Hitler à la Chancellerie en février 1933. Désormais, le souvenir de Stresemann était bien loin et l'Allemagne allait entrer ostensiblement dans la voie du réarmement. Quatre ans après l'appel de Briand en faveur d'une union de toutes les nations européennes l'ombre menaçante d'une nouvelle guerre commençait à s'étendre sur l'Europe. La revue *Notre Temps*, qui avait été l'organe de la jeunesse briandiste des années 1928-1930, pouvait constater sous la plume désenchantée de Pierre Brossolette : « Nous voici maintenant en 1933. Et tout s'est écroulé. Le mot international et le mot socialisme suffisent à provoquer les rires. Les Internationales se dissolvent, la Société des Nations est morte, l'Union européenne est une dérision et le désarmement une blague. L'autarchie est devenue le dogme d'un monde économique où l'on ne parle plus que de barrières douanières, de contin-

gement et de bataille monétaire. L'Allemagne [19] est plus loin que jamais de la France. Partout une extraordinaire marée nationaliste a submergé les ples ⁸. »

En face de cette « montée des périls », dans l'ordre économique comme dans l'ordre international, le régime allait d'autre part apparaître comme dangereusement faible et impuissant. Dès la fin de 1931, difficultés économiques et difficultés financières commencèrent à ébranler la relative stabilité gouvernementale qui avait caractérisé le poincarisme. Trois ministères se succédèrent au cours du premier semestre de 1932. En juillet, les élections législatives, plus passionnées qu'en 1928, virent s'affronter Herriot et Tardieu et donnèrent une majorité de centre-gauche. Mais, devant une situation de plus en plus difficile, cette nouvelle majorité s'avéra hétérogène et incapable de définir une politique. Après un gouvernement Herriot qui tomba en décembre sur le problème des dettes interalliées, cinq ministères furent renversés en moins de treize mois. Au cours de l'année 1933, une paralysie progressive parut gagner les rouages de la machine gouvernementale.

Cette instabilité et cette impuissance, ajoutées à la dégradation de la situation économique et internationale, provoquèrent à partir de la fin de 1932 un courant grandissant d'antiparlementarisme que contribua à nourrir l'éclatement de scandales politico-financiers éblouissant une partie du personnel politique. Le régime lui-même se trouva peu à peu remis en question, au moins dans son fonctionnement. Les groupes d'étude pour une « réforme de l'État » se multiplièrent tandis que Tardieu entamait une campagne contre le système parlementaire avec de nombreux articles et la publication de *l'Heure de la décision*. *L'Action française* redevint plus mordante, connaissant un regain de jeunesse. Simultanément, le phénomène des ligues reprit une grande importance. Les *Jeunesses patriotes* enregistrèrent un gonflement de leurs effectifs tandis que se créaient de nouveaux groupes comme le *Francisme*, la *Solidarité française*, les *Croix de feu*. Ce courant critique à l'égard des institutions devint d'autant plus violent que l'évolution des grands pays européens, avec la consolidation du communisme en Russie et du fascisme en Italie, avec les succès du national-socialisme en Allemagne, semblait consacrer le déclin du parlementarisme et du libéralisme. Cette détérioration rapi-

⁸ *Notre Temps*, 2-9 juillet 1933, p. 634.

de ouvrit une crise politique et une crise de régime qui, après avoir atteint un point particulièrement critique avec les émeutes de février 1934, ne devait connaître leur dénouement que dans la débâcle de juin 1940.

[20]

Ainsi, en moins de deux ans, entre 1931 et 1933, que ce soit en matière économique, au point de vue diplomatique ou dans l'ordre de la politique intérieure, la situation se transforma d'une manière radicale. « Ce qui avait fait la force du pays, a-t-on pu constater ⁹, devient maintenant manifestation ou cause de faiblesse. L'économie, qui avait atteint un sommet en 1929-1930, chancelle et stagne comme si tout ressort était venu à lui manquer. C'est une lente décrépitude qui se prolonge jusqu'à la veille même de la guerre. Toute stabilité politique disparaît au long d'une succession de crises provoquées presque toutes par la veulerie d'un Parlement qui hésite à prendre les mesures nécessitées par la situation catastrophique de l'économie et des finances publiques. Du coup, le régime, qui avait bien résisté à la guerre et aux convulsions sociales de l'immédiat après-guerre, est menacé par des mouvements d'opposition qui recherchent leur inspiration dans les expériences étrangères contemporaines et sont soutenus par une population prompte à se porter aux extrêmes parce que déçue, mécontente, atteinte dans son niveau de vie. La position de la France en Europe est à son tour remise en question, car notre pays perd l'initiative qu'il avait conservée à travers des politiques différentes jusqu'en 1931. La disparition presque simultanée des deux protagonistes et adversaires, Briand et Poincaré, la montée des régimes autoritaires, la faiblesse et la division du pays laissent nos diplomates démunis devant les nouveaux problèmes qui se posent. Le respect des traités, fondement de l'action extérieure, se révèle de plus en plus incompatible avec les conditions nouvelles des pays européens en proie, eux aussi, à une terrible crise. La France, incapable de leur venir en aide parce que paralysée par ses propres difficultés, se débat dans une série de contradictions qui ne débouchent sur aucune ligne de conduite ferme. » Et notre auteur de conclure : « Les années trente offrent un contraste tranché avec la décennie précédente. Autant celle-ci avait été brillante en dépit de l'héritage de la guerre, autant la période qui suit est terne, maussade, déprimante. » Ainsi, en quelques mois, la France confiante et sûre d'elle-même des années 1929-1930 se

⁹ Claude Fohien, *la France de l'entre-deux-guerres*, p. 89.

transforma en une France inquiète, de plus en plus désespérée, qui voyait s'évanouir les rêves dont elle s'était bercée à la suite d'une victoire chèrement acquise.

Cette inquiétude devant les événements immédiats se compliqua dans l'ordre intellectuel d'une inquiétude croissante sur le destin [21] de la civilisation occidentale ¹⁰. Déjà, la guerre avait ébranlé la foi dans le Progrès et la confiance en la Raison qui avaient guidé le XIXe siècle. « Cette science qui devait unir et guérir, constatait Jean-Richard Bloch, avait apporté la même grande indifférence à servir les forces de destruction. Les instruments qui devaient rapprocher les hommes n'aboutissaient qu'à propager le fléau. L'instruction devait éveiller les esprits et les mettre en mesure de repousser l'erreur ; elle avait eu pour seul effet de les rendre plus accessibles aux embûches de la parole. L'art lui-même, cette fleur délicate jaillie des profondeurs communes à tous les hommes, devenait un argument de haine et de mépris. Ainsi tout l'échafaudage de l'esprit - raison, logique, intelligence - apparut tout à coup comme un amas de forces aveugles. ¹¹ » Le courant de scepticisme et de révolte qui était né de cette constatation et dont le surréalisme avait été une des manifestations s'aggrava dans les années 30. Des phénomènes convergents vinrent nourrir chez beaucoup la crainte de voir la civilisation écrasée par ses propres productions, l'homme mécanisé par ses machines, l'individu absorbé par la masse. C'est alors que l'on commença à prendre une conscience claire des problèmes posés par le développement des systèmes politiques totalitaires. Il devint en effet évident que les expériences soviétiques et italiennes, sur les traces desquelles s'engageait l'Allemagne, n'étaient pas de simples accidents dans le cours harmonieux de l'histoire universelle. Nombre d'esprits commencèrent alors à s'interroger sur le sort de l'homme menacé dans sa vie personnelle par l'oppression grandissante d'appareils politiques et étatiques envahissants et par ce qu'Ortega y Gasset venait d'appeler la « révolte des masses ». Par ailleurs, commença à se développer une réflexion tournée vers l'appréciation critique des conséquences du progrès technique. Les expériences américaines du « fordisme » et du « taylorisme », l'apparition en France du travail à la chaîne, plus généralement les divers phénomènes consécutifs aux premières manifestations de ce que l'on ne nommait pas encore la société industrielle suscitèrent des interrogations caractérisées par

¹⁰ Cf. P.-H. Simon, « Le pessimisme historique dans la pensée du XXe siècle », *Cahiers de la République*, 1956, n° 1.

¹¹ Cité par A. Berge in *les jeunes à la croisée des chemins*, p. 67.

l'angoisse de voir se produire, selon le mot de Bergson, « au lieu d'une spiritualisation de la matière, une mécanisation de l'esprit. ¹² » Très significativement, treize ans après ses lettres à *l'Athénæum* sur [22] la mort des civilisations, Paul Valéry écrivait en 1932 : « Ce que nous avons créé nous entraîne où nous ne savons, où nous ne voulons pas aller... Nous sommes aveugles, impuissants, tout armés de connaissances et chargés de pouvoirs dans un monde que nous avons équipé et organisé et dont nous redoutons à présent la complexité inextricable... Nous ne savons que penser des changements prodigieux qui se déclarent autour de nous et même en nous... Le monde n'a jamais moins su où il allait... »

Ce trouble trouva un écho immédiatement perceptible dans la vie littéraire, pour laquelle ces années furent des années charnière caractérisées par le déclin de la littérature de dilettantisme et de divertissement qui avait triomphé au cours de l'après-guerre au profit d'une littérature de témoignage ¹³. L'euphorie des années 20 avait favorisé le succès d'œuvres de dépaysement, d'introspection psychologique, de spéculation métaphysique et d'évasion poétique. L'inquiétude et la fièvre des années 30 provoqua un retour de l'esprit à l'histoire, une réflexion tournée vers le concret et le social, une pensée plus objective et plus grave. Dans les préoccupations des intellectuels, l'évasion, la poésie pure ou l'exploration des labyrinthes du cœur et de l'inconscient cédèrent alors le pas aux problèmes politiques et sociaux. À une production littéraire surtout faite de romans et de confessions intimes succéda un flot d'essais consacrés à la méditation des « destins du siècle ». Le déclin de l'influence de la *Nouvelle Revue française*, l'adhésion de la plupart des surréalistes au communisme, l'emprise croissante du matérialisme dialectique sur nombre d'intellectuels, l'audience soudaine et inattendue que trouva alors l'œuvre de Charles Péguy furent quelques-uns des symptômes divers mais convergents de cette évolution. Bernanos, Céline, Malraux, Saint-Exupéry, tels furent les noms qui, dans les années 1932-1933, se mirent à briller au firmament des lettres françaises, symbolisant l'apparition d'un « esprit de sérieux » qui contrastait avec l'étincelante désinvolture qui avait caractérisé la précédente décennie. Évoquant l'année 1932 qui vit la naissance d'Esprit, Mounier écrivait : « Une époque s'achevait : l'époque éblouissante de l'efflorescence littéraire de l'après-guerre : Gide, Montherlant, Proust, Cocteau, le surréalisme, ce feu d'artifice retombait sur lui-

¹² Cf. par exemple, G. Duhamel, *Scènes de la vie future*, 1930.

¹³ Cf. P.-H. Simon, *Histoire de la littérature française au XXe siècle*, tome II.

même. Il avait exprimé son époque avec un merveilleux jaillissement. Il n'avait pas apporté à l'homme la lumière d'un destin nouveau. La déception que laissaient ces guides sans étoiles, orchestrée par de lointains craquements à [23] Wall Street, amenait leurs successeurs à réfléchir sur les destins d'une civilisation qui semblait encore capable d'éclat mais au prix d'une sorte de dépérissement profond. La génération des années 30 allait être une génération sérieuse, grave, occupée de problèmes, inquiète d'avenir. La littérature dans ce qu'elle a de plus gratuit avait dominé la première. La seconde devait se donner plus intimement aux recherches spirituelles, philosophiques et politiques ¹⁴. »

Plus largement encore, on a pu voir dans ces années une date décisive dans l'évolution de toute la littérature européenne de la première moitié du XXe siècle. Un critique et historien de la littérature, R.-M. Albérès, considère ainsi les derniers mois de 1932 comme une césure capitale dans ce qu'il appelle « l'aventure intellectuelle du XXe siècle ». Interprétant celle-ci comme une réaction contre le rationalisme, déclaré caduc et desséché, des deux siècles précédents, il constate que jusqu'en 1930 cette réaction s'était faite dans la joie d'une liberté et d'une vitalité retrouvées, dans une sorte d'allégresse dionysiaque dont Barrès, Gide, d'Annunzio, D.H. Lawrence, Stephan George ou Hoffmansthal avaient été les chantres. A partir de 1930, cette excitation retomba et la sensibilité littéraire européenne se transforma très profondément. À l'enchantement des premières découvertes succédèrent en effet la désillusion et l'angoisse : « Le grand mouvement qui avait jeté la littérature de la pensée à la vie et de l'école à "l'expérience", à travers la diversité des âmes faites d'instinct, de sensibilité ou de foi qu'il attribuait à l'homme, cherchait partout une réalité que l'on appelait la "joie". Et puis, l'on vit le ciel se couvrir de nuages et on leva la tête vers les premiers éclairs. Il y eut pour chacun un moment tragique où il sentit les premières gouttes de l'orage tomber sur son front et le paysage de "la vie" prit une teinte livide et plombée. S'il faut choisir une date pour ce brusque changement des conditions atmosphériques, on peut élire celle de 1933 où la "crise" de dépression arrive en Europe et où l'orage se concentre au-dessus de l'Allemagne. À partir de cette date, les nouveaux écrivains ne voient plus ce fameux soleil de la "joie" dont parlent leurs aînés. Certes eux aussi suivent la pente du siècle, recherchent la vérité dans la vie et ne croient qu'au concret. Mais cette vie a changé de sens ; elle n'est plus découverte de jar-

¹⁴ « Réflexions sur le personnalisme », *Synthèses*, 1947, n° 4, p. 25.

dins enchantés, elle ne s'affirme plus au contact d'un monde toujours nouveau, mais elle doit sa seule réalité au fait de se savoir sans cesse menacée... Un Maïraux, un Saint-Exupéry, un Richard Hillary, un héros de [24] Sartre se fient aussi aveuglément que leurs aînés à l'événement, mais, plus qu'une joie, ils y veulent découvrir une "angoisse" et une "lutte", le mot "expérience" a cédé la place au mot "aventure" ou "engagement" et la "joie" a été remplacée par le "risque". Car ce sentiment de vitalité profonde qu'on demandait à la joie est demandé au danger ¹⁵. » C'est aussi à partir des années 1930 qu'a commencé de s'exprimer dans toute la littérature européenne une vision de plus en plus tragique, de plus en plus désespérée de la condition de l'homme qui a cessé « d'être un fils de la terre pour y devenir un enfant perdu ¹⁶. »

À cette mise en question du rationalisme dans la littérature depuis le début du siècle avait correspondu un mouvement analogue dans la réflexion philosophique. La philosophie pragmatiste avait été, autour de 1900, le premier signal de cette offensive brillamment poursuivie par le bergsonisme. À cet égard, les années 1930 furent caractérisées par une nouvelle aggravation de la crise du rationalisme qui, de plus en plus menacé, essayait cependant de maintenir ses positions avec la fondation de *l'Union rationaliste* par Bayet, Boll et Langevin et avec la publication des *Âges de l'intelligence* et des *Progrès de la conscience dans la philosophie occidentale* de Léon Brunschwig. Ces sursauts n'empêchèrent pas le rationalisme, pourtant maître encore de beaucoup de chaires universitaires, d'être de plus en plus battu en brèche. Bergson, après plusieurs années de méditation silencieuse, fit paraître en 1932 son dernier grand livre *les Deux Sources de la morale et de la religion* qui élargit encore son audience. Les progrès de la physique quantique, représentée en France par Louis de Broglie, incitèrent savants et philosophes à remettre en cause les notions de causalité et de déterminisme. S'inspirant des recherches freudiennes sur l'inconscient, la pensée philosophique tendit à s'élargir en s'ouvrant à des explorations plus subtiles des marges mystérieuses et des zones profondes de la conscience avec, par exemple, les travaux de Bachelard élaborant une méthode de connaissance totale et une critique explicative du symbolisme des images.

¹⁵ L'Aventure intellectuelle du XXe siècle, p. 30-31.

¹⁶ *Ibid.*, p. 34

Mais, surtout, les années 30 virent s'étendre l'influence d'un courant de pensée promis à une grande célébrité après la Seconde Guerre mondiale, celui de l'existentialisme ou, plus largement encore, celui de la pensée existentielle. C'est dans ces années que commencèrent à être connus au-delà des frontières allemandes les [25] travaux de l'école phénoménologique fondée par Husserl et les premières œuvres de ses disciples existentialistes : Heidegger, Scheler, Jaspers. En 1930 parut ainsi en France *Tendances actuelles de la philosophie allemande* de Gurvitch, dont plusieurs chapitres étaient consacrés à ces auteurs, tandis que Lavelle et Le Senne devaient fonder en 1934 chez Aubier la célèbre collection « Philosophie de l'Esprit » qui allait s'attacher à tirer le courant de la phénoménologie vers une perspective religieuse de la vie. A ceci s'ajoutèrent en France, d'une part, l'influence d'un courant existentiel russe s'exprimant à travers les œuvres de Berdiaeff et de Chestov et, d'autre part, l'influence d'un existentialisme spécifiquement français représenté par Gabriel Marcel, initiateur avec ses livres (*Journal métaphysique*, *Être et Avoir*), son théâtre et de nombreux articles, d'un mouvement de pensée orienté vers l'approfondissement des valeurs spirituelles et religieuses. Ces années dramatiques virent aussi grandir l'importance intellectuelle des deux grands précurseurs de l'existentialisme : Søren Kierkegaard et Frédéric Nietzsche. C'est notamment assez exactement autour de 1930 que commencèrent à être traduites en français les principales œuvres du grand philosophe danois qui allait trouver en Jean Wahl un commentateur érudit et averti ¹⁷.

Au point de vue religieux les années 30 furent aussi des années tournantes. Pour l'Église catholique, elles furent marquées par un profond renouvellement de sa vie intérieure ainsi que par une nette atténuation du conflit qui, durant tout le XIXe siècle, l'avait opposée à la société politique née de la Révolution française. C'est à partir de cette date que la mise à l'index de *l'Action française* commença à avoir des effets sensibles, dissociant la collusion des catholiques avec les monarchistes et diversifiant leurs positions politiques. Les problèmes économiques et sociaux prirent aussi dans ces années une place grandissante dans les préoccupations du monde catholique alors que l'engagement social avait été jusque-là le fait d'une minorité ¹⁸. La fondation de la *Vie intellectuelle* par les dominicains de Ju-

¹⁷ En 1934, Edmond Jaloux et Denis de Rougemont fondèrent avec l'aide du consul du Danemark, Prior, une Société d'études kierkegaardiennes. CL aussi Y.-M. Congar, « Actualité de Kierkegaard », *la Vie intellectuelle*, 25 novembre 1934.

¹⁸ Souvent politiquement contre-révolutionnaire.

visy en 1928, la publication par les jésuites de l'Action populaire des *Cahiers d'action religieuse et sociale* à partir de 1933, le lancement en 1934 de l'hebdomadaire *Sept*, auquel succéda *Temps présent*, la publication en 1936 d'*Humanisme intégral* [26] de Jacques Maritain furent quelques-unes des étapes de cette évolution ¹⁹. De cette période date aussi l'essor des mouvements d'Action catholique spécialisés avec le développement de la *jeunesse ouvrière chrétienne* créée en 1926, avec la fondation de la *Jeunesse agricole chrétienne* en 1929, de la *Jeunesse étudiante chrétienne* en 1930, de la *Jeunesse maritime chrétienne* en 1932, de la *Jeunesse indépendante chrétienne* en 1936. L'action de ces mouvements de laïcs fut favorisée par un effort correspondant de réflexion théologique et par l'influence croissante exercée par les intellectuels catholiques, notamment par les universitaires, sur de nombreux catholiques « engagés » et sur le jeune clergé au moyen d'articles de revue, de conférences ou de réunions au sein de groupements divers. Cette évolution s'accompagna d'autre part d'une évolution de la spiritualité, dégageant celle-ci de la gangue d'un certain conformisme bourgeois. « Le catholicisme individualiste du XIXe siècle, le catholicisme d'obligation, du sentiment et des pratiques fait place, a noté Adrien Dansette, à un catholicisme à la fois plus personnel et plus social inspiré par les vertus théologales et qui se propose de muer la vie du chrétien en une oraison permanente. C'est un catholicisme conquérant, à orientation apostolique, qui requiert de chacun de ses fidèles un travail en pleine pâte humaine pour le salut non seulement de lui-même mais du monde ²⁰. » Plus généralement, c'est dans les années 30 que s'est amorcé le courant de réformes qui a abouti à « l'aggiornamento » de l'Église catholique réalisé par le concile de Vatican II. Ainsi, à maints égards, l'Église de l'après-guerre a été tributaire de courants nés dans la décennie qui a précédé la Seconde Guerre mondiale. Les crises mêmes que l'Église a connues depuis 1945 ont eu, elles aussi, leurs racines dans l'avant-guerre. C'est en effet, par exemple, dès cette époque qu'a commencé de se manifester la fascination exercée par le marxisme sur une part notable de « l'intelligentzia » catholique, fascination qui provoqua, autour de 1947, l'apparition du « progressisme ». De même, ces années d'avant-guerre virent apparaître les lointaines prémices du fléchissement doctrinal et spiri-

¹⁹ Cf. R. Rémond, les Catholiques, le communisme et les crises ; Aline Coutrot, Un courant de la pensée catholique : « Sept ».

²⁰ Histoire religieuse de la France contemporaine, p. 8.

tuel contemporain de Vatican II que d'aucuns ont baptisé « néo-modernisme » ²¹. Si 1930 fut une date importante pour le catholicisme, elle le fut aussi, quoique à un degré moindre, pour le protestantisme [27] avec le développement de la « théologie dialectique » représentée essentiellement par Karl Barth dont l'œuvre capitale, la *Kirchliche Dogmatik*, commença à paraître en 1927. C'est autour de 1930 que la théologie barthienne, rupture radicale avec le protestantisme libéral, commença à être connue en France et à y avoir une influence non négligeable avec, notamment, la fondation en 1932 par Denis de Rougemont de la revue *Hic et Nunc*.

Ainsi, à quelque point de vue que l'on se place, économique, diplomatique, politique, littéraire, philosophique ou religieux, les années 1930-1933 apparaissent, même si les contemporains n'en ont pas toujours eu conscience, comme une « époque » au sens que Péguy donnait à ce terme, c'est-à-dire comme des années de crise et de changement mettant en question les valeurs, les idées, les structures établies. Pour reprendre un mot de Pierre Andreu, « le XXe siècle se préparait à pivoter ²² ».

Cette période, à maints égards cruciale, vit se produire par ailleurs une relève de génération. Cette notion était devenue particulièrement importante depuis l'armistice. En 1926, Benjamin Crémieux notait déjà : « La notion de génération a pris soudain une signification vivante et comme une résonance nouvelle. Conséquence immédiate de la guerre. En ouvrant par la mort l'immense trou de dix classes d'hommes, en séparant par cet abîme deux groupes sans liaison, elle a contraint les survivants à se compter ²³. » À ce point de vue les années 1929-1932 furent tout d'abord caractérisées par la disparition des hommes qui avaient atteint aux rôles de premier plan avant 1914 et qui s'étaient maintenus aux leviers de commande durant l'après-guerre. Poincaré, malade, s'effaça dans une retraite définitive en juillet 1929. La même année, Foch et Clemenceau s'éteignirent. 1931 vit disparaître Maginot tandis que Joffre rejoignait Foch dans la tombe. L'échec de la candidature de Briand à la présidence de la République et sa mort quelques mois

²¹ Cf. Paul VI, encyclique *Ecclesiam Suam* ; J. Maritain, *le Paysan de la Garonne* ; R. Vancourt, *la Crise du christianisme contemporain*.

²² « Les idées politiques de la jeunesse intellectuelle de 1927 à la guerre », *Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1957, IIe semestre, p. 17.

²³ *Europe*, 15 mai 1926.

plus tard consacrèrent l'effacement définitif de cette génération remplacée sur la scène publique par des hommes plus jeunes qui avaient souvent fait leurs classes durant la guerre ou après celle-ci : Tardieu, Laval, Blum, Daladier, Weygand. Cette relève, coïncidant avec les changements que nous avons déjà notés, ne se fit pas sans remous : la révolte des « Jeunes Turcs » au sein du [28] parti radical et la naissance des « néo-sodalistes » en furent les manifestations les plus notables et les plus caractéristiques, dans lesquelles les conflits de personnes et de générations se combinèrent avec des divergences tactiques et idéologiques plus ou moins profondes.

D'autre part, tandis qu'une génération s'éteignait, une autre faisait une brutale irruption dans la vie intellectuelle et politique, celle des jeunes hommes nés dans la première décennie du siècle et dont la formation intellectuelle et psychologique s'était tout entière faite dans les années d'après-guerre. Pour ces jeunes gens, dont l'âge moyen se situait autour de vingt-cinq ans, les combats de 1914-1918 étaient déjà de l'histoire. Leur entrée sur le forum se fit d'une manière assez agressive. Alors que la génération qui l'avait précédée, celle de l'après-guerre, celle des « nouvelles équipes » radicales ou démocrates-chrétiennes, avait été une génération « réformatrice », celle-ci se présenta d'emblée comme une génération « révolutionnaire ». Sans doute c'est une pente naturelle de la jeunesse que de s'affirmer en s'opposant d'une manière ou d'une autre à ses prédécesseurs. Mais, pour cette génération, « un peu raidie, un peu simplifiée », comme le dira Mounier, le refus fut bien autre chose qu'une simple pose intellectuelle. Chez ces jeunes gens, minoritaires à l'intérieur d'une société vieillie, dans laquelle ils avaient l'impression d'étouffer et de ne pas pouvoir trouver leur place, la révolte fut l'expression d'une sorte de réflexe vital. Paul Nizan en sera l'éloquent porte-parole lorsqu'il écrira en 1932 : « La plaisanterie a assez duré, la confiance a assez duré, et la patience et le respect. Tout est balayé dans le scandale permanent de la civilisation où nous sommes, dans la ruine générale où les hommes sont en train de s'abîmer. Un refus, une dénonciation, seront publiés partout, malgré toutes les polices et toutes les conspirations, tellement complets, tellement radicaux qu'ils seront à la fin entendus des plus sourds ²⁴. »

²⁴ Nouvelle Revue française, décembre 1932, p. 810.

Déjà membre à cette époque du parti communiste, Paul Nizan ne fut pas, de ce fait, l'une des figures les plus caractéristiques de cette génération, car celle-ci, dans ses éléments les plus dynamiques et les plus originaux, chercha délibérément à se situer en marge des partis et des mouvements établis. Cette volonté engendra une assez extraordinaire effervescence idéologique, s'exprimant à travers une multiplicité de publications plus ou moins éphémères et aux moyens matériels souvent réduits, dont il est aujourd'hui très difficile [29] de faire un recensement exact. Le *Plan du 9 juillet*, rédigé au lendemain des événements de février 1934 par un groupe d'intellectuels et de fonctionnaires sous la direction de Jules Romains, est le fruit le plus connu, quoique de loin le moins original ²⁵, du bouillonnement intellectuel qui caractérisa ces années. Entre 1930 et 1936 on vit en effet se produire un étonnant pullulement de revues, de groupes de recherche, de cercles d'étude, tous tendus vers la construction d'un monde nouveau destiné à se substituer au monde qui, selon eux, était en train d'agoniser sous leurs yeux. *Les Cahiers*, *Réaction*, *la Revue française*, *Plans*, *Mouvements*, *Esprit*, *l'Ordre nouveau*, *la Revue du siècle*, *Prélude*, *le Front national syndicaliste*, *les Nouvelles Équipes*, *l'Homme nouveau*, *l'Homme réel*, *le Club de février*, *la Lutte des jeunes*, *Travail et Nation*, *la Revue du XXe siècle*, *la Justice sociale*, *le Courrier royal*, *Combat*, *l'Ordre réel*, telles furent quelques-unes, parmi les plus importantes, de ces revues et de ces « chapelles », dont les noms étaient déjà très significatifs et de l'ampleur de leurs ambitions et de leur volonté de renouvellement.

L'action de ces mouvements se développa dans des directions diverses. Un clivage cependant semble s'imposer, consistant à distinguer les groupes nés entre 1928 et 1932 de ceux qui virent le jour postérieurement. Cette distinction se justifie à deux points de vue. Tout d'abord, au point de vue idéologique, les revues créées dans les années 28-32 dominées par le souci de dépasser une perspective purement économique ou politique pour replacer ces problèmes dans une perspective plus large, envisageant le destin de la civilisation occidentale dans son ensemble et centrée sur l'idée d'une crise de civilisation. En revanche, les groupes fondés à partir de 1933 se soucièrent moins de philosophie que les précédents et s'attachèrent à une réflexion plus concrète portant directement sur la transforma-

²⁵ En réalité ce Groupe du 9 juillet eut une composition assez hétérogène : des vingt-cinq-trente ans des années 1930 y collaborèrent avec des « jeunes radicaux », des « néo-socialistes », des adhérents de la *Jeune République* et des membres des *Croix-de-Feu*. Toutefois, ce Plan fut surtout soutenu par une revue marginale de jeunes : *l'Homme nouveau*.

tion des structures politiques et économiques. Cette différence trouve en partie son explication dans les origines de ces deux vagues de mouvements. Les revues apparues après 1933 naquirent de la pression de l'événement, du spectacle dans les faits du désordre économique et politique ; elles furent, pour une large part, le fruit de la crise économique et de l'impuissance grandissante du régime parlementaire, plusieurs surgissant du choc produit par les émeutes de février 1934. Au contraire, la première [30] vague de ces mouvements eut ses racines dans une réflexion critique amorcée dès les années 1926-1930, c'est-à-dire à un moment où la France et le monde semblaient s'installer dans une certaine stabilité et dans une relative prospérité. Autrement dit, leur diagnostic anticipa d'une manière quelque peu prophétique la crise politique et économique flagrante des années 1933-1934.

Cette première vague de groupes de jeunes donna naissance à un courant idéologique que l'on peut considérer comme le plus caractéristique des années 1930 car il fut rigoureusement contemporain de ces « années tournantes », de cette date décisive dans l'histoire de la première moitié du XXe siècle. L'originalité de ces groupes, qui se qualifièrent assez rapidement de « mouvements non conformistes », fut de tirer immédiatement les conséquences des transformations profondes du monde qu'ils constataient ou pressentaient. Cette préoccupation majeure devait se retrouver dans toutes ces publications qui, décidées à se situer en dehors des courants idéologiques constitués, réunirent des hommes venus des horizons les plus variés. En dépit de la diversité des origines intellectuelles et politiques de leurs animateurs, ces mouvements s'accordèrent sur un ensemble de thèmes assez caractéristiques pour que, malgré leur audience somme toute assez réduite, on ait pu parler à leur propos d'un « esprit de 1930 ». « Dans les années 1930, a écrit Jean Touchard, de jeunes intellectuels se retrouvent autour des mêmes revues, parlent le même langage, utilisent le même vocabulaire ; tous rêvent de dépasser les oppositions traditionnelles, de rajeunir, de renouveler la politique française ; tous se déclarent animés de la même volonté révolutionnaire. Les années 1930 apparaissent donc au premier abord comme une de ces époques de syncrétisme où les oppositions politiques et idéologiques s'effacent, où l'esprit de l'époque est plus important que les distinctions traditionnelles entre les courants de pensée. Il existe, semble-t-il, un *esprit de 1930*, comme il a existé un esprit de 1848, un es-

prit de 1936 (très différent de l'esprit de 1930), un esprit de la Résistance et de la Libération ²⁶. »

Au premier abord, cet « esprit de 1930 » *peut* apparaître comme assez éphémère. Il ne résista pas en effet au choc des événements. L'embryon de front commun de ces mouvements de jeunes qui [31] avait semblé se constituer entre 1930 et 1933 se désagrégea après les émeutes de février 34. Le développement des ligues, l'affaire d'Éthiopie, le Front Populaire, la guerre d'Espagne provoquèrent des engagements divergents. Pourtant, cet « esprit » ne se volatilisa pas complètement. Il ne disparut pas sans laisser de traces. Nombre des mots d'ordre qui l'avaient caractérisé se retrouvèrent au cours de l'avant-guerre, plus ou moins déformés, dans des secteurs divers de l'opinion. Au lendemain de la défaite de 1940, les tentatives doctrinales de la « révolution nationale » de Vichy comme celles de plusieurs mouvements de résistance furent, pour une grande part, tributaires des idées que ces groupes avaient développées dans les années 1930. À l'heure actuelle encore, de nombreux thèmes, devenus presque des lieux communs, ont là leurs racines lointaines comme la plupart des organismes fédéralistes européens leur sont redevables de leurs responsables et de leur doctrine. Ainsi, à maints égards, la connaissance de cet « esprit de 1930 » apparaît comme très importante pour comprendre nombre d'aspects de l'histoire contemporaine.

En écrivant l'histoire de « l'esprit de 1930 » nous n'entendons ni broser un tableau de l'ensemble du mouvement des idées dans ces années, ni décrire le consensus idéologique global de la société française de cette époque. Notre propos est d'étudier sous ce nom un courant d'idées original, qui est né très précisément entre 1930 et 1933, et dont l'apparition constitue à notre sens, en dépit de son audience assez réduite à ce moment, l'événement idéologique le plus important de ces années en France. Ces recherches concerneront donc les *mouvements de jeunes non conformistes des années 1930*.

Ceci signifie, d'une part, qu'elles laisseront de côté les mouvements de jeunes des années 1930, qui se rattachaient à une idéologie déjà existante ou à des partis classiques comme les « jeunes radicaux », les « jeunes communistes » ou les « jeunes d'Action française » de stricte orthodoxie maurassienne et, d'autre part,

²⁶ « L'esprit des années trente » in *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, p. 89. Nous tenons à dire ici notre dette à l'égard de cette étude qui fut, pour une part, à l'origine de nos recherches.

qu'elles ne s'intéresseront pas aux groupes de jeunes « non conformistes » nés après 1933, comme les *Nouvelles Équipes*, *l'Homme nouveau*, *l'Homme réel*, *la Lutte des jeunes ou la Justice sociale*. Par ailleurs, pour les raisons développées plus haut, notre analyse idéologique portera essentiellement sur les textes publiés entre 1930 et juillet 1934.

[33]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE

**REVUES ET MOUVEMENTS
POLITIQUES DE JEUNES
DANS LES ANNÉES 1930-1934**

[Retour à la table des matières](#)

[35]

Ces mouvements de jeunes « non conformistes » nés dans les années 1930 peuvent être regroupés autour de trois grands axes principaux. Tout d'abord, plusieurs de ces publications se virent désigner sous le nom collectif de *Jeune Droite*. Ce fut là, chronologiquement, le premier courant qui commença à apparaître en 1928 et se développa surtout à partir de 1930. Un second courant s'organisa au cours de 1930 et 1931 autour du groupe de l'Ordre *Nouveau* qui fut pendant un temps associé à la revue *Plans* et au bulletin *Mouvements*. Enfin, 1932 vit la naissance du plus connu de ces mouvements, le mouvement *Esprit*.

Dans les trois premiers titres de cette première partie de notre étude, nous attacherons à retracer la naissance et l'histoire de chacun de ces groupes. Nous suivrons leur développement dans les années 1930-1934 - années pour nous les plus importantes -, mais nous donnerons aussi quelques indications sur leur histoire postérieure, jusqu'en 1940, ce qui nous permettra notamment de constater que la date de 1934 fut pour tous une date importante qui vit se modifier sensiblement leurs orientations respectives.

Dans un quatrième titre, nous essaierons de brosser un tableau de ce que furent les relations mutuelles de ces mouvements dans les années 1930-1934, de façon à apprécier dans quelle mesure se produisit, durant cette période, cette convergence de leurs recherches et de leurs efforts qui amena certains à parler de l'existence d'un « front commun des mouvements de jeunes ».

[37]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE

1. LA JEUNE DROITE

[Retour à la table des matières](#)

Le nom de *Jeune Droite* fut donné dans les années 1930-1934 à un certain nombre de jeunes hommes et de groupes qui s'exprimèrent dans diverses revues plus ou moins éphémères telles que les *Cahiers*, *Réaction*, *la Revue française*, *la Revue du siècle* ²⁷. Bien que leurs orientations aient été parfois sur certains points divergentes, ces publications présentaient cependant un trait commun qui explique la dénomination sous laquelle amis et adversaires les regroupèrent : toutes furent, à des degrés divers, influencées par l'enseignement de Maurras et de l'Action française.

De ce fait, cette *Jeune Droite* apparaît à la fois comme le courant le plus caractéristique et le moins original de ces mouvements de jeunes des années 1930. Il est le plus caractéristique car il prouve la force de la poussée de renouvellement qui marqua ces années puisqu'elle réussit à faire éclater une orthodoxie aussi rigide et aussi prompte à pourchasser les « hérétiques » que celle de l'Action française. Mais il fut en même temps le courant le moins original dans la mesure où, recueillant en certains domaines l'héritage maurrassien, il gardait ainsi des atta-

²⁷ Sur l'utilisation de cette dénomination, voir par exemple : *Esprit*, n° 25, p. 152 ; n° 32, p. 275.
- Mounier, *Révolution personaliste et communautaire*, Annexe 1.

ches avec une idéologie déjà existante défendant des thèses qui ne présentaient pas une nouveauté aussi radicale que celles de l'Ordre Nouveau ou d'Esprit.

Il faut souligner ici que, malgré cette dénomination commune, la *Jeune Droite* ne fut pas aussi cohérente qu'on voulut bien le dire. On peut en effet, dans son développement, distinguer deux branches organiquement et, dans une certaine mesure, idéologiquement distinctes. A une première branche se rattachent les publications [38] dirigées par Jean-Pierre Maxence, *les Cahiers* qui parurent de 1928 à 1931 et *la Revue française* de 1930 à 1933 tandis que les revues dont Jean de Fabrègues assumait la direction, *Réaction* (1930-1932) et *la Revue du siècle* (1933-1934), peuvent être considérées comme constituant la seconde branche de cette *Jeune Droite*.

[39]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE
1. LA JEUNE DROITE

Chapitre 1

Les origines de la «*Jeune droite*»

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'univers intellectuel et politique des années 1925-1930, un événement eut en France une importance considérable : la « condamnation » de *l'Action française* par la hiérarchie catholique à la fin de l'année 1926. Cet événement eut, dans l'immédiat et à terme, des conséquences multiples aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de *l'Action française* et l'on ne saurait le négliger dans l'étude des origines de la *Jeune Droite*. Par la remise en question de leurs positions à laquelle il contraignit les jeunes intellectuels de droite, il explique en effet en grande partie pourquoi ceux-ci furent parmi les premiers à prendre conscience de la crise politique, sociale et spirituelle qui couvait sous l'apparente prospérité des années 1928-1930.

Toutefois, le conflit avec Rome ne fut pas pour *l'Action française* un coup de tonnerre dans un ciel totalement serein. De manière plus ou moins latente, un malaise existait déjà auparavant chez certains de ses adhérents. Dès 1925, ce malaise s'était concrétisé - de façon d'ailleurs assez discrète - par la fondation d'une publication royaliste et catholique indépendante intitulée la *Gazette française*, dans

laquelle certains de ceux qui devaient devenir les chefs de file de la *Jeune Droite* firent leurs premières armes de journaliste.

La création de la *Gazette française* et la « condamnation » de *l'Action française* eurent donc, soit directement, soit indirectement, une influence certaine sur la naissance de la *Jeune Droite* des années 1930

LA CRISE DE « L'ACTION FRANÇAISE ».

La mise à l'index de *l'Action française* par Pie XI dans les dernières semaines de 1926 est souvent considérée par les historiens comme marquant le début du déclin du mouvement royaliste dirigé [40] par Charles Maurras²⁸, Ceci peut être discuté mais il est incontestable que les années 1926-1931 furent pour *l'Action française* des années de crise. Cette condamnation modifia en effet de manière très sensible ses possibilités d'action et provoqua au sein du mouvement des remous dont l'influence devait se faire encore sentir dans les années 1930.

L'une des premières conséquences de la décision romaine fut de tarir, au moins en partie, les possibilités de recrutement de *l'Action française* dans les milieux catholiques et de lui retirer l'appui plus ou moins discret dont elle bénéficiait de la part d'une grande partie du clergé français. De ce fait, nombre de jeunes catholiques se trouvèrent sans affectation, démobilisés, alors qu'en d'autres temps ils eussent trouvé dans les troupes maurrassiennes un exutoire à leur besoin d'action et à leurs révoltes. Ceci explique sans doute en partie le rôle relativement important que les catholiques jouèrent dans la naissance de plusieurs des mouvements de jeunes années 1930.

À cette occasion, un homme eut une influence capitale, le philosophe thomiste Jacques Maritain. Dès avant la condamnation, alors qu'il était encore lié à *l'Action française* et co-directeur de la *Revue universelle*, il avait déjà commencé à prendre conscience - sans cependant leur attacher toute l'importance qu'il devait leur accorder par la suite des difficultés que pouvait poser l'harmonisation de l'ensei-

²⁸ Cette mise à l'index ne sera levée qu'en 1939 par Pie XII, après un échange de correspondance entre Pie XI et Maurras et après l'envoi d'une lettre de « soumission » des dirigeants de *l'Action française*.

gnement de Maurras avec celui de l'Église. C'est ainsi qu'il avait été amené à encourager les efforts des catholiques maurrassiens qui s'étaient exprimés dans la *Gazette française*. Beaucoup de catholiques d'Action française se reconnaissaient d'ailleurs alors deux « maîtres » : Maurras sur le plan politique et Maritain sur le plan philosophique et religieux. En 1927, ces deux fidélités s'opposèrent car Maritain, après une brève période d'hésitation, se soumit à la condamnation pontificale et s'attacha à la justifier, notamment avec la publication du livre *Primaauté du spirituel*. A partir de ce moment, dans les années 1927-1932, il fut le principal inspirateur de la jeunesse catholique et il n'est guère de personnalité marquante de cette génération qui n'ait participé, peu ou prou, aux réunions qu'il organisait dans sa maison de Meudon. Aussi trouve-t-on trace de son influence aussi bien aux origines de la *Jeune Droite* qu'à celles d'Esprit.

[41]

Si le premier effet de la condamnation de l'Action française fut de rendre disponibles un certain nombre de jeunes catholiques qui furent ainsi amenés à s'exprimer hors des sentiers battus, ce ne fut pas le seul. Elle eut aussi, au sein de l'Action française, des conséquences dont toutes ne se produisirent pas immédiatement. C'est ainsi que le départ d'une partie des militants catholiques en 1927 ne mit pas un point final aux remous provoqués par la mise à l'index, car certains catholiques, devant une situation pour le moins assez confuse²⁹, choisirent de demeurer fidèles au mouvement condamné. Cependant cette fidélité n'alla pas sans une réflexion critique sur la dogmatique maurrassienne si bien que, dans les années 1927-1930, des flottements provoqués par le problème religieux continuèrent de se manifester à l'intérieur de l'Action française.

Dans cette conjoncture, un autre des dirigeants de la *Revue universelle* eut aussi une influence considérable : Henri Massis. La fermeté de ses positions intellectuelles, la diversité des sources littéraires et philosophiques de son œuvre, sa bienveillance et sa gentillesse à l'égard de ceux qui venaient frapper à sa porte firent de lui un « aîné fraternel »³⁰ pour tous les jeunes gens qui gravitaient alors autour de l'Action française. Son rayonnement favorisa chez ceux-ci un élargisse-

²⁹ Notamment en raison des erreurs flagrantes contenues dans la Lettre pastorale du cardinal Andrieu qui fut le point de départ du processus qui devait conduire à la mise à l'index. Cf. L. Thomas, *l'Action française devant l'Église*.

³⁰ Robert Brasillach.

ment de leurs horizons intellectuels car son maurrassisme n'était pas intégral. Ainsi qu'on a pu le noter, en lui « s'est composé l'héritage de Bergson, de Claudel, de Maurras, de Péguy, de Chesterton, de Barrès ; avec la moitié au moins de Maritain ; quelque chose de Blondel ; et d'autres encore ³¹ ». Catholique, néothomiste, ayant eu, dès 1920, le souci de « l'instauration d'une philosophie politique chrétienne au sein même de *l'Action française* ³² » il désapprouva le « non possumus ». Sans rompre les ponts avec Maurras comme le fit Maritain, il contribua à l'originalité de la jeune génération maurrassienne des années 30, notamment sur le plan littéraire, philosophique et religieux.

Il faut préciser en effet, que, si les années 1927-1930 furent pour *l'Action française* des années de crise, ce ne fut pas seulement en raison de la situation religieuse. Des divergences plus ou moins [42] importantes apparurent aussi, durant cette période, sur d'autres questions.

C'est ainsi d'abord que, sur le plan littéraire, nombre de jeunes maurrassiens cherchèrent alors à s'évader du classicisme étroit de Maurras, refusant leur admiration, comme le dira l'un d'entre eux, à « des personnages qu'il fallait absolument respecter parce qu'ils s'étaient exprimés en vers de dix pieds ». L'influence de Maritain ne fut certainement pas étrangère à cette tendance qui considérait avec intérêt et sympathie certaines des expériences de l'avant-garde littéraire de l'époque. Ces jeunes gens supportaient aussi de plus en plus difficilement le développement au sein de *l'Action française* d'un certain caporalisme intellectuel et ils cherchaient à engager le dialogue avec les courants d'idées contemporains, alors que les chefs du mouvement leur semblaient en rester à une problématique datant du début du siècle.

Sur un autre terrain, *l'Action française* se voyait reprocher par certains de ses adhérents de borner son action à une contestation purement politique de l'ordre établi, négligeant trop les problèmes économiques et sociaux dont l'importance paraissait cependant aussi grande à des hommes souvent formés à l'école du catholicisme social. Cette carence allait apparaître de moins en moins supportable à mesure que ces problèmes allaient devenir plus aigus avec l'approche de la crise économique, à mesure aussi que *l'Action française* allait s'enliser dans la politique

³¹ Jean Madiran, *Itinéraires*, n° 49, janvier 1961, p. 5.

³² H. Massis, Maurras et notre temps, p. 112.

la plus quotidienne tandis que ses fidèles figeaient sa doctrine dans un catéchisme sclérosé. Plus généralement allait peu à peu se creuser un fossé de plus en plus profond entre ceux pour qui *l'Action française* était le refuge d'un conservatisme de fait et ceux pour qui elle était un mouvement révolutionnaire, une contestation de l'ordre établi.

Ces griefs, sous leur forme la plus accusée et la plus acerbe, Emmanuel Beau de Loménie devait les résumer dans un opuscule intitulé *D'une génération à l'autre*, où il s'en prenait assez vivement à Maurras : « La question sociale, y écrivait-il, le problème de la réforme du grand capitalisme tel que le XIXe siècle d'inspiration révolutionnaire nous l'a légué ne l'a jamais intéressé ; il estime en avoir assez dit quand, d'un mot qui n'est même pas de lui, il a condamné la "fortune anonyme et vagabonde", maudit le parlementarisme et fait sur la sottise des libéraux quelques gorges chaudes que se répètent depuis des années des générations successives de Camelots du roi. » Il ajoutait : « En même temps et surtout il se révélait pénétré d'un amour-propre terriblement susceptible de gendelettre. Il s'est toujours refusé à admettre que la [43] moindre erreur ait pu se glisser sous sa plume. La moindre ligne écrite par lui doit rester, pour lui-même et pour ses disciples, l'expression d'une vérité définitive et intangible. Quel qu'ait pu être l'enrichissement de sa propre expérience, quelles qu'aient pu être les mises au point apportées à ses premières thèses par les travaux de ses successeurs, une grande partie de son activité s'est dépensée depuis des années à soutenir, à proclamer et à maintenir, fût-ce au prix de paradoxales invraisemblances, qu'il ne s'était pas trompé. Et par là il a rendu impossible tout progrès de sa pensée en même temps qu'il travaillait, sans vouloir se l'avouer, à couper à peu près tout contact entre lui et les générations suivantes ³³. »

Enfin, les plus « activistes » parmi les ligueurs d'Action française ou parmi les Camelots du roi, commençaient à s'irriter de ce qu'ils n'allaient pas tarder à appeler « l'inertie » du mouvement. Doutant de la volonté de ses dirigeants d'organiser le fameux « coup de force », beaucoup en arrivaient à penser que les reproches que Georges Valois avait adressés à Maurras en 1926 n'étaient pas dénués de tout fondement et qu'il n'avait pas tort d'écrire à l'auteur de *l'Avenir de l'intelligence* : « Vous n'êtes pas un chef ; vous n'êtes pas un homme de commandement... Chez

³³ Cahiers de la Quinzaine, 1933, XXIII, 6, p. 53 et 57.

vous, ni vous, ni aucune autre personne n'a jamais eu une idée précise quelconque sur la manière de prendre le pouvoir. Et, naturellement, personne n'y a travaillé ³⁴. » Ce divorce implicite entre un appareil quelque peu vieilli et bureaucratisé et des militants impatients se concrétisa en 1930 par une grave crise interne qui contribua aussi à mettre en lumière la diversité des divergences plus ou moins exprimées existant à ce moment au sein de *l'Action française*.

L'occasion de cette crise fut la tentative de François de la Motte, Henri Martin et Paul Guérin, trois des plus importants responsables de la *Fédération d'Action française* de Paris, pour transformer la Ligue en un instrument efficace pour une éventuelle conquête du pouvoir. Leurs projets se heurtèrent à l'opposition des dirigeants du mouvement, Pierre Pujo et Pierre Lecoeur. Très rapidement, Lecoeur ayant été accusé d'être un indicateur de police, le conflit prit l'allure d'un règlement de comptes personne et, au début de janvier 1930, Martin et Guérin furent expulsés à grand fracas. Cette exclusion entraîna le départ de la plupart des militants et des responsables de la Fédération de Paris qui se trouva de ce fait pratiquement démantelée.

[44]

Les effets de la crise ne se limitèrent pas là car les premières semaines de 1930 virent se produire une cascade de démissions dont les motifs furent très différents suivant les groupes et les personnalités, les considérations d'efficacité se mêlant aux scrupules religieux et aux désaccords sur les problèmes économiques et sociaux. Les départs du colonel Bernard de Vésins, président national de la *Ligue d'Action française*, ou de Pierre Chaboche, président de *l'Union des corporations françaises*, n'eurent pas, par exemple, des raisons exactement identiques à celles qui avaient provoqué la « révolte » de Martin et Guérin. De même, chez les étudiants, le groupe qui allait fonder *Réaction* ne poursuivait pas les mêmes buts que les dissidents activistes qui, avec les frères Jeanter, allaient se rassembler autour de *Combat national*.

Ces remous illustrent bien ce que fut la situation assez confuse de *l'Action française* dans les années 1926-1930, situation caractérisée par un état de malaise plus ou moins latent dont les origines ne se réduisaient pas aux seuls problèmes religieux créés par la mise à l'index de 1926. On peut penser cependant que le

³⁴ G. Valois, *Contre le mensonge et la calomnie*, p. III et p. XIX.

choc créé par le conflit avec Rome contribua malgré tout à accélérer ces remises en question.

C'est donc dans ce climat troublé et agité que la *Jeune Droite* devait naître et se développer. Avant d'étudier sa naissance, il n'est pas inutile de s'attarder quelque peu sur une expérience qui, par certains côtés, a préparé cette naissance, l'expérience de la *Gazette française*, tout particulièrement entre 1925 et 1927.

« LA GAZETTE FRANÇAISE ».

La *Gazette française* naquit en 1924. Elle fut à l'origine un bulletin mensuel fondé par des militants de *l'Action française* qui, sous l'influence de l'abbé Lallement et de Jacques Maritain, avaient pris conscience de certaines insuffisances du mouvement maurrassien du point de vue catholique. A l'automne 1925, ce bulletin devint une publication hebdomadaire dont Amédée d'Yvignac assura la direction en collaboration, durant les premiers mois, avec Henri d'Astier de la Vigerie et Paul Gilson qui en était le directeur littéraire. Cet hebdomadaire qui paraissait sur quatre pages format « quotidien » devait survivre jusqu'en décembre 1930.

Dès sa fondation, la *Gazette française* se présenta comme un organe catholique décidé à mener une « politique chrétienne » afin de « restaurer la notion des Droits de Dieu dans la société et [45] dans l'État ³⁵ ». Sur le plan politique cependant son combat rejoignait celui de *l'Action française* dans l'hostilité au régime républicain, qui était jugé inapte à assurer le bien commun et dont l'esprit était déclaré fondamentalement opposé à l'esprit catholique. D'ailleurs, bien que les liens les plus étroits aient été ceux qui l'unissaient à Maritain et à Massis - ceux-ci présidèrent conjointement la « journée de la *Gazette française* » en janvier 1926 - la *Gazette française* n'était pas sans avoir des relations suivies avec *l'Action française*. C'est ainsi même qu'Amédée d'Yvignac : fut chargé à deux ou trois reprises d'assurer l'intérim de Maurras pour la rédaction de l'éditorial de *l'Action française* quotidienne.

En 1928, Amédée d'Yvignac devait d'ailleurs s'expliquer sur les positions qui avaient été les siennes et celles de la *Gazette française* dans les années 1924-

³⁵ « Notre programme », la *Gazette française*, 28 février 1925.

1927 : « J'avais fondé la *Gazette française* afin de suppléer aux insuffisances de *l'Action française* dans l'ordre philosophique et religieux ; afin aussi de corriger ses erreurs... J'aurais pu, dès le début, opposer mon œuvre à celle de *l'Acton française*, mais comme il est dans ma nature de préférer les œuvres positives aux œuvres négatives, je préférais tenter une réforme de l'intérieur. Ainsi, la *Gazette française*, fondée sur les principes catholiques et sur eux seuls, exprimait l'intégrité de mon activité et de ma pensée tandis que ma collaboration intermittente avec *l'Acton française* exprimait seulement ma spécification de royaliste. Je ne me rangeais donc dans l'obédience de Maurras et de *l'Action française* que dans l'ordre de l'action non dans l'ordre de la pensée ³⁶. »

Au moment de la mise à l'index, la *Gazette française* crut pendant quelques semaines que, ses positions étant irréprochables du point de vue doctrinal, elle pourrait continuer à collaborer comme par le passé avec *l'Acton française* sur le terrain politique. Mais elle se rendit bientôt compte que, devant la violence croissante des polémiques, elle était obligée de choisir et elle rompit avec *l'Action française*, ce qui lui valut d'être prise à partie à plusieurs reprises par celle-ci.

À partir de cette rupture, réaffirmant sa volonté de travailler à la restauration d'un ordre social chrétien, la *Gazette française* s'attacha à la réalisation d'un programme dont elle définissait ainsi les deux objectifs majeurs : « Pousser de toutes nos forces à la constitution d'un vaste parti conservateur traçant sa délimitation par sa renonciation au laïcisme..., pousser au regroupement des royalistes [46] en vue de leur faire occuper dans ce parti la place qui leur revient ³⁷. » En fait, cette action ne devait guère porter de fruits et, à partir de 1929, la *Gazette française* allait connaître des difficultés financières croissantes qui la contraignirent en 1930 à ne plus paraître que toute les trois semaines. Elle disparut, en décembre 1930, après un dernier numéro consacré aux fiançailles du comte de Paris.

Cette expérience de la *Gazette française*, notamment dans les années 1925-1927, se traduisit donc par une certaine remise en question de l'orthodoxie maurrassienne. Elle fut d'abord, nous l'avons vu, une prise de conscience des limites de *l'Action française* du point de vue catholique et ce fut là sa caractéristique essentielle. Au point de vue littéraire, si son directeur, Amédée d'Yvignac, était un néo-

³⁶ La Gazette française, 28 juin 1928.

³⁷ La Gazette française, 6 juin 1928.

classique convaincu, la *Gazette française* se caractérisa cependant par une certaine ouverture sur l'avant-garde littéraire de l'époque, ouverture que symbolisa pendant un temps la présence de Paul Gilson « qui voulait réconcilier la poésie moderne avec Maurras ³⁸ ». Par ailleurs, on y trouvait une référence peut-être plus insistante qu'à *l'Action française* au catholicisme social et Jean Daujat y publia, par exemple, une série d'articles sur le corporatisme.

Cette ébauche d'une remise en question du maurrassisme eut une influence certaine sur la naissance de la *Jeune Droite*, influence qui devait se manifester d'autant plus directement que deux des futurs chefs de file de cette *Jeune Droite* furent des collaborateurs de la *Gazette française*. C'est ainsi que Pierre Godmé qui allait, en 1928, prendre le pseudonyme de Jean Maxence et fonder les Cahiers publia dans la *Gazette française* ses premiers articles littéraires tandis que Jean de Fabrègues, qui signait alors Guy de Montferrand, y fit ses débuts de journaliste.

Jean Maxence et Jean de Fabrègues participèrent aussi, entre novembre 1925 et mars 1927, aux activités des Chevaliers de Saint-Michel, groupe constitué en marge de la *Gazette française*. Ce groupe qui avait été un peu conçu dans l'esprit d'un « ordre » unissant le sens de la contemplation et de la prière à celui de l'action, se proposait de travailler « pour le retour à Dieu des nations et de l'ordre social » et « d'unir la vertu de force d'Henri Lagrange à la charité d'Henri du Roure ». Ce double patronage est assez intéressant à noter si l'on se souvient qu'Henri Lagrange, tué pendant la guerre de 1914, avait été en 1913 le fondateur des *Cercles Proudhon* qui [47] avaient tenté un rapprochement entre *l'Action française* et certains milieux socialistes et qu'Henri du Roure avait été membre du Sillon, représentant au sein de celui-ci, entre 1910 et 1914, une tendance nationaliste.

Ces Chevaliers de Saint-Michel, dont Jean de Fabrègues, après en avoir été le principal responsable, devint le président à la fin de 1926, succédant à Henri d'Astier de la Vigerie, bornèrent surtout leur activité à faire de la propagande pour le journal et à organiser des réunions doctrinales. On trouve dans la *Gazette française* la trace de ces réunions consacrées à « l'étude de la politique de saint Thomas », aux « maîtres de la politique chrétienne », aux « bases de notre vie spirituelle » (par Jean Daujat), à « La Tour du Pin et l'ordre social chrétien » (par

³⁸ Dans cette même perspective littéraire, on peut signaler aussi une petite revue poétique fondée à la même époque par Julien Lanoë : *la Ligne de cour*.

Jean de Fabrègues). Dès les premiers mois de 1927, le groupe devait disparaître disloqué par les remous provoqués par la mise à l'index de *l'Action française*.

On peut donc considérer que dans la *Gazette française* se manifestèrent, dans une certaine mesure, les prémices de la *Jeune Droite*. D'une part, elle fut l'occasion d'une première tentative – encore assez timide - de dépassement et de renouvellement des thèses de *l'Action française*. Elle vit, d'autre part, s'exprimer pour la première fois ceux autour de qui cette *Jeune Droite* devait s'organiser : Jean Maxence qui, en 1928, allait fonder *les Cahiers* et devenir, en 1930, rédacteur en chef de *la Revue française* ; Jean de Fabrègues qui allait successivement à partir de 1930 assumer la direction de *Réaction* puis de *la Revue du siècle*.

[48]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE
1. LA JEUNE DROITE

Chapitre 2

«Les Cahiers» et «La Revue française»

[Retour à la table des matières](#)

Dans ces deux publications s'exprima - à partir de 1928 pour l'une, et à partir de 1930 pour l'autre - un premier courant de la *Jeune Droite*, courant d'ailleurs assez hétérogène qui dut surtout son unité au rôle prépondérant joué en son sein par Jean-Pierre Maxence. Les *Cahiers* et la *Revue française* eurent en effet des orientations et des collaborateurs assez différents. Alors que l'on trouvait exposées dans les *Cahiers* des positions dont les bases étaient spécifiquement catholiques, très influencées par Jacques Maritain, la *Revue française* révéla, elle, un rapprochement avec certains milieux marginaux de *l'Action française*. Cette évolution refléta en grande partie l'évolution personnelle de Jean-Pierre Maxence.

Ces flottements idéologiques furent facilités par le genre même de ces deux revues qui n'étaient pas - surtout la seconde - des publications de combat ou de doctrine comme le sera par exemple *Réaction*. C'étaient bien davantage des publications littéraires dans lesquelles chacun exprimait ses humeurs du moment et le

fruit de ses recherches sans un trop grand souci de cohérence avec ce qu'écrivaient ses voisins.

« *LES CAHIERS* » (1928-1931).

Les années de prospérité de l'après-guerre avaient vu se multiplier les petites revues littéraires, celles que Barrès appelait des « orphéons ». Dans les premiers mois de 1928, une nouvelle vint s'ajouter. à celles qui existaient déjà. C'étaient des *Cahiers* qui se présentaient sous la forme de fascicules d'une centaine de pages d'un format assez original, presque carré, et qui avaient pour titre le millésime de l'année en cours.

[49]

Le fondateur de cette revue était un jeune homme de vingt-deux ans, Jean Maxence. Il avait fait ses premières armes de publiciste, nous l'avons vu, dans la *Gazette française* dont le directeur, Amédée d'Yvignac, l'avait introduit dans le milieu du *Roseau d'Or* alors qu'il n'était encore qu'un adolescent tout fraîchement sorti d'une école catholique belge. Il s'était trouvé ainsi mêlé très jeune à la vie intellectuelle de l'époque. Il avait lu Maurras, mais Maritain et Massis avaient été surtout ses « maîtres ». Ces influences l'amènèrent à s'intéresser particulièrement aux problèmes littéraires et religieux. En novembre 1926, il était même entré au séminaire d'Issy-les-Moulineaux où il avait appris la mise à l'index de *l'Action française* avec laquelle il rompit toute relation, restant fidèle à Maritain et s'alignant sur les positions de *Primauté du spirituel*. Après son service militaire, accompli durant l'année 1927, il ne retourna pas au séminaire et c'est à ce moment que, revenu à la vie profane, il lança les *Cahiers*. Il prit alors le pseudonyme de Jean Maxence (qui devint un peu plus tard, à la suite d'un procès, Jean-Pierre Maxence). Ce pseudonyme lui fut inspiré par le nom du héros du *Voyage du centurion* de Psichari, référence qui indiquait ce qu'étaient ses fidélités.

La revue de Jean-Pierre Maxence était bien un « orphéon », c'est-à-dire une publication de jeunes aux moyens financiers des plus limités. Elle dut son existence précaire au dynamisme de son fondateur et à son habileté à prospector les milieux dans lesquels il était introduit et à quémander des articles à droite et à

gauche. Jean-Pierre Maxence, esprit quelque peu brouillon et désordonné, était en effet un animateur chaleureux doué d'un véritable génie pour ce genre d'entreprise. Tous les témoignages confirment le portrait qu'en a tracé Robert Brasillach dans *Notre avant-guerre* : « Les cheveux hérissés, semant autour de lui les cendres de cent cigarettes par jour, bouillonnant d'idées, d'invectives, de rêves, d'erreurs, de projets magnifiques, persuadé que nous étions tous des génies, le proclamant en tout cas, courant de l'un à l'autre et reconstruisant l'univers jusqu'à quatre heures du matin. » Il ajoute encore : « Ceux qui ne l'aiment pas ne comprennent pas quel ascendant a pu exercer le Maxence de ces années. Cet ascendant était pourtant réel. Il ne venait ni de ses articles ni des livres qu'il avait déjà publiés, mais d'une vitalité vraiment extraordinaire, d'une grande ardeur à organiser une "équipe" et d'une plus grande gentillesse encore pour les membres de cette équipe ³⁹. »

[50]

Il semble pourtant que « l'équipe » des *Cahiers* ait mis quelque temps à se former et qu'au début Jean-Pierre Maxence ait assumé seul le poids de la revue. Progressivement cependant un petit groupe se constitua comportant dans les années 1930 quatre à cinq personnes qui travaillaient régulièrement avec lui pour la confection matérielle et intellectuelle des *Cahiers*. Le principal de ses collaborateurs était son frère cadet, Jean Godmé, qui signait Robert Francis et qui devait se signaler par ses talents de polémiste et de romancier, publiant entre 1930 et 1940 plusieurs gros romans à demi fantastiques dont l'un, en 1935, obtint le Prix Fémina. Participèrent aussi à l'entreprise des frères Godmé : Augustin Fransque ⁴⁰, un ami de Robert Francis à l'École d'ingénieurs des Travaux publics, Henri Reynald de Simony, qui fut pendant un temps rédacteur en chef des *Cahiers*, et Jean Chauvy qui était en même temps secrétaire administratif à la N.R.F. ⁴¹.

On l'a déjà dit, c'est à l'ombre du *Roseau d'Or* que les *Cahiers* virent le jour. Aussi leurs buts étaient-ils très proches de ceux de la célèbre collection que dirigeaient Maritain et Massis, buts qui étaient à la fois littéraires et spirituels. « Une grande revue catholique d'art et de littérature rédigée et dirigée par des laïcs »,

³⁹ *Notre avant-guerre*, p. 118.

⁴⁰ Pseudonyme de François Retaillau.

⁴¹ Jean Chauvy, devenu prêtre de l'Oratoire, donne des articles religieux à l'hebdomadaire monarchiste *la Nation française*.

ainsi se présentaient les *Cahiers 1929* en se proposant pour tâche principale de « réintégrer la vie de l'âme dans l'art comme dans la pensée ⁴². »

La place que les *Cahiers* accordaient à la littérature était très grande, notamment dans les premières livraisons. Sur ce plan, la revue se montrait très ouverte. Refusant le néo-classicisme maurrassien - « nous ne sommes pas de ceux, affirmaient-ils, qui pensent que la poésie finit avec les derniers classiques ⁴³ », - les *Cahiers* s'attachaient à combattre en faveur d'une synthèse nouvelle assimilant les découvertes et les expériences du début du siècle. Ils firent ainsi une grande place à des textes de poètes d'avant-garde dont beaucoup appartenaient à l'entourage de Maritain et de Cocteau tels que Pierre Reverdy, Max Jacob, Paul Gilson, René Schwob, Pierre-Jean Robert, Paul Sabon, Robert Sébastien, Maurice Fombeure, Roger de Laforest. Ils s'intéressaient aussi d'assez près à la littérature anglo-saxonne - Robert Francis était [51] un fervent admirateur de Dickens - et ils publièrent T.S. Eliott, Chesterton, Hilaire Belloc. On notera que l'on trouvait dans les *Cahiers* une chronique cinématographique régulière qui fit notamment un accueil chaleureux *au Chien andalou* de Bunuel.

Mais, pour les *Cahiers*, la littérature ne devait pas être un jeu gratuit. Aussi, à travers l'intérêt qu'ils portaient à la littérature, se manifestait un souci d'apostolat intellectuel. Le manifeste qui ouvrait son premier numéro ne laissait rien ignorer des buts religieux de la revue. Dans un style quelque peu grandiloquent et boursoufflé, celui-ci déclarait : « Ce qui nous importe (...) n'est-ce pas de relever inlassablement partout, sans trêve, les traces de Dieu, les vestiges sanglants de Sa main (...) Nous voulons tuer le monde moderne par les violences spirituelles du sacrifice. Nous voulons être les anarchistes de l'Amour (...) Vous réclamez, Drieu, un surréalisme épure, qui n'asservisse pas la terre ; vous n'en trouverez qu'un seul : le surnaturel (...) Ce qu'il faut briser c'est la chaîne de l'universelle négation (...) Notre message est cette liberté des enfants de Dieu que rien n'enchaîne que l'immensité de la Sainte Église Catholique, mère des martyrs et des docteurs. » Ce souci de fidélité à l'Église catholique se traduisit par ailleurs, sur le plan philosophique, par un néo-thomisme dans lequel on retrouvait l'influence de Jacques Maritain.

⁴² *Cahiers 1929*, IIe Série, n° 3, p. 9.

⁴³ *Cahier 1929*, Ire série, n° 8, p. 18.

C'est donc comme une revue catholique que se présentaient les *Cahiers* et, sur ce point, sa publicité était sans équivoque : « Les jeunes radicaux ont *Notre Temps*, les jeunes révolutionnaires *Europe*, les jeunes catholiques 1929. » Ceci explique les rapports étroits qu'eut la revue avec certains milieux catholiques. C'est ainsi que de nombreux auteurs du *Roseau d'Or* lui apportèrent leur collaboration, à commencer par les directeurs de la collection, Maritain et Massis, mais aussi : Georges Bernanos, Stanislas Fumet, Nicolas Berdiaeff, Henri Gheon, Max Jacob, Gabriel Marcel, Henri Pourrat, Pierre Reverdy, Gonzague de Reynold, Robert Valléry-Radot, etc. D'autre part, les *Cahiers* semblent avoir eu des relations assez suivies avec les dominicains de Juvisy qui venaient de fonder la *Vie intellectuelle*. On pouvait lire en effet dans une de leurs livraisons cette remarque : « On sait bien (ce n'est plus un secret pour personne) que les religieux contemplatifs et, plus particulièrement, ceux de l'ordre de saint Dominique sont les plus chers amis des *Cahiers* ⁴⁴. » Certains collaborateurs de la *Vie intellectuelle* [52] comme les Pères Bernardot et Lajeunie, comme Marcel Brion, Étienne Borne, Olivier Lacombe donnèrent des articles aux *Cahiers* tandis que, pendant un temps, Jean-Pierre Maxence rédigea des notes de lecture pour la *Vie intellectuelle*. Ces deux publications s'associèrent même en 1929 avec la *Vie catholique* pour organiser en commun leur publicité.

À leur début revue littéraire et philosophique, les *Cahiers* furent en cela une publication assez désengagée par rapport aux problèmes temporels et politiques. Aussi avaient-ils accueilli très favorablement le livre de Maritain *Primauté du spirituel*. Toutefois, certains thèmes qui allaient se généraliser parmi les mouvements de jeunes autour de 1930 commençaient à apparaître. Déjà les *Cahiers* se définissaient contre leur époque décelant sous la prospérité apparente les premières manifestations d'une « crise de l'Esprit » dont ils relevaient surtout les signes dans la littérature de « l'après-guerre » à laquelle ils faisaient un sévère procès, lui reprochant sa gratuité, son artificialité, son culte de l'introspection, de l'inquiétude, de l'évasion. Déjà aussi leur catholicisme était un catholicisme de combat qui se séparait avec une certaine vigueur des routines bien-pensantes et, dès leur première livraison, les *Cahiers*, dont le nom était déjà tout un programme, se placèrent sous le patronage de « Péguy, compagnon d'espérance » à qui ils devaient, en 1930, consacrer un numéro spécial sous le titre : « Porche à l'œuvre de Charles

⁴⁴ *Cahiers* 1929, IIe série, n° 2, p. 152.

Péguy ». Les *Cahiers* furent ainsi une des premières manifestations du « péguysme » qui devait caractériser les années 1930.

À partir de 1929, le souci du temporel devint plus grand et le premier numéro de la deuxième série vit le début d'une chronique régulière, « l'Inquisition », destinée à confronter le réel aux principes exposés dans les *Cahiers*. Désormais aussi le ton allait devenir plus dur, plus polémique et c'est le procès de l'époque toute entière qui allait s'engager. Dès ce moment, les *Cahiers* formulaient ce diagnostic : « Lentement une civilisation meurt à l'horizon, la nôtre ⁴⁵. » Ils dénonçaient sans trêve un matérialisme qu'ils voyaient se généraliser chez les bourgeois comme chez les révolutionnaires, chez les admirateurs des États-Unis comme chez ceux de l'Union soviétique, chez les « réalistes » de *Notre Temps* comme dans le catholicisme officiel. « Ce qui, chez nous, ne fut d'abord que malaise confus, réflexe spontané de méfiance, protestation quasi instinctive, [53] devait écrire Jean-Pierre Maxence, devint peu à peu refus motivé, critique explicite, violente, fondée en raison. Nous distinguons la faiblesse d'un monde sans mystique, d'un monde où, pour toute mystique, socialistes et libéraux n'avaient que celle du rendement. Pour nous, Ford faisait écho à Staline, l'exemple des U.S.A. répondait à l'exemple de l'U.R.S.S., une concentration matérialiste s'opérait, se fortifiait, grandissait, avec laquelle il fallait rompre, qui menait à la barbarie ⁴⁶. »

Devant cette crise totale - qu'ils percevaient surtout comme une crise des valeurs plus que comme une crise des structures - en face de ce matérialisme généralisé, les *Cahiers* concluaient à la nécessité de rompre avec ce que l'on n'appelait pas encore le « désordre établi ». Notant que toutes les décadences ont leur source dans un désordre de l'âme, ils en appelaient à une « révolution spirituelle », à une « insurrection spirituelle », à un « retour à la métaphysique ». Cette révolution spirituelle, les *Cahiers* pensaient que c'étaient les catholiques qui avaient pour vocation de la faire et Robert Francis écrivait : « Aux catholiques de dire s'ils préfèrent une révolution sanglante et vaine à la révolution spirituelle qu'on attend d'eux ⁴⁷. » Les rédacteurs des *Cahiers* eux-mêmes n'hésitaient pas à se qualifier de « catholiques révolutionnaires » et ils disaient leur admiration pour tous ceux que leur foi avait conduit à mettre en question le « monde moderne » : Hello,

⁴⁵ P. de Longmar, *Cahiers* 1929, IIe Série, n° 2, p. 184.

⁴⁶ Histoire de dix ans, p. 91.

⁴⁷ *Cahiers* 1930, IIe série, n° 5, p. 70

Bloy, Péguy, Bernanos. Cette volonté révolutionnaire se traduisait aussi sur le plan de la recherche intellectuelle par une campagne en faveur d'un humanisme chrétien, « c'est-à-dire d'un humanisme qui échappe, dans ses sources, à l'idéalisme bourgeois aussi bien qu'au matérialisme contemporain ⁴⁸ ».

Cette attitude amenait simultanément les *Cahiers* à s'indigner de ce qu'ils appelaient les compromissions, les lâchetés, l'opportunisme du catholicisme installé. Ils lui reprochaient de sacrifier au matérialisme ambiant et de trahir sa mission spirituelle, flétrissant « ces jeunes catholiques d'aujourd'hui qui sont des jeunes gens bien nourris, bien lavés, pratiques - des bourgeois déchus - qui pensent que l'Église doit leur procurer une paix temporelle, un bien-être matériel ⁴⁹ ». Les *Cahiers* furent ainsi une des premières manifestations de cette « rupture de l'ordre chrétien avec le désordre [56] Cette cohabitation des anciens rédacteurs et des nouveaux devait donner à la revue un ton assez disparate et aboutir à des résultats parfois surprenants. C'est ainsi, par exemple, que le numéro dans lequel Thierry Maulnier affirmait que « la crise était dans l'homme » s'ouvrait sur un éditorial de Redier à la gloire des « gens du monde ». Telle autre livraison dans laquelle Jean de Fabrègues constatait « la faillite du capitalisme » se terminait par une chronique financière d'André Ply qui déclarait : « Chacun s'efforce de rechercher les causes du désastre ou bien s'applique à prédire la fin de nos malheurs pour le printemps ou l'automne prochain. Laissons là, si vous le voulez bien, ces vaines spéculations pour ne nous occuper que de la seule question positive qui mérite de retenir l'attention des capitalistes : quelles mesures convient-il de prendre pour réparer les dégâts causés à notre portefeuille par la crise ⁵⁰ ? »

Peu à peu d'ailleurs les jeunes amis de Maxence supplantèrent les anciens collaborateurs de la revue et, lorsque, en juillet 1932, la *Revue française*, qui était déjà devenue bi-mensuelle en 1931, se transforma en une publication mensuelle adoptant le format classique des revues, elle se trouvait pratiquement entre leurs mains. À ce moment, bien qu'elle ait continué à publier des textes littéraires ⁵¹, on peut dire qu'elle devint vraiment une des tribunes politiques de la *Jeune Droite*.

⁴⁸ Histoire de dix ans, p. 48.

⁴⁹ R. Francis, *Cahiers* 1929, IIe série, n° 2, p. 60.

⁵⁰ *Revue française*, juin 1932, p. 158.

⁵¹ On y trouvait les signatures de Claudine Chonez, Daniel Halévy, Robert Kanters, Henri Massis, Jules Supervielle, etc.

Très significatif fut à cet égard un numéro spécial publié en avril 1933 et consacré à des « Témoignages sur la jeunesse française » auquel collaborèrent - à côté des représentants de la *Jeune Droite* : Maurice Blanchot, Jean de Fabrègues, Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence - plusieurs membres de *l'Ordre Nouveau* : Robert Aron, Arnaud Dandieu, Daniel-Rops, René Dupuis, Jean Jardin, Alexandre Marc.

Dans la *Revue française*, Robert Francis, Augustin Franske, Jean-Pierre Maxence continuèrent à défendre d'abord les positions qui avaient été les leurs dans les *Cahiers*. C'est ainsi que, en 1931, dans un article intitulé « L'Europe en danger », Maxence déclarait : « La crise matérielle révèle sa véritable cause : elle est d'abord une crise morale, une méprise sur la notion d'homme. L'ordre même du monde est en jeu et cet ordre est spirituel... Ce qui d'abord menace l'Europe, c'est le mépris où elle tient les puissances de l'âme. En face du matérialisme de Moscou et l'affairisme de New York, [57] c'est dans un effort convergent pour sauvegarder l'esprit de l'homme et la tradition de sa culture que l'Europe trouvera le salut ⁵². » Toutefois, dans les derniers numéros de 1932 et en 1933, le souci d'une révolution des structures, d'une révolution politique et économique contre le parlementarisme et le capitalisme allait devenir prépondérant au point que Robert Francis en arriva à écrire : « Il ne peut plus y avoir de défense de l'âme sans révolution, pas une révolution dans les esprits, une révolution dans les faits (...) Révolution personnaliste, aristocratique, spirituelle, tant qu'on voudra, mais révolution d'abord. Premièrement, saper le vieil ordre capitaliste qui corrompt et qui dévie les meilleures initiatives. Il faut que les jeunes gens écoutent d'abord leur raison : aucune action utile n'est possible avant que l'ordre actuel soit renversé (...) le spirituel viendra plus tard ⁵³. » Et en février 1933, il faisait ce pronostic que les événements ne devaient pas démentir : « Pour moi, les faits prochains ne font aucun doute : dans un mois, dans un an, l'émeute ⁵⁴. » Il ne faut peut-être pas accorder plus d'importance qu'elles n'en méritent à ces affirmations de Robert Francis qui était bien davantage un romancier et un polémiste qu'un doctrinaire politique. Elles révèlent cependant une évolution symptomatique.

⁵² *Revue française*, 22 mars 1931, p. 266.

⁵³ *Revue française*, juillet 1933, p. 1058.

⁵⁴ *Revue française*, février 1933, p. 277.

Dans cette évolution, le désordre économique et politique croissant a certainement joué un rôle. Mais on ne saurait non plus négliger l'influence, au sein de l'équipe de la *Revue française*, de Thierry Maulnier dont l'importance y devint de plus en plus grande. Maxence, nous l'avons vu, l'avait rencontré chez Henri Massis en novembre 1930. Agé de vingt et un ans, ce jeune normalien timide et dégingandé venait alors de faire ses premières armes de journaliste politique. En effet, au printemps de 1930, alors que les étudiants qui rédigeaient la publication royaliste *l'Étudiant français* avaient quitté brutalement *l'Action française*⁵⁵, Jacques Talagrand - tel était le véritable nom de Thierry Maulnier - était allé proposer de faire le numéro suivant qui fut rédigé, en quarante-huit heures, dans une « thurne » de l'École normale par Maurice Bardèche, Robert Brasillach, José Lupin et lui. C'est à ce moment qu'il prit le pseudonyme sous lequel il allait se faire connaître. Ses [58] articles de *l'Étudiant français* ayant été remarqués, il lui fut demandé de collaborer à la *Revue universelle*, puis à la page littéraire de *l'Action française*. Cette collaboration fut surtout une collaboration intellectuelle, Thierry Maulnier se bornant à expédier à *l'Action française* ses articles sans être associé plus étroitement à la vie du journal ou du mouvement. A la demande de Maxence, il devint donc aussi un collaborateur régulier de la *Revue française* dont il devait être bientôt la personnalité la plus marquante.

À la mort de Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier a évoqué en ces termes ce que fut leur première rencontre : « Je rencontrai Maxence pour la première fois, un soir, autour d'une table, parmi quelques jeunes écrivains réunis à la *Revue universelle* (...) La conversation commencée autour d'Henri Massis se prolongea entre Maxence, Brasillach et moi, dans les rues d'abord, puis chez Maxence lui-même, dans un épais nuage de fumée de cigarettes, jusqu'au petit jour. Dès cette nuit-là il était plus ou moins explicitement entendu que nous allions tenter quelque chose ensemble. Nous avions bien des points de désaccord qui promettaient des discussions intéressantes. Pour l'essentiel, qui était de tenter de donner à ce pays, à la jeunesse de ce pays, une justification de leur existence, une espérance d'avenir et une voie de grandeur qui ne nous semblaient pouvoir être ni dans

⁵⁵ Sur les raisons de ce départ, voir plus haut : « La crise de *l'Action française*. »

l'immobilité conservatrice, ni dans la fascinante imposture du marxisme, nous avions en commun la volonté et peut-être la présomption ⁵⁶. »

Avec Thierry Maulnier devait s'exprimer dans la *Revue française* une tendance idéologique quelque peu différente de celle que représentaient Robert Francis et Jean-Pierre Maxence. Alors que les bases de départ de ceux-ci - surtout de Maxence ⁵⁷ - étaient des bases catholiques, très influencées par l'enseignement de Maritain, Thierry Maulnier, qui était par ailleurs agnostique, était, lui, né à la vie intellectuelle à l'ombre de *l'Action française*, dans le sillage de Maurras. « Maurras, a-t-il écrit, nous apportait l'exemple, exaltant à nos âges, du combat à contre-courant, de l'affirmation minoritaire, d'une intraitable énergie intellectuelle, du refus de tout compromis dans la pensée et dans l'action et aussi une méthode politique, un réalisme - les nations existent, les forces existent, la survie des sociétés humaines n'est possible qu'à un certain prix et sous certaines conditions, on ne peut vouloir ceci ou cela qu'en [59] acceptant les conséquences ⁵⁸. » Son maurrassisme n'était cependant pas d'une rigoureuse orthodoxie ⁵⁹ car il se composait avec d'autres influences, notamment celle de Marx et du marxisme dont il avait retenu la problématique accordant une large place aux questions économiques et sociales, et, d'autre part, celle de Nietzsche ⁶⁰ qui devait l'amener à consacrer toute une part de sa réflexion à la crise de l'humanisme et aux problèmes spirituels du monde né de la « mort de Dieu ».

Si Thierry Maulnier était plus « politique » que Maxence et Francis, on retrouvait cependant chez lui une idée caractéristique de tous les mouvements de jeunes de ces années, à savoir, l'idée que la crise politique et la crise économique n'étaient que les reflets d'une crise plus totale qui mettait en jeu tout le destin de l'homme, que la crise n'était pas seulement dans les structures, mais qu'elle était dans l'homme. « La crise est dans l'homme » fut d'ailleurs le titre du premier livre de Thierry Maulnier qui parut en 1932 recueillant divers textes publiés auparavant

⁵⁶ *Arts*, 20 juin 1956.

⁵⁷ À partir de 1931, en grande partie pour des raisons d'ordre privé, Robert Francis s'éloigna du catholicisme.

⁵⁸ Préface du livre d'H. Massis, *Au long d'une vie*, p. 9.

⁵⁹ « Nous autres, jeunes nationalistes, qui avons accroché nos barques au vaisseau de haut bord de *l'Action française* ou, du moins, dont nous suivions le sillage avec quelques écarts, quelques souhaits d'indépendance ... » (Ibid., p. 9.)

⁶⁰ Auquel il consacra un essai en 1933.

dans la *Revue française* et *l'Action française*. Il déclarait dans l'introduction de cet ouvrage : « Si une civilisation tout entière peut être aujourd'hui remise en jeu, c'est parce qu'elle a ignoré et blessé aveuglément l'être humain dans ce qu'on pourrait appeler son exigence éternelle. Avant de dresser quoi que ce soit contre une société inhumaine, il faudrait peut-être trouver ou retrouver ce qu'est l'homme et ce qu'il veut (...) L'homme doit être la première notion à restaurer dans un monde où ses exigences, sa grandeur et son salut possible sont absents de tous les calculs. Ce sont les valeurs d'esprit qu'il faut rétablir d'abord ⁶¹. » En prônant une « révolution spirituelle », une « révolution des valeurs », un « redressement intellectuel », Thierry Maulnier n'était guère éloigné des positions défendues par le Maxence des années 1930-31. Il avait cependant tendance - et c'était là que l'on retrouvait l'héritage maurrassien - à mettre plus que lui l'accent sur le poids des structures et des institutions se demandant si, dans leur état actuel, elles ne rendaient pas stérile tout effort borné au seul ordre de l'esprit.

Il ne faut sans doute pas majorer l'influence de Thierry Maulnier [60] dans l'évolution de la *Revue française*. Cette évolution fut en effet aussi le reflet d'une évolution générale qui provoqua une politisation croissante de tous les milieux intellectuels dans les années 1933-1934, politisation due au désordre politique et économique grandissant et au sentiment que l'on se rapprochait d'échéances décisives.

Cette politisation des positions de l'équipe de la *Revue française* se manifesta de manière très nette lorsque la *Revue française* disparut au début de l'été 1933 pour des raisons financières. À ce moment Jean-Pierre Maxence devint le chroniqueur littéraire de *Gringoire* tandis que Thierry Maulnier et Robert Brasillach, tout en continuant à donner des articles à *l'Action française*, devinrent des collaborateurs réguliers de 1933, hebdomadaire de droite créé par la maison Plon et dont Henri Massis était le directeur. Plus significative encore fut la participation de Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier et Maurice Blanchot au *Rempart*, publication fondée par Paul Lévy et défendant des positions violemment antiparlementaires et anticapitalistes. D'une manière plus directe, cet engagement croissant dans l'action politique se concrétisa pour Maxence par son adhésion à une ligue nouvelle que venait de mettre sur pied, avec l'appui de François Coty, le com-

⁶¹ La crise est dans l'homme, p. 6 et p. 8.

mandant Jean Renaud, la *Solidarité française*. Grâce à elle, Jean-Pierre Maxence put déployer ses talents d'orateur auprès des publics populaires qu'il recherchait. Cet engagement, assez surprenant étant donnée l'indigence doctrinale de la *Solidarité française*, Maxence devait plus tard le justifier en disant qu'il avait espéré, pour ce motif même, trouver là un terrain vierge lui permettant de faire passer dans la réalité politique ses idées personnelles. On notera que, tout en ayant des sympathies pour *l'Action française*, Maxence refusa toujours d'y adhérer lui reprochant son conservatisme en matière économique et sociale.

L'antiparlementarisme et l'anticapitalisme, qui tinrent dans les derniers numéros de la *Revue française* une place grandissante, devaient se retrouver dans *Demain la France*, gros livre de quatre cent cinquante pages que Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence et Robert Francis écrivirent en quelques semaines au lendemain des événements de février 1934 ⁶². Dans cet ouvrage dédié aux morts du 6 février et qui « voulait donner une doctrine à l'émeute », les auteurs déclaraient notamment : « Une société organisée ne saurait dissocier et subordonner arbitrairement les trois ordres, spirituel, politique et économique. La révolution de demain doit porter simultanément sur ces trois terrains ⁶³. » Toutefois - et ceci était symptomatique de l'évolution que nous avons signalée - le livre développait surtout les aspects politiques et sociaux de cette révolution plus que l'aspect spirituel. Au terme de leur démonstration, les auteurs se prononçaient pour un État fort, mais limité dans ses attributions, et indépendant de l'élection, et pour une organisation corporative de l'économie nationale. Si leurs thèses politiques ne présentaient guère d'originalité très marquée par rapport aux thèses classiques de *l'Action française*, leur anticapitalisme était assez manifeste pour que Mounier ait pu le souligner dans *Esprit* en rendant compte du livre.

Dans les derniers mois de 1931, ce courant de la *Jeune Droite* devait retrouver une tribune autonome en joignant ses efforts à ceux d'une autre équipe de jeunes qui venait de fonder la *Revue du XXe siècle* et qui s'était exprimée de 1930 à 1934 dans deux revues successives : *Réaction* et la *Revue du siècle*. Ce second courant

⁶² Les trois premières parties étaient l'œuvre de Thierry Maulnier, la quatrième celle de Jean-Pierre Maxence et les deux dernières avaient été écrites par Robert Francis.

⁶³ *Demain la France*, p. 271

fut peut-être le plus représentatif de la *Jeune Droite*, notamment par une plus grande rigueur et une plus grande continuité dans l'exposé de ses thèses.

[62]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**PREMIÈRE PARTIE
1. LA JEUNE DROITE**

Chapitre 3

«Réaction» et «La revue du siècle»

[Retour à la table des matières](#)

Si les rapports du groupe des *Cahiers* et de la *Revue française* avec *l'Action française* furent assez embrouillés, il en fut de même pour le groupe qui donna naissance à *Réaction* et à la *Revue du siècle*. En effet, ce groupe qui, à ses débuts, fut considéré non sans raison comme une dissidence de *l'Action française* eut par la suite avec celle-ci des relations assez ambiguës, notamment lorsqu'eut été fondée en 1933 la *Revue du siècle*. Quoiqu'il en soit, malgré des rapprochements occasionnels, ces revues furent assez nettement indépendantes par rapport à *l'Action française* manifestant des tendances qui par nombre d'aspects s'écartaient de l'orthodoxie maurrassienne.

La plus originale de ces publications fut incontestablement *Réaction*, petit bulletin d'étudiants plus que revue, dans lequel ses fondateurs s'exprimaient avec une totale liberté. La situation se modifia ensuite quelque peu lorsque, *Réaction* ayant disparu pour des raisons financières, lui succéda la *Revue du siècle* aux moyens matériels plus importants mais dans laquelle l'équipe de *Réaction* fut obligée d'at-

ténuer les arêtes de ses positions en raison de son association avec un groupe dont la fidélité à la pensée maurrassienne était plus stricte.

« *RÉACTION* » (1930-1932).

Réaction ⁶⁴ naquit au début de 1930 de ces innombrables et interminables discussions chères aux étudiants de toutes les époques. Ces étudiants étaient, pour la plupart, des membres de l'Association [63] des Étudiants d'Action française de Paris qui, tout en voulant rester fidèles à ce mouvement, avaient l'ambition d'exprimer les préoccupations de jeunes gens pour lesquels l'Affaire Dreyfus n'était plus qu'un souvenir historique et qui avaient l'impression que *l'Action française*, dans ses organes dirigeants, restait justement prisonnière de ces souvenirs, négligeant trop ce qu'avait pu être depuis l'évolution de la société et des idées.

Ces divergences latentes avec *l'Action française* se cristallisèrent autour de trois problèmes déjà évoqués plus haut ⁶⁵ : le problème littéraire, le problème social, le problème religieux. C'est ainsi que, du point de vue littéraire - à ses yeux le moins important - *Réaction* devait très clairement affirmer qu'elle ne demandait pas à Maurras un « art poétique » et elle devait se réclamer de « maîtres » que *l'Action française* n'appréciait pas toujours comme Léon Bloy, Paul Claudel, Charles Péguy, alors que simultanément elle répudiait Anatole France et manifestait quelque méfiance à l'égard de Barrès. Mais ce sont surtout les deux dernières causes qui devaient être déterminantes. D'une part, ces jeunes hommes ressentaient profondément les difficultés qu'il y avait à vouloir mener une politique chrétienne au sein d'organismes condamnés par l'Église et, d'autre part, ils avaient la ferme volonté de s'attaquer au désordre économique libéral et de se désolidariser le plus nettement possible du capitalisme.

À la suite de ces discussions, sous l'impulsion de René Vincent et Christian Chenut, il fut décidé, à la fin de l'année 1929, de créer une revue dont la direction serait confiée à Jean de Fabrègues. Celui-ci qui, tout en achevant des études de philosophie, était secrétaire de Maurras, s'attela alors à la rédaction d'un manifeste

⁶⁴ Pour une étude plus détaillée de l'histoire et des idées de *Réaction*, on pourra se reporter à notre article : « *Réaction*, une revue des années trente » paru dans *Politique*, 1966.

⁶⁵ Cf. supra « La crise de *l'Action française* ».

dont les termes furent soigneusement pesés avec tous les membres du groupe. Lorsque ce texte eut été mis au point dans les premières semaines de 1930, il fut soumis par Fabrègues à Maurras et fit l'objet entre eux pendant une dizaine de jours d'entretiens presque quotidiens.

Sur le texte même du manifeste, Maurras n'avait guère réagi si ce n'est sur la phrase parlant des appels de Gide : il se refusait à y voir des « sirènes » ⁶⁶. Les objections de Maurras étaient essentiellement tactiques. Tout en reconnaissant le bien-fondé des positions exprimées dans le manifeste, il répondait en effet : « Ce que vous réclamez, c'est notre pensée profonde, mais ne divisez pas le front du [64] combat » et il s'accrochait à cette image : « Les chouans ont été vaincus parce qu'ils se sont battus en plusieurs colonnes. »

Ainsi, alors qu'au départ il ne semble pas que les fondateurs de *Réaction* aient eu l'intention de rompre avec *l'action française*, les rapports avec celle-ci allaient se tendre progressivement. Cette situation devait évoluer d'autant plus rapidement que, sur ces entrefaites, se déclenchait le conflit Martin-Lecoq. La rupture devint bientôt inévitable et, en mars 1930, l'équipe de *Réaction*, suivie par la plupart des étudiants d'*Action française* de Paris, rompit avec le mouvement. De ce fait, le premier numéro de *Réaction*, qui avait été préparé avant la rupture, parut en avril après celle-ci. Il fit l'objet d'une campagne d'obstruction de la part de ce qui restait des étudiants d'*Action française* qui déposèrent au greffe le nom d'une revue homonyme qui ne vit jamais le jour.

Si rupture il y eut, il semble bien, toutefois, que, de part et d'autre, on n'ait pas voulu trop envenimer les choses en les transformant en une polémique à ciel ouvert. Si *l'Action française* mena contre *Réaction* une assez vive campagne de bouche à oreille, essayant de rallier individuellement certains des dissidents, il n'y eut pas d'éclat public. Réciproquement, on ne trouve guère de traces de ce conflit dans les textes de *Réaction*, si ce n'est de brèves allusions dans le bilan que dressait Jean de Fabrègues au seuil de ce qui devait être le dernier numéro de la revue : « Cette revue, écrivait-il, est née au milieu des plus profondes et des plus cruelles équivoques. À notre naissance, on nous a dit, et les plus intéressés à cette affaire l'ont cru eux-mêmes, dissidents de *l'Action française*. » Un peu plus loin il ajoutait : « Des conseillers nous disaient depuis des mois : il faut un éditeur, de

⁶⁶ Voir ce texte en annexe.

l'argent, des patrons, des soutiens. Nous choissions pour partir l'heure où une cruelle équivoque nous privait des deux dernières choses ⁶⁷. »

D'ailleurs, sur le terrain proprement politique, *Réaction* devait reprendre à son compte nombre des thèses maurrassiennes : empirisme organisateur, traditionalisme, nationalisme, royalisme, etc., et René Vincent dira plus tard : « On se fiait à Maurras sur le plan politique ⁶⁸. » De même, à Guy Crouzet, qui, dans *Notre Temps* ⁶⁹, affirmait que *Réaction* c'était « Maurras sans Maurras », Emile Vaast répondait : « M. Crouzet croit nous embarrasser en nous jetant ce [65] nom comme si nous ne l'avions pas écrit les premiers sans équivoque : "Notre Maurras". Nous saluons en lui, non seulement l'initiateur de la renaissance royaliste, mais encore un type d'homme, de héros qui domine de haut toute notre époque. Seulement nous ne lui demandons pas des leçons de catéchisme ni même un art poétique ⁷⁰. » Ainsi, pour *Réaction*, Maurras restait « un » maître, il n'était plus « le » maître.

Si le différend avec *l'Action française* fut plus ou moins étouffé, il n'en reste pas moins que les divergences étaient profondes, plongeant leurs racines dans une appréciation radicalement différente de la situation des années 1930. L'argument des « deux fronts » évoqué par Maurras pouvait d'autant moins porter sur les responsables de *Réaction* que ceux-ci estimaient justement que l'on ne pouvait plus, en 1930, se livrer à de subtiles distinctions entre le pays légal et le pays réel ou disserter sur l'ordre des moyens et des fins mais que tout était gangrené, qu'une société tout entière était à refaire, que la crise était totale et que, donc, l'on devait s'attaquer au désordre du monde contemporain sous tous ses aspects sans prendre le risque de paraître se solidariser avec l'un d'entre eux. Ce qui devait dominer les attitudes et les prises de position de *Réaction*, c'est l'idée qu'il y avait en ces années 1930 une crise du monde moderne, que cette crise était générale, qu'elle était une crise de civilisation.

Tel était d'ailleurs le thème essentiel du manifeste qui ouvrait le premier numéro de *Réaction* et dont les premières phrases constataient : « Jamais l'homme

⁶⁷ *Réaction*, n° 12, juillet 1932, p. 1.

⁶⁸ *Arts*, 18-24 avril 1956.

⁶⁹ Publication mensuelle dirigée par Jean Luchaire se présentant comme « l'organe de la nouvelle génération réaliste » et proche des milieux radicaux et briandistes.

⁷⁰ *Réaction*, n° 8-9, février 1932, p. 36.

n'avait atteint une telle perfection dans la connaissance des phénomènes, ni une telle puissance dans l'utilisation des forces naturelles et l'accumulation des richesses. Et pourtant il y a une crise du monde moderne. "Crépuscule des nations blanches", "Déclin de l'Occident", approche des "Derniers Jours", avènement d'un "Nouveau Moyen-Age", de toutes parts s'élèvent des cris annonciateurs de la fin d'un monde... » Le texte continuait par l'analyse des manifestations de cette crise qui, selon *Réaction*, était aussi bien une crise des structures politiques, sociales et économiques qu'une crise spirituelle beaucoup plus profonde d'un monde ayant perdu le sens d'un « ordre humain ». Cette référence à un « ordre de l'être », à un ordre essentiel, différent de « la protection des intérêts économiques » ou « de la défense des hommes en place », différent aussi « de ces petits arrangements contingents que l'homme ou la société se donnent à eux-mêmes », justifiait le [66] titre complet de la revue qui était dans les premiers numéros *Réaction pour l'Ordre*. Cette façon de poser les problèmes explique aussi que, lorsque le manifeste en arrivait à évoquer « les conditions nécessaires d'une renaissance », il dépassait le seul plan politique en les définissant ainsi : « Politique, c'est, en France, monarchie ; sociale, c'est la soumission de notre vie économique au bien commun ; spirituelle, c'est l'ordre chrétien ⁷¹. »

Au bas de ce manifeste figuraient dix-neuf signatures. Parmi ces signataires, les noms les plus connus sont incontestablement ceux de Robert Buron, alors étudiant en Droit et en Sciences politiques devenu depuis ministre de la IV^e et de la V^e République, d'André Piettre, futur professeur d'économie politique à la faculté de Droit de Paris, de Jean Sainte-Fare-Garnot aujourd'hui décédé après avoir dirigé l'Institut français du Caire et professé l'égyptologie en Sorbonne. Comme ceux-ci, la plupart des autres signataires étaient des étudiants, tels Louis Lemiels élève de l'École normale supérieure, Félicien Maudet aujourd'hui avocat et bâtonnier du barreau de Perpignan ⁷², Jean Le Marchand futur rédacteur en chef de *La Table Ronde* et de *Jours de France*, Jacques-François Thomas auteur de plusieurs ouvrages sur Pascal et le jansénisme, Émile Girard, avocat au barreau de Paris qui participa à l'élaboration de la Charte du Travail de Vichy, Maurice Chuzel aujourd'hui responsable de l'information religieuse à l'Agence France-Presse. A leurs

⁷¹ *Réaction*, n° 1, avril 1930, p. 1-2.

⁷² Félicien Maudet était, en 1930, au moment de la fondation de *Réaction*, président de l'Association des étudiants d'Action française de Paris.

côtés, un peu plus âgés, on trouvait un journaliste, Charles Vergnaud, alors directeur du *Courrier de Lorraine* à Nancy, un employé de banque Christian de La Taille, un instituteur, Marcel Noël, un professeur, Pierre Ousset, qui avait signé sous le pseudonyme de Pierre Burgos, enfin un assureur Bernard du Halda. L'âge moyen de ces jeunes gens se situait autour de vingt-cinq ans. Leur doyen était Roger Magniez qui, âgé d'une quarantaine d'années, était alors directeur d'un service de la compagnie d'assurances « La Paix » et présidait aux destinées du Cercle La Tour du Pin.

Avec ces signatures, figuraient aussi celles des trois jeunes hommes sur lesquels reposait en fait la vie de la revue : Jean de Fabrègues, René Vincent et Christian Chenut. Les deux derniers avaient joué un rôle déterminant dans la création de *Réaction* qui, sans eux, n'eut sans doute pas vu le jour. Ils se chargèrent [67] respectivement des fonctions de rédacteur en chef et d'administrateur, laissant à Jean de Fabrègues le soin d'assurer la direction de la nouvelle publication.

À cette époque, Jean de Fabrègues, bien qu'âgé seulement de vingt-quatre ans, avait déjà derrière lui un certain passé politique et journalistique. Il avait collaboré, dès 1926, à la *Cazette française*, partageant alors ses activités entre les Chevaliers de Saint-Michel et l'Association des étudiants d'Action française. En 1927, bien que catholique et fortement influencé par l'enseignement de Maritain, il était resté fidèle à *l'Action française* et, dans les années suivantes, il avait eu un rôle assez actif au sein des groupes étudiants du mouvement, participant notamment de manière régulière à la rédaction de *l'Étudiant français*. Par ailleurs, secrétaire de Maurras, il avait aussi assuré – rubrique importante – la revue de presse dans *l'Action française* quotidienne. Son maurrassisme, dès ce moment, n'était cependant pas absolu car il se combinait avec d'autres influences, celle du thomisme sur le plan philosophique (il participa aux réunions de Meudon chez Maritain) et celle de La Tour du Pin sur le plan social (il collaborait assidûment aux travaux du Cercle La Tour du Pin). Dans les années 1928-1930, son attachement au catholicisme, son souci des problèmes philosophiques et spirituels, l'attention qu'il accordait aux questions économiques et sociales l'amènèrent peu à peu à remettre en question son attitude à l'égard de *l'Action française*, remise en question qui devait se concrétiser dans la création de *Réaction*.

Quant à René Vincent – plus jeune de trois ans –, il faisait à cette époque des études de droit et de lettres tout en donnant des articles à *l'Étudiant français* et à

l'Ami du Peuple du Soir. Il devait, nous l'avons dit, être le rédacteur en chef de *Réaction*, s'occupant particulièrement avec Christian Chenut des problèmes matériels posés par la confection de la revue. Christian Chenut qui, plus âgé que Jean de Fabrègues et René Vincent, achevait un doctorat en droit, assurait par ailleurs un certain soutien financier de *Réaction* dont les ressources étaient des plus limitées, bornées aux abonnements et aux cotisations versées par les membres du groupe organisé autour de la revue, notamment par les signataires du manifeste.

Ces ressources médiocres expliquent la présentation extrêmement modeste de *Réaction* dont les premiers numéros - trente-deux pages au format classique des revues - avaient bien davantage les allures d'un bulletin que celles d'une revue. Dans les dernières livraisons, elle devait un peu s'étoffer, mais elle ne dépassa jamais une soixantaine [68] de pages. Ces difficultés financières expliquent aussi une périodicité un peu fantaisiste car, si *Réaction* était théoriquement une publication mensuelle, elle ne compta en réalité qu'une dizaine de livraisons, numérotées de un à douze, entre avril 1930 et juillet 1932. Plusieurs de ces numéros furent des « numéros spéciaux » consacrés à l'Amérique, à Bernanos, à la Paix, à l'Après-Guerre, au Capitalisme.

En réalité, *Réaction* fut une petite revue d'étudiants riche surtout de l'enthousiasme et de l'inexpérience de ses rédacteurs dont le nombre était lui aussi assez limité puisque Jean de Fabrègues et René Vincent assuraient à eux seuls, sous leur nom ou sous des pseudonymes, la plus grande partie du travail de rédaction (par exemple dix-sept pages sur les trente-deux du numéro I, la moitié des soixante-quatre pages du numéro 10). Leurs articles exprimaient aussi, en général, les orientations les plus originales de la revue.

Revue d'étudiants, *Réaction* eut cependant quelques collaborateurs plus âgés, à commencer par le plus célèbre d'entre eux, Georges Bernanos. Celui-ci joua d'ailleurs un rôle assez important - la création de *Réaction* dans la mesure où il encouragea l'entreprise - encore qu'il ait déploré que celle-ci débutât par une rupture avec *l'Action française* - dans la mesure aussi où son influence avait profondément marqué la plupart des membres du groupe au point qu'Émile Vaast écrivait qu'il représentait « l'esprit même du groupe *Réaction* »⁷³. *Réaction* publia trois textes de Bernanos, dont un « Message aux Jeunes Français » dans sa pre-

⁷³ *Réaction*, n° 8-9, février 1932, p. 36.

mière livraison, et elle lui consacra un de ses numéros spéciaux, en 1931, lors de la parution de *la Grande Peur des bien-pensants*⁷⁴. Ce livre, accueilli par eux avec enthousiasme, apparut en effet aux jeunes gens groupés autour de *Réaction* comme l'expression la plus fidèle de leurs sentiments de révolte à l'égard de la France bourgeoise de la Troisième République⁷⁵.

Parmi les collaborateurs occasionnels de la revue figurèrent aussi Robert Valéry-Radot, écrivain et journaliste, ami intime de Bernanos, André Rousseaux, critique littéraire du *Figaro* et de la *Revue universelle*, Pierre Lucius, journaliste spécialisé dans les problèmes [69] économiques. On y trouvait aussi quelques articles de membres du groupe des Cahiers et de la *Revue française*, notamment de Jean-Pierre Maxence, de Thierry Maulnier, de Maurice Blanchot. Par ailleurs, dès son premier numéro, *Réaction* publia plusieurs réponses à une « enquête sur l'ordre » parmi lesquelles celles de Paul Valéry, de Georges Duhamel, d'Alain, d'André Maurois, de Daniel Halévy, d'André Malraux, de Berdiaeff, d'Emmanuel Berl, de Jacques Maritain.

Cette « enquête sur l'ordre » est extrêmement caractéristique de ce que furent les préoccupations essentielles de *Réaction*, préoccupations surtout orientées vers les problèmes philosophiques et spirituels. En effet, bien que son manifeste se soit proposé un triple objectif de « réaction » politique, sociale et spirituelle, c'est en fait sur ce dernier aspect que se fixa surtout l'attention des rédacteurs de *Réaction*. Ceci s'explique, d'une part, dans la mesure où, sur le plan politique, elle n'avait rien à apporter de très nouveau, ses positions étant en la matière assez proches de celles de *L'Action française*. On notera toutefois quelques nuances : son nationalisme, par exemple, était moins crispé, plus ouvert, plus soucieux de « l'unité humaine » ; de même on ne trouvait pas dans *Réaction* - pas plus d'ailleurs dans les Cahiers ou dans la *Revue française* - d'attaques contre les Juifs ou contre les francs-maçons qui étaient pourtant dans la tradition de la littérature politique d'*Action française*. Dans le domaine économique et social, d'autre part - dans lequel son originalité était plus grande -, ses prises de position ne pouvaient guère

⁷⁴ Deux des textes publiés par Bernanos dans *Réaction* ont été reproduits par J. de Fabrègues dans son livre *Bernanos tel qu'il était*.

⁷⁵ Il serait d'ailleurs possible de montrer que nombre des thèmes de l'œuvre « politique » de Bernanos présentent de nettes parentés avec les idées exposées dans les revues de jeunes des années 1930 (cf. S. Creyssels-Cabanié, *Constantes idéologiques dans l'œuvre polémique de Bernanos*).

aller au-delà d'un anticapitalisme de principe du fait du manque de culture économique de la plupart de ses collaborateurs. Aussi, plus que de proposer des institutions, *Réaction* s'efforça-t-elle bien davantage de formuler d'une manière générale leur philosophie essayant de retrouver les bases fondamentales d'un « ordre humain » aussi bien pour la vie sociale que pour la vie individuelle car, selon ses animateurs, le drame des années 1930 était le drame conjugué d'une civilisation qui se bâtit contre l'homme et d'un homme qui avait perdu jusqu'au sens de sa destinée et jusqu'à la justification même de son existence.

Lorsque, durant l'été 1932, *Réaction* disparut à la suite de difficultés financières, son tirage était approximativement de douze cents exemplaires diffusés par abonnements et par dépôt dans un certain nombre de points de vente au quartier Latin. Par ailleurs, l'ambition de ses fondateurs ayant été de faire de la revue un point de ralliement, quelques réunions publiques furent organisées qui aboutirent à la formation d'un groupe - peu structuré – [70] à Paris et à la constitution en province de quelques « centres d'amitié ».

Ces groupes, qui survécurent à la disparition de la revue en juillet 1932, devaient, au début de 1933, servir de base pour le lancement d'une nouvelle publication aux ressources matérielles plus importantes, la *Revue du siècle*.

« LA REVUE DU SIÈCLE » (1933-1934).

La *Revue du siècle* vit le jour en avril 1933. Elle naquit de l'initiative d'un éditeur, Gérard de Catalogne, qui proposa à la jeune équipe de *Réaction* de participer à la fondation d'une nouvelle publication en s'associant avec les littérateurs nettement plus âgés qui publiaient la revue *Latinité*. C'est pourquoi la *Revue du siècle* - ainsi baptisée parce que la maison d'édition de Gérard de Catalogne se nommait les Éditions du Siècle - se présenta comme « l'organe des groupes *Réaction* et *Latinité* » dirigé par un comité où l'on trouvait, à côté de G. de Catalogne, des représentants de *Réaction* - Christian Chenut et Jean de Fabrègues - et des représentants de *Latinité* - Charles Forot et Jacques Reynaud.

Cette association était assez artificielle car les animateurs de *Latinité* poursuivaient de tout autres buts que ceux de *Réaction*. Leurs activités étaient en effet

surtout littéraires, orientées vers la défense et l'apologie de la latinité, de l'occitanisme, du classicisme et dominées par un antiromantisme rigoureux. De ce fait, ils restaient étroitement fidèles à l'esthétique maurrassienne, ce qui n'était pas le cas des jeunes gens de *Réaction* admirateurs de Baudelaire, de Péguy, de Bloy, de Dostoïevsky, de Bernanos ou de Claudel. Les liens que l'équipe de *Latinité* conservaient avec *l'Action française* devaient entraîner un certain rapprochement de la *Revue du siècle* avec celle-ci. Alors qu'elle n'avait cité dans ses colonnes qu'une fois le nom de *Réaction*, *l'Action française* publiera à plusieurs reprises dans sa « Revue des Revues » de larges extraits d'articles parus dans la *Revue du siècle*.

Le ton de la *Revue du siècle* qui avait cette fois les apparences d'une véritable revue et dont les livraisons comportaient une centaine de pages, fut, en raison de ces influences divergentes, beaucoup plus académique que celui de *Réaction*. La place de la littérature y fut aussi beaucoup plus grande et la *Revue du siècle* organisa même, sur l'initiative de Gérard de Catalogne, un banquet à l'hôtel Lutétia en l'honneur de François Mauriac lors de l'élection de [71] celui-ci à l'Académie française. Ce banquet s'accompagna d'un numéro spécial de la revue consacré à l'œuvre du nouvel académicien avec des contributions très diverses de Jean Cocteau à Paul Morand, en passant par Daniel-Rops, Drieu La Rochelle, Duhamel, D. Halévy, R. Martin du Gard, André Maurois, H. de Montherlant, etc.

À côté des anciens collaborateurs de *Latinité*, à côté aussi de signatures de prestige - Louis Bertrand, Léon Daudet, Francis Jammes -, on retrouvait dans la *Revue du siècle* la plupart des noms que l'on avait pu voir dans les sommaires de *Réaction*. Peu à peu, toutefois, quelques signatures nouvelles apparurent telles celles de Jean Loisy, de Charles Mauban, de Jules Roy, de Jean Saignes, de Jacques Saint-Germain, nouveaux venus dans ce qui allait bientôt rendre le nom de *Groupe XXe siècle*. La *Revue du siècle* ouvrit par ailleurs ses colonnes à des membres de *l'Ordre Nouveau*, notamment à Daniel-Rops, à René Dupuis, à Denis de Rougemont et, surtout, à Alexandre Marc dont quatre textes furent publiés au cours de l'année 1933.

Bien qu'elle ait été tenue d'apporter un peu plus de nuances dans l'expression de sa pensée, bien que parfois des dissonances soient apparues en raison du maurrassisme plus orthodoxe d'un Jacques Reynaud ou d'un Gérard de Catalogne, c'est malgré tout l'équipe de *Réaction* qui donna le ton à la *Revue du siècle*, continuant

d'y défendre les positions qui avaient été les siennes auparavant. Et lorsque, en mai 1934, la *Revue du siècle* annoncera la formation du *Groupe XXe siècle*, le manifeste qui accompagnait cette annonce reprendra - parfois mot pour mot - les idées exprimées dans le manifeste de *Réaction* en 1930.

Ce manifeste définissait en effet ainsi les orientations choisies : « ANTIDÉMOCRATES, nous dénonçons l'absurdité d'un régime fondé sur le nombre, dont la nature exclut toute liberté d'esprit et toute opinion délibérée (...) ANTICAPITALISTES, nous constatons l'immense misère de l'homme d'aujourd'hui, la faillite du capitalisme : fondé sur le lucre, il meurt de son mépris des hommes qu'il prétendait asservir par la haute banque, la spéculation, les sociétés anonymes, le prêt à intérêt, la rationalisation. (...) SPIRITUALISTES, nous voyons dans l'universalité de la crise présente le signe qu'il lui faut un remède essentiel : rendre à l'homme son véritable destin qui est spirituel. » En conclusion, ce texte reprenait, à quelques mots près, les propositions du manifeste de 1930 en exposant comme « conditions nécessaires d'une renaissance : POLITIQUE, c'est en France la monarchie ; SOCIALE, c'est la soumission de la vie économique [72] au bien commun ; SPIRITUELLE, c'est un ordre qui, étant humain, est vrai pour tout homme, étant vrai est chrétien pour le chrétien ⁷⁶. »

Cependant, si les principes essentiels restaient les mêmes que ceux de *Réaction*, certaines orientations se modifièrent quelque peu : C'est ainsi que les professions de foi monarchistes qui étaient quasi inexistantes dans *Réaction* y furent plus nombreuses et plus nettes. Il semble que l'on puisse attribuer cette différence aux contacts qu'eurent alors certains des collaborateurs de la *Revue du siècle* avec le jeune comte de Paris dont les idées et l'action leur parurent être l'annonce d'une renaissance d'un royalisme vivant. D'autre part, l'intérêt porté aux problèmes économiques y fut plus grand comme en témoignèrent des articles de Jacques Saint-Germain et un très gros numéro spécial de près de deux cents pages consacré à célébrer le centenaire de la naissance de La Tour du Pin et à définir les principes d'un ordre corporatif. Plus généralement, cette attention plus vive accordée aux problèmes politiques et économiques fut aussi la conséquence de la dégradation accélérée de la situation économique et politique dans les années 1933-1934. On notera cependant que la pression des événements ne provoqua pas dans l'équipe

⁷⁶ *Revue du siècle*, n° 13, juillet 1934, p. 59-60. Texte reproduit en annexe.

de la *Revue au siècle* ce basculement dans « l'activisme » qui caractérisa, par exemple, l'évolution de Jean-Pierre Maxence dans ces mêmes années.

Par ailleurs, et c'est aussi quelque chose d'assez caractéristique, la *Revue du siècle* s'intéressa bien plus que *Réaction* à l'évolution des pays étrangers. La plupart de ses livraisons contenaient une rubrique étrangère dans laquelle un certain nombre d'articles furent consacrés à étudier la situation de la Grande-Bretagne, de l'U.R.S.S., de l'Allemagne, des États-Unis, de l'Espagne, de l'Amérique latine, etc. Dès son deuxième numéro, la *Revue du siècle* publia aussi les résultats d'une enquête sur « la jeunesse française devant l'Allemagne nouvelle » à laquelle avaient répondu : G. Dupeyron (collaborateur d'*Europe*), R. Aron, C. Chevalley, A. Dandieu, Daniel-Rops, D. de Rougemont, J.-P. Maxence et T. Maulnier.

Grâce au cumul des deux publics de *Latinité* et de *Réaction*, le tirage de la *Revue du siècle* fut un peu plus élevé que celui de *Réaction*, se situant autour de deux à trois mille exemplaires. Ce tirage aurait pu lui permettre de survivre tant bien que mal si elle n'avait été victime de la malhonnêteté de son éditeur qui, en [73] mai 1934, disparut en emportant la caisse⁷⁷. Ce coup du sort entraîna la mort de la *Revue du siècle* et la dispersion de la disparate équipe qui s'était constituée autour d'elle. Seul subsista le groupe *Réaction* qui, devenu le *Groupe XXe siècle*., donna naissance à la fin de l'année 1934 à une nouvelle publication : la *Revue du XXe siècle*.

Bien qu'elle ait été due à un accident, cette disparition de la *Revue du siècle* marquait cependant un tournant. Survenant après les troubles de février 1934, elle coïncida avec un changement très net du climat intellectuel et politique. Désormais en effet, il allait être de moins en moins possible de rester au-dessus de la mêlée politique en se gardant des simplifications partisans, désormais les événements allaient se faire de plus en plus pressants, obligeant chacun à renoncer aux spéculations trop intellectuelles pour un engagement au jour le jour, pour des prises de position qui allaient rejeter ces mouvements de jeunes dans des chemins plus classiques, les réintégrant dans les cadres anciens - notamment la classification « droite-gauche » - qu'ils avaient essayé de briser. Ceci fut particulièrement

⁷⁷ Celui-ci, Gérard de Catalogne, était d'origine antillaise. Il est aujourd'hui directeur du Tourisme de la République d'Haïti.

sensible dans les publications de la *Jeune Droite* des années 1934-1939 : la *Revue du XXe siècle* et Combat.

[74]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE
1. LA JEUNE DROITE

Chapitre 4

«La Revue du XXe siècle» et «Combat» (1934-1939)

[Retour à la table des matières](#)

Grâce à ces deux revues, la *Jeune Droite* devait continuer à s'exprimer d'une manière indépendante jusqu'à la guerre. Toutefois, pendant cette période, son originalité s'atténua car, s'engageant au niveau de l'actualité politique, elle fut amenée à prendre des positions qui, rejetant au second plan ses bases doctrinales, l'assimilèrent pour beaucoup d'observateurs aux formations d'extrême-droite et la firent accuser de « fascisme » par ses adversaires.

Cette évolution commença avec la fondation de la *Revue du XXe siècle* (sous-titrée « anciennement *Réaction* ») qui parut de novembre 1934 à juin 1935 sous la direction de Jean de Fabrègues avec la collaboration de l'ancienne équipe de *Réaction* et de la *Revue du siècle*, cohabitant avec les anciens animateurs de la *Revue française*, Robert Francis, Jean-Pierre Maxence et Thierry Maulnier. Ainsi, cette nouvelle publication vit se réaliser une certaine fusion des deux courants qui avaient constitué la *Jeune Droite* des années 1930-1934.

Tout en gardant un programme analogue à celui des publications antérieures (antidémocratie, anticapitalisme, révolution spirituelle) et tout en conservant un ton assez doctrinal, la *Revue du XXe siècle* tendit progressivement à accorder une place croissante aux problèmes politiques au détriment des questions proprement philosophiques et spirituelles qui, auparavant, étaient au premier plan. C'est ainsi que la critique des institutions démocratiques et capitalistes y fut plus insistante, de même qu'y furent plus nombreuses les références monarchistes teintées d'une très nette sympathie pour les positions du comte de Paris ⁷⁸. Ce qui caractérisa [75] donc la *Revue du XXe siècle*, ce fut que la lutte contre la démocratie et le capitalisme y prit peu à peu le pas sur le souci de la « révolution spirituelle ».

Le style de la *Revue du XXe siècle* restait cependant assez proche de celui de la *Jeune Droite* des années 1930. Tel ne fut pas le cas de *Combat*, publication mensuelle qui lui succéda au début de 1936 et qui vit s'institutionnaliser l'association des équipes de *Réaction* et de la *Revue française* puisque sa direction fut assurée conjointement par Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier et que, parmi ses collaborateurs, on devait trouver, à côté de René Vincent, Jean Loisy, Charles Mauban, Jean Saillenfest, les signatures de Maurice Blanchot, Georges Blond, Robert Brasillach, Jean-Pierre Maxence. À ceux-ci s'ajoutèrent bientôt de nouveaux venus comme Pierre Andreu ⁷⁹, Klebert Haedens, Jean-François Gravier, Claude Orland (pseudonyme de Claude Roy ⁸⁰), André Monconduit (aujourd'hui Jean Créach), Louis Salleron.

Cette nouvelle tribune s'engagea beaucoup plus directement dans le combat politique et dans les querelles d'actualité. Sa présentation (seize ou trente-deux pages au format 21 x 27) contribua à ce changement en amenant les rédacteurs de *Combat* à s'exprimer en articles courts et percutants plus qu'en de longues dissertations intellectuelles. Quelques titres d'articles peuvent donner une idée du ton volontiers agressif et provocant qui fut le sien : « Lettre aux cocus de la Droite » (Brasillach, mars 1936), « Le terrorisme, méthode de salut public » (Blanchot, juillet 1936), « À bas la culture bourgeoise » (Maulnier, octobre 1936), « Libé-

⁷⁸ Au cours des années 1935-1938 plusieurs des dirigeants de la *Revue du XXe siècle* puis de *Combat* publièrent des articles dans le *Courrier royal*, mensuel exposant les idées du comte de Paris.

⁷⁹ Celui-ci avait collaboré à *Esprit* dans les années 1934-1935.

⁸⁰ Très lié avec Claude Roy, François Mitterrand fut, dans les années 1937-1939, un actif propagandiste de *combat* au quartier Latin.

rons-nous du capitalisme » (Id., novembre 1937), « Pour un complot contre la sûreté de l'État digne de ce nom » (Id., décembre 1937). Ces titres indiquent aussi que l'évolution commencée dans la *Revue du XXe siècle* s'accroît, donnant la priorité à l'antidémocratie et à l'anticapitalisme et rapprochant, de ce fait, *Combat* des tendances fascistes.

Les réactions de *Combat* devant l'actualité coïncidèrent d'ailleurs souvent avec celles de l'extrême-droite. C'est ainsi que ses animateurs se prononcèrent contre la politique des sanctions à l'égard de l'Italie ⁸¹, qu'ils furent hostiles au Front Populaire (sous réserve [76] d'une certaine approbation des mesures sociales) et qu'ils prirent pour les franquistes au moment de la guerre d'Espagne. Sur le plan international, ils dénonçaient, comme l'*Action française*, l'incohérence de la politique française avec son mélange de bellicisme verbal et d'insouciance en matière d'armement et de défense nationale. Cette attitude devait les amener à approuver les accords de Munich, « victoire du bon sens », tout en mettant en garde contre l'impérialisme allemand et en prônant la nécessité d'une action intérieure pour « refaire la France » en face de celui-ci. Ces positions à l'égard de l'Allemagne et du nazisme - notamment la condamnation de l'antisémitisme hitlérien - furent à l'origine d'une crise intérieure qui entraîna en 1937 le départ de Robert Brasillach et des frictions avec l'équipe de *Je suis partout*.

Si *Combat*, qui disparut en juillet 1939, s'engagea très directement dans la lutte politique, engagement qui contribua à le rejeter sur les confins de l'extrême-droite, il n'en conserva pas moins des prétentions doctrinales et le souci de garder une certaine lucidité intellectuelle devant l'événement. Il s'efforça, sans toujours y réussir, de ne pas céder au mouvement d'embrigadement de la pensée et de l'intelligence qui caractérisa ces années-là, à droite comme à gauche.

Deux publications animées par des collaborateurs de *Combat* concrétisèrent ce que furent alors les tentations divergentes de ses animateurs. Tout d'abord, sous le double patronage de Vallès et de Drumont, Jean-Pierre Maxence et Thierry Maulnier publièrent de janvier à octobre 1937 un hebdomadaire de polémique politique immédiate, au ton extrêmement violent, intitulé *l'Insurgé*, qui refléta les tendances « activistes » de certains des rédacteurs de *Combat*. Au contraire, on devait re-

⁸¹ Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence signèrent en octobre 1935 le « Manifeste des intellectuels » protestant contre cette politique.

trouver l'inspiration originelle de *Réaction* dans la revue *Civilisation* que dirigea Jean de Fabrègues de 1938 à 1939 et dont le but fondamental était de lutter pour « la sauvegarde de la civilisation et pour la liberté de l'Esprit » contre tous les régimes et toutes les philosophies totalitaires ⁸².

Cette double tentative symbolise assez bien l'ambiguïté de l'action de la *Jeune Droite* dans les années 1935-1939, traduisant, d'une part, sa volonté d'être présente à l'événement et de s'engager directement dans le combat contre la démocratie et le capitalisme, au risque de se compromettre avec des formations d'extrême-droite dont elle n'approuvait pas toujours toutes les positions et, [77] d'autre part, son souci d'une réflexion plus intellectuelle et plus désengagée sur la crise de civilisation qu'elle avait diagnostiquée dès les années 1930. Quoi qu'il en soit et quelles qu'aient été ses réticences, il n'en reste pas moins que la *Jeune Droite*, après 1935, fut considérée comme une des expressions de l'extrême-droite de l'époque, ce qui tendit à compromettre les rapprochements qui avaient pu s'esquisser çà et là avec d'autres groupes dans les années 1930-1934.

⁸² Collaborèrent notamment à *Civilisation* : M. de Corte, J. Daujat, G. Duhamel, E. Gilson, J. Giraudoux, Jaspers, L. le Fur, G. Marcel, Huizinga, B. Parain, C. Plisnier, Ramuz, G. Thibon, etc.

[79]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE

2. L'ORDRE NOUVEAU

[Retour à la table des matières](#)

Contrairement à la *Jeune Droite* qui gardait des attaches idéologiques et parfois organiques avec un parti et une doctrine, l'Ordre *Nouveau* se développa en dehors de tout cadre préexistant. Il naquit de la rencontre de personnalités très différentes tant par leur formation que par leurs origines intellectuelles et politiques, mais unies par la même volonté de créer quelque chose de neuf. Il n'y eut même pas pour l'Ordre *Nouveau* de parrainage spirituel analogue à ce que fut l'appui de Maritain pour Esprit. De ce fait, l'Ordre *Nouveau* fut le mouvement le plus original de ces années 1930, ceci d'autant plus qu'il s'attacha systématiquement à cultiver cette originalité ⁸³.

Il est possible de distinguer dans l'histoire de l'Ordre *Nouveau* plusieurs phases. Dans un premier temps, entre 1929 et 1931, se situèrent les rencontres qui, peu à peu, allaient aboutir à la naissance du mouvement. Les années 1932-1933 furent ensuite une période de maturation doctrinale durant laquelle l'Ordre *Nou-*

⁸³ Sur l'histoire et la doctrine de l'Ordre *Nouveau*, on pourra consulter l'étude d'Edmond Lipiansky, « L'Ordre *Nouveau* (1930-1938) » dans l'ouvrage *Ordre et Démocratie*.

veau s'efforça de nouer des contacts dans des directions extrêmement diverses depuis les communistes jusqu'à *l'Action française* et durant laquelle il chercha à trouver une tribune lui permettant d'exposer ses idées. À partir d'avril 1933, enfin, le mouvement s'organisa de façon autonome autour d'une revue-bulletin qui parut jusqu'en septembre 1938.

[81]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**PREMIÈRE PARTIE
2. L'ORDRE NOUVEAU**

Chapitre 1

Naissance de «l'Ordre nouveau»

[Retour à la table des matières](#)

À l'origine de l'Ordre Nouveau, il y eut des réunions de jeunes intellectuels qui venaient ou étaient en train d'achever leurs études et qui avaient formé une sorte de club, le *Club du Moulin Vert*. Toutefois, ce club ne fut que l'embryon de l'Ordre Nouveau qui se développa surtout après l'arrivée dans ce groupe de Robert Aron et Arnaud Dandieu à la fin de l'année 1930, C'est à partir de ce moment que s'élabora vraiment la doctrine du mouvement dont les thèmes fondamentaux commencèrent à être publiquement exposés en 1931 et 1932 dans les premiers ouvrages de Robert Aron et Arnaud Dandieu et dans un livre de Daniel-Rops.

***DU « CLUB DU MOULIN VERT »
À « L'ORDRE NOUVEAU » (1929-1930).***

Ce Club du *Moulin Vert* était né de l'activité d'Alexandre Marc et des contacts qu'il avait noués en suivant les cours de l'École libre des Sciences politiques de Paris. Déjà sensibilisé aux bouleversements de l'Europe par une jeunesse agitée -

israélite, il avait été chassé de Russie par la Révolution et avait fait des études de philosophie à Iéna dans le bouillonnement de la République de Weimar -, Alexandre Marc, alors âgé de vingt-cinq ans, avait pris l'initiative en 1928 d'organiser avec ses amis de petites réunions périodiques pour discuter des grands problèmes de l'heure, discussions qui touchaient aussi bien aux problèmes politiques et économiques qu'aux questions artistiques, philosophiques ou religieuses.

Comme ces réunions se tenaient dans un restaurant de la rue du Moulin-Vert le groupe prit le nom de *Club du Moulin Vert*. À ces discussions participaient donc des jeunes gens qu'Alexandre Marc avait connus à l'École libre des Sciences [82] politiques, comme Jean Jardin ou René Dupuis, ou qu'il avait rencontrés dans ses activités de secrétaire au service de droit international de la librairie Hachette, comme Gabriel Rey (qui occupait dans cette maison des fonctions analogues aux siennes) ou Jacques Naville ⁸⁴. Leurs origines idéologiques étaient des plus diverses, Naville venant, par exemple, du trotskysme tandis que Jardin ne dissimulait pas ses sympathies pour l'Action française.

Au début, ces discussions portèrent surtout sur des problèmes religieux et spirituels qui préoccupaient particulièrement Alexandre Marc, lequel, à cette époque, n'était pas encore catholique puisqu'il ne devait se convertir qu'en 1933. Dans les années 1929-1930, les activités du groupe s'orientèrent vers une confrontation œcuménique entre catholiques, protestants et orthodoxes. C'est à l'occasion de ces débats qu'Alexandre Marc se lia avec un jeune protestant suisse rencontré chez Charles du Bos, Denis de Rougemont. Alors secrétaire des Éditions *Je Sers*, ce fils de pasteur était revenu au protestantisme sous l'influence de la théologie barthienne après avoir flirté pendant un temps avec le romantisme allemand et le surréalisme ⁸⁵. À ces réunions participèrent également le R.P. Congar, Gabriel Marcel, les pasteurs Max Dominice, Westphal, de Pury, et des orthodoxes comme Berdiaeff ou les pères Gillet et Kowalewski.

Peu à peu cependant ces conversations amicales allaient suivre un autre cours car, en cherchant une solution à des problèmes spirituels, ces hommes s'aperçurent que les questions qu'ils soulevaient mettaient en cause l'ensemble de la civilisation dans laquelle ils vivaient et qu'une remise en ordre totale s'imposait. « C'est

⁸⁴ Frère de Pierre Naville.

⁸⁵ Il devait fonder en 1932 une publication protestante et barthienne intitulée *Hic et Nunc*.

en échangeant nos vues sur des questions religieuses, a raconté Alexandre Marc ⁸⁶, que nous nous aperçûmes qu'il y avait des questions temporelles qui se posaient pour notre civilisation. Au cours d'une réunion, le problème se précisa ainsi : " Notre civilisation F... le camp. Si nous restons là, nous serons entraînés dans la débâcle. Ou bien nous allons au Canada fonder une petite colonie ou bien nous tentons quelque chose pour sauver la civilisation européenne ". »

Cette prise de conscience fut à l'origine de la rédaction par Gabriel Rey, au cours de l'année 1930, d'un petit manifeste dans [83] lequel ces jeunes gens déclaraient, après avoir constaté l'aggravation de la situation générale et l'impuissance des partis en place, qu'ils étaient « traditionalistes mais non conservateurs, réalistes mais non opportunistes, révolutionnaires mais non révoltés, constructeurs mais non destructeurs, ni bellicistes ni pacifistes, patriotes mais non nationalistes, socialistes mais non matérialistes, personnalistes mais non anarchistes, humains mais non humanitaires ⁸⁷ » .

À partir de ce moment, le groupe du *Moulin Vert* s'orienta dans deux directions différentes, une partie poursuivant ses réunions sur les problèmes spirituels et religieux, l'autre s'engageant dans des recherches sur des questions temporelles. Comme ce dernier groupe avait adopté pour charte le texte de Gabriel Rey qui était intitulé « Manifeste pour un Ordre Nouveau », il prit tout naturellement ce titre et s'intitula mouvement de *l'Ordre Nouveau*.

Toutefois, c'est surtout à partir des derniers mois de 1930 que ce groupe commença à avoir une assez grande activité lorsque les anciens du *Club du Moulin Vert* purent unir leurs efforts à ceux d'autres personnalités attirées par le non-conformisme du « Manifeste pour un Ordre Nouveau » dont Alexandre Marc s'était attaché à faire connaître le texte autour de lui ⁸⁸.

À la fin de l'année 1930, se situa en effet un événement qui fut déterminant pour l'avenir de *l'Ordre Nouveau* : la rencontre d'Alexandre Marc avec Arnaud Dandieu. A l'origine de cette rencontre, il y eut un concours de circonstances tout à fait fortuit. Alexandre Marc avait été enthousiasmé par un livre sur Proust publié par l'université d'Oxford et signé d'un nom français : A. Dandieu. Comme il s'en

⁸⁶ *Arts*, 4-10 avril 1956.

⁸⁷ Cité par P. Andreu, la *Nation française*, n° 336.

⁸⁸ Le texte qui fut communiqué à D. de Rougemont était signé : A. Marc, G. Marcel et G. Rey.

étonnait un jour devant le philosophe Jean Wahl, celui-ci lui apprit que Dandieu était bibliothécaire à la Bibliothèque nationale. En possession de ce renseignement, Alexandre Marc se rendit sans tarder à la Bibliothèque nationale où il fut surpris de trouver dans l'exégète de Proust un homme très attentif aux questions politiques et sociales. Très rapidement, les deux hommes s'aperçurent de leur accord sur de nombreux points et, quelques jours plus tard, Dandieu entra dans le groupe de *l'Ordre Nouveau* amenant avec lui son ami Robert Aron.

Robert Aron et Arnaud Dandieu, qui étaient de cinq à six ans plus âgés que la première équipe de *l'Ordre Nouveau*, avaient entrepris dès 1927, déçus par les expériences intellectuelles et politiques [84] qui avaient pu être les leurs - le socialisme pour Dandieu, le surréalisme pour Aron -, un important travail de recherche et d'approfondissement doctrinal. Robert Aron devait plus tard évoquer lui-même en ces termes ce qu'avaient été ces patients travaux : « Pendant deux ans, Dandieu et moi, à partir de 1927, alors que nous ignorions encore ceux qui devaient se joindre à nous et qui travaillaient de leur côté dans un isolement semblable, en période de prospérité, bien avant le début de la crise, répondant simplement à un commun pressentiment et à un désir commun de dégager des formes neuves de pensée et d'action, ignorant encore le but de notre effort dont nous savions seulement le sens, ignorant encore plus le nom d'Ordre Nouveau qu'il devait prendre et qui devait être apporté deux ans plus tard, par un travail patient, régulier, méthodique, qui nous prenait chaque semaine au minimum deux soirées, nous avons fait, sur un plan fixé par Dandieu, le tour des questions urgentes, depuis la base philosophique jusqu'aux solutions pratiques. Deux ans d'effort en commun sans autre moteur de travail que notre propre conviction, sans aucun but immédiat, puisqu'au cours de ces deux ans nous n'avons rien publié et presque rien rédigé. Une jeune fille bénévole a accepté pendant deux ans d'assurer le secrétariat de ces séances que des esprits "réalistes" auraient dit inefficaces ⁸⁹. »

Ainsi, Robert Aron et Arnaud Dandieu apportèrent à *l'Ordre Nouveau* les fruits de ces trois années de réflexion. Mais si les activités du groupe reçurent alors une impulsion nouvelle, ce fut surtout la conséquence de la présence rayonnante d'Arnaud Dandieu dont tous ceux qui l'ont connu s'accordent à reconnaître l'exceptionnelle personnalité. Daniel-Rops devait plus tard résumer l'opinion

⁸⁹ *Ordre Nouveau*, n° 17, janvier 1935, p. 17-18.

commune en déclarant : « Dandieu était un garçon de génie. S'il avait vécu, il aurait été le Bergson de notre génération. ⁹⁰ » Intelligence remarquablement brillante, d'une extraordinaire érudition, il était doué d'une étonnante puissance de synthèse, s'intéressant aussi bien à la philosophie pure et à l'épistémologie qu'à la politique en passant par l'économie, la sociologie ou la psychopathologie. Les travaux qu'il avait publiés témoignaient déjà de cet éclectisme puisqu'à côté d'une plaquette de vers, *Cercle vicieux*, on y trouvait l'essai littéraire sur Proust déjà évoqué, ainsi que des articles de philosophie dans lesquels s'exprimaient un anti-rationalisme et un antiscientisme très caractéristiques d'une pensée qui [85] devait beaucoup à Bergson, Meyerson et Georges Sorel, à l'influence desquels devait s'ajouter celle des premières recherches de la phénoménologie allemande alors encore peu connue en France. Mais l'influence qui l'avait le plus marqué était certainement celle de Nietzsche que l'Ordre *Nouveau*, à sa suite, devait célébrer en ces termes : « Il faut appeler Nietzsche à la rescousse. Nietzsche contre l'État, qu'il soit hitlérien ou stalinien. Nietzsche pour l'homme contre la masse, qu'elle soit fasciste, américaine ou soviétique. Nietzsche contre le rationalisme, qu'il soit de Rome, de Moscou ou de la Sorbonne ⁹¹. » Par Sorel, Arnaud Dandieu se rattachait en outre, sur le plan économique et politique, à la tradition du socialisme français en général et à Proudhon en particulier. Sa famille, de vieille souche bordelaise, était d'ailleurs d'opinion socialiste et possédait des éditions originales de la plupart des œuvres de Proudhon.

Ce théoricien, qui paraissait à première vue tout à fait égaré dans l'action politique et que Mounier a décrit comme « un intellectuel jusqu'aux ongles (...) cheveux longs rejetés en arrière, face froide, sourire figé, gros yeux de myope ⁹² », était pourtant, malgré cet abord un peu rébarbatif, très chaleureux et très bienveillant dans ses rapports avec autrui. Cette souplesse et cette ouverture allaient cependant de pair avec une très grande rigueur de pensée et le goût des positions radicales excluant tout compromis. C'est son influence qui devait donner son aspect très particulier à l'action de l'Ordre *Nouveau* caractérisée par une extrême intransigeance doctrinale alliée à un grand opportunisme tactique dans les contacts avec les mouvements les plus divers.

⁹⁰ *Arts*, 4-10 avril 1956.

⁹¹ *Ordre Nouveau*, n° 3, juillet 1933, p. 3.

⁹² Mounier et sa génération, p. 100.

Au début de 1931, l'Ordre Nouveau fit une autre importante recrue en la personne d'Henri Petiot, déjà plus connu sous le pseudonyme de Daniel-Rops. Celui-ci, qui venait d'être nommé professeur au lycée Pasteur en octobre 1930, fut mis en rapport avec le groupe par Gabriel Marcel qui lui avait dit : « Je connais des jeunes gens qui s'intéressent comme vous aux problèmes de civilisation ; vous devriez les rencontrer ⁹³. » Agé d'une trentaine d'années, Daniel-Rops avait déjà à cette époque une certaine notoriété que lui avaient valu un essai remarqué, *Notre inquiétude*, un roman, *l'Ame obscure*, et un recueil de nouvelles, *Deux hommes en moi*. À ce début d'une œuvre qui devait être considérable s'ajoutaient de nombreux [86] articles publiés notamment dans le *Correspondant*, dans *Notre Temps* de Jean Luchaire et dans la *Revue des Vivants* d'Henri de Jouvenel. Daniel-Rops, qui venait de se rapprocher du catholicisme, allait participer assidument aux travaux de *l'Ordre Nouveau*, mettant sa plume, son talent littéraire et sa jeune célébrité au service du groupe dont il allait contribuer activement à diffuser les idées. Si Arnaud Dandieu fut le « penseur » de *l'Ordre Nouveau*, Daniel-Rops en fut le « porte-parole » le plus efficace.

Ainsi, dans les premiers mois de 1931, avec R. Aron, A. Dandieu, Daniel-Rops, R. Dupuis, A. Marc, J. Naville, J. Jardin, D. de Rougemont et G. Rey, auxquels devait bientôt se joindre un jeune et brillant mathématicien, Claude Chevalley, se trouva constitué ce qui fut le premier noyau de *l'Ordre Nouveau*. Entre ces hommes, les contacts, les discussions étaient extrêmement fréquents, presque quotidiens. A ces réunions, qui avaient lieu le plus souvent dans le bureau de Denis de Rougemont aux Éditions Je Sers, participaient aussi, mais d'une manière moins assidue, des jeunes gens venus d'horizons très divers tels que A. de Chauron, L. Deschizeau, R. Kiéfé, P.-O. Lapie, P. Mardrus, A. Poncet, Y. Serruys, etc. Évoquant ces premiers temps du mouvement, *l'Ordre Nouveau* devait plus tard décrire en ces termes les mobiles qui animaient tous ces jeunes hommes : « Une déception commune devant les différentes attitudes révolutionnaires dont ils pressentaient le déclin, et la colère commune devant le rôle médiocre et ridicule que les dirigeants français faisaient jouer à leur pays. Ils se sont trouvés rapprochés par une même compréhension critique des erreurs de notre monde. Ensemble, ayant

⁹³ Rapporté par P. Andreu, *la Nation française*, n° 336.

jugé les erreurs du régime, ils sentirent la nécessité d'un changement de plan total ⁹⁴. »

À la fin de 1931, le travail d'approfondissement doctrinal de *l'Ordre Nouveau* s'institutionnalisa avec la création d'un Centre d'Étude de *l'Ordre Nouveau* « ouvert à tous les hommes attirés par son effort ». Ce centre organisait à la fois des réunions privées réservées aux adhérents de *l'Ordre Nouveau* et des réunions publiques dans lesquelles des personnalités étrangères au groupe étaient appelées à prendre la parole. C'est ainsi qu'en novembre 1931 le Centre annonçait deux conférences : d'Albert Crémieux sur « la morale des sociétés anonymes » et de Ramon Fernandez sur « les mouvements spirituels contemporains ». Dans une lettre à Daniel-Rops ⁹⁵, Alexandre Marc nommait aussi parmi les personnalités [87] ayant accepté le principe d'une participation aux conférences du Centre : Joseph Barthélemy, Gaston Bergery, Eugénio d'Ors, André Philip, André Siegfried. Ce Centre d'Études devait fonctionner de cette manière jusqu'à la fondation de la revue au début de 1933.

PREMIÈRES EXPRESSIONS PUBLIQUES (1931-1932).

L'année 1931 et les premiers mois de 1932 virent la publication de trois ouvrages dans lesquels se trouvèrent exposés pour la première fois les grands thèmes de ce qui devait devenir la doctrine de *l'Ordre Nouveau*.

Le premier de ces ouvrages fut *Décadence de la Nation française* publié en mai 1931 par les Éditions Riéder. C'était un livre écrit en collaboration par Robert Aron et Arnaud Dandieu et qui était en grande partie le fruit de leurs travaux solitaires des années 1927-1930. Jusque-là, ils n'avaient rien publié à l'exception d'un article sur « Le Plan Young, un cas de névrose sociale » qui avait paru en septembre 1929 dans Bifur, revue post-surréaliste dirigée par Ribemont-Desaigues. La publication de *Décadence de la Nation française* eut un certain retentissement. Le titre y fut pour beaucoup car accoler les mots de « décadence » et de « France »

⁹⁴ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 11.

⁹⁵ Citée par E. Lipiansky, op. cit., p. 91.

apparaissait comme un scandale dans la France de 1931 à peine sortie du poincarisme et qui vivait encore sur le souvenir de la victoire de 1918.

Comme son titre l'indiquait, ce livre se présentait d'abord comme un constat de la décadence de la France, « homme malade » de l'Europe, « pays gouverné sans but lointain, sans fin élevée et qui traîne au jour le jour une existence de gagne-petit avide de confort moyens et de succès sans dangers ⁹⁶. » Plus profondément, Aron et Dandieu dénonçaient le déclin du sentiment patriotique, cet enracinement charnel, qui ne subsistait plus, selon eux, que sous la forme dégradée d'un nationalisme et d'un chauvinisme abstraits substituant au patriotisme instinctif et vivant une abstraction idéologique. Cette même préférence accordée à l'abstrait sur le concret leur paraissait aussi vicier fondamentalement les conceptions des « internationalistes ». Un rationalisme desséché, écrasant toute spontanéité vitale et affective, des idéologies qui méconnaissaient radicalement le réel, telles leur semblaient être les causes profondes du mal dont souffrait la France et que symbolisaient assez curieusement à leurs yeux à la fois la dépopulation et le succès de [88] Julien Benda, deux phénomènes qu'ils interprétaient comme « une fuite devant le concret » exprimant « la crainte de créer » et « l'angoisse devant la vie ».

Contre ces perversions rationalistes et idéalistes, les auteurs, soucieux de réconcilier la patrie et la révolution, en appelaient à la tradition révolutionnaire de la France : « Ce n'est qu'en renouant avec sa véritable tradition révolutionnaire, écrivaient-ils, que la France, en opposant le concret à l'abstrait, les besoins sentimentaux essentiels à des besoins économiques imposés et artificiels, peut reprendre sa place dans le monde, pour son propre bénéfice et surtout celui d'une civilisation qui, sans cela, court à la guerre stérile et à la ruine de toutes les valeurs humaines ⁹⁷. » Cette tradition révolutionnaire, fondée sur la révolte permanente de l'homme de chair et de sang contre tous les mécanismes abstraits susceptibles de l'asservir, ils la désignaient comme une tradition « individualiste » tout en précisant que cet individualisme était un individualisme de « l'homme réel », pris avec toutes les puissances du sentiment et de l'instinct, avec ses capacités créatrices, solidement enraciné dans la patrie charnelle, ceci par opposition à l'individualisme

⁹⁶ *Décadence de la Nation française*, p. 11.

⁹⁷ *Décadence de la Nation française*, p. 153.

abstrait et désincarné, fondement de la pensée idéaliste et libérale. Ce terme d'individualisme devait d'ailleurs assez rapidement disparaître du vocabulaire de *l'Ordre Nouveau* qui, pour éviter toute confusion, lui substituera bientôt, à l'instigation d'Alexandre Marc, le mot de « personnalisme ».

Il est à signaler que ce livre avait été publié par les Éditions Riéder dans la collection « Europe » qui se rattachait à la revue du même nom et dont Riéder était aussi l'éditeur. *Europe*, qui avait été fondée en 1923 par Romain Rolland, était en 1930 une revue marxisante et pacifiste dirigée par Jean Guéhenno assisté de Jean-Richard Bloch. Tout en ayant des sympathies assez nettes pour le communisme, cette revue restait cependant assez ouverte à la discussion, l'influence marxiste y étant tempérée par l'humanisme de Jean Guéhenno que l'on vit à cette époque participer à de nombreuses conférences contradictoires avec les mouvements les plus divers ⁹⁸. Le manuscrit de *Décadence de la Nation française* avait intéressé P. Robertfrance, le directeur de la maison Riéder, qui, après l'avoir édité, invita Robert Aron et Arnaud Dandieu à collaborer [89] à *Europe*. Ceux-ci y publièrent au cours de l'année 1931 quelques articles qui servirent de base pour la rédaction d'un nouveau livre, *le Cancer américain*. Cette collaboration à *Europe* ne devait guère se prolonger car il apparut assez rapidement que les perspectives d'Aron et Dandieu étaient assez différentes de celles de la revue de Guéhenno.

Le Cancer américain parut en octobre 1931, toujours aux Éditions Riéder. Ce pamphlet, dirigé contre un état d'esprit plus que contre un pays déterminé, faisait le procès de « l'esprit yankee » dominé par le rationalisme et « la tyrannie de l'abstraction » et caractérisé par « l'hégémonie des mécanismes rationnels sur les réalités concrètes et sentimentales, ressorts profonds du véritable progrès de l'homme » ⁹⁹. Le livre passait ensuite en revue les principaux exemples du mal qu'il dénonçait : triomphe de l'abstraction qu'une conception matérialiste de l'homme réduisant celui-ci à un « homo oeconomicus », machine à produire et à consommer ; triomphe de l'abstraction que les échafaudages artificiels du crédit et des spéculations bancaires privés de tout contact avec la réalité ; triomphe de l'abstraction aussi que l'asservissement de l'homme à la « rationalisation » et aux

⁹⁸ Dans ses mémoires, Simone de Beauvoir évoque, par exemple, le souvenir d'une réunion opposant Guéhenno à Robert Garric sous la présidence de Jean-Pierre Maxence (*Mémoires d'une jeune fille rangée*, p. 465).

⁹⁹ *Le Cancer américain*, p. 17.

exigences d'une raison technicienne de plus en plus tyrannique ; triomphe de l'abstraction enfin que la soumission de l'homme aux impératifs d'une économie gouvernée par la seule idée abstraite de profit. Après avoir constaté que « le cancer américain est un cancer spirituel » et que l'homme ne devait pas chercher hors de lui mais en lui la cause de ses maux, Robert Aron et Arnaud Dandieu concluaient : « La révolution fatale sera avant tout spirituelle, sinon elle ne changera rien ¹⁰⁰. »

Ce que ces deux livres d'Aron et Dandieu mettaient en question, c'était donc tous les mécanismes rationalisés et standardisés, toutes les abstractions détachées du réel, tout ce qui, selon eux, mettait en péril le pouvoir créateur de l'homme. Cet antirationalisme virulent était à la base de la pensée d'Arnaud Dandieu dont la sympathie allait aux œuvres philosophiques qui faisaient une place « aux divers aspects de l'irrationnel » et qui se montrait résolument hostile à « toute construction philosophique en marge de la vie et des problèmes en actes ¹⁰¹ ». Dans cette attitude de rupture avec le [90] rationalisme qui devait caractériser toute l'action de l'Ordre Nouveau convergeaient et l'influence du bergsonisme et l'influence d'un existentialisme encore balbutiant représenté en France par Gabriel Marcel (qui participa à certaines réunions de *l'Ordre Nouveau*), en Suisse par Karl Barth (dont se réclamait Denis de Rougemont), et en Allemagne par Husserl, Scheler, Heidegger et Jaspers aux travaux desquels devait s'intéresser particulièrement *l'Ordre Nouveau* dont plusieurs des dirigeants parlaient allemand et avaient fait des séjours outre-Rhin ¹⁰².

Dans *le Cancer américain*, on trouvait aussi, nous l'avons signalé, de vigoureuses attaques contre un matérialisme ne voulant connaître de l'homme que ses

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 235.

¹⁰¹ Préface de *l'Anthologie des philosophes français contemporains*, p. 26. Dans cet ouvrage, A. Dandieu avait aussi rédigé les notices concernant : Durkheim, Goblot, Hamelin, Janet, Lévy-Bruhl, Loisy, Maurras, Meyerson, Minkowski, Rougier, Sorel, Wahl.

¹⁰² Alexandre Marc avait suivi les cours de Husserl à Fribourg-en-Brisgau au cours de ses études en Allemagne. En 1932, Dandieu consacra un article aux tendances représentées par ces philosophes sous le titre : « Philosophies de l'angoisse et politique du désespoir » (*Revue d'Allemagne*, 15 octobre 1932). On trouvait aussi cités dans l'abondante bibliographie figurant à la fin du livre d'Aron et Dandieu, *la Révolution nécessaire*, publié en 1933 : *Tendances actuelles de la philosophie allemande* de Gurvitch, *Qu'est-ce que la métaphysique ?* d'Heidegger, *Méditations cartésiennes*, *Introduction à la phénoménologie* de Husserl, *la Théorie de l'intuition dans la phénoménologie* de Lévinas, *Journal métaphysique* de G. Marcel, *l'Angoisse et l'Instant et Vers le concret* de Jean Wahl.

problèmes économiques. Ce réquisitoire se prolongea quelques mois plus tard avec un livre de Daniel-Rops dû partie au travail personnel de celui-ci et partie aux discussions de l'Ordre Nouveau et qui s'intitulait *le Monde sans âme*. Le premier chapitre de cet ouvrage était particulièrement intéressant. Daniel-Rops y évoquait l'itinéraire intellectuel qui l'avait amené à se préoccuper des problèmes de civilisation, alors que ses débuts littéraires le prédisposaient assez peu à s'intéresser à une entreprise du type de celle de *l'Ordre Nouveau*. Il s'était fait connaître en effet par un essai, *Notre inquiétude*, qui était l'apologie de la génération littéraire de 1925 dont les œuvres avaient été caractérisées par le culte de l'introspection, de la sincérité, des raffinements psychologiques et qui s'était fait une gloire de son « inquiétude » et de ses incertitudes. Pour ces raisons, cette génération devait être sévèrement mise en accusation par la génération de 1930 qui, elle, était au contraire assoiffée de certitudes. Dans les premières pages du *Monde sans âme*, intitulées « Adieu à une inquiétude », Daniel-Rops tentait de prendre la défense des années 1925 en montrant qu'il y avait une « bonne » et une « mauvaise » inquiétude et que la première devait justement déboucher sur la recherche d'un « ordre » : « Quand une inquiétude, écrivait-il, ne tend qu'à maintenir l'être dans une disponibilité constante, qu'à multiplier en lui la satisfaction, [91] elle n'est qu'une image illusoire du sentiment le plus profond de l'âme, l'angoisse pascalienne de son destin (...) Toute inquiétude est vaine qui se satisfait d'elle-même, de son incertitude, des troubles qu'elle provoque, toute inquiétude est vaine qui ne cherche pas à se muer en ordre, qui, sans espoir, n'aspire pas au repos ¹⁰³. »

En fait, selon Daniel-Rops, cette inquiétude avait été un pressentiment plus ou moins conscient de la crise du monde contemporain dont son livre décrivait d'abord les multiples aspects, politiques, économiques, sociaux et moraux. Recherchant ensuite les racines de cette crise il les voyait essentiellement dans la conception que l'homme s'était fait de lui-même, de sa mission, de son destin. Aussi, pour lui, cette crise du monde contemporain était-elle avant tout une crise de l'homme moderne qui lui paraissait avoir sa source dans l'individualisme issu de la Renaissance et peu à peu dégradé en un matérialisme généralisé caractérisé par l'admiration des mythes de l'argent, de la puissance, de la science et, d'une manière plus actuelle, par ce qu'il appelait « la tentation de l'Amérique », c'est-à-dire « l'acceptation d'un mode de vie où la quantité prime la qualité, où la satisfac-

¹⁰³ *Le Monde sans âme*, p. 12-15.

tion matérielle dicte à l'individu sa conduite, où l'esprit n'a plus d'autre tâche que de justifier l'exigence du confort et de l'accroître par un optimisme de commande ¹⁰⁴. »

Parvenu au terme de son livre, Daniel-Rops le résumait ainsi : « Nous avons saisi l'homme dans le désarroi qu'avoue le monde, discernant dans une crise de la personnalité et de la conscience l'explication commune des désordres contemporains. Nous avons refusé l'échappatoire commode d'une illusoire responsabilité de la machine et trouvé dans l'exigence de la satisfaction la cause profonde du mal. Ce goût matérialiste nous est apparu comme le facteur déterminant d'une décadence spirituelle manifeste dans tous les domaines et qui aboutit à faire perdre à l'homme moderne, ce fantôme errant parmi les ombres, le sens de l'être ¹⁰⁵. » Aussi, après avoir dénoncé le productivisme, l'asservissement de l'homme à la machine, le matérialisme, après avoir constaté qu'à la source de ces tares se trouvait la démission de l'homme devant sa vocation spirituelle, Daniel-Rops en appelait-il pour conclure à une « révolution spirituelle » destinée à « restituer à l'homme le sens de sa destinée ¹⁰⁶ ».

[92]

Avec ces trois livres se trouvèrent explicitées et développées quelques-unes des positions fondamentales de l'Ordre *Nouveau* : méfiance pour tout ce qui était suspect de sacrifier au rationalisme et à l'esprit d'abstraction - refus du matérialisme productiviste tant capitaliste que communiste - rejet du nationalisme et de l'internationalisme - distinction entre la patrie et la nation - procès de l'individualisme - idée d'une révolution spirituelle.

Ces thèmes de départ de l'Ordre *Nouveau* avaient d'ailleurs été résumés en mars 1931 dans un manifeste dont la substance fut reprise en novembre de la même année dans un texte qui déclarait que « l'ordre nouveau, celui de l'homme concret » aurait pour fondements trois principes essentiels :

- Personnalisme philosophique : « primauté de l'homme sur la société. (...) La machine économique et sociale doit exister pour la personne et non la personne pour la machine économique et sociale. » Le texte précisait : « Ce personnalisme

¹⁰⁴ Ibid., p. 127.

¹⁰⁵ Ibid., p. 225.

¹⁰⁶ Ibid., p. 229.

implique la rupture aussi bien avec l'individualisme abstrait des libéraux qu'avec toute doctrine plaçant l'État, quelle qu'en soit la forme, au rang de valeur suprême. »

- Révolution économique : « subordination de la production à la consommation » et remplacement d'une société soumettant « le travail qualitatif et créateur de valeurs nouvelles au travail parcellaire et indifférencié » par une « société toute contraire ». On notera que ce document parlait sur ce point de « communisme anti-productiviste », expression équivoque qui disparut assez rapidement du vocabulaire de l'Ordre *Nouveau*.

- Décentralisation révolutionnaire fondée sur « un régionalisme social, terrien et culturel » qui, « brisant les cadres nationaux abstraits », assure « la libération des tendances proprement patriotiques par lesquelles se manifeste le rapport indispensable et fécond de l'homme à la terre, à la race, à la tradition affective et culturelle ¹⁰⁷ ».

¹⁰⁷ *Plans*, n° 10, décembre 1931, p. 154.

[93]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE
2. L'ORDRE NOUVEAU

Chapitre 2

«L'Ordre nouveau» à la recherche d'une tribune

[Retour à la table des matières](#)

Durant cette période de recherches doctrinales, les divers responsables de l'Ordre *Nouveau* s'attachèrent aussi à exposer leurs thèses dans de nombreux articles dispersés dans de multiples publications depuis la *Revue des vivants* jusqu'à *Europe* en passant par le *Correspondant*, *Demain*, la *Revue d'Allemagne*, la *Revue mondiale*, *Présence*, *Hic et Nunc*, etc.

Toutefois, il apparut bien vite que c'était là une méthode qui ne pouvait être que provisoire. L'Ordre *Nouveau* prit en effet rapidement conscience de la nécessité d'avoir à sa disposition une tribune périodique régulière pour pouvoir donner une plus grande et plus cohérente diffusion à ses idées. Ceci l'amena, d'une part, à collaborer avec *Plans*, revue que venait de fonder Philippe Lamour, puis à s'intéresser à *Mouvements*, publication plus modeste créée par un sympathisant du mouvement Pierre-Olivier Lapie. C'est dans cette perspective que s'amorça aussi, en octobre 1932, une association des deux équipes de l'Ordre *Nouveau* et d'Esprit.

« *L'ORDRE NOUVEAU* » ET « *PLANS* » (1931-1932).

Le premier numéro de Plans avait paru en janvier 1931. C'était une revue mensuelle, luxueuse, d'assez grand format. Ses livraisons comportaient en général plus de cent cinquante pages dont une trentaine sur papier couché souvent illustrées de photographies d'une esthétique très moderne. Sa typographie était elle aussi assez originale, les titres étant composés en caractères « Europe » alors récemment créés à partir du caractère « Antique ».

L'âme de cette revue était Philippe Lamour, jeune avocat aux remarquables talents d'orateur alors âgé de vingt-huit ans. Dans les années 1925, il avait été séduit pendant un temps par la « nouvelle [94] alliance » entre le socialisme et la nation qu'avait pris pour programme le *Faisceau des Producteurs et des Combattants* créé par Georges Valois pour « prolonger la victoire militaire par la victoire pacifique d'une économie constructive et expansive ». Mais, bientôt, après un départ assez brillant, ce mouvement s'était usé dans les querelles qui l'avaient opposé à *l'Action française* et dans les divisions intestines. Philippe Lamour, lui-même, en avait été exclu en mars 1928. Il avait alors tenté sans succès de fonder un *Parti fasciste révolutionnaire*. Déçu, il s'était ensuite retiré de l'action politique se consacrant à sa profession d'avocat et collaborant à diverses publications économiques et littéraires.

À la fin de 1928, il fut appelé à diriger une collection aux Éditions de la Renaissance du Livre dans laquelle il publia en 1929 un livre intitulé *Entretiens sous la Tour Eiffel* qui reflétait assez fidèlement les idées soréliennes qui l'avaient conduit au *Faisceau* et dans lequel transparaissait une certaine sympathie pour « l'empirisme fasciste » par opposition au « dogmatisme communiste ». Cet ouvrage attira l'attention d'Henri de Jouvenel qui dirigeait alors la *Revue des vivants*, publication d'anciens combattants qui, dans les années 1930, allait s'ouvrir assez largement aux tendances politiques nouvelles. Il proposa à Philippe Lamour de collaborer à sa revue. Celui-ci accepta et, ayant à cette occasion fait la connaissance de Renaud de Jouvenel, fonda quelque temps plus tard avec celui-ci, André Cayatte et Éric Hurel, la revue *Grand Route* qui ne compta que quelques numéros.

En 1930, un ami commun présenta Philippe Lamour à Mme Jeanne Walter, épouse d'un architecte parisien qui occupait ses loisirs à publier des éditions de luxe et manifestait le désir d'éditer une revue de caractère artistique et littéraire, dont la composition et l'objet étaient, dans son esprit, encore mal définis. Philippe Lamour la convainquit de s'associer à ses propres projets pour créer une revue qui, faisant le point des techniques, des connaissances et des arts, tenterait d'en dégager la signification pour la définition d'une culture moderne : il s'agissait donc de tenter une synthèse des acquisitions scientifiques, économiques, politiques et artistiques de l'époque.

Le comité de rédaction, outre Jeanne Walter, directrice, et Philippe Lamour, rédacteur en chef, réunissait : Hubert Lagardelle, disciple de Georges Sorel que Philippe Lamour était allé chercher dans sa retraite toulousaine pour lui demander d'exprimer par écrit les idées qu'il exposait volontiers devant de petits auditoires provinciaux ; Le Corbusier, désireux de poursuivre dans *Plans* [95] l'action en faveur d'une architecture rénovée qu'il avait commencée dans *L'Esprit nouveau* ; François de Pierrefeu, homme d'affaires à l'esprit original et aventureux ; le docteur Winter, ancien animateur *du Parti fasciste révolutionnaire* qui amena avec lui une jeune équipe de médecins homéopathes à la recherche de méthodes médicales moins routinières. Le secrétariat général de la revue fut assuré par le peintre Jean Picart le Doux.

Cette publication, luxueuse, se divisait en quatre parties bien distinctes. Toutes ses livraisons s'ouvraient d'abord sur une note d'orientation intitulée « La ligne générale ». Une première partie accueillait ensuite les articles de doctrine dus le plus souvent aux membres du comité de rédaction : Lagardelle y exposait ses vues sur « l'homme réel » et sur un régime syndicaliste et régionaliste ; Philippe Lamour y parlait des « jeunesses du monde » et y développait les lignes directrices d'un fédéralisme européen ; les docteurs Martigny et Winter y disaient les exigences de la santé en tenant compte des plus récentes découvertes médicales ; Pierrefeu y traitait des problèmes économiques tandis que Le Corbusier traçait, dans les cahiers de papier couché qu'il avait exigés, les plans de sa « Cité radieuse ». La deuxième partie était affectée à la critique artistique et littéraire comptant parmi ses collaborateurs Arthur Honegger, Fernand Léger, Claude Autant-Lara, parfois René Clair. La troisième partie, enfin, était consacrée à la publication de documents économiques et politiques et à des chroniques et reportages consacrés par-

ticulièrement aux mouvements « nouveaux » : fascisme, communisme, national-socialisme. L'une de ces chroniques due à Aldo Dami - qui devait être un peu plus tard un collaborateur régulier d'Esprit - fut notamment prophétique : dans un article sur Hitler paru en avril 1931, il se demandait en effet, alors que l'on considérait communément Hitler comme un bouffon, « dans un an, l'aventurier Hitler sera-t-il Monsieur Hitler ¹⁰⁸ ? ».

Les positions de *Plans* furent dominées par deux thèmes essentiels. Le premier de ceux-ci était la conviction que, du fait des progrès des sciences et des techniques, de l'extension du machinisme, de la place croissante des problèmes économiques, du développement des relations collectives et de l'urbanisation, un monde nouveau était en train de naître auquel institutions et culture établies étaient totalement inadaptées. Dans cette perspective, fascisme, hitlérisme et communisme apparaissaient comme trois formes de la prise de conscience de cette inadaptation, comme « trois aspects [96] différents, en raison des origines historiques aussi bien que des climats, de la rupture avec le monde ancien et de la recherche d'un ordre ¹⁰⁹ ». Le second thème caractéristique de *Plans* était l'idée que seule la jeunesse était capable d'accoucher ce monde nouveau et *qu'il y avait* une unité de la jeunesse au-delà de toutes les divisions apparentes. Aussi la revue se proposait-elle de travailler « à l'union sur le plan horizontal de toute la jeunesse de tous pays et de tout parti, représentant la volonté du monde nouveau contre le bloc artificiellement nuancé de tous les tenants de l'esprit anciens ¹¹⁰ ». Avènement d'un monde nouveau, appel à la jeunesse pour provoquer cet avènement, tels étaient donc les deux thèmes essentiels que l'on trouvait développés dans *Plans*.

Pour construire cette « civilisation adaptée à la révolution industrielle et à l'interdépendance générale engendrée par elle », les propositions de *Plans* restaient cependant assez vagues, limitées à l'affirmation de quelques principes que la revue résumait ainsi :

« a) des institutions politiques issues du groupement naturel des individus dans leurs unités naturelles, organisées selon l'équilibre de leurs intérêts respectifs : l'homme réel.

¹⁰⁸ *Plans*, n° 3, mars 1931, p. 31.

¹⁰⁹ *Plans*, n° 3, mars 1931, p. 7.

¹¹⁰ *Plans*, n° 9, novembre 1931, p. 153.

« b) une organisation économique fondée sur la propriété considérée, non comme un droit absolu, mais comme une fonction. La substitution à la liberté économique, qui est l'anarchie créatrice de misère, d'une organisation rationnelle, unitaire et généralisée de la production et de la répartition : l'économie du Plan.

« c) une éthique de la personnalité substituée à l'éthique de la matière. Le travail n'est pas une fin en soi. Le but de l'homme n'est pas la production illimitée des biens et la possession de l'argent. Le travail n'est qu'une commodité qui doit servir à la dignité physique de l'homme, le loisir lui permettant la dignité spirituelle : la culture de la personnalité ¹¹¹. »

En matière internationale, *Plans*, qui manifestait des tendances pacifistes assez nettes, affirmait : « Contre la guerre, il faut construire l'Europe (...) une Europe concrète, faite, non de l'union diplomatique donc hypocrite des États, mais de la fédération de ses unités naturelles autour des axes normaux donnés par les fleuves, les climats et les solidarités naturelles. ¹¹² »

Dès sa naissance, *Plans* remporta un certain succès intellectuel. [97] Ses articles étaient spontanément cités dans la presse française et étrangère. Le tirage atteignit rapidement sept à huit mille exemplaires avec près de quatre mille abonnés dispersés dans plus de quinze pays. D'autre part, dès octobre 1931, furent créés des *Cercles d'Amis de Plans* qui comptèrent des groupes aussi bien en France que dans divers pays voisins. Parallèlement, les collaborateurs de *Plans* multiplièrent les réunions et les conférences en province et à l'étranger, notamment à Berlin, Cologne, Bruxelles, Hambourg, Zurich, Genève, etc.

À peu près à la même époque où se créaient les Amis de *Plans*, s'instaura une certaine collaboration entre *Plans* et *l'Ordre Nouveau*. La revue de Philippe Lamour avait, dès sa parution, accueilli favorablement *Décadence de la Nation française*, ouvrage qualifié par Georges Dupeyron de « livre essentiel ¹¹³ ». Au cours de l'été 1931, des contacts eurent lieu et ceux-ci se concrétisèrent dans le numéro d'octobre de *Plans* par la publication de l'introduction du *Cancer américain*. Ce texte était précédé d'une « lettre à Aron et Dandieu » dans laquelle Philippe Lamour disait son accord sur la plupart des points tout en faisant des réserves sur les

¹¹¹ *Plans*, n° 7, Juillet 1931, p. 6.

¹¹² *Plans*, n° 6, juin 1931, p. 158.

¹¹³ *Plans*, n° 7, juillet 1931, p. 28.

références à la Révolution française, symbole, selon lui, d'un individualisme anachronique, et sur les attaques contre la « rationalisation » jugées « sans nuances ». Dans le numéro suivant, Plans saluait « l'arrivée parmi nous en formation parfaite du jeune groupe de *l'Ordre Nouveau* » ¹¹⁴ et il annonçait la formation d'un Comité d'action *Plans-Ordre Nouveau* composé de Jeanne Walter, Robert Aron, Arnaud Dandieu, Jean-Marie Gabriel ¹¹⁵, Philippe Lamour et Alexandre Marc.

Ce comité, dans l'esprit de ses promoteurs, devait organiser la section française d'un *Front unique de la jeunesse européenne* dont le manifeste fut rédigé par René Dupuis et Alexandre Marc. Ce texte préconisait « devant une crise radicale des solutions radicales » ; il déplorait « le malentendu tragique qui sépare l'Allemagne de la France », tout en rejetant à la fois le nationalisme et l'internationalisme. La solution proposée par ce document était, non un « illusoire rapprochement », mais une « lutte révolutionnaire en commun » menée autour de principes identiques : « retour à l'homme réel », « fédéralisme », « élaboration d'un plan européen » subordonné aux « besoins réels et sains » et à la « liberté de la consommation ». Il se prononçait aussi pour l'organisation d'un « fédéralisme européen [98] réel » fondé sur la destruction des cadres stato-nationaux et l'abandon général de l'exploitation colonialiste. Il se terminait sur cet appel : « Pour construire une Europe logique et libre, pour établir un système économique organisé éliminant l'injustice sociale, pour sauver l'Esprit, formons le front unique révolutionnaire de la Jeunesse ¹¹⁶. »

Ces projets furent suivis d'un commencement de réalisation dont les conséquences furent cependant des plus limitées. Du côté allemand, le *Front commun de la jeunesse* eut comme délégués Harro Schulze-Boysen, qui était directeur de *Planen*, homologue allemand de Plans, et Otto Abbetz qui, à cette époque, avec Baldur Von Schirah, figurait parmi les fondateurs et les chefs de la *Reichbanner*, organisation centriste qui tentait de s'interposer entre les communistes et les nazis. Ces deux hommes devaient avoir des destins très différents puisque le premier, Schulze-Boysen, fut pendant la guerre un des chefs de la résistance intérieure al-

¹¹⁴ *Plans*, n° 9, novembre 1931, p. 149.

¹¹⁵ Pseudonyme de Gabriel Rey.

¹¹⁶ Cité par E. Lipiansky, op. cit., p. 15.

lemande avant d'être finalement torturé et décapité par les nazis ¹¹⁷, tandis que l'autre, O. Abbetz, rallié au nazisme en 1937, devait être l'ambassadeur du III^e Reich en France entre 1940 et 1944. Tous deux participèrent activement à un Congrès de la Jeunesse franco-allemande organisé sous l'égide du *Front* en février 1932 à Francfort-sur-le-Main. On peut préciser que ses rapports avec Abbetz se distendirent assez rapidement, celui-ci étant surtout lié avec Jean Luchaire dont les relations avec *Plans* étaient rien moins que cordiales.

Ces contacts franco-allemands devaient être à l'origine d'une première faille dans les relations de *Plans* et de *l'Ordre Nouveau*. En effet, Philippe Lamour et Alexandre Marc qui s'étaient rendus en Allemagne durant l'automne de 1931 pour essayer d'entraîner divers mouvements de jeunesse dans leur *Front commun* furent effrayés par les progrès du national-socialisme et, à leur retour, ils préconisèrent une action directe - allant jusqu'à la contrebande d'armes - pour appuyer les mouvements opposés au nazisme. Ces projets aventureux n'entraînèrent pas l'adhésion de l'équipe de *l'Ordre Nouveau* qui refusa de s'engager dans cette voie. Ce fut là l'occasion d'un premier conflit avec Philippe Lamour qui reprocha à *l'Ordre Nouveau* de fuir toute action concrète « qui pourrait ternir la virginité de la pure doctrine en élaboration » et de soumettre [99] « chaque ligne de *Plans* à la glose de son Conseil byzantin ¹¹⁸ ». *L'Ordre Nouveau* avait d'ailleurs répondu par avance à Philippe Lamour dans un texte intitulé « Précisions sur *l'Ordre Nouveau* » que *Plans* avait publié en décembre 1931 et qui proclamait les bienfaits d'une préparation doctrinale méthodique : « Certes le temps presse, mais si une action bienfaisante et volontaire peut encore agir sur les événements, elle ne saurait être une hâtive improvisation et ne pourra tirer son efficacité que de la rigueur de sa préparation ¹¹⁹. »

Ainsi, alors que les derniers numéros de 1931 laissaient présager une collaboration assez étroite des deux groupes, les relations établies entre *l'Ordre Nouveau* et *Plans* se détériorèrent rapidement. À partir de janvier 1932, seuls René Dupuis, Denis de Rougemont et Alexandre Marc continuèrent de donner des articles à la revue de Philippe Lamour. Au cours du premier semestre de 1932, les choses ne

¹¹⁷ H. Schulze-Boysen aurait prévenu les Hollandais de l'invasion des Pays-Bas le 9 mai 1940. Par la suite il fut l'un des animateurs du réseau de résistance « Die Rote Kapelle ».

¹¹⁸ Lettre à A. Marc ; citée par E. Lipiansky, op. cit., p. 16.

¹¹⁹ *Plans*, n° 10, décembre 1931, p. 155.

devaient pas s'améliorer et en juillet, ce fut la rupture avec le groupe qui avait continué à collaborer, Philippe Lamour mettant cette fois en cause leur impérialisme et leur dogmatisme intellectuel : « Il semble, écrivait-il à René Dupuis, que vous vouliez, bien collaborer à la rédaction de *Plans* à la condition d'y imposer votre point de vue sans jamais le discuter. C'est ce qui apparaît comme inadmissible à première vue, et c'est la raison pour laquelle je n'accepte et n'accepterai jamais d'ukase, même de la part de collaborateurs que j'apprécie et de camarades que j'estime ¹²⁰ ».

Cette seconde rupture fut aussi liée à une évolution des positions politiques de *Plans* et de ses jugements sur les mouvements étrangers. A ses débuts, la revue mettait à peu près sur le même plan communisme, fascisme, national-socialisme avec, peut-être, une trace assez légère d'indulgence pour le fascisme, « logique dans son erreur et magnifiquement administré par un homme d'État de premier ordre ¹²¹ ». Peu à peu, ces jugements se modifièrent devenant de plus en plus sévères pour le fascisme et l'hitlérisme tandis que se manifestait une sympathie de plus en plus nette pour l'expérience soviétique.

Cette évolution coïncida avec des changements dans la présentation et la rédaction de *Plans*. En effet, en mars 1932, après son treizième numéro, *Plans* dut se transformer en raison des problèmes [100] financiers posés par la séparation des époux Walter. Philippe Lamour, qui, entre-temps, avait épousé Mlle Geneviève Walter, tenta de continuer la publication de *Plans*, mais avec des moyens beaucoup plus réduits. C'est ainsi que d'avril à septembre 1932 parurent huit numéros de trente-deux pages au format 21 x 27. Mais cette nouvelle forme de publication ne convint pas à Le Corbusier, toujours très attentif aux détails de présentation, qui cessa peu à peu d'envoyer des articles. Il en fut de même pour Pierrefeu, Winter et Lagardelle. La nouvelle série de *Plans* ¹²² prit alors une accentuation plus marquée à gauche avec un rôle de plus en plus grand de G. Dupeyron (collaborateur d'*Europe*) et avec la collaboration de nouveaux venus tels que Louis Dupuis, Armand Colombat, Jean Longueville et, surtout, Maurice Paz dissident du parti communiste. Un petit fait illustre assez bien cette évolution de *Plans* : alors que, dans sa première série, *Plans* prétendait se relier directement au « ma-

¹²⁰ Cité par E. Lipiansky, op. cit., p. 16.

¹²¹ *Plans*, n° 8, octobre 1931, p. 30.

¹²² Les références citées plus haut concernent toutes la première série de plans.

gnifique *Mouvement socialiste* » créé avant la guerre de 1914 par Lagardelle et Sorel, sa deuxième série, elle, évoquera l'exemple au groupe Clarté fondé après la guerre par Henri Barbusse.

Les divergences de *Plans* et de *l'Ordre Nouveau* furent aussi d'ordre doctrinal, les membres de *l'Ordre Nouveau* étant en désaccord avec certaines des tendances de *Plans* qu'ils qualifiaient de « matérialistes » et - d'un mot qui commençait alors à faire son apparition - de « technocratiques ». Ces tendances devaient s'accuser dans la troisième série de *Plans* constituée au début de 1933 par quatre à cinq numéros photocopiés de seize pages qui succédèrent à la deuxième série dont la publication avait été suspendue en septembre 1932. Dans le numéro de février 1933, Philippe Lamour écrivait ainsi : « A la base, de toute évidence, il y a les faits économiques et historiques. C'est eux qui engendrent des besoins nouveaux, c'est eux qui font éclater les institutions anciennes devenues caduques. C'est de ces besoins que naissent les doctrines. Ce sont ces doctrines qui inspirent les organisations et les tactiques qui aboutissent, en y ajoutant toute la spiritualité qu'on voudra, à ces transformations d'institutions, à cette création d'un nouvel ordre qu'on appelle Révolution ¹²³. » Cette position était assez éloignée de celle de *l'Ordre Nouveau* qui, à peu près à la même époque, adoptait pour devise : « Spirituel d'abord, économique ensuite, politique à leur service ». Certes, au moment où furent écrites ces lignes, la [101] rupture avec *l'Ordre Nouveau* datait déjà de plus de huit mois, mais ces tendances, si elles n'étaient pas aussi explicites, étaient déjà en germe dans les premières livraisons de *Plans*.

Ainsi, dès juillet 1932, l'éloignement de *Plans* et de *l'Ordre Nouveau* était un fait acquis. À partir de ce moment qui coïncida, nous l'avons vu, avec le début d'un flirt de plus en plus poussé avec les milieux marxisants, *Plans* perdit beaucoup de son intérêt et de son originalité. L'équipe qui l'avait fondé se dispersa : Philippe Lamour, après deux tentatives infructueuses de relancer la revue, se consacra de nouveau à sa profession d'avocat, collaborant plus ou moins régulièrement à la revue communisante *Mondes* à partir de 1933 ; Pierre Winter créa avec Jean Amos cette même année une publication intitulée *Préludes*, organe d'un hypothétique *Comité central d'action régionaliste et syndicaliste* qui ne compta guère plus de deux ou trois numéros auxquels collabora Le Corbusier ; quant à

¹²³ *Plans*, IIIe série, n° 1, p. 15.

Lagardelle et F. de Pierrefeu, on vit, au début de 1934, leurs signatures réapparaître dans *l'Homme réel*, « revue du syndicalisme et de l'humanisme » dirigée par P. Ganivet ¹²⁴ et d'inspiration sorélienne et proudhonnienne.

**« L'ORDRE NOUVEAU »
ET « MOUVEMENTS » (1932-1933).**

Cette tentative de collaboration avec Plans ayant échoué, *l'Ordre Nouveau* trouva alors une nouvelle tribune avec le bulletin *Mouvements* fondé en juin 1932 par deux membres du groupe : André Poncet, qui en était l'administrateur, et Pierre-Olivier Lapie qui en était le directeur et le bailleur de fonds. Ce dernier, jeune avocat âgé d'une trentaine d'années, avait commencé à s'intéresser aux questions politiques au cours de ses études de droit en participant aux activités d'un petit groupe qui se réunissait à la faculté de Droit de Paris autour du professeur Achille Mestre et dans lequel on trouvait aussi Philippe Lamour, Léo Lagrange et sa femme, André Philip, Alexandre Parodi et Philippe Serre. Autour des années 1930, il avait rencontré Arnaud Dandieu dont il était devenu l'ami et celui-ci l'avait entraîné à l'Ordre Nouveau.

Mouvements était une publication des plus modestes qui était loin d'avoir le caractère luxueux de Plans. Elle se présentait chaque mois sous l'aspect assez curieux d'une grande feuille unique, de couleur jaune, imprimée seulement au verso, qui copiait ainsi de [102] propos délibéré et dans une intention parodique la présentation du journal financier *le Capital*. Ce bulletin qui était sous-titré « Mensuel d'information sur les tendances nouvelles » n'était pas à proprement parler l'organe de *l'Ordre Nouveau* puisqu'il se voulait, selon sa propre définition, « un résumé périodique, maniable et précis des tendances vers lesquelles s'oriente la jeunesse contemporaine en vue de la solution des problèmes actuels ¹²⁵ ». Aussi, si l'article de tête, généralement rédigé par P.-O. Lapie, engageait la rédaction du bulletin, les autres textes d'origines très diverses et parfois contradictoires n'engageaient, eux, que la responsabilité de leurs auteurs ou des groupes signataires.

¹²⁴ Pseudonyme de A. Dauphin-Meunier.

¹²⁵ *Mouvements*, n° 1, juin 1932.

En réalité, si une certaine place fut accordée à des informations relatives à des mouvements ou à des revues comme *Plans*, la *Revue du siècle*, *Esprit*, etc., ainsi qu'à quelques publications provinciales ou à des groupes étrangers (le *Front Noir* d'Otto Strasser, le mouvement *New Britain*, etc.), *Mouvements* n'en fut pas moins surtout - jusqu'à son huitième numéro - une tribune dans laquelle furent exposées les idées de *l'Ordre Nouveau* dont un article manifeste parut dès le premier numéro sous la signature de Jacques Naville. Les principaux articles publiés jusqu'en mai 1933 furent aussi le fait des responsables de *l'Ordre Nouveau*, Aron, Dandieu, Daniel-Rops, Dupuis, Jardin, J.-M. Gabriel, etc. Lorsque, passant à un stade plus ambitieux, *Mouvements* essaiera de définir des positions doctrinales sur le problème social et sur les problèmes internationaux, ce sont les thèmes de *l'Ordre Nouveau* qui apparaîtront avec sa définition particulière de la notion de prolétariat, avec l'idée de service civil, avec la distinction entre patrie et nation et la définition d'un fédéralisme révolutionnaire.

Puis, brutalement, le numéro de juin 1933 de *Mouvements* traduisit une rupture avec *l'Ordre Nouveau* qui venait de publier les deux premières livraisons de sa revue. Sous le titre « Polémique cordiale avec *l'Ordre Nouveau* », la rédaction de *Mouvements* s'en prenait de manière virulente à celui-ci, semblant surtout s'irriter de ce qu'elle appelait « un ralliement flagrant à la spiritualité catholique ». On pouvait lire en effet : « Que l'on imprime à Ligugé, à l'ombre du monastère bénédictin, c'est peu de chose. Que l'on raccroche de la copie catholique, si les auteurs ont du talent, ce n'est pas grave. Que l'on s'attache dans des articles extérieurs à englober *l'Ordre Nouveau* - et même *Mouvements*, ce qui est abuser, Rops, de l'hospitalité donnée ici à toutes les tendances – [103] dans l'ordre de la spiritualité catholique, c'est déjà inquiétant. Mais que des gens qui s'intitulent révolutionnaires considèrent la doctrine chrétienne comme la seule qui confère à l'individu son salut, alors que cette doctrine de résignation sur la terre lui interdit la Révolution, c'est une contradiction qui frise le traquenard. » Et les auteurs anonymes ajoutaient ce trait : « Nous avons été à vos agapes soi-disant fraternelles, nous avons lu vos bouquins soi-disant à la rescousse de la liberté, nous connaissons les dessous de vos révoltes qui ne sont que des soubresauts préliminaires à la gène flexion ¹²⁶. »

¹²⁶ *Mouvement*, n° 8, juin 1933.

En fait, cette attaque de *Mouvements* était la manifestation publique d'une petite scission qui s'était produite au sein de *l'Ordre Nouveau*. Quelques-uns des participants de la première heure, P.-O. Lapie, J. Naville, A. Poncet, G. Rey, quittèrent alors le mouvement pour des raisons diverses qui n'étaient pas d'ailleurs aussi claires que peut le laisser penser le texte cité plus haut. Certes, il se peut que P.-O. Lapie et ses amis aient pris ombrage de l'évolution qui rapprochait alors du catholicisme - mais à titre personnel, sans engager le groupe - des hommes comme Daniel-Rops, Alexandre Marc (qui commençait à collaborer à la *Vie intellectuelle*) et peut-être même Arnaud Dandieu. Ces inquiétudes furent peut-être aussi renforcées par la collaboration qui s'était établie entre *l'Ordre Nouveau* et *Esprit* dès le premier numéro de cette revue en octobre 1932. Toutefois, il semble bien que d'autres motifs aient joué, notamment la désapprobation des contacts que *l'Ordre Nouveau* essayait de nouer avec des groupes de jeunes Allemands dont certains avaient été pendant un temps dans la mouvance du nazisme, tel le *Front Noir* d'Otto Strasser ¹²⁷.

D'autre part, il semble bien aussi que l'équipe de *Mouvements* ait ainsi manifesté son impatience de s'engager dans une action directe et de sortir des spéculations abstraites pour entrer dans le domaine des luttes politiques quotidiennes avec d'ailleurs une assez nette orientation vers la gauche sinon l'extrême-gauche. Cette tendance apparaissait dans le numéro même de *Mouvements* qui rompait avec *l'Ordre Nouveau*. On y trouvait en effet en bonne place le manifeste du Front commun *antifasciste* créé en avril 1933 par Gaston Bergery, Étienne Langevin et Bernard Lecache, manifeste [104] qui se terminait par cet appel : « Camarades, serrons les dents. Contre le fascisme : Front commun. » D'autre part, au chapitre des groupes nouveaux, ce même numéro publiait le manifeste de la *Troisième Force* et une présentation de la revue communiste *Masses*.

Cette nouvelle orientation devait se confirmer dans le numéro suivant qui devait être le dernier de *Mouvements*. Pierre-Olivier Lapie, dans un éditorial, y déclarait que, désormais, il n'y avait plus face à face que des révolutionnaires, révolutionnaire de droite et révolutionnaires de gauche, « fascistes » et « antifascis-

¹²⁷ La cause déterminante fut peut-être même une cause purement anecdotique ; les « dissidents » avaient été ulcérés, en décembre 1932, de n'avoir pas été invités à collaborer au « Cahier de Revendications » préparé pour la *Nouvelle Revue française* (voir *infra*, p. 170) par Denis de Rougemont.

tes ». Se prononçant pour ces derniers, il se ralliait à ceux qui sont, disait-il, « de véritables révolutionnaires par leur idée de renversement de fond en comble pour donner le sens de la vie à ceux qui n'ont fait que la supporter, pour donner l'épanouissement à chacun dans une vie vraiment collective, c'est-à-dire égale » ¹²⁸. À partir de ce moment, P.-O. Lapie allait participer aux activités du *Front commun* de Bergery avant de devenir, en 1936, député socialiste-indépendant de Nancy.

Ainsi prit fin cette seconde tentative de l'Ordre Nouveau pour se trouver une tribune. Entre-temps, cependant, la situation s'était quelque peu modifiée. D'une part, grâce à Alexandre Marc et Denis de Rougemont, s'était instaurée, dès la fondation d'Esprit, une certaine collaboration avec la revue de Mounier, au point qu'Alexandre Marc a dit plus tard avoir pensé un moment qu'Esprit pourrait être l'organe littéraire de l'Ordre Nouveau ¹²⁹. De cette collaboration nous aurons à reparler ¹³⁰. D'autre part, l'Ordre Nouveau, à qui ces mésaventures avaient montré la nécessité d'avoir une revue propre, dans laquelle ses responsables puissent s'exprimer sans entraves, se décida à partir d'avril 1933 à s'organiser d'une manière autonome.

¹²⁸ *Mouvements*, no 9, juillet 1933.

¹²⁹ *Arts*, 4-10 avril 1956.

¹³⁰ Voir *infra* p. 141 et sq.

[105]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE
2. L'ORDRE NOUVEAU

Chapitre 3

Le mouvement «Ordre nouveau» s'organise

[Retour à la table des matières](#)

Les premiers mois de 1933 marquèrent donc pour l'Ordre Nouveau le début d'un effort en vue de s'organiser de manière autonome, pour préciser et expliciter sa doctrine, pour définir les conditions et les moyens d'une action authentiquement révolutionnaire. Ce qui n'était jusque-là qu'une « école » tenta alors de se transformer en mouvement, mais un mouvement d'une structure assez particulière.

Dans cette seconde partie de l'histoire de l'Ordre Nouveau, on peut distinguer deux étapes : dans une première période, 1933-1934 - celle qui nous retiendra plus particulièrement -, le mouvement s'organise et sa vitalité est alors très grande ; après 1934, jusqu'en 1938, l'Ordre Nouveau devait continuer sur sa lancée en cherchant à maintenir son intégrité doctrinale à travers les remous provoqués par la situation politique de plus en plus troublée, mais perdant peu à peu sa force conquérante.

La première étape de ce passage de l'Ordre *Nouveau* de l'élaboration d'une doctrine à l'action doctrinale fut la mise sur pied d'une revue. Le premier numéro de celle-ci vit le jour en mai 1933. C'était un mince cahier de petit format (14 x 22) à couverture blanche sur laquelle se détachaient le sommaire et un titre rouge : l'« Ordre Nouveau ». Sa présentation, par sa modestie, rappelait celle des premiers numéros de *Réaction*. Placée sous le signe de la pauvreté et de l'austérité - elle ne vécut jamais, sauf dans ses derniers mois, que des fonds fournis par les abonnements -, la revue ne comptait pas plus de trente-deux pages d'un mauvais papier un peu jauni, aux articles d'une typographie serrée. Ces textes étaient pour la plupart des études doctrinales qui ne faisaient que très peu de place à l'actualité.

Le style de ces articles était volontiers irrespectueux, ironique, intransigeant, agressif. Leur ton en était parfois d'une suffisance [106] un peu déplaisante. C'est ainsi que la première livraison de la revue déclarait en toute modestie : « Jusqu'à présent toutes les idées émises par les collaborateurs de l'Ordre *Nouveau* ont été reprises deux ans après par la grande presse sous forme approximative et vulgarisée : lire l'Ordre *Nouveau*, c'est gagner deux ans. » À ces caractères stylistiques s'ajoutait aussi le goût des formules lapidaires telle, par exemple, celle qui résumait les principaux objectifs du mouvement : « Contre le désordre capitaliste et l'oppression communiste, contre le nationalisme homicide et l'internationalisme impuissant, contre le parlementarisme et le fascisme, l'Ordre *Nouveau* met les institutions au service de la personnalité et subordonne l'État à l'homme ¹³¹. » Tout ceci, ajouté à un vocabulaire quelque peu ésotérique, faisait qu'il y avait un style *Ordre Nouveau* très caractéristique.

La revue publiait aussi - en général à la troisième page de la couverture - des « textes de doctrine et d'action » qui étaient présentés comme des « textes émanant des plus grandes autorités révolutionnaires du passé auxquels les circonstances présentes donnent une valeur particulièrement actuelle ». La plupart des auteurs cités dans ce florilège sont significatifs de ce qu'étaient les sympathies de l'Ordre *Nouveau* : Bakounine, E. Berth, Nietzsche, C. Péguy, Proudhon, V. Serge, G. Sorel, etc. De cette liste, on peut rapprocher un « essai de bibliographie révolutionnaire » publié dans le troisième numéro où, à côté des noms déjà évoqués, on trouvait ceux de Gurvitch, D. Halévy, M. Mauss, Marx, Meyerson, Sombart. Par

¹³¹ *Ordre Nouveau*, n° 1, mai 1933, p. 11.

la variété de ces références, *l'Ordre Nouveau* montrait sa volonté d'échapper à une filiation déterminée et son refus de s'enfermer dans une « école ». Aussi précisait-il par exemple : « Sans nous rattacher le moins du monde à Proudhon, nous nous sentons spontanément proches de lui, de même que nous sommes proches de Sorrel ou de Péguy sans être de leurs disciples ¹³². »

Quant à l'équipe de rédaction, c'était, à peine modifié, le premier noyau de *l'Ordre Nouveau* qui s'était formé dans les années 1930-1932. Les directeurs de la revue étaient en effet Robert Aron et Arnaud Dandieu tandis que le comité de rédaction comprenait Claude Chevalley, René Dupuis, Daniel-Rops, Jean jardin (lequel allait bientôt ne plus écrire que sous le pseudonyme de Dominique Ardouint), Alexandre Marc et Denis de Rougemont. L'élaboration des articles se faisait le plus souvent en équipe, chaque [107] texte étant discuté et presque rédigé en commun. Afin d'indiquer ce caractère communautaire de leur gestation, la plupart des études publiées étaient signées de deux noms.

Cette revue allait donc permettre à *l'Ordre Nouveau* d'exposer une doctrine qui maintenant avait atteint sa maturité. Les premières livraisons furent surtout consacrées à situer *l'Ordre Nouveau* par rapport aux expériences étrangères et aux tendances politiques françaises. C'est ainsi que le premier numéro, qui s'ouvrait sur un éditorial intitulé « Mission ou démission de la France », avait pour thème le rôle de la France devant les « révolutions manquées » : fasciste, communiste et hitlérienne. Tel fut aussi en partie le sujet d'une retentissante « Lettre à Hitler » publiée dans le n° 5 qui fit à l'époque quelque bruit ¹³³. D'autre part, *l'Ordre Nouveau* s'attacha à préciser sa situation sur l'échiquier politique français en définissant sa « position révolutionnaire » dans le n° 3 et en lançant dans le n° 4 le slogan « Ni droite, ni gauche » accompagné d'articles de J. jardin, R. Loustau, R. Aron, T. Maulnier, D. de Rougemont dans lesquels ceux-ci expliquaient pourquoi « ils » étaient *Action française*, conservateurs, radicaux, socialistes, communistes et pourquoi « ils » avaient tort de l'être. Les numéros suivants abordèrent des sujets doctrinaux plus précis dans des livraisons spéciales consacrées à « la crise agraire », « valeurs françaises », « le problème du travail », « la corporation », etc.

¹³² Cité par E. Lipiansky, op. cit., p. 20.

¹³³ Cf. infra, p. 308.

Ces premiers numéros s'accompagnèrent de la publication des œuvres essentielles du groupe exprimant sa doctrine sous sa forme la plus élaborée. Ce fut d'abord, à la fin de l'été 1933, la parution d'un ouvrage fondamental de Robert Aron et Arnaud Dandieu intitulé *la Révolution nécessaire*, livre solide, documenté, aux formules brillantes dans lequel étaient exposés notamment ce qu'Aron et Dandieu appelaient « la théorie dichotomique ¹³⁴ » ainsi que les idées de *l'Ordre Nouveau* sur les problèmes du travail, les notions de prolétariat et de service civil. Ce livre eut un retentissement certain et augmenta dans la jeunesse et dans les milieux intellectuels l'intérêt que l'on portait au mouvement. C'est ainsi que Pierre Dominique écrivait, non sans exagération, dans les *Nouvelles littéraires* : « Ils ont élevé un monument, leur livre n'est pas de ceux qui passent. Les hommes d'action pourront s'appuyer sur lui ¹³⁵ », tandis que Mounier saluait dans cet ouvrage « un livre [108] qui est peut-être le premier travail essentiel, en langue française, que nous ayons à opposer au *Capital* » ¹³⁶. Par ailleurs, quelques semaines plus tard, Daniel-Rops publia *Éléments de notre destin* qui constituait une sorte de résumé de vulgarisation des grands thèmes de *l'Ordre Nouveau*. À ces deux livres, il faut ajouter aussi *Politique de la personne* de Denis de Rougemont, paru en 1934, qui réunissait un certain nombre d'articles et de conférences consacrés au « personnalisme » et tentait de préciser les fondements philosophiques de celui-ci.

La Révolution nécessaire attira à *l'Ordre Nouveau* de nouvelles adhésions. Parmi celles-ci, deux furent particulièrement importantes, celles de Robert Loustau et de Robert Gibrat. C'étaient deux polytechniciens qui, en dehors de leurs occupations professionnelles, s'intéressaient aux problèmes économiques - problème des crises pour Loustau, économétrie pour Gibrat - et qui avaient participé jusque-là aux travaux du *Centre polytechnicien d'études économiques* fondé par Jean Coutrot et plus connu sous le nom de *Groupe X-Crise* ¹³⁷. *La Révolution nécessaire* avait séduit ces ingénieurs par la pénétration des analyses consacrées aux problèmes du travail industriel et aux conséquences des progrès techniques et du développement du machinisme. Ayant pris contact avec *l'Ordre Nouveau* par

¹³⁴ Cf. *infra*, p. 389.

¹³⁵ Cité par P. Andreu, *la Nation française*, n° 337.

¹³⁶ *Esprit*, n° 14, novembre 1933, p. 180.

¹³⁷ D'aucuns voient dans ce groupe l'une des sources de l'idéologie « planiste » et « technocratique ». Cf. : P. Baughard, *les Technocrates et le pouvoir* ; H. Coston, *la Technocratie et la sy-narchie*.

l'intermédiaire de Robert Aron, ils allaient s'intégrer très rapidement au groupe dont ils devinrent les « techniciens », se spécialisant dans les études intéressant l'organisation du travail, le prolétariat et le service civil.

Pourtant ce succès de la *Révolution nécessaire* avait été précédé d'un événement qui devait avoir pour l'avenir de *l'Ordre Nouveau* une importance capitale. Le 6 août 1933, en effet, Arnaud Dandieu était mort, emporté en quelques jours par un empoisonnement du sang consécutif à une opération bénigne. Il avait renouvelé, avant sa mort, son adhésion totale au dogme catholique, ce qui devait entraîner, quelques semaines après, la conversion définitive d'Alexandre Marc. Plusieurs années plus tard, Robert Aron a évoqué en termes émouvants ce que furent les derniers instants de son ami : « Son agonie, pendant laquelle il lutta avec toute sa force, dans la conscience et l'orgueil suprêmes de sa mission menacée, fut un des instants les plus lucides et les plus courageux de sa [109] vie. L'agonie semblait extraire des recoins de sa conscience menacée toutes les richesses déjà mûres et tous les germes d'avenir qui bientôt se refroidiraient. Au seuil de l'abîme où il se sentait tomber, sa personnalité restait aussi vigoureuse et riche. Il désignait en de suprêmes invectives toutes les forces mauvaises qui avaient dévié l'âme moderne. Défiant un monde qui se rétrécissait autour de lui, il consacrait ce qui lui restait de voix à dénoncer la fausse séduction des philosophies orientales, la fausse certitude des méthodes rationalistes dans la société ou la pensée. L'agonie d'Arnaud Dandieu, par son élévation constante au-dessus du drame charnel, frappa même les moins prévenus. Ce qui, dans cette lutte suprême, tentait de résister aux fatalités de l'infection et de la mort n'était ni plus ni moins qu'une des rares chances de salut, un des rares espoirs de renaissance qui s'offrit en ces temps confus à l'intelligence française ¹³⁸. »

Ce sentiment fut plus ou moins explicitement partagé par les responsables et les sympathisants des jeunes mouvements des années 1930. Philippe Lamour écrivait par exemple : « Dandieu était certainement, parmi tous ceux sur lesquels nous pouvions compter, celui qui eût apporté l'effort de la plus forte pensée et même, nous pouvons bien le dire, d'une sorte de génie compréhensif qui ne sera pas remplacé ¹³⁹. » Mounier, quant à lui, et bien que ses relations avec Dandieu

¹³⁸ Cité par P. Andreu, la *Nation française*, n° 337.

¹³⁹ Lettre à A. Marc, citée par E. Lipiansky, op. cit., p. 75.

n'aient pas toujours été très cordiales, faisait part à Alexandre Marc de sa « peine » et de sa « stupéfaction ». De même, Jean de Fabrègues, dans la *Revue du siècle*, rendait hommage à la personne et aux idées de Dandieu : « La discussion avec lui, notait-il, était claire, sincère, fructueuse. Homme de gauche, semblait-il, il nous était d'abord apparu comme un adversaire. Mais, dans le nécessaire reclassement des étiquettes et des idées, il nous était bien vite devenu un ami, lui qui ne souhaitait que la renaissance nationale et spirituelle, qui rejetait si nettement l'individualisme et le matérialisme ¹⁴⁰. » Même *Notre Temps*, pourtant peu suspect de sympathie pour l'Ordre Nouveau, faisait écho à ces regrets : « C'est avec une peine profonde, pouvait-on y lire, que nous avons appris la mort d'Arnaud Dandieu. Au physique, une curieuse figure de " clerc " égaré dans les choses de ce monde, il était un des chefs de file dans lesquels les jeunes générations pouvaient placer le plus de confiance. Raison solide, [110] passion juste et maîtrisée, volonté lucide. Pourquoi faut-il que tout cela nous soit enlevé ¹⁴¹ ? »

L'Ordre *Nouveau*, cependant, continuait. Le numéro suivant de la revue affirmait sa volonté de poursuivre l'œuvre entreprise dans un esprit de totale fidélité à celui qui avait été son chef spirituel incontesté. Il déclarait en effet : « Dans le cas d'Arnaud Dandieu, la mort qui l'a séparé de nous ne marque la fin ni de l'action ni de la pensée, mais marque simplement le moment où l'un et l'autre ont échappé à son contrôle. Lui, qui avait groupé les idées pour en faire une synthèse neuve comme il avait groupé les êtres pour commencer une action révolutionnaire nouvelle, avait dans les derniers mois de sa vie élaboré tant de germes et de ferments spirituels qu'un avenir très immédiat ne peut manquer d'en être profondément influencé. Que cette influence s'exerce dans le sens qu'il avait voulu, qu'aucune déviation ne vienne altérer l'intransigeance et la netteté de la doctrine, dépend aujourd'hui de nous puisqu'il n'en a plus le contrôle. Ce n'est pas tant le souvenir d'un disparu qui, dans ces jours terribles d'août, a renforcé encore l'union de notre groupe que le souci de veiller sur l'avenir de son œuvre. L'avenir d'Arnaud Dandieu dépend de nous : nous le ferons large et précis ¹⁴². » En fait, cette disparition porta un coup très dur à l'Ordre *Nouveau*. Alexandre Marc devait reconnaître plus tard : « Après la mort de Dandieu, nous avons continué, mais cela ne mar-

¹⁴⁰ *La Revue du siècle*, n° 6, octobre 1933, p. 102.

¹⁴¹ G. Bénaben, *Notre Temps*, 20 août 1933, p. 903.

¹⁴² *Ordre Nouveau*, n° 4, octobre 1933. p. 11.

cha jamais aussi bien que de son vivant. Il était le lien. Le groupe ne retrouva jamais sa cohérence ¹⁴³. »

Ces conséquences ne furent cependant pas immédiates et l'activité de l'Ordre *Nouveau* fut aussi intense qu'auparavant à la rentrée de 1933. Le groupe continua de se réunir chaque semaine en séances de travail auxquelles participaient en général une quinzaine de personnes. Au cours de ces réunions, outre divers problèmes pratiques, étaient discutés les projets d'articles devant paraître dans la revue et différents aspects de la doctrine. L'Ordre *Nouveau* organisait par ailleurs, généralement tous les lundis, des dîners auxquels étaient invités des personnalités sympathisantes ou des représentants de mouvements voisins. À ces activités s'ajoutaient des conférences faites dans les milieux les plus divers. C'est ainsi par exemple que Loustau et Gibrat furent amenés à deux reprises [111] à présenter les idées de l'Ordre *Nouveau* aux membres du groupement X- *Crise*.

Parallèlement, l'Ordre *Nouveau* se préoccupa de mettre en place les structures d'un « mouvement » original dont la théorie fut formulée dès le quatrième numéro de la revue. Sa conception de l'action reposait sur le caractère indissociable des moyens et des fins et sur l'idée que la tactique devait être gouvernée par les principes de la doctrine. Refusant énergiquement tout système « artificiel » et « centralisateur » de parti, l'Ordre *Nouveau* se proposait de susciter la naissance au sein du tissu social de petits groupes d'hommes, formations autonomes, spontanées, diversifiées, multiformes, destinées, non à prendre le pouvoir au sommet de l'État, mais à élaborer et à préfigurer dans leur champ d'action spécifique les structures nouvelles de la société de façon à travailler d'ores et déjà à l'édification de la société « *Ordre Nouveau* ». La tâche de ce « mouvement » était donc d'agir à l'intérieur de la société en place, non pour l'améliorer, mais pour déposer *hic et nunc* les germes de l'ordre futur qui en se développant feraient peu à peu craquer l'ordre ancien et s'épanouir l'harmonie de la cité nouvelle. À cette idée d'une action fondée sur des minorités exemplaires provoquant une sorte de contagion idéologique ne semble pas avoir été étrangère l'influence de certaines théories socialistes du XIXe siècle.

Dans cette perspective était prévue la création de « cellules locales », ébauches des communes futures, de « cellules de travail » préfigurant les groupements

¹⁴³ *Arts*, 4-10 avril 1956.

corporatifs, de « cellules d'association » s'appuyant sur les amicales, les groupements sportifs, les associations de loisir. Enfin, cette organisation devait être complétée par des « cellules Ordre Nouveau », organismes spirituels plus directement doctrinaux avec, au sommet, un « comité de vigilance spirituelle » chargé de veiller à la sauvegarde de l'intransigeance et de la pureté de la doctrine révolutionnaire.

La mise en œuvre pratique de cette théorie de l'action n'alla pas très loin, notamment en raison du nombre relativement faible de personnes touchées car, si l'Ordre *Nouveau* eut un prestige intellectuel non négligeable, le tirage de sa revue ne dépassa jamais plus de deux mille exemplaires. En fait, cette action se concrétisa essentiellement par la création de quelques « cellules techniques » destinées à prévoir l'application des principes généraux dans des domaines spécialisés. Ces travaux contribuèrent à l'élaboration des numéros spéciaux de la revue. La plus importante de ces cellules fut la cellule économique qui se réunissait autour de Gibrat [112] et de Loustau et à certaines réunions de laquelle participèrent des dirigeants d'X-Crise comme Coutrot, Bardet et Branger. À côté de cette cellule se constituèrent aussi : une cellule financière animée par E. Pillias et G. Primard ; une cellule d'urbanisme dirigée par l'architecte Tony Fillon ; une cellule juridique suscitée par Henriette Hélice ; une cellule médicale qui collaborait avec le professeur Minkowski ¹⁴⁴ ; une cellule sur les problèmes agricoles dont s'occupait M. Martin-Laprade ; une cellule sur l'enseignement à laquelle participaient plusieurs professeurs. Ces groupes se maintenaient en contact avec les abonnés intéressés par les thèmes qu'ils traitaient et ceux-ci envoyaient fréquemment des suggestions, des notes ou des études plus approfondies. Quelques cellules se créèrent même en province, à Lyon, Marseille, Mulhouse et Strasbourg notamment.

¹⁴⁴ Le professeur Minkowski avait associé Dandieu à certaines de ses recherches de psychopathologie caractérisées notamment par l'introduction en psychiatrie d'un certain nombre de notions bergsoniennes : « L'influence des doctrines philosophiques a été renouvelée de nos jours par l'œuvre de Minkowski, venu de Suisse où il avait été l'élève de Bleuler, après s'être engagé dans l'armée française pendant la guerre de 14-18 et y avoir conquis des titres de courage et de noblesse. Il a joué un rôle de premier plan dans la psychiatrie française, a d'abord introduit en France l'œuvre de Bleuler dans son célèbre ouvrage sur la « schizophrénie », ouvrage dans lequel il a souligné l'importance du contact avec la réalité ou de l'autisme bleulérien. Il a utilisé ces notions pour montrer tout l'intérêt de l'œuvre de Bergson en psychiatrie. » (H. Baruk, *la Psychiatrie française de Pinel à nos jours*, p. 113.) L'influence du professeur Minkowski fut loin d'être négligeable sur certains des aspects de la doctrine de l'Ordre *Nouveau*.

L'Ordre Nouveau tenta aussi de poursuivre la politique de contacts avec des mouvements étrangers qui s'était amorcée lors de sa collaboration avec Plans. Ses responsables avaient en effet la conviction que la révolution à faire devait l'être à l'échelle européenne. Cette volonté fut réaffirmée en 1933 dans un livre de René Dupuis d'Alexandre Marc intitulé *Jeune Europe* dans lequel ceux-ci faisaient un examen très critique des voies dans lesquelles s'engageaient les jeunesses italienne, allemande, russe, et dans lequel ils tentaient de recenser les mouvements de jeunesse européens dont les buts se rapprochaient de ceux de *l'Ordre Nouveau*.

Dans cette perspective *l'Ordre Nouveau* chercha notamment à nouer des relations avec certains groupes allemands, ceci en particulier à l'instigation d'Alexandre Marc qui parlait couramment l'allemand, ayant fait une partie de ses études à Iéna, et qui était très au fait des problèmes politiques germaniques. C'est ainsi que [113] des discussions eurent lieu avec Otto Strasser, animateur du *Front Noir*, mouvement national-socialiste dissident qui entendait rester fidèle à l'inspiration première du nazisme qu'il estimait trahie par Hitler. *L'Ordre Nouveau* eut aussi des contacts avec des représentants du groupe *Die Tat* qui préconisait une sorte de communisme national non-marxiste et qui s'était attaché à faire une critique très approfondie du capitalisme ¹⁴⁵. Celle-ci, exposée dans un livre de Ferdinand Fried, la *Fin du capitalisme*, traduit en français au cours de 1932, eut d'ailleurs une assez grande influence sur tous les jeunes mouvements français de cette époque ¹⁴⁶. Mais le groupe avec lequel *l'Ordre Nouveau* eut le plus d'affinités fut celui des *Gegner* (en français les Adversaires) dont les animateurs étaient Harro Schulze-Boysen et Fred Schmidt ¹⁴⁷.

L'Ordre Nouveau eut aussi des relations suivies avec un petit mouvement britannique à la doctrine quelque peu incertaine baptisé *New Britain*. À cela on peut ajouter quelques échanges avec certains groupes belges tels que celui des jeunes catholiques de *l'Esprit Nouveau* ou celui qui avait pour organe la revue marxisante *Avant-Poste*. Cette revue publia même, en janvier 1934, un cahier consacré tout entier à un exposé des idées de *l'Ordre Nouveau* avec la collaboration de la plu-

¹⁴⁵ A. Marc consacra un article à étudier les positions de ce mouvement sous le titre « Un communisme national », *Revue d'Allemagne*, 15 octobre 1932.

¹⁴⁶ Le contenu de ce livre a été analysé par E. Vermeil dans le chapitre qu'il a consacré à *Die Tat* dans son ouvrage *Doctrinaires de la révolution allemande*, p. 152 à 190.

¹⁴⁷ Cf. l'article d'A. Marc, « Les Adversaires », *Revue d'Allemagne*, avril 1933.

part des dirigeants de ce mouvement. On peut souligner enfin que quelques contacts furent aussi pris en Suisse par l'intermédiaire de Denis de Rougemont.

Comme pour la *Jeune Droite* et pour *Esprit* - quoique peut-être à un degré moindre -, l'année 1934 fut pour l'Ordre Nouveau une année tournante. Elle le fut d'abord, nous le verrons, parce qu'avec elle se termina une première époque de son histoire et que se produisit alors un certain renouvellement des hommes qui l'animaient. Elle le fut aussi, plus profondément, dans la mesure où, à une période de création vivante, allait succéder une période de systématisation au cours de laquelle cette doctrine, qui était fondée sur un retour au réel, au concret, allait tendre parfois à tomber en pleine utopie en voulant donner une description trop exhaustive des rapports politiques et sociaux dans la société post-révolutionnaire. Sa rigueur doctrinale qui, pour reprendre un mot de Mounier, allait devenir une rigueur « doctrinaire » devait alors éloigner [114] de l'*Ordre Nouveau* beaucoup des sympathies qui avaient entouré sa naissance. Par ailleurs, son souci de réflexion doctrinale devait se trouver désaccordé à une époque qui allait voir les événements se précipiter, semblant exiger des engagements immédiats et rendre vaine toute réflexion en profondeur. Désormais, le succès allait aller à des mouvements qui, comme le constatera mélancoliquement l'*Ordre Nouveau*, semblaient vouloir « démolir la Bastille avant d'avoir fait tout le travail des Encyclopédistes ou prendre le Palais d'Hiver avant d'avoir écrit *le Capital* ¹⁴⁸ ».

Si l'on veut essayer de dater plus précisément ce tournant de l'*Ordre Nouveau*, il semble que l'on puisse prendre pour symbole le n° 9 de la revue, numéro-programme intitulé « Nous voulons ». Sa date d'abord en est très significative puisqu'il fut publié en mars 1934, c'est-à-dire immédiatement après les événements de février qui marquèrent le début de la fièvre politique qui, sous la pression des événements intérieurs et extérieurs, devait régner en France jusqu'à la guerre. Par ailleurs, ce numéro illustre assez bien l'évolution de l'*Ordre Nouveau* que nous avons évoquée. On y trouvait certes un exposé des principes doctrinaux du mouvement, fruit des travaux antérieurs du groupe, mais à cet exposé s'ajoutaient huit pages - qui semblent d'ailleurs avoir été encartées in extremis - annonçant le nouveau style de l'*Ordre Nouveau* et le durcissement de sa doctrine en formules systématiques dans la mesure où elles contenaient un lexique définissant

¹⁴⁸ *Ordre Nouveau*, n° 14, octobre 1934, p. 11.

le vocabulaire du groupe ainsi que deux schémas assez précis sur les institutions politiques et économiques de la société future.

Pourtant, ce numéro qui, aux yeux de l'historien, semble coïncider avec le point culminant du rayonnement de l'Ordre *Nouveau* se terminait sur un appel dû à la plume de Daniel-Rops qui exprimait à la fois la confiance dans l'avenir et l'ampleur des ambitions du mouvement ¹⁴⁹ :

« Que tous ils nous apportent :
non pas un bulletin de vote,
car nous ne sommes pas un parti,
non pas une paire de bottes et une chemise de couleur,
car nous ne sommes pas des caporaux,
non pas le goût du désordre et de la démagogie,
car nous ne sommes pas des insurgés,
[115]
mais cette adhésion lucide et totale que donne une
conscience libre et responsable.
Nous leur proposons plus même que le pouvoir,
plus même que la réussite :
Un nouveau Destin. »

¹⁴⁹ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 32.

[116]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**PREMIÈRE PARTIE
2. L'ORDRE NOUVEAU**

Chapitre 4

«L'Ordre nouveau» de 1934 à 1938

[Retour à la table des matières](#)

Si, rétrospectivement, l'Ordre *Nouveau* donne un peu l'impression de s'être survécu à partir des premiers mois de 1934, il n'en conserva pas moins jusqu'à sa disparition - en particulier entre 1934 et 1936 - une assez grande activité. Toutefois, les trois grandes directions de son action restèrent ce qu'elles avaient été dès 1933, c'est-à-dire : rédaction de la revue qui réussit pendant un temps à augmenter le nombre de ses abonnés et, corrélativement, celui de ses pages qui passa de trente-deux à quarante-huit puis soixante-quatre ; séances de travail doctrinal des « cellules techniques » et du comité directeur du mouvement ; organisation de réunions, de conférences et de discussions avec des mouvements voisins.

Sur la lancée des bouleversements provoqués par l'agitation des premières semaines de 1934, l'Ordre *Nouveau* chercha cependant à ce moment à élargir son audience par d'autres moyens, mais ces tentatives n'eurent guère de succès. La première de celles-ci fut sa participation aux activités du *Club* de février créé au lendemain des événements de février que la revue évoquait en ces termes en an-

nonçant la naissance du *Club* : « Il s'est trouvé de nouveau des Français pour sacrifier leur vie à un idéal. Ce premier sursaut national n'a servi qu'à remplacer des hommes corrompus par des liquidateurs de faillite. D'autres suivront. Pour qu'ils soient efficaces, il faut ce qui a manqué aux Journées de février ; une préparation tactique, un but, une doctrine... ¹⁵⁰. » À la tête de ce Club de février on trouvait, à côté de Robert Aron et Daniel-Rops pour l'Ordre Nouveau, Jacques Arthuys et Jean Cagnat pour *l'Action publique*, Christian Pineau et Charles Riandey pour les *Nouvelles Équipes*, Pierre Andreu et Jean Le Marchand pour le Front *national-syndicaliste*, Jean Amos et Pierre Winter pour *Préludes*. De composition [117] hétérogène, ce club devait rapidement se dialoguer après avoir organisé quelques séances de travail au domicile de Jacques Arthuys et quelques réunions publiques à l'École des Hautes Études sociales. L'Ordre *Nouveau* ne fut pas plus heureux avec la création d'une Ligue pour l'Ordre *Nouveau* dont le secrétaire était Pierre Hazebroucq. Elle n'eut aucun succès et disparut après avoir publié quelques numéros d'un hebdomadaire intitulé *Nous Voulons*.

Dans les derniers mois de 1934, se produisit par ailleurs un relatif effacement de la première équipe de l'Ordre *Nouveau*. Sans abandonner le mouvement, certains de ses fondateurs s'en occupèrent désormais moins activement. C'est ainsi que, tout en continuant à envoyer des articles, Alexandre Marc, qui en avait été l'un des éléments les plus dynamiques, quitta la région parisienne pour le Midi. Jean Jardin, devenu l'un des principaux collaborateurs de Dautry aux chemins de fer, cessa peu à peu d'écrire dans la revue. Il en fut de même pour Daniel-Rops à partir de juin 1935, d'une part, parce qu'il dirigeait une collection chez Plon et participait au lancement de l'hebdomadaire *Sept*, d'autre part, parce qu'il avait le sentiment de l'échec du mouvement dans l'immédiat. Denis de Rougemont devait bientôt, lui aussi, quitter Paris pour la province avant de devenir lecteur à l'université de Francfort en 1935-1936.

De ce fait, Robert Aron, Claude Chevalley et René Dupuis continuèrent seuls à encadrer le mouvement, entourés d'une nouvelle équipe de jeunes avec, notamment, Xavier de Lignac ¹⁵¹, qui prit la succession de Daniel-Rops dans les tâches d'administration de la revue aidé par Mireille Dandieu, la sœur d'Arnaud. Parmi

¹⁵⁰ *Ordre Nouveau*, n° 10, avril 1934.

¹⁵¹ Connu aujourd'hui sous le nom de Jean Chauveau.

les nouveaux venus on peut signaler aussi l'adhésion des frères Albert et Louis Ollivier, ainsi que de jeunes venus des milieux syndicalistes : Pierre Prévost, Albert Hayon et Roger Boulot.

Sous l'impulsion de cette nouvelle équipe fut organisée durant l'été 1935 une expérience limitée de « service civil » qui eut un certain retentissement ¹⁵². Elle s'effectua dans quatre usines de la région parisienne et de Beauvais. Pendant quinze jours, une cinquantaine de jeunes gens, étudiants pour la plupart, remplacèrent gratuitement dans leur travail des ouvriers non qualifiés permettant ainsi à ceux-ci de bénéficier d'un congé payé. Il était prévu que l'expérience, qui fut un succès, serait reprise l'année suivante à une échelle beaucoup plus large avec le concours de mouvements de [118] jeunesse comme le scoutisme. Mais le Front Populaire et les Accords Matignon ruinèrent ce projet en en supprimant les conséquences pratiques les plus immédiates.

Si cette tentative révéla un certain souci d'incarner les vues doctrinales de l'Ordre Nouveau, la caractéristique essentielle de la revue dans les années 1934-1938 n'en resta pas moins son aspect toujours extrêmement théorique avec une quasi-absence de références à l'actualité politique pourtant fertile en ces années agitées. Si, parfois, cette actualité était évoquée, c'était alors pour démontrer qu'en dehors des positions révolutionnaires et « totales » de *l'Ordre Nouveau*, on ne pouvait aboutir qu'à la confusion et au chaos. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1935, si *l'Ordre Nouveau* prit position de manière allusive contre l'entreprise italienne en Éthiopie, il le fit par un article d'Alexandre Marc qui prenait ses distances par rapport à ce qu'il estimait être une exploitation politicienne de cette affaire par la droite et par la gauche et qui analysait longuement les racines doctrinales du conflit. De même le Front Populaire ne fut évoqué que pour donner des consignes d'abstention avant les élections - « Il est défendu de voter comme il est défendu de cracher par terre ¹⁵³ » - et pour constater en novembre 1936 l'échec de « l'expérience Blum », c'est-à-dire, pour *l'Ordre Nouveau*, de toute action réformiste et parlementaire.

¹⁵² Elle fit notamment l'objet d'un article d'A. Maurois dans le journal Paris-Soir. Cf. E. Lipiansky, op. cit., p. 78-79.

¹⁵³ *Ordre Nouveau*, n° 30, p. 7.

Très significatif de ce que furent devant l'actualité les positions de *l'Ordre Nouveau* fut aussi le texte publié par la revue dans les premiers mois de la guerre d'Espagne : « Quant à nous, Français, déclarait-il, nous ne voulons pas prendre parti en bloc pour aucune des forces qui s'affrontent aujourd'hui en Espagne (...) De chaque côté des barricades, des hommes se battent et défendent en pleine confusion des valeurs spirituelles qui sont aussi les nôtres. Nous nous refusons à qualifier les uns de héros, les autres de bandits. Il n'est pour nous qu'un moyen de rendre un hommage utile aux valeurs humaines engagées dans la guerre d'Espagne : faire ici même la révolution au service de l'Homme ¹⁵⁴. » De ce refus de choisir, la revue devait cependant évoluer en 1937 vers la manifestation d'une sympathie certaine pour les tendances anarcho-syndicalistes.

Ainsi continua de se manifester, durant cette période enfiévrée, le souci permanent de l'Ordre Nouveau d'être un foyer de réflexion au-delà des remous superficiels de l'actualité. Cette même volonté de demeurer au-dessus de la mêlée politique et des classifications [119] partisans continua aussi de gouverner les contacts que le mouvement ne cessa pas de nouer ici ou là. Alexandre Marc, dans une lettre très symptomatique, insistait sur ce point : « J'ai déjà mis en garde, écrivait-il durant l'été 1935, contre toute compromission, même purement apparente avec la "gauche" (...) Il y a un an à peine nous étions déportés (toujours en apparence bien entendu) vers la "droite", aujourd'hui, c'est le contraire qui se produit. Gardons-nous bien de donner lieu au moindre malentendu quant à notre position. Notre seule chance de réussite pratique, c'est de devenir un centre de ralliement indiscutable pour tous les démissionnaires de demain que leurs réflexes de "droite" ou de "gauche" empêcheront de passer dans le camp adverse ¹⁵⁵. »

Cette intransigeance doctrinale du mouvement devait se manifester jusqu'au bout. C'est ainsi qu'en 1937, des relations s'étant nouées avec certains éléments de la C.G.T., Alexandre Marc renouvelait son avertissement ; « Autant que quiconque, je suis partisan d'une "action immédiate" et j'ai même écrit dans ce sens à Aron et à Rougemont, mais nous ne pouvons agir efficacement qu'en restant intraitables sur le terrain de la doctrine, en empêchant des confusions telles que celles que vous citez (étatisations, nationalisations, etc.). À ce prix, mais à ce prix

¹⁵⁴ *Ordre Nouveau*, n° 35, p. 54.

¹⁵⁵ Cité par E. Lipiansky, op. cit., p. 85.

seulement, nous avons une chance d'intervenir efficacement dans l'évolution de la politique la plus immédiate ¹⁵⁶. »

Cette pureté doctrinale, l'Ordre Nouveau réussit à la conserver tant bien que mal jusqu'à sa disparition, se gardant des compromissions auxquelles auraient pu l'amener des considérations opportunistes et des gauchissements qui auraient pu naître de la volonté d'attirer les suffrages d'un public encore sensible aux classifications traditionnelles et aux prises de position passionnelles. On peut penser, cependant, que ce refus de s'engager au niveau de l'actualité et de l'événement ne fut pas étranger au déclin progressif de l'Ordre Nouveau dont la revue cessa pratiquement de paraître au cours de l'année 1937 alors qu'*Esprit* ou la *Jeune Droite* qui, eux, acceptèrent de se réintégrer dans des cadres plus classiques purent continuer leur action jusqu'à la guerre. C'est qu'en effet, contrairement aux espoirs d'Alexandre Marc, ce dégoût des positions de « droite » et de « gauche » qu'il escomptait ne se manifesta pas, les Français restant jusqu'à la veille du conflit mondial prisonniers de leurs réflexes partisans classiques.

[120]

Les difficultés de l'Ordre Nouveau commencèrent au cours du premier semestre de 1937 et la revue dut interrompre une première fois sa publication en juillet de cette même année. En mars, cependant, *l'Ordre Nouveau* avait tenté de lancer un hebdomadaire, *À nous la liberté*, dont les directeurs étaient Robert Aron et René Dupuis et le rédacteur en chef Robert-Philippe Millet. Mais cette publication dut cesser de paraître au bout d'une dizaine de numéros, faute de moyens financiers. À cet échec s'ajouta, à la même époque, celui des Clubs de Presse que *l'Ordre Nouveau* avait tenté de créer, avec *Esprit* et la *Flèche*, afin de propager et de discuter des informations non déformées par une presse jugée asservie aux puissances financières.

Ces deux expériences semblent avoir vidé les caisses du mouvement dont la revue cessa de paraître au début de l'été. Un an plus tard, en juin 1938, parut cependant un quarante-deuxième numéro ramené aux trente-deux pages originelles. Il fut suivi de trois autres livraisons dont les deux dernières, réduites à une dizaine

¹⁵⁶ Ibid., p. 85

de pages, reproduisaient d'anciens textes inédits d'Arnaud Dandieu. C'était la fin d'une aventure et, symboliquement, l'Ordre *Nouveau*, avant de disparaître, rendait ainsi un dernier hommage à celui qui avait été son principal inspirateur.

[121]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE

3. ESPRIT

[Retour à la table des matières](#)

De toutes les revues de jeunes des années 1930, Esprit est incontestablement la plus connue, à la fois parce qu'elle eut le rayonnement le plus grand dans les années d'avant-guerre et, surtout, parce que, seule de toutes ces publications, elle reparut en 1945 après la Libération et continue d'exister aujourd'hui encore, non sans avoir connu depuis sa fondation quelques changements d'orientation qui ont modifié assez sensiblement son visage et ses tendances.

Le premier numéro d'Esprit vit le jour en octobre 1932, mais, en fait, ses origines étaient beaucoup plus lointaines. Cette publication était en réalité l'aboutissement d'une préparation entreprise depuis de longs mois, dès la fin de l'année 1930. C'est en effet à ce moment que commença à se dessiner le projet qui devait conduire à la création d'*Esprit*. Aussi l'histoire proprement dite d'*Esprit* fut-elle précédée d'une assez longue « préhistoire » dont il est nécessaire de connaître les détails pour préciser les orientations qui furent celles de la revue et pour comprendre les crises qui devaient secouer le groupe dans les premiers mois de son existence.

[123]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE

3. ESPRIT

Chapitre 1

La préhistoire d'«Esprit»

[Retour à la table des matières](#)

Cette préhistoire d'Esprit comporta deux phases assez distinctes. Dans un premier temps, de juillet 1930 au début de 1931, se situèrent les contacts et les discussions qui devaient aboutir à la décision définitive de créer une revue et un mouvement nouveaux, tandis que la période de février 1931 à octobre 1932 constitua vraiment la phase préparatoire de la revue.

Ces mois de travail intensif furent dominés à la fois par les préoccupations matérielles suscitées par la volonté de créer une revue qui ait une certaine importance et, d'autre part, par les soucis intellectuels nés de la nécessité de mettre au point une doctrine neuve et d'harmoniser les vues d'hommes dont les intentions n'étaient pas toujours convergentes.

NÉCESSITÉ D'UNE REVUE NOUVELLE (1930-1931).

A l'origine d'Esprit se trouvent de longues conversations qu'eurent au cours de l'année 1930 un jeune avocat, Georges Izard, et un bibliothécaire-adjoint de la Sorbonne, André Déleage. Ces deux jeunes hommes - ils avaient un peu plus de vingt-cinq ans - s'étaient connus quelques années plus tôt alors qu'élèves de « khâgne » au lycée Louis-le-Grand ils préparaient tous deux le concours d'entrée à l'École normale supérieure. Ils s'étaient ensuite perdus de vue car Déleage, atteint de tuberculose, avait été obligé d'abandonner ses études et de passer plusieurs mois en sana. Ils s'étaient retrouvés au début de 1930 et avaient alors échangé leurs vues sur la situation contemporaine, communiant dans le même désenchantement devant le cours des choses aussi bien politiques qu'intellectuelles et éprouvant, au témoignage de Georges Izard, « une impression croissante d'étouffement ¹⁵⁷ ».

[124]

Au cours d'un de ses entretiens avec Déleage, Izard lança un jour l'idée qu'ils pourraient peut-être créer eux-mêmes une revue et un mouvement qui correspondraient à leurs aspirations et qui briseraient avec tous les conformismes de droite et de gauche qui leur semblaient inadaptés à l'évolution du monde en ces années 1930. Déleage accueillit l'idée avec enthousiasme et les deux amis se mirent à envisager les modalités pratiques de l'affaire, s'adjoignant bientôt un troisième compagnon en la personne de Louis-Émile Galey qui avait été au lycée de Bourges le condisciple de Déleage et que ce dernier, en le retrouvant à Paris, avait entraîné dans les discussions passionnées qu'il avait avec Izard.

Ce trio, au sein duquel germa donc l'idée première d'*Esprit*, était formé d'hommes assez dissemblables, dominé par la personnalité exceptionnelle d'André Déleage. Ceux qui l'ont connu l'ont décrit comme « une espèce de prophète », à la fois hanté par l'absolu, catholique fervent, d'une intransigeance intellectuelle farouche et, en même temps, extrêmement soucieux de l'engagement dans la vie quotidienne, mettant au service de celui-ci de remarquables talents d'organisateur.

¹⁵⁷ *L'Express*, 29 mars 1960.

Cet intellectuel, cet écrivain, ce poète, cet historien était en effet simultanément le type du militant révolutionnaire par sa foi, son dynamisme, son esprit d'initiative et d'organisation et son extraordinaire rayonnement personnel sur son entourage. Péguyiste et proudhonien, ce personnage hors du commun réconciliait en lui, au dire de ses amis, les vertus « d'un savant, d'un apôtre, d'un meneur d'hommes, d'un héros ¹⁵⁸ ». « Un inventeur d'idées, un grand écrivain, un historien qui pouvait renouveler l'histoire, un héros de Malraux », tel est le portrait de Déléage qu'a tracé Georges Izard ¹⁵⁹.

Si Déléage avait des côtés de « mystique intellectuel » ou de « prophète », Georges Izard était d'un tempérament tout différent. Ce méridional, fils d'un instituteur de l'Hérault, était lui bien davantage un « politique », tant par l'intérêt qu'il portait aux questions proprement politiques et économiques que par une certaine habileté diplomatique qui lui faisait prendre plus aisément son parti que Déléage ou Mounier des accommodements impliqués par l'action. Mounier lui écrira plus tard : « Tu es action, tu sens les hommes par foule et fais ta joie de la chose publique ¹⁶⁰. » À cette époque, Izard, après avoir fait des études de droit et de philosophie, [125] s'était orienté vers le barreau où le servait un grand talent d'orateur qu'il devait mettre plus tard au service de la *Troisième Force*. Quant à ses engagements politiques, ils s'étaient bornés jusque-là à quelques sympathies briandistes ¹⁶¹ et à la direction, pendant quelques semaines, du cabinet du ministre de la Marine marchande, Charles Daniélou, dont il avait épousé la fille.

André Déléage et Georges Izard avaient en commun le fait d'être catholiques. Ce n'était pas le cas de Louis-Émile Galey qui, d'une formation catholique, n'avait conservé qu'un spiritualisme assez vague. Du trio, c'était aussi celui dont les idées étaient les plus imprécises, la politique et la philosophie ayant jusque-là laissé assez indifférent cet élève de l'école des Beaux-Arts. Il a raconté lui-même en ces termes comment il fut amené à participer à la création d'*Esprit* : « Je fut accosté un beau jour, porte d'Orléans à Paris, par mon ancien condisciple au lycée de Bourges, André Déléage. Nous nous mîmes à discuter des malheurs de notre pau-

¹⁵⁸ L.E. Galey, *Esprit*, 1965, n° 7, p. 192.

¹⁵⁹ Ibid. p. 194.

¹⁶⁰ Lettre du 6 septembre 1933, *Esprit*, décembre 1950, p. 989.

¹⁶¹ Il avait participé avec Jean Luchaire et Philippe Serre à la création d'un Comité pour la suppression du service militaire obligatoire en France.

vre société. J'étais alors en pleine crise car, malgré mes diplômes, je me trouvais dans l'impossibilité de faire de l'architecture. C'était, si possible, plus lamentable qu'aujourd'hui où l'écriture architecturale du XXe siècle n'a pas encore été trouvée. Un architecte digne de ce nom ne peut s'employer valablement que sous les régimes qui ont un programme : les Pharaons, les Médicis ou Staline. Donc je voulais faire la révolution pour pouvoir faire ensuite de l'architecture. J'étais assez naïf pour m'imaginer qu'on pouvait faire la révolution immédiatement ¹⁶². »

Ainsi, à l'automne de 1930, au cours de nombreuses conversations entre ces trois jeunes gens, se précisa l'idée de créer une revue spiritualiste à perspective politique qui ne serait ni trop désincarnée et intellectuelle comme la *Nouvelle Revue française*, ni trop engagée comme les revues marxistes ou *d'Action française*. L'exemple *d'Europe leur* paraissait assez proche de ce qu'ils souhaitaient, non pas comme orientations, mais comme style de publication. Ceci étant établi, un problème concret se posait : celui de trouver un homme qui acceptât de se charger de la direction de la revue et d'y consacrer une grande partie de son temps, ce que ne pouvaient faire ni Izard ni Galey accaparés par leurs obligations professionnelles. Déléage semble avoir pensé pendant un temps prendre lui-même la direction de la revue, mais cette solution fut bientôt abandonnée. [126] C'est alors qu'Izard fit part de ces projets à Emmanuel Mounier. L'aventure *d'Esprit* commençait.

Georges Izard avait connu Mounier à la Sorbonne au cours de l'année universitaire 1927-1928, alors qu'il préparait un certificat d'études supérieures de philosophie et que Mounier était « agrégatif ». Une solide amitié s'était alors nouée entre eux. En 1930, ils s'étaient retrouvés un peu par hasard. Mounier qui, depuis 1929, logeait rue du Four à Paris dans un foyer d'étudiants dirigé par Jean Daniélou, y avait participé à un cercle d'études sur Péguy. De ces réunions était né un projet de rédiger avec Jean Daniélou un livre sur la pensée de l'auteur de *l'Argent*. Mais Jean Daniélou, qui devait étudier la pensée religieuse de Péguy, était entré au noviciat des Jésuites au début de 1930 et avait cédé sa place pour ce travail à Izard qui était devenu depuis quelques mois son beau-frère. C'est ainsi que Mounier et Izard avaient repris contact, encore que leur collaboration pour ce livre ait été assez relâchée, chacun des auteurs - auxquels s'était joint Marcel Péguy - étudiant son thème sans trop se préoccuper de ce que préparaient ses voisins.

¹⁶² *Arts*, 28 mars-3 avril 1956.

La décision étant prise de mettre Mounier au courant, un rendez-vous fut fixé entre Izard et Mounier et l'entrevue décisive eut lieu en une froide matinée de décembre 1930. Dans la rue, tandis que Mounier l'accompagne jusqu'à son bureau, Izard expose ses inquiétudes sur l'évolution du monde et pose bientôt la question : « Voilà, nous voudrions fonder une revue. Es-tu capable de tout plaquer pour venir la diriger ? Nous n'avons pas un sou. » Et d'emblée Mounier accepte : « C'est entendu, je plaque tout, j'abandonne ma carrière universitaire ¹⁶³. » Cette acceptation de principe allait être précisée au cours d'un échange de correspondance dans les dernières semaines de décembre. Elle devait décider du destin de Mounier dont la vie allait à partir de ce moment s'identifier avec celle d'*Esprit*.

Si cet assentiment de Mounier aux projets d'Izard fut si rapide, c'est que Mounier lui-même avait ressenti de son côté le même besoin qu'Izard, Déléage et Galey. Comme il l'a écrit, il avait eu, dès la fin de 1929, « le sentiment – à traîner avec soi une N.R.F. à demi-morte et derrière le *Mercur* et derrière encore l'inesstimable Saumonée - qu'un cycle de création française était bouclé, qu'il y avait des choses à penser qu'on ne pouvait écrire nulle part, qu'à nous autres, pianistes de vingt-cinq ans, il manquait un piano ¹⁶⁴ ». [127] Mais il n'avait pas alors pensé que ce put être à lui de se charger de cette tâche et à cet égard la proposition de Georges Izard fut déterminante, révélant à Mounier sa propre vocation. Il évoquera plus tard en ces termes ce que fut pour lui sa conversation avec Izard : « C'est, paraît-il, un des aspects de l'économie divine qu'elle a fait du Français un fondateur de revue. Je rougirais d'avouer une aussi banale tentation si j'avais d'abord été possédé de l'impulsion sacrée. Mais je la souhaitais, la revue nouvelle, je scrutais l'horizon à sa recherche, je ne songeais nullement à m'en occuper moi-même. Je manque communément de confiance en moi pour m'embaucher dans les métiers que je ne connais pas. C'est ici que Georges Izard joua le rôle de catalyseur ¹⁶⁵ (...). S'il ne m'avait persuadé, me serais-je cru désigner, moi précisément, pour cette tâche, l'aurais-je entreprise ¹⁶⁶ ? » Ainsi, sans Izard, *Esprit* n'eût sans doute pas vu le jour mais, réciproquement, sans Mounier, *Esprit* n'eût pas été ce qu'il devait devenir.

¹⁶³ Dialogue rapporté par G. Izard dans *Arts*, 28 mars-3 avril 1956.

¹⁶⁴ Lettre (1941), *Mounier et sa génération*, p. 69.

¹⁶⁵ *Mounier et sa génération*, p. 70.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 146.

Désormais en effet Mounier allait prendre vigoureusement en main l'entreprise et lui imprimer la marque d'une personnalité que ceux qui l'avaient appelé à cette tâche ne soupçonnaient peut-être pas aussi forte. Il semble bien que dans l'esprit d'Izard et, surtout, de Déléage, le rôle de Mounier ait été conçu comme secondaire et que, plus tard, Déléage n'ait jamais bien admis que Mounier ait fait de la revue « sa » revue. Ceux-ci ne furent d'ailleurs pas les seuls à être surpris de cette transformation. C'est ainsi que Jacques Madaule, après avoir évoqué le Mounier, « un peu lourd, appliqué, contrastant avec le brio d'Izard », qu'il avait aperçu chez Maritain, notera : « Après la fondation d'Esprit, je m'étonnai de la jeune autorité que je lui vis déployer ¹⁶⁷. »

Pourtant rien ne semblait prédisposer ce jeune grenoblois de vingt-cinq ans à l'aventure dans laquelle il se lançait. Fils d'un préparateur en pharmacie, il avait fait, après avoir abandonné la médecine, de brillantes études de philosophie à Grenoble sous la direction de Jacques Chevalier dont il était devenu un des familiers et des disciples favoris ¹⁶⁸. Pendant ces années laborieuses, il avait participé aux travaux d'un cercle d'études catholique et adhéré à l'A.C.J.F., faisant aussi partie de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul dont les activités lui avaient permis de recevoir ce qu'il [128] appellera plus tard « le baptême du feu de la misère ». En 1927, il était arrivé à Paris pour préparer le concours d'agrégation auquel il fut reçu en 1928, second derrière Raymond Aron. Toutefois ce jeune agrégé ne se sentait pas à l'aise dans le monde universitaire. L'influence de Bergson et l'enseignement de Chevalier l'avaient prévenu contre l'idéalisme alors officiellement enseigné en Sorbonne, lui donnant le goût de la philosophie conçue, non comme un exercice abstrait de l'intelligence, mais comme une patiente approche du réel, dominée par l'exigence spirituelle. Aussi, si à ce moment il envisage une forme d'engagement, est-ce uniquement dans la direction d'un apostolat intellectuel tel que celui auquel il allait se consacrer de 1928 à 1931 en participant aux activités du mouvement *Les Davidées*, fondé par Mlle Silve pour les institutrices chrétiennes de l'enseignement public, et que lui avait fait connaître son ami Jean Guittou. À cette époque, son attention était en effet surtout attirée par les problèmes de recherche spirituelle et intellectuelle ainsi qu'en témoignaient par exemple

¹⁶⁷ *Esprit*, décembre 1950, p. 975.

¹⁶⁸ Son premier article fut consacré à présenter J. Chevalier aux lecteurs de la *Vie catholique* (6 avril 1926).

sa fréquentation assidue du R.P. Pouget et ses projets de thèse sur les mystiques espagnols. Il semble que cet attrait ait été une des tendances de sa nature profonde et, en 1945, il écrira encore : « La pente essentielle de mon cœur est une pente mystique et je ne fais le reste qu'à mon cœur défendant ¹⁶⁹. »

Au cours des années 1929-1930, Mounier devait cependant évoluer assez brusquement d'une action orientée vers l'apostolat par la philosophie à un engagement plus directement temporel. Dans cette évolution, la redécouverte et l'approfondissement de l'œuvre de Charles Péguy dans laquelle « il pique des deux fers ¹⁷⁰ » au cours de l'année 1929 semblent avoir eu une influence déterminante. Avec Péguy, chrétien engagé dans le temporel, il devait se libérer d'une certaine tendance à « l'angélisme » qu'avait pu nourrir en lui un livre comme *Primauté du spirituel* de Maritain et découvrir les liens profonds unissant le spirituel et le temporel. Cette nouvelle orientation fut renforcée par la rédaction de son essai sur la pensée de Péguy. « Chacun de notre côté, a noté G. Izard, nous fûmes marqués par cet approfondissement d'une œuvre qui s'était intéressée à tout, passionnée pour tout, y compris pour la vie politique. Mounier citait des phrases qui ne pouvaient pas ne pas laisser de traces : "Le spirituel est constamment couché dans le lit du temporel", etc. Et comme Mounier avait gardé de Bergson l'enseignement [129] que la métaphysique doit se fonder sur l'expérience, il avait le sentiment de continuer dans la même voie ¹⁷¹. »

En parcourant les pages de *la Pensée de Charles Péguy* écrites par Mounier ¹⁷², on constate d'ailleurs une évidente parenté des thèmes mis en relief avec ceux qui devaient caractériser l'engagement du directeur d'*Esprit* : sens spirituel de la pauvreté ; dénonciation des méfaits de l'argent ; procès de la « pensée toute faite » ; souci de la misère ; rapports de la « mystique » et de la « politique », du spirituel et du temporel. D'autre part, l'exemple de Péguy allait contribuer à détourner Mounier des projets de carrière universitaire et « des tuyauteries bien ré-

¹⁶⁹ Cité par J. Conilh dans *son Mounier*, p. 7.

¹⁷⁰ Mounier et sa génération, p. 49.

¹⁷¹ *L'Express*, 29 mars 1960.

¹⁷² Son interprétation de la pensée de Péguy fut discutée, notamment par H. Massis qui lui reprocha de minimiser chez Péguy la place de l'héroïsme. Cf. *Débats*, p. 111-122.

glées qui mènent directement de l'École normale à l'enseignement supérieur ¹⁷³ », le rendant disponible pour se lancer dans l'entreprise d'*Esprit*.

La rédaction de ce livre sur Péguy eut une autre conséquence importante, celle de mettre Mounier en rapports suivis avec Jacques Maritain qui offrit aux jeunes auteurs l'hospitalité de sa collection du Roseau d'Or. La première rencontre de Mounier avec Maritain était cependant antérieure à ce projet datant de l'automne 1928 au moment où, jeune agrégé, il était à la recherche d'un sujet de thèse. À cette époque, Mounier était assez réticent à l'égard de Maritain, car le chef de file du néothomisme était considéré d'un œil très critique dans l'entourage de Chevalier en raison de ses attaques contre Bergson. C'est surtout à partir de 1930 que Mounier participa assidûment aux réunions de Meudon et qu'il eut de longs entretiens avec Maritain à l'influence duquel il devait plus tard rendre hommage : « À toute une génération, même éloignée de ses techniques de pensée, il a rendu le goût de la rigueur et de la santé intellectuelle ; il l'a sauvée d'un rousseauisme facile, des philosophies sentimentales, du vertige de la modernité ¹⁷⁴. »

C'est d'ailleurs à Meudon, au cours de discussions réunissant, autour de Maritain, Mounier, Izard et Déléage, que fut prise la décision définitive de créer la nouvelle revue. À la fin de décembre 1930, Maritain avait en effet été informé de leur projet. Il l'avait d'autant plus chaleureusement accueilli qu'il coïncidait avec une résurgence dans sa pensée des préoccupations politiques et sociales dont il avait eu tendance à se dégager après la mise à l'index de [130] *l'Action française* et après les polémiques qui avaient suivi. La décision de fonder ce qui allait devenir *Esprit* fut donc prise dans les premières semaines de 1931 sur la lancée de la publication du livre sur Péguy dans la ligne duquel la revue entendait se placer. Ainsi que l'a écrit Maritain en parlant de ses jeunes amis : « Ils voulaient former une équipe, un foyer actif et ouvert, un centre de rayonnement où l'on s'attacherait à poursuivre, dans les conjonctures de 1930, l'œuvre péguyste en ce qu'elle avait de toujours valable, et particulièrement à désolidariser l'ordre chrétien des puissances d'argent et du désordre établi ¹⁷⁵. » Si l'influence de Péguy fut prédominante, elle n'était cependant pas la seule et Mounier notera en 1948 : « Nous

¹⁷³ Monnier et sa génération, p. 49.

¹⁷⁴ Ibid., p. 206.

¹⁷⁵ *Esprit*, décembre 1950, p. 974.

n'avions lu ni Marx, ni Kierkegaard, ni Jaspers. Nous cherchions un lieu où camper entre Bergson et Péguy, Maritain et Berdiaeff, Proudhon et De Man ¹⁷⁶, ¹⁷⁷. »

Ces germes ne portèrent pas leurs fruits immédiatement. Il fallut attendre plus d'un an et demi avant que la revue puisse voir le jour. Sa naissance fut en effet précédée d'une assez longue période de préparation et de maturation au cours de laquelle se précisèrent ses orientations et au cours de laquelle se manifestèrent aussi les diverses tendances qui devaient, dans les années 1933-1934, opposer ses fondateurs.

PRÉPARATION DE LA REVUE (1931-1932).

Dès les premières semaines de 1931, Izard et Mounier - ce dernier surtout - se mirent donc à l'œuvre pour jeter les bases de la revue. Ayant projeté assez témérairement d'en faire paraître le premier numéro en octobre, ils se fixèrent cependant un certain nombre d'objectifs préalables : constitution d'un groupe d'études doctrinales ; définition des orientations idéologiques de la revue et de ses sous-basements philosophiques ; contacts avec d'éventuels propagandistes en France et à l'étranger ; surtout recherche de fonds pour financer l'entreprise. C'est sur ce dernier point que les difficultés apparurent immédiatement les plus grandes. La résolution étant prise de « faire quelque chose de première qualité ou rien », une première évaluation situa autour de cinq cent mille francs la somme nécessaire. Dès ce moment, il était prévu que les [131] bailleurs de fonds seraient constitués en société anonyme car « nous pensons, écrivait Mounier à sa sœur, qu'il ne faut pas de donateurs, toujours fragiles et peut-être pusillanimes, qui défilent devant des idées nues, mais des actionnaires qui toucheront un dividende et nous foutront la paix » ¹⁷⁸.

Mais il y eut loin de ces projets à leur réalisation. La première tentative de souscription fut décevante et le lancement de la revue fut renvoyé à une date indéterminée. L'argent leur apparaissait alors comme une denrée si rare que Mounier

¹⁷⁶ L'influence d'H. De Man fut surtout sensible à partir de 1933-1934. [Voir les œuvres de l'auteur disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁷⁷ *Esprit*, novembre 1948. p. 681.

¹⁷⁸ Lettre citée dans *Esprit*, décembre 1950, p. 976.

écrivait en plaisantant à Izard au début de mars 1931 : « je t'apporterai un de ces jours une lettre de Bergson dont la vente nous assurera bien une machine à écrire pour le secrétariat de rédaction ¹⁷⁹. » Mounier, à qui sa situation de boursier de doctorat et de professeur au collège Sainte-Marie de Neuilly, dirigé par Mme Daniélou, laissait quelques loisirs, n'en continua pas moins à se démener pour obtenir appuis et promesses de collaboration. Outre celles de Maritain et de Louis Massignon, dont il sollicita souvent les conseils, il reçut aussi les adhésions de Nicolas Berdiaeff, Marcel Arland, Ramon Fernandez, Daniel Halévy, Gabriel Marcel, Jules Supervielle. Une lettre de Mauriac lui parvint disant son admiration pour le livre sur Péguy et Mounier notait : « C'est Péguy qui fend l'air devant nous ¹⁸⁰. » L'éventail des collaborations envisagées était à ce moment relativement assez large puisque Mounier en définissait ainsi les limites dans une lettre à Jacques Chevalier : « Provisoirement, pour ne pas nous marquer avec des hommes qui furent compromis avec des partis intellectuels ou politiques, il faudra laisser, à droite, des hommes comme Massis, à gauche, ceux qui, comme Le Roy et Laberthonnière, nous aliéneraient sans retard une bonne partie du public catholique ¹⁸¹. »

Pendant ce temps, les discussions entre les initiateurs de cette entreprise se poursuivaient soit dans les rues de Paris, soit chez Izard ou chez Mounier. Au quatuor, Déléage, Galey, Izard, Mounier, vint bientôt se joindre un jeune agrégé d'histoire alors journaliste à Paris-Soir, Georges Duveau. Comme Galey, Duveau était incroyant. Aussi intéressé par la littérature que par la politique, il avait fréquenté pendant un temps les milieux dadaïstes et surréalistes puis, ayant découvert « l'esprit de 1848 », il s'était [132] passionné pour l'étude du syndicalisme et de la tradition du socialisme français, ce qui devait l'amener à consacrer sa thèse de doctorat ès lettres à la *Vie ouvrière en France sous le Second Empire*. Personnage généreux, bouillonnant, un peu confus, au verbe sonore, George Duveau eut dans les débuts d'Esprit une influence non négligeable, contribuant à lui donner la coloration proudhonienne qui caractérisa les premières années de la revue ¹⁸².

¹⁷⁹ Ibid., décembre 1950, p. 973.

¹⁸⁰ Cité par A. Béguin, Ibid, p. 977.

¹⁸¹ Mounier et sa génération, p. 79.

¹⁸² « Ici nous sommes proudhoniens », dira Mounier à Marcel Moré venu, en 1934, lui apporter un article sur Marx (cf. Dieu vivant, n° 16, p. 7).

Durant l'été de 1931 fut organisé ce qui, dans les annales d'Esprit et de la Troisième Force, devait pompeusement s'appeler le « Congrès d'Axe-sur-Vienne » qui réunit, dans ce petit village de la Vienne, Françoise Arduin, Déléage, Duveau, Galey et Paul Vignaux durant trois jours. Mounier n'avait pu assister à cette réunion. Il était alors en train de parcourir la France pour joindre les amis provinciaux que lui-même ou ses associés avaient pu connaître au cours de leurs études de façon à susciter dans diverses villes de province la création de petits groupes de travail susceptibles de collaborer à la mise au point de la doctrine de la revue. Ce travail fut d'ailleurs poursuivi - épistolairement et par des voyages durant les vacances scolaires - pendant toute l'année universitaire 1931-1932. Il aboutit à la naissance d'une trentaine de groupes, notamment dans le Nord - à Saint-Omer, Calais, Amiens, Arras, Boulogne, etc. - sous l'impulsion de Mounier qui, depuis octobre 1931, était professeur à Saint-Omer, à Toulouse où Déléage était en stage à la bibliothèque universitaire, à Tours où professait la sœur de Mounier. Des liens furent aussi noués à l'étranger, en particulier en Belgique.

À la rentrée d'octobre 1931 commencèrent vraiment les travaux du groupe d'études doctrinales. Pendant tout l'hiver, il se réunit ponctuellement un soir par semaine, le soir où l'emploi du temps de Mounier lui permettait de quitter Saint-Omer pour venir à Paris. A ces réunions de travail assistaient une demi-douzaine de personnes dont Duveau, Galey, Izard et Mounier auxquels vinrent se joindre bientôt Étienne Borne, René Millienne, André Ulmann et, de temps en temps, lorsque sa situation de professeur à Dijon le lui permettait, Jean Lacroix. C'est au cours de ces séances, préparées par chacun de manière extrêmement sérieuse, que furent précisées, avec la volonté de repenser tous les problèmes, ce que seraient les orientations fondamentales de la revue et ses bases philosophiques. Ces travaux servirent notamment à établir les [133] rapports qui furent présentés au Congrès constitutif d'Esprit en août 1932. C'est aussi au cours de ces réunions, tenues tantôt chez Izard, tantôt chez Mme Daniélou, que la revue fut baptisée. On pensa un moment l'appeler *Univers*, mais le titre étant déjà pris, il fallut en chercher un autre et ce fut finalement celui d'Esprit qui fut agréé sur la proposition, semble-t-il, de Mme Daniélou. Cette activité du groupe parisien s'accompagna d'un échange de correspondance avec les groupes de province déjà constitués et particulièrement avec celui de Toulouse représenté de manière véhémente par André Déléage.

Dès octobre 1931, ce comité doctrinal avait pris la décision de créer à la fois une revue intellectuelle et un mouvement destiné à incarner les idées exprimées dans cette publication. C'était là la conséquence de ce que semblent avoir été dès le début les projets plus ou moins explicites de Déléage et d'Izard. Cette décision devait jusqu'en septembre 1932 entraîner de nombreuses frictions entre ceux qui pensaient davantage à la revue, comme Mounier, et ceux qui, avec Déléage, estimaient que la première place devait être donnée au mouvement. Déléage était en particulier partisan de faire de la revue un organe du mouvement, alors que Mounier voulait sauvegarder l'indépendance de celle-ci et du travail d'élaboration doctrinale organisé autour d'elle.

Au cours de ces débats passionnés, Izard dut dépenser des trésors de diplomatie afin de réconcilier les thèses antagonistes que Mounier et Déléage défendaient avec la même intransigeance. « Lors de la fondation d'*Esprit*, a-t-il écrit, je me suis trouvé entre deux réincarnations approximatives de Péguy, Emmanuel Mounier et André Déléage. Tous deux d'abord à cause de leur caractère abrupt, non dans la vie courante, mais dans la cohabitation intellectuelle, qui était le problème dominant. Leur intransigeance qui les faisait s'affronter sans aménité veillait comme un garde du corps agressif autour de leurs idées respectives. Malgré mes efforts pour concilier ces deux absolus, et qui le restaient jusque dans les détails estimés inséparables des principes, le climat était loin d'être à la transaction ¹⁸³. » Finalement, il fut décidé que Mounier assurerait la direction de la revue tandis qu'Izard se chargerait de celle du mouvement, l'unité étant assurée par la collaboration de Mounier et d'Izard au sein d'un Bureau Central d'Organisation. En juin 1932, après avoir obtenu l'accord de Mounier, Izard précisait en ces termes à Déléage la solution adoptée : « Je ne peux demander, [134] ni ne veux que la revue soit l'organe du mouvement. Pour cela, nous créerons un bulletin avec les cotisations de nos membres. La revue est destinée à provoquer un mouvement intellectuel favorable à nos idées. Elle est inspirée par le mouvement, cela est convenu ; elle n'est pas dans l'obligation de passer tous les manifestes du mouvement pas plus que de ne publier que des articles de nos seuls adhérents ¹⁸⁴. »

¹⁸³ *Esprit*, 1965, n° 7, p. 194.

¹⁸⁴ *Esprit*, décembre 1950, p. 979.

Un autre point, qui n'était pas sans lien avec le précédent, entraîna aussi des discussions serrées : ce fut celui des relations à l'intérieur de la revue des croyants et des incroyants et, plus spécialement, celui de la situation des catholiques. Ce problème entraîna un nouvel affrontement entre Mounier et Déléage. Mounier, tout en préconisant une certaine collaboration avec des chrétiens d'autres confessions et des incroyants, semble cependant avoir eu quelque tendance au début à vouloir faire de la revue une publication à dominante catholique ¹⁸⁵, tandis que Déléage se prononçait - dans une perspective qui se situait davantage au niveau de l'action - pour une large collaboration des croyants et des incroyants sur une base spiritualiste. Ainsi, alors que Mounier souhaitait que les catholiques puissent s'exprimer dans la revue « avec l'intégralité de leur bagage catholique », Déléage aurait préféré s'adresser toujours au plus grand nombre « sans rien soulever que tous ceux qui se rallient à *Esprit* ne puissent accepter » ¹⁸⁶. Finalement, l'accord se fit sur une définition assez ambiguë : « Seule une doctrine spiritualiste amènera les hommes à cet ordre dont nous avons senti le besoin. Nos métaphysiques ne coïncident pas sur toute leur étendue, mais nous nous sommes accordés sur une base suffisante pour nous permettre de confronter avec plus d'ampleur nos divergences et aller toujours vers la rencontre de nouveaux éléments communs ¹⁸⁷. » Confrontations et recherche d'éléments philosophiques communs, ainsi furent donc conçus les objectifs d'*Esprit*, étant entendu cependant que les croyants se refuseraient à laisser mettre en question les doctrines religieuses et n'accepteraient aucune forme de syncrétisme.

Pendant que se discutaient ainsi les positions doctrinales de la future revue, ses responsables, Mounier et Izard, continuèrent à [135] se préoccuper d'en assurer les assises matérielles. En février 1932, un prospectus fut rédigé annonçant la fondation prochaine d'*Esprit* et donnant quelques précisions sur ses orientations. Ce texte faisait un examen critique de la situation contemporaine dans divers domaines, politique et économique, intellectuel et artistique, et déclarait : « Il n'est pas de forme de la pensée ou de l'activité humaine qui ne soit asservie à un matérialisme propre. Partout s'imposent à l'homme des systèmes et des institutions qui

¹⁸⁵ « Au cours de longs mois de discussion, Mounier accepte, non sans quelques hésitations, de ne pas donner à la revue une teinte trop catholique. » (G. Izard, *l'Express*, 29 mars 1960.)

¹⁸⁶ Mounier et sa génération, p. 71.

¹⁸⁷ « Chronique du Mouvement », *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 129.

le négligent : il se détruit en s'y pliant. Nous voulons le sauver en lui rendant la conscience de ce qu'il est. Notre tâche capitale est de retrouver la vraie notion de l'homme (...) Nous nous trouvons d'accord pour l'établir sur la suprématie de l'esprit ¹⁸⁸. » Ce prospectus, accompagné d'une demande de souscription, fut diffusé auprès d'un certain nombre de personnes choisies un peu au hasard. Cette tentative ne rapporta que quinze mille francs et ses auteurs durent renoncer à lancer la revue en avril 1932 comme ils en avaient eu l'intention.

Au cours du printemps de 1932, ces problèmes matériels trouvèrent cependant peu à peu des solutions au moins provisoires. Tout d'abord, une nouvelle campagne pour trouver de l'argent fut engagée avec cette fois envoi de lettres à l'en-tête de la future publication. Ce stratagème eut quelque efficacité puisque une quarantaine de mille francs vinrent s'ajouter au produit des souscriptions antérieures. Finalement c'est avec un capital de soixante-douze mille francs que la revue démarra en octobre. D'autre part, grâce à Maritain et à Gabriel Marcel, Mounier put disposer d'un petit bureau chez Desclée de Brouwer rue des Saints-Pères. Avant cette installation, de longs pourparlers avaient d'ailleurs eu lieu avec cet éditeur. Celui-ci, hésitant à soutenir une nouvelle revue, avait proposé une fusion avec la Revue des jeunes de Robert Garric qui lui donnait des soucis financiers. Cette solution, à laquelle Mounier était peu enclin, put être évitée grâce à l'active sympathie du directeur littéraire des éditions Desclée, Pierre Van der Meer de Walcheren, filleul de Léon Bloy et ami de Maritain. En définitive, un imprimeur compréhensif fut découvert un peu par hasard en la personne d'un militant de la Jeune République, Gilbert de Véricourt qui, dirigeant l'imprimerie S.I.L.I.C. à Lille, offrit de prendre en charge sans paiement préalable l'impression des trois premiers numéros de la revue.

La fondation solennelle d'Esprit eut lieu au cours d'un congrès [136] qui se tint à Font-Romeu du 16 au 23 août 1932, dans une maison prêtée par Mme Daniélou. Il réunit, outre ceux que l'on peut considérer comme les fondateurs du mouvement, Déléage, Dubeau, Galey, Izard et Mounier, une dizaine de personnes parmi lesquelles : Françoise Arduin ¹⁸⁹, Catherine Izard, Madeleine Mounier,

¹⁸⁸ Mounier et sa génération, p. 82. Texte reproduit en annexe.

¹⁸⁹ Employée à la Bibliothèque universitaire de Toulouse en 1932, elle en assure aujourd'hui encore la direction.

Georges Bouyx, Jean Doat, Louis Herland ¹⁹⁰, Gabriel Marty ¹⁹¹ et sa sœur, Cécile et Célestin Péchegut, etc. ¹⁹². Assistèrent aussi à ce congrès deux ecclésiastiques : l'abbé René de Naurois et le R.P. Maxime Gorce, professeur à l'Institut catholique de Toulouse ¹⁹³. Parmi ces invités qui, théoriquement, représentaient tous les groupes de province, il y avait une très forte proportion de Toulousains venus en voisins et entraînés là par le dynamisme persuasif d'André Déléage. Ces journées de Font-Romeu furent des journées de travail intensif avec réunions plénières de huit heures à midi et de quatorze à dix-huit heures suivies, après le dîner, de la rédaction par quatre volontaires des conclusions du jour. Ces séances de travail comportaient à la fois la lecture des rapports établis sur la base des positions de principe définies durant l'hiver précédent et la discussion de ces rapports. Ces discussions atteignirent une telle intensité et une telle violence que l'on fut plusieurs fois au bord de la rupture, celle-ci n'étant évitée que grâce aux interventions pacifiantes de Dureau et d'Izard qui eurent là l'occasion à maintes reprises de faire la preuve de leurs talents de conciliateurs.

C'est ainsi que, dès le premier jour, Déléage provoqua un violent accrochage en remettant en question l'accord qui semblait s'être [137] établi sur la situation respective du mouvement et de la revue. Il proposa en effet que le délégué général du mouvement soit en même temps le directeur de la revue, assisté pour cette dernière tâche par un rédacteur en chef dont le rôle serait surtout technique. Mounier s'opposa à ce point de vue et, après un vif débat, réussit à faire reconnaître l'indépendance du directeur de la revue. Il fut convenu, cependant, que celui-ci serait entouré d'un comité de rédaction élu par le Congrès et doté d'un droit de veto aux deux tiers des voix. Le lendemain, Mounier notait à nouveau, dans son journal, de

¹⁹⁰ Louis Herland devait devenir par la suite le beau-frère de Gabriel Marty et être professeur de « khagne » au lycée Pierre-de-Fermat de Toulouse jusqu'à sa mort survenue accidentellement en 1962.

¹⁹¹ Aujourd'hui, doyen de la faculté de Droit de Toulouse.

¹⁹² Jean Lacroix, grippé, fut empêché au dernier moment de se rendre à Font-Romeu.

¹⁹³ Ces deux ecclésiastiques eurent par la suite des destins assez différents. L'abbé de Naurois fut, en 1940, aumônier de l'École d'Uriage. Révoqué en 1941, il s'engagea dans la Résistance puis fut en 1944-45 l'aumônier d'un des premiers bataillons français parachutés en Normandie. Au cours du conflit algérien, il connut quelques difficultés pour ses activités au sein des milieux favorables à « l'Algérie française ». Quant au R.P. Gorce, il écrivit durant l'occupation dans diverses publications collaborationnistes comme l'Émancipation nationale de Doriot. Exilé en Suisse après la guerre, il a abandonné l'Église catholique romaine pour se rattacher à l'Église des « Vieux Catholiques ».

« violentes tensions » après la lecture de son rapport sur « les directions spirituelles du mouvement ». L'atmosphère devait un peu se détendre par la suite avec les rapports d'Izard sur la question sociale et de Déléage sur les problèmes artistiques et sur ceux de la vie privée.

Toutefois, la rédaction du document résumant les travaux du Congrès fut encore l'occasion de discussions aussi passionnées que les précédentes. « Vous imaginez à cet âge, écrira Mounier pendant la guerre à une amie, quels pugilats sur les virgules et quel dosage de haute puissance allusive de chaque mot. Au bout de la huitaine, claqués, deux heures avant le train du retour, nous mettons le point final au document, que dis-je, à la charte du monde nouveau ¹⁹⁴. » Ce texte fut publié dans le premier numéro de la revue sous le titre « Chronique du Mouvement ». C'est par sa mise au point que se termina donc le congrès de fondation d'Esprit, le 23 août 1932.

Malgré l'euphorie qui caractérisa ses dernières heures, ce congrès n'était pas une réussite totale. Il laissait présager les difficultés qui allaient naître de la réunion d'hommes aux préoccupations et aux tempéraments très différents. Aussi, Mounier, lucide, notait-il dans son journal : « Que portera l'avenir ? Sûrement beaucoup de ce qui s'est noué là, mais combien de temps ces morceaux hétérogènes tiendront-ils ensemble ? Je reviens avec une grande foi dans ce qui sera, malgré cette inquiétude sur les sources internes de déviation. Il nous faudra être assez forts et purs pour les digérer ¹⁹⁵. »

¹⁹⁴ Mounier et sa génération, p. 92.

¹⁹⁵ Ibid., p. 94.

[138]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE

3. ESPRIT

Chapitre 2

Le mouvement «Esprit»

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi que cela avait été prévu dès octobre 1931, la naissance du Mouvement Esprit se traduisit par la création d'une revue - souci principal de Mounier - et par celle d'un parti - préoccupation majeure de Déléage et d'Izard. Ceci se concrétisa par la publication du premier numéro d'Esprit en octobre 1932 et par fondation en novembre de la Troisième Force.

Cependant, l'harmonie que, tant bien que mal, le Congrès de Font-Romeu avait établie sur le papier entre la revue et le parti fut très rapidement compromise car chaque branche du mouvement tendit peu à peu à devenir autonome, la revue se consacrant à la recherche doctrinale animée par Mounier et le parti s'engageant dans la lutte politique quotidienne avec les compromissions et les simplifications qu'impliquait une telle forme d'action, avec aussi une atténuation des arêtes de ses positions et de son originalité afin d'augmenter ses possibilités de recrutement et son efficacité.

« *ESPRIT* ».

Le premier numéro d'*Esprit* fut mis en vente au début d'octobre 1932. Il se présentait sous la forme d'une épaisse publication de deux cents pages, au format habituel des revues. Sa couverture, dessinée par Maximilien Vox, était blanche, décorée en son centre d'une large bande verticale faite de petits points colorés. Sur ce fond, se détachaient en grosses lettres noires le numéro de la livraison, le titre, *Esprit*, et le sous-titre, « *Revue internationale*, édition française ». Ce sous-titre et ce caractère international furent donnés à la revue à la suite d'une suggestion qu'avait faite Pierre Van der Meer au cours d'une conversation chez Maritain. Par son volume, par la qualité de son papier et de sa typographie, *Esprit* [139] tranchait assez nettement par rapport aux autres revues de jeunes dont la présentation était en général - à l'exception de *Plans* - plus modeste. Cette présentation devait se maintenir durant les mois suivants, les seules modifications portant sur le nombre des pages qui devait osciller, suivant les livraisons, entre cent-cinquante et deux cents.

Ce premier numéro s'ouvrait sur un très long article de Mounier d'une cinquantaine de pages qui reproduisait, avec quelques allègements et quelques modifications, le rapport qu'il avait présenté à Font-Romeu sur « les directions spirituelles du Mouvement ». Dans un premier développement, Mounier s'attachait à affirmer la « primauté du spirituel » et la nécessité de le désolidariser de toutes les compromissions politiques de droite comme de gauche, préconisant, pour ce faire, de s'orienter, face au désordre contemporain, vers une révolution spirituelle conduisant à une révision générale des valeurs. Un deuxième point, plus doctrinal, s'efforçait de préciser en termes philosophiques la situation de l'homme, de la « personne » par rapport au monde physique et par rapport à la société, rejetant comme des erreurs symétriques idéalisme et matérialisme, individualisme et collectivisme. Avec ce texte, l'article le plus remarqué fut celui de Berdiaeff ¹⁹⁶ dans lequel le philosophe russe tentait de discerner les « vérités » et les « mensonges »

¹⁹⁶ Cf. le Journal de Gide à la date du 4 janvier 1933 : « Remarquable l'article de Berdiaeff « Vérité et mensonge du communisme », que je lis dans le premier numéro d'Esprit. Je le lis avec un contentement et un soulagement des plus vifs. »

du communisme, déclarant : « Ce que le communisme a de si redoutable, c'est cette combinaison de vérité et de mensonge ; il s'agit avant tout de ne pas nier la vérité mais de la dégager de l'erreur ¹⁹⁷. »

Sous le titre « Chronique du Mouvement », ce premier numéro publiait aussi le document-manifeste élaboré au Congrès de Font-Romeu. Ce texte reprenait d'abord la profession de foi spiritualiste définie par Mounier dans son article et en examinait les conséquences dans la vie privée, dans l'activité artistique et, surtout, dans la vie économique et sociale, faisant une longue analyse du « désordre capitaliste » et de la révolution à faire pour susciter un régime économique nouveau qui, tout en refusant les solutions communistes, permettrait d'apporter un remède à l'anarchie et aux injustices engendrées par le régime établi. À cela s'ajoutaient quelques considérations sur le nationalisme condamnable et le patriotisme légitime et sur les principes d'une organisation politique [140] inspirée d'un fédéralisme et d'un régionalisme assez vagues accordant, dans ce cadre, une large place à la représentation des diverses activités économiques. Ces textes explicitaient les objectifs d'*Esprit* que sa publicité présentait comme « la revue de la génération nouvelle pour l'approfondissement des valeurs spirituelles et la recherche des révolutions temporelles qu'elles imposent ».

Cette livraison inaugurale précisait en outre que Mounier, qui venait d'abandonner l'Université pour se consacrer à la revue, en était le directeur et qu'Izard en était le rédacteur en chef, qualité qu'il devait conserver jusqu'en juillet 1933. En fait, accaparé par la mise sur pied de la Troisième Force, Izard n'eut dans la revue qu'un rôle minime, limité à la rédaction de quelques articles. Plus important fut en revanche le rôle d'André Ulmann : déjà familiarisé, malgré son jeune âge, avec les techniques de presse comme secrétaire de Charles Dulot à l'*Information sociale*, il se vit confier les fonctions de secrétaire de rédaction. A ce petit noyau s'ajouta bientôt Pierre-Aimé Touchard qui, ses occupations de répétiteur au lycée Henri IV lui laissant des loisirs, fut un peu le « factotum » de la revue pour tout ce qui concernait les tâches matérielles et administratives et qui fut ensuite chargé de tenir la chronique théâtrale. On notera que Pierre-Aimé Touchard était incroyant, comme d'ailleurs André Ulmann que Mounier avait rencontré chez Maritain au cours de l'hiver 1931.

¹⁹⁷ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 128.

Dès les premiers numéros, se manifesta aussi le caractère très universitaire d'une équipe de rédaction dont Mounier devait dire plus tard qu'elle avait compté « avec les collaborateurs de province, un peu plus d'agrégés que l'Humanité de Jaurès, que l'on a dite pourtant le journal des agrégés ¹⁹⁸ ». Parmi ces collaborateurs, nombreux étaient en effet les professeurs. Citons par exemple : Étienne Borne, André Bridoux, Aldo Dami, Louis Dolléans, Georges Duveau, Henri Guillemin, Roger Labrousse, Olivier Lacombe, Jean Lacroix, André Philip, Pierre-Henri Simon, etc. A leurs côtés, on trouvait quelques artistes tels que Léo Gaubert, Edmond Humeau, Lurçat, Maximilien Vox... A ces noms d'hommes âgés pour la plupart d'une trentaine d'années, on peut ajouter aussi ceux de quelques aînés plus connus comme Nicolas Berdiaeff, Daniel Halévy, Jacques Maritain, Ramuz, René Schwob.

Les origines idéologiques de ces collaborateurs étaient diverses. La plupart étaient chrétiens, beaucoup catholiques. Certains venaient de l'Association catholique de la jeunesse française et [141] des milieux influencés par Maritain ou par les dominicains de la Vie intellectuelle ; d'autres étaient issus des courants post-sillonistes et démocrates-chrétiens, notamment du mouvement Jeune République ; d'autres enfin, moins nombreux, de milieux se rattachant aux traditions du syndicalisme et du socialisme français. Pour quelques-uns, Esprit fut le terme d'itinéraires intellectuels plus tourmentés : Jean Lacroix, par exemple, avait participé au cours de ses études de droit à certaines activités de l'Action française puis s'en était détaché, dès avant la mise à l'index, sous l'influence du R.P. Valensin et de Jacques Chevalier, se rapprochant alors de la Jeune République ; Pierre-Henri Simon avait été, pour sa part, à la fois sympathisant de l'Action française et responsable dans les années 1925 des groupes étudiants des Jeunesses patriotes ¹⁹⁹ avant de collaborer régulièrement à la Vie intellectuelle à partir de 1928.

Parmi les premiers collaborateurs d'Esprit, il faut aussi mentionner plusieurs des responsables de l'Ordre Nouveau comme Robert Aron, Arnaud Dandieu, Daniel-Rops, René Dupuis, et, surtout, Denis de Rougemont et Alexandre Marc. Ce dernier eut même pendant quelques mois un bureau à côté de celui de Mounier

¹⁹⁸ *Dieu vivant*, 1950, n° 16, p. 43.

¹⁹⁹ « En somme, en 1925, j'étais quelque chose comme fasciste et j'aimais en avoir l'air jusqu'au ridicule : sportif, martial, portant volontiers des bottes de cavalier ou des guêtres blanches et défilant au pas cadencé dans les manifestations du quartier Latin » (P. H. Simon, *Ce que je crois*, p. 34).

chez Desclée de Brouwer. C'est d'ailleurs par l'intermédiaire d'Alexandre Marc qu'une certaine collaboration s'était instaurée entre les deux groupes. Un peu avant la sortie du premier numéro, Marc s'était vu en effet proposer par Izard et Mounier de participer à *Esprit* qu'on lui présentait comme devant être un « Plans catholique » ²⁰⁰. Il avait accepté et s'était efforcé de nouer des liens plus étroits entre les deux mouvements allant même jusqu'à envisager qu'*Esprit* puisse devenir la revue littéraire de *l'Ordre Nouveau* ²⁰¹.

Toutefois, ce rapprochement ne s'était pas fait sans difficultés car Mounier et Dandieu ne sympathisaient guère. Ceci apparaît très clairement dans le journal de Mounier qui notait à la date du 18 octobre 1932 : « Alexandre Marc de *l'Ordre Nouveau*, soucieux d'étager les démarches de sa diplomatie, me fait rencontrer Dandieu à la sortie de la Nationale. Cet ennemi des intellectuels est intellectuel jusqu'aux ongles et en a la tête. Cheveux longs rejetés en arrière, sourire figé, gros verres myopes. Efforts visibles pour être aimable. Dans ce café vers la Bourse, il accroche d'abord [142] le manifeste de Font-Romeu. Il a flairé dans le numéro une odeur de démocrate-populaire - notamment dans la chronique d'Izard pour laquelle il me semble réserver des provisions de virulence (...) Contre tout ce que nous avons dit de la patrie, il me lance la hiérarchie fort compliquée des valeurs qui constituent le système de *l'Ordre Nouveau* (...) Je m'attendais à quelque conflit aux frontières du christianisme, dans le grand vent qui secoue les fronts, et on me courbe sur un dictionnaire en voulant me le faire prendre pour une Bible. ²⁰² » On le voit, ce premier contact n'avait pas été très chaleureux et Dandieu, de son côté, n'avait pas été séduit par Mounier dont la pensée lui semblait manquer de rigueur.

Cependant, malgré les réticences réciproques, la collaboration des deux groupes s'organisa peu à peu, sans doute, d'une part, parce que Mounier ne pouvait négliger l'intérêt que présentait l'apport de *l'Ordre Nouveau* à son équipe de rédaction encore embryonnaire, d'autre part, parce que les responsables de *l'Ordre Nouveau* virent là l'occasion d'avoir à leur disposition une nouvelle tribune. Alexandre Marc fut le pivot de cette association et fut chargé d'assurer la partie internationale des chroniques d'*Esprit*. Une lettre de Mounier à Marc résume as-

²⁰⁰ *Arts*, 4-10 avril 1956.

²⁰¹ Ibid.

²⁰² Mounier et sa génération, p. 100.

sez bien à la fois ce que fut le rôle médiateur de ce dernier et l'attitude méfiante de Mounier à l'égard de *l'Ordre Nouveau* dont il supportait mal le ton dogmatique et l'impérialisme intellectuel : « Je prie chaque jour le Père, écrivait-il, qu'il nous garde de l'esprit Ordre Nouveau. À part cela, nous sommes d'accord. Mais vous savez que j'aime bien la meilleure moitié de vous-même, celle qu'ils n'ont pas ²⁰³. » Cette cohabitation devait se poursuivre tant bien que mal jusqu'en décembre 1933. Il faut remarquer d'ailleurs que les textes de l'Ordre Nouveau furent souvent publiés sous la rubrique « Oeuvres » ou « Confrontations » qui n'engageaient pas totalement la responsabilité de la revue.

En effet, pour résoudre les problèmes posés par la collaboration d'hommes dont les positions ne coïncidaient pas totalement sur tous les points, chaque numéro d'*Esprit* était divisé en quatre rubriques qui pouvaient se regrouper en deux parties bien distinctes. Dans la première partie, étaient exposées les orientations de la revue avec un degré d'engagement variable. Cette partie, selon les termes mêmes de « l'avertissement » figurant en tête de la première livraison, comprenait : « les Chroniques qui expriment nos tendances les plus communes » ; « les Oeuvres qui s'y apparentent, [143] mais dans la liberté de la recherche » ; « les Notes sur les événements et les hommes qui les éprouvent de toutes parts au contact de la vie ». La seconde partie regroupait sous le titre « Confrontations » des textes vis-à-vis desquels la revue entendait garder ses distances et qu'elle décrivait ainsi : « Les unes tiennent à nous par leurs bases ; mais elles prolongent ou intègrent des idées que nous servons tous dans une vision propre à l'auteur, métaphysique, spiritualité, où tous ceux qui adhèrent à notre effort ne sauraient le suivre. Les autres sont fort éloignées de nous, mais nous y avons reconnu quelque correspondance spirituelle et nous ouvrons entre elles et nous une conversation qui parfois sera explicite. Les unes et les autres n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs ²⁰⁴ »

La présence d'un très grand nombre d'universitaires contribua à donner aux premières livraisons d'*Esprit* un ton très professoral et très didactique. Ce travers fut renforcé par le fait que ces numéros eurent une orientation surtout doctrinale

²⁰³ Cité par E. Lipiansky, op. cit., p. 9.

²⁰⁴ *Esprit*, n° 1, octobre 1932, p. 1-2. À partir de juin 1933 furent aussi encartés dans la revue des feuillets de couleur saumon intitulés « Lignes de position » qui résumaient les positions doctrinales de la revue sur un sujet déterminé. Le contenu de ces feuillets fut repris par Mounier en 1935 dans son livre *Révolution personaliste et communautaire*.

ne faisant qu'une place très réduite à l'actualité. C'est ainsi que l'on n'y trouve à peu près pas de références aux événements politiques de l'époque, les positions de la revue étant alors définies davantage au niveau des principes qu'à celui de l'action immédiate. Retraçant en 1945 l'histoire d'*d'Esprit*, Mounier lui-même qualifiera les années 1932-1934 « d'étape doctrinaire » de la revue ²⁰⁵. Celle-ci ne craignait pas de se montrer très exigeante pour ses lecteurs, n'hésitant pas, par exemple, dans tel numéro consacré au « Travail », à leur imposer la lecture d'un article de quatre-vingts pages sur la notion de travail à travers les âges. Évoquant ce numéro, Mounier écrivait très significativement à Izard « qu'il est plus important de potasser et de repotasser cela que de se faire des opinions éphémères sur le "pactakatre" ou le voyage d'Édouard » ²⁰⁶.

Cette période doctrinaire fut d'ailleurs jalonnée de plusieurs numéros spéciaux massifs au contenu souvent extrêmement substantiel, quoique parfois un peu pesant. Le premier de ceux-ci - et aussi le plus célèbre - fut le n° 6, de mars 1933, intitulé - c'était tout le programme d'*d'Esprit* - « Rupture entre l'ordre [144] chrétien et le désordre établi ». Étant donné son importance, il n'est pas inutile d'en rappeler le sommaire : il s'ouvrait sur une « Confession pour nous autres chrétiens » de Mounier ; suivaient ensuite une « Lettre sur le monde bourgeois » de Maritain représentant le catholicisme, deux articles de Denis de Rougemont et d'André Philip exprimant le point de vue protestant, un texte de Berdiaeff au nom de l'orthodoxie et, enfin, le témoignage d'un incroyant, Charles Dulot. À cette volumineuse livraison, qui fut une sorte de second manifeste d'*d'Esprit*, s'ajoutèrent en 1933 : « Le travail et l'homme », « L'argent, misère du pauvre, misère du riche » ; puis, en 1934, « Les pseudo-valeurs spirituelles fascistes », « La propriété » : « La révolution personnaliste ».

Malgré ce ton et cette présentation austères, cette « Revue de la génération nouvelle » réussit progressivement à se trouver un public. Le premier numéro avait attiré l'attention et, à la fin de novembre 1932, Mounier notait que les abonnements arrivaient rue des Saints-Pères à la cadence de trois à quatre par jour, atteignant en janvier 1933 le chiffre de cinq cents et dépassant le millier au début

²⁰⁵ *Dieu vivant*, 1950, n° 16, p. 43

²⁰⁶ Mounier et sa génération, p. 132.

de 1934 ²⁰⁷. Au cours de ces années 1932-1934, le tirage global de la revue se stabilisa peu à peu autour de deux à trois mille exemplaires diffusés dans toute la France ainsi que dans divers pays étrangers comme l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, l'Italie, la Suisse, etc.

Parallèlement s'accrut peu à peu le nombre des groupes que Mounier s'était efforcé de susciter en province dès avant la fondation même d'*Esprit*. Le but était de créer ainsi un « circuit d'amitiés agissantes, tournées selon la vocation de chacun vers une collaboration intellectuelle ou vers l'action sur l'opinion ». Dès 1932, Mounier voyait ainsi leur rôle : « Chaque groupe recevra le résumé des réunions du comité central, échangera avec lui ses suggestions, discutera, prendra des initiatives, proposera, confércenciera, parlera, propagera, contredira ²⁰⁸. » En mars 1934, quatre-vingts de ces groupes étaient créés ou en voie de formation en France et une vingtaine à l'étranger. A Paris se réunissaient en outre des groupes spécialisés dans l'étude des problèmes de l'enseignement, des questions économiques, sociales, artistiques, philosophiques, etc.

Cependant, le succès intellectuel qui se dessina dès les premiers [145] numéros ne compensa pas immédiatement l'épuisement rapide des ressources qui avaient été réunies pour faire démarrer la revue. Aussi, dès le mois de mars 1933, *Esprit* fut-il obligé de lancer une souscription suivie en mai d'un appel pressant à ses lecteurs. Sa situation fut alors pendant quelques semaines des plus précaires et ses responsables se replongèrent dans la « course à l'argent » qui avait précédé le lancement de la revue. Finalement, au début de mai, un abonné, fabricant de papiers peints, Georges Zérapha, qui se présenta à Mounier comme un « industriel dégoûté du régime ²⁰⁹ », offrit de procurer les soixante-mille francs nécessaires pour boucler le budget d'*Esprit*. Le même personnage devait quelque temps plus tard tirer de nouveau *Esprit* d'un mauvais pas lorsque, Pierre Van der Meer ayant quitté les éditions Desclée, Mounier se vit privé du bureau qui servait de siège à la revue : il fournit alors un nouveau local, rue du Faubourg Saint-Denis, ainsi que les services de sa secrétaire personnelle.

²⁰⁷ Il faut signaler ici, cependant, qu'au terme de la première année, en septembre 1933, environ trois cents abonnements ne furent pas renouvelés. Ils furent remplacés presque immédiatement par de nouveaux abonnés.

²⁰⁸ Mounier et sa génération, p. 87.

²⁰⁹ Mounier et sa génération, p. 124.

Sur le plan intellectuel, l'année 1933 fut aussi assez agitée, des problèmes graves se posant à *Esprit* en général, et à Mounier en particulier. Mounier verra notamment s'éloigner de lui des hommes auxquels il était attaché et qui, après l'avoir encouragé, furent déçus par les premiers numéros d'*Esprit*. C'est ainsi d'abord que Mounier fut amené à rompre avec son ancien maître, Jacques Chevalier, scandalisé par une certaine tendance pacifiste de la revue et par des articles sur l'Allemagne et sur l'objection de conscience dans lesquels il voyait des « appels à la désertion ». Il le dit à Mounier dans une série de lettres de décembre 1932 à janvier 1934, finissant par lui écrire : « Je ne sais qui vous a tourné la tête ²¹⁰. » Jacques Maritain, pour sa part, après avoir collaboré aux six premières livraisons, ne ménagea pas les objections et les mises en garde, reprochant à Mounier de ne pas avoir fait d'*Esprit* une revue intégralement chrétienne et de trop sacrifier à une mystique « révolutionnaire » à ses yeux ambiguë et s'inquiétant par ailleurs de ce qu'il appelait les « niaiseries kérenskystes » de la *Troisième Force* ²¹¹. D'un autre côté, François Mauriac, en première page de l'*Écho de Paris*, en mars 1933, s'en prit assez violemment à ceux qu'il appelait de « jeunes bourgeois révolutionnaires », en qui il ne voulait voir que « des diplômés aigris, sans emploi ». Toutefois, quelques semaines après, il devait nuancer sa position écrivant à [146] l'un des collaborateurs d'*Esprit* : « Pas d'opposition systématique, réaction isolée, inquiète, mais profonde amitié, dites-le à Mounier. »

Une menace sérieuse vint aussi peser sur la revue au point de vue spirituel et religieux. En mai 1933, l'Archevêché demanda un rapport sur *Esprit* dont les positions lui semblaient aventureuses. Mounier, très alarmé, pria un ecclésiastique ami de soutenir son point de vue. Cette intervention rassura le Cardinal qui renonça à toute mesure. Il semble que, dans cette occurrence, comme plus généralement dans les rapports assez difficiles que la revue eut avec les autorités ecclésiastiques, Maritain ait, malgré ses réticences, joué un peu un rôle de caution morale et doctrinale.

Cependant, une autre crise se préparait, intérieurement celle-là, qui allait profondément diviser l'équipe de Font-Romeu au sujet des rapports d'*Esprit* et du mouvement de la *Troisième Force*. Pendant de longs mois, des discussions extrê-

²¹⁰ Cité par A. Béguin, *Esprit*, décembre 1950, p. 982.

²¹¹ Mounier et sa génération, p. 125.

mement vives devaient opposer, de vive voix ou par écrit, Izard et Mounier, représentants des deux tendances antagonistes. Malgré les risques qu'elle fit courir à la revue, cette crise contribua à préciser ce que devait être, selon Mounier, la mission spécifique d'Esprit. Elle fut aussi très significative de ce qu'était la personnalité profonde de Mounier et de ce qu'était à ce moment son attitude à l'égard de la politique et des problèmes de l'action temporelle.

« ESPRIT » ET LA « TROISIÈME FORCE ».

Le mouvement destiné à faire passer dans la réalité politique les principes fondamentaux définis par Esprit, ce mouvement qui déjà, dès avant sa naissance, avait commencé à diviser ses promoteurs, vit le jour en novembre 1932. C'est à la fin de ce mois que Duveau, Izard et Galey le baptisèrent du nom très symptomatique de Troisième Force, exprimant par-là leur volonté de rechercher une troisième voie au-delà du capitalisme et du communisme. Il semble que le choix de cette dénomination ait été influencé par un article intitulé « Chronique de la Troisième Force » publié par A. Marc dans le second numéro d'*Esprit*.

À la fin de l'année 1932, la *Troisième Force* ayant « un nom, un local, des cartes ²¹² », commença à recruter des adhérents dont le chiffre ne devait guère dépasser la demi-douzaine de miniers. À la tête du mouvement se trouvait un « délégué général », Georges [147] Izard, assisté de deux adjoints, Louis-Émile Galey pour la propagande, André Déléage pour les problèmes d'organisation et de service d'ordre. Cette structure était complétée par l'existence d'un « Comité central consultatif » qui se réunissait Rue de Sèvres dans un « hangar de torchis au flanc d'une cour pavée », découvert à grand-peine par Catherine Izard.

Malgré un nombre d'adhérents limité et un nombre de militants plus limité encore, la Troisième Force n'en eut pas moins dans les années 1933-1934 une activité intense, surtout dans la région parisienne. Des séances de travail pour définir le programme du parti avaient lieu plusieurs fois par semaine engendrant des discussions passionnées. Les dirigeants et les militants les plus dévoués s'attachaient à multiplier les réunions publiques à Paris (une au moins chaque semaine) et en

²¹² Mounier, Mounier et sa génération, p. 112.

province. Par ailleurs, les commandos du mouvement entraînés par André Déleage ne craignaient pas d'aller porter la contradiction chez leurs adversaires de droite, n'hésitant pas éventuellement à faire le coup de poing contre les Jeunesses patriotes ou contre les Camelots du Roi.

Mais, à peine née, la Troisième Force allait être la source d'une division entre ceux qui étaient surtout soucieux d'action immédiate et ceux qui, comme Mounier, accordaient la première place à un travail de réflexion intellectuel et doctrinal. Dès décembre 1932, alors qu'il n'avait pas encore de griefs précis à formuler contre le mouvement naissant, Mounier notait déjà dans son journal : « Cela m'excite, m'anime comme un beau mouvement humain quand je suis avec eux, mais au fond m'intéresse très peu. Je ne boude pas, j'en reconnais la nécessité, au moins l'utilité probable, mais je n'ai de liaison spirituelle avec eux que par le cœur d'Izard ²¹³. » Quelques jours plus tard, en remarquant qu'il lui était impossible de donner à la Troisième Force « les réserves de son cœur », il s'avouait lucidement les raisons de ses réticences : « L'action comme telle (...), au sens où l'on dit action tout court pour signifier action politique, avec son débordement verbal et sentimental - même parti d'un cœur généreux - avec, sa lourdeur, sa préoccupation de succès, m'a toujours paru grossière ²¹⁴. »

En fait, le Mounier des années 1932-1934 restait profondément marqué par la pensée de Péguy et par la crainte de voir la « mystique » qui avait été à l'origine d'Esprit se dégrader en « politique ». Et, de fait, assez rapidement, l'évolution de la Troisième Force lui [148] parut justifier ses inquiétudes : « Le mouvement, écrira-t-il à la fin de mars 1933, incline vers un esprit proprement politique, c'est-à-dire trop souvent vers l'opportunisme (malgré la foi) et l'extériorisation ²¹⁵. » Ce texte résume assez bien les raisons - opportunisme et extériorisation - qui allaient amener Mounier à prendre progressivement ses distances vis-à-vis du mouvement et à multiplier à Izard les avertissements sur les déviations de son action.

Mounier s'irrita d'abord de ce que des considérations tactiques viennent compromettre la mission spécifique de la *Troisième Force*, la conduisant à flotter « entre les mystiques existantes, du néo-radicalisme de Valabrègues au néo-

²¹³ Mounier et sa génération, p. 107.

²¹⁴ Ibid., p. 111.

²¹⁵ Mounier et sa génération, p. 119.

communisme de Bergery, au lieu de travailler à approfondir sa mystique propre ²¹⁶ ». Il n'était pas loin non plus de partager les inquiétudes de Maritain devant les complaisances du mouvement pour le communisme, lequel mouvement allait jusqu'à déclarer : « Nous pourrions faire d'abord la révolution collectiviste avec les communistes, puis nous ferons notre révolution personnaliste ²¹⁷. » Répondant implicitement à de telles affirmations, Mounier avertissait au contraire Izard « qu'il faut être convaincu qu'une philosophie de la Personne est aux antipodes des philosophies communistes ²¹⁸ ». Plus généralement, quoique étant lui aussi soucieux de « s'appuyer sur le peuple et de se faire accepter », Mounier reprochait au mouvement, tout en louant sa « volonté acharnée et juste de ne pas rompre avec le prolétariat ²¹⁹ », de trop solidariser la « primauté du spirituel » avec une équivoque « mystique de gauche ²²⁰ ».

La pureté spirituelle de Mounier fut d'autre part douloureusement affectée par « l'activisme » qui orienta peu à peu la Troisième Force vers une action purement extérieure, négligeant trop, à ses yeux, sa propre purification intellectuelle et spirituelle. Écrivant à Izard, il soulignait ainsi, à propos de la référence à la « primauté du spirituel », que, « pour la moitié des types de la Troisième Force, ce n'est qu'une formule ²²¹ », et il notait dans son journal personnel : « Un accent spirituel ou chrétien les gêne malgré eux... ²²² ». Tentant de redresser cette tendance, il insistait sur la [149] nécessité de la méditation doctrinale, déclarant : « Une action qui ne se nourrit pas continuellement dans la substance de cette méditation, qui est une vie intérieure, perd son âme et celle des autres ²²³. » Pour Mounier en effet la révolution économique et sociale était alors indissociable d'une conversion intérieure dont lui paraissaient trop peu soucieux les hommes de la Troisième Force qu'il voyait « perdre le contact d'eux-mêmes, le sens de la méditation, le sens de l'insuccès ²²⁴ ». Résumant en quelques mots ses divergences les plus profondes

²¹⁶ Lettre à Izard (11 avril 1933), *ibid.*, p. 122.

²¹⁷ *Esprit*, n° 8, mai 1933, p. 292.

²¹⁸ Lettre à Izard (6 septembre 1933), *Mounier et sa génération*, p. 132.

²¹⁹ *Ibid.* p. 154.

²²⁰ *Journal*, *ibid.*, p. 126.

²²¹ Lettre (6 septembre 1933) *ibid.*, p. 132.

²²² *Journal* (1 avril 1933), *Ibid.*, p. 120.

²²³ Lettre à Izard (6 septembre 1933), *ibid.*... p. 132.

²²⁴ Lettre à P. Lederq (7 juin 1933), *ibid.*, p. 127.

avec la Troisième Force, il ajoutait : « Toute leur œuvre tourne à la réussite, toute la nôtre au témoignage ²²⁵. »

Très rapidement, un fossé de plus en plus profond se creusa donc entre l'équipe d'Esprit et celle de la Troisième Force. Après s'en être entretenu avec Izard, Mounier, dès le mois de mai 1933, estimait inévitable « la rupture avec la Troisième Force à échéance plus ou moins longue pour notre mission même ²²⁶ ». De fait, elle ne tarda pas car, quelques jours plus tard, Izard - à qui Bergery venait d'offrir de participer à la rédaction du manifeste pour un « Front commun antifasciste » - proposa à Mounier de se retirer d'Esprit, qui resterait pendant quelque temps sans parler du mouvement. Ce changement fut porté à la connaissance des lecteurs dans un éditorial signé d'Izard et Mounier en juillet 1933. Ce texte, en rappelant « qu'Esprit n'est l'organe d'aucun mouvement politique », annonçait la rupture tout en s'efforçant de la présenter comme un événement prévu dès l'origine : « Nous avons décidé que la revue et le mouvement d'action resteraient quelque temps mêlés pour pouvoir s'appuyer l'un l'autre dans leur départ et que Georges Izard abandonnerait son titre de rédacteur en chef à Esprit le jour où son mouvement aurait une existence officielle et une vie suffisamment forte pour être autonome. Il le fait par cette déclaration commune ²²⁷. »

Désormais, la revue et le mouvement étaient totalement indépendants. Toutefois, des relations personnelles demeurèrent. Mounier continua de suivre de près les activités de la Troisième Force et à faire part à Izard de ses observations critiques sur l'évolution de son mouvement de plus en plus absorbé par l'activité politique au sens le plus restrictif du terme. Les ponts entre *Esprit* [150] et la *Troisième Force* ne furent définitivement coupés qu'en novembre 1934, lorsque celle-ci fusionna avec le Front commun de Bergery pour donner naissance au Front social qui survécut jusqu'en 1936. Mounier notait alors à propos de ceux qui avaient été ses premiers compagnons et pour qui la revue n'avait été qu'un passage : « Ils se sont rués dans les méthodes politiques habituelles. Ils ont éreinté des dévouements splendides dans une agitation vaine (...) Et puis leur vocation spirituelle était comme une phosphorescence de leur enthousiasme politique, mais l'enthousiasme

²²⁵ Ibid., p.126.

²²⁶ *Journal* (23 mai 1933). *ibid.*, p. 126.

²²⁷ *Esprit*, n° 10, juillet 1933, p. 456.

politique était premier (...) Sans ascèse, sans réflexion sur soi, il ne pouvait conduire qu'à la facilité ²²⁸. »

La méfiance éprouvée par Mounier à l'égard des formes classiques de l'action politique, méfiance renforcée par ce qu'il considéra très vite comme l'échec de la Troisième Force, le conduisit à s'interroger sur la possibilité d'employer d'autres moyens d'action dans l'ordre temporel. En effet, si Mounier refusa alors très fermement les « partialités et les simplifications » de l'agitation politique traditionnelle, il était néanmoins convaincu de la nécessité de ne pas se limiter à la confection de la revue, sachant très bien que la seule proclamation des idées *d'Esprit* ne suffirait pas à assurer leur triomphe. Souci de l'efficacité temporelle et souci de la pureté spirituelle et doctrinale, telles étaient les données du problème auquel Mounier s'attacha durant l'année 1933 à apporter une solution, une solution qui, par certains côtés, fut finalement assez proche des techniques préconisées par *l'Ordre Nouveau*.

Assez rapidement en effet, Mounier opposa à Izard, partisan des méthodes d'action de masse, ce que l'on pourrait appeler une théorie des « minorités agissantes ». Évoquant le choix possible : « petit noyau explosif (et alors sévérité pour les hommes) ou recrutement politique de masse », il écrivait au chef de la *Troisième Force* : « Je suis de toute ma foi pour le petit noyau, parce que le nombre n'est qu'une illusion. Il faut, une fois pour toutes, discerner et choisir entre les forces réelles et les forces apparentes, entre l'histoire et les prestiges ²²⁹. » Quelques mois plus tard, il revenait sur ce même sujet : « Je ne crois plus aux partis et à la politique qu'ils supposent, écrivait-il, mais à de souples organismes minoritaires ²³⁰ » et il ajoutait : « Ce ne sont pas les masses qui font l'histoire, mais [151] les valeurs qui agissent sur elles à partir de minorités inébranlables ²³¹. »

Ces conceptions amenèrent Mounier à s'intéresser de plus près au développement des groupes organisés en province et à l'étranger pour assurer la diffusion de la revue et aussi pour en nourrir la rédaction. Dès qu'il sentit la rupture avec la Troisième Force inévitable, il pensa immédiatement par le biais de ces petits

²²⁸ Mounier et sa génération, p. 154.

²²⁹ *Lettre* (6 septembre 1933), *ibid.*, p. 131.

²³⁰ Lettre à Izard (18 octobre 1934) *ibid.*, p. 153.

²³¹ Lettre à Izard (16 octobre 1934), *ibid.*, p. 152.

foyers à « regrouper une âme autour d'esprit ²³² ». Le numéro de juin 1933 de la revue annonça la création d'une Association des Amis d'Esprit destinée à donner une structure institutionnelle aux groupes existants ou en voie de formation. C'est sut ces petites « cellules » d'amis que Mounier comptait désormais pour donner naissance aux « noyaux explosifs » dont il parlait dans ses lettres à Izard.

Au début de 1934, cependant, toujours dans la même perspective, et tout en continuant de s'occuper activement des Amis d'Esprit, qui eux regroupaient aussi bien des croyants que des incroyants, Mounier s'intéressa vivement pendant quelques mois au projet d'un jeune catholique belge, Raymond de Becker, qui voulait créer une sorte d'« ordre » destiné à regrouper des laïcs catholiques à la fois engagés dans l'action temporelle et soucieux de cette purification spirituelle qu'avait trop négligée la Troisième Force. Mounier s'enthousiasma pour ce projet : « Si le mouvement aboutit, écrivait-il dans son journal, j'aurai enfin quelque chose pour quoi je puisse envisager de mourir sans douter de n'y pas mettre trop cher... ²³³. » Il participa avec Maritain à la rédaction du manifeste du futur mouvement qui devait s'appeler *Communauté*. Mais bientôt l'entreprise tourna court et se perdit dans les sables. Ces nouveaux déboires amenèrent Mounier à reporter tout son effort sur la revue et sur les Amis d'Esprit.

Cette brève aventure de Communauté coïncida d'ailleurs avec de très nettes modifications dans les orientations de la revue. Comme pour tous les autres jeunes mouvements des années 1930, les premiers mois de 1934 eurent une très grande importance, marquant pour *Esprit* la fin d'une période de son histoire. Mounier lui-même, dans cette évocation des premières années d'Esprit dont nous avons déjà parlé, considèrera la date de 1934 comme le début d'une seconde étape de l'existence d'Esprit, celle de « l'engagement » succédant à la période « doctrinaire ²³⁴ ».

²³² Ibid., p. 120.

²³³ *Esprit*, décembre 1950, p. 991.

²³⁴ *Dieu vivant*, n° 16, p. 43 - Sur ce point on pourra aussi consulter l'article de P. Andreu : « *Esprit* : 1932-1940 », *Itinéraires*, n° 33, mars 1959.

[152]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE

3. ESPRIT

Chapitre 3

«Esprit» (1934-1940)

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution d'*Esprit* au cours de l'année 1934 fut due à diverses causes, d'une part, à des changements à l'intérieur de la revue, d'autre part, aux transformations du climat intellectuel et politique au lendemain des événements sanglants de février.

À l'intérieur de la revue, l'année 1934 vit se produire un véritable renouvellement de l'équipe de rédaction qui entourait Mounier. Celui-ci notera en mai dans son journal personnel : « C'est vraiment une nouvelle période qui commence pour *Esprit*. Depuis un an, depuis la dispersion de la première équipe, j'étais seul à tirer le char, seul à sentir l'amitié qui circulait dans le corps et qui n'avait plus de communications latérales. X. avait raison l'autre jour - pourquoi ai-je protesté ? - de dire que, jusqu'ici, *Esprit*, c'était moi et mon histoire personnelle. Non, c'est l'histoire de beaucoup et de combien qui me surpassent en sainteté et en génie : mais, selon les contingences historiques, il faut bien dire que j'étais le seul à soutenir, à

diriger, à centraliser. Il y avait besoin de recréer une communauté. Et voilà que, dès le départ, je la sens renaître comme une floraison précipitée, sans ces éléments impurs qui me donnaient une telle angoisse à Font-Romeu... ²³⁵. »

En 1934, en effet, il ne restait plus beaucoup de participants de la première équipe *d'Esprit*. Les difficultés avec la Troisième Force avaient éloigné de la revue - de manière plus ou moins accentuée selon les personnalités - ceux dont la pensée était surtout tournée vers l'action tels Déléage, Duveau, Galey ou Izard. D'autres se trouvaient requis par d'autres tâches comme, par exemple, Pierre-Henri Simon qui allait collaborer activement à l'hebdomadaire des dominicains Sept. De ce fait, seul un tout petit nombre des collaborateurs de la première heure demeura autour de Mounier, ainsi : [153] E. Humeau, J. Lacroix ou P.-A. Touchard. Mais, parallèlement, de nouveaux noms apparurent de plus en plus fréquemment au sommaire *d'Esprit* : Henri Davenson (pseudonyme d'H. Marrou), René Gosset, Roger Leenhardt, Jacques Lefrancq, Paul-Louis Landsberg, Jacques Madaule, André Miatlev, Marcel Moré, Bernard Sérampuy (pseudonyme de François Goguel), puis, un peu plus tard, Maxime Chastaing, Paul Fraisse, Jacques Perret, François Perroux, Daniel Villey, etc. Ainsi se reforma peu à peu une nouvelle équipe.

Le début de l'année 1934 avait vu aussi le divorce *d'Esprit* avec le groupe de *l'Ordre Nouveau*. En janvier, dans un numéro spécial sur le fascisme, Mounier s'en était pris en effet à ce mouvement prononçant un sévère réquisitoire contre une « Lettre à Hitler » parue dans la revue de *l'Ordre Nouveau* et accusée de manifester trop d'indulgence pour le national-socialisme. Cet article passionné se terminait sur cette violente apostrophe : « Choisissez-vous mes amis ? À peine votre lettre était-elle parue, *le Figaro*, *le Temps*, à savoir le journal des salons et celui des marchands de canons, vous accablaient d'éloges dont, aux beaux temps de la misère, la presse conservatrice n'était pas si généreuse envers nous, presse indépendante (...) Sentez-vous la menace suspendue sur votre intégrité ? Ne savez-vous pas que l'argent est tout prêt, qu'il vous attend si vous voulez vous plier à une révolution pas trop méchante et suffisamment aristocratique ? Mais certaines louanges sont un signe révélateur. Si les mouches rôdent, il y a pourriture,

²³⁵ Mounier et sa génération, p. 142.

cherchons ²³⁶. » En fait, il semble que la « Lettre à Hitler » n'ait été qu'une occasion pour Mounier d'exprimer ce qu'il avait déjà depuis un certain temps sur le cœur. D'une part, le ton systématique et quelque peu suffisant de *l'Ordre Nouveau* l'avait toujours agacé, d'autre part, sur le plan doctrinal, il avait toujours fait des réserves sur le « personnalisme » du mouvement et sur ce qu'il appelait ses « tendances technocratiques ». Par ailleurs, il ne pouvait admettre que les membres de *l'Ordre Nouveau* considèrent *Esprit* comme un instrument au service de leurs visées propres.

La rupture fut consommée en avril lorsqu'*Esprit* publia une lettre du Comité directeur de *l'Ordre Nouveau* qui n'était pas moins aigre que l'article de Mounier et qui s'achevait sur ces mots vengeurs : « *L'Ordre Nouveau* est un mouvement révolutionnaire trop sûr de sa cohérence interne pour se laisser impressionner par les critiques ou les éloges qui lui viennent de l'extérieur, souvent, [154] d'ailleurs, à la faveur de malentendus : *le Figaro*, *Esprit*, *le Temps*, *la République*, *le Populaire*, peu importe, pourvu que tous les milieux soient informés de l'existence d'une doctrine révolutionnaire et d'un mouvement qui, sans faire de bruit, travaille à réaliser la *Révolution de l'Ordre*. Une fois le résultat atteint, nous n'hésitons pas à rejeter les outils usés. Dernier exemple en date : *Esprit* ²³⁷. » Un peu plus tard, cependant, ces oppositions devaient s'atténuer et des contacts personnels se renouer dans les années 1935-1936 ²³⁸.

Cette rupture avec *l'Ordre Nouveau* fut importante à un autre titre. Elle marqua en effet un tournant dans les orientations idéologiques d'*Esprit*. À la fin de sa réponse à la lettre du Comité directeur de *l'Ordre Nouveau*, Mounier déclarait que désormais *Esprit* renonçait à l'emploi de la formule : « Ni droite, ni gauche », et il énonçait sans ambiguïté, quoique dans un style un peu confus, le choix qui était le sien : « Nous avons écrit, nous aussi : ni droite, ni gauche, mais nous pensons seulement qu'aujourd'hui, à gauche, il y a le peuple - non la masse, mais les millions d'hommes où vivent encore, le plus généreusement, conscientes ou non, les valeurs que nous défendons ; qu'à gauche, il y a, par la défaillance des gens de droite, exploité ou non, masqué ou non, le grand courant des réformes sociales ;

²³⁶ *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 540.

²³⁷ *Esprit*, n° 19, avril 1934, p. 200.

²³⁸ Denis de Rougemont continua ainsi de collaborer régulièrement à *Esprit* jusqu'à la guerre, y dirigeant notamment la rubrique « Littérature » dans les années 36-37.

que nous devons balayer, oui, l'énorme et écœurante pourriture de gauche et tout un bazar d'idées de pacotille où l'on étouffé le cœur des simples, où l'on prostitue ses souffrances, ses pénibles conquêtes, ses somptueuses victoires obscures et déshonorées ; - mais qu'à un moment où la moitié du monde de l'argent qui a échappé à la dernière rafle se couvre en face de l'autre d'une pureté usurpée, et entraîne d'aveugles et héroïques préjugés de classe dans une scission définitive avec le prolétariat des pauvres, il est criminel d'encourager en quelque manière la, confusion par une présence même réticente dans leur camp ²³⁹. »

On notera que cet engagement politique d'Esprit ne fut pas immédiatement consécutif aux événements de février 1934. Tout au contraire, l'éditorial que Mounier avait écrit dans le numéro de mars, intitulé « La Révolution contre les mythes », tentait de demeurer au-dessus de la mêlée, dénonçant tous les « mythes », de droite comme de gauche, et refusant de prendre parti entre eux : [155] « Fallait-il donc, déclarait-il, se faire tuer avec les justes colères, pour les intérêts économiques, pour la révolution aristocratique et nationaliste, ou avec les gardes républicains, pour la pourriture parlementaire ? ²⁴⁰ » En conclusion, cet article réaffirmait l'urgence du travail de recherche doctrinale d'Esprit : « Impossible à la Révolution spirituelle, sans se trahir, de s'engager aujourd'hui dans le jeu des politiques ²⁴¹. »

Après la déclaration d'avril citée plus haut, les positions d'Esprit perdirent de leur intemporalité et s'infléchirent nettement vers la gauche. Ceci fut d'autant plus sensible que, sous la pression croissante des événements, *Esprit* fut désormais amené à suivre la courbe de l'actualité de beaucoup plus près qu'aux premiers temps de son existence. Devant la guerre d'Éthiopie en 1935, devant le Front Populaire et la guerre d'Espagne, ses positions coïncidèrent en gros avec celles des partis de gauche : opposition à l'expédition italienne en Éthiopie (Mounier signa le « manifeste des intellectuels de gauche ») ; sympathie nuancée pour le Front Populaire auquel, après « le succès des forces populaires », il adressa un « fraternel salut ²⁴² » ; hostilité immédiate à la « croisade » franquiste. Cette évolution

²³⁹ *Esprit*, n° 19, avril 1934. p. 202.

²⁴⁰ *Esprit*, n° 18, mars 1934, p. 911.

²⁴¹ *Ibid.*, p. 913.

²⁴² « À travers nos angoisses sur l'avenir, nous n'avons pu nous empêcher de laisser monter en nous, ce matin du 4 mai, une joie venant du fond, rejoignant... la vaste rumeur de la joie populaire. » (*Esprit*, n° 45, juin 1936, p. 444-445.)

vers la gauche fut aussi favorisée, sur le plan intellectuel, par une certaine atténuation de son intransigeance doctrinale à l'égard du communisme et du marxisme. Toutefois, si *Esprit* s'engagea alors très nettement dans l'actualité politique, il conserva néanmoins une grande partie de son originalité tentant - sans toujours y parvenir - de ne pas céder aux simplifications partisans et de ne pas abandonner toute lucidité devant le cours des événements, et devant les réactions passionnelles qu'ils suscitaient à droite comme à gauche. C'est ainsi, par exemple, qu'*Esprit* ne dissimula pas le danger que pouvait faire courir au Front Populaire la présence des communistes ²⁴³, non plus qu'il ne dissimulera son échec au début de 1937.

Cet engagement politique d'*Esprit* n'alla pas parfois sans provoquer quelques remous. Ce fut notamment le cas au moment des [156] accords de Munich, en 1938. Après avoir prôné en juin la négociation, Mounier prit, en octobre, une attitude violemment antimunichoise. Ceci ne fut pas approuvé par tous les lecteurs et rédacteurs d'*Esprit* dont certains restaient fidèles aux tendances pacifistes qui avaient été celles de la revue auparavant. Dans les années 1932-1938, en effet, *Esprit* s'était souvent prononcé en faveur d'un dialogue franco-allemand, sous-estimant le danger que pouvait faire courir à la France la renaissance du nationalisme allemand. C'est ainsi, par exemple, qu'il avait prêché la conciliation au moment de la remilitarisation de la Rhénanie. Aussi l'article antimunichois de Mounier provoqua-t-il une controverse à l'intérieur de la revue. Le mois suivant, *Esprit* publia une lettre de protestation signée de Maurice de Gandillac, Roger Labrousse, Marcel Moré et Bernard Serampuy (F. Goguel). Finalement, cette crise se résorba sans avoir pour la revue de conséquences trop graves.

Ce nouveau visage d'*Esprit* dans les années 1935-1940 ne doit pas cependant faire oublier que pendant ces mêmes années se poursuivit le travail de réflexion intellectuel et doctrinal entrepris dès 1932. De nombreux numéros spéciaux sont là pour témoigner de cette continuité dans la recherche : « Pour un nouvel humanisme », « la Colonisation », « le Fonctionnaire et l'Homme », « Anarchie et Personnalisme », « l'Émigration », « La femme aussi est une personne », et, surtout, en octobre 1936, le « Manifeste au service du Personnalisme » rédigé par Mounier

²⁴³ Il disait sa méfiance à l'égard de « l'élément offensif de ce rassemblement (...) le marxisme, c'est-à-dire une conception totale de l'homme et de l'État à laquelle nous ne pouvons adhérer. » (*Esprit*, n° 45, juin 1936, p. 446.)

pour constituer un exposé systématique de la doctrine d'*Esprit* ²⁴⁴. L'œuvre doctrinale restait première dans l'esprit de Mounier. Ainsi que l'a écrit Pierre Andreu, « si Mounier n'a jamais refusé de prendre sa part des grands combats politiques contemporains, il a toujours refusé les prises de position trop particulières, surtout, quand, revêtant un aspect turbulent ou improvisé, elles risquaient de compromettre sa grande œuvre, la poursuite d'*Esprit* ²⁴⁵ ».

Toutefois, en réaction contre l'extrême intransigeance dont il avait fait preuve dans ses démêlés avec la Troisième Force, Mounier fut amené à certains moments au cours de ces années à accepter les risques d'un engagement qui n'était plus seulement au niveau du jugement intellectuel. C'est ainsi qu'en 1935 *Esprit* suscita et [157] soutint à Paris la candidature de Jacques Madaule aux élections du Conseil municipal pour l'opposer à celle de l'ancien préfet de police du 6 février, Chiappe. Cette opération coïncida par ailleurs avec une violente polémique qui opposa *Esprit* à plusieurs publications de droite, polémique au cours de laquelle Mounier s'en prit notamment au général de Castelnau, lui lançant l'apostrophe célèbre et malheureuse : « Général, trois fils n'est-ce point assez ? » Ces polémiques devaient se poursuivre en 1936. Elles faillirent alors entraîner contre *Esprit* une condamnation romaine, la revue ayant été englobée dans les attaques que la presse de droite multipliait contre les « rouges-chrétiens ». En 1938, d'autre part, - après s'être rapproché pendant un temps, en 1936, du Front social - Mounier envisagea même d'animer directement une action politique, décidant, après le Congrès de Jouy-en-Josas ²⁴⁶, de créer au sein des Amis d'*Esprit* des « cellules d'actions » et de fonder un bi-mensuel, *Le Voltigeur*, destiné à permettre une intervention plus rapide et plus directe sur les problèmes d'actualité. Ce bimensuel, dirigé par P.-A. Touchard et par J. Lacroix, parut de septembre 1938 à septembre 1939, date à laquelle sa rédaction fut bouleversée par la déclaration de guerre.

Esprit, quant à lui, malgré le départ de Mounier aux armées, continua à paraître jusqu'en juin 1940. Ainsi, contrairement à *l'Ordre Nouveau* qui avait dû disparaître dès 1937, et, sans doute, parce qu'il sut ne pas reculer devant les risques

²⁴⁴ Malgré sa date, nous serons amené, au cours de la seconde partie de cette étude, à citer en notes certains extraits de ce texte qui constitue un résumé systématique des idées exposées dans *Esprit* entre 1932 et 1936 et qui, à nombre de points de vue, peut être considéré comme encore représentatif de l'*Esprit* des années 1932-1934.

²⁴⁵ *Itinéraires*, n° 33, Mars 1959, p. 43.

²⁴⁶ Depuis 1935, se réunissait annuellement un Congrès des Amis d'*Esprit*.

d'engagements politiques précis, répondant aux vœux de ses lecteurs emportés par le tourbillon de plus en plus pressant des événements, *Esprit* réussit à survivre jusqu'à la débâcle conservant entre 1935 et 1940 une assez large audience puisqu'il réussit durant toute cette période à maintenir son tirage autour de trois mille exemplaires ²⁴⁷.

²⁴⁷ D'après J. Lacroix in « Présence de Mounier », *Frères du Monde*, janvier 1964, p. 16.

[159]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE

**4. UN FRONT COMMUN
DES MOUVEMENTS
DE JEUNES ?**

[Retour à la table des matières](#)

Surgis entre 1930 et 1934, tous ces groupes - Jeune Droite, Ordre Nouveau, Esprit - présentaient un trait assez caractéristique, celui d'être animés par des jeunes hommes dont l'âge moyen se situait entre vingt-cinq et trente ans. Tel était en effet le cas pour la plupart d'entre eux : Daniel-Rops, Jean de Fabrègues, Alexandre Marc, Jean-Pierre Maxence, Emmanuel Mounier, Denis de Rougemont, etc. Thierry Maulnier, né en 1909, était le benjamin de ces « jeunes » tandis que Robert Aron et Arnaud Dandieu, avec leurs trente-cinq ans, en étaient les doyens. Pour l'observateur superficiel, leurs publications en réaction violente contre l'époque n'étaient pas non plus sans présenter quelque parenté. Aussi pouvait-on et peut-on aujourd'hui encore se demander dans quelle mesure ces apparences correspondaient à une réalité profonde, dans quelle mesure ces groupes constituèrent, dans les années 1930-1934, ce que l'on pourrait appeler un « front commun des mouvements de jeunes » ?

La façon dont ces mouvements se jugèrent mutuellement fut d'ailleurs assez ambiguë. En fait, une distinction très nette s'impose entre les rapports de la *Jeune Droite* et *d'Esprit* - rapports empreints de méfiance, sinon d'hostilité - et les rapports plus cordiaux qui furent ceux des deux groupes précédents avec *l'Ordre Nouveau* qui joua de ce fait un rôle de médiateur. Nous verrons aussi l'importance de la césure temporelle constituée par les événements de février 1934 qui compromirent les rapprochements qui avaient pu s'esquisser auparavant.

[161]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**PREMIÈRE PARTIE
4. UN FRONT COMMUN
DES MOUVEMENTS DE JEUNES ?**

Chapitre 1

Rapports tendus entre la «Jeune droite» et «Esprit»

[Retour à la table des matières](#)

La méfiance réciproque qui caractérisa les relations de *la Jeune Droite* et *d'Esprit* s'exprima dès la parution du premier numéro de cette dernière publication. Dans cette première livraison *d'Esprit*, Georges Izard s'en prenait en effet assez vivement à « de jeunes écrivains plus ou moins directement inspirés par les doctrines de *l'Action française*, M. Thierry Maulnier, M. Jean de Fabrègues, M. Jean Maxence [qui] se recommandent du mot révolution ²⁴⁸ ». Les dénonçant comme de « faux spiritualistes » et mettant en doute leur désintéressement, il affirmait que si, un jour, un choix s'imposait entre les tendances représentées par *Réaction* et la *Revue française*, et les tendances marxisantes symbolisées par Eu-

²⁴⁸ *Esprit*, n° 1, octobre 1952, p. 137.

rope ou Monde, il choisirait sans hésitation les secondes, « pour cette raison, en ce cas suffisante, qu'ils sont du côté de ceux qui souffrent ²⁴⁹ ». Quelques lignes plus loin, il ajoutait : « Il fallait que cela fût dit dès le début, M. Maxence est pour nous Monsieur Maxence, un bourgeois, un conservateur, plus un étranger qu'un adversaire. Et Guéhenno, que nous combattons pourtant sur des questions essentielles, je ne puis l'appeler autrement que Guéhenno à la manière des compagnons... ²⁵⁰ »

Une attaque aussi directe ne pouvait évidemment rester sans réponse et la Revue française - qui était surtout visée dans cet article pour un texte d'A. Redier, d'ailleurs peu représentatif des tendances propres de la *Jeune Droite* ²⁵¹ - répondit par un écho de la même encre, critiquant « une équipe ivre d'abstractions internationales » et décrivant le premier numéro d'Esprit comme « cent [162] soixante pages d'un ton volontairement trop haut et d'une insupportable tension » où « nagent à plaisir l'illogisme et l'essai d'une terminologie neuve » ²⁵². Maxence, en particulier, n'était pas tendre pour Mounier, lui reprochant son style « d'universitaire qui vise à la littérature » ²⁵³. Jean de Fabrègues pour sa part ne put répondre, Réaction ayant disparu en juillet 1932, que lors de la publication du premier numéro de la Revue du siècle en avril 1933. Évoquant alors les difficultés financières connues par son groupe, il repoussait avec vigueur les insinuations d'Izard : « Quant à nous, écrivait-il, il nous semble avoir fourni d'assez clairs témoignages de notre dévouement à l'esprit, de notre mépris personnel de la matière, pour que nous puissions négliger, non sans tristesse, l'accusation du gendre d'un grand homme du régime ²⁵⁴, lorsqu'il nous traite de faux spiritualistes ²⁵⁵. » Toutefois cette réponse de Fabrègues était en même temps soucieuse de ne pas rompre complètement les ponts, déplorant qu'Esprit paraisse « dépourvu de cet esprit de sympathie (et, entre catholiques, de charité) qu'on pourrait attendre de jeunes hommes attelés à une besogne de sincère défense des âmes (car nous voulons croire Monsieur Izard sincère) » ²⁵⁶.

²⁴⁹ Ibid., p. 138.

²⁵⁰ Ibid., p. 138.

²⁵¹ Pour les raisons que nous avons exposées plus haut p. 56.

²⁵² *Revue française*, décembre 1932, p. 955.

²⁵³ *Revue française*, février 1933, p. 306.

²⁵⁴ Allusion à la parenté de G. Izard avec le ministre radical Charles Daniélou.

²⁵⁵ *Revue du siècle*, n° 1, avril 1933, p. 51.

²⁵⁶ Ibid., p. 47.

On le voit, ces premiers échanges ne furent pas très cordiaux, c'est le moins que l'on puisse dire. Il est à noter cependant deux faits qui limitent un peu la portée des prises de position *d'Esprit*. Tout d'abord, les attaques les plus virulentes contre la Jeune Droite figurèrent souvent dans des articles qui se terminaient par des polémiques avec certaines publications de gauche. C'est ainsi que le texte d'Izard cité plus haut s'achevait sur une défense de la notion de « révolution spirituelle » contre un article de Guéhenno paru dans *Europe*. De même, lorsqu'en 1933 Edmond Humeau écrira qu'« entre les fidèles de Massis, de Mauriac, de Maurras et les révolutionnaires que les œuvres de Bloy, de Claudel et même de Péguy ont amenés à détester la vie bourgeoise, le nationalisme intellectuel, le cléricalisme routinier, une assimilation me semble stupide »²⁵⁷, cette déclaration sera une sorte d'introduction à une contestation vigoureuse des positions de la revue communiste *Masses*. Il semble donc que, dans ces attaques contre la Jeune Droite, il faille faire la part du souci tactique *d'Esprit* de contrebalancer [163] ainsi ses démêlés avec la gauche plus ou moins marxisante, et de sa volonté de ne pas prêter le flanc à des amalgames susceptibles de rendre la revue plus vulnérable dans un dialogue avec ces milieux.

Un autre point est aussi à remarquer ; les attaques d'Izard et d'Humeau furent le fait de militants de la *Troisième Force* dont les préoccupations étaient plus orientées vers la recherche d'alliances pour l'action immédiate que vers la recherche de convergences intellectuelles. De même, du côté de la *Jeune Droite*, les ripostes les plus acerbes vinrent de Thierry Maulnier et de Jean Maxence dont engagement politique dans les années 1933-1934 fut beaucoup plus prononcé que celui de l'équipe de la *Revue du siècle*. Au contraire, ceux qui étaient les plus « doctrinaires », Mounier pour *Esprit*, Jean de Fabrègues pour la *Jeune Droite*, eurent une attitude plus réservée et dans une certaine mesure plus conciliante.

Incontestablement, c'est du côté de la *Revue du siècle* que se manifesta le plus nettement le sentiment que les positions *d'Esprit* et celles de la *Jeune Droite* n'étaient peut-être pas aussi éloignées qu'il pouvait le paraître après ces polémiques. Malgré l'attitude peu engageante *d'Esprit*, la *Revue du siècle* s'efforça en effet, jusqu'à sa disparition, de maintenir la possibilité d'un dialogue. C'est ainsi que Fabrègues écrivait dans la réponse à Izard dont nous avons déjà cité une par-

²⁵⁷ *Esprit*, n° I, juillet 1933, p. 774.

tie : « Nous voudrions lui dire que nous signerions des deux mains toute "la Confession pour nous autres chrétiens" ²⁵⁸ que son ami, Monsieur Emmanuel Mounier, a publiée dans le n° 6 d'*Esprit*, et que, sur ce terrain, on nous trouvera toujours prêts à aider, à pousser, à défendre tout ce qui travaille, tout ce qui construit dans le sens d'une résurrection de l'Europe spirituelle, d'une défense de la France contre le matérialisme ²⁵⁹. » De même, évoquant plus tard les attaques personnelles d'Humeau et d'Izard, il déclarait sa volonté de demeurer sur le terrain des idées : « Refusant, comme nous l'avons toujours fait, de les suivre sur le terrain d'une polémique dont la violence nous apparaît comme toute verbale, c'est-à-dire éminemment faible, c'est à leurs idées que nous voulons nous adresser, tenter de les reconnaître et de nous y reconnaître ²⁶⁰. » Concrètement, ceci se traduisit, en février 1934, par une série d'articles de la *Revue du siècle* exposant ses points [164] d'accord avec *Esprit* (lutte contre le « désordre établi », l'individualisme, le matérialisme, refus du capitalisme et du règne de l'argent, etc.) et exprimant ensuite ses réticences et ses divergences, notamment sur les problèmes de défense nationale et de régime politique, reprochant aussi à *Esprit* un opportunisme de gauche jugé incompatible avec les principes professés par la revue.

Devant ces avances, Mounier, tout en ne manifestant pas une hostilité absolue, demeura très réticent. En novembre 1933, il protestera même contre certains articles rapprochant *Esprit* de ce qu'il appelait « les revues satellites de l'*Action française* » ²⁶¹. Sa position n'était cependant pas sans nuances et il reconnaissait l'originalité de la *Jeune Droite* par rapport à la droite classique, notamment en matière économique : « Depuis quelques années, notait-il, par exemple, nous assistons à un courageux effort d'une certaine jeune droite, pour se désolidariser de la droite économique dont elle était, jusqu'à présent, fût-ce implicitement, solidaire ²⁶². » Il n'ignorait pas non plus les différences existant entre l'équipe de la *Revue du siècle* et celle de la *Revue française*. C'est ainsi qu'il écrivait à propos du numéro de la *Revue du siècle* qui exprimait les divergences de celle-ci avec *Esprit* : « Les rédacteurs de la *Revue du siècle*, qui représentent l'élément le moins

²⁵⁸ Éditorial du numéro sur « Rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi ».

²⁵⁹ *Revue du siècle*, n° 1, avril 1933, P. 47.

²⁶⁰ *Revue du siècle*, n° 10, février 1934, p. 4.

²⁶¹ *Esprit*, n° 25, octobre 1934, p. 152.

²⁶² *Ibid.*, p. 152.

dogmatique de la *Jeune Droite*, se montrent évidemment partagés entre une sympathie profonde, du plus profond d'eux-mêmes, pour nos positions, et de violentes réactions contre elles ²⁶³. » Ces distinctions faites, et tout en admettant l'existence de « certaines analogies de principes et de solutions ²⁶⁴ ». Mounier n'en concluait pas moins qu'*Esprit* se trouvait séparé de la *Jeune Droite* par un « faisceau d'idéologies, de préjugés sociaux, d'habitudes sentimentales et d'entêtements doctrinaux ²⁶⁵ ». Il semble que l'attitude de Mounier ait été elle-même, en la matière, tributaire d'un certain nombre de préjugés, les représentants de la *Jeune Droite* ne pouvant, à ses yeux, se laver du péché d'origine d'avoir été influencés par *l'Action française*.

Pour résumer ce que furent ces relations entre *Esprit* et la *Jeune Droite*, on peut dire que les textes publiés par les deux groupes furent caractérisés par une méfiance réciproque due, semble-t-il, surtout aux antécédents idéologiques que se prêtaient les deux [165] mouvements, les uns voyant dans la *Jeune Droite* une résurgence de *l'Action française*, les autres flairant dans *Esprit* des relents de démocratisme et de pacifisme. Nous avons par ailleurs noté que les oppositions furent plus profondes entre ceux qui étaient engagés directement dans l'action politique qu'entre ceux qui étaient surtout soucieux de recherche doctrinale, une place spéciale étant faite à l'attitude très ouverte au dialogue de la *Revue du siècle*.

Toutefois, quelles qu'aient été les discordances, un fait est évident : ces deux groupes ne purent s'ignorer et ne purent éviter d'avoir à se situer l'un par rapport à l'autre. C'est là quelque chose de très significatif, prouvant qu'ils étaient conscients que des confusions étaient possibles entre leurs publications. D'ailleurs, il semble bien que des contacts personnels aient existé entre certains membres des deux mouvements qui suivaient attentivement leurs travaux réciproques. On vit même Pierre-Henri Simon collaborer à un numéro de la *Revue du siècle* consacré aux problèmes de « L'École dans la Nation ». Ainsi, si l'attitude des deux mouvements fut caractérisée par leur volonté explicite - et plus ou moins accentuée suivant les personnalités - de garder leurs distances, il semble bien aussi qu'il y ait eu

²⁶³ Ibid., p. 156.

²⁶⁴ *Révolution personnaliste et communautaire*, p. 223. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁶⁵ *Esprit*, n° 25, octobre 1934, p. 156.

dans les deux groupes un sentiment plus ou moins implicite de leur parenté et de la convergence de certaines de leurs positions.

[166]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE
4. UN FRONT COMMUN
DES MOUVEMENTS DE JEUNES ?

Chapitre 2

Rôle conciliateur de «L'Ordre nouveau»

[Retour à la table des matières](#)

L'Ordre Nouveau eut, aussi bien avec la *Jeune Droite* qu'avec *Esprit*, des relations très cordiales qu'il s'attacha systématiquement à cultiver, au moins jusqu'en 1934. Ceci tint, d'une part, à la volonté délibérée de ses dirigeants de trouver des alliés dans toutes les directions, et, d'autre part, au fait qu'il était moins prisonnier que les deux autres mouvements de querelles et d'exclusives antérieures. De ce fait, *l'Ordre Nouveau* joua un rôle de médiateur entre les divers groupes de jeunes des années 1930, ceci d'autant plus qu'il fut le mouvement qui accorda la plus grande place à l'idée d'une solidarité de génération.

Avec la *Jeune Droite* des rapports de sympathie s'établirent assez rapidement après la publication de *Décadence de la Nation française* et du *Cancer américain*,

deux livres que celle-ci avait accueillis avec un grand intérêt malgré quelques réticences. En février 1932, *Réaction* ouvrit ses pages à Robert Aron et Arnaud Dandieu pour un article sur « Révolution et religion »²⁶⁶ et Jean de Fabrègues notait : « Devant le monde de la machine, ils sont témoins de son insuffisance pour des hommes complets; ils élèvent, venant de l'autre bout de l'horizon, une protestation spirituelle qui valide et affermit la nôtre²⁶⁷. » Cet hommage avait une particulière valeur car, à ce moment, Aron et Dandieu apparaissaient encore comme des auteurs dans la mouvance d'Europe. Parallèlement, en avril 1932, Alexandre Marc écrivait dans *Plans* : « Restons lucides et vigilants à l'égard de ceux qui simulent et qui trahissent. Mais sachons accueillir ceux qui, en suivant des voies différentes de la nôtre, s'élèvent peu à peu à des conclusions identiques. La nécessaire intransigeance révolutionnaire ne doit jamais dégénérer en sectarisme. [167] Et quand des hommes d'un autre bord, des Jean Maxence ou des Thierry Maulnier consacrent leur méditation à la crise totale que traverse actuellement la civilisation blanche, sachons retrouver, sous des expressions divergentes, parfois même contradictoires, la volonté commune d'une génération qui monte²⁶⁸. » À partir de ce moment des contacts personnels existèrent entre les responsables des deux groupes, chacun suivant attentivement les réunions et les publications de l'autre.

Au cours de l'année 1933, les liens entre les deux mouvements furent encore renforcés par la collaboration de plusieurs membres de l'Ordre Nouveau aux revues de la Jeune Droite. Robert Aron, Arnaud Dandieu, Daniel-Rops, René Dupuis, Jean Jardin, Alexandre Marc furent ainsi amenés à participer à un numéro spécial de la Revue française d'avril 1933 intitulé « Témoignages sur la jeunesse française ». Réciproquement d'ailleurs, Thierry Maulnier, que Daniel-Rops présentait comme « un de nos amis »²⁶⁹, contribua à un numéro de la revue de *l'Ordre Nouveau*, sur le thème « Ni droite ni gauche ». Au cours de la même année, d'autre part, Alexandre Marc donna plusieurs articles à la *Revue du siècle* qui déclarait en évoquant les activités des animateurs de *l'Ordre Nouveau* : « Ils travaillent avec leurs amis à construire un ordre social humain, c'est un effort trop près

²⁶⁶ *Réaction*, n° 8, février 1932.

²⁶⁷ *Réaction*, n° 11, juin 1932, p. 34.

²⁶⁸ *Plans*, IIe série, n° 1, p. 7.

²⁶⁹ *Avant-Poste*, février 1934, p. 5.

du nôtre pour qu'il n'ait pas toutes nos sympathies ²⁷⁰. » À l'automne 1933, ce rapprochement faillit même aboutir à une association plus institutionnalisée : « Les contacts entre nos groupes et celui de *l'Ordre Nouveau*, écrivait Jean de Fabrègues à Alexandre Marc, devraient être plus réels cet hiver. J'ai donc pensé à demander à quelques-uns de vos amis de venir à un petit groupe d'études sociales qui va fonctionner cette année assez régulièrement sous l'égide de Réaction et de la *Revue du siècle* ²⁷¹. » Cette proposition ne semble pas avoir eu de suite, sans doute en raison des difficultés que connut alors sur sa gauche *l'Ordre Nouveau*, Esprit lui reprochant ses « compromissions » avec la Jeune Droite.

Avec *Esprit*, les liens de *l'Ordre Nouveau* furent encore plus étroits puisque certains de ses animateurs furent associés à la fondation même du mouvement. Nous avons vu plus haut, en retraçant l'histoire d'*Esprit*, comment Alexandre Marc et Denis de Rougemont [168] furent amenés à participer à la naissance de cette revue et comment Alexandre Marc y fut chargé, durant les premiers mois, d'une rubrique internationale régulière, occupant même, pendant un temps, un bureau au siège de la revue. Si la collaboration des deux groupes, dont il fut le pivot, n'alla pas sans réticences réciproques, notamment de la part de Dandieu et de Mounier, elle n'en exista pas moins jusqu'au début de l'année 1934, une quinzaine d'articles signés des différents responsables de *l'Ordre Nouveau* apparaissant durant cette période dans les sommaires d'*Esprit*. À ceci il faut ajouter de nombreux contacts personnels, par l'intermédiaire notamment d'Alexandre Marc et de Denis de Rougemont pour lesquels Mounier avait le plus de sympathie.

Les responsables de *l'Ordre Nouveau* ne se contentèrent pas de participer ainsi plus ou moins directement aux activités de la *Jeune Droite* ou d'*Esprit*, ils s'attachèrent aussi dans leurs écrits à souligner ce qu'il pouvait y avoir de commun à tous ces mouvements de jeunes. Daniel-Rops remarquait, par exemple, dans son essai sur les Années tournantes, à propos de la *Jeune Droite* : « Ce mouvement, d'une façon globale, se manifeste dans trois revues : la Revue française, *Réaction* et les *Cahiers*. Dans toute la partie critique, c'est-à-dire dans le jugement porté sur la civilisation contemporaine et sur les formes politiques françaises, ces groupes se trouvent à peu de choses près d'accord avec *l'Ordre Nouveau* ou *Esprit* ²⁷². » Il

²⁷⁰ *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. 5.

²⁷¹ Cité par E. Lipiansky, op. cit. p. 83.

²⁷² Les Années tournantes, p. 98.

est intéressant de noter ici, et c'est un autre signe des relations existant entre tous ces groupes, que cet essai de Daniel-Rops fut édité, sur la recommandation de Jean de Fabrègues, par les Éditions du Siècle.

L'Ordre Nouveau était d'autant plus enclin à mettre l'accent sur ces convergences qu'il attachait une très grande importance à l'idée de solidarité de génération et à l'idée d'une mission de la jeunesse française. Ceci apparaît très nettement dans un texte de René Dupuis et Alexandre Marc publié par l'hebdomadaire *Mil neuf cent trente-trois*. Après avoir évoqué « les jeunes revues telles que la *Revue française*, *Réaction*, la *Revue du siècle*, *Esprit*, *l'Ordre Nouveau*, etc., qui surgissent comme une moisson depuis quelques mois », ils déclaraient : « Les revues que nous venons de citer, des livres comme *le Cancer américain*, *Décadence de la Nation française*, *la Révolution nécessaire* de Robert Aron et Arnaud Dandieu, *La crise est dans l'homme* et le *Nietzsche* de Thierry Maulnier, *le Monde sans âme ou Éléments de notre destin* de Daniel-Rops, toutes ces manifestations [169] qui se succèdent sans relâche depuis quelques mois montrent clairement que la France retrouve, parfois dans un bouillonnement d'idées un peu confus, et au-delà d'un statisme mortel et d'un " dynamisme " en folie, sa jeunesse éternelle. Pour réaliser cette " révolution de l'Ordre ", toutes les forces traditionnelles valables paraissent, depuis quelques mois, converger en un mouvement irrésistible des cœurs et des esprits ²⁷³. » Il n'est pas inutile de remarquer, ici encore, que ce texte fut publié dans un hebdomadaire qui était dirigé par Henri Massis et dont Thierry Maulnier était l'un des principaux collaborateurs.

Ainsi, à la question de savoir s'il existait un « front commun » des mouvements de jeunes, *l'Ordre Nouveau* répondait sans aucune hésitation par l'affirmative. « Nous avons l'impression très nette, écrivaient encore René Dupuis et Alexandre Marc, que, d'une façon générale, l'élan de la jeunesse d'après-guerre ne se porte pas vers les partis constitués, et que les groupes tels que la *Troisième Force*, *Esprit*, *Préludes*, et surtout *l'Ordre Nouveau*, et des centres intellectuels tels que *Réaction* ou la *Revue française* expriment dans la diversité de leurs tendances respectives - parfois fort éloignées sur tel ou tel point les uns des autres - l'attitude générale de cette génération. Il est en effet caractéristique, nous semble-t-il, de voir des jeunes gens qui viennent, les uns de *l'Action française*, d'autres

²⁷³ *Mil neuf cent trente-trois*, 18 octobre 1933.

des milieux « conservateurs » ou « modérés », d'autres encore des formations de gauche et d'extrême-gauche, converger vers une sorte de front commun, encore un peu flottant et indéterminé, mais qui se précise un peu plus chaque jour ²⁷⁴. »

Cette tactique de *l'Ordre Nouveau*, consistant à pousser à la constitution de ce « front commun », n'était d'ailleurs peut-être pas dénuée de toute arrière-pensée. Les responsables de *l'Ordre Nouveau* pouvaient estimer en effet que, grâce à la cohérence de leur doctrine et de leur mouvement, ils pourraient jouer un rôle de fédérateur au sein de ce « front » éventuel, et en être, en quelque sorte, le moteur et l'âme. Quoi qu'il en soit et quelles qu'aient été les raisons profondes de son attitude, il n'en reste pas moins que *l'Ordre Nouveau*, entre 1931 et 1934, eut avec la *Jeune Droite* sur sa droite et *Esprit* sur sa gauche, des relations plus que cordiales, ne répugnant pas à s'associer à leurs activités, et n'hésitant pas à admettre explicitement qu'il avait avec ces groupes des positions communes.

²⁷⁴ *Jeune Europe*, p. 209.

[170]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

PREMIÈRE PARTIE
4. UN FRONT COMMUN
DES MOUVEMENTS DE JEUNES ?

Chapitre 3

Du «Front commun» à la «Diaspora»

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir examiné ce que furent les rapports de la *Jeune Droite*, *d'Esprit* et de *l'Ordre Nouveau*, il nous faut maintenant nous interroger sur la réalité de ce « front commun » des mouvements de jeunes des années 1930 dont *l'Ordre Nouveau* faisait état avec insistance. Pour lui, en effet, ce « front commun » existait, ou du moins, était en voie de formation, réunissant tous les groupes de jeunes à la recherche de formules politiques et sociales nouvelles. Dans ce rassemblement, il accordait, nous l'avons vu, une place privilégiée à *Esprit* et à la *Jeune Droite*. Les positions de ces deux derniers groupes étaient en revanche sur ce sujet nettement plus réservées car, si tous deux acceptaient de collaborer avec *l'Ordre Nouveau*, ils étaient beaucoup plus réticents pour s'admettre l'un et l'autre.

Il semble bien, cependant, que l'on puisse dire qu'entre ces mouvements exista, malgré les divergences, entre 1930 et 1934, une fragile unité. Nés d'une même réaction de refus à l'égard de leur époque, ils eurent le sentiment, pendant un temps, d'aller dans le même sens, un sentiment qui, il faut le souligner, fut plus ou moins profond et plus ou moins sincère suivant les groupes et les personnalités. Par ailleurs, ce sentiment fut aussi, pendant la même période, celui d'un certain nombre d'observateurs attentifs au mouvement des idées.

En décembre 1932, un événement contribua particulièrement à donner quelque consistance à cette idée d'un « front commun » de tous les mouvements de jeunes : ce fut la publication par la *Nouvelle Revue française* d'un épais numéro spécial intitulé « Cahier de Revendications ²⁷⁵ ». Ce « cahier », réalisé sous la direction de [171] Denis de Rougemont à l'instigation de Jean Paulhan ²⁷⁶, contenait une douzaine d'articles qui étaient présentés comme l'expression des revendications de la jeunesse française. Tout en témoignant d'une même volonté « révolutionnaire », ces textes se répartissaient en deux catégories : d'une part, ceux des partisans d'une révolution « matérialiste », d'inspiration plus ou moins marxiste, signés de Henri Lefebvre, Philippe Lamour et Paul Nizan ; d'autre part, ceux des tenants d'une révolution « personnaliste », c'est-à-dire, des membres des mouvements que nous étudions : Robert Aron, Arnaud Dandieu, Claude Chevalley, René Dupuis et Alexandre Marc pour l'Ordre Nouveau, Georges Izard, Emmanuel Mounier et Jean Sylveire pour Esprit, Thierry Maulnier pour la Jeune Droite.

Dans la préface et la postface de ce « cahier », Denis de Rougemont, qui en avait été l'initiateur, s'attachait à souligner la convergence des témoignages « personnalistes ». Posant la question : « Est-il possible de définir une cause commune de la jeunesse française, une communauté d'attitude essentielle ? », il répondait : « Il semble que la solidarité du péril crée en nous une unité que n'ont su faire naître ni maîtres ni doctrines, unité de refus devant la consternante misère d'une époque où tout ce qu'un homme peut aimer et vouloir se trouve coupé de son origine vivante, flétri, dénaturé, inverti, saboté. Des groupes tels que *l'Ordre Nouveau*,

²⁷⁵ Dans le même esprit, quoique moins caractéristique parce que réunissant aussi des hommes plus âgés, on peut signaler le recueil *Rajeunissement de la politique* auquel collaborèrent Daniel-Rops, Thierry Maulnier et Jean Maxence.

²⁷⁶ J. Paulhan avait eu l'idée de demander ce travail à Denis de Rougemont à la suite d'un article de celui-ci, intitulé « Cause commune », publié en juillet 1932 dans la revue *Présences*.

Combats ²⁷⁷, *Esprit*, *Plans*, *Réaction*, par leur volonté proclamée de rupture, et, plus encore, par leurs revendications constructives, révèlent peut-être, dans leur diversité, les premières lignes d'une nouvelle révolution française ²⁷⁸. » Et il ajoutait : « Déjà s'affirme, dans l'attitude de tous ces groupes, un véritable acte de présence à la misère du siècle assez nouveau parmi les intellectuels, et si violemment accentué qu'il peut paraître suffisant pour définir un front unique, fût-il provisoire ²⁷⁹. »

Ces articles, publiés dans une revue dont l'audience intellectuelle était relativement grande, eurent un certain retentissement. Ils [172] furent très commentés et très discutés. Ce numéro de la N.R.F. eut même un prolongement sous la forme d'une réunion organisée par l'Union pour la vérité ²⁸⁰ en février 1933, et destinée à informer plus largement le public sur « les positions révolutionnaires non marxistes » de la jeunesse. Daniel-Rops ouvrit la séance par un exposé qui tentait de faire une synthèse des tendances communes ²⁸¹. Suivirent ensuite des déclarations de Mounier ²⁸², Maxence, Rougemont et Dandieu, au nom d'*Esprit*, de *Réaction*, et de *l'Ordre Nouveau*. Quelles qu'aient été les divergences sous les parentés que firent apparaître à la fin du débat les interventions d'Izard, de Thierry Maulnier et d'André Chamson, il n'en reste pas moins que la présence de ces hommes sur la même estrade était déjà en elle-même très significative.

Une autre manifestation de ces convergences fut, après la réunion de *l'Union pour la Vérité*, le numéro d'avril de la *Revue française* auquel collaborèrent responsables de *l'Ordre Nouveau*, Aron, Dandieu, Daniel-Rops, Dupuis, Jardin, Marc, et leaders de la Jeune Droite, M. Blanchot, J. de Fabrègues, T. Maulnier, R. Francis, J.-P. Maxence. Ce fut, malgré l'absence de tout représentant d'*Esprit*, le troisième signe concret des rapprochements qui, à travers réticences et méfiances réciproques, tentèrent de s'opérer au cours de l'année 1933.

²⁷⁷ Le groupe Combat était en réalité un groupe fictif, inventé par Rougemont pour justifier aux yeux de Paulhan la présence dans ce « Cahier » de cinq collaborateurs de l'Ordre Nouveau : A. Dupuis et A. Marc étaient présentés comme les animateurs de ce mouvement fantôme.

²⁷⁸ N.R.F., décembre 1932, p. 838.

²⁷⁹ Ibid., p. 845.

²⁸⁰ Association fondée par P. Desjardin, organisant périodiquement des conférences contradictoires sur les sujets les plus divers.

²⁸¹ Texte reproduit par la *Revue française*, avril 1933. Cf. annexe.

²⁸² Texte reproduit dans *Esprit*, n° 7, avril 1933.

Devant ces signes d'un embryon de « front commun », les réactions des groupes intéressés furent celles auxquelles l'on pouvait s'attendre : approbation de *l'Ordre Nouveau* dont l'initiateur du « Cahier de Revendications », Denis de Rougemont, était membre, et qui s'efforça de donner à cet embryon une existence plus réelle tout au long des mois suivants ; réticences *d'Esprit* qui, bien qu'il ait approuvé, sous la plume de Mounier, l'article publié par T. Maulnier dans le « Cahier » de la N.R.F., s'attachait à souligner que si « des ententes partielles ont rapproché quelques collaborateurs de la *Revue française*, de *Réaction* ou de la *Revue du Siècle* avec *Esprit*, ils ne forment pas chaînon de continuité ²⁸³ » ; réserves enfin de la *Jeune Droite* au nom de laquelle J.-P. Maxence notait, toujours au sujet du « Cahier de Revendications » : « Un témoignage comme celui de T. Maulnier, net, progressif et vigoureux, ou comme celui [173] d'A. Dandieu explique et porte. On y sent en même temps qu'une étude mûrie, une volonté implacable. Les jeunes essayistes *d'Esprit* enrobent des affirmations pleines de bonne volonté dans de si étranges métaphores que tout a l'air de littérature dans un propos qui n'est sûrement pas sans sincérité ²⁸⁴. »

Ces discussions un peu byzantines n'empêchèrent pas qu'un certain nombre d'observateurs accordèrent quelque réalité à l'existence de ce « front commun » des mouvements de jeunes. C'est ainsi que Mounier, en novembre 1933, protestera contre l'assimilation *d'Esprit* à la *Jeune Droite*, faite par « certains organes littéraires de droite ²⁸⁵ ». Une telle assimilation ne fut pas le monopole de la presse de droite. Elle fut aussi le fait de certaines publications de gauche, et, notamment, celui de la revue *Europe*. Celle-ci ouvrit le feu dès août 1932 avec un article de Jean Guéhenno intitulé « Contre-révolution » qui s'en prenait violemment à Daniel-Rops (pour le *Monde* sans âme) et à T. Maulnier (pour la Crise est dans l'homme), ainsi qu'aux publications *Réaction* et *Mouvements*. Il n'hésitait pas à écrire : « On croit voir se constituer des équipes intellectuelles qui, en se donnant des airs d'équipes révolutionnaires, ne songent dans la réalité qu'à prendre la tête de ce dernier mouvement de défense de la bourgeoisie que serait un mouvement national-socialiste français ²⁸⁶. » La même accusation fut reprise en janvier 1933

²⁸³ E. Humeau, *Esprit*, n° 11, juillet 1933, p. 774.

²⁸⁴ *Revue française*, février 1933, p. 306.

²⁸⁵ *Esprit*, n° 14, novembre 1933, p. 281.

²⁸⁶ *Europe*, août 1932, p. 616.

par Paul Nizan sous le titre « Sur un certain front unique » dans un texte qui, en se fondant sur le « Cahier de revendications » de la N.R.F., s'attaquait cette fois nommément à la *Jeune Droite*, à *Esprit* et à *l'Ordre Nouveau*, tous mouvements dont la position « révolutionnaire et spiritualiste » lui paraissait n'être qu'un moyen habile « de protéger l'essentiel de ce monde, en coupant peut-être ses branches les plus mortes » et d'esquiver ainsi la nécessité d'une véritable révolution ²⁸⁷. De même, les quatre premières livraisons de *Commune*, publiées en 1933, comportèrent toutes un ou plusieurs articles attaquant les groupes que nous étudions ²⁸⁸, et Georges Sadoul y dénonçait « les jeunes gens de la *Revue française*, d'*Esprit*, de *l'Ordre Nouveau*, toute cette bohème des cafés où déjà [174] Louis-Napoléon, ce précurseur, allait chercher les lumières intellectuelles de son 18 Brumaire (sic) ²⁸⁹. »

Malgré toutes les réticences de la *Jeune Droite* et d'*Esprit*, un fait assez significatif semble confirmer que ces impressions des observateurs extérieurs n'étaient pas dénuées de tout fondement : lorsque, dans les années 1934-1935, chacun de ces mouvements sera amené à préciser ses positions, il le fera par rapport à celles des deux autres. C'est ainsi qu'en février 1934, la *Revue du siècle* publiera un numéro spécial intitulé « Nos adversaires et nos voisins » consacré à définir ses points d'accord et de désaccord avec *l'Ordre Nouveau* et avec *Esprit*. De même, lorsque Mounier, au début de 1935, réunira ses premiers articles d'*Esprit* dans un volume publié sous le titre *Révolution personaliste et communautaire*, il y ajoutera un assez long appendice pour situer *Esprit* par rapport à la *Troisième Force* et à *Communauté*, mais aussi, ce qui nous intéresse ici, par rapport à la *Jeune Droite* et à *l'Ordre Nouveau*. Ceci confirme implicitement que chacun de ces groupes avait conscience que des confusions avaient été et étaient peut-être encore possibles, et donc, qu'à un moment de leur histoire, entre 1931 et 1934, il y avait eu pendant un temps entre eux une phase de relatif accord.

Un autre fait, dont il ne faut évidemment pas surestimer la portée mais que l'on ne saurait non plus passer sous silence, est à signaler : plus tard, en se retour-

²⁸⁷ *Europe*, janvier 1933, p. 139.

²⁸⁸ G. Servèze, « Note sur *Esprit* », n° 1, juillet 1933 ; P. Nizan, « Les Enfants de la Lumière » ; G. Sadoul, « Quelques études objectives du fascisme » ; n° 2, octobre 1933 ; P. Nizan, « Jeune Europe », n° 3, novembre 1933 ; P. Bartoli, « Crise de croissance et révolution de l'esprit », n° 4, décembre 1933.

²⁸⁹ *Communs*, n° 2, octobre 1933, p. 115.

nant vers leur passé, la plupart des leaders de ces mouvements ont eu rétrospectivement le sentiment qu'avait bien existé entre eux, durant quelques mois, cette « communauté d'attitude essentielle » dont parlait Denis de Rougemont dans le « Cahier de revendications » de la N. R.F. En témoin et en historien, Robert Aron a pu écrire, en retraçant les origines du « courant personnaliste » qui dit-il, s'exprima autour des années 1930 « dans divers mouvements de pensée, dans diverses revues nées à droite ou bien à gauche » : « C'est ainsi qu'il y a eu du personnalisme dans des revues chrétiennes de gauche comme *Esprit* d'Emmanuel Mounier, dans des revues catholiques de droite comme la *Revue française* ou la *Revue du siècle* de Jean de Fabrègues et de Thierry Maulnier ; il s'en est rencontré également dans une revue qui recruta des concours dans tous les milieux, *l'Ordre Nouveau* d'Arnaud Dandieu ²⁹⁰. » Pour sa part, Jean de Fabrègues notera, après avoir évoqué l'histoire des groupes et des publications ayant constitué [175] la *Jeune Droite* : « De ces groupes à ceux qui font la revue *Plans* avec Philippe Lamour (qui fut naguère au *Nouveau siècle*), ou à *l'Ordre Nouveau* avec Daniel-Rops, Robert Aron, Arnaud Dandieu, Alexandre Marc, ou à la *Lutte des jeunes* avec Bertrand de Jouvenel et Pierre Andreu, ou à *l'Homme nouveau* avec Marion et Roditi, ou même à *Esprit* avec Mounier et Izard, court une sorte de commune réaction. On écrira un jour : “la génération de 1930” et c'est vrai ²⁹¹. »

De même, dans une chronique des années 1927-1937, publiée à la veille de la guerre sous le titre *Histoire de dix ans*, Jean-Pierre Maxence devait lui aussi retracer en ces termes les rapprochements qui s'esquissèrent entre 1930 et 1934 : « Il semble alors que pensée et action vont se joindre, au moins chez les jeunes. Presque tous ayant contre la société et la politique présentes porté la même condamnation, on peut espérer qu'ils vont chercher et trouver en commun des voies de salut, des valeurs révolutionnaires fécondes. Entre eux, en dépit des partis, des contacts s'établissent. Les rédacteurs de la *Revue française* venus, les uns des *Cahiers*, les autres de l'Action française, prennent langue, discutent, et sur plus d'un point s'accordent avec les fondateurs de *l'Ordre Nouveau* qui, pour la plupart, viennent du marxisme. Des dialogues ont lieu où, sans que nul n'abandonne ses positions propres ou sa dignité, les point de vue se confrontent, s'équilibrent et se rappro-

²⁹⁰ Histoire de Vichy, p. 200.

²⁹¹ Maurras et son Action française, p. 342.

chent ²⁹². » Après avoir évoqué la naissance d'*Esprit* et le « *Cahier* » de la N.R.F., il ajoutait avec une certaine nostalgie : « On ne pense point sans quelque regret et sans quelque orgueil à ces années où l'on ne discutait point, où l'on ne s'opposait point dans la haine, où tous, ayant le sentiment d'une révolution à opérer, d'une profonde transformation à appliquer à la société, à la politique, à la culture, on essayait de faire ensemble cette révolution, au moins d'en jeter ensemble les bases (...). On se prend à rêver de ce que, aujourd'hui, pourrait être l'atmosphère française, si ce qui fut alors ébauché avait abouti... ²⁹³ »

Mounier lui-même allait dans le même sens et citait en les approuvant ces dernières lignes de Maxence dans le compte rendu qu'il fit, dans *Esprit*, de ce livre dont il écrivait qu'il était « un de ceux où notre génération reconnaîtra son meilleur visage ²⁹⁴ ». On [176] rappellera aussi que c'est dans cette recension que Mounier affirmait : « Les Cahiers 1928 de Maxence ont été un des essais par lesquels *Esprit* se chercha avant de se réaliser. » Quelques semaines plus tard, revenant sur ce sujet, il ajoutait : « Le segment de génération qui atteignit ses vingt ou vingt-cinq ans dans les premières années trente connut, de 1931 à 1935, une singulière effervescence. Se rappelle-t-on encore ce foisonnement de petites équipes, semblables à ceux qui préludent toujours aux mouvements de quelque puissance ? Une jeune droite en rupture avec le capitalisme et le conservatisme social à 1929, à *Réaction* et à la *Revue du XXe siècle*, une jeune gauche en froid avec l'orthodoxie socialiste à *Révolution constructive*, et à *l'Homme réel*, *Esprit*, *l'Ordre Nouveau* et la *Troisième Force* en formation hors cadres, pour ne citer que les plus marquants ; il semblait que la vieille armature rouillée de notre pays cédait à une poussée générale de vie. Quoi qu'il en ait été des événements qui ont suivi, ces équipes entretenaient, même en s'opposant, plus de fraternité réelle et de volontés communes qu'il n'en existait entre chacune d'elles et la droite ou la gauche où l'on a voulu les bloquer ²⁹⁵. » Ainsi Mounier, lui non plus, n'était pas étranger à ce sentiment rétrospectif d'une certaine unité des mouvements de jeunes nés entre 1930 et 1934.

²⁹² Histoire de dix ans, p. 161-162.

²⁹³ Ibid., p. 165.

²⁹⁴ *Esprit*, avril 1939 » p. 129.

²⁹⁵ Courrier de Paris et de la Province, juillet 1939, p. 28.

On ne saurait cependant dissimuler que cette unité était fragile. Nous avons vu que si *l'Ordre Nouveau* ne faisait pas de difficulté pour l'admettre, il n'en était pas tout à fait de même pour la *Jeune Droite* et pour *Esprit*. Il faut souligner aussi qu'à l'intérieur de chacun des groupes existaient sur cette question des divergences, les fidèles de la *Jeune Droite* ou d'*Esprit* n'étant pas tous disposés à approuver les ouvertures, même réticentes, de Fabrègues ou Mounier. En fait, il semble bien que, si unité il y eut, la manifestation la plus concrète en ait été l'existence dans toutes ces revues d'un ensemble de thèmes plus ou moins communs. En effet, si l'unité « subjective » de ces mouvements peut faire question, il semble, en revanche, que l'on ne puisse guère mettre en doute l'existence « objective » d'un état d'esprit commun dont nous essayerons d'analyser le contenu dans la seconde partie de notre étude, un état d'esprit assez caractéristique pour que l'on puisse parler à son propos d'un véritable « esprit de 1930 ».

Cette relative unité ne survécut cependant pas aux événements de février 1934. Ces événements provoquèrent en effet ce que Mounier devait appeler la « diaspora » : ces mouvements se reclassèrent [177] alors, tout en gardant une certaine originalité, dans des cadres plus classiques, la *Jeune Droite* se rapprochant de l'extrême droite traditionnelle ou fascisante, et *Esprit* s'engageant résolument dans une politique de gauche. À partir de ce moment, les événements devenant de plus en plus pressants, les passions partisans allaient transformer ce qui n'était jusque-là que des divergences intellectuelles en affrontements violents rendant impossibles les rapprochements sur « l'essentiel » qui avaient pu s'esquisser dans les années 1930-1934.

L'éclatement de cet embryon de « front commun » se concrétisera en février-mars 1934 par trois événements significatifs et symboliques. Ce fut d'abord, en mars, la publication du numéro manifeste de *l'Ordre Nouveau*, « Nous Voulons », point de départ de l'évolution de ce mouvement vers un programme de plus en plus dogmatique et systématique. Ce fut, d'autre part, dans la livraison de mars d'*Esprit*, le second et dernier acte de la polémique entre Mounier et *l'Ordre Nouveau* qui aboutit au divorce des deux groupes. Ce fut enfin ce numéro de février de la Revue du siècle dont nous avons déjà parlé, qui exposait ses points d'accord et de désaccord avec *Esprit* et *l'Ordre Nouveau*. Ces trois publications marquèrent la fin de l'éphémère « front commun » qui avait paru se constituer entre 1931 et 1934.

Finalement, Mounier résumera assez fidèlement (malgré quelques traits polémiques) l'histoire de ces mouvements de jeunes lorsqu'il écrira en novembre 1935 dans *Esprit* : « Voici trois ou quatre ans que foisonnent ce qu'on est convenu d'appeler entre vrais adultes les mouvements de jeunes (...) Leur histoire est passée dans ces quatre années par deux phases bien distinctes ; la première, très courte, fut celle de l'accord, purement négatif (au moins semblait-il) dans la révolte. C'est la période où les enquêteurs du mois de juillet confondaient dans un même faisceau les jeunes droites de *Réaction* et les bouillants révolutionnaires de la *Troisième Force*, sans savoir très exactement eux-mêmes s'ils ironisaient sur leur sujet ou s'ils anticipaient génialement l'avenir (...) Puis vint la diaspora : elle ne fut pas sans céder à cette vieille et résistante manie qu'ont les Français d'aligner leurs idées et leurs troupes sur une échelle droite-gauche. Les premiers venus commencèrent à délimiter leurs frontières. Tout au bout à gauche se plaça la *Troisième Force* (...) Les quelques doctrinaires qui se groupèrent autour de la Revue du siècle et dans les jardins d'enfants officieux de *l'Action française*, s'ils apparaissaient bien turbulents à leur noble grand-mère, et, de fait, affirmèrent des positions hardies en économie, [178] montrèrent bientôt, par leurs fidélités, par leurs alliances, par leurs méthodes, qu'ils ne tendaient qu'à rendre l'intelligence et la ruse à une droite émoussée et sans foi ; après le 6 février, il n'y eut plus d'ambiguïté possible. Le reste, tout en résistant à ce système de repères, se différenciait cependant. On vit *Esprit* qui, pendant un an, avait travaillé en étroite union avec la *Troisième Force* et *l'Ordre Nouveau* reprocher à la première de s'empresse trop vite vers la gauche, sans en purifier suffisamment les mystiques les plus vieilles, aux seconds de céder aux inclinations inverses. Lui-même se voyait un peu rabroué de part et d'autre... ²⁹⁶ »

²⁹⁶ *Esprit*, n° 32, p. 275-276.

[179]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE

«L'ESPRIT DE 1930»
ESSAI DE SYNTHÈSE
IDÉOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[181]

Dans cette seconde partie, nous tenterons de faire une synthèse des thèmes essentiels développés dans les revues de jeunes des années 1930-1934, essayant ainsi de préciser le contenu de cet « esprit de 1930 » dont ces revues furent l'expression. Cette description nous permettra aussi d'évoquer les divergences qui pouvaient exister sous les parentés et de montrer que cet « esprit de 1930 » fut à la fois un et divers, un même vocabulaire recouvrant parfois des oppositions non négligeables sur certains points.

Il faut préciser immédiatement que cet exposé, conçu comme un essai de synthèse sur « l'esprit de 1930 », ne saurait en aucune façon avoir la prétention de présenter une description exhaustive des positions doctrinales de chacun des mouvements, Jeune Droite, Ordre Nouveau ou Esprit. Il se veut essentiellement une vue d'ensemble des thèmes qui, par leur convergence, permettent de parler de l'existence d'un « esprit de 1930 » et non une analyse détaillée de ses composantes.

Ces thèmes peuvent être regroupés autour de trois grandes directions. On trouvait tout d'abord dans ces revues une critique virulente du monde politique, social, économique, intellectuel et spirituel des années 1930, une critique de ce qu'Esprit allait appeler le « désordre établi ». De cette critique du désordre établi, ces mouvements concluaient à la nécessité d'une révolution dont ils s'attachaient à préciser les modalités avant de définir des propositions constructives destinées à permettre de bâtir un ordre nouveau.

[183]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE

**1. RUPTURE AVEC
LE DÉSORDRE ÉTABLI**

[Retour à la table des matières](#)

« Il est difficile d'imaginer, quand on ne l'a pas vécu, a écrit Pierre Andreu, la révolte qui soulevait alors la jeunesse intellectuelle - maurrassiens, marxistes, chrétiens - contre un monde d'imposture qui lui faisait horreur ²⁹⁷. » Ce refus du monde installé des années 1930 constitua l'une des positions les plus caractéristiques de tous les mouvements de jeunes de ces années. Dégoût, rupture, refus, révolte, tels sont les mots qui revenaient le plus souvent dans leurs publications, exprimant la réaction commune qui fut à l'origine de leurs recherches. Comme le constatait l'un d'entre eux en 1934 : « Contre l'égoïsme obtus du monde bourgeois-libéral, contre le matérialisme économique et spirituel, contre l'impuissance d'une politique sans esprit et sans âme, cette génération est en effet tout entière dressée ²⁹⁸. »

²⁹⁷ *Arts*, n° 561, 28 mars 1956.

²⁹⁸ J. de Fabrègues, *Revue du siècle*, n° 10, février 1934. p. 3.

Cette attitude de refus n'était pas seulement celle de jeunes hommes traversant leur crise d'originalité juvénile, elle s'enracinait dans des réactions plus profondes. « Ce refus, dira plus tard Jean-Pierre Maxence, nous ne le cherchions pas. Il n'était pas chez nous une attitude littéraire, un a priori, un mouvement de jeunesse. Tout nous l'imposait, la raison comme la dignité (...) Si notre combat a un sens c'est celui d'une génération qui, pour se trouver une raison de vivre, qui, pour vivre, a dû constamment s'opposer à l'atmosphère et aux atteintes de son temps. Notre expérience a été une expérience contre l'époque. C'est vrai pour les plus "révolutionnaires" d'entre nous comme pour les plus "réactionnaires". Nul parmi nous ne s'est satisfait du monde présent, que les médiocres. Et ce n'était pas là question d'âge mais d'esprit, procès d'individus mais de valeurs. L'événement est venu [184] nous chercher. Il nous a forcés à le peser. Le monde nous a saisis, emportés ; il nous a contraints à le rejeter (...) Nous n'avions pas le goût du refus. Il nous a fallu pourtant ou nous renoncer ou refuser ²⁹⁹... »

Comme le remarquait Maxence, c'est dans cette révolte contre l'ordre établi que la communion de tous les mouvements de jeunes des années 1930 fut la plus grande. Cet accord peut sembler à première vue assez négatif. Il n'en fut pas cependant tout à fait ainsi car, par ce qu'ils refusaient comme par les raisons qu'ils donnaient à leur refus, ces groupes présentaient une originalité certaine, esquissant déjà implicitement des positions plus positives et plus constructives. À un critique qui reprochait à *Esprit* son côté destructeur, Mounier répondait : « Une grande foi commence par porter le fer et le feu. Elle atteste la pureté : il y aura toujours assez de volontaires pour les compromis. C'est une position singulièrement "constructive" en certaines époques de l'histoire où tout le monde accepte et se soumet, que d'amener les hommes à dire : non avec colère. On croit que nier c'est nier : mais ce sont les oui, quand ils consentent à la médiocrité, qui sanctionnent la démission de l'homme ³⁰⁰. »

Dans cette dénonciation passionnée du désordre établi apparaissait notamment la problématique très caractéristique de ces publications. Celles-ci ne se bornaient pas, en effet, à analyser le désordre politique, économique ou social, elles allaient plus loin diagnostiquant, au-delà de ces symptômes jugés superficiels, une crise

²⁹⁹ Histoire de dix ans, p. 11 - 12.

³⁰⁰ *Esprit*, n° 7, avril 1933, p. 4.

des valeurs essentielles et, plus généralement encore, une crise de civilisation, une crise de l'homme du XXe siècle.

[185]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**DEUXIÈME PARTIE
1. RUPTURE AVEC LE DÉSORDRE ÉTABLI**

Chapitre 1

Le désordre international

[Retour à la table des matières](#)

En matière internationale, tous ces mouvements s'accordaient pour dénoncer l'incapacité des pays européens à réaliser un ordre stable, à organiser une paix durable. L'Europe des années 1930 leur apparaissait comme une Europe de la peur qui, « douze ans après la guerre, sent encore la poudre » ³⁰¹, donnant le spectacle « d'une mêlée confuse où chacun, nerveux, inquiet, interroge ses voisins du regard du peureux » ³⁰². Pour ces jeunes hommes, la guerre de 1914 et les traités qui avaient suivi n'avaient rien réglé et ils n'étaient pas loin de voir dans la « fausse paix » de l'après-guerre qu'un « armistice prolongé » ³⁰³ entre « des peuples dont chacun n'aime que lui-même, qui soufflent plutôt qu'ils ne sont en paix, dont le répit subsiste comme un faisceau de défiances et de haines maintenu par la peur provisoirement plus puissante que la guerre » ³⁰⁴.

³⁰¹ R. Magniez, *Réaction*, n° 1, avril 1930, p. 21.

³⁰² Daniel-Rops, *les Années tournantes*, p. 130.

³⁰³ R. Magniez, *Réaction*, n° 1, avril 1930, p. 21.

³⁰⁴ G. Izard, *Esprit*, n° 2, novembre 1932, p. 219.

Désarroi, chaos, tels leur semblaient être les mots les plus adéquats pour décrire la situation de l'Europe devenue, selon eux, un « conglomérat de nationalismes »³⁰⁵. Sur ce point, de la *Jeune Droite* à *Esprit*, il y avait unanimité et *l'Ordre Nouveau* exprimait un sentiment commun lorsqu'il s'inquiétait de la cristallisation de l'Europe en clans rivaux, constatant : « Les nations sont enfermées dans une autarchie spirituelle, politique, économique de plus en plus absolue. Elles tendent irrésistiblement à se constituer en monades sans porte ni fenêtre, toutes hérissées de crainte et de haine les unes envers les autres »³⁰⁶. »

Cette instabilité de la situation internationale était d'autant [186] plus ressentie par ces mouvements qu'ils représentaient la génération sur laquelle aurait pesé en premier le poids d'une guerre éventuelle. Ils considéraient d'ailleurs la guerre, avec son cortège de deuils et de destructions, comme une menace précise et, en juillet 1931, la revue *Plans* publia un numéro spécial à forte saveur pacifiste intitulé « La guerre est possible ».

Quelles qu'aient été leurs inquiétudes, ces groupes ne se contentaient pas d'un simple constat de l'état de crise qui caractérisait les relations internationales. Ils s'attachaient à en rechercher les causes, faisant, en premier lieu, le procès des deux piliers institutionnels sur lesquels reposait l'Europe de l'après-guerre : le Traité de Versailles et la Société des Nations.

Le Traité de Versailles, œuvre « d'un homme du XIXe siècle, Clemenceau », et « d'un Américain visionnaire et attardé »³⁰⁷, faisait l'objet de sévères critiques, car il était rendu responsable au premier chef du désordre européen. On reprochait à ses auteurs de n'avoir pas su construire une Europe juste et durable, mais d'avoir « cherché à dissimuler des égoïsmes féroces sous un sentimentalisme de bas étage, le tout enveloppé d'hypocrisie puritaine et de rhétorique démocratique »³⁰⁸. Jean-Pierre Maxence parlera, comme les Allemands, de « l'hypocrisie de Versailles », résumant ainsi l'opinion générale de tous les jeunes mouvements. Plus profondément, était aussi mis en cause le vieux principe des nationalités que le Traité de Versailles avait vu resurgir, engendrant l'affrontement de nationalismes exacerbés, notamment par suite de l'émiettement de l'Europe centrale. Daniel-Rops

³⁰⁵ T. Maulnier, *Demain la France*, p. 64.

³⁰⁶ R. Dupuis, *Ordre Nouveau*, n° 15, novembre 1934, p. 31.

³⁰⁷ Daniel-Rops, *les Années tournantes*, p. 142.

³⁰⁸ A. Marc, *Ordre Nouveau*, n° 2, juin 1935, p. 23.

soulignait par ailleurs l'incohérence des principes directeurs qui avaient inspiré le Traité et qui faisaient voisiner le principe désuet des nationalités avec la notion purement juridique de réparation des torts, et l'humanitarisme de l'idéalisme wilsonien avec la reconnaissance peu nette d'une solidarité économique internationale. Pour toutes ces raisons, le Traité, considéré comme une « de ces abstractions inhumaines qu'on a pris l'habitude d'appliquer à une réalité irréductiblement complexe »³⁰⁹, était déclaré inadapté au monde contemporain par tous ces mouvements qui se prononçaient pour sa révision. Comme l'écrivait Thierry Maulnier, il fallait construire l'Europe nouvelle « au-delà du Traité de Versailles »³¹⁰.

[187]

L'autre pilier de l'ordre international des années 1930, la Société des Nations, était encore moins bien traité. Jean de Fabrègues pouvait constater, en 1933, l'unanimité de tous les mouvements de jeunes pour « repousser avec ensemble la fausse paix de la S.D.N. comme un décor truqué³¹¹ », et Alexandre Marc affirmait : « Il y a longtemps que nous ne parlons plus de Genève qu'avec mépris ou colère³¹². » *L'Ordre Nouveau* allait peut-être le plus loin sur cette voie et, en 1933, il félicitera Hitler d'avoir rompu avec cette « ombre d'un fantôme » qu'était, à ses yeux, l'organisation genevoise : « Permettez-nous, Monsieur le Chancelier, de vous féliciter. Le geste que vous venez d'accomplir, en appliquant un soufflet retentissant sur la joue hypocrite de la S.D.N., est salutaire. Le monstre de Genève, né d'un accouplement entre la phraséologie démocratique, l'hypocrisie puritaine et la bêtise pacifiste, d'une part, et, d'autre part, les intérêts des trusts gigantesques, des banques internationales et des étatismes économiques, est un défi à l'intelligence et à l'honnêteté les plus élémentaires. En vous retirant de ces doctes assemblées, qui sont d'autant plus nocives qu'elles sont plus stupides et plus inutiles, vous avez accompli un acte de salubrité publique, vous avez servi la vérité³¹³. » Ce texte est intéressant car on y trouve exprimés les deux griefs majeurs adressés à la S.D.N. : d'une part, avoir transposé à l'échelle internationale les mœurs démocratiques et parlementaires, « le droit du nombre et la somme abstrai-

³⁰⁹ T. Maulnier, *La crise est dans l'homme*, p. 105.

³¹⁰ *Demain la France*, p. 86.

³¹¹ *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. 2.

³¹² *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 23.

³¹³ *Ibid.*

te des suffrages devant y trancher les conflits de forces ³¹⁴ » ; d'autre part, avoir dissimulé sous une façade idéaliste des combinaisons « également funestes aux nations mais profitables aux intérêts de la finance cosmopolite et vagabonde » ³¹⁵. L'hostilité à la Société des Nations était ainsi comme une sorte de projection sur le plan international de deux positions très caractéristiques de ces mouvements de jeunes : antiparlementarisme et anticapitalisme. D'ailleurs, d'un point de vue purement réaliste, les années 1930-1934 allaient mettre en évidence l'impuissance de l'institution à sauvegarder la paix internationale. « Les résultats sont là, constatera Thierry Maulnier au début de 1934, après quinze années d'existence, la S.D.N. n'a plus aucun titre, même matériel, à son appellation. Cinq des plus grandes puissances du monde - Russie, Japon, U.S.A., Allemagne, Italie - lui sont étrangères ou hostiles. [188] Elle ne semble plus aujourd'hui qu'un magma informe de forces et de volontés accessoires ³¹⁶... »

Sur cette question, *Esprit* était quelque peu en retrait par rapport à *l'Ordre Nouveau* et à la *Jeune Droite*. Il ne manifestait pas aussi ouvertement son hostilité car le principe d'une institution supranationale n'était pas pour lui déplaire. Il n'en exprimait pas moins de sérieuses réticences à l'égard de l'organisation genevoise qui tendait à devenir, à ses yeux, un consortium des satisfaits du Traité de Versailles surtout soucieux de sauvegarder les situations acquises. La relative discrétion d'*Esprit* peut aussi s'expliquer, d'une part, parce qu'au moment où *Esprit* vit le jour l'impuissance de la S.D.N. était déjà devenue évidente, d'autre part, parce qu'il ne voulait sans doute pas, par de telles attaques, nourrir des préjugés nationalistes qu'il condamnait et qui n'étaient certainement pas étrangers à l'hostilité de la *Jeune Droite*. Les attaques de la *Jeune Droite* contre la Société des Nations étaient en effet, elles, strictement conformes à l'orthodoxie de *l'Action française*, ce qui n'était pas tout à fait le cas pour ses jugements sur le Traité de Versailles dans lesquels, aux critiques d'origine maurrassienne (contre le « mauvais traité », « trop dur dans ce qu'il avait de trop doux ») se mêlaient des critiques suscitées par une prise de position révisionniste plus originale à un moment où *l'Action française* tendait à rester fidèle à la politique de Poincaré. On remarquera ici que, si l'on trouvait dans *Esprit* et dans les publications de la *Jeune Droite* une même

³¹⁴ T. Maulnier, *Demain la France*, p. 51.

³¹⁵ R. Dupuis, *Ordre Nouveau*, n° 15, novembre 1934, p. 31.

³¹⁶ *Demain la France*, p. 51.

hostilité à l'égard du Traité de Versailles, les motifs étaient cependant un peu différents : les uns (Esprit) mettant surtout en avant des exigences de justice, les autres, un souci de réalisme (notamment sous la plume de Thierry Maulnier).

Ainsi, quelles qu'aient été les nuances qui les séparaient, tous ces mouvements de jeunes s'accordaient pour constater la faillite de l'Europe de l'après-guerre. À peu de choses près leur diagnostic corroborait celui que Thierry Maulnier formulait en ces termes : « Europe divisée, Europe constituée par des nationalismes exacerbés, par une bureaucratie genevoise impuissante, par une France considérée par ses dirigeants eux-mêmes comme une nation secondaire : tels sont les faits (...) Toute la politique officielle française depuis quinze ans a eu deux pivots : Versailles et Genève. Un texte sacré : le Traité. Un oracle : les conférences internationales. Or ces deux pivots sont brisés, ces deux soutiens ne sont plus que des ombres. L'Europe genevoise a échoué. Le Traité de Versailles [189] n'est plus qu'une convention cent fois violée, sollicitée, adultérée ³¹⁷. »

Dans la mesure où elle s'était fondée, depuis 1918, sur le Traité de Versailles et la Société des Nations, tous ces groupes, comme Thierry Maulnier, mettaient en accusation la politique étrangère de la France. Poincaré et Briand étaient ainsi renvoyés dos à dos comme les symboles de politiques, peut-être apparemment antagonistes, mais, au fond, aussi erronées l'une que l'autre et aussi funestes pour la France et la paix internationale : « À M. Poincaré, sa nature et son tempérament de juriste imposaient la plus conformiste des positions vis-à-vis du Traité de Versailles. Et il faut avouer que ses exhortations dominicales manifestaient toutes les maladresses nécessaires pour exaspérer nos anciens ennemis sans nous servir. Briand, enfin, n'a jamais eu de politique nette (un pacifisme verbal, en effet, n'est pas une attitude positive). Il n'a jamais su, en outre, quitter le terrain du "respect du Traité", parler d'une "révision nécessaire", et faire de ce mot, non une concession arrachée par les résistances allemandes, mais une exigence de la France. En fait l'attitude officielle de tous les gouvernements français a lié jusqu'ici notre sort à celui du Traité. Les nationalistes s'y accrochaient, les pacifistes fondaient sur lui leurs concessions ³¹⁸. »

³¹⁷ Demain la France, p. 86.

³¹⁸ Ibid., p. 72.

Pour sa part, *l'Ordre Nouveau*, dans une « Lettre à Hitler » qui fit quelque bruit, se désolidarisait lui aussi totalement, dans le style véhément qui était le sien, de la politique française de l'après-guerre. Ni le « poincarisme » ni le « briandisme » ne trouvaient grâce à ses yeux. Reprenant les critiques déjà évoquées contre les Traités de 1919, il prenait ses distances vis-à-vis de « la France de M. Poincaré, celle de Versailles » : « Nous n'avons, ni de près ni de loin, la moindre responsabilité dans la guerre, nous ne nous considérons pas comme liés par le Traité imbécile et meurtrier que nos délégués - et les vôtres - ont conclu. Nous ne consentons point à reconnaître le visage de notre patrie dans l'image glacée d'un système où, sous des apparences juridiques, la justice est trahie. Les combinaisons d'affaires et de basse politique qui sont au fondement du Traité de Versailles, nous les vomissons comme vous. Les Traités de 1919 nous sont aussi étrangers que les Traités de Londres ou d'Unkiar Skelessi dont nous apprenons dans nos manuels les combinaisons et les dates : reliquats du XIXe siècle, [190] ils expriment l'idéologie stupide du principe des nationalités, ils sont pour nous nuls et non avenus. » Dans ce même texte, les critiques de *l'Ordre Nouveau* n'étaient pas moins acerbes pour « la France de Briand, de Locarno, de Genève » : « Elle dure toujours (...) elle existe, somnolente et éplorée au cœur en rond de cuir de maints politiciens et de quelques diplomates. Elle serait bien capable, au nom de la paix, de vous faire la guerre. Cette France-là ne vous sera d'aucun secours, pour la meilleure des raisons : elle ne représente rien. D'ailleurs, l'Allemagne de la même période ne vaut pas mieux (il est vrai qu'elle gît aujourd'hui aux terrasses des cafés de Montparnasse) : nous vous passons votre Streseman qui est sur le même plan que notre Briand. Politique du "finassiaren" des deux côtés de la balustrade. Beau résultat : il n'est pas un Français qui ne considère que, par la faute de cette politique, nous avons été roulés ; il n'est pas un Allemand qui ne pense, de son côté, que l'Allemagne ait été jouée. C'est ce qu'on appelle de la diplomatie, de la politique ³¹⁹. »

On ne trouvait pas dans *Esprit* de jugements aussi catégoriques sur la politique de Briand ou sur celle de Poincaré. Pour ce qui est du « poincarisme » et de ce qu'il avait représenté, il est certain qu'*Esprit* n'avait pour lui aucune sympathie, étant plutôt porté à favoriser une attitude de rapprochement et de dialogue avec l'Allemagne. Quant au « briandisme » qui, en 1932, était déjà un peu passé de

³¹⁹ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 25-26.

mode - Briand lui-même était mort au printemps -, *Esprit* le considérait avec un peu plus d'indulgence, mais il ne pouvait pas ne pas en reconnaître l'échec.

En fait, *Esprit* comme *l'Ordre Nouveau* et la *Jeune Droite* s'attachaient surtout à dénoncer les principes fondamentaux qui avaient inspiré les politiques dont les noms de Poincaré et de Briand étaient les symboles : nationalisme et internationalisme pacifiste. C'est à ce niveau que les positions de ces mouvements étaient le plus longuement explicitées. Cette attitude révélait leur souci primordial qui était bien davantage d'ordre doctrinal que d'ordre politique au sens habituel du terme. Plus exactement, tous ces groupes pensaient que l'élaboration d'un ordre politique européen supposait en premier lieu une révision des principes qui avaient conduit l'Europe au bord du chaos qu'ils avaient sous les yeux, révision qui devait obligatoirement passer, selon eux, par un refus aussi bien du nationalisme que de l'internationalisme. Ainsi que l'écrivaient [191] deux des responsables de *l'Ordre Nouveau*, il fallait « refuser les querelles stériles, périmées et dangereuses des nationalistes exacerbés et de leurs frères jumeaux, les internationalistes, des fidèles du cosmopolitisme et des derviches tourneurs de l'autarchie ³²⁰ ».

Le procès du nationalisme, tenu pour l'une des causes essentielles du désordre européen, était fait sans indulgence par *Esprit* et par *l'Ordre Nouveau*. Dès ses premiers numéros, *Esprit* déclarait : « Nous avons vertement (sic) et théoriquement condamné la Nation » ³²¹, la nation qu'il définissait comme la patrie transformée en absolu, « la Patrie faite Dieu » ³²². Pour *Esprit* comme pour *l'Ordre Nouveau*, le nationalisme, identifié à une déification de la collectivité nationale exaltant celle-ci au-dessus de toute autre valeur, apparaissait comme un produit de l'individualisme, comme un individualisme à l'échelle collective. Parlant des nationalistes, le prospectus de présentation d'*Esprit* affirmait ainsi : « Ils poursuivent dans le nationalisme l'orgueil et l'égoïsme que l'individu y déchaîne pour les sauver en leur donnant un plus vaste champ ³²³. » Et Georges Izard ajoutait : « La Nation est aujourd'hui la construction de la multitude des amours-propres ; la patrie divinisée est l'aboutissement normal de l'individualisme qui veut se sau-

³²⁰ A. Marc et R. Dupuis, *Esprit*, n° 2, novembre 1932, p. 317.

³²¹ G. Izard, *Esprit*, n° 2, novembre 1932, p. 210.

³²² Ibid., p. 205.

³²³ Mounier et sa génération, p. 83.

ver ³²⁴. » On notera ici le souci de ces revues de ne pas se contenter d'une dénonciation superficielle des erreurs qu'ils repoussaient et leur volonté d'en découvrir les racines profondes.

Sur ce terrain, les positions de la *Jeune Droite* étaient évidemment plus nuancées. Elles étaient cependant caractérisées par une certaine révision de la tradition nationaliste à laquelle elles se rattachaient. Tout en restant fidèle à cette tradition, la *Jeune Droite* n'en affirmait pas moins, en effet, la nécessité de distinguer « nationalisme et nationalisme ». Selon elle, les critiques d'*Esprit* et de *l'Ordre Nouveau*, assimilant nationalisme et individualisme, n'étaient pas, par exemple, sans fondement, mais elles lui paraissaient atteindre une forme de nationalisme clos, agressif, « exaltation de la volonté de puissance » ³²⁵ qu'elle-même condamnait avec autant de vigueur en le qualifiant de nationalisme « révolutionnaire » (parce qu'issu, pour une large part, de la Révolution de 1789), ou de « nationalisme impérialiste ». Si ce nationalisme était, selon elle, [192] le fait de certains pays étrangers (Italie, Allemagne), il ne lui semblait pas représenté en France. En revanche, la *Jeune Droite* maintenait son adhésion à un nationalisme français considéré, par opposition au précédent, comme « une réaction de défense de nos compatriotes contre les périls intérieurs et extérieurs trop réels » ³²⁶. La *Revue du siècle* admettait toutefois que les idées révolutionnaires avaient pu parfois dévier ce nationalisme légitime et elle n'hésitait pas à reconnaître qu'il pouvait ne pas être inutile « d'en nettoyer l'idée et de la ramener à ses éléments essentiels » ³²⁷.

La *Jeune Droite* insistait sur un autre thème : elle soulignait que ce nationalisme de défense ne résultait pas d'un choix délibéré, mais qu'il était imposé à la France par la situation de l'Europe, elle-même déchirée par des nationalismes agressifs. Elle évoquait avec quelque nostalgie l'unité de l'Europe médiévale et Thierry Maulnier écrivait : « Sans doute y eut-il une Europe tout à la fois culturelle et politique. Une Europe, autrefois, naguère ; il n'y en a plus aujourd'hui. Il n'y a plus d'Europe politique, plus d'unité (...) Qu'on nous comprenne bien. Nous n'affirmons pas qu'il n'eût pas été souhaitable, excellent, qu'une unité européenne se soit constituée au lendemain de la guerre. Ce que nous disons seulement c'est

³²⁴ *Esprit*, n° 2, novembre 1932, p. 208

³²⁵ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 2, mai 1930, p. 39.

³²⁶ J. Terral, *Revue du siècle*, n° 10, février 1934, p. 12.

³²⁷ *Ibid.*, p. 14.

qu'elle ne s'est pas constituée ³²⁸. » La Jeune Droite considérait donc le nationalisme comme un pis-aller résultant autant d'un état de fait que d'une doctrine. De toute façon, ce nationalisme devait, à ses yeux, pour garder sa légitimité, ne pas se transformer en absolu et rester soucieux de ce que Réaction appelait dans son manifeste « l'unité humaine ».

Par les précisions qu'elle apportait sur son nationalisme, par son refus d'un nationalisme transformé en mystique collective, par ses réquisitoires contre le principe des nationalités, la *Jeune Droite* ne se différenciait guère finalement de *l'Ordre Nouveau* ou *d'Esprit*, si ce n'est par une différence de vocabulaire dans la mesure où, distinguant un nationalisme légitime et un nationalisme condamnable, elle n'adoptait pas le vocabulaire *d'Esprit* et de *l'Ordre Nouveau* qui, eux, opposaient, avec des définitions très proches, patriotisme et nationalisme et se refusaient catégoriquement à user de ce dernier vocable.

La *Jeune Droite* s'accordait aussi avec les autres mouvements - notamment avec *l'Ordre Nouveau* - pour souligner que des nationalismes [193] clos, repliés en économies autarciques, étaient inadaptés aux solidarités que faisait apparaître l'évolution de l'économie moderne. Daniel-Rops, essayant de faire une synthèse des vues de tous ces groupes de jeunes, pouvait constater : « La nation, concept d'histoire, est fortement attaquée. Il apparaît aujourd'hui à beaucoup que l'économie, en établissant, de gré ou de force, une universalité, rompt les cadres de cette notion abstraite (...) Réintégrer la nation dans le cadre de la solidarité internationale, où l'économique place aujourd'hui le monde entier, voilà un des soucis dominants ne la jeunesse, même de celle qui se place à la suite du nationalisme le plus avoué ³²⁹. »

En admettant la nécessité de certaines révisions, en admettant que « l'idée de nation a été barbouillée par la confusion intellectuelle de notre temps » et que « la Révolution l'a vidée de son sens traditionnel, soufflée et durcie en une impérieuse abstraction » ³³⁰, la *Revue du siècle* rejoignait l'une des critiques essentielles adressées au nationalisme par *Esprit* et *l'Ordre Nouveau*, celle de se fonder sur une abstraction, sur une idée totalement détachée du réel. Dans un chapitre de

³²⁸ *Demain la France*, p. 42 et 46.

³²⁹ Les *Années tournantes*, p. 101-102.

³³⁰ J. Terral, *Revue du siècle*, n° 10, février 1934, p. 13.

Décadence de la Nation française intitulé « La trahison nationaliste », Aron et Dandieu s'en prenaient ainsi à la nation, « forme idéologique et abstraite », n'ayant pour support que des « cadres rationnels », sans enracinement charnel et affectif ³³¹. Ils voyaient dans la dualité nationalisme-patriotisme une des formes de l'opposition entre l'abstrait et le concret. De même, Izard opposait dans *Esprit* « l'abstraite Nation à la réalité de la patrie » ³³². Selon eux, le nationalisme substituait donc une idéologie à un sentiment spontané et naturel.

Si les jugements étaient sévères pour « l'abstraction nationaliste », ils ne l'étaient pas moins pour « l'abstraction internationaliste », pour ce que *l'Ordre Nouveau* appelait « le cosmopolitisme révolutionnaire du Café du Commerce » ³³³. Réaction n'avait que sarcasmes, pour ceux qui « se gargarisent des échos de Paneurope » ³³⁴, tandis que Mounier mettait en garde contre un « internationalisme abstrait qui confond l'universel et l'impersonnalité des cimetières [194] logiques » ³³⁵. Pour tous, cet internationalisme était incapable d'apporter une solution aux problèmes contemporains ; pour tous, c'était un leurre tout juste bon à nourrir les rêveries de « cette classe d'hommes particulièrement insouciant et ignorante de la réalité effective que sont les universitaires » ³³⁶. Le même thème revenait sous toutes les plumes : « La réalité profonde de l'être humain, celle qui l'enracine dans le sol, est ignorée : toute différence s'abolit dans la plus morne des uniformités ³³⁷. » D'autre part, beaucoup voyaient dans cet internationalisme un paravent idéaliste à des combinaisons économico-financières qui, elles, étaient bien réelles. Ils soulignaient que si, parmi ses tenants, se trouvaient nombre d'esprits généreux, il n'y manquait pas cependant de « profiteurs et d'hommes d'argent » ³³⁸.

Avec l'internationalisme était aussi mis en accusation son corollaire, le pacifisme. Sur ce point les attaques les plus virulentes vinrent de la *Jeune Droite* fidèle en cela à ses origines d'Action française. Cette virulence s'explique aussi par le

³³¹ *Décadence de la Nation française*, p. 79-80.

³³² *Esprit*, n° 2, novembre 1932, p. 209.

³³³ C. Chevalley et A. Marc, *l'Avant-Poste*, février 1934, p. 16.

³³⁴ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 5, février 1931, p. 25.

³³⁵ *Esprit*, n° 18, mars 1934, p. 34.

³³⁶ Daniel-Rops, *Éléments de notre destin*, p. 137.

³³⁷ *Ibid.*, p. 139.

³³⁸ T. Maulnier, *Demain la France*, p. 48.

fait que la *Jeune Droite* commença à s'exprimer dans les années 1930-1932, c'est-à-dire au moment où, sous l'influence de Briand, la vague pacifiste connut son apogée. C'est ainsi que la Revue française de Maxence prit même, en 1931, l'initiative d'un manifeste antipacifiste destiné à s'opposer à un manifeste briandiste publié par la revue de Jean Luchaire Notre Temps.

Toutefois, si la Jeune Droite critiquait le pacifisme comme une erreur politique, ce n'était pas là l'essentiel de ses griefs. À ses yeux, le pacifisme était surtout un encouragement à la lâcheté et à la veulerie, une faute morale ayant ses racines dans une défaillance spirituelle. La paix, pour les pacifistes, disait la Jeune Droite, n'est plus qu'un « oubli », un « lâchez tout » ³³⁹. « Que concluent-ils sous ce mot ? Notait Jean de Fabrègues, la tranquillité d'un ordre juste ? Non, mais la veulerie des instincts comblés et de la paresse satisfaite. La paix, pour ces gens, consiste à ne rien risquer, à ne pas se battre, à jouir en sécurité. C'est leur jouissance qu'ils nomment paix ³⁴⁰. » Et d'ajouter quelque temps plus tard : « Ce que cherche notre temps, ce qu'on veut qu'il réclame, c'est la Paix, sans plus, le droit de dormir sans souci. L'homme craint le sang versé et la [195] souffrance. C'est ce dégoût naturel que l'on exploite pour lui présenter la paix comme un bien qui se suffit à lui-même. On veut qu'il s'en repaisse comme du plus lâche repos, l'abandon complet au hasard, où vivre n'est plus que se vautrer dans l'herbe sans même tourner les yeux vers le ciel ³⁴¹. » Pour *Réaction*, c'était d'ailleurs là la transposition dans l'ordre politique de dispositions qui étaient celles de l'homme de 1930 dans sa vie personnelle : « Qu'importe au monde moderne, il veut qu'on lui f... la paix, il accepte, pour cela, l'esclavage de la bête. Il porte dans la vie internationale le lâche abandon dont il a fait le principe de sa vie personnelle. Il renonce purement et simplement, abandonne toute protestation contre l'ordre des faits, toute défense, toute rébellion de l'esprit ³⁴². »

Cette attitude très caractéristique, dans laquelle les considérations morales et spirituelles étaient aussi importantes que les raisons proprement politiques, n'était pas le monopole de la *Jeune Droite*. On trouvait exprimés des sentiments analogues dans *l'Ordre Nouveau* qui, avec le goût des formules percutantes qui était le

³³⁹ J. Maxence, *Cahiers 1930*, IIe série, n° 5, p. 9.

³⁴⁰ *Réaction*, n° 1, avril 1930, p. 31.

³⁴¹ *Réaction*, n° 6, avril 1931, p. 10.

³⁴² J. de Fabrègues, *ibid.*, p. 12.

sien, condamnait sans appel « le pacifisme à l'eau de Genève, cette religion de châtés » ³⁴³. Mounier rejetait lui aussi en termes vigoureux « le pacifisme qui n'est que résistance du tempérament aux vertus de guerre et systématisation de l'indolence des médiocres » ³⁴⁴. Mettant au ban de sa revue « cette douceur des âmes sensibles pour qui le règne de l'amour, c'est de se sentir aimées de toutes parts, advienne que pourra de la vérité et de la justice » ³⁴⁵, il affirmait sous le titre « Éloge de la Force » : « La paix est l'épanouissement de la force. La vraie paix n'est pas un état faible où l'homme démissionne. Elle n'est pas non plus un réservoir indifférent au bon comme au pire. Elle est la force ³⁴⁶. »

On notera cependant ici que l'attitude générale d'*Esprit* était moins nette que ne peuvent le laisser penser les textes que nous venons de citer. Certains collaborateurs et lecteurs de la revue n'étaient pas sans conserver des inclinations pour le pacifisme. C'est ainsi qu'on trouvait dans le second numéro d'*Esprit* une chronique qui rendait compte, dans un sens très favorable à l'accusé, du procès d'un objetteur de conscience. De même, dans la livraison suivante, Henri Guillemin présentait - avec des réserves de la rédaction, il est [196] vrai - des extraits d'un journal de guerre qui avait de claires résonances pacifistes. Des phrases ambiguës sur la défense nationale et sur l'héroïsme, un questionnaire sur la guerre diffusé en janvier 1934 furent interprétés dans le même sens par la Jeune Droite. En fait, de même que les positions de la Jeune Droite gardaient des traces de sympathie pour le nationalisme, celles d'*Esprit* restaient teintées d'une certaine indulgence complice pour le pacifisme ³⁴⁷. Mais tous, malgré ces nuances, se trouvaient d'accord pour repousser « un nationalisme exaspéré qui juge de tout en fonction d'un égoïsme national et un internationalisme amorphe, traître aux vivantes réalités » ³⁴⁸.

³⁴³ A. Marc, *Ordre Nouveau*, n° 2, juin 1933, p. 29.

³⁴⁴ *Esprit*, n° 5, février 1933, p. 820.

³⁴⁵ Ibid., p. 820.

³⁴⁶ Ibid., p. 826.

³⁴⁷ Les remous provoqués en 1938 par la prise de position antimunichoise de Mounier devaient prouver la persistance parmi les rédacteurs et lecteurs d'*Esprit* d'un fort courant pacifiste.

³⁴⁸ Daniel-Rops, *Éléments de notre destin*, p. 139. Mounier écrira, en 1936, dans son Manifeste au service du personnalisme : « Le pacifisme cosmopolite est la doctrine internationale de l'idéalisme bourgeois, comme le nationalisme agressif est celle de l'individualisme agressif. L'un et l'autre sont deux produits complémentaires du désordre libéral greffés sur deux phases

La faillite des politiques qui avaient prétendu reconstruire l'Europe de l'après-guerre et qui, en France, avaient prétendu représenter les intérêts du pays et de la paix était pour tous ces groupes un fait acquis. Comme *l'Ordre Nouveau*, ils avaient tendance à renvoyer dos à dos « le pacifiste et l'ancien combattant », les jugeant aussi incapables l'un que l'autre de faire face aux véritables problèmes du monde des années 1930. « La politique française, écrivaient Aron et Dandieu, particulièrement la politique électorale, se résume en un interminable dialogue, malheureusement du genre burlesque, entre l'ancien combattant et le pacifiste, honnêtes gens tous deux, mais également bornés (...) Nés tous deux sous le signe de la guerre qui les domine, ils doivent à cette origine la même absence de programme positif et la même incompréhension ³⁴⁹. » Pour tous, la cause était entendue : il fallait rompre avec les habitudes sclérosées qui avaient cours en Europe et en France, il fallait surtout s'affranchir des principes qui étaient à leur racine. C'était désormais dans des directions nouvelles qu'il fallait chercher le salut pour reconstruire un monde à la mesure des transformations profondes dont l'univers des années 1930 était l'objet.

Par l'accent mis délibérément sur les questions de principe, par la [197] façon dont ces mouvements justifiaient leurs positions, celles-ci, on l'a vu, dépassaient de loin le seul plan de la politique étrangère. Le désordre international n'était selon eux que l'un des symptômes d'une crise plus essentielle. Tous auraient pu faire leur cette déclaration de *l'Ordre Nouveau* : « La politique étrangère n'est pas pour nous ces jeux, ces calculs plus ou moins réussis où s'aventurent les chancelleries. Pour nous, c'est l'homme entier qui, en ce domaine, comme en tous les autres, est engagé. Un pays a la politique étrangère qu'il mérite par la qualité spirituelle de son être ³⁵⁰... » La même attitude se retrouvait lorsque ces groupes abordaient les problèmes de politique intérieure.

différentes de sa décomposition. Ce sont deux manières d'avilir et d'opprimer la personne. » (Esprit, octobre, 1936, p. 195.)

³⁴⁹ Décadence de la Nation française p. 48-49.

³⁵⁰ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 23.

[198]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE

1. RUPTURE AVEC LE DÉSORDRE ÉTABLI

Chapitre 2

Le désordre politique intérieur

[Retour à la table des matières](#)

Des ministères se succédant à une cadence de plus en plus accélérée après la relative stabilité qui avait régné jusqu'en 1931, la vie politique paraissant se réduire tous les jours davantage à des combinaisons électorales et à l'élaboration de solutions bâtarde, fruits de compromis et de marchandages sans fin, une lame de boue submergeant peu à peu sous les scandales une partie du personnel parlementaire, tel était le spectacle que donnait dans les années 1930-1934 - surtout à partir de 1932 - l'évolution de la Troisième République, l'évolution d'un régime qui semblait sombrer dans un discrédit grandissant. Dans ces conditions, nos mouvements de jeunes déjà peu enclins à l'indulgence pour leur époque n'avaient que sarcasmes pour l'ordre politique établi.

« Régime idéal de pourriture » ³⁵¹, ainsi s'exprimait sur le parlementarisme *l'Ordre Nouveau* qui soulignait « le dégoût instinctif que les illusions parlementaires et pseudo-démocratiques éveillent désormais dans une âme bien née » ³⁵². Usant d'un vocabulaire analogue, Mounier dira, en mars 1934, son refus de se faire tuer « avec les gardes républicains pour la pourriture parlementaire » ³⁵³. De même, constatant « la situation morale d'un régime chaque jour plus complètement submergé par le dégoût public », la *Jeune Droite* enregistrait le fait en voyant là la confirmation de ce que ses maîtres lui avaient enseigné : « Aux yeux de tous les Français, l'État républicain a cessé de représenter quelque intérêt réel, quelque principe que ce soit, et se trouve considéré partout comme un système périmé d'institutions archaïques au service d'une coalition d'incapables, d'escrocs et de policiers ³⁵⁴. »

Pour tous, la démocratie parlementaire était devenue synonyme [199] de mensonge, de veulerie, de médiocrité, de compromission, de bassesse. Jean-Pierre Maxence devait exprimer ce sentiment général en des pages mordantes dans lesquelles il fera de Briand le symbole du régime : « Briand, c'est la démocratie incarnée, la démocratie avec son goût du succès verbal, son optimisme, sa soif de promesses, d'illusions, d'internationale des mots ; la démocratie, avec son laisser-aller, son allure débonnaire, volontiers arsouille, sa surenchère, sa vénalité ; la démocratie, avec ses plaisirs bas, ses joies de pacotille, son oubli ; c'est la démocratie vieillie, épuisée, rongée de vermine, la démocratie qui flatte le commun et vénère l'argent, qui parle au peuple dans les meetings et pelote les marquises dans les boudoirs ; la démocratie, où la grandeur, la force, la lucidité, le génie n'ont qu'une sanction, le vote, qu'une seule apothéose, les applaudissements ³⁵⁵. »

Dans cet assaut, on rappelait, mais sans trop y insister parce que le régime perdait peu à peu, devant l'évidence croissante du désordre, ses derniers défenseurs, les critiques classiques du parlementarisme : incompétence de nombreux élus ; difficulté d'un véritable contrôle des gouvernants par les gouvernés engendrant l'irresponsabilité ; impossibilité de servir l'intérêt général au milieu des que-

³⁵¹ R. Aron et A. Dandieu, *Décadence de la Nation française*, p. 170.

³⁵² A. Marc, *Esprit*, n° 2, novembre 1932, p. 332.

³⁵³ *Esprit*, n° 18, mars 1934, p. 911.

³⁵⁴ T. Maulnier, *Demain la France*, p. 142.

³⁵⁵ *Histoire de dix ans*, p. 102.

relles partisans ; impuissance à définir une politique ayant quelque continuité aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur. Certains, comme Daniel-Rops, mettaient aussi en cause le mépris dans lequel le Parlement tenait des réalités qui avaient de plus en plus de poids : les réalités économiques. Ces attaques relevaient parfois d'un antiparlementarisme plus grossier, tel ce texte de *l'Ordre Nouveau* qui déclarait : « Il n'y a plus de politique ; il n'y a que des politiciens, six cents bavards soit inconscients, soit trop malins, toujours impuissants. Élire un député signifie trop souvent aujourd'hui donner l'immunité parlementaire à un escroc, un receleur, un dangereux imbécile ³⁵⁶. »

Une critique, qui n'était pas sans quelque résonance maurrassienne, était particulièrement adressée au parlementarisme, celle d'avoir superposé au pays réel un pays légal sans contact avec celui-ci. Le Parlement apparaissait à ces jeunes essayistes comme une institution qui avait perdu le sens de sa finalité - représenter le pays - et qui se considérait comme une fin en soi, se repliant sur les intrigues, les combinaisons, les marchandages qui leur semblaient [200] constituer l'essentiel de la vie parlementaire. « L'État est ramassé sur son propre jeu, déclarait Mounier, combinaisons politiques ou électorales où ne passe plus la sève de la communauté ³⁵⁷. » *L'Ordre Nouveau*, pour sa part, voyait les parlementaires, surtout soucieux de leurs intérêts les plus personnels, créer au Palais-Bourbon « une sorte d'intergroupe de défense et d'action parlementaires - qui, pour être informulé, n'en est pas moins réel - dont le but est de sauver le Parlement envers et contre tout..., dût la France en périr » ³⁵⁸.

Dans un article intitulé « Le Parlement contre l'Esprit », Robert Aron résumait ainsi ce point de vue : « Le Parlement et un organisme abstrait, fonctionnant loin du réel, selon ses rites et ses formules, peut-être valables pour lui, mais dépourvus d'efficacité et d'action normale sur les faits ³⁵⁹. » Selon lui, le Parlement, figé dans un formalisme désuet, n'ayant plus qu'un souci, celui de sauvegarder son existence et les intérêts de ses membres, avait perdu tout contact avec la réalité. Dans un style imagé, il écrivait : « S'il faut éviter la caverne comme l'un de ces mauvais lieux où la vie se fige en formules, où les actes deviennent rituels, où la

³⁵⁶ *Ordre Nouveau*, n° 9, février 1934, p. 3.

³⁵⁷ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 883.

³⁵⁸ R. Dupuis, *Ordre Nouveau*, n° 4, octobre 1933, p. 11.

³⁵⁹ *Ordre Nouveau*, n° 4, octobre 1933, p. 18.

réalité s'élimine, il est permis, voire salubre, de pousser jusqu'au passage qui fait communiquer si mal cet endroit clos et l'extérieur. Dans la Chambre des Députés, il est, entr'ouvert au public, un Salon ou une Salle d'attente qui sert de point de rencontre entre l'électeur et l'élu. L'un, descendant de ses gradins, l'autre, venant de sa province et montant du sol qu'il cultive, se rejoignent à mi-hauteur entre la terre et les nuées (...) Au vrai, c'est un endroit sinistre : d'un côté, du côté du public, on sent que des forces vivantes et des sentiments réels accèdent par un étroit goulet vers ce reposoir solennel : il arrive que les visiteurs, rebelles au respect de ces lieux, aient encore les mains calleuses ou la voix qui sonne haut ; de l'autre côté, s'ouvrant peut-être sur une salle de séances dont on ignore si elle existe ou si elle n'est pas un trompe-l'œil, émanent, avec une allure et des gestes de bureaucrates, quelques individus diserts, sachant à point répondre par des formules aux exigences réelles ou aux questions trop précises : en face de l'homme vivant, qui parfois s'y aventure, *l'homo politicus* opère avec sa connaissance des usages parlementaires et du jeu électoral. On pense à l'un de ces parcs à huîtres où les vagues filtrées et brisées ne sont [201] perçues des habitants que sous forme de flux et de reflux, nourrissants et anodins ³⁶⁰. »

Si, par exception, un problème concret, une idée vivante réussissent à franchir ces obstacles et à venir en discussion dans l'hémicycle, leur sort n'est guère plus enviable car ils se trouvent bientôt broyés, dénaturés par un impitoyable mécanisme que René Dupuis comparait aux chaînes des abattoirs de Chicago : « L'idée, comme le cochon, entre vivante dans l'usine, le Parlement, amenée sur un palan, le parti, et ressort de l'autre côté sous forme de lois aussi nombreuses, diverses et standardisées que le boudin, le jambon et la saucisse, les députés et sénateurs stérilisant les idées et les sentiments de leurs commettants par des méthodes aussi parfaitement taylorisées que le geste des Nègres, chargés à Chicago de saigner les cochons à leur entrée dans la chaîne ³⁶¹. » De ce fait, le Parlement et la politique parlementaire leur paraissaient avoir totalement divorcé d'avec le réel : « Il est bouffon de penser, remarquait Daniel-Rops, que notre politique croit encore jouer des parties sérieuses quand elle se demande si le cléricalisme est

³⁶⁰ *Ordre Nouveau*, n° 4, octobre 1933, p. 15.

³⁶¹ *Ibid.*, p. 10.

toujours l'ennemi ou si les sous-marins ou les torpilleurs sont vraiment des armes offensives ou défensives ³⁶². »

Dans cette critique du parlementarisme, *l'Ordre Nouveau* était le mouvement le plus en pointe, le plus virulent. En la matière, la *Jeune Droite* et *Esprit* étaient, pour des raisons différentes, moins prolixes. La *Jeune Droite* ne prenait plus en effet la peine de brocarder le parlementarisme. Pour elle, la nocivité du régime était établie de longue date et, en ce domaine, elle n'innovait pas, reprenant purement et simplement à son compte la critique maurrassienne. Par ailleurs, si *Esprit*, quand il s'exprimait sur le sujet, allait dans le même sens que *l'Ordre Nouveau* ³⁶³, il le faisait plus rarement, sa réflexion portant davantage sur les problèmes philosophiques et spirituels que sur les questions institutionnelles.

[202]

Dans l'inadaptation du régime aux réalités des années 1930, étaient particulièrement soulignées les responsabilités des partis politiques, « appliqués à se battre pour des querelles de boutiques, incapables d'aborder en face les vrais problèmes » ³⁶⁴. *L'Ordre Nouveau* s'attaquait à eux avec sa vigueur coutumière. Jean Jardin et Denis de Rougemont, après avoir noté que « le procès des partis n'est plus à faire qu'à titre rétrospectif », les décrivaient en des termes peu flatteurs :

³⁶² *Revue française*, avril 1933, p. 496.

³⁶³ En 1936, dans le *Manifeste au service du personnalisme* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.], Mounier écrira : « Entre l'expression par un vote unique, national et global, de cette "volonté générale", moyenne abstraite d'intérêts généraux et locaux, de sociétés hétérogènes, de croyances divergentes, de doctrines profondes et de jugements hâtifs sur des faits mal connus, et ces intérêts, ces sociétés, ces croyances, ces jugements, quel rapport authentique et vivant ? Quelle part faite à l'engagement responsable ? Voici un pauvre homme qui doit avoir son avis sur tout : paysan, connaître de la diplomatie, intellectuel, connaître du paysan, un représentant interchangeable qui fond sur une circonscription artificielle de l'autre bout du pays et l'apprend en deux mois, comme une matière d'examen ; qui doit ensuite représenter à la fois les intérêts d'une région, la doctrine d'un parti et l'intérêt général de la nation : où la réalité pourrait-elle bien se faire un chemin à travers son pouvoir ? "Représentants du peuple" : cet intellectuel tombé chez les vignerons, cet avocat perdu dans les cultures d'olivier, quel sens précis peuvent-ils donner à cette prétention ? Vient se greffer sur ce malentendu le parlementarisme avec sa vie propre, ses groupes sans attache dans le pays aux qualificatifs interchangeables, son éloignement des provinces, sa déformation d'optique, ses combinaisons de couloir. Ce régime, dont on a pu dire qu'il n'était pas une démocratie mais une aristocratie d'hommes ambitieux et riches, rongé d'un côté la volonté électorale, de l'autre envahissant l'exécutif soumis par la combinaison des ministères et par les caprices de l'Assemblée à une instabilité, à une faiblesse, à une incompétence et à une discontinuité congénitales. » (*Esprit*, octobre 1936, p. 183- 184.)

³⁶⁴ Daniel-Rops, *Revue française*, avril 1933, p. 496.

« Une droite qui gère des actions au lieu d'agir, des radicaux enracinés dans des bas de laine, des socialistes dont le programme se borne à l'étatisation des mêmes bas de laine, des communistes, enfin, délégués à la Chambre pour attester périodiquement dans l'indifférence générale l'impuissance d'une doctrine mée ³⁶⁵. »

Les radicaux et les socialistes faisaient tout spécialement les frais de ces charges. Les radicaux : « Ils ont jeté l'ancre sur le monde de 1905, ils ont assisté sans rien voir, sans rien comprendre, à la guerre, à l'après-guerre, à la crise ; ils remplissent aujourd'hui de leurs plaintes comiques le ciel assombri par des orages qui éclatent partout et ils supplient le temps de revenir en arrière. Ils regrettent le passé, redoutent l'avenir, s'accrochent, faute de mieux, à un présent boiteux ³⁶⁶... » Quant aux socialistes : « Il y a des gens qui sont nés avant 1850, on ne peut leur en vouloir..., ils se tiennent à égale distance de la participation et de l'action, de l'assiette au beurre et de la révolution ³⁶⁷. » Les placards publicitaires de *l'Ordre Nouveau* insistaient d'ailleurs sur ce refus des partis. On pouvait y lire : « *L'Ordre Nouveau*, qui constitue, en dehors des partis politiques, un [203] mouvement de doctrine et d'action efficace et cohérent, inquiète et déconcerte les partis existants. »

Ce refus n'était pas seulement un refus « des » partis existants, il était aussi un refus « du » parti en tant que tel, en tant que moyen d'action politique. Les partis présentaient, en effet, aux yeux de ces mouvements, la même tare que le Parlement, celle de consacrer le triomphe des revendications abstraites et politisées sur les problèmes et les intérêts réels : « Ce que l'on appelle programme d'un parti n'est qu'une construction intellectualiste, abstraite, un ensemble arbitraire de revendications démagogiques conçues a priori, ou encore une utopie gratuite sans rapport avec le réel ³⁶⁸. » Les partis, ajoutait Alexandre Marc, ne s'intéressent pas à l'homme vivant, ils ne veulent connaître que l'individu abstrait, « l'homme public à l'existence artificielle, le représentant anonyme d'une masse indifférenciée » ³⁶⁹. Par ailleurs, tout parti leur apparaissait comme le lieu privilégié de ce

³⁶⁵ *Avant-Poste*, février 1934, p. 16.

³⁶⁶ R. Loustau, *Ordre Nouveau*, 1933, n° 4, octobre 1933, p. 4.

³⁶⁷ D. de Rougemont, *ibid.*, p. 5.

³⁶⁸ M. Gladys (A. Marc), *Ordre Nouveau*, n° 4, octobre 1933, p. 20.

³⁶⁹ *Ibid.*, p. 19.

que Mounier appelait, après Péguy, la décomposition de la « mystique » en « politique » : « On pose des questions morales, notait Robert Aron, et tout se termine en cuisine électorale ³⁷⁰. »

Cette prise de position se prolongeait dans la pratique par le refus de ces mouvements de s'organiser eux-mêmes en parti politique. L'Ordre *Nouveau* était catégorique : « Il faut qu'on en fasse son deuil, il n'y aura pas de parti *Ordre Nouveau* ³⁷¹. » Cette attitude était aussi celle de Mounier qui, dès avant la fondation d'*Esprit*, écrivait à Izard : « J'incline beaucoup à laisser tomber la voie parlementaire pour l'action directe sur les masses ³⁷². » Dans le même sens, en mars 1934, il donnera pour consigne : « Quant à l'action immédiate : abstention à l'égard des partis politiques ³⁷³. » Cette méfiance fut pour beaucoup, on l'a vu plus haut, dans les difficultés qui naquirent très vite entre Mounier et la *Troisième Force* et qui le conduisirent à réaffirmer en octobre 1934 : « Je ne crois plus aux partis et à la politique qu'ils supposent, mais à de souples organismes minoritaires ³⁷⁴. » En 1935, dans une note de *Révolution personnaliste et communautaire*, il rappellera même l'article de l'*Ordre* [204] *Nouveau* cité au paragraphe précédent en disant son total accord avec Alexandre Marc qui y prophétisait « la mort des partis ».

Si la *Jeune Droite* ne pouvait que se réjouir de la condamnation des partis formulée par *Esprit* et par l'*Ordre Nouveau*, elle n'insistait guère sur ce thème car depuis longtemps la cause était pour elle entendue. Elle était en revanche plus explicite dans la dénonciation de la faiblesse de l'État parlementaire jugé incapable d'assumer avec quelque stabilité et continuité ses tâches gouvernementales et, surtout, impuissant à faire face aux « féodalités » qui, selon ses censeurs, usurpaient ses prérogatives avec une audace grandissante. Parmi ces « féodalités » - partis, syndicats, franc-maçonnerie, police ³⁷⁵ - une catégorie faisait l'objet de dénonciations particulièrement virulentes, celle des « féodalités » financières, celle de ce que la *Jeune Droite* appelait, avec l'*Ordre Nouveau*, « les congréga-

³⁷⁰ Ibid., p. 17.

³⁷¹ A. Marc, ibid., p. 19.

³⁷² Mounier et sa génération, p. 85.

³⁷³ *Esprit*, n° 18, mars 1934, p. 914.

³⁷⁴ Mounier et sa génération, p. 153.

³⁷⁵ La dénonciation de la police comme « État dans l'État » fut un des thèmes favoris de tous ces groupes. Le premier livre de la collection *Esprit* fut ainsi, en 1934, un ouvrage d'André Ullmann consacré à ce sujet, sous le titre *Police, quatrième pouvoir*.

tions économiques ». « Nul ne songe à nier, écrivait Thierry Maulnier, l'influence énorme, illégitime, exercée sur ses conseils [de l'État français] par les congrégations économiques, *par* de puissantes associations financières ou patronales - grandes banques d'entreprises, consortiums métallurgiques ou textiles. Les Français, auxquels on signale pourtant depuis longtemps la force politique du grand capitalisme anonyme et international, seraient sans doute surpris s'ils connaissaient la puissance Monstrueuse détenue hors de l'État, sur lui, contre lui, par les moyens de l'influence et des complaisances, de la corruption et du chantage, par la Standard Oil ou par l'Agence Havas. La grande finance souvent entre des mains étrangères ou juives, toujours cosmopolites, et les immenses entreprises qu'elle détient, qu'elle patronne, détiennent ainsi une part appréciable du pouvoir ³⁷⁶. » Plus crûment Jean-Pierre Maxence voyait dans la démocratie « un tas de scories (les suffrages) masquant un tas d'or (le capitalisme) » ³⁷⁷.

Dans ce réquisitoire, où l'anticapitalisme rejoignait l'antiparlementarisme, la *Jeune Droite* trouvait à ses côtés aussi bien *l'Ordre Nouveau* qu'*Esprit*. *L'Ordre Nouveau*, qui proclamait son refus de la « dictature des congrégations économiques », affirmait : « Derrière le rideau des discoureurs professionnels et des policiers qui [205] les protègent, les Puissances occultes gouvernent : il n'y a plus d'autre pouvoir que celui de l'Argent ³⁷⁸. » *Esprit* formulait un diagnostic à peu de choses près analogue : « Il n'y a plus de cité, plus d'État, plus de gouvernement. Les puissances d'argent ont envahi tout le système. Un immense parasite est sur les pays, immobilise leur parlement, leur information, leur volonté et empoisonne irrésistiblement les cœurs ³⁷⁹. »

Après avoir critiqué la faiblesse de l'État devant les nouvelles féodalités, Thierry Maulnier notait cependant que « l'État qu'il faut réformer n'est pas seulement l'État irresponsable et faible, mais l'État envahisseur et tentaculaire », car, ajoutait-il, « si l'une des tares de l'État français est sa faiblesse interne et la puissance des coalitions illégales qui l'entourent (...), sa tendance centralisatrice et socialisante le pousse d'autre part à empiéter chaque jour davantage sur les privi-

³⁷⁶ *Demain la France*, p. 145-146.

³⁷⁷ *Histoire de dix ans*, p. 28.

³⁷⁸ *Ordre Nouveau*, n° 9, février 1934, p. 3.

³⁷⁹ *E. Mounier, Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 883.

lèges naturels des individus ³⁸⁰. » Et Thierry Maulnier de conclure : « Réformer, restaurer l'État n'est donc pas accroître indistinctement ses pouvoirs, mais les renforcer dans ses attributions légitimes et dans celles-là seulement. Ceux qui s'attelleront à cette tâche ne sauraient oublier que le seul but n'est pas de défendre l'existence de la collectivité nationale contre la carence et la déficience de l'État, mais aussi de protéger l'indépendance individuelle contre les abus et les usurpations du pouvoir ³⁸¹. »

Avec ce procès de l'étatisme et de la centralisation, nous arrivons au cœur de la révolte politique des mouvements de jeunes des années 1930. Ce n'est pas un hasard si l'un des principaux articles du premier numéro de l'Ordre *Nouveau* avait pour titre : « L'État contre l'Homme ». Ce thème de l'écrasement de l'homme et des corps sociaux naturels qui le protègent par un étatisme de plus en plus envahissant et centralisateur fut, en effet, un des thèmes essentiels de l'Ordre *Nouveau*. En ce domaine, la tradition proudhonienne à laquelle il se rattachait directement - et qui ne fut pas non plus sans influence sur les premiers travaux d'Esprit - rejoignait l'enseignement de Maurras (surtout du Maurras décentralisateur des débuts de *l'Action française*) auquel se référait la *Jeune Droite*. Pour tous, l'État était « le plus froid des monstres froids » dont parlait Nietzsche et dont il fallait se méfier. Avec [206] l'étatisme étaient aussi mis en accusation ses corollaires, la bureaucratie et le fonctionnarisme, considérés comme stérilisant, au profit de mécanismes artificiels, la vie sociale réelle et spontanée des communautés naturelles.

L'État et le réseau contraignant de ses administrations, en se substituant à la société, à la richesse vivante des groupes, des communautés, des régions, étaient accusés d'opprimer l'homme, de paralyser toute initiative créatrice. « Tout aujourd'hui dans l'État, écrivait Daniel-Rops, tend à cette uniformisation dans l'abstrait. Une centralisation, qui a paru longtemps nécessité et dont on commence seulement à soupçonner le péril, qui est le gigantisme, aboutit à nier les différences fondamentales, celles que les traditions, les influences régionales, les résurgences ethniques et les fidélités de métier enracinent au cœur de l'homme. L'idéal pour tous les régimes actuels, c'est l'uniformité : le Breton et le Provençal mêlés dans l'anonymat faubourien, fondus peu à peu dans le creuset d'où sort le misérable

³⁸⁰ Demain la France, p. 173.

³⁸¹ *Ibid.*, p. 155.

métal du citoyen prolétaire ³⁸². » Et d'ajouter : « Un système qui aboutit à subordonner l'homme à l'État qui ne connaît d'activité *que* pour l'État, ne peut que conduire à la pire des déchéances. Il est un instrument de plus dans la tâche de destruction de la personne humaine que le monde moderne accomplit ³⁸³. »

À ces progrès croissants de l'étatisme, Daniel-Rops voyait non seulement des causes politiques, mais aussi des causes morales et spirituelles : démission de l'homme devant ses responsabilités, refus du risque. « Cette pente qui conduit une civilisation tout entière à se soumettre aux puissances exclusives de l'État, c'est au cœur même de l'homme moderne qu'il faut en trouver le point d'origine. Inconscient de sa grandeur véritable, d'ailleurs abruti, au sens plein du terme, par le rythme de vie, voué au seul culte de la production, asservi au désir d'argent et de confort, et, pour le reste, encombré d'un vide immense, l'homme moderne ne veut plus de responsabilité, il ne veut plus de risque, il démissionne ³⁸⁴. » Avant d'en arriver là, en faisant le procès de la centralisation, de l'écrasement des corps sociaux intermédiaires par l'État, ces mouvements mettaient en accusation cent cinquante ans de vie politique et l'action persévérante de ceux qu'ils appelaient « les continuateurs bureaucratiques de la Révolution française » ³⁸⁵. [207] Remontant des effets aux causes, ils mettaient en question l'idéologie de 1789, les « grands principes » de la Révolution française considérés comme des abstractions solennelles, sans contact avec le réel et particulièrement inadaptés à l'évolution de la société en ces années 1930. Dans cette perspective, l'étatisme leur apparaissait comme l'envers naturel de l'individualisme révolutionnaire, l'individu abandonné à ses seules forces étant totalement désarmé devant les pressions étatiques et ne pouvant attendre que de l'État ce qu'il ne peut obtenir par son effort solitaire. De ce fait, ces groupes voyaient dans le totalitarisme un fruit logique de l'individualisme ³⁸⁶.

³⁸² *Ordre Nouveau*, n° 1, mai 1933, p. 9.

³⁸³ *Éléments de notre destin*, p. 85.

³⁸⁴ *Ibid.*, p. 96.

³⁸⁵ *Ibid.*, p. 86.

³⁸⁶ Cf. Mounier, *Manifeste au service du personnalisme* : « Le cancer de l'État se forme au sein même de nos démocraties. Du jour où elles ont désarmé l'individu de tous ses enracinements vivants, de tous ses pouvoirs prochains, du jour où elles ont proclamé qu' " entre l'État et l'individu, il n'y a rien " (loi Le Chapelier), qu'on ne saurait laisser les individus s'associer selon " leurs prétendus intérêts communs - (ibid.), la voie est ouverte pour les États totalitaires modernes. La centralisation étend peu à peu son pouvoir, la rationalisation aidant, qui répugne à

Assez paradoxalement, c'est dans *l'Ordre Nouveau* et dans *Esprit* que l'on trouvait les développements les plus importants consacrés à la critique des principes de 1789, alors que la *Jeune Droite* s'y attardait beaucoup moins. Pour cette dernière, en effet, c'était là un point qui ne faisait plus question. Elle se bornait seulement à constater le discrédit général dans lequel sombrait l'idéologie révolutionnaire et libérale : « En 1934, remarquait Thierry Maulnier, la critique des principes démocratiques, fondement de l'État républicain, est un fait accompli depuis plusieurs décades. Grâce en partie à Georges Sorel, grâce, surtout, à l'analyse maurrassienne, un prodigieux travail de destruction et de subversion intellectuelles a ruiné l'idéologie issue de la révolution de 1789 ³⁸⁷. » Toutefois, si dans la critique des idées de 1789 conduite par ces mouvements l'influence des idées maurrassienne et sorélienne fut très grande, on ne saurait cependant passer sous silence d'autres influences : l'influence du catholicisme social - notamment dans *Esprit* et chez certains éléments de la *Jeune Droite* - ainsi que l'influence du socialisme, à la fois du socialisme d'inspiration proudhonienne et du socialisme d'inspiration marxiste.

C'est un disciple direct de Georges Sorel - qui n'était plus d'ailleurs un « jeune » - Hubert Lagardelle, qui orchestra avec [208] le plus de vigueur, dans *Plans*, ce qui fut l'argument essentiel de la réaction antidémocratique de ces mouvements : l'opposition entre « l'homme abstrait », fondement des dogmes démocratiques, et « l'homme réel » : « L'utopie de la démocratie, affirmait-il, a été de dépouiller l'individu de ses qualités sensibles, de le réduire à l'état abstrait de citoyen. De l'homme concret de chair et d'os, qui a un métier, un milieu, une personnalité, elle a fait un être irréel, un personnage allégorique en dehors du temps et de l'espace, et le même à tous les étages de la société. Ni ouvrier ni paysan, ni industriel ni commerçant, ni du Nord ni du Midi, ni savant ni ignorant : un homme théorique ³⁸⁸. »

On devait retrouver ce thème dans *Esprit* sous la plume d'Aldo Dami qui était d'ailleurs un transfuge de *Plans*. Dans un article intitulé « Crise de la démocratie et réforme de l'État », il écrivait : « Notre siècle opposera au concept de citoyen

toute diversité vivante : l'étatisme " démocratique " glisse à l'État totalitaire comme le fleuve à la mer. » (*Esprit*, octobre 1936, p. 174-175.)

³⁸⁷ *Demain la France*, p. 156.

³⁸⁸ *Plans*, n° 1, janvier 1931, p. 25.

celui de producteur, à l'homme abstrait et juridique l'homme réel. La crise actuelle est avant tout une crise d'adaptation. Les institutions ne correspondent plus aux faits ³⁸⁹. » En conséquence, il évoquait la nécessité de créer des institutions qui « substitueront au citoyen le producteur, à l'individu la collectivité, à l'homme abstrait des Encyclopédistes et de la Révolution française l'homme concret de la Révolution industrielle, en bref, l'homme qui n'a pas seulement une opinion mais aussi et surtout un métier, une région, une patrie ³⁹⁰. »

Avec sa concision et ses formules lapidaires habituelles, l'Ordre *Nouveau* reprenait le même thème : « Le système démocratique et parlementaire, au lieu de considérer l'homme dans son triple milieu, naturel, natal, familial et professionnel, ne veut voir en lui que " l'individu " défini par le bulletin de vote anonyme, la cote d'impôts et le matricule militaire, c'est-à-dire un être essentiellement abstrait et semblable à tous les autres, un atome social ³⁹¹. » Dans un manifeste publié en décembre 1933, l'Ordre *Nouveau* citait donc au premier rang des « institutions à renverser » les institutions démocratiques « auxquelles donne naissance l'individualisme libéral » : « L'individu libéral, tel que l'ont créé les théoriciens du suffrage universel, tout le monde croit aujourd'hui que c'est quelque chose de très simple, une évidence, une sorte de lieu commun. [209] C'est en effet le lieu commun de tous les malentendus actuels. Cet homme, sans lien, réduit à l'unité arithmétique, où l'a-t-on vu ? Qui l'a vu ? Et comment existerait-il ? C'est pourtant sur cet homme abstrait qu'est bâti tout le système démocratique. Et l'erreur initiale, doctrinale, se retrouve à tous les étages du système. C'est à cause d'elle qu'il s'écroulera ³⁹². »

Si *Esprit* ne formulait pas un verdict aussi catégorique, il est certain cependant que Mounier n'avait pas beaucoup d'indulgence pour la technique et l'idéologie démocratique. Ainsi que le constatera plus tard Étienne Borne : « Emmanuel Mounier n'usait pas volontiers du mot démocratie. Il lui semblait que l'idée avait quelque chose de banal et qu'elle appelait l'image de la " ligne plate " dont il avait horreur, en chevalier ami de l'épopée qu'il a été tout au long de sa vie. Au surplus, la démocratie lui paraissait solidaire, dans ses institutions comme dans son esprit,

³⁸⁹ *Esprit*, n° 22, juillet 1934, p. 545.

³⁹⁰ *Esprit*, n° 21, juin 1934, p. 371.

³⁹¹ R. Dupuis et A. Marc, *Jeune Europe*, p. 205.

³⁹² *Revue des vivants*, décembre 1933, p. 1844.

d'un monde libéral et individualiste qu'il estimait condamnable et donc condamné par la Providence et par l'histoire, et qui se trouvait en fin de compte trop vulnérable à la critique marxiste des libertés formelles ³⁹³. » La critique de Mounier se situait en effet à deux niveaux, au niveau des principes d'une part, au niveau de l'application d'autre part, car, selon lui, la démocratie était « faussée dans ses origines par une idéologie viciée et étranglée dans son exercice par le règne de l'argent » ³⁹⁴.

Le refus de l'individualisme révolutionnaire était chez lui net, catégorique, sans appel : « L'idéologie que nous combattons, écrivait-il, c'est l'idéologie de 89 (...) Ce que nous combattons c'est ceci : l'individu vidé de toute substance et attaches charnelles et spirituelles, fortifié de ressentiments et de revendications, érigé en absolu ; la liberté considérée comme un but en soi, sans rapport à quoi se donner, jusqu'à juger le choix même et la fidélité comme des impuretés ; l'égalité par le vide entre des individus neutres et interchangeables (auquel sens le prolétaire est le couronnement du citoyen) ; le libéralisme politique et économique qui se dévore lui-même ; l'optimisme dévot de la souveraineté nationale ³⁹⁵ ; l'opposition purement négative au socialisme ; l'attachement à un parlementarisme abstrait et mensonger qui, par ailleurs, se déconsidère [210] de jour en jour. Une telle démocratie méconnaît aussi bien la personne originale et pleine que la communauté organique qui doit relier les personnes : l'histoire des cent cinquante dernières années en témoigne ³⁹⁶. » Après avoir lu ces lignes, on s'étonne moins de trouver dans *Esprit*, sous la plume de Mounier, une sorte d'hommage à l'œuvre de *l'Action française* où, disait-il, « on lutta courageusement contre la démocratie libérale et parlementaire » ³⁹⁷.

³⁹³ *Forces nouvelles*, 2 avril 1960.

³⁹⁴ « Lettre à P. Archambault », *L'Aube*, 27 février 1934.

³⁹⁵ « La doctrine de la souveraineté populaire n'est rien pour nous si elle se réclame du nombre inorganisé ou de l'optimisme naïf de l'infailibilité populaire. » (Ibid.)

³⁹⁶ *L'Aube*, 27 février 1934.

³⁹⁷ « *L'Action française* où on lutta courageusement contre la démocratie libérale et parlementaire, mais au profit d'un conformisme traditionaliste compromis avec une conception païenne de la cité. » (*Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 1025). Dans le *Manifeste au service du personnalisme*, Mounier écrira dans le même sens : « Toute cette critique utilisée par les mouvements monarchistes et par les ligues fascistes est un acquis définitif du personnalisme, et c'est au nom de la personne qu'elle aurait dû être menée pour ne pas être compromise par d'aussi troubles origines. » (*Esprit*, octobre 1936, p. 184.)

À l'égard de la Révolution de 1789 en tant qu'événement historique, la position d'Esprit était plus nuancée tendant à dissocier la Révolution comme « fait » de la Révolution comme « idéologie ». C'est ainsi que Mounier, après avoir dit son opposition à « l'idéologie de 89 », précisait : « Non, 89 n'est pas Lucifer. Il y a une âme de la Révolution française dont nous vivons encore, et sainement : mais elle est à sa superstructure idéologique ce que le mouvement syndical et ouvrier, par exemple, est aux partis et aux métaphysiques qui l'ont accaparé ³⁹⁸. » Cette attitude n'était guère éloignée de celle de l'Ordre *Nouveau* qui, s'il critiquait l'individualisme rationaliste et abstrait issu de la Révolution, approuvait en revanche l'esprit de révolte qui avait animé celle-ci contre un monde figé en institutions désuètes et sclérosées ³⁹⁹.

En prenant ses distances à l'égard des principes de 1789, Mounier entendait désolidariser très nettement son entreprise du courant politique de la démocratie chrétienne. Ses jugements sur les démocrates-chrétiens, dont certains voyaient pourtant avec sympathie les efforts d'Esprit, furent toujours extrêmement sévères : « À beaucoup de démocrates-chrétiens, nous reprochons précisément de n'avoir pas donné un congé définitif à toutes ces impuretés idéologiques et cherché avec suffisamment de grandeur l'audacieuse tradition qui les eût poussés à l'avant-garde, au lieu de la paralyser dans les fluctuations modérées jusqu'à en faire trop souvent la [211] dernière et malsonnante remorque de la réaction ⁴⁰⁰. » Le Sillon, ancêtre du mouvement démocrate-chrétien, n'était guère mieux traité : Mounier l'accusait d'avoir dévoyé « des forces généreuses (...) dans de vagues compromissions politiques et une idéologie périmée ⁴⁰¹ ».

Cette condamnation par Esprit des principes de la démocratie libérale était complétée par la dénonciation de son fonctionnement jugé totalement faussé par le jeu du capitalisme. Par-là, Mounier rejoignait et la critique marxiste des libertés formelles et la critique maurrassienne qui voyait dans la démocratie le règne de la ploutocratie. Il écrivait : « On ne dénoncera jamais assez le mensonge démocrati-

³⁹⁸ « Lettre à P. Archambault », op. cit.

³⁹⁹ Nous avons vu que, dans leur premier livre, Aron et Dandieu semblaient même se référer à l'individualisme de 1789, Cette équivoque devait se dissiper dans les travaux postérieurs.

⁴⁰⁰ « Lettre à P. Archambault », op. cit.

⁴⁰¹ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 1026. Dans le même sens, cette note dans son journal à la date du 8 juin 1934 : « Mardi soir, conférence aux Sillonnistes pauvres, pâles, généreux débris épuisés de douceur... » (Mounier et sa génération, p. 46.)

que en régime capitaliste. La liberté capitaliste a livré la démocratie, en utilisant ses formules mêmes et les armes qu'elle lui donnait, à l'oligarchie des riches (...) La démocratie capitaliste est une démocratie qui donne à l'homme des libertés dont le capitalisme lui retire l'usage. L'Égalité ? On y proclame l'égalité juridique, et, surtout, ce qui compte pour elle, l'égle chance de tous dans la course à l'argent ; hypocrisie dans un régime où, malgré quelques réussites (souvent nées de la violence et de l'usure), malgré quelques infiltrations avarement ménagées, l'enseignement et les fonctions de commandement sont pour l'ensemble un monopole de caste ; où, en tous domaines, les sanctions frappent différemment les riches et les faibles ; où la souveraineté populaire, enfin, n'est qu'un leurre. L'État politique n'y représente pas des hommes ou des partis, mais des masses de gens "libres", indifférenciés, lassés, qui votent n'importe comment en se soumettant d'eux-mêmes sous la domination des puissances capitalistes qui, par la presse et le Parlement, entretiennent le cercle de cet avilissement ⁴⁰². »

L'Ordre Nouveau n'était pas moins véhément dans la mise en accusation de ce qu'il appelait « le mensonge de la démocratie libérale » : « Nous savons ce qui se cache derrière les grands mots d'égalité, de fraternité, de liberté dont s'adornent les façades de nos mairies. Il n'y a point d'égalité véritable dans une république parlementaire et l'égalité politique du bulletin de vote n'est qu'une façon de leurrer les petits, les désarmés. Qui dira que Civisme, l'anonyme, [212] soit l'égal de M. Schneider parce que les bulletins de l'un et de l'autre, tous les quatre ans, s'équivalent ? Il n'y a pas de liberté véritable dans un régime où toutes les forces de suggestion de la presse, mises au service de l'argent et de l'État, privent la personne des fondements mêmes du jugement. Où la police cesse d'être un moyen d'ordre pour devenir un système de gouvernement. Où l'on a désappris à tout un peuple l'usage de la liberté politique en faussant même ce que le régime parlementaire, à son origine, pouvait avoir de valable. Il n'y a pas de fraternité dans un système qui, fondé ouvertement sur une frénésie de profit et de rivalités sordides, n'a plus d'autre moyen de gouverner que de dresser les diverses catégories de citoyens les unes contre les autres et d'exploiter, divisant pour régner, les pires sentiments de haine et d'envie ⁴⁰³. »

⁴⁰² « Lettre à Paul Archambault », op. cit.

⁴⁰³ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 8-9.

De ce fait, très logiquement, *l'Ordre Nouveau* concluait par la plume d'Alexandre Marc : « Le terme de démocratie est à éviter comme la peste... » ⁴⁰⁴ Telle n'était pas en revanche l'attitude d'Esprit. Celui-ci était enclin à conserver le mot en le précisant et en opposant la démocratie existante - « démocratie libérale et parlementaire » - qu'il fallait combattre et abattre à une démocratie idéale - une « démocratie organique » - qu'il fallait s'efforcer de susciter et de construire. On trouvait notamment cette opposition chez Mounier et chez Jean Lacroix, ce dernier manifestant d'ailleurs de sérieuses réticences à l'égard de l'antidémocratie de *l'Ordre Nouveau*. Cette position quelque peu ambiguë devait amener la *Jeune Droite* à reprocher à *Esprit* de ne pas rompre assez nettement avec le « démocratisme ». On notera que, dans la lettre d'Alexandre Marc dont nous avons cité un extrait plus haut, il y avait aussi une critique implicite de la tactique d'Esprit : « Certes, on peut toujours dire : nous sommes démocrates si démocratie signifie amour du peuple, nous sommes démocrates si démocratie signifie personnalisme, bref, nous sommes démocrates si démocratie signifie... *Ordre Nouveau* : astuce verbale ne présentant aucun intérêt, aucune efficacité ⁴⁰⁵. »

Ce refus de se situer dans le cadre idéologique de la démocratie libérale, de s'engager dans les querelles parlementaires, d'admettre le jeu corrupteur des partis, *l'Ordre Nouveau* le résumait en une [213] formule qui devait connaître un certain succès : « Ni droite, ni gauche ». Tel fut notamment le titre d'un numéro spécial de sa revue consacré à prouver la faillite des partis et du parlementarisme. De même, après avoir affirmé leur refus de s'intéresser au cléricalisme, au militarisme, au parlementarisme, « questions petites-bourgeoises héritage du XIXe siècle », Robert Aron et Arnaud Dandieu déclaraient dans la préface de *la Révolution nécessaire* : « Nous ne sommes ni de droite ni de gauche, mais s'il faut absolument nous situer en termes parlementaires, nous répétons que nous sommes à mi-chemin entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche, par derrière le président tournant le dos à l'assemblée ⁴⁰⁶. » La signification de l'image était claire, c'était le rejet d'une « idéologie, voire d'une sensibilité, conditionnée par la démocratie

⁴⁰⁴ Lettre à C. Chevalley (11 juillet 1935), citée par E. Lipiansky, op. cit., p. 33.

⁴⁰⁵ Ibid., p. 33.

⁴⁰⁶ *La Révolution nécessaire*, p. 12.

parlementaire » ⁴⁰⁷. Et *l'Ordre Nouveau* ajoutait : « Celui-là seul est mûr pour la révolution qui a compris l'absurdité d'une pareille classification ⁴⁰⁸. »

Certains représentants de la *Jeune Droite*, malgré quelques réticences, adoptèrent la formule. Thierry Maulnier collabora ainsi au numéro de *l'Ordre Nouveau* publié sous ce titre. Pour sa part, Jean de Fabrègues écrivait : « Voici notre parti. Il n'est pas avec les hommes de droite qui pensent (sciemment ou non) à leurs portefeuilles, à leurs Conseils d'Administration, à cent choses que le matérialisme corrompt essentiellement. Il n'est pas avec les hommes de gauche soucieux d'autres matérialismes à satisfaire : ceux des électeurs (...) Nous ne sommes ni avec les cadres glacés de la droite, ni avec la haine du christianisme qui siège à gauche. Mais pour autant nous ne sommes pas avec ceux qui se servent de la souffrance humaine comme d'un tremplin politique, ni avec ceux qui agitent le Drapeau et le Crucifix pour couvrir de futurs Panamas et de nouveaux Oustrics ⁴⁰⁹. » Au cours de l'année 1934, il se déclarera d'extrême-gauche « par [son] exigence de réforme sociale », et d'extrême-droite « par [son] souci d'ordre politique. » ⁴¹⁰

Dans un autre style, Mounier récusait lui aussi une certaine façon d'opposer droite et gauche : « Il faudra écrire l'histoire de cette comptabilité universelle et montrer à l'œuvre une opinion diffuse contraignant peu à peu dans ces colonnes toutes les valeurs spirituelles. Il y a des vertus de droite : l'honneur, la mesure, la prudence ; [214] et des vertus de gauche comme l'audace et la paix. La charité est à droite, avec l'Académie, la religion, le ministre de la Guerre, l'âme, M. Bourget, le latin, l'économie libérale, les notaires et les familles. La justice est à gauche avec Picasso, les fonctionnaires, M. Homais, l'hygiène sociale, le féminisme, la liberté et la psychologie expérimentale (...) Ce serait assez bien nous définir, politiquement parlant, que nous considérer comme ceux qui ont senti leur instinct essentiel déchiré par ce partage et ce malentendu. Tout l'effort de notre psychologie politique doit être employé à le briser ⁴¹¹. » Plus directement, il écrira quelques semaines après : « Tant que nous n'aurons pas arraché de nos chairs, où ils tiennent encore solidement, jusqu'aux derniers sursauts du "réflexe de droite", ou

⁴⁰⁷ J. Jardin et D. de Rougemont, *l'Avant-Poste*, février 1934, p. 15.

⁴⁰⁸ Ibid., p. 15.

⁴⁰⁹ *Revue du siècle*, n° 11, mars 1934, p. 5.

⁴¹⁰ *Revue du XXe siècle*, n° 2, décembre 1934, p. 52.

⁴¹¹ *Esprit*, n° 1, octobre 1932, p. 7-9.

du "réflexe de gauche", tant que nous n'aurons pas laissé très loin en arrière cette irritation spontanée que donnent aux uns les lorgnons de M. Blum, aux autres les moustaches de M. Marin, nous ne serons pas encore à la question ⁴¹². » Aussi, après avoir dit la nécessité de désolidariser les valeurs spirituelles d'avec les politiques de droite, n'était-il pas disposé à se ranger parmi « les catholiques de gauche » : « À quoi bon désolidariser ici les valeurs transcendantes pour les solidariser à nouveau trente mètres plus loin (je parle des travées de la Chambre) ⁴¹³... »

En fait, *Esprit* ne s'était pas fixé dans cette position - qu'il conservera jusqu'en mars 1934 - sans hésitation, ainsi qu'en témoignent les retouches subies par l'article-manifeste de Mounier « Refaire la Renaissance » entre le Congrès de Font-Romeu et la publication dans le premier numéro de la revue. En effet, si, dans la première version de ce texte qui fut lue au Congrès, Mounier déclarait déjà qu'il ne fallait pas « laisser entendre que nous allons retourner la balance et solidariser systématiquement l'esprit avec tout ce que l'on a estampillé à gauche », il ajoutait cependant : « Nous nous laisserons placer à gauche, non parce que notre tempérament nous y porte, ou la mode, ou l'ambition, mais parce que la vérité a de ce côté aujourd'hui sa voie royale ⁴¹⁴. » Cette dernière phrase disparut dans le texte définitif. Il semble donc que ce soient les discussions de Font-Romeu qui aient conduit à l'adoption de la position « Ni droite, ni gauche ».

Cette formule allait d'ailleurs, il faut le souligner, beaucoup plus loin qu'un simple refus du jeu politique des années 1930. Elle [215] traduisait aussi un certain mépris de la politique, un « antipolitisme » auquel l'influence de Proudhon et de Péguy n'était pas étrangère. « Il y a une certaine bassesse, notait ainsi Daniel-Rops, à toujours attirer son adversaire sur le terrain politique ⁴¹⁵. » De même, Denis de Rougemont avouait, dans les premières lignes de *Politique de la personne*, avoir pour la politique « une espèce d'aversion naturelle » ⁴¹⁶. Et, de fait, ces mouvements entendaient replacer les problèmes politiques dans une perspective beaucoup plus générale. La *Revue du siècle* constatait ainsi : « Si la plupart des enquêtes s'entendent à rejeter les phénomènes essentiellement politiques que sont

⁴¹² *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 882.

⁴¹³ Ibid.

⁴¹⁴ Bulletin des amis d'H. Mounier. N° 13, Mars 1959, p. 6.

⁴¹⁵ *Revue française*, avril 1933, p. 496.

⁴¹⁶ *Politique de la personne*, p. 13.

la démocratie et ses dérivés, S.D.N., Parlement, etc., ce sont des conceptions plutôt philosophiques que politiques qu'ils leur opposent ⁴¹⁷. » Le slogan « Ni droite, ni gauche » était donc aussi l'expression de leur volonté de « changer de plan », ce qui était une des formules favorites d'Esprit et de l'Ordre Nouveau. Sur ce point, Mounier s'expliquera plus tard en ces termes : « Ni droite ni gauche, ni Grecs ni Juifs, nous ne renions pas nos sangs divers, mais, les uns par vocation, les autres par décision, nous prenons notre point de départ et placions notre ligne de visée sur un plan radicalement transcendant au plan politique, bien que recoupant aussi le plan politique. A notre manière, nous disions au monde des politiciens : "Notre royaume n'est pas de votre monde. L'homme, ses problèmes et sa civilisation, sa vérité métaphysique, aussi bien que son histoire la plus engagée, l'actualité comme vous dites, tout cela est à une distance dont vous n'avez pas la moindre idée de ces idéologies contradictoires, de ces volontés brouillonnes et de ces instincts grégaires que vous classez en droite et en gauche" ⁴¹⁸. »

Les perspectives dans lesquelles ces mouvements avaient le souci de situer leur contestation de l'ordre politique établi étaient assez exactement décrites par Esprit, lorsque celui-ci déclarait : « Il n'y a aucune proportion entre la totalité de notre œuvre et ses coordonnées proprement politiques. Le politique peut être urgent, il n'est que subordonné. Le dernier point que nous visons, ce n'est pas le bonheur, le confort et la prospérité de la cité, mais l'épanouissement spirituel de l'homme. Si nous poursuivons le bien politique de l'homme, ce n'est pas dans l'illusion qu'il va lui assurer une vie sans risque, sans souffrance et sans soif. Ce que nous combattons, [216] ce n'est pas une cité inconfortable, c'est une cité mauvaise. Car tout péché vient de l'esprit, tout mal de la liberté. Notre action politique est donc l'organe de notre action spirituelle et non l'inverse ⁴¹⁹. » Le même point de vue se retrouvait dans la critique du désordre économique et social faite par ces groupes.

⁴¹⁷ R. Vincent, *Revue du siècle*, n° 3, juin 1933, p. 15.

⁴¹⁸ Les certitudes difficiles, p. 91.

⁴¹⁹ E. Mounier, *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 10.

[217]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**DEUXIÈME PARTIE
1. RUPTURE AVEC LE DÉSORDRE ÉTABLI**

Chapitre 3

Le désordre économique et social

[Retour à la table des matières](#)

« L'histoire désignera sans doute l'anticapitalisme comme le lieu commun le plus fortuné des années 1930 ⁴²⁰. » Ainsi s'exprimera Mounier dans son *Manifeste au service du personnalisme* publié en 1936. Cette affirmation, si elle est pour une bonne part exacte, doit être cependant nuancée dans la mesure où, jusqu'aux années 1932-1933, cet anticapitalisme fut surtout le fait des groupes de jeunes dont nous essayons de retracer l'histoire, tandis que l'opinion publique conservait alors sa confiance au régime établi malgré les rumeurs alarmantes venues d'outre-Atlantique et les signes de crise qui commençaient à apparaître en France. Dans les mouvements de jeunes, il y avait en revanche unanimité : « Quant au système économique actuel, pouvait écrire Daniel-Rops, on trouverait difficilement des jeunes hommes pour présenter sa défense ⁴²¹. »

⁴²⁰ *Esprit*, octobre 1936, p. 129.

⁴²¹ Les Années tournantes, p. 103.

Le spectacle de l'incohérence et de l'anarchie économique grandissante - surtout après 1932 - ne pouvait que les confirmer dans leur lutte contre un état de choses aussi choquant pour la raison que pour le sentiment. Alexandre Marc et René Dupuis ont peint en ces termes la stupeur des nouvelles générations devant ce qui ne pouvait pas ne pas leur apparaître comme un scandale difficilement supportable : « C'est au moment même où les progrès de la technique permettent - pour la première fois peut-être depuis le commencement de l'histoire de l'humanité - de produire assez de biens pour qu'il soit possible d'assurer à tous le nécessaire que les jeunes constatent les ravages toujours plus grands de la misère. Ils lisent dans le même journal que l'on va augmenter, dans des proportions considérables, les droits d'entrée du café en France et que, au Brésil, on alimente les locomotives avec cette denrée ; ils [218] se voient, dans la rue, abordés par des chômeurs qui leur réclament du pain, alors qu'ils viennent de lire qu'on brûle des centaines d'hectares de blé au Canada ⁴²²... » Que, devant de tels faits, la révolte leur soit apparue nécessaire et urgente n'a rien d'étonnant. Comme le remarquait l'un d'entre eux : « Nous avons le sentiment de vivre dans un monde où les richesses sont immenses et où la plupart d'entre elles sont gâchées ; nous sommes las d'un système économique où l'excès des biens aboutit à l'excès des malheurs, où l'abondance des blés dans le Middle West a pour résultat la famine chez les ouvriers allemands ⁴²³. »

Cependant, ce qu'il faut ici particulièrement souligner, c'est que cette opposition au capitalisme fut chez ces jeunes hommes le fruit d'une réflexion critique antérieure à la crise, celle-ci venant simplement donner plus de force à leur diagnostic. Le capitalisme triomphant des années de prospérité n'était pas à leurs yeux moins critiquable que le capitalisme en déconfiture des années 1932-1934. Évoquant la naissance des *Cahiers*, Jean-Pierre Maxence pourra dire ainsi, non sans raison : « Aux belles, aux orgueilleuses années de la prospérité d'après-guerre, nous avons dit "non" au capitalisme ⁴²⁴. » De même, c'est certainement à ces années-là que pensait Mounier, en dénonçant dans le premier numéro d'*Esprit* « le désordre des périodes étales, le plus pernicieux parce qu'inapparent, le plus

⁴²² Jeune Europe, p. 200.

⁴²³ Daniel-Rops, *le Monde sans âme*, p. 145.

⁴²⁴ Histoire de dix ans, p. 92.

pernicieux parce que masqué » ⁴²⁵. Selon eux, le régime capitaliste devait être mis en accusation en soi, au-delà de la crise considérée seulement comme « une illustration plus vive, plus mobile » ⁴²⁶ du mal qui rongait la société. Aussi, tout en dénonçant le désordre économique, ce procès du capitalisme allait-il beaucoup plus loin, mettant en question un régime qui était aussi et surtout source de désordre social et spirituel.

Cet anticapitalisme s'exprimait dans ces revues d'une manière particulièrement agressive et virulente. Pour *Esprit*, il était le fondement de sa dénonciation du désordre établi. Le régime capitaliste lui paraissait en effet répondre à tous les critères que la morale catholique retient pour définir la tyrannie : « Dans ce régime capitaliste, écrivait Mounier, nous savons pourquoi la crise et les guerres, et la corruption et les grèves et les haines. La question [219] ne se pose plus pour nous de savoir si le régime répond à la définition du tyran. Il faut dire plutôt que jamais tyran ne disposa d'un aussi universel pouvoir de broyer les hommes, par la misère ou par la guerre, d'un bout à l'autre de la terre, qu'aucun tyran n'accumula, dans le silence de la normalité, autant de ruines et d'injustices ⁴²⁷. » Et de conclure, après avoir noté qu'un « régime comme le capitalisme moderne est une sorte de péché social » ⁴²⁸ : « Notre révolte contre le monde de 1937 implique sans aucune réserve la condamnation et le renversement par tous les moyens, surtout par les moyens illégaux, c'est-à-dire efficaces, du régime capitaliste actuel ⁴²⁹. » On le voit, les positions d'*Esprit* ne laissaient pas place à l'équivoque.

L'Ordre Nouveau n'était guère plus tendre, et son manifeste déclarait : « L'organisation économique actuelle est à la fois injuste et absurde. Injuste, car elle ne profite qu'à des parasites, spéculateurs et intermédiaires, qui exploitent en fin de compte l'ouvrier et le paysan, le technicien et l'intellectuel, autant d'ailleurs que l'entrepreneur honnête et indépendant. Absurde, car tous les perfectionnements techniques aboutissent aujourd'hui au chômage, l'abondance à la misère, la fé-

⁴²⁵ *Esprit*, n° 1, octobre 1932, p. 7.

⁴²⁶ *Ibid.*, p. 7.

⁴²⁷ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 890.

⁴²⁸ *Ibid.*, p. 891.

⁴²⁹ *Esprit*, n° 7, avril 1933, p. 139.

condité à la crise universelle (...) Nous refusons une civilisation qui affame trente millions d'hommes, prépare les guerres et légitime les désordres ⁴³⁰. »

En ce domaine, l'attitude de la Jeune *Droite* était peut-être la plus caractéristique dans la mesure où elle rompait très nettement avec un conservatisme social qui pouvait passer pour l'apanage de la tradition à laquelle elle se rattachait. Daniel-Rops constatait ainsi : « Jadis la réaction était ce qui défendait l'héritage, la propriété, les bonnes mœurs et la morale en même temps que le portefeuille : ces jeunes réactionnaires se désolidarisent de tout ce complexe ⁴³¹. » À la vérité, la Jeune *Droite* retrouvait là une des inspirations originelles de *l'Action française* qui avait, par exemple, amené Maurras et Bainville, dans les années 1905-1910, à prendre parti pour les mineurs et cheminots en grève. Cette tendance anticapitaliste, qui avait été aussi, avant 1914, à l'origine de la création par Henri Lagrange du *Cercle Proudhon*, avait été ensuite plus ou moins étouffée par un certain embourgeoisement de *l'Action française* qui, [220] autour des années 1930, tendait à se figer dans un conservatisme de fait sinon de doctrine.

Parce qu'elles avaient à dissiper cette équivoque, les déclarations de la Jeune *Droite* étaient, sur ce sujet, particulièrement véhémentes. Dès son manifeste, *Réaction* affirmait ainsi que « l'Ordre » qu'elle entendait servir n'avait rien à voir avec « la protection des coffres-forts » ou « l'union des intérêts économiques », tandis que Jean de Fabrègues s'élevait contre « l'infamie du capitalisme libéral » ⁴³², qualifié par Christian Chenut de « régime antisocial et malhonnête » ⁴³³. Décidée à couper « les trompeuses ficelles qui semblaient la lier à une économie capitaliste où l'esprit et la justice n'avaient pas leur voix » ⁴³⁴, la Jeune *Droite* déclarait très nettement : « Nous dénonçons l'usurpation : l'état de fait aujourd'hui nommé capitalisme, règne de la spéculation gratuite et de la pure jouissance, où l'homme est enfin bien seul et bientôt plus humain, c'est ce que nous combattons. Il n'est pas l'ordre (...), contre lui la révolte de l'esprit, vrai, réel, est nécessaire et justifiée ⁴³⁵. » Répudiant « l'injustice sociale flagrante », refusant de prêcher « la

⁴³⁰ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 2.

⁴³¹ *Revue française*, avril 1933, p. 490.

⁴³² *Revue du siècle*, n° 7, novembre 1933, p. 5.

⁴³³ *Réaction*, n° 8, janvier 1932, p. 47.

⁴³⁴ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 12, juillet 1932, p. 3.

⁴³⁵ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 10, mars, 1932, p. 6.

résignation pour n'avoir jouir plus tranquillement » ⁴³⁶ la *Jeune Droite* mettait en accusation la droite parlementaire, lui reprochant de n'avoir jamais pu proposer un statut du prolétariat « qui eût rendu à la dignité les pauvres troupes livrées à la démagogie par la monstrueuse indifférence d'une bourgeoisie aussi matérialiste que le socialisme stupide qu'on lui oppose » ⁴³⁷. Cette prise de position fut assez vigoureuse pour que Joseph Folliet ait pu parler dans *l'Aube* du « noble souci du social » de la *Jeune Droite* ⁴³⁸, et que Mounier ait pu noter en 1934 : « Depuis quelques mois, nous assistons à un courageux effort d'une certaine jeune droite pour se désolidariser de la droite économique dont elle était jusque-là, fût-ce implicitement, solidaire. Les positions sont aujourd'hui nettement prises parce groupe, dégagées des réticences et des timidités que naguère encore nous relevions dans ces revues ⁴³⁹. »

La critique du capitalisme développée par les mouvements de jeunes des années 1930 n'était pas seulement économique, elle était [221] aussi, nous l'avons déjà brièvement signalé, une critique d'un désordre social et spirituel. C'est pourquoi, si elle pouvait, par ses aspects économiques et sociaux, se rapprocher, dans une certaine mesure, des critiques marxistes, elle en différait nettement par ses orientations spiritualistes. Nous essayerons ici de séparer les trois plans, tâche délicate car, dans la pratique, jugements techniques et jugements moraux interféraient, ces derniers étant pour leurs auteurs les plus importants.

Du point de vue économique, ces mouvements soulignaient que le bilan du libéralisme était un bilan de faillite, la faillite de sa vision optimiste du jeu des lois économiques créant l'harmonie par la libre concurrence des intérêts particuliers. Pour eux, il était en effet évident que le « laissez faire, laissez passer » aboutissait en réalité au chaos et à l'anarchie, transformant la société en une véritable jungle dans laquelle les exigences du bien commun et de la justice se trouvaient radicalement méconnues. La crise et ses brutales conséquences devaient confirmer à leurs yeux la justesse de leur diagnostic. Selon eux, le libéralisme était non seulement incapable de réaliser un véritable ordre économique, mais encore il menait à une subversion totale en soumettant la consommation aux exigences de la pro-

⁴³⁶ R. Vincent, *Réaction*, n° 10, mars 1932, p. 19.

⁴³⁷ J. Loisy, *Revue du siècle*, n° 11-12, mars 1934, p. 147.

⁴³⁸ *L'Aube*, 14-15 Août 1933.

⁴³⁹ *Esprit*, n° 25, octobre 1934, p. 152

duction, elle-même soumise au profit spéculatif. Tels étaient en effet les deux principaux chefs d'accusation contre le fonctionnement du capitalisme libéral : réquisitoire contre ce qu'ils appelaient le « productivisme » et mise en cause du primat absolu reconnu au profit et aux spéculations financières. .

Sous le nom de « productivisme », ces groupes mettaient en question une économie tout entière tendue vers le seul développement de la production, vers la seule croissance des rendements, le tout dans une perspective essentiellement quantitative. L'économie devenait ainsi un monde clos, trouvant en lui-même sa finalité : produite toujours plus rapidement, produite toujours davantage, sans que soient pris en considération ni la situation du marché, ni le volume probable de la consommation, en un mot, les besoins réels des hommes. Non contente d'ignorer ces besoins, l'économie capitaliste leur paraissait renverser l'ordre normal des choses en cherchant à tout prix des débouchés, en se subordonnant la consommation. Nos mouvements voyaient l'apothéose du système dans le « fordisme » avec sa politique de hauts salaires pour accroître le pouvoir d'achat et son recours à la publicité pour amener les consommateurs à acheter, non selon leurs goûts, mais selon les impératifs d'une production de plus en plus standardisée. Il leur était facile de souligner tout ce qu'un tel mécanisme pouvait avoir [222] d'artificiel et de fragile : « Comme ces acrobates qui, montés sur motocyclette, tournent dans une sphère en grillage d'acier, dans le cycle productiviste, le monde ne peut s'arrêter un instant sous peine de s'abattre sur le sol, inanimé ⁴⁴⁰. » Dans cette perspective, la crise apparaissait comme la sanction du réel à l'égard de cette frénésie productiviste « sans contrôle, sans frein, sans autre but que l'immédiat » ⁴⁴¹, qui s'était trouvée favorisée par le développement du machinisme et des méthodes de rationalisation du travail au cours de l'après-guerre.

Dans la recherche des causes du désordre, l'analyse ne s'arrêtait pas là. Elle remontait jusqu'à ce que ces groupes tenaient pour le moteur de ce productivisme - la recherche sans frein du profit, et d'un profit qui était de moins en moins la rétribution normale de services rendus et toujours davantage le produit de spéculations financières et bancaires, un profit trop souvent « sans norme et sans justification » ⁴⁴². La domination de la « finance » et des banques sur l'ensemble des

⁴⁴⁰ Daniel-Rops, *Éléments de notre destin*, p. 50-51.

⁴⁴¹ J.-P. Maxence, *Demain la France*, p. 195.

⁴⁴² J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 10, mars 1932, p. 2.

producteurs - entrepreneurs comme salariés - était considérée comme l'une des tares majeures du système, l'une des causes prépondérantes du désordre. Le règne de la spéculation, notait ainsi *Esprit*, « plus grand mal encore que le productivisme (...), transforme l'économie en un énorme jeu de hasard aussi étranger qu'une roulette au souci de ses contrecoups économiques et humains » ⁴⁴³. De ce fait, l'économie se trouvait en effet mise au service de combinaisons tout à fait étrangères à sa finalité normale, « le financier ne voyant dans la naissance d'une entreprise que la possibilité, non pas de produire des objets utiles, c'est-à-dire répondant réellement à un besoin, mais d'ouvrir de nouveaux crédits et de lancer de nouveaux titres sur le marché » ⁴⁴⁴. Ce règne du financier symbolisait donc le triomphe de l'artifice et du parasitisme : « C'est le temps du financier, écrivait Jean de Fabrègues, il ne crée pas de richesses, mais profite de celles que les autres créent. Il n'incarne aucune puissance, aucune fonction sociale, mais il les asservit parce qu'il leur fournit les bienfaits du dieu du jour : le crédit. Il ne représente point le passé et se rit de l'avenir, n'hésite pas à détruire ce qui fut et à miner ce qui pourrait naître. Il construit [223] pour l'instant présent, pour la plus immédiate jouissance ⁴⁴⁵. »

À cet égard, l'échafaudage financier du crédit leur semblait être le symbole le plus significatif du système, substituant une construction abstraite et artificielle aux mécanismes normaux de l'économie. Le krach de Wall Street était ainsi considéré comme ayant l'une de ses origines principales dans la gigantesque inflation du crédit - crédits à la production, crédits à la consommation - qui avait caractérisé l'économie américaine dans les années 1925-1929 : « La machine économique américaine, notait Thierry Maulnier, se trouvait à un rythme bien au-delà des besoins du pays et du monde, son débit n'était plus réglé par les nécessités de la vie, mais par une énorme puissance d'achat purement fictive et abstraite, par une abondance de signes monétaires à peu près illimitée. Le premier choc devait faire crouler une économie où les capitaux étaient faits, pour une bonne part, de formules et de signatures et où tant de richesses n'existaient que par convention ⁴⁴⁶. »

⁴⁴³ *Esprit*, n° 21, juin 1934, « Lignes de position », p. 3.

⁴⁴⁴ C. Chenut, *Réaction*, n° 10, mars 1932, p. 29.

⁴⁴⁵ *Réaction*, n° 10, mars 1932, p. 4.

⁴⁴⁶ *Revue universelle*, 1er octobre 1933, p. 97.

Plus généralement, avec le crédit, étaient mis en accusation tous les mécanismes qui touchaient peu ou prou à la spéculation et qui mettaient en œuvre ce qu'Esprit appelait « le principe contre nature de la fécondité de l'argent ⁴⁴⁷ ». Ressuscitant un vieux mot tombé quelque peu en désuétude, tous ces mouvements se prononçaient pour la condamnation de « l'usure », en quoi beaucoup voyaient l'essence du capitalisme des années 1930 : « Quelques-uns se sont fatigués à définir le système capitaliste actuel, pouvait-on ainsi lire dans Esprit, il n'était pas besoin de tant chercher, c'est l'usure érigée en loi générale ⁴⁴⁸. » En ce domaine, les catholiques d'Esprit comme ceux de la *Jeune Droite* rappelaient avec insistance les positions de l'Église médiévale sur le prêt à intérêt et se plongeaient avec passion dans l'étude de saint Thomas d'Aquin et des Pères de l'Église : « Les condamnations de l'usure par l'Église, écrivait Maritain dans Esprit, demeurent au seuil des temps modernes comme une interrogation brûlante sur la légitimité de l'économie de ce temps ⁴⁴⁹. »

À ces mécanismes étaient imputées et l'accumulation d'une énorme puissance économique et financière au profit d'une minorité, et la décomposition corrélatrice de cet « enracinement de l'homme » qu'était, à leurs yeux, la propriété. Se distinguant en cela très nettement des thèses marxistes, cette critique ne récusait [224] pas la légitimité de la propriété privée. Bien au contraire, c'est en son nom qu'elle s'attaquait au capitalisme, lui reprochant de faire disparaître toutes les formes de propriété personnelle en concentrant la propriété et la direction de l'économie dans un nombre de plus en plus réduit de mains, par le truchement d'organismes impersonnels et abstraits tels que les trusts et les sociétés anonymes qui étaient parmi les cibles favorites de tous ces groupes. Pour cette raison, le capitalisme se voyait dénié tout droit à se présenter comme le défenseur de la propriété : « Ne laissons pas dévier le problème par ceux qui ont intérêt à le faire. Les défenseurs du capitalisme et de son régime actuel de propriété tentent de persuader qu'ils défendent du même coup les valeurs de propriété personnelle, d'initiative et de liberté responsable (...) Ils en sont en fait les ennemis directs et les font reculer chaque jour tout en maintenant l'illusion ⁴⁵⁰. »

⁴⁴⁷ J. Maritain, *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 904.

⁴⁴⁸ G. Viance *Esprit*, n° 13, novembre 1933, p. 29.

⁴⁴⁹ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 898.

⁴⁵⁰ E. Mounier, *Esprit*, n° 19, avril 1934, p. 61.

Le capitalisme était accusé, d'une part, d'interdire aux salariés d'accéder à la propriété « en prélevant du capital sur le salariat par l'insuffisance des salaires » et, d'autre part, de compromettre le sort des petits épargnants et des moyennes entreprises « par le prélèvement de profit et de puissance du gros capital sur le petit capital épargnant ⁴⁵¹ ». Ce processus conduisait, selon cette analyse, à substituer à la propriété concrète et personnelle une propriété abstraite et irresponsable. « La propriété personnelle, garantie pour un grand nombre d'hommes d'un minimum de liberté économique, devient, constatait Jean-Pierre Maxence, propriété anonyme et ne fait plus qu'assurer le pouvoir de quelques banquiers ⁴⁵². » On soulignait d'ailleurs qu'entre ce capitalisme anonyme et abstrait et le communisme, l'opposition n'était pas aussi nette qu'il pouvait paraître au premier abord : « Le régime capitaliste, affirmait *l'Ordre Nouveau*, a séparé l'homme de la propriété et de l'enracinement qu'elle constitue, et le communisme prend ensuite en charge cet homme déraciné, prolétarisé, coupé de toutes ses attaches familiales, régionales, nationales ⁴⁵³. »

Par ailleurs, les catholiques de la *Jeune Droite* et d'Esprit, nourris de la doctrine de l'Église sur la destination commune des biens, reprochaient à l'individualisme libéral d'avoir déformé le droit de propriété en en faisant un droit absolu, indifférent aux exigences [225] du bien commun : « La propriété qu'on avait cru libérer s'est détachée du service qui la légitimait et dont elle était le support. Elle n'est plus apparue que comme une source d'enrichissement, une source de profits, une source de bénéfices. L'individu, complètement délié de la suite de ses devoirs, même les plus proches, a cru qu'il pouvait légitimement user et abuser du bien qu'il détenait dans un seul but de lucre ⁴⁵⁴. » Ce procès du capitalisme au nom de la propriété, le programme d'Esprit établi à Font-Romeu le résumait ainsi : « Il faut se débarrasser de ce capitalisme générateur de gaspillage, d'anarchie, d'injustice. Il prétend se défendre au nom de la propriété privée et il l'a pervertie et confisquée. Elle est une condition de la création libre et il en fait une tentation d'égoïsme et de lucre ; elle devrait se répartir entre tous et il en concentre sauvagement les attributs réels entre les mains de quelques privilégiés. C'est quand on

⁴⁵¹ *Esprit*, n° 21, juin 1934, « Lignes de position », p. 3.

⁴⁵² *Demain la France*, p. 200.

⁴⁵³ D. Ardouint, et A. Marc, *Ordre Nouveau*, n° 16, décembre 1934, p. 10.

⁴⁵⁴ R. Magniez, *Revue du siècle*, n° 11, mars 1934, p. 71.

croit aux vertus de la propriété privée définie d'un point de vue spirituel, qu'on est contraint, pour en sauvegarder et généraliser les bienfaits, d'en limiter le domaine dans l'état du mal présent, et dans toute la vaste mesure où l'exigent les nécessités du bien commun et la sauvegarde de la personne même ⁴⁵⁵. »

Avec ce problème de la propriété, nous arrivons à un autre chapitre de la critique du capitalisme par les mouvements des jeunes des années de 1930, celui qui s'intéressait plus spécialement aux conséquences sociales du système considéré comme responsable de l'avènement de ce que la *Jeune Droite* appelait une « société diviseuse », dressant une minorité de « pourvus » face à « d'innombrables démunis ⁴⁵⁶ ». Dans cette perspective était vigoureusement dénoncée l'hypocrisie du libéralisme économique dissimulant, derrière l'exaltation d'une illusoire liberté, « le règne du plus roué et du plus fort ⁴⁵⁷ » : « Sous son règne, le contrat de travail, en effet, n'est qu'un leurre. Dans un monde où nulle autre puissance sociale ne règne que celle de l'or, comment oserait-on qualifier de contrat, c'est-à-dire de convention conclue librement par les parties, l'engagement d'un homme démuné par rapport à un homme ou à une société anonyme pourvus ? (...) Il faut aujourd'hui parler d'oppression ⁴⁵⁸. » Ainsi s'exprimait Jean-Pierre Maxence qui rejoignait [226] par-là Mounier, lequel déclarait sans vaine précaution oratoire : « Laissez faire, laissez passer ; laissez faire, laissez passer le plus fort. Dans ce régime sans âme ni contrôle, la liberté c'est le vol (...) Une bonne fois, rompons avec le formalisme ; la liberté ne fait pas la justice, elle la sert ⁴⁵⁹. » Le libéralisme apparaissait ainsi comme un instrument d'exploitation au profit de quelques puissants contre une foule d'êtres qui n'avaient pas en fait les moyens de jouer le jeu de cette libre et toute théorique concurrence. Avec des formules diverses, tous reprenaient le mot de La Tour du Pin : « Le libéralisme, c'est le renard libre dans le poulailler libre. »

Conséquence de cette situation d'exploitation, la lutte des classes s'insérait, à leurs yeux, dans la logique d'un système voué à la concurrence. « La lutte des classes, remarquait Maxence, est dès lors un fait nécessaire. Elle découle naturel-

⁴⁵⁵ *Esprit*, n° 1, octobre 1932, p. 134.

⁴⁵⁶ J.-P. Maxence, *Demain la France*, p. 207.

⁴⁵⁷ J. de Fabrègues, *Revue française*, juin 1932, p. 144.

⁴⁵⁸ *Demain la France*, p. 199.

⁴⁵⁹ *Esprit*, n° 1, octobre 1932, p. 35.

lement d'un monde où l'argent fait la loi. Elle ne correspond pas, comme le pensent certains conservateurs naïfs, aux « mauvais sentiments » de l'homme : à la jalousie, à l'envie, à la haine. Elle est inscrite dans le système libéral lui-même qui est un système de lutte, une sorte d'application d'un darwinisme et d'un scientisme frénétiques au monde humain. » Il ajoutait : « C'est le libéralisme - et nulle autre force mythique - qui a fait du syndicat un instrument de lutte des classes ⁴⁶⁰. »

Cette lutte des classes semblait d'autant plus normale que le capitalisme fermait toutes les voies par lesquelles aurait pu s'exprimer une révolte contre son oppression. Ici, ces groupes dénonçaient tout spécialement la mainmise du capitalisme sur les mécanismes démocratiques et sur la presse, asservissant ainsi « par la démocratie, l'État, et, par la presse, l'esprit ⁴⁶¹ ». Dans le domaine politique, nous avons vu plus haut qu'ils reprochaient en effet à la démocratie de n'être qu'une ploutocratie déguisée, « une démocratie donnant à l'homme des libertés dont le capitalisme lui retire l'usage ⁴⁶² ». De ce fait, l'État, au lieu de contrôler les activités des « congrégations économiques », en devenait la proie et l'instrument. De même était dénoncée la tyrannie occulte de l'argent sur la presse par le jeu des subventions, des agences de publicité et d'information. Pour illustrer ce fait, *Esprit* consacra plusieurs chroniques à commenter le rachat du *Temps* par le Comité des Forges.

[227]

Ces revues de jeunes ne pouvaient pas, par ailleurs, ne pas s'indigner de ce que le monde du libéralisme économique ait pris trop facilement son parti de l'existence, au sein de la nation, de ce reproche vivant qu'était le prolétariat, « le fait politique, le fait social, le fait humain peut-être le plus important de l'histoire de France ⁴⁶³ ». Daniel-Rops n'hésitait pas à écrire : « La condition prolétarienne est à notre civilisation ce que l'esclavage fut au monde antique : chacun de nous en porte une part de déshonneur ⁴⁶⁴. » Sur la définition de cette notion de prolétariat il y avait cependant des divergences. Si certains adoptaient une définition purement économique, désignant par-là l'ensemble des travailleurs condamnés par le

⁴⁶⁰ Demain la France, p. 201.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 201.

⁴⁶² E. Mounier, « Lettre à P. Archambault », *l'Aube*, 27 février 1934.

⁴⁶³ R. Francis, *Cahiers*, 2e série, n° 5, p. 51.

⁴⁶⁴ *Éléments de notre destin*, p. 230.

capitalisme à la misère et à l'incertitude du lendemain, d'autres se référaient à des critères plus complexes qui donnaient à ce concept un champ d'application beaucoup plus large.

Tel était le cas de *l'Ordre Nouveau* dont l'un des fondateurs, Arnaud Dandieu, s'était particulièrement intéressé à ce problème, faisant de sa théorie de la prolétarisation un des éléments essentiels de la doctrine du mouvement. Selon lui, la condition prolétarienne n'avait pas seulement sa source dans le régime économique et social, mais aussi dans le développement du machinisme et des techniques de rationalisation du travail. La définition du prolétariat devait donc dépasser les thèses marxistes sur « l'exploitation », la « plus-value » ou la « propriété privée des moyens de production », pour mettre en question la conception même du travail dans le monde né de la révolution machiniste, conception substituant au travail créateur un travail mécanique et « indifférencié » - « La technique, d'une part, a introduit l'automatisme qui a dévalorisé le fœtus humain, paralysé l'initiative immédiate de l'homme, brisé le contact direct entre l'ouvrier et l'ouvrage ; et, d'autre part, elle a fragmenté le travail en soumettant l'homme au rythme de la machine, en mettant l'ensemble du processus productiviste (...) hors de la prise matérielle et spirituelle de l'ouvrier ⁴⁶⁵. » Mettant ainsi en évidence les conséquences sociales du travail à la chaîne et du « travail en miettes », les analyses de *l'Ordre Nouveau* présentaient une nouveauté certaine anticipant les recherches consacrées depuis à l'étude du travail industriel. Dans cette optique, Daniel-Rops donnait cette définition du prolétaire : « Le véritable prolétaire, c'est le manœuvre anonyme, interchangeable, contraint par [228] l'horrible nécessité de l'incertitude continuelle, de ne connaître dans la vie d'autre but que celui de la satisfaction immédiate des besoins, c'est l'homme du travail indifférencié qui n'est que l'à-peu-près provisoire du robot, de l'homme-machine par qui l'on rêve de le remplacer ⁴⁶⁶. » Si les deux critères principaux retenus étaient le critère économique (dépossession - travail réduit à une marchandise - misère) et le critère des conditions de travail, il s'en ajoutait parfois un troisième, plus général, celui du déracinement et du gréganisme, conséquences de la concentration industrielle et urbaine. À la limite, cette description du « prolétaire » coïncidait presque pour *l'Ordre Nouveau* avec celle de la situation de l'homme dans le monde moderne.

⁴⁶⁵ A. Marc, *Esprit*, n° 10, juillet 1933, p. 591.

⁴⁶⁶ *Éléments de notre destin*, p. 229.

Si *l'Ordre Nouveau* - suivi en cela par Thierry Maulnier ⁴⁶⁷ - mettait au premier plan les causes « techniques » et « machinistes » de la condition prolétarienne, il n'en concluait cependant pas à une mise en accusation générale du développement technique et machiniste. Au contraire, soulignant que ces instruments pouvaient être un moyen de libérer l'homme de nombreuses servitudes, il considérait que leur mise en œuvre avait été dévoyée par le régime capitaliste et, notamment, par une conception purement « productiviste » du fonctionnement de l'économie, qui n'avait vu dans les progrès techniques qu'une possibilité d'accroître la production, les rendements et les profits sans souci de leurs répercussions humaines. C'est sur ce point qu'insistait Mounier en reprenant - non sans réticences - thèses de *l'Ordre Nouveau* : « La dictature capitaliste, partout où elle sévit, écrit-il, donne à l'ouvrier le sentiment d'exécuter une corvée sur commande dans un régime qui lui est imposé contre son gré ; cette contrainte anonyme, il la sent plus écrasante encore dans les vastes centres inhumains créés par la concentration industrielle. L'automatisme dans le geste et la monotonie dans le produit sont portés à leur limite par la fabrication en série. Enfin, la division du travail a peu à peu éloigné le travailleur manuel du contact avec l'œuvre achevée et de l'intelligence [229] de l'œuvre conduite qui sont le principal excitant du travail normal. Le travail, qui devrait être création personnelle, n'apparaît plus que comme un moyen terme, imparfait, entre la matière et la machine. C'est ainsi que s'est formé, en même temps que le prolétariat économique, et constituant sa misère centrale, un prolétariat humain dépersonnalisé, disqualifié, déchet et condamnation d'un régime. Le machinisme n'est pas responsable, mais l'orientation qui lui a été imprimée par ses dirigeants ⁴⁶⁸. ». Cependant, tous soulignaient que, si c'était là l'une des tares majeures du capitalisme, le même phénomène pouvait se produire aussi dans des pays ne connaissant pas la propriété privée des moyens de production et le profit.

⁴⁶⁷ « L'ouvrier n'a rien commencé, et il n'achève rien ; pièce après pièce, du même geste, sur un acier qu'il n'a point façonné, du même geste machinal, il place le même rivet ou le même boulon. Sa vie durant, peut-être, il placera ce rivet, ce boulon, sans que jamais, du plus humble objet, pour le plus humble usage, il puisse dire - " Ceci est mon œuvre ", sans que jamais il ait conscience d'avoir mis sa marque sur le monde. Jouant son rôle monotone et servile dans une organisation qu'il ne saurait aimer puisqu'il en est l'esclave, il a perdu toute la dignité de son rôle, il n'y trouve ni joie ni fierté. » (T. Maulnier, *Revue française*, septembre 1932, p. 633.)

⁴⁶⁸ *Esprit*, n° 10, juillet 1933, p. 634.

Le désordre social engendré par le capitalisme ne se limitait donc pas, pour ces mouvements, à la misère économique dans laquelle il plongeait toute une partie de la société. C'est pourquoi la pratique américaine des hauts salaires n'était guère jugée avec plus d'indulgence que la « loi d'airain » à laquelle avait sacrifié le capitalisme du XIX^e siècle. Elle consacrait en effet, elle aussi, l'asservissement de l'homme aux exigences de l'économie, cette pratique n'ayant pas pour motif un souci de justice mais des considérations de rendement et de marché : « Ainsi l'ouvrier sert deux fois la machine productrice à laquelle il est deux fois enchaîné : il la sert en tant que main-d'œuvre et en tant que débouché ⁴⁶⁹. » Pour cette raison, si une telle politique pouvait masquer les abus les plus criants du capitalisme, elle ne faisait que renforcer le désordre essentiel qui se trouvait à sa racine : « Ce néo-capitalisme, affirmait *Esprit*, tout en atténuant certaines misères matérielles, le fait au nom de tels principes qu'il consacre cette totale subversion des valeurs humaines qui reste l'erreur fondamentale de notre univers économique ⁴⁷⁰. »

Par-là, nous touchons aux motifs fondamentaux de l'anticapitalisme des jeunes mouvements des années 1930, un anticapitalisme dont les racines étaient philosophiques et morales avant d'être économiques ou politiques. Pour eux, le capitalisme était certes, nous venons de le voir, source de désordre économique et de désordre social, mais là n'était pas la raison déterminante de leur protestation, ou, plus exactement, ces désordres n'étaient à leurs [230] yeux que les conséquences superficielles d'un désordre moral et spirituel, d'une conception erronée de la nature de l'homme et de sa destinée. De ce fait, leur critique se référait à un point de vue qui était celui des « valeurs éthiques et spirituelles ⁴⁷¹ ». E faut dire d'ailleurs que c'était là un terrain sur lequel la plupart des responsables de ces mouvements étaient le plus à l'aise, car, si beaucoup avaient une formation littéraire et philosophique, leur compétence en matière économique était nettement plus limitée.

Le symbole le plus éclatant de ce désordre spirituel et moral leur paraissait être le triomphe de l'argent devenu la mesure de toute action et de toute valeur humaine. « Notre misère, écrivait Daniel-Rops ⁴⁷², je ne la vois ni dans l'abandon des églises, ni dans l'abaissement de notre culture : je vois la preuve de notre ca-

⁴⁶⁹ R. Aron et A. Dandieu, *le Cancer américain*, p. 99.

⁴⁷⁰ F. Henry, *Esprit*, n° 5, février 1933, p. 813.

⁴⁷¹ J. Maritain, *Esprit*, n° 5, février 1933, p. 813.

⁴⁷² Le Monde sans âme, p. 130.

rence spirituelle dans ce fait que le héros moderne, le héros-type du XXe siècle, c'est le grand financier, le milliardaire, envisagé évidemment sous les aspects du plus faux romantisme, mais admiré ou haï, envié toujours, pour ses sacs de banknotes et ses carnets de chèques. » Dans ce réquisitoire, on trouvait l'écho des anathèmes de Léon Bloy et, surtout, de Péguy contre un monde jugé sans grâce et sans humanité consacrant « la mort de tous les autres règnes : le règne de l'esprit libre, du travail honnête et joyeux, de l'action désintéressée, de la sainteté ⁴⁷³ ».

Signe unique de la grandeur et de la puissance, l'argent était selon eux le langage d'un monde vidé de toute spiritualité, d'un « monde sans âme », évolution qui traduisait aussi la tendance du monde moderne à sacrifier en tout domaine le réel à l'abstraction, accordant ici plus d'importance aux signes de la richesse qu'à la richesse elle-même : « Ce monde décharné, notait Mounier, s'est cherché un langage. Il lui fallait un signe suffisamment comptable et sensible, qui distribuât en même temps la puissance et le bien-être. Il l'a trouvé : l'argent. Toute la vie de la matière a reflué puis s'est dissoute en lui. L'usurpateur s'est installé à la place des choses ou les a terrorisées de son désir ou de sa peur. Comme elles tentaient de lui échapper encore par cette transparence intelligible qui les tournait à l'esprit, il s'est fait dieu et a imposé son culte (...) Les corps et l'amour, l'art, l'industrie, l'argent a dévoré toute matière. Insaisissable et impersonnel soutien des sociétés anonymes, munitionnaire aveugle d'une guerre permanente, il a réussi ce que [231] n'avaient réalisé ni le pouvoir ni l'aventure : installer au cœur de l'homme le vieux rêve divin de la bête, la possession sauvage, irrésistible et impunie d'une matière esclave et indéfiniment extensible sous le désir ⁴⁷⁴. » C'est dans ce refus du règne abstrait de l'argent que s'enracinait la condamnation de l'usure et de la spéculation.

De cette royauté de l'argent, ces revues dénonçaient les conséquences morales, notamment l'encouragement donné à l'égoïsme, à l'esprit de jouissance, à ce que Daniel-Rops appelait « l'exigence de la satisfaction ». Tous s'insurgeaient contre ce qu'ils tenaient pour l'une des tares majeures du régime : « fonder l'activité humaine sur le besoin de l'argent, qui se transforme fatalement en goût et passion de l'argent, exploiter l'instinct de conservation de telle sorte qu'il s'exaspère rapidement jusqu'à l'égoïsme et la rapacité ⁴⁷⁵ ». Ils reprochaient au capitalisme de

⁴⁷³ E. Mounier, *la Pensée de Charles Péguy*, p. 139-140.

⁴⁷⁴ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 29-30.

⁴⁷⁵ G. Izard, *Esprit*, n° 13, novembre 1933, p. 106.

souiller ainsi, non seulement le comportement des nantis, mais encore la révolte des frustrés dans la mesure où ceux-ci entraînent, eux aussi, dans « les hiérarchies de l'argent » en souhaitant une révolution conçue seulement comme une « généralisation du confort et de la richesse ⁴⁷⁶ » : « Que l'ouvrier soit esclave du patron me révolte, écrivait ainsi Jean de Fabrègues, mais plus encore l'asservissement qui les lie en commun à une nécessité une fois acceptée. Nous nommons cette nécessité : c'est la soif de l'or qui donne la jouissance. Qu'il soit aujourd'hui le seul motif et qu'il règne sans condition, là est la crise ⁴⁷⁷. » René Vincent décrivait pour sa part en ces termes la communion de l'ensemble de la société dans le même univers d'égoïsme et de féroce concurrence : « Il y a des classes sociales, des ouvriers et des bourgeois. Ils se haïssent, s'ignorent, se méprisent, mais se ressemblent. La communion dans l'égoïsme, la dureté, la rapacité, unifie exploiters et exploités. Le patron abrutit ou épuise ses hommes pour gagner plus, mais le travailleur sabote le travail. C'est un vaste pénitencier dont aucun ne cherche à s'évader, mais où tous font tout pour devenir ou rester garde-chiourmes, comme ils chercheraient à rester ou à devenir esclaves si le métier rapportait davantage. Car l'or seul leur importe ⁴⁷⁸. » Dans cette perspective, *Esprit* consacra un numéro spécial à « l'Argent, misère du pauvre, misère du riche », exprimant [232] par-là l'idée que la misère engendrée par le capitalisme n'était pas seulement une misère économique mais aussi une misère morale et spirituelle qui gangrenait la société tout entière.

À la vérité, les griefs essentiels de ces groupes contre la société capitaliste se résumaient en deux mots : matérialisme et abstraction. Matérialisme, parce que le capitalisme était accusé de ne voir dans l'homme qu'un animal économique, qu'un « homo oeconomicus », machine à produire et, éventuellement, machine à consommer sans autre destin que celui de participer, mu par son égoïsme, au fonctionnement du système économique. « La crise capitaliste, déclarait *Réaction*, c'est, pour nous, que derrière la surproduction, on ne nous parle plus que de consommer et de produire ⁴⁷⁹. » De ce matérialisme, ces mouvements voyaient en effet l'une des manifestations les plus graves dans le fait que les considérations économiques tendaient à prendre partout la première place, reléguant au second

⁴⁷⁶ *Esprit*, n° 21, juin 1934, « Lignes de position », p. 2.

⁴⁷⁷ *Réaction*, n° 10, mars 1932, p. I.

⁴⁷⁸ *Réaction*, n° 5, février 1931 » p. 3-4.

⁴⁷⁹ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 10, mars 1933, p. 2.

plan ou s'asservissant toutes les autres activités humaines comme si elles étaient la justification suprême de l'existence de l'homme. « Je tiens la soumission à l'économique, écrivait Daniel-Rops, pour une des causes déterminantes du désarroi contemporain ⁴⁸⁰. » En même temps, était souligné le caractère abstrait, irréel de ces fondements matérialistes du capitalisme, le caractère mythique de l'« homo œconomicus », base théorique de son fonctionnement. Aussi Jean-Pierre Maxence, résumant ces deux griefs en une même formule, définissait-il le système capitaliste comme « un idéalisme matérialiste », construction idéologique sans rapport avec l'homme réel et concret. Pour tous, c'est dans ce « mythe matérialiste », né d'une fausse conception de l'homme et « d'un démembrement abstrait de la personne ⁴⁸¹ », qu'il fallait chercher les racines du désordre capitaliste dans ce qu'il avait de plus fondamental : l'homme mis au service de l'économie et contraint d'y soumettre « son mode et ses principes de vie ⁴⁸² ».

⁴⁸⁰ *Le Monde sans âme*, p. 42.

⁴⁸¹ J. Saint-Germain, *Revue du siècle*, n° 11, mars 1934, p. 18.

⁴⁸² E. Mounier, *Esprit*, n° 21, juin 1934, « Lignes de Position », p. 3.

[233]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**DEUXIÈME PARTIE
1. RUPTURE AVEC LE DÉSORDRE ÉTABLI**

Chapitre 4

Le désordre intellectuel et spirituel

[Retour à la table des matières](#)

L'accusation majeure portée contre le monde politique, économique et social des années 1930 était, nous l'avons vu, d'avoir divorcé totalement avec le réel, et, surtout, d'être de moins en moins soucieux des véritables intérêts de l'homme, sacrifiant ceux-ci à des mécanismes artificiels et abstraits. Cette même tare, nos mouvements de jeunes la dénonçaient aussi dans le monde intellectuel, culturel et moral, faisant notamment un sévère procès aux tendances littéraires et artistiques qui avaient illustré les années 1920-1930. Ce procès se concrétisa de manière assez retentissante durant l'été de 1931 par une enquête de Robert Brasillach, dans l'hebdomadaire *Candide*, intitulée : « La Fin de l'après-guerre ». Résumant le fruit de ses investigations, celui-ci constatait : « Ce qui nous a le plus frappé, c'est l'accord unanime des esprits à considérer que ces douze années sont loin derrière nous (...) De quelque façon qu'on la considère, la période de l'après-guerre est une période dont il importe au plus haut point de se délivrer ⁴⁸³. »

⁴⁸³ *Candide*, 24 septembre 1931.

Le premier chef d'accusation contre « l'après-guerre » était, pour employer les termes mêmes de T. Maulnier, d'avoir « érigé l'insignifiant en essentiel ⁴⁸⁴ », en faisant le succès d'une littérature trop éloignée des véritables problèmes de l'homme, soit qu'elle se soit enlisée dans les subtilités infinies d'analyses psychologiques dissociatrices, soit qu'elle les ait fuies dans l'évasion et l'exotisme. La réaction la plus violente fut peut-être celle qui dressa la génération de 1930 contre ce qu'elle appelait le « psychologisme » qui, dans les années précédentes, avait rempli les catalogues des éditeurs de confessions multiples où le goût de l'introspection s'était [234] souvent fourvoyé dans des directions aberrantes. « Ce fut, notait Marcel Arland dans *Réaction*, une impuissance à sortir de soi, unique horizon, prison sans amour ; une recherche et presque une culture des anomalies sexuelles ou mentales (je sais un jeune écrivain qu'une mode a fait inverti, un autre qui mendiait l'intérêt au nom de sa débilité d'esprit). Ce fut encore la quête des expériences extrêmes, un goût du neuf quel qu'il fût, du pittoresque, de l'avorté, du monstrueux... ⁴⁸⁵. » Un autre des collaborateurs de *Réaction* s'étonnait : « Sur le domaine de l'esprit, notre siècle a construit la religion de l'âme se suffisant à elle-même (...) L'on risque ainsi de limiter l'homme aux seuls états psychologiques, à un rêve trouble transposant le réel vrai en un réel imagine, ce qui entraîne, par voie de conséquence, désagrégation des esprits et dévirilisation des caractères. L'introspection, la complexité de la vie intérieure sont choses normales. Ce qui reste inexplicable, c'est l'exploitation abusive de ces états de conscience (...) Nous ne pouvons imaginer sans quelque angoisse le fruit de cette inversion ⁴⁸⁶. » Ainsi que devait le constater plus tard Jean-Pierre Maxence, ce fut sur ce terrain que se fit la première rupture avec « l'après-guerre » : « Psychologisme, introspection, adolescence, autant de thèmes ou de méthodes qui, s'ils avaient pu, en d'autres temps, enrichir la littérature romanesque de l'après-guerre, ne constituaient plus guère, en 1930, que des poncifs. C'est contre leur envahissement, leur monotonie, leur incroyable prolifération qu'une jeunesse qui ne s'exprimait encore que dans les "petites revues" (*Cahiers*, *Réaction*, *Revue marxiste*) devait réagir ⁴⁸⁷. »

⁴⁸⁴ *Réaction*, n° 8, février 1932, p. 13.

⁴⁸⁵ *Réaction*, n° 8, février 1932, p. 2.

⁴⁸⁶ J.-F. Thomas, *ibid.*, p. 56.

⁴⁸⁷ *Histoire de dix ans*, p. 126.

Au-delà des épigones se trouvaient aussi dénoncés leurs « maîtres » et leurs inspireurs, l'influence d'un freudisme mal assimilé et que l'on commençait à découvrir, le succès de Proust et de sa *Recherche du temps perdu*, et, surtout, l'œuvre d'André Gide tenu pour le principal responsable des perversions de « l'après-guerre » car, écrivait René Vincent, « l'homme de Gide, c'est justement cet homme toujours penché sur lui, qui se dévore lui-même par faim de se connaître. Il nous apporte la révolte systématique de l'esprit qui se croit tout-puissant, et qui, par le raffinement de son jeu, finit par s'effondrer en poussière ⁴⁸⁸ ». Nombreux furent, dans ces revues des années 1930, les articles consacrés à constater [235] la « faillite » ou à faire le « procès » de Gide. « L'immoralisme pour lequel il avait plaidé, écrira encore Maxence, nous le voyions triompher assez basement dans les mœurs les plus courantes ! Nous étions gorgés, écœurés de littérature sincère, affranchie, de littérature devenue désespérément conformiste à force d'anticonformisme d'intentions. Ce qui à d'autres avait paru brûlant, nous semblait froid. Ce qu'ils avaient vu comme un printemps, qui le redeviendra peut-être, avait pour nous la fadeur pourrissante d'un automne mouillé. Aux excessives louanges des disciples, comment n'eussions-nous pas dès lors été tentés de répondre par des décriis non moins excessifs, mais qui, à travers Gide, en ne prenant trop souvent Gide que pour prétexte - en atteignant plus le gidisme que Gide - étaient une manière de protester contre l'époque, de nous libérer d'une atmosphère où nous respirions mal, d'une convention qui nous ennuyait ⁴⁸⁹. » Mounier notera, lui aussi, dans le même sens : « Nous sommes de ceux qui pensons la part essentielle de notre vie intérieure contre l'œuvre de Gide ⁴⁹⁰. »

Ce repliement dans le « psychologisme », cette « danse devant le miroir », considérés comme l'expression d'un subjectivisme et d'un individualisme exacerbés, leur apparaissaient, pour reprendre une expression d'Henri Massis, comme « un itinéraire de fuite », une démission devant le réel dont une autre forme leur semblait être la littérature du voyage et de l'exotisme, centrée sur les thèmes du « départ » et de « l'évasion ». Paul Morand se voyait érigé en symbole de cette littérature du dépaysement dissimulant sous les virtuosités du style et des images l'indigence de la pensée. Pour des raisons assez proches, le monde des romans

⁴⁸⁸ *Réaction*, n° 12, juillet 1932, p. 8.

⁴⁸⁹ *Histoire de dix ans*, p. 132.

⁴⁹⁰ *Esprit*, n° 24, septembre 1934, p. 126.

d'André Maurois n'était pas jugé avec plus d'indulgence : Pierre-Henri Simon lui reprochait, par exemple, dans *Esprit*, son immoralité souriante, sa sentimentalité, sa médiocrité satisfaite, tandis que Jean de Fabrègues notait à propos de *l'Instinct du bonheur* : « Voilà de la philosophie pour tout l'été, pour les salons, les plages, les thés, les cinq-à-sept ⁴⁹¹. » Tous faisaient donc leur ce jugement de Daniel-Rops sur « l'après-guerre » : « Littérature de jeu, art merveilleusement subtil et réticent, elle décrit les effets, elle peint les aspects du monde et les apparences de l'homme, mais elle ne nous propose ni explication, ni loi ⁴⁹². »

[236]

Brillante mais superficielle, telle apparaissait donc la littérature des années 20, même quand certains de ses représentants avaient touché à des problèmes essentiels. C'est ainsi que, si la littérature de « l'inquiétude », apparue surtout autour de 1925, était vue avec quelque indulgence dans la mesure où elle avait pu traduire une angoisse profonde, une angoisse métaphysique, elle était aussi mise en accusation, d'une part, parce que certains de ses tenants avaient cultivé cette « inquiétude » pour elle-même, sans essayer de trouver une issue, d'autre part, parce que beaucoup avaient fait de celle-ci un simple prétexte à des variations littéraires et stylistiques. Aussi, assez paradoxalement, après l'avoir accusée d'ériger l'insignifiant en essentiel, reprochait-on aussi à « l'après-guerre » d'avoir réduit l'essentiel à l'insignifiant : « Désespérés dont un cocktail et le jazz suffisent à noyer le désespoir, inadaptés métaphysiques à qui les affaires fructueuses ou les riches fauteuils du Quai d'Orsay permettaient de supporter une inadaptation chronique sécrétant un fleuve de littérature : à ceux-là, c'est une véritable trahison qu'il faut reprocher. Ils ont fait de l'inquiétude le nouvel excitateur de sensibilités déprimées. Baudelaire et sa progéniture de voyageurs de l'au-delà, souhaitant toujours un ailleurs (mais lequel ?), leur ont fourni le fructueux thème du départ. Bien méprisables hommes ceux qui se sont montrés assez froids de cœur pour ne voir qu'un thème littéraire dans les affres du désespoir. C'est là et non ailleurs que porte notre grief contre l'après-guerre. Nous ne pardonnerons pas un délire de « gratuité » qui fit traiter de jeux aimables les tourments intérieurs des meilleurs de nos

⁴⁹¹ *Revue du siècle*, n° 13, mai 1934, p. 97.

⁴⁹² *Le Monde sans âme*, p. 233.

aînés qui sont encore les nôtres, parce qu'ils sont de l'éternel domaine de l'humanité ⁴⁹³. »

En fait, c'est essentiellement ce « délire de gratuité » que les jeunes de 1930 condamnaient, notamment en répudiant tous les auteurs qui gravitaient autour de la *Nouvelle Revue française*. Pour eux, la littérature ne pouvait être un simple jeu, elle ne pouvait être séparée de la vie et trouver en elle-même sa propre finalité, d'où le refus de tout dilettantisme et de tout esthétisme. À cet égard certaines des attitudes de la *Jeune Droite* étaient significatives dans la mesure où ces raisons l'amenaient à rejeter certaines valeurs pourtant solidement établies dans le « panthéon » de *l'Action française*. Jean de Fabrègues disait par exemple son agacement devant certains accès d'esthétisme de Barrès : « Comme il est loin de nous le Barrès des jours où il disait : "Il n'y a plus pour me [237] faire de la musique que la religion". Il n'est pas de place pour l'esthétisme dans un temps où tout est remis en question » ⁴⁹⁴. » Le « sinistre Anatole France » était encore moins bien traité. De même, *Réaction* exprimait sa méfiance à l'égard de l'hellénisme cher à Charles Maurras, notant au sujet d'un livre sur la Grèce : « Une extase sur les beautés helléniques eût été banale ; bien pis, elle nous eût quelque peu exaspérés, nous qui n'avons pas la superstition des formes... » ⁴⁹⁵. »

Dans tous ces groupes, se retrouvait donc le refus d'une littérature dont un mémorialiste a pu résumer ainsi les traits dominants : « Les années 20 avaient été celles de la facilité, du gaspillage, de l'inconscience, jeux de miroir, cliquetis des mots, acrobaties verbales, cynisme des attitudes masquant mal trop souvent une étrange sécheresse de cœur, une grande pauvreté d'âme ; à tout dire, une somptueuse impuissance créatrice. Verbosité abondante, luxuriante, mais pensée courte, l'artifice semblant l'aliment essentiel de l'art d'un Morand, d'un Drieu, d'un Kessel, d'un Montherlant, d'un Cocteau ⁴⁹⁶. » Or ce que réclamaient tout au contraire les jeunes des années 1930, c'était une littérature qui leur permette de retrouver les véritables problèmes de l'homme : « Il faudrait enfin que les romanciers le comprennent, écrivait Pierre-Henri Simon, ils n'ont pas le droit de nous voler notre temps avec leurs mensonges que s'ils ont à nous apprendre au fond

⁴⁹³ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 8, février 1932, p. 28-29.

⁴⁹⁴ *Réaction*, n° 7, Mai 1931, p. 42.

⁴⁹⁵ R. Vincent, *ibid.*, p. 43.

⁴⁹⁶ J. Debu Bridel, *l'Agonie de la IIIe République*, p. 23.

quelque vérité, quelque recette de bonheur ou, diront les mystiques, de salut ⁴⁹⁷. » Thierry Maulnier proclamait pour sa part : « Il s'agit pour l'homme de retrouver un univers qui soit digne de son inquiétude. Il s'agit pour l'homme de retrouver un univers humain. Puisque voici décelé ce que les tentatives de l'après-guerre avaient de superficiel, d'artificiel et de vain, puisqu'on a reconnu leur doctorale insuffisance et la désolation de leur stérilité, on pourra peut-être tenter un retour à l'essentiel. L'essentiel, ce qui a manqué pendant dix ans, ce qu'il faut retrouver aujourd'hui ⁴⁹⁸. » De même, Mounier verra un des motifs majeurs de la fondation d'Esprit dans « une réaction contre la littérature trop gratuite des années 1930 et le besoin profond d'une littérature plus engagée dans la condition humaine ⁴⁹⁹ ».

[238]

Ce divorce des intellectuels avec le réel leur semblait avoir trouvé sa charte dans l'essai de Julien Benda paru en 1928, *la Trahison des clercs*, qui pressait les intellectuels de rejoindre le monde des idées pures et de délaisser l'événement afin de mieux être fidèles à leur mission. Cette tentation, ils la retrouvaient aussi chez le Valéry de *Monsieur Teste* et chez l'auteur des *Regards sur le monde actuel* répudiant l'enseignement de l'histoire. Pour la même raison, la *Jeune Droite* critiquait assez vivement le livre de Maritain *Primauté du spirituel* qui lui paraissait être une invitation à se détourner des problèmes temporels au nom d'un « surnaturalisme » excessif.

Julien Benda était certainement le plus attaqué car on en faisait, à tort ou à raison, le symbole de l'idéalisme et du rationalisme universitaires à l'égard desquels ces jeunes écrivains et philosophes des années 1930 étaient extrêmement critiques. En effet, qu'ils aient été néo-thomistes et disciples de Maritain, comme Jean de Fabrègues ou Jean-Pierre Maxence, disciples de Bergson et de Chevalier comme Mounier, ou qu'ils aient été influencés par la phénoménologie allemande comme Dandieu, tous étaient en réaction contre l'idéalisme rationaliste réduisant les fonctions de l'intelligence à agencer des concepts s'enchaînant selon une logique abstraite étrangère à tout contact avec la réalité. « La fuite devant le concret, écrivaient Aron et Dandieu, voilà la véritable trahison des clercs, celle dont la

⁴⁹⁷ *Esprit*, n° 7, avril 1933, p. 69.

⁴⁹⁸ *Réaction*, n° 8, février 1932, p. 14.

⁴⁹⁹ *Dieu vivant*, n° 16, p. 39.

lâcheté idéaliste menace la France et le monde ⁵⁰⁰. » Tous plaidaient donc pour - selon les vocabulaires - un « retour à l'objet », un « retour au concret », un « retour au réel ». Ils voyaient d'ailleurs dans cet idéalisme désincarné l'origine de la séduction que le matérialisme pouvait exercer en réaction sur certains esprits : « Terrible erreur de la philosophie idéaliste, écrira Thierry Maulnier, il semble que chaque jour elle se soit davantage isolée du monde extérieur, il semble que, chaque jour plus jalousement close en elle-même, vouée à une scolastique stérile, impuissante à rendre compte des forces nouvelles aux prises avec un monde décharné, bornée à un criticisme destructeur, elle ait peu à peu oublié ce qui est la tâche de toute philosophie, lutter corps à corps avec le réel, justifier leur vie aux yeux des hommes. Ces ingénus philosophiques, voûtés, à bésicles et à pantoufles, qui jouaient à mettre en doute l'existence du monde extérieur, ne se doutaient-ils pas que le monde extérieur pouvait, lui aussi, mettre en doute les philosophes ? (...) Séparant l'esprit de la réalité vivante, l'enfermant dans une spéculation impuissante, la philosophie idéaliste l'a privé [239] de sa puissance créatrice historique et a préparé la réaction matérialiste dont Marx devait être l'initiateur ⁵⁰¹. » Par ailleurs, même tourné vers « l'objet », le rationalisme leur semblait incapable d'enserrer dans ses schémas abstraits toute la richesse du réel, toute l'exubérance de la vie et l'on trouvait là, à la fois, l'écho du bergsonisme et celui des premiers travaux de l'existentialisme allemand.

Cet idéalisme et ce rationalisme étaient considérés comme des caractéristiques de la culture bourgeoise car, affirmaient Robert Aron et Arnaud Dandieu, « le bourgeois a le goût de toutes les idées abstraites et stérilisées ; son activité s'enferme dans les cadres formels qui l'empêchent d'entrer en contact avec la réalité des choses et des sentiments ⁵⁰² ». D'ailleurs, dans cette philosophie de plus en plus désincarnée, dans cette littérature de plus en plus subjective, artificielle et gratuite, ces mouvements de jeunes voyaient des signes de la décomposition de l'humanisme libéral et bourgeois, mélange de moralisme idéaliste et de matérialisme pratique qui était dénoncé avec une grande vigueur aussi bien par *Esprit* et par *l'Ordre Nouveau* que par la *Jeune Droite*. Sans en reprendre les conclusions teintées de sympathies marxistes, tous approuvaient plus ou moins les critiques

⁵⁰⁰ Décadence de la Nation française, p. 64.

⁵⁰¹ Mythes socialistes, p. 14-15.

⁵⁰² Décadence de la Nation française, p. 63.

qu'Emmanuel Berl venait de prodiguer à la bourgeoisie dans *Mort de la pensée bourgeoise* et *Mort de la morale bourgeoise*, deux pamphlets qui, dans les années 1928-1929, avaient fait quelque bruit et provoqué nombre de polémiques.

Évoquant cette « pensée bourgeoise », Mounier déclarait : « Nous l'exécrons. Au nom du spirituel, nous nous dressons dès aujourd'hui en tête de ses accusateurs marxistes, plus loin qu'eux, parce que, pour nous, elle n'est pas seulement un jeu qui opprime notre vie, mais un poison qui stérilise nos âmes : pas seulement un danger, mais un péché ⁵⁰³. » La *Jeune Droite* n'était pas moins catégorique : « Nous voulons servir ce qui doit être servi. Il faudra bien qu'on sache que les bourgeois n'ont rien à faire avec nous (...) C'est l'homme que nous cherchons (...) L'humanité est une et veut d'autres fins que celles de l'égoïsme bourgeois ⁵⁰⁴. » Ce refus de l'esprit bourgeois fut un des leitmotive de toutes ces revues.

Réaction était tout particulièrement soucieuse de préciser que [240] « l'ordre » qu'elle entendait rechercher et défendre n'avait rien de commun avec « L'ordre bourgeois », jugé par elle incapable d'apporter à l'homme « une vérité vivante, une vérité humaine », car, disait-elle, « derrière le conformisme bourgeois, moyen de durer d'un monde vide, il n'y a plus d'être ⁵⁰⁵ ». Jean de Fabrègues décrivait d'ailleurs en des termes particulièrement acides les cadres de la vie bourgeoise, ensemble de conventions, de faux-semblants et de règles sans vie, figé dans un formalisme désuet : « Voici ce qu'on nous montre pour la vérité. Familles bardées de principes, réunies sous la lumière de la table commune. Maisons domaniales passées de siècle en siècle, ou, du moins, on tâche de le faire croire. Messes du dimanche, aux fins de matinées d'été, admirables petites gazettes de la plage. L'hiver, on est plus pieux peut-être : on hante les messes matinales. C'est que les soirées finissent si tard qu'il vaut mieux aller à la messe avant d'aller coucher. L'ordre des mœurs, l'ordre social, l'ordre divin, tout y a sa place marquée, bien limitée et bien bornée. Rien ne dépasse et tout reste en ordre. Les paroisses bourgeoises sont admirables où les retardataires font doucement pour n'éveiller pas l'attention : c'est toute l'image de leur vie. Après le repas du soir, on ne retient pas les enfants qui ont atteint dix-sept ans. Car il faut bien que jeunesse se passe, et lorsqu'ils seront tombés aux mains de quelque reine de mi-carême, on les enverra

⁵⁰³ Nouvelle Revue française, décembre 1933, p. 825.

⁵⁰⁴ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 98.

⁵⁰⁵ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 95-98.

à Saint-Maixent retrouver l'honneur sous l'uniforme. Après quoi ils seront mariés grassement. Et l'ordre sera respecté : car on va à la messe le dimanche, et Monsieur n'a jamais donné publiquement le mauvais exemple à ses bonnes (...) Tel est leur ordre et dont ils se suffisent ⁵⁰⁶. »

Mounier, lui aussi, dénonçait ce pharisaïsme moralisant : « Le bourgeois est un être moral. Il n'est même que cela. Seulement, détachées de leur vie invisible, les vertus sont devenues en lui des dispositifs. Amour, perfection, héroïsme, aventure, toute la hiérarchie a basculé et, maintenant, comme ces ridicules petits autels élevés à quelque dieu commun sur les champs des grandes batailles, il a établi son petit univers à lui, disposé en coussinets les commandements de la loi ⁵⁰⁷. » Aussi Jean de Fabrègues estimait-il justifiée « la révolte contre une morale et un ordre qui étouffent la vie, brisent l'homme, l'asservissent à une loi étrangère. Oui, formes sans vie, peaux vides de leur chair, théorèmes séparés de leur [241] contexte, interprétés à l'envers, tourmentés au gré des jours et des maîtres du jour, l'ordre et le monde d'aujourd'hui ne sont plus qu'une obséquieuse hypocrisie, à chaque instant plus périlleuse et plus lourde (...) Les règles qu'on nous impose aujourd'hui apparaissent vides de tout sens. Elles sont l'ordre bourgeois, l'ordre moral, l'union pour l'action morale, elles sont puritanisme, un code de conventions, un accord tacite pour dissimuler ce qui gêne et continuer un équilibre profitable qui fait bien...⁵⁰⁸. »

Mais, surtout, ce qui était mis en question, c'était un univers confortable et matelassé, fuyant le risque, l'imprévu, l'aventure, dont la valeur première était « l'ordre » : « non pas un ordre en marche, une étoile des vicissitudes, non l'ordre, c'est-à-dire la tranquillité », car, ajoutait Esprit, « le bourgeois est dans l'âme un homme qui a peur. Peur des luttes, peur de ce jour imprévisible qui viendra demain à la rencontre de ses prévisions, peur du visage changeant des hommes, peur de tout ce qu'il ne possède pas ⁵⁰⁹ ». Même dans la jouissance, cet idéal bourgeois apparaissait encore à ces jeunes révoltés comme un conformisme dans la médiocrité : « La vie bourgeoise est ordonnée au bonheur. Le bonheur, c'est-à-dire l'installation, la jouissance à portée de la main comme la sonnette du domestique,

⁵⁰⁶ Ibid., p. 95-96.

⁵⁰⁷ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 894.

⁵⁰⁸ *Réaction*, n° 12, juillet 1932, p. 32-33.

⁵⁰⁹ E. Mounier, *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 894.

reposante, non sauvage, assurée. Aurea mediocritas. Une médiocrité tout en or ⁵¹⁰. »

Le reproche majeur qui était ainsi fait à l'esprit bourgeois était de construire un monde ignorant les aspects tragiques de la condition humaine, un monde que les jeunes écrivains des années 1930 jugeaient incompatibles soit, pour les uns (Fabrègues, Maxence, Mounier, Rougemont), avec leur vision chrétienne de la vie - « le bourgeois ignore la Croix que le moindre miséreux, le moindre révolté, expérimente chaque jour ⁵¹¹ » - soit, pour les autres, avec leur conception nietzschéenne et sorélienne du destin de l'homme. Dans cette dernière perspective, Thierry Maulnier écrivait par exemple dans l'*Ordre Nouveau*, en faisant le portrait du bourgeois conservateur : « Il défend ses habitudes, la tranquillité de son quartier et celle de sa conscience, un emploi du temps où l'Idéal a, quoi qu'on en dise, une place légitime et sincère auprès de la pendule Louis XV et des parties de cartes hebdomadaires qu'une révolution mettrait en péril (...) L'Honneur, la Discipline, la [242] Famille, la Patrie doivent garder leur place dans des vitrines intangibles, avec des majuscules bien astiquées (...) Reste à savoir si « l'ordre » consiste à n'avoir le sommeil troublé ni par les gémissements de la faim, ni par les coups de feu de la colère, ni par ses propres scrupules. Reste à savoir si toute la tâche de l'homme consiste à s'éviter et à éviter aux autres l'invention, l'inquiétude, la gloire et la douleur de créer et de vivre... ⁵¹². »

Dans ce réquisitoire, les jeunes chrétiens étaient particulièrement véhéments et s'indignaient de ce que le monde bourgeois prétende se faire le représentant et le défenseur des valeurs spirituelles en général, et du christianisme en particulier. « Ils se pensent les colonnes de l'ordre, pouvait-on lire dans *Réaction*, ils ne se sont jamais aperçus, chrétiens, du peu de place que le Christ tient dans leur vie ; Français, du peu de souci qu'ils ont de la France. Que voulez-vous ? Ils ont le banc d'œuvre (...) Ils ne savent plus ce qu'ils font. Ils ont perdu la notion du bien et du mal, il n'y a plus pour eux que de plus ou moins anciennes conventions (...) Comment voulez-vous qu'il y ait place dans leur échelle de valeurs pour une chose aussi grande, aussi embarrassante qu'une vérité qui commande ? Ils n'ont plus à être commandés parce qu'ils sont les maîtres. La règle c'est eux qui la font et l'en-

⁵¹⁰ *Ibid.*, p. 895.

⁵¹¹ E. Mounier, *ibid.*, p. 895.

⁵¹² *Ordre Nouveau*, n° 4, octobre 1933, p. 3.

fer punira ceux qui leur auront désobéi (...) Le bourgeois professe qu'il peut se suffire à lui-même. Les intérêts sont bien gérés et il n'a pas besoin que Dieu s'en mêle. Comment se convaincrat-il que la volonté de Dieu règle tout, quand c'est la confiance en ses propres forces et la prévision raisonnée qui forment les motifs dont s'inspire toute son activité ? À la grande rigueur, Dieu sera le pouvoir exécutif de la conscience bourgeoise. » Et *Réaction* de conclure - « L'ordre et le catholicisme leur sont utiles pour se protéger. Ils prétendent servir Dieu, et ils s'en servent ⁵¹³. »

On soulignait d'ailleurs que la bourgeoisie était née au XVI^e siècle contre l'esprit chrétien, « de la morale des financiers et commerçants hollandais et florentins », et qu'elle avait trouvé pendant longtemps « sa métaphysique naturelle dans le voltairianisme ⁵¹⁴ ». avant de se « convertir » assez brusquement, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, sous l'influence de l'intérêt et de la peur : « Le bourgeois qui est maître du jeu, remarquait Mounier, [243] ne change de camp que pour assurer la permanence médiocre de ses visées : hier, avec le peuple contre la religion, aujourd'hui, avec la religion contre le peuple, parce que l'ouvrier risque de faire sauter son usine. Mais le Calvaire dans tout cela ? ⁵¹⁵. » Et il ironisait sur la « croyance » bourgeoise « distinguée, dominicale et raisonnable », le plus souvent réduite à l'assistance hebdomadaire à une messe « serrée, quand le soleil est déjà haut pour les hommes, entre un bâillement et un bon repas ⁵¹⁶ ».

Tous les catholiques, tous les chrétiens de la *Jeune Droite* et d'Esprit, comme aussi ceux de *l'Ordre Nouveau* ⁵¹⁷, se trouvaient donc d'accord pour affirmer la nécessité de ce qu'Esprit devait appeler, dans une formule percutante, « la rupture de l'ordre chrétien avec le désordre établi ». C'est ainsi que Jean de Fabrègues, au nom de la *Jeune Droite*, disait sa totale approbation de l'article de Mounier dans lequel celui-ci développait la formule citée plus haut, article qui se terminait ainsi : « Voilà l'homme qui est né avec l'âge du confort. Qu'il soit apparu dans l'histoire un pareil contresens de l'homme, qu'il envahisse le monde chrétien, nous

⁵¹³ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 97-98.

⁵¹⁴ E. Mounier, *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 880.

⁵¹⁵ E. Mounier, *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 880.

⁵¹⁶ *Ibid.*, p. 880.

⁵¹⁷ Les chrétiens de *l'Ordre Nouveau* n'exprimaient cependant pas ces idées dans la revue du groupe, ils le faisaient dans des publications où ils n'engageaient qu'eux-mêmes.

aurions déjà à nous en affliger. Qu'il soit en train de faire sauter le monde, nous crions gare et passons à la défensive. Qu'il fasse passer ses valeurs pour des valeurs chrétiennes, cette fois, il peut nous " avoir " partout ailleurs, il ne nous empêchera pas de témoigner contre son hypocrisie. Il est grave que les hommes qui ont le monde dans leur main et qui se disent parfois chrétiens trahissent leur mission d'homme. Mais qu'ils essaient de rapetisser à leur mesure des valeurs éternelles, qu'ils les posent en enseigne à leur boutique pour attirer la clientèle, qu'ils arrivent à les rendre odieuses à la masse des hommes, par l'emploi qu'ils en font et le visage qu'ils leur donnent, c'est ce que nous ne permettrons plus (...) Il est grand temps que le scandale arrive ⁵¹⁸... »

Dans ces attaques contre le monde bourgeois, contre « le bourgeois qui se drape de religion ⁵¹⁹ », transparait l'influence des maîtres que beaucoup de ces jeunes hommes s'étaient choisis, Léon Bloy et Charles Péguy pour à peu près tous, auxquels s'ajoutaient Bernanos et Drumont pour la *Jeune Droite*. Tous s'accordaient [244] notamment avec Péguy pour affirmer que ce qu'ils critiquaient ainsi était plus un « esprit » qu'une classe sociale : « Entendons-nous, notait Mounier, on ne passe pas la frontière du bourgeois avec un certain chiffre de revenus. Le bourgeois fréquente toutes les latitudes, tous les milieux. Si sa morale est née d'une classe, elle a glissé, comme un gaz lourd, sur les basses régions de la société ⁵²⁰. » C'est donc avec une inquiétude croissante que tous faisaient leur le mot de l'auteur de *L'Argent* : « Tout le monde devient bourgeois : les seigneurs sont devenus bourgeois, le peuple est en train de devenir bourgeois. »

On l'a vu, les chrétiens et les catholiques ne pardonnaient pas à l'ordre bourgeois de se prétendre l'incarnation des valeurs religieuses et chrétiennes. Mais ils n'en restaient pas là. Ils reprochaient aussi aux représentants officiels des Églises, en particulier à ceux de l'Église catholique, d'avoir accepté trop facilement cette usurpation et de s'en être même fait complices. De ce fait, ils faisaient le procès d'une autre « trahison des clercs », cette fois au sens religieux du terme. La *Jeune Droite* n'était pas spécialement tendre, dénonçant « la singulière bassesse des catholiques de France, leur complaisance officielle si aveugle, si servile envers les

⁵¹⁸ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 896.

⁵¹⁹ *Ibid.*, p. 896.

⁵²⁰ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 820.

pouvoirs établis quels qu'ils soient ⁵²¹ » et mettant en accusation « un clergé rouge : celui pour qui la pourpre cardinalice reflète aussi celle du drapeau de l'Internationale (...) sans toutefois exclure le rouge officiel des décorations du régime ⁵²² ». De son côté, Pierre-Henri Simon, dans *Esprit*, s'indignait de la place prise par l'argent dans la vie religieuse et des accommodements concédés par l'Église et ses représentants à la bourgeoisie conduisant « l'éthique du catholicisme vers un accord avec l'éthique du capitalisme ⁵²³ ». Dans le même sens, citant Pierre-Henri Simon, Jean de Fabrègues notait : « A nos yeux comme aux siens, le règne moderne de l'argent tend à altérer les sources de la spiritualité, à abaisser le niveau de la vie religieuse (...) Les contacts équivoques de l'or et de la religion, un certain accaparement de celle-ci par la classe bourgeoise, dont le matérialisme étroit en fausse l'esprit, nous blessent aux profondeurs de l'âme ⁵²⁴. »

Plus profondément encore, les compromissions de l'Église [245] officielle leur semblaient trahir l'essence de la vie religieuse en réduisant celle-ci à ses aspects les plus extérieurs, soit à un moralisme pharisaïque et desséchant - faisant une place excessive et disproportionnée aux « péchés de la chair » - soit à une action sociale trop souvent envisagée comme une fin en soi, « assimilant la religion à une association philanthropique ⁵²⁵ ». C'est contre cette adultération du message chrétien que, dans *Réaction*, protestait Bernanos en tonnait contre « un certain nombre de pauvres types qu'une providence incompréhensible a chargé, pour une part du moins, de la défense du spirituel et qui trouvent infiniment roublard (et aussi moins périlleux) de mettre le spirituel en lieu sûr, de l'enfermer à double tour dans la cave, comme ils voyaient jadis leur papa serrer les écus au retour du marché. Ces misérables ont toujours le nom de Dieu à la bouche, mais dans une telle bouche qui n'est que l'orifice supérieur de leurs entrailles. Dieu, c'est révolution, démocratie, assurances sociales, que sais-je ? Au front de l'église, ils écriront un jour : - On est mieux nourri ici qu'en face " et s'étonneront de ne recueillir que

⁵²¹ R. Vincent, *Revue du siècle*, n° 7, novembre 1933, p. 20.

⁵²² Ibid., p. 20.

⁵²³ *Esprit*, n° 13, novembre 1933, p. 41.

⁵²⁴ *Revue du siècle*, n° 10, février 1934, p. 25.

⁵²⁵ Daniel-Rops, *Le Monde sans âme*, p. 183.

des ventres ⁵²⁶ ». Pour sa part, René Vincent voyait dans cette évolution le signe « d'une absence presque totale de vie intérieure ⁵²⁷ ».

À cet égard, le zèle déployé par les milieux officiels du catholicisme pour paraître le plus « moderne » possible, leur paraissait être le symbole le plus évident de la dégradation intellectuelle et spirituelle des milieux chrétiens installés. Cette attitude était à leurs yeux, non seulement navrante, mais encore ridicule à l'heure où les partisans les plus résolus de ce « monde moderne » commençaient au contraire à douter de lui. « Être moderne, tel est le poncif, éculé partout ailleurs, qui vient choir dans ces bouches affadies. Quelle splendide opération fait-on en s'efforçant de ramener l'éternel au moderne ! Et quel moderne ! Ce que la civilisation nous apporte de plus matériel : ce machinisme, ce confort, que déjà des gens qui n'ont pas la foi, mais à qui le bien-être temporel ne suffit pas, critiquent avec amertume. Nous pensons à un G. Duhamel. Et à tous ces chrétiens inavoués, tourmentés et inassouvis qui souffrent de n'avoir pas trouvé leur Dieu, nos bien-pensants affirment aujourd'hui avec un semblant de courage comique, qu'ils osent le regarder en face et que l'Église n'en a pas peur. Comme si la question se [246] posait ⁵²⁸. » Pour sa part, après avoir constaté que « si le problème social a pu dresser les classes populaires contre le catholicisme, c'est que celle-ci a fait mine de se solidariser avec l'infamie du capitalisme libéral ⁵²⁹ », Jean de Fabrigues pouvait souligner l'échec subi par l'Église chaque fois qu'elle oublie le message dont elle est dépositaire pour se mettre au goût du jour. Aussi stigmatisait-il « ces chiens qui galvaudent dans la boue d'un régime et d'un monde qui s'écroulent nos espoirs de renaissance, de survie, de salut ⁵³⁰ ». Plus laconiquement, mais dans le même sens, Mounier remarquait : « Non, le christianisme ne se rapièce pas avec des morceaux d'actualité ⁵³¹. »

⁵²⁶ *Réaction*, n° 1, avril 1930, p. 7.

⁵²⁷ *Revue du siècle* n° 7, novembre 1933, p. 26.

⁵²⁸ *Revue du siècle*, n° 7, novembre 1933, p. 24.

⁵²⁹ *Ibid.*, p. 16.

⁵³⁰ *Ibid.*, p. 3.

⁵³¹ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 875.

Les jeunes chrétiens de ces mouvements se considéraient, de ce fait, comme en marge des milieux catholiques officiels qui leur paraissaient participer à la crise d'un monde qu'ils voyaient se défaire sous leurs yeux. Robert Francis, au nom de la *Jeune Droite* catholique, en arrivait à écrire devant cette religion vidée de toute sa sève et de toute sa substance : « Je me sens plus proche de M. Romain Rolland ou de M. Guéhenno que du général de Castelnau ou des rédacteurs de la Croix (...) J'ai le regret de le dire, nous n'avons absolument plus aucun point commun avec la plus grande partie de l'Église administrative ⁵³². »

Plus généralement, cette crise du christianisme officiel leur apparaissait comme l'une des expressions de la décadence spirituelle du « monde sans âme » des années 1930. Daniel-Rops résumait des sentiments communs à tous lorsqu'il écrivait : « S'il n'existait encore des hommes comme Péguy et le Père de Foucauld pour accorder la plus grande « violence » à la plus haute charité, s'il n'existait plus, dans quelques monastères, des esprits voués à cette forme supérieure de la violence qu'est le renoncement, on douterait de la force que pourrait conserver encore une doctrine qui n'aurait pour se manifester que la messe de onze heures et demie dans les paroisses élégantes. Décadence du spirituel aussi cet affadissement du tragique : on dirait que les lettres de feu gravées par les prophètes et les apôtres n'ont plus de sens et que la détresse prévue par l'Apocalypse ne doit être qu'un mythe littéraire (...) La diminution du tragique dans la foi, l'enchaînement à l'habitude [247] et à la routine - si l'on veut la déperdition de la teneur proprement révolutionnaire d'une doctrine qui proclame : " Mon royaume n'est pas de ce monde " - voilà des signes qui prouvent aussi cette décadence du spirituel... ⁵³³. »

Ainsi, dans le domaine de l'esprit comme dans celui de la vie matérielle, les mouvements de jeunes des années 1930 concluaient à la faillite : faillite intellectuelle d'une littérature ivre de gratuité et de virtuosité et d'une philosophie de plus en plus exsangue ; faillite morale d'un monde bourgeois voué au pharisaïsme et à une médiocrité chaque jour plus étouffante ; faillite spirituelle, enfin, d'une certaine forme de christianisme de plus en plus enlisé dans les conformismes mondains. Ce diagnostic, s'ajoutant aux jugements très critiques portés sur le fonctionnement des structures politiques, économiques et sociales des années 1930, donnait au

⁵³² *Cahiers 1931*, IIe série, n° 6, p. 17.

⁵³³ *Le Monde sans âme*, p. 181.

verdict de ces mouvements un caractère très global qui exprimait ce qui était leur conviction la plus profonde et la plus originale, à savoir qu'ils étaient en train d'assister à une crise totale de civilisation.

[248]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE
1. RUPTURE AVEC LE DÉSORDRE ÉTABLI

Chapitre 5

Une crise totale de civilisation

[Retour à la table des matières](#)

Par là, nous en arrivons à ce qui fut l'intuition centrale de ces mouvements de jeunes des années 1930, l'intuition que les symptômes de crise qu'ils énuméraient et analysaient - instabilité internationale, difficultés intérieures, désordre économique et social, décadence intellectuelle et spirituelle - n'étaient que les signes d'une crise beaucoup plus générale et beaucoup plus profonde, d'une crise de civilisation.

Les premières lignes du manifeste de *Réaction* étaient, à cet égard, très explicites : « Jamais, déclaraient-elles, l'homme n'avait atteint une telle perfection dans la connaissance des phénomènes, ni une telle puissance dans l'utilisation des forces naturelles et l'accumulation des richesses. Et pourtant, il y a une crise du monde moderne ⁵³⁴. » Thierry Maulnier constatait de son côté : « Chacun sent

⁵³⁴ *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 1.

que la civilisation est parvenue à un moment crucial ⁵³⁵ (...) Il ne fait de doute pour personne que nous soyons dans une des phases critiques de la civilisation et peut-être de l'espèce ⁵³⁶. » Diagnostiquant une « crise totale de civilisation ⁵³⁷ ». Mounier notait pour sa part : « Nous sommes, à n'en plus douter, à un point de bascule de l'histoire : une civilisation s'incline, une autre se lève ⁵³⁸. » L'Ordre *Nouveau* affirmait de même que la crise contemporaine était celle « d'une civilisation qui, tout entière, pêche par la base ⁵³⁹ » et Daniel-Rops situait dans toute leur ampleur les perspectives du mouvement en précisant qu'il s'engageait dans « un combat dont l'enjeu est notre civilisation même », car, ajoutait-il, « les destins dont les [249] fils en ce moment se nouent sont ceux de l'humanité entière, ceux de tout un ensemble de données, de traditions, de croyances sur lesquelles le monde a longtemps vécu ⁵⁴⁰ ».

Cette problématique originale permet de mieux comprendre ce que nous avons déjà noté plus haut, à savoir l'aspect général, souvent plus philosophique que technique, des critiques formulées par ces mouvements sur le désordre politique ou économique. Ils avaient en effet la conviction que, comme l'écrivait l'Ordre *Nouveau*, « il serait entièrement vain de s'imaginer que nous nous trouvons en présence de problèmes strictement isolés et susceptibles de solutions fragmentaires ⁵⁴¹ ». Pour eux, c'est dans la perspective d'une crise globale qu'il fallait se placer, d'une part, pour ne pas sous-estimer la gravité des conséquences du désordre contemporain, d'autre part, pour ne pas passer à côté de ses causes profondes. Ils avaient en effet le sentiment d'être engagés dans une aventure grandiose dont ils déploraient que la véritable dimension échappe à beaucoup : « Nous sommes nés à la vie, au sortir de la première enfance ou de l'adolescence, dans le Mensonge et la Mort, déclarait ainsi Mounier aux lecteurs de *l'Aube*, nous ne sommes pas sortis depuis de la grandeur. Des millions de misères ont succédé aux millions de morts et aux millions de mensonges. Des peuples montent d'une ombre de plusieurs siècles. Des civilisations s'affaissent, d'autres surgissent. Des barbaries ap-

⁵³⁵ La crise est dans l'homme, p. 196.

⁵³⁶ *Réaction*, n° 8, février 1932, p. 14.

⁵³⁷ Mounier et sa génération, p. 70.

⁵³⁸ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 886.

⁵³⁹ R. Aron et A. Dandieu, *Décadence de la Nation française*, p. 12.

⁵⁴⁰ *Les Années tournantes*, p. 12.

⁵⁴¹ *Plans*, n° 9, novembre 1931, p. 150.

paraissent. Nous ne sommes pas nés en une de ces périodes où l'homme glisse sur une tradition qui l'assure. Nous nous faisons nous-mêmes dans un monde en pleine démiurgie. Ce n'est pas le moment de regarder en arrière ⁵⁴². »

Ces groupes étaient donc très soucieux que l'on ne s'égarât pas sur ce qui était en question et que l'on ne prît pas l'accidentel pour l'essentiel. Au-delà du désordre matériel évident, le monde de ces années leur apparaissait surtout comme un monde qui n'était plus à la mesure de l'homme, un monde qui condamnait celui-ci à vivre dans un univers « inhumain ». Cet adjectif était d'ailleurs l'un des mots qui revenait le plus souvent dans le vocabulaire de ces publications. Tel était bien, en effet, le mobile fondamental de leur révolte. Ainsi que le soulignait Thierry Maulnier, « ce dont il est question, c'est ceci : l'état actuel du monde et l'état auquel tend le monde ne constituent pas des phénomènes normaux de son [250] évolution ; ils sont des états maladifs, ou, si l'on veut, monstrueux ; les faits économiques ou sociaux qui les manifestent ne doivent pas être estimés en tant que tels, mais dans leurs rapports aux valeurs supérieures d'une civilisation précieuse qu'ils tendent à compromettre ; les changements en cours ne sont pas des changements d'institutions que l'intellectuel désintéressé peut contempler avec détachement (...) L'objet de la lutte n'est pas seulement l'objet de la production, la répartition des biens, la pauvreté ou la richesse, le chaos ou la prospérité L'objet de la lutte est l'essentiel de nous-mêmes... ⁵⁴³. » Daniel-Rops allait dans le même sens en constatant : « La crise n'est pas seulement une crise économique et financière, elle n'est même pas une simple crise politique : elle est davantage, une crise de conscience. Ce qui est en jeu, dans le douloureux débat qui est celui du monde moderne, c'est bien davantage qu'un régime de possession et de distribution des richesses, c'est l'homme, c'est-à-dire la personne ⁵⁴⁴. » Dans un livre paru en 1932, Thierry Maulnier revenait à la charge et résumait en une phrase un point de vue qui était, non seulement le sien, mais celui de tous ces groupes : « Ce qui est engagé dans les conflits actuels, ce sont les quelques valeurs par lesquelles notre existence reçoit un prix et une grandeur possible ⁵⁴⁵. »

⁵⁴² « Lettre à P. Archambault », *l'Aube*, 27 février 1934.

⁵⁴³ *Action française*, 13 octobre 1932.

⁵⁴⁴ *Avant-Poste*, février 1934, p. 5.

⁵⁴⁵ *La crise est dans l'homme*, p. 16.

Cette dernière citation figurait dans l'introduction d'un recueil d'articles intitulé *La crise est dans l'homme*. Ce titre était lui aussi très caractéristique d'un état d'esprit général. Il traduisait la volonté de ces mouvements de ne pas se borner à une analyse superficielle du désordre contemporain et leur volonté d'en mettre à nu les racines profondes, racines qui, selon eux, résidaient, non dans les choses, mais dans les principes au nom desquels l'homme avait prétendu régenter le monde, car, comme l'écrivait Mounier, « l'esprit seul est cause de tout ordre et de tout désordre, par son initiative ou son abandonnement... ⁵⁴⁶ ». Telle était la signification de la formule de Thierry Maulnier dont Aron et Dandieu développaient, eux aussi, le contenu en affirmant : « Il faut bien comprendre qu'à l'heure actuelle l'homme, ayant de plus en plus de moyens pour maîtriser l'univers, asservissant de plus en plus la matière et les êtres aux cadres de son esprit, prolongeant en dehors de lui et sur toutes les plaines du monde l'exécution de ses [251] méthodes de pensée et l'application de ses concepts, l'origine des maux qui l'entourent et le tourmentent ne doit plus être cherchée hors de lui : mais, sous peine de ne rencontrer que des faux-semblants ou des solutions de détail, de négliger l'essentiel au profit d'anecdotes éphémères et sans portée, c'est au centre psychique de l'univers qu'il faut porter le diagnostic, à ce centre clos et limité, foyer pourtant d'une perpétuelle irradiation de forces et de pensées qui constitue la conscience humaine ⁵⁴⁷. »

Une telle position les amenait à dénoncer ceux qui ne voyaient à la crise contemporaine que des causes extérieures ou ceux qui s'en prenaient aux seuls effets sans remonter aux causes fondamentales. Pour eux, c'est, sans nul doute possible, dans « un humus de doctrines périmées » que se trouvaient « les racines du malheur ⁵⁴⁸ », et, au premier chef, dans l'idée que l'homme s'était fait de sa nature et de sa destinée : « Tout le désordre dont l'homme offre aujourd'hui maints exemples ne s'explique que si l'on considère la conception que l'homme a de lui-même, de sa mission, de son destin. C'est en lui qu'il faut rechercher l'origine commune des troubles divers dont l'humanité souffre (...) Le vrai problème est dans l'homme à l'intérieur de l'être ⁵⁴⁹. »

⁵⁴⁶ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 15.

⁵⁴⁷ *Le Cancer américain*, p. 234.

⁵⁴⁸ « Positions d'attaque pour l'ordre nouveau », *Revue des vivants*, décembre 1933, p. 1821.

⁵⁴⁹ Daniel-Rops, *Le Monde sans âme*, p. 61-63.

Estimant donc qu'à la source du désordre, il y avait une « méprise sur la notion d'homme ⁵⁵⁰ », tous les représentants de ces groupes s'accordaient pour penser que cette méprise s'enracinait essentiellement dans l'individualisme libéral. Daniel-Rops affirmait ainsi sans ambages que l'individualisme était « à la base de la crise contemporaine ⁵⁵¹ », et il en donnait cette description : « Toute doctrine qui définit l'individu comme limité en soi, qui nie par cela même la soumission à tout principe supérieur et qui fait reposer l'accomplissement de sa destinée uniquement sur les forces qu'il enferme en lui ⁵⁵². » L'homme libéré de toute vérité, de toute loi, de toute religion qui s'imposent à lui, l'homme se voulant parfaitement autonome et souverain de lui-même et devant trouver sa perfection et son bonheur par les seuls moyens de sa raison et de sa liberté, tel était le « credo » de l'individualisme que dénonçait [252] aussi *Réaction* dont le manifeste déclarait : « Une fois encore, l'homme a écouté l'éternel tentateur qui guette inlassablement sa proie : "Si tu fais de ta volonté la règle de ton action et de ta raison la mesure des choses, tu seras comme un dieu" ⁵⁵³. » De même, dans le très long article qui ouvrait le premier numéro d'*Esprit*, Mounier prononçait un sévère réquisitoire contre l'individualisme, « métaphysique de la solitude intégrale, la seule qui nous reste quand nous avons perdu la vérité, le monde, la communauté des hommes ⁵⁵⁴ ». La position de *l'Ordre Nouveau* fut, à ses débuts, plus ambiguë. Dans leurs premiers ouvrages, Aron et Dandieu semblaient se situer dans une certaine tradition individualiste en prônant un « individualisme révolutionnaire ». Cette équivoque devait se dissiper assez rapidement, *l'Ordre Nouveau* adoptant le terme de « personnalisme » pour désigner cet « individualisme révolutionnaire » et répudiant sans indulgence l'individualisme libéral.

C'est à cet individualisme libéral que ces publications attribuaient l'inadaptation des structures politiques et économiques au monde des années 1930 en particulier et à un véritable ordre humain en général. Désordre politique - international ou intérieur -, désordre économique et social trouvaient ainsi à leurs yeux leur commun dénominateur dans la conception individualiste d'un homme abstrait,

⁵⁵⁰ J.-P. Maxence, *Revue française*, 22 mars 1931, p. 266.

⁵⁵¹ Le Monde sans âme, p. 54.

⁵⁵² Ibid., p. 55.

⁵⁵³ *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 2.

⁵⁵⁴ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 32.

ignorant « ces ensembles, ces enracinements, ces rapports, ces liens innombrables par lesquels chacun de nous se rattache à l'univers matériel et au monde des vivants et des morts ⁵⁵⁵ ». De même, c'est dans l'individualisme qu'ils voyaient la source des perversions de la littérature de l'après-guerre murée dans un subjectivisme exacerbé et l'explication des aberrations d'une intelligentsia ivre d'abstractions, détachée de tout contact avec la réalité. Enfin l'esprit bourgeois leur apparaissait comme l'expression, sur le plan moral, d'un individualisme qui, aventureux et conquérant à ses débuts, s'était peu à peu dégradé en un « humanisme revendicateur ⁵⁵⁶ », déguisement civilisé de l'instinct de puissance chez certains et, plus médiocrement, chez beaucoup, de l'égoïsme le plus plat.

Avec l'individualisme se trouvaient aussi mises en question toutes les valeurs qui avaient dominé la civilisation européenne depuis [253] le XVIII^e siècle. Tel était le cas du libéralisme dont les méfaits étaient dénoncés aussi bien dans l'ordre intellectuel (dégradation de la notion de vérité favorisant un subjectivisme idéaliste) que dans l'ordre économique et social (anarchie économique engendrant l'injustice sociale). Le rationalisme n'était pas lui non plus épargné : on lui reprochait, d'une part, d'avoir prétendu à tort enfermer dans ses schémas, d'une manière exhaustive, tous les aspects de la réalité et, d'autre part, d'avoir contribué à asservir l'homme à un ensemble de mécanismes abstraits, destructeurs de sa véritable personnalité. Les grands mythes de la Raison, de la Science, du Progrès, auxquels, de Hugo à Renan, le XIX^e siècle avait donné sa foi étaient eux aussi considérés comme faisant partie de cet « humus de doctrines périmées » dont parlait *l'Ordre Nouveau*. Dans une enquête publiée en juin 1933 sur « La jeunesse devant la crise », Marcel Prévost pouvait ainsi constater « une régression marquée des mystiques du XIX^e siècle : positivisme, infaillibilité de la science, croyance au progrès indéfini de l'humanité, etc... ». Il ajoutait : « Tout cela, osons le dire, pour ces jeunes cerveaux, rejoint les vieilles lunes. Ils ont même tendance à y voir la cause idéologique lointaine du gâchis actuel ⁵⁵⁷. »

Ces mouvements s'attachaient donc à faire l'autopsie de ce qu'ils considéraient comme une civilisation en état de décomposition. À cet égard, si leurs analyses s'attardaient sur les problèmes évoqués plus haut, ils insistaient aussi tout spécia-

⁵⁵⁵ C. Chevalley et A. Marc, *Avant-Poste*, février 1932, p. 18.

⁵⁵⁶ E. Mounier, *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 33.

⁵⁵⁷ *Le journal*, 23 juin 1933.

lement sur deux symptômes considérés comme particulièrement significatifs de l'évolution du monde en ces années 1930 : d'une part, l'apparition d'une conception de la civilisation dont l'Amérique - c'est-à-dire ici les États-Unis - était le symbole, d'autre part, les premières manifestations de ce que Mounier devait appeler plus tard, après

Nietzsche, le « nihilisme européen ». C'étaient là en effet à leurs yeux deux phénomènes qui traduisaient dans leurs conséquences extrêmes l'inhumanité des principes sur lesquels se fondaient la société et la culture contemporaines.

Les années 1928-1930 virent se produire, selon le titre même d'un livre de Waldo Franck paru à cette époque, une « nouvelle découverte de l'Amérique ». En quelques mois se multiplièrent sur les États-Unis articles, essais, témoignages, recueils de souvenirs. Consacrant aux « images de l'Amérique », en juin 1930, son feuilleton littéraire de la *Revue des deux mondes*, André Chaumeix [254] ne dénombrait pas moins d'une douzaine d'ouvrages parus sur ce sujet dans les semaines précédentes. En général, dans cette littérature, coexistaient deux courants : celui de l'admiration - plutôt minoritaire - représenté, par exemple, par *Standards* de Hyacinthe Dubreuilh, et celui de la méfiance dont l'expression la plus caractéristique fut l'essai de Georges Duhamel, *Scènes de la vie future*. C'est à ce courant critique que se rattachaient les positions de ces mouvements de jeunes telles qu'elles furent exposées notamment dans *le Cancer américain* de Robert Aron et Arnaud Dandieu ou dans le numéro spécial de *Réaction* intitulé « Procès de l'Amérique ».

Ces groupes jugeaient en effet sans indulgence le monde américain, connu d'ailleurs à travers des témoignages et non par une expérience directe. Ils faisaient volontiers leur le mot de Baudelaire sur « cette grande barbarie éclairée au gaz ». C'est ainsi que Jean de Fabrègues n'hésitait pas à parler, en rendant compte du livre de Duhamel, « de la bestialité de la civilisation des États-Unis ⁵⁵⁸ », tandis que *l'Ordre Nouveau* déclarait : « Le cancer du monde moderne a pris naissance bien loin des charniers de la guerre, en un terrain bien abrité, mieux même qu'on ne le croit souvent, c'est le cancer américain ⁵⁵⁹. »

⁵⁵⁸ *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 108.

⁵⁵⁹ *Le Cancer américain*, p. 15.

Cependant, s'ils rejoignaient ainsi les critiques de Duhamel et s'ils lui rendaient hommage pour avoir attiré l'attention sur ce problème, ils se refusaient à lui emboîter totalement le pas, jugeant qu'il s'attaquait souvent aux formes les plus secondaires et les plus extérieures du mal et que « son livre n'était qu'une œuvre de vulgarisation, avec tout ce que cela comporte de démagogie et d'inexactitude » ⁵⁶⁰. Ils pensaient que son réquisitoire contre le seul machinisme était quelque peu puéril et même dangereux dans la mesure où il dépouillait l'homme de la maîtrise de son destin : « Ennemi personnel de la machine, notait Maurice Blanchot, il lui réserve tous ses traits qui sont redoutables (...) Devant son jugement impitoyable, il n'y a pas un engin mécanique, un moteur, un boulon qui ne se trouve un peu coupable. Il penche à donner à la technique, à ses progrès, à la prédominance qu'ils lui ont value une grande part de la responsabilité de nos désordres (...) Mais, par cet excès de violence, il lui fait le même honneur que les matérialistes par leurs dithyrambes. Il consent à l'idole une puissance inouïe, celle de pervertir la civilisation. Dans la critique qu'il dirige [255] contre notre monde, il n'envisage pas d'autres erreurs, d'autres perversions que celles du machinisme. Si l'on y réfléchit, on s'aperçoit qu'il y est fort peu question de l'homme. M. Duhamel prétend le défendre contre des périls qui n'ont pas en lui leur origine ⁵⁶¹. » Aussi, tout en accordant une grande place dans leur réflexion aux problèmes posés par les développements récents du machinisme (notamment aux problèmes du travail industriel), ces revues se refusaient à faire de celui-ci un bouc émissaire et à voir en lui la cause déterminante des troubles contemporains. Ils soulignaient au contraire que ces progrès témoignaient du pouvoir créateur de l'homme et que, mieux utilisés, ils pourraient être la source de nombreux bienfaits en épargnant à l'homme les travaux physiques les plus pénibles, en le dispensant des automatismes les plus fastidieux et en multipliant sa puissance. Aussi, si mise en accusation de l'Amérique il devait y avoir, ne devait-elle pas se réduire à un réquisitoire contre le machinisme.

À leurs yeux, ce « procès de l'Amérique » devait être essentiellement celui d'une société où « l'homme paraît être une machine à consommer et à produire et où on ne lui connaît pas d'autre raison d'être, d'autre bonheur, d'autre destin » ⁵⁶².

⁵⁶⁰ *Ibid.*, p. 17.

⁵⁶¹ *Réaction*, n° 11, avril 1932, p. 14.

⁵⁶² T. Maulnier, *La crise est dans l'homme*, p. 14.

L'Amérique leur apparaissait ainsi comme une gigantesque machine à broyer les hommes, les asservissant à des conduites de plus en plus standardisées et socialisées, aussi bien dans leur travail que dans leurs loisirs, ceci pour satisfaire aux impératifs d'un ékonomisme totalitaire qui, après avoir développé un productivisme sans cesse plus frénétique, favorisé par le progrès du machinisme et des techniques de rationalisation du travail, imposait aussi ses exigences dans le domaine de la consommation afin de trouver des débouchés à une production accrue sans mesure.

Le texte suivant de Thierry Maulnier, publié sous le titre « Position contre l'Amérique », est assez significatif de l'image que ces mouvements se faisaient de la société américaine des années 1920-1930, c'est-à-dire, il importe de le souligner, des États-Unis de la prospérité, des États-Unis d'avant la crise : « L'idéal humain le plus haut n'étant plus de réaliser sa personne, mais de réaliser des richesses, chacun doit abandonner à la société une moitié de sa vie, il y est forcé s'il veut vivre et, bien plus, une morale nouvelle vient appeler devoir cette contrainte abominable. Mais une équivoque persiste : car on lui a laissé cette autre moitié de sa vie qu'il [256] gagne en sacrifiant la première ; il achète assez cher, mais il achète enfin les loisirs où il peut oublier la société, réagir, être lui-même. Cela ne pouvait pas durer : l'individu américain peut se rendre compte aujourd'hui que l'on ne contente pas le Léviathan avec tant de facilité (...) La production n'étant richesse positive que lorsqu'elle se vend, l'homme asservi à l'économie ne doit pas à la société de produire mais aussi de consommer (...) La richesse que l'homme a créée et multipliée sans mesure doit trouver et trouve des débouchés. Voici qu'on reconnaît que le devoir social de produire est incomplet, qu'il est, s'il est seul, source de ruine, et que l'homme n'est pas quitte après le travail. La société étend son prodigieux pouvoir, car le produit du travail doit être consommé et ce sont les loisirs qui en ont la charge... ⁵⁶³. » Et Thierry Maulnier de brosse ce tableau de l'Amérique : « Chacun étant dévoué à l'effort acharné de consommer et de produire, on peut assister au spectacle inouï d'une société prenant entièrement possession de l'homme, le conduisant en troupeau dans son travail et dans ses loisirs, le menant pieds et poings liés de ses cinémas à ses casernes, de ses usines à ses terrains de sport, à travers tous les mornes abattoirs hygiéniques où elle n'en veut qu'à son âme. Spectacle réconfortant : l'effort des hommes consacré tout entier à

⁵⁶³ La crise est dans l'homme, p. 58-59.

maintenir régulièrement, selon un rythme toujours implacablement plus rapide, cet équilibre où l'on tend à produire plus qu'on ne consomme et à consommer tout ce que l'on produit. Le terme du progrès moderne est là ⁵⁶⁴. »

Par là, nous retrouvons certains thèmes de la critique du capitalisme que nous avons évoqués plus haut. Mais, pour les mouvements de jeunes que nous étudions, l'Amérique incarnait beaucoup plus qu'un système économique. Elle était pour eux un type de civilisation, comportant certes un certain mode d'organisation de l'économie, mais proposant aussi une certaine interprétation de la vie. C'est pourquoi Thierry Maulnier pouvait écrire : « La menace n'est pas tant que la production abolisse l'esprit, mais qu'elle crée un esprit à son image, que la machine efface l'homme, mais qu'elle le forme selon ses besoins, que l'économie vainqueur renverse des principes, mais qu'il édifie les siens. Le risque est d'ordre spirituel : nous sommes devant une barbarie qui cherche sa justification ⁵⁶⁵. » Cette « justification », ils la voyaient se dessiner [257] dans un progressisme scientiste et matérialiste qu'ils tenaient pour le moteur de l'américanisme : « Cette croyance, notait *Réaction*, est faite d'optimisme radical, c'est-à-dire de recherche comme suprême récompense des joies terrestres acquises par la soumission à la règle sociale, aux lois du monde matériel, de travail et de légitimation du succès. Aussi les idées philosophiques n'ont plus cours, la pensée libre et sans profit, les joies intellectuelles désintéressées n'ont plus de place, les choses ne se jugent qu'en fonction de leur valeur marchande et de leur quantité, le sens de la qualité se perd, la recherche instinctive de la force, grâce à la masse, s'impose. Les conquêtes mécaniques font figure de miracles et les grands inventeurs, pourvu que leurs découvertes soient utiles, font office de grands seigneurs et presque de prêtres ⁵⁶⁶. » Plus laconiquement, un autre des collaborateurs de *Réaction* affirmait : « L'américanisme, c'est un optimisme matérialiste, le bonheur dépendant du progrès scientifique, le Paradis se résumant dans le bien-être et la richesse ⁵⁶⁷. »

On aura remarqué que nous avons beaucoup cité jusqu'ici la Jeune Droite. Ceci ne signifie pas qu'elle avait le monopole des attaques contre la civilisation américaine, bien au contraire. L'Ordre *Nouveau* n'était pas moins véhément que *Réac-*

⁵⁶⁴ *Ibid.*, p. 59-60.

⁵⁶⁵ *Ibid.*, p. 57.

⁵⁶⁶ Roger Magniez, *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 83.

⁵⁶⁷ C. Chenut, *Réaction*, n° 7, mai 1931, p. 39.

tion. Ses positions rejoignaient celles de la *Jeune Droite* dans la dénonciation d'un « ékonomisme » enfermant l'homme dans le cycle production-consommation aussi bien que dans l'opposition à un matérialisme qui se traduisait, selon lui, par le fait « qu'en pays yankee, l'esprit trouve sa première raison d'être et sa principale application dans la production industrielle, issue elle-même de la croyance que le bonheur peut s'obtenir par la technique ⁵⁶⁸ ». Toutefois, certaines perspectives différaient quelque peu de celles de la Jeune Droite dans la mesure où la critique principale de l'Ordre Nouveau portait sur la civilisation américaine considérée comme l'apothéose d'un rationalisme dévastateur ayant provoqué « l'hégémonie des mécanismes rationnels sur les réalités concrètes et sentimentales, ressorts profonds du véritable progrès de l'homme ⁵⁶⁹ ». Un monde standardisé, mécanisé, construit sur des abstractions, ayant divorcé d'avec le réel, tel apparaissait aux responsables de l'Ordre Nouveau l'univers américain avec « son culte de la raison aveugle et des [258] constructions rationnelles (...) qui, proposant à l'adoration des masses, les dieux abstraits du crédit, la mystique de la production, la mobilisation de l'intelligence, la stérilisation ou la dérivation méthodique des instincts, impose aux sensibilités et aux chairs l'oppression de catégories rationnelles implacables et inhumaines ⁵⁷⁰. »

La plupart de ces textes sur l'Amérique datent des années 1930-1931. En 1931, la gravité devenue évidente de la crise économique enlèvera beaucoup de leur prestige aux États-Unis et à ce qui avait été considéré par certains comme l'idéal de la société future. Ceci explique sans doute pourquoi ce thème sera assez peu développé par *Esprit*. On peut penser qu'il n'en eût pas été de même si *Esprit* était né deux ans plus tôt. En effet, en 1930, Mounier avait publié dans la revue des *Davidées* une recension de *Scènes de la vie future* dont le ton n'était guère différent de celui des articles de la *Jeune Droite* ou de l'Ordre Nouveau. Il s'y félicitait de la mise en garde de Duhamel contre « une barbarie qui menace tout l'édifice humain sous le nom de civilisation de l'avenir : l'américanisme ». Dénonçant « l'anéantissement de l'individu et de sa vie propre », il voyait « l'essence de la civilisation nouvelle » dans « le développement idolâtrique du mécanisme qui, de partout, étouffe la vie, la spontanéité, l'initiative, la grâce et cet équilibre ina-

⁵⁶⁸ R. Aron et A. Dandieu, *le Cancer américain*, p. 97.

⁵⁶⁹ Ibid., p. 17.

⁵⁷⁰ R. Aron et A. Dandieu, *Décadence de la Nation française*, p. 19.

chévé, gros de promesses, qui est la marque de l'humain ». On remarquera la parenté de ce point de vue avec celui d'Aron et Dandieu, parenté tenant sans doute à une commune filiation bergsonienne. Comme eux, Mounier concluait : « Devant ce danger pressant (...) notre devoir est de répondre à l'alerte. Non par souci des traditions mortes et par méfiance du nouveau, mais pour sauvegarder, quel qu'il soit, l'avenir de l'homme ⁵⁷¹. » Les allusions sur ce thème que l'on peut trouver dans *Esprit* devaient traduire les mêmes inquiétudes que celles exprimées dans cet article de Mounier. *Esprit* se trouvait aussi en accord avec les autres mouvements pour considérer que, si « cette civilisation américaine est effrayante (...), elle n'est autre que notre civilisation du XXe siècle. Elle nous effraie simplement comme notre ombre nous effraie quand elle se projette - très grande - devant nous ⁵⁷² ».

C'était là en effet le fond du problème. Ce qui était ainsi mis en accusation par ces groupes, ce n'était pas un pays en tant que tel, [259] les États-Unis, c'était ce qui leur apparaissait comme le terme ultime d'une certaine évolution du monde moderne. Ceci explique que finalement ces publications aient été peu sensibles à la critique qu'on pouvait leur faire de s'attaquer à l'Amérique sans la connaître directement. A travers les États-Unis, la cible e leurs flèches était ce que *Réaction* appelait « l'Amérique intérieure » : « L'Amérique est déjà chez nous, remarquait Jean de Fabrègues, les scènes de la vie américaine, selon le mot de Duhamel, sont des scènes de la vie future. A bon droit, nous devons nous demander la valeur de cette vie (...) L'Amérique est le monde où la chose a tué l'homme. Sur la même pente, l'Europe est engagée déjà... ⁵⁷³ » Dans le même numéro, Maxence renchérrissait : « L'Amérique s'est installée dans nos institutions sociales, dans la mentalité ambiante, dans le cœur même d'une majorité de Français (...) L'Amérique nous assiège, nous tient, nous possède ⁵⁷⁴. » De même, *l'Ordre Nouveau* précisait : « L'Amérique, si elle est un cadre, n'est pas un cadre territorial, mais bien un cadre de pensée et d'action. L'Amérique, c'est une méthode, une technique, une maladie de l'esprit (...) C'est donc, hélas ! non seulement outre-Atlantique, mais ici,

⁵⁷¹ *Revue de culture générale*, octobre 1930, p. 14-21.

⁵⁷² E. Garnier, *Esprit*, n° 8, mai 1933, p. 179.

⁵⁷³ *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 72.

⁵⁷⁴ *Ibid.*, p. 77.

sur notre sol, dans nos villes, et même dans nos universités, qu'il faut apprendre à connaître la nature profonde du danger qui nous menace ⁵⁷⁵. »

Ceci n'était pas seulement un jugement dans l'abstrait. C'était aussi une réaction à l'égard d'une vague d'américanisme qui avait déferlé sur la France dans les années 1928-1930 et qui s'était incarnée dans la personne de Tardieu qui, disait Thierry Maulnier, « considérait la France comme une société anonyme et voulait tout résoudre par la formule de la prospérité ⁵⁷⁶ ». Cette « tentation de l'Amérique » était aussi représentée par l'équipe de jeunes intellectuels réunis autour de Jean Luchaire dans la revue radicale et briandiste *Notre Temps* qui se présentait comme l'organe des « nouvelles générations réalistes » et avec laquelle la *Jeune Droite* engagea à plusieurs reprises des discussions polémiques assez acerbes. En effet, les mouvements de jeunes des années 1930 refusaient de voir dans l'Amérique - même et surtout dans celle de la prospérité - l'exemple à suivre pour trouver une solution aux problèmes européens. Ils considéraient au contraire qu'elle était - pour reprendre une expression de Daniel-Rops - « l'îlot [260] de l'Europe », le fruit de ses erreurs : « L'Amérique, pouvait-on ainsi lire dans *Réaction*, n'est que la dernière expression de la décomposition dont l'Europe fut victime depuis qu'elle cessa de former un ensemble chrétien. Ce qu'on nous propose pour nous régénérer n'est au fond que le mal dont nous souffrons, poussé à ses dernières extrémités dans un milieu où il pouvait se développer librement. Cette société, qui ne voit qu'elle, n'est qu'un produit des vieilles hérésies occidentales libérées depuis trois cents ans : nationalisme, scientisme, positivisme. Loin de nous apparaître comme un monde nouveau et jeune, l'Amérique ne serait donc qu'un de nos enfants qui aurait grandi plus vite que nous et qui aurait oublié toutes les contraintes salutaires dont vingt siècles de christianisme nous ont empreints ⁵⁷⁷. »

Ainsi, dans l'Amérique, où confluaient, selon eux, « les résidus abstraits et matériels du progrès des deux derniers siècles ⁵⁷⁸ », ils voyaient le symbole des menaces pesant sur l'homme moderne, l'image effrayante « d'une société future où l'homme, monstrueusement asservi aux forces productrices, dévoué corps et âme

⁵⁷⁵ Le Cancer américain, p. 80.

⁵⁷⁶ La crise est dans l'homme, p. 55.

⁵⁷⁷ R. Magniez, *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 85

⁵⁷⁸ R. Aron et A. Dandieu, le Cancer américain, p. 75.

au fonctionnement social, vivra d'une vie d'automate ⁵⁷⁹ ». Cette société inhumaine en gestation, les responsables de *l'Ordre Nouveau* la voyaient à la fois comme une société « matérialiste et abstraite » : « Elle donne la primauté à l'avoir sur l'être, à l'anonyme sur le personnel, à l'irresponsable sur le responsable, à la masse et à l'individu abstrait sur la personne concrète. Machiniste et productiviste, elle consacre la pire dégradation qu'une "civilisation" ait imposée à me ⁵⁸⁰. » Pour eux, c'était là qu'inexorablement tendait à aboutir le « progrès » d'un monde voué au culte de la raison abstraite, de la science, de la technique et dont l'individualisme orgueilleux qui était à son origine semblait dans le matérialisme le plus médiocre. « Les fils de 89, écrivait Jean de Fabrègues, exaltaient hier le droit de l'homme à disposer de soi, la noblesse de la liberté, le fondement de notre dignité. Aujourd'hui, ils proposent le plus honteux des esclavages, l'asservissement aux choses. L'effort qu'ils demandent au cerveau et aux bras des hommes, c'est pour accroître le confort, le bien-être, la production et la consommation. Des buildings plus hauts, des voitures plus rapides, des spectacles plus brillants (...) Est-ce l'homme qui domine le monde ? Non, ce sont les choses qui mènent l'homme à l'esclavage (...) [261] Bel aboutissement d'un humanisme qui prétendait trouver ses maîtres en Platon, Montaigne et Spinoza ! Beau progrès de la "conscience occidentale" ! Tel est l'humanisme nouveau : il a conduit les hommes à ne plus savoir s'ils ont quelque chose à faire dans le monde. Mieux même, à croire, écrasés par les choses, qu'ils n'ont plus rien à y faire ⁵⁸¹. »

Ces thèmes furent surtout orchestrés par la *Jeune Droite* et par *l'Ordre Nouveau*. *Esprit* était sur cette question un peu en retrait en raison du fait qu'en 1932 la crise économique était venue mettre une sourdine aux enthousiasmes des chantres de l'américanisme. On pouvait cependant trouver dans *Esprit*, sous la plume de Maritain, une analyse de la décomposition du monde de l'individualisme qui rejoignait les vues de *Réaction* évoquées plus haut. Décrivant le processus qui, depuis quatre siècles, avait engendré le monde moderne, Maritain distinguait trois étapes : « On peut caractériser, écrivait-il, la première comme un renversement de l'ordre des fins. Au lieu que la culture oriente son bien propre, qui est bien terrestre, vers la vie éternelle, elle cherche sa fin suprême en elle-même, et cette fin

⁵⁷⁹ T. Maulnier, la crise est dans l'homme, p. 195.

⁵⁸⁰ Daniel-Rops et D. de Rougemont, *Ordre Nouveau*, n° 3, juillet 1933, p. 13.

⁵⁸¹ *Réaction*, n° 8, février 1932, p. 24.

c'est la domination de l'homme sur la matière. Dieu devient le garant de cette domination. Le second moment est comme un impérialisme démiurgique à l'égard des forces de la matière. Au lieu de subir les conditions de la nature pour dominer celle-ci par un processus lui-même naturel et qualifiant intrinsèquement l'être humain, c'est-à-dire tendant avant tout à la perfection intérieure d'une certaine sagesse de connaissance et de vie, la culture se propose de changer les conditions de la nature pour régner sur celle-ci par un processus technique ou artificiel créant, grâce à la science physico-mathématique, un monde matériel adapté à la félicité de notre vie terrestre. Le troisième moment consiste à un refoulement progressif de l'humain par la matière. Pour régner en démiurge sur la nature, l'homme, dans son intelligence et dans sa vie, doit en réalité se subordonner à des nécessités non pas humaines mais techniques et aux énergies d'ordre matériel qu'il met en œuvre et qui envahissent le monde humain ⁵⁸². » Dans le premier numéro d'*Esprit*, Mounier voyait de même dans l'individualisme l'origine d'un mésusage de la matière et des conquêtes techniques enlisant l'homme dans leur matérialité.

Ainsi, pour ces mouvements de jeunes, le monde qui était à la [262] fois en train de se construire et de se disloquer n'était plus à la mesure de l'homme. Il n'était plus, selon eux, qu'un ensemble de mécanismes aveugles opprimant l'homme réel. Cependant la crise de civilisation qu'ils diagnostiquaient leur semblait ne pas se borner là, car, si l'homme leur paraissait nié dans ses exigences essentielles par l'évolution des structures de la société, ils soulignaient aussi que l'homme contemporain devenait de plus en plus étranger à lui-même, ne pouvant plus se satisfaire de la vision rationaliste et individualiste de sa destinée et de sa personnalité que lui avait léguée le XIX^e siècle. Aussi, dans leur perspective, à une crise des rapports de l'homme et du monde se superposait-il une crise de l'homme lui-même de plus en plus menacé par le nihilisme et le désespoir. Divorce de l'homme avec le monde, divorce de l'homme avec lui-même, tels étaient donc, selon eux, les fruits empoisonnés de quatre siècles d'individualisme.

L'image de « l'homo rationalis » classique, toujours plus fidèle à la raison et à ses lumières, qui avait été déjà violemment secouée par la guerre, s'était trouvée, dans les années 1920-1930, sérieusement remise en question, aussi bien par l'audience croissante du bergsonisme montrant l'impuissance de la raison à pénétrer

⁵⁸² *Esprit*, n° 4, janvier 1933, p. 507.

toute la richesse du réel que par l'influence naissante du freudisme révélant les ressorts cachés et inconscients des conduites apparemment les plus rationnelles. Des œuvres littéraires comme celles de Proust ou de Pirandello étaient allées dans le même sens, minant la confiance que l'homme des deux siècles précédents avait mise dans la puissance et les capacités de la raison logique pour gouverner à la fois le comportement individuel et la vie sociale. « Le siècle de la Raison, constatait Pierre-Aimé Touchard dans *Esprit*, s'est effondré en un chaos où s'accumulent les ruines de la Foi que la nouvelle idole avait voulu abattre et ses propres ruines à elle, qui n'a pas su résister à son autocritique. Jamais l'homme n'a été tant privé de soutien. Il ne sait plus ⁵⁸³. »

C'est cette dissolution de « *l'homo rationalis* » qu'avaient enregistrée de nombreux écrivains de l'après-guerre et qui les avait amenés à se pencher sur les ressorts profonds de l'homme et à se perdre dans ce « psychologisme » contre lequel s'insurgeait la génération de 1930. Si celle-ci dénonçait vigoureusement - on l'a vu - les abus de la génération de « l'inquiétude », elle considérait cependant que ses œuvres, lorsqu'elles étaient sincères, n'avaient pas été sans signification dans la mesure où elles avaient témoigné de [263] « la tragédie de l'homme ne ⁵⁸⁴ » et de son impuissance à trouver en lui-même et dans un individualisme exacerbé une justification à son existence. Le désespoir qui avait habité nombre de représentants de cette génération leur apparaissait comme l'aboutissement tragique mais logique de cette « métaphysique de la solitude intégrale » en quoi ils voyaient l'essence de l'individualisme : « Le sentiment du néant qui double toute vie repliée sur soi, écrivait Mounier, n'est autre que la conscience de sa séparation, de son hérésie spirituelle ⁵⁸⁵. »

Pour certains de ces jeunes écrivains, le drame de Nietzsche était particulièrement exemplaire de l'impasse à laquelle menait un individualisme vécu jusqu'au bout. « A l'aube du monde moderne, notait Jean de Fabrègues, Nietzsche nous apparaît vraiment comme l'homme solitaire (...) Et c'est le drame de notre temps, nous ne cesserons de le répéter. Nietzsche est le vivant exemple de cette phrase de notre manifeste : "Tu n'es que toi, et ce ne t'est point assez" (...) Cette solitude ne

⁵⁸³ *Esprit*, n° 18, avril 1934, p. 203.

⁵⁸⁴ Daniel-Rops, les *Années tournantes*, p. 58.

⁵⁸⁵ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 46.

peut être supportée par un homme d'esprit élevé. Nietzsche en est mort ⁵⁸⁶. » Un collaborateur des Cahiers écrivait de son côté : « Au-delà du bien et du mal, dans l'exaltation perpétuelle de la minute présente, l'attente et l'essai de réalisation du surhomme fait un effort pour rompre les dernières racines qui retenaient l'homme à l'être ; un effort pour en poser l'existence, cause et fin d'elle-même, dans une aséité qui eût fait effectivement de l'homme l'égal de Dieu. Nous connaissons l'issue de l'entreprise : l'esprit humain voulant dépasser sa propre réalité tomba dans le non-être, la béatitude recherchée ne fut qu'une angoisse sans cesse renaissante et la liberté déifique de l'intelligence l'emprisonnement atroce d'une vision démentielle du monde. Désirer la sagesse suprême de l'être dont l'existence se suffise entièrement à soi-même et n'arriver qu'à la solitude désespérante du fou ! La corde de Zarathoustra, tendue par trop de confusions, de contradictions et d'erreurs, à la fin s'est brisée. Ce qui en reste n'a pu servir qu'à de puérils amusements. La dernière figure de cette joie qui se voulait surhumaine n'est que le désespoir et le dernier éclair de ce prétendu triomphe de l'individu n'est qu'une négation sans cesse plus extrême de l'homme ⁵⁸⁷. » La faillite de l'individualisme culminait donc ainsi dans ce [264] que *Réaction* appelait l'apparition des « royaumes du Néant » ⁵⁸⁸.

Dans cette perspective, tous ces mouvements accordaient une grande importance au surréalisme dans la mesure où, par sa révolte anarchique devant un monde organisé de manière trop étroitement rationnelle et utilitaire, par son refus des contraintes de la raison logique, par son nihilisme désespéré débouchant sur l'absurde et le néant, il avait témoigné du désarroi des esprits. Niant tout en bloc, la société, la raison, l'homme, le réel, le surréalisme ne leur apparaissait pas comme un phénomène isolé mais comme l'expression la plus achevée des tendances de toute une partie de l'époque qui traduisait la faillite d'un monde, « la conscience d'un écroulement ⁵⁸⁹ ». Évoquant les années 1925-1930, Jean de Fabrègues écrivait ainsi : « C'est le moment où des esprits qui furent grands chantaient des

⁵⁸⁶ *Réaction*, n° 8, février 1932, p. 49.

⁵⁸⁷ A. Harlaire, *Cahiers 1929*, 1re série, n° 5, p. 105-106.

⁵⁸⁸ *Réaction* citait ainsi, en l'approuvant, le constat fait par l'interlocuteur chinois de *la Tentation de l'Occident* d'A. Malraux : « La réalité absolue a été pour vous Dieu puis l'homme ; mais l'homme est mort, après Dieu, et vous cherchez avec angoisse celui à qui vous pourriez confier son héritage. Vos petits essais de structure pour des nihilismes modérés ne me semblent plus destinés à une longue existence... » (p. 175).

⁵⁸⁹ J. P. Maxence, *Histoire de dix ans* p. 28.

chants complices de nos déceptions cruelles. "Famille, je vous hais", disait M. Gide. Et M. Valéry : "Tout ordre et factice." Combien était grande la tentation, regardant "l'ordre" qu'on nous proposait dans les cités où nous vivions, de consentir aux tentateurs, de dire avec eux : tout ordre est mauvais pour l'homme. Pousant à cette conséquence dernière la logique de leur attitude, nous avons vu des aînés sombrer dans le désespoir. Quelle justification offrir encore en effet au sacrifice, au don de soi, à ce quotidien dépassement de soi par soi qui avait été jusqu'alors le propre de l'homme ? Sur la scène, si l'on nous présentait des héros d'Ibsen pour nobles, c'est qu'ils étaient contre l'ordre reçu. Et Proust et Pirandello ou Freud nous le montraient enfin : c'est à peine si l'homme existe, poussière de sensations, de désirs fugaces, de bestiales et matérielles réactions. Une seule issue restait ouverte, celle des surréalistes sincères : "On a tué la personne humaine..., peut-être rien n'existe." Rien ni ce pourquoi on nous demandait de vivre, ni cette vie même qui n'était pas plus, après tout, que celle des mollusques ou des porcs. Si j'aime à invoquer le témoignage du surréalisme, c'est que, dans ce mouvement littéraire et philosophique - dont certains ont fait une réussite ou un jeu - je vois le signe profond du désespoir de notre âge ⁵⁹⁰. » *Réaction* [265] devait notamment rappeler à plusieurs reprises le témoignage tragique de ceux que « leur sincérité surréaliste a conduit jusqu'au bout » et qui, de Jacques Vaché à Jacques Rigaud en passant par René Crevel, poussèrent leur révolte jusqu'au suicide : « Ce monde les a poussés à l'écœurement. C'est beaucoup plus que la révolte qui meut un Vaché ou un Rigaud, c'est la brusque apparition des royaumes du Néant. Sevrés des parties hautes du réel, ils ont vomi ce qu'on nomme ainsi. De là le tombeau, ce témoignage ne cessera pas : le jour est venu où, refusant son humanité, l'homme a touché le néant ⁵⁹¹. »

Crise du monde, crise de l'homme, tels étaient donc pour ces mouvements de jeunes des années 1930 les symptômes de la crise totale qu'ils diagnostiquaient. « La jeunesse, constatait Daniel-Rops, reproche à la civilisation dans laquelle elle vit de ne lui proposer ni explication satisfaisante de son rôle sur la terre, ni grand dessein d'avenir ; d'ignorer l'homme réel au bénéfice d'une abstraction, quelque

⁵⁹⁰ *Revue du XXe siècle*, n° 2, décembre 1934, p. 48. Dans le même sens, notant que « la rage du néant elle-même est parfois la prière la plus nue », Mounier interprétera le surréalisme comme l'expression du « besoin passionné d'un ordre qui soit plus ordre que les ordres combattus, d'un ordre nouveau et vivant » (*Révolution personnelle et communautaire*, p. 10).

⁵⁹¹ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 5, février 1931, p. 31.

chose comme l'homme économique ; de laisser l'individu sans connaissance sûre, sans espoir irréfutable, dans un désert où errent les fantômes des vérités traditionnelles que la "raison" a tuées ⁵⁹². » Il faut noter ici que l'analyse de ces symptômes n'était pas chez tous identiques. Les accentuations étaient variables, suivant les mouvements et même les personnalités, certains, comme *Réaction*, étant portés à insister sur la crise de l'homme, tandis que d'autres, comme l'Ordre Nouveau, soulignant plutôt le désordre des rapports de l'homme avec le monde. Ceci s'explique, non seulement par des divergences de point de vue et de tempéraments, mais aussi par l'évolution des événements. Alors que, dans les années 1929-1930, le problème du destin de l'homme était au centre des préoccupations, à partir de 1931-1932, c'est le sort de l'homme dans la société qui devint le thème prédominant. Ainsi, si la problématique de ces mouvements fut centrée sur deux questions : « Pourquoi vivre ? » et « Comment vivre ? », l'importance relative de la seconde tendit à s'accroître à mesure que le désordre devint de plus en plus évident dans les faits.

Quoi qu'il en soit de ces nuances, le problème fondamental des années 1930 était bien pour tous ces mouvements le drame conjugué [266] d'une civilisation qui se bâtitait contre l'homme et d'un homme qui avait perdu jusqu'au sens de sa destinée, jusqu'à la justification même de son existence. Ces deux crises, qui se nourrissaient l'une l'autre, leur semblaient avoir une cause identique que Denis de Rougemont résumait ainsi : « L'homme moderne a perdu la mesure de l'humain ⁵⁹³. » Dans la recherche des racines de ce désordre essentiel, les représentants de ces groupes n'hésitaient pas à remonter très loin dans le passé. Pour beaucoup, ces années 1930 consacraient l'effondrement d'une civilisation née au XVI^e siècle avec la Renaissance, la civilisation de l'individualisme, la civilisation de ce que Maritain appelait « l'humanisme anthropocentrique ». Daniel-Rops, Jean de Fabrègues, Jean-Pierre Maxence étaient les plus enclins à cette vision des choses qui devait beaucoup aux analyses de Berdiaeff et de Maritain. La position de Mounier était aussi très proche de cette perspective et son article-manifeste publié dans le premier numéro d'*Esprit* s'intitulait assez significativement « Refaire la Renaissance ». *L'Ordre Nouveau*, lui, mû par son implacable hostilité à l'égard du rationalisme, avait plutôt tendance à aller chercher les sources du désordre moderne du

⁵⁹² Les Années tournantes, p. 106.

⁵⁹³ Politique de la personne, p. 20.

côté du XVII^e siècle et du cartésianisme. Toutefois, quelles qu'aient été leurs divergences, tous s'accordaient sur l'idée que ce qu'ils étaient en train de vivre était « la fin d'un monde », que toute une période de l'histoire de la civilisation occidentale s'achevait sous leurs yeux.

Ce diagnostic de « crise de la civilisation » ne présentait pas une originalité absolue, car, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, des voix isolées, plus ou moins écoutées, s'étaient fait entendre qui formulaient des jugements analogues. Dès 1919, l'après-guerre s'était ouverte sur les paroles célèbres de Valéry : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles (...) Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. » Depuis, nombre d'ouvrages, dont certains avaient nourri la réflexion des jeunes intellectuels des années 1930, étaient allés dans le même sens. Il suffit de rappeler quelques titres pour noter leur parenté avec l'esprit des groupes dont nous retraçons l'histoire : le *Chaos européen* de Norman Angel (1920), le *Déclin de l'Europe* d'Albert Demangeon (1920), le *Déclin de l'Occident* d'Oswald Spengler (1922), *Un Nouveau Moyen-Age* de Nicolas Berdiaeff (1924), *Défense de l'Occident* d'Henri Massis (1925), *L'Éclipse de l'Europe* d'Arnold Toynbee (1926), la *Tentation de l'Occident* d'André Malraux (1926), la *Crise du monde moderne* de [267] René Guénon (1927), *Situation spirituelle de notre époque* de Karl Jaspers (1930), le *Déclin de la liberté* de Daniel Halévy (1931), la *Fin d'un temps* de Gaston Gaillard (1932), la *Révolution mondiale et la responsabilité de l'esprit* d'Hermann Keyserling (1933). Le fait nouveau, dans les années 1930, c'est que cette idée de crise de civilisation débouchait avec ces mouvements sur le forum.

S'ils plaçaient cette idée au centre de leur réflexion, ces mouvements avaient cependant l'ambition de ne pas se borner à un simple constat du désordre et de « l'impossibilité de vivre ⁵⁹⁴ ». Ils avaient la ferme volonté de réagir et de reconstruire un « ordre ». Jean-Pierre Maxence a évoqué plus tard en ces termes ce que fut la prise de conscience de leurs responsabilités par les jeunes écrivains et essayistes des années 1930 : « Nous savions qu'il ne suffisait plus, qu'il ne suffirait plus d'être écrivain. Ou plutôt, qu'à l'écrivain, ses rêves, ses pensées, la technique, les sources de son art ne suffisaient plus, ne suffiraient plus. L'événement venait nous chercher. Nous le sentions approcher, courir vers nous, tendre la main, tou-

⁵⁹⁴ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 129.

cher nos fronts. Ce qu'il fallait tenter désormais - et pour pouvoir rester fidèle à soi-même - c'était tenter de rendre à l'homme son sens. L'action comme l'art, nous les sentions subordonnés à une reconstruction, à une recomposition intérieure, doctrinale, non point une reconstruction qui ne tint compte que de l'homme seul mais qui embrassât le domaine de ses relations comme celui de son être propre, qui fût valable pour la société comme pour la personne, pour une société de personnes. Ceux de notre âge alors, de notre promotion, s'appliquèrent d'abord à ce travail de reconstruction. Leurs premières œuvres sont des essais qui les engageaient tout ensemble et par rapport à l'éternel et par rapport à l'événement, des essais où l'homme était considéré, non en lui-même, mais en fonction de son destin, du destin de l'époque ⁵⁹⁵. » C'est dans cette perspective que ces mouvements devaient s'attacher à préciser les lignes de force de ce qu'ils appelaient, avec *l'Ordre Nouveau*, la « Révolution nécessaire ».

⁵⁹⁵ Histoire de dix ans, p. 158.

[269]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE

1. LA RÉVOLUTION NÉCESSAIRE

[Retour à la table des matières](#)

« La Révolution nécessaire » fut le titre que Robert Aron et Arnaud Dandieu donnèrent à un de leurs livres édité en 1933. Ce titre résumait ce qui était l'une des convictions essentielles de tous ces mouvements de jeunes des années 1930 qui se voulaient des mouvements « révolutionnaires ». Cette conclusion était la conséquence logique de leur refus du « désordre établi ». « Cette nécessité d'une révolution totale, écrira plus tard Emmanuel Mounier, elle n'était pas pour nous une opinion parmi d'autres, elle était le sens et la vocation de nos vingt-cinq ans ⁵⁹⁶. »

Cette prise de position amena ces groupes à préciser leurs conceptions dans la mesure où ils furent obligés de se définir par rapport à ce qu'ils appelaient « les révolutions établies » : communisme, fascisme, national-socialisme. En face de ces expériences, ils furent contraints, pour éviter les confusions et pour dissiper les équivoques possibles, de s'expliquer sur leurs divergences avec celles-ci et,

⁵⁹⁶ *Esprit*, novembre 1940, p. 2.

pour ce faire, de formuler plus explicitement leur conception de la « révolution spirituelle » dont la France devait, selon eux, se faire le champion dans le monde en crise des années 1930.

[271]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**DEUXIÈME PARTIE
2. LA RÉVOLUTION NÉCESSAIRE**

Chapitre 1

De la révolte à la révolution

[Retour à la table des matières](#)

« Quand l'ordre n'est plus dans l'ordre, il est dans la révolution. » Cette phrase qui concluait l'introduction de la Révolution nécessaire aurait pu être placée en exergue de toutes les publications des mouvements de jeunes des années 1930 qui communiaient dans la même volonté « révolutionnaire ». Refusant le monde qu'ils avaient sous les yeux, ils avaient en effet le souci de dépasser cette attitude purement négative de même qu'ils repoussaient la fausse solution d'une « évasion » qui avait tenté certains de leurs aînés. Il s'affirmaient décidés à affronter le désordre et à changer ce monde qu'ils condamnaient. Évoquant plus tard ces années, Jean-Pierre Maxence devait écrire : « Devant un monde politique avili, impuisant, devant une société créatrice d'injustices par ses institutions mêmes, devant un capitalisme au bord de la crise, devant un art, une littérature perdus par dissociation dans des analyses sans issue ou dans de vains gestes, devant la perte quasi générale du sens de l'homme et de son destin, au seuil de 1931, sur le double plan de la doctrine et de l'action, naissaient une conscience, une volonté révolutionnaires. Les voies diverses, les révolutions opposées, les combats engagés, les injures

échangées, ne doivent point le faire oublier : à la fin de 1930, pas un esprit non prévenu, pas un homme libre qui acceptât le monde tel qu'il était, pas un qui ne voulût, par une "révolution efficace et profonde", le changer ⁵⁹⁷. » Aussi Philippe Lamour pouvait-il noter en octobre 1931 : « La seule question désormais posée est, non de savoir si la révolution se fera, mais comment elle se fera ⁵⁹⁸. »

Ce terme de « révolution », qui allait devenir le mot de passe de toute une génération et qui, autour de 1934, allait se transformer en [272] une sorte de lieu commun, avait dans les années 1930 une signification beaucoup plus précise et beaucoup plus provocante. En effet, dans ces années-là, il était encore le monopole des partis de gauche et, plus précisément encore, le monopole des marxistes et des communistes. L'employer, c'était donc prendre le risque d'une équivoque, c'était aussi prendre le risque de choquer et de s'aliéner une partie du public. Pourtant ce mot paraissait à ces mouvements le plus adéquat pour traduire leur attitude fondamentale devant la société dans laquelle ils vivaient. Décidés à « le libérer du marxisme », ils ne se privèrent pas d'en user et même parfois d'en abuser.

Robert Aron et Arnaud Dandieu ne craignaient pas, on l'a vu, de donner au plus important de leurs ouvrages le titre de la Révolution nécessaire. Quant au programme de l'Ordre Nouveau, il s'ouvrait sur cette déclaration : « Un monde croule. Rien ne semble naître. Contre les pouvoirs défaillants, contre les régimes économiques absurdes et criminels, les protestations nécessaires ne suffisent plus. Une volonté constructive s'impose. Les révolutions sont sanglantes dans la mesure où elles sont mal préparées. Nous voulons la Révolution de l'ordre. Des régimes insuffisants proposent des solutions improvisées. Le désespoir saisit des peuples hantés du désir d'abdiquer. Nous voulons que l'homme se redresse en face de tous les régimes qui le nient. Nous voulons la Révolution de l'homme ⁵⁹⁹. » De même, dès le premier numéro d'*Esprit*, Mounier expliquait « pourquoi nous sommes révolutionnaires ». Un peu plus tard, répondant à Robert Garric et à François Mauriac qu'avait irrités cette profession de foi, il notait : « Une révolution doit-elle se faire ? Oui, elle est notre exigence spirituelle profonde ⁶⁰⁰. » La *Jeune*

⁵⁹⁷ Histoire de dix ans, p. 159.

⁵⁹⁸ *Plans*, n° 8, octobre 1931, p. 16.

⁵⁹⁹ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 1.

⁶⁰⁰ Les Certitudes difficiles, p. 17.

Droite était, elle, un peu plus prudente. Si les rédacteurs des *Cahiers* n'hésitaient pas à se définir comme des « catholiques révolutionnaires », ceux de Réaction se montrèrent plus circonspects préférant au début le mot de « réaction » qui, dans leur esprit, était cependant synonyme de « révolution » au sens que lui donnait Thierry Maulnier en écrivant : « Est révolutionnaire qui travaille à un bouleversement de l'ordre établi ⁶⁰¹. » À partir de 1932, le terme de révolution devint d'ailleurs d'un usage habituel dans les revues de la *Jeune Droite*.

C'est donc à juste titre que Jean Guéhenno, consacrant à ces mouvements [273] une de ses chroniques d'Europe, pouvait constater : « Ils ne se recommandent d'aucun mot davantage que du mot Révolution ⁶⁰². » Ce constat, il ne le faisait pas sans aigreur car il s'indignait de ce qu'il tenait pour une usurpation, voyant dans ce « chantage à la Révolution » une sorte d'hommage rendu par le vice à la vertu car, écrivait-il, « tel est le prestige de la Révolution que, pour réussir, la Contre-Révolution doit parler son langage ⁶⁰³ ».

En se proclamant révolutionnaires, ces groupes entendaient particulièrement répudier toute forme de réformisme fondé sur l'illusion d'une possibilité d'amélioration de la société contemporaine par un habile dosage « de compromis, de demi-mesures, de palliatifs et d'entreprises partielles ⁶⁰⁴ ». « Les réformes dispersées, pouvait-on lire dans un prospectus de présentation d'Esprit, ne sont que des médecines ; elles n'atteignent, ni dans les institutions ni dans l'homme, la racine du mal moderne. » Face à un monde qu'ils jugeaient miné dans ses fondements mêmes, toute idée de réforme leur semblait donc vaine et même dangereuse : « Quelques aveugles, quelques roublards croient pouvoir "améliorer" la société actuelle : mais on n'améliore pas la peste. La crise est totale, sociale et politique, administrative et économique. Les remèdes particuliers ne suffisent plus. À quoi bon dépenser nos forces à vouloir rendre la jeunesse à un moribond ? Prolonger son agonie, c'est préparer la nôtre. Pactiser avec lui, c'est se laisser contaminer. La tentation réformiste mène aux complicités avouées ou tacites. Les

⁶⁰¹ *L'Action française*, 18 janvier 1934.

⁶⁰² *Europe*, août 1932, p. 614.

⁶⁰³ *Europe*, décembre 1933, p. 572.

⁶⁰⁴ A. Marc, *Ordre Nouveau*, n° 3, juillet 1933, p. 20.

mesures partielles ne sont que des leurres ou chantages. Un changement de plan total est nécessaire ⁶⁰⁵. »

La révolution à laquelle ils entendaient travailler, René Dupuis et Alexandre Marc en définissaient ainsi les caractères généraux : « Pour la génération qui oscille en ce moment autour de la trentaine, la révolution (...) c'est la volonté de mettre fin au désordre politique, économique et social de notre temps, c'est la volonté de rompre avec le régime actuel dans lequel la tricherie est devenue la règle du jeu mais où personne n'a le courage ni le simple instinct de conservation suffisant pour dénoncer les mœurs qui ne peuvent mener qu'à la catastrophe, c'est la volonté de réaliser un ordre nouveau ⁶⁰⁶. » Une telle définition restait cependant assez vague. Ces groupes furent amenés à la préciser en confrontant leurs positions [274] avec celles des mouvements communiste, fasciste et national-socialiste qui, eux aussi, se qualifiaient de « révolutionnaires ».

Ce fut l'une des caractéristiques originales des publications de jeunes des années 1930 que d'accorder une grande importance et une grande attention aux expériences étrangères, russe, italienne et allemande. Dans toutes ces revues, nombreux étaient les articles consacrés à étudier et à apprécier l'évolution de ces pays qui leur semblaient être sortis de l'immobilisme pour prendre à bras le corps les problèmes du siècle, les problèmes engendrés par l'évolution du monde moderne et par la crise des structures et des valeurs libérales et individualistes. Dans cette perspective, ils avaient tendance, tout en n'ignorant pas leurs différences, à mettre sur le même plan communisme, fascisme et national-socialisme : « Bolchevisme, fascisme et, dans son esprit, socialisme national hitlérien, écrivait ainsi Philippe Lamour dans *Plans*, sont surtout les trois aspects différents, en raison des origines historiques aussi bien que des climats, de la rupture avec le monde ancien et de la recherche d'un ordre ⁶⁰⁷. »

Dans leur livre *Jeune Europe*, Alexandre Marc et René Dupuis développaient un point de vue analogue en distinguant deux Europes, « la vieille démocratique et parlementaire », incarnée par la Grande-Bretagne et la France, et « la nouvelle, celle de Lénine et de Staline, de Mussolini et de Hitler ⁶⁰⁸ ». Montrant que, dans

⁶⁰⁵ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 5.

⁶⁰⁶ *Jeune Europe*, p. 203.

⁶⁰⁷ *Plans*, n° 3, mars 1931, p. 31.

⁶⁰⁸ *Jeune Europe*, p. XVI.

cette « Jeune Europe », la jeunesse faisait corps avec le régime, soulignant sa vitalité, ils ajoutaient que ces pays étaient certainement beaucoup plus engagés sur les chemins de l'avenir que les « pâles démocratie occidentales » prisonnières d'institutions et de doctrines périmées ⁶⁰⁹. Cette opposition entre les régimes du passé inspirés par le libéralisme et les formes politiques nouvelles était aussi reprise par Aldo Dami qui écrivait dans *Esprit* : « L'histoire ne retiendra de cette première moitié du XXe siècle, outre la guerre, que ces deux grandes révolutions : la communiste et la fasciste (...) La naissance du fascisme, d'une part, l'application, d'autre part, du communisme, système ancien et théorique, à un grand État comme la Russie sont des phénomènes gigantesques d'une importance au [275] moins égale à celle de la Révolution française et dont devra tenir compte, non seulement l'histoire, mais déjà la politique actuelle à l'intérieur de tous les pays ⁶¹⁰. »

Ce point de vue donna en général à ces groupes une lucidité supérieure à celle de la plupart de leurs contemporains qui, souvent, ne voulaient voir dans le communisme ou le fascisme que des phénomènes accidentels et passagers, promis à un effacement prochain. Ils étaient notamment beaucoup plus conscients que ceux-ci du fait que ces expériences dépassaient largement le seul plan politique, le seul plan d'une réaction antiparlementaire. « Il faut remarquer, notait Thierry Maulnier, que, dans le cas du socialisme russe, comme dans le cas des révolutions "nationalistes", ces mouvements ont immédiatement brisé le cadre politique et social, prétendu créer une humanité nouvelle, enseigner une attitude totale en face de la vie ⁶¹¹. » Ils insistaient en effet, avec Thierry Maulnier, sur le caractère « total » de ces tentatives qui leur paraissaient des essais plus ou moins réussis pour affronter la crise de civilisation qu'ils diagnostiquaient. Aussi tout en prenant leurs distances - nous le verrons - à l'égard de ces régimes nouveaux, ne pouvaient-ils s'empêcher de regarder avec une certaine sympathie les efforts des jeunes hommes engagés dans ces entreprises, avec « le souci de servir un idéal » et « prêts à accepter pour lui des sacrifices personnels ⁶¹² ». Soulignant qu'il y avait chez les militants de ces mouvements « une foi, une énergie, un esprit de sacrifice, un en-

⁶⁰⁹ Philippe Lamour annonçait même dans *Plans* - prophétie que les événements devaient pendant un temps vérifier - qu'une nouvelle guerre mondiale verrait l'Italie, l'Allemagne et l'U.R.S.S. alliées contre les démocraties occidentales, parlementaires et capitalistes.

⁶¹⁰ *Esprit*, n° 22, juillet 1934, p. 553-557.

⁶¹¹ *Revue française*, avril 1933, p. 540.

⁶¹² J. de Fabrègues, *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. 3.

thousiasme, une dépense de qualité humaine que nous pouvons à bon droit envier ⁶¹³ », c'est avec une certaine nostalgie qu'ils constataient, comme la *Revue du siècle*, qu'« à l'ouest de l'Europe, on n'a pas vu surgir encore cette ardente jeunesse nouvelle que, dans des sens différents mais pas si éloignés qu'on le pense, ont vu naître successivement la Russie des Soviets, l'Italie fasciste, l'Allemagne hitlérienne ⁶¹⁴ ».

La première réaction de ces groupes de jeunes devant le communisme, le fascisme ou le national-socialisme était donc un mouvement de sympathie, d'admiration et d'envie dans la mesure aussi où ils consacraient la faillite de tout ce qu'eux-mêmes détestaient : le libéralisme, la démocratie parlementaire, le capitalisme, l'individualisme, le rationalisme. Pourtant, dépassant ce premier mouvement, [276] tous ces groupes refusaient de considérer les « révolutions » communistes et fascistes comme des modèles à imiter. Ils ne voyaient en elles, avec Daniel-Rops, que « des trahisons, des caricatures, ironiques ou tragiques, de la vraie révolution où s'engagera l'essentiel ⁶¹⁵ ». Ce qu'il faut remarquer ici, c'est que, s'ils adoptaient finalement une attitude critique à l'égard de ces expériences, ils prenaient grand soin de se désolidariser des réactions « bourgeoises » et « bien-pensantes » : « On comprend, notait Robert Aron, que l'optimisme libéral ne soit plus valable aujourd'hui et, en particulier, que toute objection libérale porte à faux dès qu'il s'agit d'apprécier un de ces régimes nés du désespoir, de la défaite ou de la crise que sont fascisme, stalinisme, hitlérisme ⁶¹⁶. »

Ces mouvements de jeunes furent donc ainsi amenés à définir leurs positions, à la fois, contre le « désordre établi » et contre les « révolutions établies ». Parce que, nous l'avons remarqué plus haut, l'emploi du mot « révolution » favorisait quasi automatiquement une assimilation avec le communisme, c'est tout d'abord par rapport au marxisme que ces groupes tendirent à se situer. C'est en grande partie contre la conception marxiste de la révolution qu'ils élaborèrent leur théorie d'une « révolution spirituelle ». Mais, cette terminologie ayant, elle aussi, provoqué des confusions avec le vocabulaire de certains théoriciens du fascisme ou du national-socialisme, ils furent ensuite obligés d'en souligner l'originalité au regard

⁶¹³ T. Maulnier, *Revue française*, avril 1933, p. 534.

⁶¹⁴ J. de Fabrègues, *Revue du siècle*, n° 6, octobre 1933, p. 111.

⁶¹⁵ *Avant-Poste*, février 1934, p. 6.

⁶¹⁶ *Ordre Nouveau*, n° 21, juin 1935, p. 13.

des constructions italiennes et allemandes. En examinant tour à tour ces problèmes, nous verrons donc se dessiner la conception de la révolution qui était celle de ces groupes, révolution que la France se devait, selon eux, de réaliser, non seulement pour elle-même et dans son intérêt propre, mais pour servir d'exemple au monde entier.

[277]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE
2. LA RÉVOLUTION NÉCESSAIRE

Chapitre 2

Une révolution «non marxiste»

[Retour à la table des matières](#)

En février 1933, l'Union pour la vérité suscita une confrontation des mouvements que nous étudions sous le titre : « La jeunesse révolutionnaire non marxiste ». Cette dénomination, plusieurs fois utilisée au cours de l'année 1933, était très significative de cette confusion habituelle entre marxisme et révolution que nous avons déjà signalée, ainsi que de la volonté de ces groupes de se distinguer très nettement du communisme.

Cependant, si ces mouvements refusaient de faire leur les solutions proposées par le communisme, ils avaient le souci d'être équitables et de dépasser les préjugés et les descriptions sommaires qui avaient alors cours dans la plupart des journaux afin de ne pas négliger ce qu'il pouvait y avoir en lui de positif. Étudiant l'attitude de tous ces groupes, Daniel-Rops, après avoir noté que « philosophiquement ils sont opposés au communisme de toutes leurs forces », constatait : « Certes, le communisme ne leur apparaît pas sous les aspects qu'on lui donne dans la grande presse où tantôt on nous annonce que les Soviets sont prêts à

s'écrouler et tantôt qu'ils sont l'ogre qui dévorera l'Europe. Devant le terrible désordre de l'Occident, l'effort d'ordre du communisme, si incomplet qu'il soit, mérite considération. Et, enfin, il y a dans le communisme russe une ascèse authentique, des vertus de renoncement et de courage qui doivent être admirées ⁶¹⁷. »

On trouve exprimées là les raisons pour lesquelles ces mouvements refusaient de limiter leur critique du communisme aux anathèmes du monde bourgeois. Ils étaient en effet sensibles à ses efforts pour sortir le monde des ornières individualistes et libérales. L'article de Nicolas Berdiaeff, publié dans la première livraison d'*Esprit* sous [278] le titre « Vérité et mensonge du communisme », résumait assez bien ce qui pouvait leur apparaître, dans l'expérience russe, comme des apports positifs : « Où réside la vérité du communisme ? Elle a, nous l'avons vu, des aspects divers. Avant tout, une vérité négative, la critique de la civilisation bourgeoise et capitaliste, de ses contradictions, de ses malaises. La dénonciation d'une fausse société chrétienne décadente et dégénérée, adaptée aux intérêts de la période capitaliste. Ensuite, une vérité positive qui se manifeste dans l'organisation et l'aménagement de l'économie dont dépend la vie des individus et qui ne peut plus être considérée comme le jeu des intérêts et des arbitraires. L'idée d'une économie organisée d'après un plan est une idée heureuse (...) Le communisme dit vrai quand il dit qu'il ne doit pas exister d'exploitation d'homme à homme, de classe à classe (...) Il est vrai encore que la division de la société en classes, qui n'amène que la lutte, doit mourir et que les classes doivent être remplacées par des professions. Il est vrai que la structure politique doit représenter les besoins et les intérêts économiques réels. Toute la critique de la démocratie formelle est là (...) Enfin l'égoïsme national et l'isolement qui provoque les inimitiés et les guerres doivent être définitivement vaincus par une organisation supranationale de l'humanité. Le communisme a placé le monde entier devant le problème immense d'une transformation complète de l'ordre social. Le monde entier s'enflamme, a soif de réformes, recherche une vie nouvelle et meilleure. C'est la force du communisme d'avoir posé le problème dans toute son ampleur ⁶¹⁸. » Dans son collectivisme même, certains, comme Mounier, voyaient, en opposition à l'individualisme, une « lutte confuse (...) pour retrouver l'universalité perdue ⁶¹⁹ », tandis que son maté-

⁶¹⁷ *Revue française*, avril 1933, p. 489 et 493.

⁶¹⁸ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 118-119.

⁶¹⁹ *Ibid.*, p. 35.

rialisme leur apparaissait, dans une certaine mesure, comme une réaction justifiée à l'égard des mystifications de l'idéalisme bourgeois. Ces vues, à quelques nuances près - la *Jeune Droite*, par exemple, insistait moins *qu'Esprit* sur les « vérités » du communisme - se retrouvaient dans la plupart des publications de ces mouvements.

Sur un autre plan, plus existentiel que doctrinal, ils ne pouvaient pas aussi s'empêcher de rendre hommage au caractère grandiose de l'entreprise soviétique - « l'une des plus grandioses que l'humanité ait connues », affirmait *l'Ordre Nouveau* ⁶²⁰. Ils ne pouvaient non plus [279] refuser leur admiration. à « l'élan mystique ⁶²¹ », à la « force vitale ⁶²² », à « la réelle tension spirituelle ⁶²³ » qui leur paraissaient soulever la jeunesse russe engendrant chez celle-ci dévouement, esprit d'abnégation, héroïsme. Dans cette perspective, certains en arrivaient à parler d'une « spiritualité » du communisme, influencés d'ailleurs dans ce sens par l'article de Berdiaeff déjà évoqué qui soulignait très fortement le côté « religion séculière » du marxisme soviétique tendu vers la création messianique d'un « homme nouveau » et dont « le matérialisme lui-même, notait-il, revêt un caractère mystique et spirituel ⁶²⁴ ».

Il y avait donc dans ces groupes un effort très réel de compréhension et de sympathie qui, plus ou moins accentué selon les mouvements, n'allait pas parfois sans quelque naïveté car ils étaient finalement assez mal informés de ce qui pouvait se passer en Union soviétique. Cette attitude, qui différenciait assez nettement leurs publications de ce qui s'écrivait dans la plupart des journaux ou revues de l'époque, n'enlevait cependant rien ni à la fermeté de leurs positions doctrinales ni à la vigueur de leurs jugements. Ainsi que l'écrivait Mounier, « nous nous sommes désolidarisés dès le début de l'ignorance arrogante qu'affectent envers le communisme ceux qui le combattent par intérêt ou par peur. Nous n'en serons que plus libres pour conduire une critique doctrinale et technique ⁶²⁵ ».

⁶²⁰ R. Dupuis et A. Marc, *Jeune Europe*, p. 32.

⁶²¹ *Jeune Europe*, p. 17.

⁶²² N. Berdiaeff, *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 120.

⁶²³ Daniel-Rops, *le Monde sans âme*, p. 158.

⁶²⁴ N. Berdiaeff, *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 124.

⁶²⁵ *Esprit*, n° 3, décembre 1932, p. 367.

La première critique doctrinale adressée au marxisme reposait sur la contestation du matérialisme historique et sur la contestation de la « révolution » conçue comme le produit inévitable du mouvement de l'histoire, comme le fruit de l'évolution de « l'infrastructure » économique et sociale. Cette conception leur apparaissait comme une négation de la liberté créatrice de l'homme réduit par le marxisme à n'avoir qu'un rôle purement passif dans le processus historique, jouet des événements, sans prise sur eux. Dans cette perspective, Georges Izard contestait en ces termes les positions de Jean Guéhenno hésitant entre un humanisme idéaliste et le matérialisme marxiste : « Il faudrait tout de même savoir si le socialisme reste marxiste, comme il le prétend, ou s'il est redevenu le "socialisme utopique" contre lequel Marx a dirigé ses critiques [280] les plus acerbes. Il est incontestable que le socialisme a des aspects d'une réelle beauté morale. Mais qu'il ne fasse pas de sa révolution une création de l'idéal ! Il adhère à une loi rigide de l'évolution, subit la contrainte absolue des faits et sa liberté consiste à l'accepter en pleine conscience. Mais il ne préside pas aux transformations : ce n'est pas l'esprit qui fait la révolution ⁶²⁶. » Soulignant cette négation au rôle de l'homme dans l'histoire, Mounier voyait dans le matérialisme historique la philosophie des « époques inhumaines ».

Dans le même sens, Denis de Rougemont reprochait au marxisme d'encourager une sorte de fatalisme historique. Parodiant le mot célèbre de Marx sur la religion, il écrivait au nom de *l'Ordre Nouveau* : « Le matérialisme, c'est l'opium de la révolution ⁶²⁷. » À la théorie marxiste, ces mouvements avaient tendance à opposer en démenti l'histoire même du communisme en Union soviétique : « Le dogme marxiste traditionnel, pouvait-on ainsi lire dans *Esprit*, est pratiquement démenti. L'expérience de la Russie montre que les idées ne sont pas déterminées par l'économie, mais l'économie par les idées. Des hommes armés de ces idées ont rompu l'évolution naturelle capitaliste du pays et sont en train de façonner son économie en lui faisant adopter des formes socialistes. C'est là un véritable processus idéocratique. À l'inverse de la théorie marxiste : une idéologie a formé la base de la vie sociale, alors que l'économie est devenue un reflet ⁶²⁸. » Il faut noter que l'école marxiste française des années 1930 avait en ce domaine une

⁶²⁶ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 140.

⁶²⁷ *Politique de la personne*, p. 149.

⁶²⁸ N. Alexeieff, *Esprit*, n° 7, avril 1933, p. 51.

conception très « mécanique » et unilatérale des rapports entre économie et idéologie qui la rendait très vulnérable à ce genre de critique. Cette situation devait se modifier à partir de 1935, notamment avec le livre de Guterman et Lefebvre la Conscience mystifiée qui devait mettre l'accent sur les interactions réciproques entre « infrastructure » et « superstructure ». À cette évolution, il semble bien que les critiques des publications que nous étudions n'aient pas été étrangères.

Selon tous, une révolution liée à cette conception matérialiste de l'histoire était inéluctablement condamnée à l'échec et considérée comme incapable de rompre avec le désordre établi. « Quand une révolution est dans la dépendance des faits, remarquait Daniel-Rops en visant explicitement le marxisme, on peut être sûr qu'elle aboutit à une trahison ; elle n'atteint pas les racines du mal et elle se contente d'être un compromis entre le vieil état de choses et celui [281] qu'elle prétend créer (...) On ne subit pas la révolution, on la fait ⁶²⁹. »

Esprit poussait plus loin que les autres revues l'analyse des conceptions marxistes de la révolution car il avait le souci - sans doute sous l'influence de Maritain - d'éviter toute équivoque sur ce terme. C'est ainsi qu'avec le matérialisme historique, il répudiait aussi toute vision dialectique de l'histoire conçue comme une succession inévitable de bouleversements révolutionnaires. Précisant les sens « dans lesquels nous ne sommes pas, nous ne pouvons être révolutionnaires », Mounier notait : « Si la révolution, cela consiste à bouleverser périodiquement, par nécessité dialectique ou par humeur romantique, non seulement l'ordre établi mais l'histoire la plus essentielle ; si la révolution consiste à prendre l'homme, ses institutions, son univers intérieur et à les renverser de la tête aux pieds, nous dirons : conception matérielle, sensible et facile de la révolution ; et si vous affirmez que la contrainte de l'histoire est par-dessous, nous répondrons que la liberté de l'homme, c'est d'établir une histoire continue entre les secousses et les discontinuités de son histoire naturelle ⁶³⁰. » Mounier rejetait en outre la conception d'un progrès fatal et continu vers une sorte de parousie terrestre que pouvait recouvrir dans certaines perspectives - non uniquement marxistes d'ailleurs - le terme de « révolution » : « Si la révolution c'est ce mythe, cette foi idéologique d'un nœud de la durée, d'un point culminant de l'humanité, duquel daterait une ère iné-

⁶²⁹ *Éléments de notre destin*, p. 120.

⁶³⁰ *Esprit*, n°7, avril 1933, p. 138.

branlable de liberté (et je fais allusion aussi bien à l'eschatologie de Marx qu'à l'idéologie de 89 et des années Renan), nous répondrons : la liberté est dans l'homme... mais le mal est aussi en lui ⁶³¹. » Et d'ajouter : « L'histoire n'est pas une géométrie en noir et blanc - montée de la nuit jusqu'à la délivrance humaine et à l'établissement d'un âge d'or immuable - mais une perpétuelle vicissitude de lumière et d'ombre et l'ombre s'étend jusqu'au bout de l'histoire ⁶³². » Prolongeant cette analyse, Maritain mettait enfin en garde contre la signification métaphysique et religieuse qu'avait eue et qu'avait encore pour certains le mot « révolution », synonyme ici de l'autodéification de l'homme et du triomphe de ce qu'il appelait « l'humanisme anthropocentrique » fondamentalement hostile à toute réalité transcendante : « Ce mot, [282] remarquait-il, se trouve chargé d'un sens historique bien défini et il fait partie de l'héritage d'une certaine famille d'hommes, de ceux qui ont voulu le plus ardemment instaurer le règne de l'humanisme anthropocentrique et dont actuellement les communistes sont les représentants les plus typiques ⁶³³. » Ainsi, *Esprit* tenait avec insistance à limiter la portée de sa position révolutionnaire à la situation des années 1930 et à la distinguer soigneusement de celle des communistes.

Les griefs que nous venons d'examiner étaient surtout développés dans *Esprit* et l'Ordre Nouveau, la Jeune Droite ne construisant pas pour sa part de doctrine de la révolution. En revanche, elle se trouvait en total accord avec les deux autres groupes pour affirmer que la révolution communiste ne pouvait être tenue pour une véritable révolution dans la mesure où elle ne rompait pas vraiment avec les fondements du monde industrialiste et libéral. Voyant « dans le grand capitalisme et dans le collectivisme deux formes de la même erreur ⁶³⁴ », tous considéraient en effet que marxisme et libéralisme, communisme et fordisme n'étaient que « les faces ennemies d'un Janus désastreux ⁶³⁵ ». « Le communisme, notait l'un des responsables de *l'Ordre Nouveau*, n'est pas en dehors du système de notre civilisation : il est en dedans, il en est une expression surprenante, mais une expression néanmoins ⁶³⁶. » Cette idée fut le motif essentiel, cent fois répété, au nom duquel

⁶³¹ Ibid., p. 138.

⁶³² *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 884.

⁶³³ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 807.

⁶³⁴ T. Maulnier, *Nouvelle Revue française*, décembre 1932, p. 818.

⁶³⁵ Daniel-Rops, *Éléments de notre destin*, p. 114.

⁶³⁶ Daniel-Rops, *le Monde sans âme*, p. 158.

ces mouvements justifiaient leur hostilité à l'égard du communisme. « Nous reprochions au marxisme de n'être, dira Jean-Pierre Maxence, que l'héritier légitime du matérialisme et du productivisme capitalistes, d'être, comme le capitalisme, un système contre l'homme ⁶³⁷. » Résumant les positions communes de tous ces groupes, Daniel-Rops pouvait lui aussi remarquer en 1933 : « Leur attitude est celle d'un refus total à la fois contre le capitalisme et contre le stalinisme. Entre les deux forces qui, aujourd'hui, s'affrontent, ils ne font aucune différence fondamentale ⁶³⁸. »

Ils insistaient avec une particulière vigueur sur la communion du marxisme et du capitalisme dans le même matérialisme : « L'un et l'autre, écrivait encore Daniel-Rops, ne sont que des manifestations [283] opposées d'un même système qui est le matérialisme, lequel a abouti au primat de l'économique aujourd'hui vénéré aussi bien dans le monde capitaliste que dans le monde marxiste ⁶³⁹. » C'est aussi cette convergence que mettait en accusation René Vincent dans *Réaction* : « Sous deux masques divers, le même visage grimace. Capitalisme..., Socialisme... La main droite et la main, gauche d'un même bonhomme. "On parle Marx et on pense Ford", écrit M. Drieu La Rochelle. Phosphore blanc et phosphore rouge, mais tous deux ont le même corps : le matérialisme. L'un sourit aux possédants et l'autre aux déshérités. L'un dit "Conserve" et l'autre "Prends", mais c'est la même volupté que proposent les deux sourires. L'un et l'autre prétendent faire de la société économique une fin absolue et la constituer selon les seuls appétits de la jouissance matérielle de l'homme. L'un et l'autre ne connaissent rien d'autre dans leurs calculs que ce qui se voit, se compte, se produit, se consomme, s'achète et se vend. Le bonheur de l'homme, selon eux, c'est la possession de ces biens matériels tangibles : "Boire, manger, dormir, déclare Emmanuel Berl, cela suffit". Et c'est à ces seules fins que capitalisme comme socialisme s'efforcent d'ordonner le monde. L'expérience américaine, l'expérience russe sont les premiers témoins vivants d'un prochain univers livré à la production et asservi à la nouvelle trinité : Matière, Or, Machine ⁶⁴⁰. »

⁶³⁷ Histoire de dix ans, p. 138.

⁶³⁸ *Revue française*, avril 1933, p. 489.

⁶³⁹ *Revue française*, avril 1933, p. 489.

⁶⁴⁰ *Réaction*, n° 10, mars 1932, p. 8.

Dans cette perspective, le communisme apparaissait davantage comme « une modification, une extension du capitalisme que comme l'élaboration d'une conscience nouvelle ⁶⁴¹ ». « La révolution communiste, affirmait Maritain dans *Esprit*, est une crise par où la tragédie d'une civilisation ordonnée avant tout à la jouissance des biens terrestres et au primat de la matière atteint son dénouement logique : les principes radicaux du désordre capitaliste sont exaspérés, non pas Changés ⁶⁴². » Dans une formule imagée, Georges Izard reprenait le même thème « Il s'est dressé contre les effets pour en immortaliser les causes (...) Le communisme a, dans les veines, le sang le plus abject du capitalisme. Que nous importe alors son parricide ! C'est le fils du tyran qui tue son père pour lui succéder dans ses crimes ⁶⁴³. » Berdiaeff, dans l'article dont nous avons déjà cité des extraits, évoquait lui aussi les antécédents libéraux du marxisme : « Le matérialisme, il l'a emprunté à la philosophie de la bourgeoisie [284] éclairée du XVIIIe siècle. L'économisme, il l'a pris à la société capitaliste du XIXe siècle (...) La notion de la toute puissante technicité est un produit de l'Amérique ⁶⁴⁴. » Aussi, Denis de Rougemont pouvait-il écrire : « Du bourgeois positiviste au marxiste orthodoxe, on passe sans heurt ni saut par une simple accélération de chute. La trahison de l'esprit date peut-être de l'invention des lois économiques ; assurément de leur divinisation. Le marxisme a simplement tiré toutes les conséquences pratiques de cette idéologie typiquement bourgeoise. C'est là ce qu'on appelle sa révolution ! ⁶⁴⁵ » Les analyses de tous ces mouvements débouchaient donc sur des conclusions analogues à celles que Robert Aron formulait en ces termes ; « La révolte marxiste, qui se voudrait audacieuse et novatrice, apparaît comme une reprise plus conséquente des thèmes fondamentaux de la société actuelle, comme un rigoureux achèvement réformiste des erreurs les plus monstrueuses du capitalisme ⁶⁴⁶. »

Ces refus - refus de la conception marxiste de la révolution, d'une part, refus de son matérialisme, d'autre part - furent à la racine de la critique du communisme conduite par les mouvements de jeunes des années 1930. Pour eux, la révolution à

⁶⁴¹ R. Francis, *Revue française*, 11 janvier 1931, p. 63.

⁶⁴² *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 906.

⁶⁴³ *Esprit*, n° 2, novembre 1932, p. 225-226.

⁶⁴⁴ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 123.

⁶⁴⁵ *Ordre Nouveau*, n° 2, juin 1933, p. 22.

⁶⁴⁶ *Ordre Nouveau*, n° 3, juillet 1933, p. 21-22.

faire devait être le fruit d'une revendication spirituelle et elle ne devait pas se limiter à une simple « redistribution des biens ». Ce sont ces deux griefs majeurs que résumait Thierry Maulnier en remarquant : « Aussi bien, dans l'acte révolutionnaire, conçu comme la résultante de fatalités inéluctables, que dans l'idéal révolutionnaire conçu comme une répartition nouvelle des profits, le marxisme renonce à l'essentielle dignité de la révolution qui est l'héroïsme révolutionnaire, une exigence de grandeur et de désintéressement ⁶⁴⁷. » Et de conclure : « En face des exigences fondamentales de l'homme, collectivisme et capitalisme sont identiques ⁶⁴⁸. »

Les critiques que nous venons d'examiner étaient les critiques doctrinales, les critiques les plus fondamentales. C'étaient les plus importantes, mais ce n'étaient pas les seules, car certains autres aspects du marxisme et des réalisations soviétiques faisaient aussi l'objet de jugements sévères.

La planification russe était ainsi considérée, avec son culte du [285] rendement et de la productivité, comme l'expression d'un productivisme qui ne différait pas essentiellement du productivisme capitaliste. « Le plan quinquennal, pouvait-on lire dans l'Ordre Nouveau, apparaît beaucoup plus comme une tentative d'intensification forcenée de la production industrielle que comme un essai d'harmonisation de la consommation et de la production ⁶⁴⁹. » Voyant dans le régime économique soviétique une nouvelle forme de « l'exploitation productiviste de l'homme », René Dupuis et Alexandre Marc dénonçaient dans *Esprit* « l'impitoyable rigueur, qui va croissant, des conditions d'application du salariat, l'interdiction des grèves, la répression sans merci des tentatives de résistance ouvrière et les inégalités matérielles et sociales ⁶⁵⁰ ». Ainsi, à leurs yeux, la révolution soviétique, ayant changé les maîtres de l'économie sans en transformer les principes et les méthodes, n'avait pas fait avancer d'un pas le problème de la libération de l'homme. C'est ce que constatait l'Ordre Nouveau qui déclarait : « En ne donnant pas d'autre but au travail que la production massive au service d'un État industriel et publicitaire, il [le communisme] assure la permanence du prolétariat ⁶⁵¹. » Et

⁶⁴⁷ *Action française*, 5 janvier 1933.

⁶⁴⁸ *Nouvelle Revue française*, décembre 1932, p. 819.

⁶⁴⁹ R. Dupuis, *Ordre Nouveau*, n° I, mai 1933, p. 29.

⁶⁵⁰ *Esprit*, n° 7, avril 1933, p. 88.

⁶⁵¹ A. Dandieu, *Ordre Nouveau*, n° 13, juin 1934, p. 11.

René Dupuis n'hésitait pas à écrire : « C'est en Russie soviétique que l'exploitation du prolétariat est la plus intense, la plus cynique, la plus étendue ⁶⁵². »

Dans ces attaques contre le productivisme soviétique, on retrouvait le leitmotiv : le communisme ne rompt pas avec le capitalisme, il en prolonge les tares. Ce même thème sous-tendait la dénonciation de l'étatisme totalitaire engendré par le communisme. Tous ces groupes - dont nous avons déjà noté la méfiance à l'égard de l'État - s'accordaient en effet pour voir l'un des défauts majeurs du régime russe dans « l'évolution qui tend de plus en plus à faire de l'État, supercapitaliste, une sorte d'idole pompant et absorbant toutes les énergies et toutes les richesses de la communauté ⁶⁵³ ».

Ce procès de l'étatisme visait à la fois l'étatisme économique et l'étatisme politique. C'est ainsi que si l'idée d'organiser l'économie apparaissait à ces mouvements comme une idée juste, ils contestaient en revanche la valeur d'une solution tendant à faire de l'État le seul régulateur de la vie économique et aboutissant à une simple transformation du capitalisme libéral en capitalisme d'État. Sur le seul plan technique, il leur était déjà assez facile de mettre en relief la [286] fragilité d'un tel système. « Théoriquement, remarquait Emile Hambresin dans *Esprit*, celui-ci assure une organisation parfaite, mais elle est d'une telle fragilité qu'il semble téméraire de la recommander. Des charges immenses incombent au pouvoir central. Il doit rechercher les besoins de la population, déterminer la production et diriger les échanges de produits bruts, semi-couvrés ou finis entre les diverses usines ou coopératives. Cela suppose un appareil bureaucratique formidable et la moindre erreur peut avoir des répercussions désastreuses. L'organisation socialiste, théoriquement parfaite, se révèle tellement compliquée, les chances d'erreurs y sont tellement nombreuses que, pratiquement, elle risque de mener au désordre ⁶⁵⁴. » Mais, surtout, ils soulignaient que cette « dictature de l'État », seul maître de la vie économique comme de la vie politique et sociale, conduisait à faire de l'homme un robot privé de toute responsabilité et de toute liberté, noyé dans « une masse amorphe d'individus indifférenciés ⁶⁵⁵ », être « désincarné, déspiritualisé, réduit à n'être plus qu'une expression particulière de lois générales et nu-

⁶⁵² Cité par E. Lipiansky, op. cit., p. 38.

⁶⁵³ R. Dupuis et A. Marc, *Esprit*, n° 7, avril 1933, p. 88.

⁶⁵⁴ *Esprit*, n° 7, avril 1933, p. 131.

⁶⁵⁵ Daniel-Rops, *Éléments de notre destin*, p. 117.

mériques ⁶⁵⁶ ». La société communiste leur apparaissait, de ce fait, comme « un troupeau d'êtres opprimés et irresponsables ⁶⁵⁷ », soumis à la dictature d'une caste dirigeante bureaucratique : « Le capitalisme s'est écroulé, constatait *Esprit*, l'exploitation a survécu. Le communisme a déplacé la spoliation d'une classe possédante à une classe dirigeante. Pousser à une révolution qui livrera la " plus-value " à la société et, en même temps, le pouvoir à un parti, c'est commettre un abus de confiance. Il est fatal que la gestion soit donnée à une clientèle grossissante de fonctionnaires improductifs et irresponsables. La bureaucratie naît de toute organisation communiste ⁶⁵⁸. » Parce que la Révolution de 1917 n'avait pas su être une révolution contre l'étatisme, parce qu'elle s'était réduite à « un changement de personnel, à une sorte de pronunciamiento », elle s'était, selon eux, condamnée à un échec inévitable car, écrivaient Robert Aron et Arnaud Dandieu, « si le prolétariat au pouvoir constitue un État, aussi centralisé, aussi rigide, que les autres États, monarchiste, fasciste ou bourgeois, son vice profond sera le même et il aboutira fatalement aux mêmes abus ; ceux-ci ne sont pas le fait de telle ou telle classe, mais résultent d'une erreur spirituelle [287] commune à toutes les classes, qui consiste à brimer l'individu au nom de cadres abstraits ⁶⁵⁹ ».

Dans cette critique de l'étatisme, l'Ordre Nouveau, surtout par la plume d'Aron et Dandieu, avait tendance à opposer le communisme soviétique au marxisme authentique et le marxisme lui-même à Marx ou du moins au « Jeune Marx ». Ils s'attachaient en effet à montrer que l'intuition initiale de Marx avait été, comme chez Proudhon ou comme chez Bakounine, le souci de « l'émancipation de la personnalité humaine », en opposant l'individu aux « diverses formes de tyrannie étatiste » ⁶⁶⁰. Ce qu'ils reprochaient à Marx, c'est d'avoir cru ensuite, au niveau des moyens, que la création d'un État prolétarien pourrait être l'instrument de cette libération et ils accusaient le communisme soviétique et stalinien d'avoir poussé au paroxysme les tares qui se trouvaient déjà en germe dans les théories marxistes. Dans cette perspective, Robert Aron et Arnaud Dandieu citaient avec insistance un texte de Bakounine qui leur semblait avoir exactement prophétisé les

⁶⁵⁶ R. Aron et A. Dandieu, *la Révolution nécessaire*, p.155.

⁶⁵⁷ A. Dandieu, *Ordre Nouveau*, n° 13, juin 1934, p. 11.

⁶⁵⁸ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 133.

⁶⁵⁹ *La Révolution nécessaire*, p. 26.

⁶⁶⁰ *Ibid.* p. 14-15.

déviations du marxisme : « Cette révolution consistera, écrivait celui-ci, dans l'expropriation, soit successive soit violente, des propriétaires et des capitalistes actuels, et dans l'expropriation des terres et de tout le capital par l'État qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très puissant et très fortement concentré. L'État administrera et dirigera la culture de la terre au moyen de ses ingénieurs appointés et en commandant des armées de travailleurs ruraux, organisés et disciplinés pour cette culture. En même temps, sur la ruine de toutes les banques existantes, il établira une banque unique commanditaire de tout le travail et de tout le commerce national. » Bakounine définissait ensuite les conséquences d'une telle révolution : « Pour le prolétariat, un régime de casernes où la masse uniformisée des travailleurs et des travailleuses s'éveillera, s'endormira, travaillera et vivra au tambour ; pour les habiles, un privilège de gouvernement (...) À l'intérieur, ce sera l'esclavage ; à l'extérieur la guerre sans trêve à moins que tous les peuples ne se résignent à subir le joug d'une nation essentiellement bourgeoise et d'un État d'autant plus despotique qu'il s'appellera l'État populaire ⁶⁶¹. »

Quoi qu'il en soit de ces nuances sur les rapports de Marx, du marxisme et du communisme stalinien, l'Ordre Nouveau n'en affirmait [288] pas moins sans équivoque son hostilité au communisme marxiste : « Sous prétexte de corriger le désordre du libéralisme décadent, les bolcheviks ont voulu établir une société d'insectes (...) Matérialisme bolchevik, matérialisme libéral, pour nous, il n'y a pas de différence. Le bolchevisme n'est qu'un capitalisme aggravé ⁶⁶². » Cette position de refus vigoureux était aussi celle de la Jeune Droite qui s'inquiétait un peu, cependant, de ce qu'elle considérait comme une certaine indulgence de Robert Aron et Arnaud Dandieu pour Marx.

La Jeune Droite était aussi réticente devant ce qu'elle estimait être en ce domaine les hésitations d'Esprit. L'attitude d'Esprit à l'égard du communisme et du marxisme n'était pas en effet sans ambiguïté, surtout lorsqu'il s'agissait de tirer les conséquences pratiques de ses affirmations doctrinales. Esprit se trouvait partagé entre, d'une part, son hostilité théorique aux principes fondamentaux et à nombre des réalisations du communisme et, d'autre part, une tendance à l'indulgence mo-

⁶⁶¹ Cité dans *la Révolution nécessaire*, p. 34-35.

⁶⁶² *Ordre Nouveau*, n° 9, mats 1934, p. 4.

tivée par le fait que, comme l'écrivait Edmond Humeau, « les Soviets sont les seuls à avoir commencé réellement la révolution anticapitaliste, les seuls à avoir éveillé une immense espérance au cœur des opprimés de tous pays ⁶⁶³ ». Par ailleurs, au niveau de l'action, il est certain que les lecteurs et les rédacteurs d'Esprit proches de la Troisième Force étaient enclins à minimiser les divergences doctrinales et à considérer même qu'elles ne touchaient pas à l'essentiel du marxisme. Si ces tendances provoquèrent quelques flottements, la ligne générale d'Esprit n'en fut pas moins celle d'un refus de toute compromission. C'est ainsi que Mounier écrivait à Georges Izard : « Faisons sentir par tous les moyens (...) que si nous combattons le communisme, ce n'est pas par peur ni par volonté préétablie. Mais ne cédon pas à l'erreur : "Il n'y a d'avancé, de courageux, de totalitaire que le communisme parce qu'il va jusqu'au bout. Prenons-le donc avec quelques petites castrations secondaires : son athéisme, son matérialisme, son gigantisme, etc." Non ! Il faut être convaincu qu'une philosophie de la personne et aux antipodes des philosophies communistes (...) De deux philosophies radicalement opposées ne peuvent sortir des structures sociales identiques ⁶⁶⁴. » Plaidant pour « un certain sang-froid spirituel », il mettait aussi en garde contre une attitude sentimentale qui pouvait pousser certains à escamoter leurs divergences [289] avec les marxistes en se laissant intimider par leur prétention à être « les représentants officiels de la misère ⁶⁶⁵ ». Aussi, si, à la suite de Berdiaeff, Esprit fut amené, peut-être plus que les autres revues, à rechercher dans ses analyses les « vérités » du communisme, s'il fut peut être plus enclin que les autres mouvements à accepter des contacts avec des militants marxistes (souvent en rupture d'orthodoxie), il n'en reste pas moins que son orientation générale fut caractérisée par un refus très clairement motivé ⁶⁶⁶. Dans les années 1932-1934, Esprit resta donc fidèle au double refus du capitalisme et du communisme, de l'individualisme et du collectivisme

⁶⁶³ *Esprit*, n° 11, septembre 1933, p. 513.

⁶⁶⁴ Mounier et sa génération, p. 131-132.

⁶⁶⁵ *Esprit*, n° 21, juin 1934, p. 418. On remarquera cependant que Mounier lui-même cèdera plus tard à ce « chantage » et qu'il ne sera pas étranger à son indulgence pour le communisme après 1945.

⁶⁶⁶ Il faut noter ici, qu'à la différence d'Arnaud Dandieu ou de Thierry Maulnier, Mounier n'eut de l'œuvre de Marx, jusqu'en 1935, qu'une connaissance de seconde main ainsi qu'en témoigne notamment la lettre qu'il adressa à Izard après la mort de Dandieu : « Très bien de mettre le nez dans Marx. La mort de Dandieu nous crée une responsabilité de plus de ce côté. Je m'y mettrai bien aussi un jour » (20 août 1933). Cf. *Mounier et sa génération*, p. 130.

que Mounier avait résumé dès le premier numéro de la revue dans cette formule :
« Nous refusons le mal de l'Orient et le mal de l'Occident ⁶⁶⁷. »

Quelles qu'aient été leurs divergences secondaires, tous ces mouvements de jeunes des années 1930 étaient donc bien des mouvements « révolutionnaires non marxistes » qui estimaient que le communisme ne pouvait ni fournir les arguments décisifs pour une critique de la société contemporaine, ni constituer le modèle de la société nouvelle à construire. Selon eux, le communisme avait trop de liens avec le monde moribond qu'ils voyaient agoniser pour pouvoir prétendre porter en lui les germes de l'avenir. C'est, en partie, pour concrétiser ce refus « révolutionnaire » du marxisme que ces groupes furent amenés à élaborer la notion de « révolution spirituelle ».

⁶⁶⁷ *Esprit*, n° 1, octobre 1932, p. 36.

[290]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE
2. LA RÉVOLUTION NÉCESSAIRE

Chapitre 3

Pour une «révolution spirituelle»

[Retour à la table des matières](#)

L'un des maîtres de la génération de 1930 fut Charles Péguy que l'on trouvait fréquemment cité dans la plupart de ces revues. Une phrase de Péguy revenait en particulier très souvent sous la plume des rédacteurs *d'Esprit*, de la Revue du siècle ou de *l'Ordre Nouveau* : « La révolution sera morale ou elle ne sera pas. » C'était là l'une des convictions les plus fermes de tous ces mouvements, conviction qui, nous venons de le voir, avait contribué à les éloigner du marxisme dont certains aspects auraient peut-être pu les séduire. Selon eux, la révolution à faire devait être « une révolution, pardessus tout, essentiellement, profondément spirituelle ⁶⁶⁸ ». Tel était l'un des points de convergence les plus évidents entre tous ces groupes de jeunes des années 1930. Toutefois, sous ce vocable commun, des significations parfois diverses se dissimulaient.

⁶⁶⁸ Mounier, *Esprit*, n° 7, avril 1933, p. 139.

La notion de « révolution spirituelle » était tout d'abord la conséquence du diagnostic formulé sur les origines de la crise du monde des années 1930. En effet, la crise étant, selon ces mouvements, « dans l'homme », et ses sources étant intellectuelles et spirituelles, la révolution qui devait y porter remède ne pouvait que se situer sur le même plan pour être efficace. Elle ne pouvait se limiter aux aspects extérieurs du désordre, elle devait remonter à ses causes essentielles et réaliser, ainsi que l'écrivait Maritain, « des transformations substantielles, atteignant les principes mêmes de l'actuel régime de civilisations ⁶⁶⁹ ». *L'Ordre Nouveau* traduisait ce point de vue en ces termes dans l'un de ses manifestes : « Le commencement du désordre n'est pas dans les faits matériels dont nous souffrons, n'est pas dans les machines par exemple, mais bien dans les doctrines qui ont assuré le développement actuel du machinisme. [291] C'est dans cet humus de doctrines périmées que plongent les racines du malheur, c'est lui d'abord qu'il faut détruire si l'on veut tuer ces racines et surtout empêcher qu'elles se reforment. La nécessité d'un travail doctrinal radical nous apparaît être la tâche la plus concrète et la plus immédiate de l'heure, la seule tâche efficacement révolutionnaires ⁶⁷⁰. » Daniel-Rops pouvait constater que cette perspective était commune à tous ces groupes : « Refuser le monde tel qu'il va, ce n'est pas souhaiter d'en modifier quelques aspects (substituer une domination de classe à une autre domination de classe, un égoïsme à un autre égoïsme), c'est remonter des effets aux causes et travailler à détruire les causes qui produisent ces effets. Attaquer les résultats actuels du matérialisme, du rationalisme et du déterminisme, tout en se déclarant partisan en doctrine de ce matérialisme, de ce rationalisme, de ce déterminisme, cela paraît absolument contradictoire. C'est pourquoi, aujourd'hui, on entend de jeunes hommes, dont le nombre va grandissant, réclamer la création d'un ordre, mais refuser de fonder cet ordre sur les principes du monde actuel et, par conséquent, exiger d'abord une révolution spirituelle ⁶⁷¹. »

Le premier sens de la notion de « révolution spirituelle » était donc clair : ceci signifiait que la rupture avec le monde contemporain devait porter sur les principes fondamentaux qui l'inspiraient, qu'elle devait être une rupture doctrinale, qu'elle devait être, pour reprendre un mot de Thierry Maulnier, une « subversion

⁶⁶⁹ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 907.

⁶⁷⁰ *Revue des vivants*, décembre 1933, p. 1821.

⁶⁷¹ *Les Années tournantes*, p. 28.

des valeurs ». Celui-ci voyait en effet dans cette idée l'affirmation que « dans le désordre actuel, c'est le destin de l'homme tout entier qui est engagé, qu'il est impossible de parvenir à une transformation assez complète et assez durable de nos conditions de vie sans transformer en même temps nos valeurs, sans rompre avec certaines idéologies désastreuses ⁶⁷² ». Sa position personnelle, comme celle de la Jeune Droite en général, était tout à fait dans ce sens. Il déclarait : « Il s'agit, avant de faire une révolution, de savoir quelle révolution l'on fait. Si cette révolution n'est rien d'autre que ce qu'on pourrait appeler une insurrection conformiste, c'est-à-dire une insurrection respectant les traits fondamentaux du monde actuel et n'en modifiant qu'un aspect dérisoire, cette révolution est inutile. Nous n'admettons la révolution que comme une subversion complète, comme une subversion des valeurs ⁶⁷³. » De même, pour [292] *Esprit* et pour *l'Ordre Nouveau*, cette révolution spirituelle, ou, comme ils disaient aussi, cette « révolution en esprit » devait être une révision de « la table des valeurs ⁶⁷⁴ », une définition d'une « échelle nouvelle des valeurs et des sentiments ⁶⁷⁵ ».

Par-là se précisait aussi l'ampleur des ambitions qui étaient celles de ces mouvements car, ainsi que le remarquaient certains des responsables de l'Ordre Nouveau, « réviser la table des valeurs », c'était « prendre une autre attitude devant les problèmes de la vie et de la destinée humaine ⁶⁷⁶ ». « La révolution future restera forcément partielle, notaient Robert Aron et Arnaud Dandieu, si elle ne renoue les mécanismes de pensée en même temps que ceux de gouvernement. Les rapports de l'individu avec la société ne seront qu'un cas particulier de ses rapports avec le monde, de ses rapports avec lui-même. Malgré son extension politique inévitable, la révolution future sera à base psychologique, voire même métaphysique ⁶⁷⁷. » Aussi ces mouvements insistaient-ils, avec Alexandre Marc, sur le caractère « total » de la révolution dont ils voulaient être le fer de lance : « La révolution, telle que nous l'entendons, ne peut être que totale, c'est-à-dire qu'elle englobe nécessairement le domaine dit "philosophique" (...) Le caractère totalitaire - que l'on excuse ce barbarisme - de la révolution implique une révision de toutes les valeurs,

⁶⁷² Mythes socialistes, p. 45.

⁶⁷³ *Revue française*, avril 1933, p. 545.

⁶⁷⁴ R. Dupuis et A. Marc, *Jeune Europe*, p. 205.

⁶⁷⁵ E. Dolléans, *Esprit*, n° 5, février 1933, p. 831.

⁶⁷⁶ R. Dupuis et A. Marc, *Jeune Europe*, p. 205.

⁶⁷⁷ *Le Cancer américain*, p. 38.

y compris les valeurs philosophiques. Tout se tient : pas d'ordre nouveau sans homme nouveau, pas d'homme nouveau sans sagesse nouvelle ⁶⁷⁸. »

« Il n'y a qu'une manière de faire une révolution, écrivait en 1931 Robert Francis dans les Cahiers : construire un nouvel humanisme ⁶⁷⁹. » Cette phrase résumait assez bien l'essentiel des préoccupations des mouvements de jeunes des années 1930. Selon eux, en effet, il fallait reconstruire sur de nouvelles bases non seulement les rapports de l'homme avec le monde, mais aussi les relations de l'homme avec lui-même et avec sa destinée, car, remarquait Thierry Maulnier, « avant de dresser quoi que ce soit contre une société inhumaine, il faudrait peut-être trouver ou retrouver ce qu'est l'homme et ce qu'il veut... ⁶⁸⁰ ».

[293]

Dans cette recherche d'un « nouvel humanisme », les publications de ces groupes mettaient au premier plan la nécessité de rompre avec le matérialisme qu'ils tenaient, nous l'avons vu, pour une des causes déterminantes du désordre contemporain. « Nous avons dit et nous redirons chaque fois qu'il en sera besoin, affirmait Jean de Fabrègues, qu'une révolution matérielle ne suffira point à changer l'orientation du monde où nous vivons. Il est un monde orienté vers l'immédiate jouissance, vers la consommation seule, un monde qui renferme l'homme sur lui-même. Ce que nous ne lui pardonnons pas, c'est de rabattre la vie de l'homme tout entière sur le plan de la matière. Ce que nous voulons, c'est autre chose et c'est plus que cela. Nous voulons qu'une orientation nouvelle soit donnée à la vie de l'homme, nous voulons qu'il s'élève au-dessus de cette matière qui le retient comme une gangue, le borne et le limite... ⁶⁸¹ » Et de conclure : « Contre l'ère des satisfactions matérielles, c'est donc bien une révolution spirituelle qu'il faut faire. Elle doit tendre au profond des cœurs, ordonner une nouvelle vision de la vie, une reconnaissance de notre humanité, une reconnaissance que nous sommes âme d'abord ⁶⁸². »

⁶⁷⁸ *Esprit*, n° 15, décembre 1933, p. 475.

⁶⁷⁹ *Cahiers 1931*, IIIe série, n° 6.

⁶⁸⁰ La crise est dans l'homme, p. 6.

⁶⁸¹ *Revue du siècle*, n° I, avril 1933, p. 48.

⁶⁸² *L'Aube*, 13-14 août 1933.

Par-là nous découvrons un second sens de l'expression « révolution spirituelle », signifiant cette fois le refus du matérialisme et l'affirmation de la réalité spirituelle de l'homme, seule susceptible de « rendre à l'homme le sens des fins de sa vie ⁶⁸³ ». Ce fut là un souci commun à tous ces jeunes hommes. Jean-Pierre Maxence répondait ainsi à l'enquête de Brasillach sur « l'après-guerre » : « Nous voulons et devons retrouver notre âme profonde (...) Il faut rejoindre la plus authentique tradition, retrouver les valeurs spirituelles que le monde moderne attaque et avilit à chaque instant ⁶⁸⁴. » De même, Esprit, dont le titre était déjà tout un programme, proclamait : « Le dernier point que nous visons, ce n'est pas le bonheur, le confort, la prospérité de la cité, mais l'épanouissement spirituel de l'homme ⁶⁸⁵ » et Mounier, s'adressant aux marxistes, s'écriait : « Qu'ils acceptent aussi que la vie spirituelle ne soit pour nous ni une justification, ni un brillant oriflamme, ni une chaleur passagère des mots, mais une dimension intérieure, inaltérable, qui est notre raison d'être et notre raison d'agir ⁶⁸⁶. »

[294]

Aussi, analysant les réactions de ces groupes devant le marxisme, Daniel-Rops pouvait-il constater : « À la doctrine marxiste, qui fait tout reposer lourdement sur le fait révolutionnaire, sur la subversion matérielle, ils opposent une exigence plus haute, celle de *l'Esprit*, celle de l'âme ⁶⁸⁷. » Il faut noter dès maintenant que, si tous étaient d'accord pour considérer que les valeurs d'esprit devaient être rétablies d'abord, leur communion était loin d'être aussi totale - on le verra plus loin - lorsqu'il s'agissait de s'entendre sur la définition des notions d'« esprit » et de « spirituel ».

Cette référence à une « révolution spirituelle », à une « révolution des valeurs », soucieuse de rétablir les droits de l'esprit, entraîna une violente réaction de certains milieux marxistes ou marxisants. Ceux-ci reprochèrent tout d'abord à ces mouvements de retomber ainsi dans les vieilles mystifications de l'idéalisme bourgeois : « Nous retrouvons, écrivait Nizan à propos du « *Cahier de Revendications* » de la N.R.F., cette vieille femme des carrefours, qui a traîné dans tous les

⁶⁸³ J. de Fabrègues, *Revue du siècle*, n° I, avril 1933, p. 50.

⁶⁸⁴ *Candide*, 10 septembre 1931.

⁶⁸⁵ E. Mounier, *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 10.

⁶⁸⁶ *Nouvelle Revue française*, décembre 1932, p. 826.

⁶⁸⁷ *Revue française*, avril 1933, p. 493.

coins, l'Ame ! ⁶⁸⁸ » Cette révolution spirituelle leur apparaissait, d'autre part, comme un itinéraire d'évasion permettant à ces groupes d'esquiver la nécessité d'une révolution dans les faits, d'une révolution des structures politiques et économiques. À cette « évasion », Jean Guéhenno donnait, dans *Europe*, une explication très polémique en accusant ces mouvements « d'avoir partie liée avec les puissances temporelles » et de vouloir, par ce biais, « éviter les sacrifices que la révolution vraie, la révolution matérielle, la révolution dans la possession des biens, exigerait d'eux ⁶⁸⁹. »

À cette attaque directe, toutes les publications de ces groupes ripostèrent soit directement soit implicitement. Ce fut pour elles l'occasion de préciser leur conception de la révolution spirituelle et, notamment, de souligner que cette révolution n'était pas un moyen astucieux d'éluder une nécessaire réforme des institutions, mais qu'elle signifiait seulement leur volonté d'aller au-delà de cette réforme en mettant en question, à la fois, les institutions et leurs principes fondamentaux, parmi lesquels, au premier rang, le matérialisme. « Elle n'est pas, comme les marxistes le pensent, écrivait Daniel-Rops, un moyen plus subtil que les autres d'échapper aux responsabilités matérielles. Dire "spirituel d'abord", ce n'est pas [295] laisser pour compte le charnel. Mais, c'est affirmer qu'il ne sert à rien de faire une soi-disant révolution pour aboutir à faire peser sur la personne humaine la même loi inhumaine de dégradation (...) La révolution spirituelle doit être conduite, non seulement dans le principe, mais dans toutes les conséquences que le principe peut comporter dans ses rapports avec le fait (c'est-à-dire dans les institutions) ⁶⁹⁰. » Il résumait ensuite sa pensée en se prononçant pour « une réforme de l'homme simultanée à une réforme des institutions ⁶⁹¹ » et en insistant sur l'impossibilité de dissocier ces deux aspects complémentaires.

On retrouvait la même attitude chez Thierry Maulnier : « Que M. Guéhenno se rassure : la révolution que nous demandons et qui n'est pas la sienne, ne dédaigne pas plus que la sienne les réalités de la terre. Les biens spirituels pour lesquels nous sommes prêts à lutter et que M. Guéhenno compte pour rien parce qu'on ne les voit ni ne les touche, ne seront assurés, nous le savons, que si l'on aménage, si

⁶⁸⁸ *Europe*, janvier 1933, p. 140.

⁶⁸⁹ *Europe*, août 1932, p. 614-615.

⁶⁹⁰ *Éléments de notre destin*, p. 133.

⁶⁹¹ *Ibid.*, p. 124.

l'on construit aussi les institutions qui se voient et qui se touchent. Une civilisation dépend de conditions de fait que nous ne dédaignons pas de créer ⁶⁹². » Mounier, de son côté, prenait très nettement ses distances à l'égard de ceux qui pouvaient être tentés de se servir de la formule « révolution spirituelle » comme « d'une justification à leur passivité à l'égard du monde » et qui « dans la chimérique attente d'une conversion universelle qui serait, selon eux, la condition indispensable d'une transformation des institutions, laissent envahir le monde progressivement par les forces du mal ⁶⁹³ ».

L'assaut devait donc être mené sur les deux plans, simultanément, sans sacrifier l'un à l'autre. Cette position, affirmant la double nécessité d'une révolution des institutions et d'une révolution spirituelle, fut l'une des attitudes les plus caractéristiques et les plus originales de ces mouvements des années 1930. Évoquant la naissance du personnalisme, Mounier remarquera plus tard : « Cette réflexion est née de la crise de 1929, qui a sonné le glas du bonheur européen et dirigé l'attention sur les révolutions en cours. Aux inquiétudes et aux malheurs qui commençaient alors, les uns donnaient une explication purement technique, d'autres purement morale. Quelques jeunes hommes pensèrent que le mal était à la fois [296] économique et moral, dans les structures et dans les cœurs, que le remède ne pouvait donc éluder ni la révolution économique ni la révolution spirituelle. Et que l'homme étant fait comme, il est, on devait trouver des nœuds étroits de l'une à l'autre. Il fallait d'abord analyser les deux crises afin de débayer les deux voies ⁶⁹⁴. »

Dans un troisième sens, la notion de « révolution spirituelle » était le corollaire de leur refus du matérialisme historique. Selon ces groupes, la révolution à venir devait être, en effet, le fruit d'une libre décision de l'esprit rompant avec le désordre établi et non « l'aboutissement inéluctable d'un processus de déterminismes et de faits économiques et sociaux ⁶⁹⁵ ». « Ils croient, disait Esprit à propos des marxistes, que l'homme reçoit de l'événement la libération comme il y a rencontré l'idéal, alors que seule la liberté peut créer le monde conforme aux princi-

⁶⁹² *Action française*, 13 janvier 1932.

⁶⁹³ *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 677.

⁶⁹⁴ R. Dupuis, *Ordre Nouveau*, n° 8, janvier 1934, p. 20.

⁶⁹⁵ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 132.

pes auxquels elle s'est donnée ⁶⁹⁶. » Cet acte de foi dans la révolution spirituelle était donc un acte de foi dans la puissance créatrice de l'homme et de l'esprit « cause de tout ordre ou de tout désordre par son initiative ou son abandonnement ⁶⁹⁷ ». Aussi la définition que *l'Ordre Nouveau* donnait de la révolution était-elle très « volontariste » : « La révolution n'est pas, contrairement à ce que pense le grand public, le résultat d'un déterminisme économique et social. Elle est d'abord l'acte qui crée de nouvelles déterminations, qui, par suite, bouleverse les anciennes déterminations, en un mot l'acte qui libère ⁶⁹⁸. » De même, la *Jeune Droite* mettait l'accent, avec Thierry Maulnier, sur « l'héroïsme révolutionnaire » de l'homme dressé face au destin qu'elle opposait au fatalisme passif que lui paraissait encourager le marxisme.

Cette idée d'une révolution spirituelle conçue comme une rupture créatrice de l'homme avec le désordre établi pour susciter un « ordre nouveau » fondé sur la primauté des « valeurs spirituelles » posait un autre délicat problème au niveau des moyens à mettre en œuvre pour faire passer dans les faits cette révolution. Comment donner une efficacité politique à des idées aussi étrangères aux idées habituelles ? Tel était le problème qui se posait à ces mouvements, enfermés dans un dilemme qu'Esprit résumait en ces termes :

[297]

« Toute action n'est-elle pas condamnée à être inefficace dans la mesure où elle sera pure, impure dans la mesure où elle sera efficace ⁶⁹⁹ ? »

Sur cette question, la Revue française se distinguait très nettement d'Esprit, de l'Ordre Nouveau et même du courant de la Jeune Droite représenté par Réaction et la Revue du siècle. Adoptant une position assez cynique, Thierry Maulnier et Robert Francis firent leur - surtout à partir de 1933 - la formule : « La fin justifie les moyens. » Thierry Maulnier posait d'abord le problème en des termes proches de ceux d'Esprit en notant que la révolution spirituelle risquait de se trouver paralysée par l'alternative : « Ou se condamner à susciter la défiance et l'hostilité de

⁶⁹⁶ *Le Personnalisme*, p. 116. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁶⁹⁷ E. Mounier, *ibid.*, p. 15.

⁶⁹⁸ Daniel-Rops et D. de Rougemont, *Ordre Nouveau*, n° 3, juillet 1933, p. 13.

⁶⁹⁹ *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 680.

ceux-là même au profit de qui elle s'exerce, ou dégénérer elle-même et, pour être comprise et soutenue, s'asservir aux valeurs vulgaires que sa raison d'être est précisément de combattre ; ou sacrifier son efficacité, ou sacrifier ses principes ⁷⁰⁰. » Sa réponse était qu'il fallait distinguer de façon radicale le point de vue de la valeur et celui de l'efficacité. « Il faut, écrivait-il, que le visage de la doctrine que l'on présente au public soit différent de son visage réel ; il faut que, sur l'affiche et dans l'émeute, elle soit différente de ce qu'elle est dans les traités des sociologues. Une doctrine révolutionnaire comme celle dont il s'agit ici se doit de posséder un double visage, un visage doctrinal et un visage tactique. Que ces deux visages soient contraires, il n'importe : ceux qui trompent le peuple pour le perdre sont détestables, non ceux qui le trompent pour le sauver... » Et de conclure : « Aucune grande entreprise n'est possible pour ceux qui manquent totalement de duplicité ⁷⁰¹. » Prolongeant ces perspectives théoriques, Robert Francis définissait ainsi les éléments d'une « technique révolutionnaire » : « La Révolution fait feu de tout bois. La convoitise, la haine, la peur flambent mieux que l'amour. Une bonne technique révolutionnaire oriente les passions les plus basses vers le bien public (...) Une bonne technique révolutionnaire fédère les intérêts privés sous le couvert d'une idéologie, elle ne s'occupe pas des idées (...) Une bonne technique de révolution commence par désigner les victimes afin d'encourager les profiteurs... ⁷⁰² »

Selon Thierry Maulnier et Robert Francis, la révolution devait donc être le fait d'une élite usant de tous les moyens pour venir à [298] bout du désordre établi. Cette position fut tout à fait conforme à cette évolution vers « l'activisme » qui caractérisa les dernières livraisons de la *Revue française* à partir de 1933, évolution que nous avons déjà signalée en retraçant l'histoire de cette publication. Par là, la *Revue française* se distinguait assez radicalement des autres mouvements qui répudiaient, eux, tout machiavélisme. « Le bien, notait Daniel-Rops, ne naît pas des œuvres du mal et ce n'est point par la violence qu'on impose l'amour et la paix (...) ce n'est pas avec le désordre qu'on affirme l'ordre, et la ruse, la connivence, la trahison ne sauraient faire naître une civilisation d'honneur ⁷⁰³. » De même Mounier, tout en reconnaissant qu'il y a « des vérités rigoureuses et leur

⁷⁰⁰ *Revue française*, juin 1933, p. 877.

⁷⁰¹ Ibid.

⁷⁰² *Revue française*, avril 1933, p. 564.

⁷⁰³ *Esprit*, n° 25, octobre 1934, p. 154.

transposition en formules monnayables », n'en affirmait pas moins : « Il n'y a pas une vérité pour l'élite et une autre pour la propagande ⁷⁰⁴. » Cet « aristocratism » et ce machiavélisme de la Revue française, traduisant une méfiance certaine à l'égard des « masses », furent parmi les causes principales des réticences de Mounier à l'égard de la Jeune Droite. Celui-ci, fortement marqué par une sorte de « mystique du peuple », en grande partie héritée de Péguy, ne pouvait que réagir vivement à ce « hautain mépris de l'âme populaire », voyant là la manifestation d'un « secret instinct de classe ⁷⁰⁵ ». Il est à remarquer ici que Mounier se livrait à une extrapolation quelque peu abusive en étendant ses griefs contre la *Revue française* à l'ensemble de la *Jeune Droite*. Les conceptions de la *Revue du siècle* étaient, en effet, sur ce point, beaucoup plus proches de celles d'*Esprit* et de l'*Ordre Nouveau* que de celles de la revue de Maxence.

La notion d'« élite » n'était pourtant pas absente des vues de l'Ordre Nouveau ou d'*Esprit*, mais ces groupes ne reconnaissaient pas à cette « élite » le droit d'employer au service de ses fins n'importe quel moyen. Ils mettaient surtout l'accent sur la nécessité de la « conversion » personnelle des membres de cette « élite » et sur la valeur du « témoignage » qu'ils pouvaient ainsi rendre des idées qu'ils prétendaient incarner. Nous avons vu, en effet, en étudiant les moyens d'action envisagés par chacun de ces mouvements, qu'ils avaient une grande confiance dans l'efficacité de petits groupes disséminés au sein du corps social et chargés de le régénérer de l'intérieur par leur rayonnement. Daniel-Rops évoquait ainsi dans [299] l'*Ordre Nouveau* l'idée d'« ordre », de « corps franc » et, même, de « chevalerie ». « Un petit groupe, écrivait-il, peut plus qu'une foule anonyme ; s'adressant à ceux qui le composent, on a affaire à des hommes, non à des numéros matricules. Nous n'avons jamais compté sur les vastes propagandes simplistes, ni sur les mots d'ordre qui mettent en branle les sentiments violents. La vraie violence que nous attendons est intérieure (...) En face des pourritures que nous connaissons, en face des désordres et des misères que nous dénonçons, nul moyen n'est plus efficace que cette adhésion entière, personnelle à une action qui prime en vertu toute autre : celle de ferment dans la pâte ⁷⁰⁶. » Il insistait aussi sur l'idée que l'action à mener devait reposer sur une véritable « conversion » intérieure de chacun : « La

⁷⁰⁴ *Ordre Nouveau*, n° 17, janvier 1935, p. I.

⁷⁰⁵ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 17.

⁷⁰⁶ *Ordre Nouveau*, n° 8, janvier 1933, p. 28.

révolution doit d'abord s'opérer en nous par un approfondissement de notre vie morale et spirituelle, par un dépouillement croissant de tout ce qui, en nous, gêne l'avènement de l'esprit. La tâche de rénovation sociale ne sera possible que par des hommes qui l'auront accomplie en eux-mêmes jusque dans les racines de leur être. Le conflit créateur est d'abord en nous. Contre les forces de désagrégation et de paresse, contre nos faiblesses et nos dégoûts, contre notre tacite complicité. Voilà qui dépasse, en dessein comme en portée, la soi-disant " action " des mouvements politiques et des partis... » Et de conclure : « Ce qui meurt, c'est l'homme ancien en chacun de vous, ce qui naît naît d'abord en vous ⁷⁰⁷. » Denis de Rougemont, qui définissait la révolution comme « une manière de vivre qui conduira nécessairement à changer les institutions ⁷⁰⁸ », affirmait de même : « On ne refait un monde qu'avec des responsables ⁷⁰⁹. »

Avec cette idée d'une « révolution personnelle qui engage d'un [300] bloc le comportement et la méditation intérieure ⁷¹⁰ », nous touchons à une quatrième signification de l'expression « révolution spirituelle ». Dans cette perspective l'accent était mis sur l'idée que tout bouleversement des structures serait vain s'il ne s'accompagnait pas d'une transformation morale et spirituelle de l'homme en commençant par celle des partisans de cette révolution à venir. Nous venons de voir comment cette dernière interprétation était explicitée par l'Ordre Nouveau. On la retrouvait dans *la Revue du siècle*, mais c'est surtout Esprit qui lui accordait les plus longs développements en affirmant : « Il ne saurait y avoir de révolution institutionnelle viable et pure qui ne se nourrisse à une transfiguration intérieure de ceux qui la portent ⁷¹¹. » Mounier devait définir plus tard en ces termes ce qu'il

⁷⁰⁷ Ibid. Dans le même texte, Daniel-Rops écrivait encore : « A ceux qui nous suivent, nous disons : "Nous ne vous offrons aucune des satisfactions vaniteuses dont tels partis vous promettent les joies ; ni les défilés en chemises vertes ou bleues ; ni l'ivresse des meetings démagogiques. Lors même que nous serons au pouvoir nous ne vous promettons aucun autre bénéfice que celui de rigueurs nouvelles - contre vous-mêmes - de responsabilités sans cesse accrues. La révolution que nous vous proposons, c'est contre vous de l'opérer tout d'abord. À l'aveulissement où nous entraîne la facilité, nous opposons, rendant à ce mot toute sa signification de risque et de liberté, cette formule où nous voulons exprimer toute notre loi spirituelle : vivre difficilement. Nous sommes dans un monde qui croule (...) Il ne suffit pas de jeter bas cet organisme aux plaies purulentes. Il faut achever de détruire en vous les dernières complicités que le régime peut encore trouver". »

⁷⁰⁸ *Ordre Nouveau*, n° 17, Janvier 1935, p. 12.

⁷⁰⁹ *Ordre Nouveau*, n° 7, décembre 1933, p. 18.

⁷¹⁰ E. Mounier, *Esprit*, n° 27, décembre 1934, p. 402.

⁷¹¹ E. Mounier, *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 676.

entendait par là : « Nous appelons révolution personnelle cette démarche qui naît à chaque instant d'une prise de mauvaise conscience révolutionnaire, d'une révolte d'abord dirigée par chacun contre soi, sur sa propre participation ou sa propre complaisance au désordre établi, sur l'écart qu'il tolère entre ce qu'il sert et ce qu'il dit servir - et qui s'épanouit en second temps en une conversion continuée, de toute la personne solidaire, paroles, gestes, principes, dans l'unité d'un même engagement ⁷¹². » Il était cependant assez lucide pour savoir que cet idéal ne pouvait être le fait que d'une minorité, aussi notait-il : « En un moment de crise aussi grave, on ne peut attendre pour agir que les masses se pénètrent de ces vérités. C'est pourquoi j'ai spécifié que "révolution spirituelle d'abord" est le mot d'ordre indispensable aux chefs de demain, mais qu'ils ne sauraient exiger une milice de saints sans se condamner, s'ils se font des chefs temporels, à l'inaction. Indispensable aux chefs : c'est la grande responsabilité de tous ceux qui livrent bataille pour une révolution spirituelle, qu'ils ne sauraient être assez rigoureux sur la pureté de leur vie, ni trop impitoyable sur celle de leur entourage. S'ils répondent à cette exigence, leur seule présence saura transformer bien des impuretés ⁷¹³. » Ce souci de « pureté » fut la cause déterminante des réticences de Mounier à l'égard de *la Troisième Force* qui lui parut très rapidement s'avilir dans une conception purement « extérieure » de l'action révolutionnaire. Au contraire, cette préoccupation devait l'amener, en 1934-1935, d'une part, à s'intéresser aux tentatives de groupes comme *Communauté* de Raymond de Becker ou *la* [301] *Croisade* de Galey qui avaient le souci de l'enracinement spirituel de leur action sociale et, d'autre part, sur le plan tactique, à mettre l'accent sur l'efficacité des minorités et la valeur du « témoignage ». « Ce ne sont pas les masses qui font l'histoire, écrira-t-il alors à Iazard, mais les valeurs qui agissent sur elles à partir de minorités inébranlables ⁷¹⁴ ». On notera que, dans les années suivantes, Mounier fut amené à revoir sa position sur ce problème et à considérer qu'il avait péché, dans les années 1932-1935, par excès d'intransigeance.

Ce souci d'une conversion personnelle était moins systématiquement exposé dans les publications de la *Jeune Droite*. Nous avons vu qu'il était assez éloigné des préoccupations de l'équipe de la *Revue française* dans les années 1932-1943

⁷¹² *Esprit*, n° 27, décembre 1934, p. 402.

⁷¹³ *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 677.

⁷¹⁴ Lettre du 16 octobre 1934, *Mounier et sa génération*, p. 152.

alors que, pourtant, il avait été au centre de la pensée de Robert Francis et de Jean-Pierre Maxence dans les *Cahiers* entre 1928 et 1931. En revanche, c'était un thème familier pour les responsables de la *Revue du siècle*, encore que cette publication ne se soit guère attachée à définir de manière précise les moyens de la révolution qu'elle souhaitait voir se réaliser.

Ainsi, au terme de notre analyse de l'expression « révolution spirituelle », quatre sens se dégagent. Cette expression signifiait tout d'abord que la révolution à faire devrait être une « subversion des valeurs », une rupture doctrinale avec les principes fondamentaux responsables du désordre contemporain ; elle soulignait ensuite que, face au matérialisme grandissant, le seul changement vraiment substantiel devrait être une restauration des droits de l'esprit ; en troisième lieu, elle mettait en relief l'idée que cette révolution ne pouvait être que le fruit de la liberté créatrice de l'homme et non le résultat d'un quelconque déterminisme économique ou social ; enfin, par ce terme de « révolution spirituelle », ces mouvements entendaient exiger de leurs adhérents une « conversion » de leur vie personnelle aux principes dont ils prétendaient se réclamer car la révolution qu'ils voulaient réaliser devait, dans leur esprit, donner naissance à un homme transformé, à un homme « transfiguré », à un « homme nouveau ».

Ces précisions, plus ou moins développées suivant les publications, ne levèrent cependant pas toute équivoque. C'est ainsi que certains rapprochèrent cette position à la fois « révolutionnaire » et « non marxiste » des théories fascistes. De ce fait, ces mouvements furent conduits à s'expliquer sur leurs sentiments à l'égard du fascisme italien et du national-socialisme allemand.

[302]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE
2. LA RÉVOLUTION NÉCESSAIRE

Chapitre 4

Contre les «révolutions fascistes»

[Retour à la table des matières](#)

Ces mouvements de jeunes des années 1930 se voulaient des mouvements révolutionnaires. Ils étaient résolument anticomunistes. Ils se réclamaient des « valeurs spirituelles » pour repousser le matérialisme capitaliste et le matérialisme marxiste. Ces formules étaient assez proches, par leur lettre, de quelques-uns des slogans sur lesquels se fondaient et la propagande fasciste en Italie et la propagande national-socialiste en Allemagne. Aussi leurs adversaires ne manquèrent-ils pas, pour tenter de les discréditer, d'assimiler les groupes que nous étudions aux chemises noires et aux chemises brunes. « Plusieurs jeunes écoliers marxistes, constatait Mounier, plus assidus à justifier les manuels qu'à comprendre leur temps, ont trouvé contre nous, après des embarras divers, la lourde tactique que leur suggérait l'éloquence fasciste. Il leur a suffi de lancer ce théorème : tout mouvement anticapitaliste qui n'est pas marxiste est, par définition, fasciste, et de

le faire rendre avec la fatuité doctrinaire et le superbe aveuglement des partisans ⁷¹⁵. »

Dès août 1932, Jean Guéhenno affirmait ainsi dans *Europe* : « On croit voir se constituer les équipes intellectuelles qui, en se donnant les airs d'équipes révolutionnaires, ne songent dans la réalité qu'à prendre la tête de ce dernier mouvement de défense de la bourgeoisie que serait un mouvement national-socialiste français ⁷¹⁶. » Ce thème devait être repris, dans les années 1933-1934, par plusieurs publications marxistes. Commentant le « *Cahier de Revendications* » de la N.R.F., Paul Nizan écrivait lui aussi : « Cette série d'offensives encore modestes, encore contradictoires, superficielles et, en somme, d'une qualité assez médiocre, annonce précisément l'avènement d'une position philosophique fasciste en (303] France (...) Nos nazis naissent à peine dans les revues littéraires (...) Qu'on ne nous dise pas que ces groupes ne sont rien, qu'on perd son temps à les combattre : petit fasciste peut grandir. Ils manquent de base sociale, ils ne sont pas accordés au retard de l'économie française, mais les événements marchent d'un pas assez vif pour que les troupes les suivent demain ⁷¹⁷. » Le livre de Denis de Rougemont *Politique de la personne* suscita même un article des *Isipestia* présentant son auteur comme « un des chefs de l'avant-garde du fascisme français ». Ainsi, pour ces revues communistes ou communisantes, les mouvements de jeunes des années 1930 apparurent comme une des incarnations du « péril fasciste ».

Afin de répondre à ces accusations, ces mouvements furent donc amenés à se définir par rapport aux expériences italiennes et allemandes. Nous étudierons leur attitude en analysant d'abord ce que furent leurs jugements sur les « fascismes » en général avant de nous intéresser ensuite, plus précisément, à leurs réactions devant le fascisme italien et devant la montée du national-socialisme.

Devant le phénomène fasciste - entendu ici comme un terme collectif englobant le fascisme italien et le nazisme -, la première réaction était une réaction de curiosité et de sympathie se refusant aux « polémiques faciles ⁷¹⁸ » dirigées par la presse française contre ces régimes. Le fascisme leur apparaissait en effet, à l'image du communisme, comme l'une des formes de la fermentation révolution-

⁷¹⁵ *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 533.

⁷¹⁶ *Europe*, août 1932, p. 616.

⁷¹⁷ *Europe*, janvier 1933, p. 140 et 145.

⁷¹⁸ A. Dami, *Esprit*, n° 22, juillet 1934, p. 562.

naire qui secouait l'Europe des années 1930. « Jamais on ne nous fera croire, notait Aldo Dami dans *Esprit*, que le fascisme lui-même, avec tous ses défauts, ne représente que la survivance et la dernière tentative des régimes morts du passé (...) Le fascisme, l'hitlérisme et les mouvements analogues sont des formations nouvelles, des régimes modernes, un commencement et non une fin ⁷¹⁹. » Réveil national, rejet de la démocratie et du parlementarisme, procès du libéralisme, refus des hiérarchies de l'argent, rejet du matérialisme marxiste, anticapitalisme, exaltation de la jeunesse, c'étaient là autant de thèmes dans lesquels, au premier abord, nos mouvements pouvaient se reconnaître. Ils ne se dissimulaient pas d'autre part, avec Mounier, que « les fascismes apportent au regard des régimes qu'ils remplacent, un élément de santé et une hauteur de ton qui ne sont pas des énergies méprisables ⁷²⁰ ». De même, [304] Thierry Maulnier soulignait la « grandeur indéniable ⁷²¹ » des entreprises italiennes et allemandes. Aussi tous étaient-ils d'accord pour admettre l'existence de ce que Mounier appelait une « tentation fasciste ».

Cependant, si tous s'accordaient sur ce point, ils s'accordaient aussi pour considérer qu'il fallait résister à cette séduction et refuser très fermement de voir dans les fascismes des modèles à imiter. « Il faut accueillir avec la plus grande défiance, avertissait Thierry Maulnier, les révolutions dites de droite telles que le fascisme italien ou le national-socialisme allemand ⁷²². » Selon eux, ce n'était pas de Rome ou de Berlin que pouvait venir le salut et *Esprit* dénonçait dans le fascisme une « tentation de facilité (...) la plus dangereuse démission qui nous soit aujourd'hui proposée ⁷²³ ». Il précisait : « Pseudo-humanisme, pseudo-spiritualisme qui courbe l'homme sous la tyrannie des "spiritualités" les plus lourdes et des "mystiques" les plus ambiguës - culte de la race, de la nation, de l'État, de la volonté de puissance, de la discipline anonyme, du chef, des réussites sportives et des conquêtes économiques. Nouveau matérialisme, en fin de compte, si le matérialisme c'est réduire et asservir sur tous les plans le supérieur à l'inférieur ⁷²⁴. » Robert Aron soulignait pour sa part qu'« entre la mentalité fasciste et

⁷¹⁹ Ibid.

⁷²⁰ *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 535.

⁷²¹ *Demain la France*, p. 59.

⁷²² *Nouvelle Revue française*, décembre 1932, p. 820.

⁷²³ E. Mounier, *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 535.

⁷²⁴ Ibid.

l'esprit "*Ordre Nouveau*" il y avait quelque chose d'irréductible ⁷²⁵ ». C'est donc à juste titre que Jean de Fabrègues pouvait constater dans la *Revue du siècle* que « l'hitlérisme ou le fascisme ne charment aucun des hommes de notre génération ⁷²⁶ ».

Cette hostilité à l'égard des expériences italienne et allemande se fondait sur la mise en accusation d'un étatisme et d'un collectivisme totalitaires qui leur paraissaient être la systématisation, dans leurs conséquences les plus extrêmes, des tares fondamentales de la société contemporaine dont ils faisaient le procès. C'est cette raison que mettait ainsi en avant Thierry Maulnier en exprimant là une opinion commune aussi bien à la *Jeune Droite* qu'à *Esprit* ou à *l'Ordre Nouveau* : « La réforme de l'État français, écrivait-il, ne saurait être demandée à un fascisme ou à un national-socialisme, non seulement parce que notre rénovation révolutionnaire doit être appropriée au caractères propres de la France, à nos mœurs, à notre [305] culture, à nos conditions de vie et ne peut être une imitation servile des révolutions étrangères ; mais encore parce que ces révolutions ne peuvent être, loin de là, approuvées sans réserves. Fascisme et national-socialisme ont renforcé dans des proportions considérables les attributions de l'État (...) Ils ont été étatistes et centralisateurs dans l'ordre de l'économie comme dans l'ordre de la politique. Sur ce point tout au moins, nous devons nous séparer d'eux. À aucun prix, les Français ne doivent se laisser séduire par le mythe barbare de l'État totalitaire. L'État véritablement fort est celui qui sait supporter le plus de libertés possibles. La force ne doit pas être rendue à la nation au prix des privilèges essentiels de l'individu ⁷²⁷. » Pour lui, il n'y avait donc pas de conciliation possible entre « ce collectivisme autoritaire, religieux, total et dévorant » et les traditions de la « civilisation française ⁷²⁸ ».

Cette position générale précisée, il n'est cependant pas inintéressant d'étudier séparément les jugements de ces mouvements sur le fascisme italien, d'une part, et sur le national-socialisme allemand, d'autre part. En effet, si ces deux régimes présentaient nombre de points communs, ils n'étaient pas malgré tout identiques

⁷²⁵ *Ordre Nouveau*, n° 18, février 1935, p. 21.

⁷²⁶ *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. 2.

⁷²⁷ *Demain la France*, p. 175.

⁷²⁸ *Action française*, 13 juillet 1933.

comme n'étaient pas identiques non plus les réactions à leur égard des groupes que nous étudions.

Devant l'expérience italienne, ceux-ci étaient partagés entre l'admiration, la curiosité et la réprobation. Admiration pour la « pureté vitale ⁷²⁹ » des jeunes fascistes qui, constataient René Dupuis et Alexandre Marc, « ont rêvé d'une régénération du monde et, donnant l'exemple, ont, sous la conduite de Mussolini, donné à leur pays figure nouvelle, lui ont rendu la force, la dignité, la grandeur ⁷³⁰ ». Curiosité pour une doctrine dont certains des buts (anti-individualisme, antidémocratie, anticapitalisme) étaient proches des leurs et qui, en 1930, se cherchait encore, plus empirique que dogmatique, n'ignorant pas les contradictions (« Ce qui à Rome est dogme, notait Robert Aron, à Milan et hérésie ⁷³¹ »). C'est cette curiosité qui amena, par exemple, la Revue du siècle à publier un texte de Mussolini sur « les idées fondamentales du fascisme » que la revue fit précéder d'un « chapeau » déclarant : « La Revue du siècle est heureuse de pouvoir donner à ses lecteurs la [306] primeur des pages du Duce qu'on va lire (...) Quelles que puissent être les réserves de l'équipe de la Revue du siècle sur la doctrine fasciste, un document comme celui qu'on va lire est essentiel ⁷³². » Mais, finalement, la réprobation l'emportait car ces mouvements jugeaient sans indulgence la « statolatrie » qui se trouvait au cœur des conceptions fascistes et qui leur paraissait vicier essentiellement ce que celles-ci pouvaient avoir parfois de sain.

Si la volonté du fascisme de réagir contre l'individualisme était ainsi considérée favorablement, la voie dans laquelle il s'engageait, réduisant l'homme à son seul destin social et national, l'était beaucoup moins : « Prendre position contre l'individualisme libéral qui fait l'homme isolé sur le plan de la vie, non protégé dans son travail et, par conséquent, sans véritable liberté, nous paraît, remarquait l'Ordre Nouveau, la base même de tout sentiment révolutionnaire, mais si c'est pour faire de l'homme une unité enrégimentée nous disons qu'il y a maldonne (...) Le danger de cette construction politique cohérente et complexe est qu'elle soumet l'homme à l'État ⁷³³. » De même, le nationalisme italien, qualifié par la Jeune

⁷²⁹ G. Duveau, *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 586.

⁷³⁰ Jeune Europe, p. 37.

⁷³¹ *Ordre Nouveau*, n° 18, février 1935, p. 22.

⁷³² *Revue du siècle*, n° 3, juin 1933, p. 19.

⁷³³ J. jardin, *Ordre Nouveau*, n° I, mai 1933, p. 28.

Droite de « nationalisme étroit ⁷³⁴ », était dénoncé par Esprit qui mettait en accusation « cette nation abstraite qui se fortifie de sa souveraineté comme un bourgeois de sa vie privée et ne sait pas comprendre que le plus beau visage est le plus ouvert ⁷³⁵ ». Aussi le fascisme se voyait-il dénier tout droit à se présenter comme une révolution « spiritualiste » par opposition aux matérialismes bourgeois ou marxiste : « Le fascisme a prétendu libérer l'homme de l'esclavage du matérialisme, mais en faisant de l'État l'expression suprême de la vie matérielle et spirituelle de la nation, il réduit en fin de compte le spiritualisme qu'il prétendait incarner à un matérialisme détourné car la statolatrie, sous la forme absolue qu'il lui donne, n'est autre que la transposition politique du matérialisme ⁷³⁶. »

Sur le plan économique, le fascisme était aussi critiqué pour son corporatisme étatiste créant, selon ces mouvements, un capitalisme d'État « sans réviser fondamentalement les assises mêmes du capitalisme : primauté du profit, fécondité de l'argent, puissance de l'oligarchie économique ⁷³⁷ ». Tout en reconnaissant une certaine sincérité à ses [307] professions de foi anticapitalistes, on soulignait que le fascisme avait été amené dans la pratique à ménager les féodalités industrielles et qu'il n'avait pas encore élaboré des institutions capables de transformer substantiellement la vie économique et ses implications sociales : « Ayant sans doute amélioré le sort des prolétaires, il n'a pas encore trouvé les institutions capables d'abolir la condition prolétarienne. Ayant combattu certains abus du système bancaire, il n'a pas encore trouvé les institutions susceptibles de substituer au crédit bancaire une nouvelle forme de crédit plus consciente, mieux liée à l'activité professionnelle. Ayant combattu certains excès des sociétés anonymes, il n'a pas encore défini la forme nouvelle d'association susceptible de supprimer les oppositions fréquentes entre l'intérêt de l'affaire et l'intérêt de ses membres ⁷³⁸. » Allant le plus loin dans ce sens, Esprit voyait même dans certains aspects du fascisme

⁷³⁴ *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 111.

⁷³⁵ E. Mounier, *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 536.

⁷³⁶ R. Dupuis et A. Marc, *Jeune Europe*, p. XX.

⁷³⁷ E. Mounier, *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 535.

⁷³⁸ R. Aron, *Ordre Nouveau*, n° 18, février 1935, p. 25.

une simple « réaction de défense » du capitalisme inquiet ⁷³⁹ et une « sauvegarde des intérêts économiques menacés ⁷⁴⁰ ».

La position de tous ces mouvements était, à quelques nuances près, celle que Robert Aron devait définir un peu plus tard comme le refus « d'une attitude d'adhésion » et le refus « d'une attitude purement critique et dédaigneuse ⁷⁴¹ ». Rejetant fermement la doctrine fasciste, ils avaient cependant, en effet, le souci de rester attentifs à son évolution. Cet état d'esprit se concrétisa particulièrement en mai 1935 par un voyage qui amena à Rome, pour un congrès sur les institutions corporatives organisé par le parti fasciste, des représentants de l'Ordre Nouveau, R. Aron, C. Chevalley, R. Dupuis, *d'Esprit*, E. Mounier et A. Ulmann et du Groupe XXe siècle, J. de Fabrègues et T. Maulnier. Au cours de ces débats, auxquels participèrent aussi des représentants d'autres mouvements français, les porte-parole *d'Esprit*, de *l'Ordre Nouveau* et de la *Jeune Droite* furent les seuls à refuser de « céder au mirage fasciste » et à exprimer des réserves. Bien que légèrement postérieur au cadre chronologique que nous nous sommes fixé, ce comportement, caractérisé à la fois par l'acceptation du dialogue et la fermeté doctrinale, fut tout à fait dans la ligne de ce qu'avait été l'attitude de ces groupes dans les années 1930-1934.

[308]

Les réactions devant la montée du nazisme furent quelque peu différentes du fait notamment qu'aux considérations purement doctrinales vinrent se mêler des problèmes de relations internationales et de rapports de pays à pays qui ne se posaient pas lorsqu'il s'agissait de l'Italie. Étant donné les particularités de l'attitude de chacun des mouvements, il nous paraît utile d'analyser successivement leurs positions respectives. Toutefois, on remarquera que ces groupes – à l'exception d'*Esprit*, pour des raisons que nous verrons plus bas – furent, dès 1930-1931, beaucoup plus lucides que la majorité de leurs contemporains sur la véritable force et la véritable nature du national-socialisme. Sensibles à son dynamisme, ils jugèrent très tôt que l'Allemagne de Weimar ne résisterait pas longtemps à l'assaut des chemises brunes. C'est ainsi que, dès décembre 1931, Philippe Lamour

⁷³⁹ E. Mounier, *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 535.

⁷⁴⁰ Prospectus *d'Esprit* (1933).

⁷⁴¹ *Ordre Nouveau*, n° 28, octobre 1935, p. 21.

constatait dans *Plans* : « La révolution allemande et commencée. Hitler est virtuellement chef du pouvoir en Allemagne ⁷⁴². » Tel fut aussi, dès ce moment, le jugement de *l'Ordre Nouveau* dont nous étudierons d'abord les positions.

L'Ordre Nouveau s'expliqua assez longuement sur le nazisme dans un numéro spécial de sa revue publié, en novembre 1933, après le retrait de l'Allemagne de la Société des Nations. Ce texte, intitulé « Lettre à Hitler », fit quelque bruit et fut l'origine de la rupture avec *Esprit* qui lui reprocha d'être trop indulgent pour le national-socialisme. En fait, si ce texte reconnaissait quelques mérites au nazisme, son sens général ne laissait guère de place à l'équivoque que dénonçait *Esprit*.

Dans l'introduction de cette « Lettre », *l'Ordre Nouveau* précisait tout d'abord qu'il entendait ne pas confondre le national-socialisme avec la « caricature » qu'en dessinait, selon lui, la presse française : « Votre arrivée au pouvoir, Monsieur le Chancelier, ne nous a pas surpris (...) Nous ne sommes pas de ceux qui, dans l'immense aspiration national-socialiste, ne voient qu'un déchaînement d'instincts barbares et un exhibitionnisme puéril. Nous savons quelles responsabilités profondes porte l'Europe entière, le monde entier, du sursaut de révolte qui jette entre vos mains des millions d'hommes jeunes, disciplinés et résolus. Nous refusons de jouer le jeu déshonorant des chancelleries et des rédactions de journaux. Notre jugement se situe sur un autre plan ⁷⁴³. »

Les auteurs anonymes de ce texte énuméraient ensuite ce qu'ils appelaient les « victoires du national-socialisme » : avoir « mis fin [309] à un mensonge, celui de la démocratie libérale (...) ce régime malfaisant qui ne correspond plus à rien » ; avoir « détruit les partis parlementaires » ; avoir lutté contre « la dictature occulte de l'économique », contre les méfaits « de la haute finance et de la haute banque, des trusts de production et de consommation » ; avoir « dénoncé avec force le monde d'abstraction et d'irréalité qui est celui de l'homme moderne » et qui isole de plus en plus « la personne des réalités véritables et fécondes » ; avoir opposé à un individualisme desséchant « le sentiment de la collectivité organique, riche de fraternité et d'amour » ; avoir lutté enfin contre le scandale et l'immoralité. Cette première partie se terminait en reconnaissant que le national-socialisme possédait « dans son fondement, une authentique grandeur » : « La grandeur au-

⁷⁴² *Plans*, n° 10, décembre 1931, p. 15.

⁷⁴³ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 6.

thentique de votre mouvement est d'être par l'héroïsme, le sacrifice et l'abnégation qu'il enseigne, une protestation contre le matérialisme contemporain » dans la mesure où il refuse un monde « qui ne vit que pour la satisfaction frénétique des instincts et qui ne propose pour dessein aux hommes (capitalisme et communisme se valent) que la conquête plus ou moins chimérique d'un paradis au immeubles standardisés ⁷⁴⁴ ».

Dans sa seconde partie, cette « Lettre », sous le titre « Défaites du national-socialisme », exposait les raisons de l'hostilité de *l'Ordre Nouveau* au nazisme : fausse référence à une primauté du spirituel dont « vous ne connaissez que les reflets, les imitations, les ersatz » ; erreur fondamentale sur la véritable nature de l'homme et impuissance à sortir de l'alternative matérialisme-idéalisme par défaut « d'une conception de l'homme intégral, de la Personne » ; fidélité « démocratique » au règne du nombre et des masses avec « son cortège de meetings démagogiques, de réunions publiques à grand spectacle, de manifestations populaires colossales » (« Vous avez liquidé un régime d'oligarchie parlementaire pour le remplacer par une démocratie césarienne. Vous êtes un démocrate, monsieur Hitler, le dernier des démocrates. ») ; matérialisme « en instituant une nouvelle religion, celle du travail » et, par là, impossibilité d'apporter une véritable solution au problème du prolétariat ; confusion entre « nationalisme et patriotisme », entre « la nation et l'État » ; absurdité du racisme qui, s'il contient quelque vérité lorsqu'il souligne l'importance des « puissances du sang [qui] possèdent une réalité indiscutable », n'a aucun sens lorsqu'il se fonde sur « cette idole pseudo-scientifique qui éveille à la fois [310] l'horreur et le rire : la race telle que la conçoivent vos sous-Gobineau en chemises brunes » ; enfin, caractère destructeur d'un étatisme centralisateur et totalitaire : « Vous vous réclamez du germanisme et voilà que vous l'appauvrissez en détruisant la diversité des provinces et des coutumes (...) Vous sacrifiez sur l'autel de l'État la véritable grandeur des destinées germaniques ⁷⁴⁵ ».

Si le ton de cette « Lettre », dans laquelle l'Ordre Nouveau s'adressait à Hitler comme les « philosophes » du XVIII^e siècle s'adressaient aux « despotes éclairés », était quelque peu étrange, le pronostic que contenait sa conclusion ne man-

⁷⁴⁴ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 8-14, passim.

⁷⁴⁵ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 17-21, passim.

quait pas de lucidité : « Vous ne pouviez vous sauver, ni sauver vos idées qu'en rompant avec le capitalisme, avec tous les capitalismes - Manchester, Washington, Moscou - c'est-à-dire en vous dressant contre la statolatrie qui n'est et ne peut être en fin de compte qu'une incarnation nouvelle et plus dangereuse des erreurs capitalistes. Vous avez préféré vous soumettre. Vous avez choisi la voie la plus facile : vous voilà désormais condamné à descendre la pente qui mène du nationalisme à l'étatisme, de l'étatisme à l'autarchie, de l'autarchie à la guerre (...) La guerre qui vient, et qu'il serait plus exact d'appeler à l'avance boucherie, éclatera peut-être pour des raisons épisodiques, mais ses causes seront ailleurs. Elles sont inscrites dans la fatalité même d'un régime inhumain et absurde qu'encombrent aujourd'hui trente millions de chômeurs. Elles sont inscrites dans la ligne d'un étatisme en délire. Demain, si cette tuerie éclate, nous vous tiendrons pour responsable, monsieur le Chancelier, parce que vous n'avez pas su, à la faveur des enthousiasmes que vous avez soulevés, rompre avec toutes ces sanglantes erreurs, changer de plan ⁷⁴⁶. »

Tel était donc le verdict de *l'Ordre Nouveau* sur l'évolution de l'Allemagne. Au point de vue strictement doctrinal, son jugement n'était pas moins sévère. S'il prenait grand soin de se placer en dehors « des œillères de l'orthodoxie démocratique et parlementaire ⁷⁴⁷ », son attitude n'en était pas moins celle d'une hostilité sans faille. « Nous ne sommes pas des vôtres, déclarait encore la « Lettre à Hitler », un abîme nous sépare ⁷⁴⁸ ». Et elle ajoutait : « Chaque pays, chaque nation doit trouver en soi, en soi seul, la force de son propre sauvetage. Nous laissons à quelques-uns de vos pâles imitateurs le ridicule de prétendre instaurer en France un national-socialisme [311] français calqué sur le vôtre ⁷⁴⁹. » Nous rappellerons aussi que l'Ordre Nouveau eut des contacts assez étroits avec le groupe allemand des Gegner dont le chef, Harro Schulze-Boysen, fut un peu plus tard le fondateur du plus important des réseaux allemands de résistance à l'hitlérisme.

Nous avons analysé en premier la position de *l'Ordre Nouveau* parce qu'elle était la plus représentative et la plus originale. Sur ce terrain, les jugements de la *Jeune Droite* et d'*Esprit* se trouvaient, eux, davantage tributaires d'influences ex-

⁷⁴⁶ Ibid., p. 22.

⁷⁴⁷ Daniel-Rops, *le Correspondant*, 25 juillet 1933, p. 267.

⁷⁴⁸ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 14.

⁷⁴⁹ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 8.

térieures, celle de *l'Action française* pour l'une et, dans une certaine mesure, celle de la gauche pacifiste pour l'autre.

Il est certain, en effet, que, si la *Jeune Droite* fut amenée à suivre de très près la montée du nazisme dès les années 1931-1932, ce fut, en partie, la conséquence d'une méfiance à l'égard du nationalisme allemand héritée de *l'Action française*. Toutefois, elle discerna très tôt que le national-socialisme échappait au jugement d'une droite qui ne voulait voir en lui qu'une résurgence de l'Allemagne éternelle « revancharde et pangermaniste » comme aux anathèmes d'une gauche qui le considérait seulement comme une des formes de la « réaction » ⁷⁵⁰. Soulignant les dangers de cette incompréhension, Maxence écrivait : « Il faudrait peut-être que, sans devenir hitlériens, les intellectuels français se décident à tenir Hitler et ses lieutenants pour autre chose que des imbéciles et la nouvelle génération allemande pour une réalité sociale ⁷⁵¹. » Selon la *Jeune Droite*, il fallait regarder le national-socialisme en face et ne pas méconnaître, même si on le condamnait, ce qu'il pouvait y avoir en lui d'héroïque et de grandiose. « Le régime hitlérien, notait Thierry Maulnier, n'est ni plus absurde, ni plus odieux, ni plus ridicule que notre propre régime. Il possède assurément plus de dignité, de spiritualité, de grandeur ⁷⁵². » Dans un autre texte, qui servait de préface à l'édition française du *Troisième Reich* de Moeller Van den Bruck, il ajoutait : « Le visage de tels adversaires doit être étudié sans mépris et sans crainte comme on mesure l'adversaire, sur le terrain, virilement (...) Même si nous devons être séparés de la nouvelle Allemagne par un conflit contre lequel aucune fraternité ne saurait prévaloir, il nous paraît opportun de dire avec tranquillité que [312] nous nous sentons plus proches et plus aisément compris d'un national-socialiste allemand que d'un pacifiste français ⁷⁵³. »

Cette fraternité existentielle étant posée, la Jeune Droite n'en mettait pas moins vigoureusement en garde contre la séduction doctrinale du national-socialisme allemand : « Il serait dangereux et absurde, avertissait Jean-Pierre Maxence, de convier la jeunesse française à un pseudo-hitlérisme (...) Le racisme répugne à l'esprit français. Il y a dans le nationalisme français des valeurs univer-

⁷⁵⁰ J.-P. Maxence, *Revue française*, mars 1933, p. 419-420.

⁷⁵¹ Ibid.

⁷⁵² *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. IX.

⁷⁵³ *Le Troisième Reich*, p. 16.

selles et assurées qui se refusent à toute attitude agressive et impérialiste ⁷⁵⁴. » Quant à Thierry Maulnier, il affirmait catégoriquement : « Le racisme et le collectivisme qu'il propose nous paraissent contradictoires avec la forme de civilisation qui constitue la structure de la France et le sens de sa mission éternelle ⁷⁵⁵. »

L'analyse que faisait Thierry Maulnier du national-socialisme était particulièrement intéressante car elle insistait sur son caractère de « mystique collective », de « religion séculière ». « Il est, soulignait-il, beaucoup plus qu'un phénomène social et politique (...), il se rattache à un certain changement éthique et religieux du monde ⁷⁵⁶. » Il notait encore : « La révolution allemande est surtout l'avènement d'une nouvelle culture ⁷⁵⁷. » Comme *l'Ordre Nouveau*, Thierry Maulnier considérait que, par certains de ses aspects, le national-socialisme était un avatar de la « démocratie » dans la mesure où il était une « religion de masse » au service du nombre et de la collectivité nationale, hostile à toute valeur et à toute existence personnelle : « Il a beau aborder et résoudre certains problèmes actuels d'une manière analogue à la nôtre, sa défiance à l'égard de l'esprit, son culte d'une sentimentalité instinctive, la primauté qu'il donne aux valeurs et aux intérêts collectifs sur les plus hautes conquêtes de l'humanité civilisée, sa grossière démagogie nous paraissent les signes de ces religions plébéiennes telles que le collectivisme russe ou le fascisme italien, faites pour la masse, sinon par elle, et fatales à tout ce que la masse ne comprend pas et ne respecte pas. Le national-socialisme constitue de toute évidence un triomphe grégaire et vulgaire devant lequel tout ce qui est noble et raffiné, délicat, luxueux, désintéressé, personnel doit s'effacer. Son but est le service collectif et son type idéal moins [313] le héros que le serviteur ⁷⁵⁸. » Aussi Thierry Maulnier concluait-il : « Quelle que soit la considération, quelle que soit - j'insiste - la toute particulière estime dans laquelle il convient de tenir une attitude comme celle de la jeunesse hitlérienne, il ne faut pas perdre une seconde de vue que cette jeunesse met de très enviabiles vertus au service d'une notion inacceptable de l'homme et de l'univers ⁷⁵⁹. »

⁷⁵⁴ *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. 10.

⁷⁵⁵ *Ibid.*, p. 11.

⁷⁵⁶ *Revue française*, avril 1933, p. 533.

⁷⁵⁷ *Revue universelle*, 15 avril 1933, p. 197.

⁷⁵⁸ Préface au *Troisième Reich*, p. 14-15.

⁷⁵⁹ *Revue française*, avril 1933, p. 535.

Aussi, envisageant l'éventualité d'une guerre pour s'opposer aux ambitions nazies, soulignait-il que celle-ci serait non seulement une opposition « de nation à nation », mais aussi une opposition « de mission à mission ⁷⁶⁰ ». Allant plus loin, il prophétisait le caractère de guerre « idéologique », de guerre « totale » qui devait être celui de la Seconde Guerre mondiale : « On peut affirmer une chose : c'est que, si le parti national-socialiste réussit en Allemagne la métamorphose d'ordre éthique et intellectuel qu'il prétend opérer, les conflits extérieurs qui pourraient suivre seront ce qu'ils n'ont jamais été depuis les Croisades : des confrontations totales de peuple à peuple où les philosophies, les croyances, les formes d'art et de pensée, les théories adverses de l'honneur et de l'amour seront opposées en même temps que les armées. Une guerre de la France et de l'Allemagne serait dès lors ce qu'elle n'a pas été absolument en 1914 : la mise en question d'une civilisation par l'autre. Il importe, non seulement à notre sécurité mais à notre dignité que, pour une éventualité semblable, nous ne soyons pas seulement prêts sur le terrain matériel, mais aussi en mesure de répondre à une foi par une foi, à une mission par une mission, à un orgueil par un orgueil ⁷⁶¹. »

Si la Jeune Droite fut en partie influencée dans sa vigilance à l'égard du nazisme par l'héritage de l'Action française, les positions d'*Esprit*, elles, furent en ce domaine quelque peu tributaires de l'attitude des milieux pacifistes de gauche, pour lesquels certains de ses rédacteurs et de ses lecteurs avaient des sympathies. Ceci conduisit *Esprit* à sous-estimer jusqu'au début de 1933 la force du national-socialisme qui ternissait le visage de la « bonne Allemagne » chère aux milieux pacifistes. C'est ainsi qu'en février 1933, au moment même où Hitler entrait à la Chancellerie, on pouvait lire dans *Esprit* ces lignes surprenantes : « On ne sait guère que Hitler, [314] parfait condottiere moderne, vit sur l'un des plus formidables bluffs du siècle. Il n'a jamais eu l'intention de prendre le pouvoir, il craint pour sa personne, couchant très rarement deux fois au même endroit. Son programme paradoxal et plein de contradictions et inapplicable, son armée de chômeurs, gars imberbes, à peine nés à la vie sociale, et noyauté par les communistes, ses lieutenants, jaloux les uns des autres, lui montent la tête, ses mœurs décadentes désavouent ses théories de la race pure, ses caisses désormais vides ne contiennent plus que la clé des catastrophes, des "saxonnades" de demain (...) »

⁷⁶⁰ *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. 10.

⁷⁶¹ *Revue universelle*, 15 avril 1933, p. 200.

Rares sont les localités où ne flotte avec ostentation au moins un énorme pavillon à croix gammée sur fond rouge. Pénétrez carrément dans le local qu'il annonce. Vous y trouverez de braves gens, polis, complaisants et... sceptiques sur la victoire finale ⁷⁶². »

Après l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, les jugements d'*Esprit* à son égard furent assez proches de ceux qu'il portait sur le fascisme italien reconnaissant, d'une part, ce qu'il pouvait y avoir d'estimable dans l'enthousiasme des jeunes hitlériennes et dans la volonté du nazisme de réagir contre le rationalisme, l'individualisme, la démocratie et le capitalisme et critiquant, d'autre part, son nationalisme exacerbé, son étatisme, son collectivisme totalitaire, son caractère dictatorial. À ces considérations s'ajoutait un élément plus caractéristique, le procès d'un matérialisme biologique et raciste qui, s'il pouvait avoir quelque signification en mettant l'accent sur l'existence des communautés charnelles dans lesquelles s'enracine la vie humaine, n'était, transformé en système idéologique, qu'une idole monstrueuse et antiscientifique. Dès mai 1933, *Esprit*, dans une livraison spéciale sur la question juive, fit d'ailleurs un large écho aux premières persécutions antisémites, dénonçant « une nouvelle et foudroyante invasion de la tyrannie de l'État, de la barbarie toute proche de l'homme civilisé, si proche qu'elle semble gagner comme le feu ⁷⁶³. » Il faut remarquer ici qu'*Esprit* n'en continua pas moins à sous-estimer la menace constituée pour ses voisins européens par le national-socialisme allemand. Contrairement à certains autres milieux de gauche, *Esprit* continua à prôner, sur le plan des relations internationales, une politique de conciliation et de rapprochement à l'égard de l'Allemagne. Cette orientation ne devait se modifier, non sans remous intérieurs, qu'au moment de la crise de Munich en 1938.

[315]

En résumé, à l'égard des expériences « fascistes », les mouvements de jeunes des années 1930 se trouvaient partagés entre, d'une part, le refus doctrinal, sans équivoque, des idéologies et des réalisations italiennes et allemandes et, d'autre part, une certaine fascination devant le dynamisme de ces pays et de leurs jeunes. En face de ces mouvements qui, comme le communisme, leur semblaient

⁷⁶² F. Dorola, *Esprit*, n° 5, février 1933, p. 701.

⁷⁶³ *Esprit*, n° 8, mai 1933, p. 153.

lancés à la conquête de l'avenir, ils éprouvaient le sentiment douloureux que la France, enlisée dans sa médiocrité bourgeoise, « semblait décidée à se retirer discrètement des chemins de l'Histoire ⁷⁶⁴ ». « En face de deux pays gouvernés par des hommes de quarante ans, c'est-à-dire par les chefs de la jeunesse révolutionnaire, constatait Denis de Rougemont, en face d'une Russie dont le dynamisme juvénile est assez puissant pour animer la plus sclérosée des doctrines étatiques, la France offre le spectacle de sa gérontocratie bavarde, de ses petites niaiseries parlementaires, de son ballet désuet - droite-gauche, gauche-droite (...) En face des jeunesses bottées, nu-tête, chemise ouverte dont notre presse aime à railler les uniformes, qu'avons-nous à aligner ? Un attirail de faux-cols durs, de rosettes, de gros ventres et de chapeaux melons. La France n'est plus contemporaine des nations qui l'entourent et qui la menacent. Tel est le fait ⁷⁶⁵. »

Aux yeux de ces groupes, la France officielle n'offrait aucune possibilité de résistance à une menace fasciste éventuelle, extérieure ou intérieure. La seule chance de la France était qu'elle fasse elle-même sa propre révolution ⁷⁶⁶. C'est ce que soulignait Mounier en dénonçant les « pseudo-valeurs spirituelles fascistes » : « Il faudrait, écrivait-il, que nos optimistes libéraux se le tiennent une fois pour dit : on ne combat pas une mystique avec une mystique de rang inférieur, on ne combat pas l'explosion fasciste avec de larmoyantes fidélités démocratiques, avec des élections qui n'ont même pas la force de déplacer une des puissances réelles du régime, avec des indignations de sédentaires. Il y a une tentation fasciste aujourd'hui sur le monde entier. Tentation de facilité : quand on n'y voit plus clair du tout, quand on n'en peut plus, quand le monde devient si obscur et si lourd, ah ! qu'il est commode de mettre tout le paquet dans les mains d'un homme, d'attendre les [316] mots d'ordre et d'y obéir aveuglément sous l'alcool des discours héroïques ! Mais tentation de grandeur aussi : le désordre en tout, le désordre partout - vivement de la propreté, de l'énergie, quelque hauteur, de l'ordre. Notre rôle n'est pas seulement de détourner de la facilité, mais de satisfaire cet âpre désir de grandeur qui va s'engouffrant dans des chemins mortels ⁷⁶⁷. »

⁷⁶⁴ P. Andreu, *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, IIe semestre 1957, p. 17.

⁷⁶⁵ *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. 7.

⁷⁶⁶ Cette idée sera inlassablement reprise par tous ces groupes entre 1934 et 1940.

⁷⁶⁷ *Esprit*, n 16, janvier 1934. p. 536.

Si ces mouvements vomissaient la France officielle, ils ne désespéraient cependant pas des ressources de leur pays. Ils croyaient à la capacité de la France de sortir de son « sommeil mortel » et de faire la « révolution spirituelle » qu'ils souhaitaient, révolution qui, selon eux, serait non seulement le salut de la France, mais encore le modèle attendu par le monde entier encore tâtonnant dans la recherche des voies de la Révolution du XXe siècle. Tous étaient persuadés que, dans l'univers des années 1930, la France avait une mission à accomplir, une mission qu'elle était la seule à pouvoir remplir.

[317]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE
2. LA RÉVOLUTION NÉCESSAIRE

Chapitre 5

La mission de la France

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, aussi séduits qu'ils aient pu l'être par certains aspects des expériences russe, italienne ou allemande, les mouvements de jeunes des années 1930 considéraient, sans équivoque possible, que ces « révolutions manquées » ne pouvaient indiquer à la France les voies du salut. « La désastreuse inertie des nôtres, notait Thierry Maulnier, ne doit pas pourtant suffire à nous faire applaudir le désastreux enthousiasme des autres peuples : il serait souhaitable que les jeunes Français, le jour où ils se réveilleront, prissent d'autres chemins que les chemins qui leur sont indiqués par l'Europe d'aujourd'hui (...) Une attitude révolutionnaire doit essentiellement comporter, non seulement la défiance, mais encore l'hostilité directe à l'égard de la plupart des doctrines sociales contemporaines ⁷⁶⁸. »

Ces tendances révolutionnaires à l'œuvre dans l'Europe entière leur semblaient bien souvent plus exacerber les défauts du monde qu'ils rejetaient qu'apporter des solutions neuves aux problèmes de leur temps. Basculant de l'individualisme au

⁷⁶⁸ *Revue française*, avril 1933, p. 541 et 543.

collectivisme, de l'idéalisme au matérialisme, du rationalisme à un vitalisme sans frein, elles leur apparaissaient aussi destructrices de l'homme réel que la civilisation moribonde à laquelle elles prétendaient se substituer. Ici comme là, l'homme ne trouvait pas son compte : « Les trois grandes révolutions, nationales, socialistes : la révolution bolchevik (nationale, socialiste, économique), la révolution fasciste (nationale, socialiste, étatiste), la révolution hitlérienne (nationale, socialiste et raciste) ont, constatait Alexandre Marc, trop sacrifié à la révolte et à la réforme, trop souvent asservi et mutilé l'homme au lieu de l'enrichir et de le libérer ⁷⁶⁹. »

[318]

L'homme sacrifié à la masse, l'homme identifié à son seul destin social, l'homme ignoré dans sa personnalité unique et irremplaçable, l'homme méconnu dans sa liberté et sa spontanéité créatrice, l'homme englouti par le Léviathan collectif, telle était la tare fondamentale, essentielle, sans rémission, de toutes ces « révolutions ». C'est peut-être sous la plume de Thierry Maulnier que l'on trouvait l'expression la plus éloquente de cette protestation de l'homme dressé contre les idoles collectives dont le prestige allait grandissant en ces années 1930 : « Mythe de la cité socialiste, mythe de l'impérialisme fasciste, mythe de la germanité, les buts proposés à l'action la plus énergique et au dévouement absolu des hommes européens consistent, somme toute, dans l'organisation de la vie collective ; on ne propose rien à l'homme qu'une certaine forme de société comme seul objet de son action et comme seul espoir possible d'une vie supérieure : rien au-delà. L'idée de l'homme disparaît comme valeur éternelle et irréductible : les cultes du socialisme et du néonationalisme sont des cultes vulgaires parce qu'ils se fondent implicitement sur cette appréciation de la foule qui ne définit l'homme que par sa place dans la société et son rôle dans la communauté (...) Dans le national-socialisme et dans le fascisme, tout autant que dans le collectivisme russe, c'est le bien-être ou les cultes de la masse qui réclament à leur bénéfice les démarches suprêmes de la sainteté, de l'héroïsme et de la méditation. La cité socialiste, la race, l'État, redoutables idoles apprêtées pour les communions collectives, valeurs pour le grand nombre et faites à la mesure du grand nombre, sont ainsi érigées en cultes absolus (...) Ces nouvelles disciplines exigent le dévouement total de la foi et de l'action à des notions abstraites, vides, grossières, privées de tout contenu éthique et spiri-

⁷⁶⁹ *Ordre Nouveau*, n° 3, juillet 1933, p. 21.

tuel. Le fascisme italien et, plus encore, les mouvements allemands et russes prétendent créer leur propre éthique et leur propre mystique sur l'infériorité essentielle de l'individu en face de la communauté ⁷⁷⁰. »

Ce diagnostic établi, Thierry Maulnier concluait : « Socialisme, étatisme, racisme renoncent à jouer un rôle dans l'œuvre d'une civilisation désintéressée : entre eux et l'humanisme il faut choisir ⁷⁷¹. » La France était à ses yeux le lieu privilégié de ce choix décisif entre les révolutions de masse et ce qu'il appelait la « révolution spirituelle » ou la « révolution aristocratique ». « Nous sommes, écrivait-il, à un carrefour, et à l'un des plus importants de l'histoire du [319] monde. Saurons-nous choisir ? Il s'agit de décider si la jeunesse française, imitant aveuglément ses voisins, suivant la voie tracée par deux siècles d'erreurs, cherchera dans la démocratie, dans le collectivisme, dans les mythes d'un capitalisme ou d'un nationalisme vulgaire, de grossières communions ou si, seule dans le monde, elle restituera à leur place les plus hautes créations de la personne humaine (...) De l'Italie à l'Allemagne, du fordisme au stalinisme, l'univers semble tout entier conquis par les masses. La civilisation française, dans son principe, est une civilisation aristocratique : la vocation de la France est une vocation aristocratique. Il n'y a rien à espérer pour l'homme du culte de la production, ni du culte de la société, ni du culte du travail (...) La France jusqu'ici s'est tenue dans le monde moderne sur la réserve. Elle n'a pas joué sa partie. Il serait bon qu'elle y songeât avant que les jeux soient faits ⁷⁷². »

L'analyse de Thierry Maulnier se terminait donc par un appel à la France pour qu'elle retrouve sa plus authentique tradition et qu'elle soit, par là, le « dernier modèle de l'Occident ⁷⁷³ » : « Elle occupe entre les nations une certaine place qu'aucune autre nation n'est en mesure de tenir. Ses ennemis la condamnent en affirmant que notre civilisation se fonde sur des principes contraires à l'évolution des peuples modernes : c'est précisément parce que notre civilisation peut fournir aux peuples modernes des principes contraires à leur évolution présente qu'elle peut éviter à ces peuples de se perdre. La France ne doit plus être aujourd'hui seulement la France, mais la meilleure part des espoirs présents du monde. La révolu-

⁷⁷⁰ *Revue française*, avril 1933, p. 536, 538 et 541, passim.

⁷⁷¹ *Ibid.*, p. 538.

⁷⁷² *REVUE universelle*, 15 mars 1933, p. 715.

⁷⁷³ *Ibid.*, p. 715.

tion nécessaire est la révolution aristocratique. La France est-elle capable de se réveiller pour la faire ? Elle a devant elle la plus belle phase de son destin ⁷⁷⁴. »

Cette idée d'une mission de la France n'était pas la résurgence dans la seule Jeune Droite d'un nationalisme hérité de la tradition à laquelle elle se rattachait. C'était un thème que l'on retrouvait dans tous les groupes de jeunes de ces années. *L'Ordre Nouveau*, par exemple, considérait, lui aussi, que la France avait une sorte de vocation universelle et que le désordre contemporain était en partie le fruit de la « décadence de la nation française » et de sa démission devant les exigences de son destin : « Si la décadence [320] de la nation française, écrivaient Robert Aron et Arnaud Dandieu, n'intéressait qu'elle et ses nationaux, il ne s'agirait que d'une de ces anecdotes historiques sans portée, sans prolongement, qui occupent les contemporains et qui, n'ayant aucune importance spirituelle ou morale, n'attirent pas plus l'attention des historiens futurs qu'une révolution de palais ou un partage de petit État. Mais, quoi que l'on dise, quoi que l'on fasse, quoi qu'elle ait dit ou fait elle-même, c'est peut-être la seule raison d'être et le seul espoir de salut de la France que toute question qui se pose pour elle la dépasse immédiatement et intéresse l'humanité. À tort ou à raison, malgré ses dirigeants et ses représentants actuels, l'existence de la France se trouve encore liée à une certaine conception du rôle de l'individu dans la société et le monde, à certaines préoccupations morales et métaphysiques (...) Ainsi toute question qui se pose à son propos devient, au sens le plus précis et le plus implacable du mot, une question d'humanité. Et le malaise dont souffre en ce moment la nation française nous intéresse à déceler et, le cas échéant, à réduire dans la mesure où il condense et précise un malaise plus général et plus profond ⁷⁷⁵. »

En face de ce qu'il tenait pour l'échec des tentatives russe, italienne et allemande, *L'Ordre Nouveau* considérait, comme Thierry Maulnier, que ce qui était apparemment la faiblesse de la France en était peut-être aussi la chance. Il pensait, en effet, que le fait pour la France d'avoir été jusque-là épargnée par les bouleversements violents qui secouaient l'Europe était une sorte de répit providentiel lui permettant de mûrir une véritable révolution « à mesure de l'homme ». « La révolution qui se prépare, déclaraient Aron et Dandieu, et dont les mouvements russe,

⁷⁷⁴ *Revue française*, avril 1933, p. 548.

⁷⁷⁵ *Décadence de la Nation française*, p. 8.

italien et allemand ne sont que les prodromes imparfaits sera réalisée par la France ⁷⁷⁶. » Se référant à la vocation permanente de la France à « proposer infatigablement au monde des valeurs neuves de portée universelle ⁷⁷⁷ », *l'Ordre Nouveau* définissait ainsi sa mission dans les années 1930 : « En face des révolutions manquées, se hâter de dresser la véritable doctrine révolutionnaire que notre époque réclame ⁷⁷⁸. » Dans un univers en crise, la France restait donc, pour *l'Ordre Nouveau*, malgré la médiocrité de ses représentants officiels, la « terre décisive ». C'est ce qu'Aron et Dandieu proclamaient à la [321] fin de leur livre *la Révolution nécessaire* : « Ce qui est beau, c'est la lutte contre la mort. Ce qui est grandiose, c'est la victoire de l'homme. Le long des côtes de la Méditerranée et de la mer du Nord, remontant le Danube ou le Rhin, s'avance l'antique ennemi de l'homme. On l'appellera l'État, matérialisme, racisme ou tyrannie ; mais son essence est plus profonde et n'a de nom en aucune langue, surtout pas en français. Ce n'est pas notre faute si la France est en effet, aujourd'hui comme hier, la dernière écluse. Ce n'est pas notre faute si le pays des petits rentiers du Traité de Versailles est tout de même aussi le dernier refuge continental des hommes libres. Ce n'est pas notre faute si, pour sauver l'Occident et l'Europe, nous devons d'abord, aujourd'hui, nous appuyer sur la France. Il ne s'agit pas de défendre une cité ou une idée. Il ne s'agit pas de défense, mais de choix, d'affirmation, de création, de Révolution. Nous sommes sur la terre décisive. L'heure est venue, allons-y ⁷⁷⁹. »

La notion d'une mission de la France, si caractéristique de ces mouvements, se retrouvait enfin dans *Esprit*, pourtant méfiant à l'égard de tout ce qui pouvait ressembler à une quelconque exaltation nationaliste. Pour lui aussi, en face des expériences étrangères, la France devait être la gardienne de certaines valeurs essentielles et trouver dans sa propre tradition les racines de la révolution à réaliser, une révolution qui lui paraissait devoir présenter un caractère exemplaire et universel. Après avoir analysé les conceptions fascistes, Mounier notait ainsi : « Ce n'est pas dans de semblables caricatures que nous irons, nous Français, interroger la mission de la France, mais dans une résurrection de sa très ancienne vocation qui est

⁷⁷⁶ *La Révolution nécessaire*, p. XIII.

⁷⁷⁷ Daniel-Rops, *le Correspondant*, 25 juillet 1933, p. 270.

⁷⁷⁸ *La Révolution nécessaire*, p. I.

⁷⁷⁹ *La Révolution nécessaire*, p. 277.

de purifier les instincts du monde ⁷⁸⁰. » Tout en mettant en garde contre « la canonisation des raideurs nationales », il rappelait aussi : « Il y a une manière d'intelligence et de culture et de vision française du monde. Ceux-là mêmes qui le nient y participent. Il doit donc y avoir un aspect singulier de la révolution spirituelle où ressortiront des intuitions, des manières plus proprement françaises : sens de la liberté individuelle, de la responsabilité, de la résistance aux pesanteurs sociales, aux mystiques irrationnelles ⁷⁸¹. » Dès le premier numéro d'*Esprit*, Jean Lacroix voyait lui aussi « l'apport propre de notre pays aux constructions sociales de demain » dans « le sens de l'éminente dignité de la personne [322] humaine ⁷⁸² ». Sur le même thème, Georges Izard lançait un vibrant appel à la France pour « qu'elle redevienne elle-même (...), qu'elle rappelle au monde écrasé sous l'affreuse discipline des théories quelques-unes des revendications de notre nature ; qu'elle s'identifie de nouveau avec la liberté dans une Europe qui en a perdu le souvenir ! Liberté de l'homme contre la dictature de la nation et d'une classe, contre les puissances économiques, liberté dans l'épanouissement de la personne, toute une reconstruction de la société tient en ces quelques mots. Ainsi la tâche de la France ne sera pas finie tant que celle de l'homme durera ⁷⁸³. »

Cet appel à la France se prolongeait par un appel à la jeunesse française. Pour tous ces mouvements, la notion de génération était très importante. En 1934, à l'initiative de Bertrand de Jouvenel, devait se créer un hebdomadaire intitulé la Lutte des Jeunes dont le programme un peu simpliste était de susciter un front des « jeunes » contre les « vieux ». Si elle fut poussée dans cette tentative à son paroxysme, cette idée était déjà « dans l'air » auparavant. Selon ces groupes, le bilan de leurs aînés était un bilan de faillite. Aussi estimaient-ils que seule la jeunesse était capable de « réveiller » la France pour la rendre à son destin historique, que seule elle était susceptible de réaliser la révolution qu'ils appelaient de leurs vœux. Au thème d'une mission de la France se superposait donc le thème d'une mission de la jeunesse. « Une des obligations de notre jeunesse, écrivait Izard, est de redonner son sens traditionnel à notre pays (...) L'instinct de la France est celui de la Liberté (...) Une révolution est nécessaire, mais une révolution par des hommes

⁷⁸⁰ *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 536.

⁷⁸¹ *Esprit*, n° 18, mars 1934, p. 915.

⁷⁸² *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 157.

⁷⁸³ *Esprit*, n° 5, février 1933, p. 767.

jeunes et probes qui veulent bien vivre et, s'il le faut, bien mourir ⁷⁸⁴. » De même, la *Revue du siècle* proclamait : « La jeunesse française doit passer à l'action ⁷⁸⁵. »

Ce souhait général, qui fera dire à Mounier qu'il est arrivé à la jeunesse des années 1930 de parler « comme une sorte de classe nouvelle ⁷⁸⁶ », s'accompagnait d'un secret sentiment d'infériorité devant le spectacle des révolutions étrangères dans lesquelles la jeunesse jouait un rôle capital alors qu'une grande partie de la jeunesse française leur semblait parfois s'installer trop facilement dans le désordre établi. « À l'heure où la jeunesse hitlérienne, interrogeait [323] Jean de Fabrègues, semblant considérer notre jeunesse française comme le dernier et négligeable reste d'un pays qui s'en va, dresse en face d'elle comme un défi son enthousiasme et ses volontés d'avenir, acceptons-nous notre déchéance ? ⁷⁸⁷. » La réponse à cette question était évidemment négative et tous ces mouvements, qui se considéraient comme les porte-parole de ce *qu'Esprit* appelait la « génération nouvelle », se donnaient pour tâche de soulever et de rendre toute sa vitalité à la jeunesse française : « Il s'agit, notaient Robert Aron et Arnaud Dandieu, de redonner à la jeunesse française une vocation héroïque qui sera au service de buts spirituels nouveaux et à la recherche de formules neuves... ⁷⁸⁸ » De même, *Esprit*, dans un de ses prospectus, définissait en ces termes sa vocation : « Pour qu'une jeunesse se construise, neuve et hardie, qui sauve notre pays d'être le plus réactionnaire d'Europe. »

Ce thème d'une mission de la jeunesse française était sous-tendu - d'une manière plus discrète - par celui d'une mission de la jeunesse intellectuelle. Ces jeunes hommes, qui étaient tous des intellectuels (avec, ceci est à signaler, une forte proportion de philosophes) et qui ne s'en cachaient pas, estimaient en effet que ceux-ci avaient un rôle important à jouer dans la révolution à faire. En opposition aux thèses défendues par Julien Benda dans la *Trahison des clercs*, ils considéraient que l'écrivain ne pouvait s'isoler dans sa « tour d'ivoire » et qu'il n'avait pas le droit de se désintéresser de l'évolution du monde et de la politique. Selon eux, l'écrivain, l'intellectuel était « responsable ». « Ce pourquoi il avait notre gratitude

⁷⁸⁴ Ibid., p. 768.

⁷⁸⁵ *Revue du siècle*, n° I, avril 1933, p. 46.

⁷⁸⁶ Révolution personnaliste et communautaire, p. 12.

⁷⁸⁷ *Revue du siècle*, n° 2, mai 1933, p. I.

⁷⁸⁸ La Révolution nécessaire, p. III.

et notre confiance, écrira plus tard T. Maulnier à propos de Maurras, c'était pour la certitude que l'homme qui écrit est responsable, responsable devant tous les hommes certes, mais responsable surtout devant ceux qui sont liés à lui par le destin historique, par les conséquences de l'imprévoyance et de la faiblesse, par les périls communs, responsable d'abord devant ceux de sa race, de sa terre, de son langage, responsable devant les siens ⁷⁸⁹. »

Tous pensaient donc qu'il y avait une « mission temporelle » de l'écrivain et ils dénonçaient, avec Jean-Pierre Maxence, « la lâcheté des intellectuels qui fuient dans la solitude un monde qu'ils devraient éclairer ⁷⁹⁰ ». Tel était, nous l'avons vu, l'un des motifs essentiels de leur hostilité à l'égard de la littérature de l'après-guerre [324] jugée trop « gratuite », trop détachée des problèmes réels des hommes. Daniel-Rops voyait, pour sa part, dans ce désintéressement « l'une des causes essentielles de l'abaissement de la politique contemporaine ⁷⁹¹ », car il considérait que la fonction temporelle de l'écrivain devait être de porter sur le monde un regard plus lucide et plus large que celui de l'homme politique souvent prisonnier de luttes mesquines et d'intérêts à courte vue. Dans cette perspective, ces groupes accueillirent avec une grande sympathie toutes les œuvres qui, dans ces années 1930, témoignèrent du souci de ne pas désertier les drames de l'histoire, depuis *Regards sur le monde actuel* de Valéry jusqu'à la *Condition humaine* de Malraux, en passant par la *Grandie Peur* des bien-pensants de Bernanos ou *Vol de nuit* de Saint-Exupéry. D'où, aussi, leur admiration rétrospective et unanime pour Charles Péguy.

Cette idée d'une mission des intellectuels fut surtout exprimée par le biais d'articles consacrés au livre de Benda et traitant des rapports de l'intelligence et de la politique, de la pensée et de l'action. Dans ces textes se développa un thème qui, plus ou moins déformé, devait connaître une grande fortune, celui de « l'engagement ». Il fit notamment l'objet de l'introduction du livre de Denis de Rougemont *Politique de la personne*. Conscients de ce qu'ils estimaient être leurs responsabilités, ces jeunes intellectuels pensaient qu'ils devaient doublement « s'engager » : d'une part, en pensant et repensant un univers de plus en plus inhumain et en posant les problèmes fondamentaux de la condition humaine afin de « rechercher

⁷⁸⁹ Préface de *Au long d'une vie* d'H. Massis, p. 12.

⁷⁹⁰ *Cahier 1929*, 1^e série, n° 6, p. 18.

⁷⁹¹ *Rajeunissement de la politique*, p. 63.

l'homme perdu ⁷⁹² » ; d'autre part, en portant témoignage et en agissant pour faire passer leurs idées dans l'histoire. Ainsi que l'écrivaient Claude Chevalley et Arnaud Dandieu, l'intelligence ne devait être « ni un miroir ni un outil, mais une épée ⁷⁹³ ». Plus généralement, tous ces groupes avaient tendance à considérer que les intellectuels étaient les mieux placés pour éclairer leurs contemporains, étant donné l'ampleur de la crise traversée par le monde moderne. Cette idée était explicite dans le manifeste de Réaction qui déclarait : « Il faut rendre le nécessaire possible. Nous y convions tous ceux que tourmente l'inquiétude et, tous les premiers, les clercs. Leurs méditations exigent la sécurité de la Cité : jusqu'au rétablissement de l'ordre leur abstention est trahison ⁷⁹⁴. » De [325] même, dans la première livraison d'*Esprit*, Mounier insistait aussi sur l'impossibilité pour les intellectuels de se désintéresser du cours des événements : « C'est la rigueur de notre époque que les problèmes temporels s'y posent au premier plan. Peut-être y a-t-il eu des temps pour une contemplation plus légère. La lourdeur du nôtre est telle que l'esprit n'y est plus libre de soi. Il est comme un voyageur qui doit mettre la main à la roue et au cambouis. Le monde est en panne. L'esprit peut seul remettre en marche la machine, il se trahit s'il s'en désintéresse. C'est pourquoi notre volonté s'étend jusqu'à l'action ⁷⁹⁵. »

On notera que, sur ce sujet, une certaine évolution se produisit entre 1930 et 1934. Jusqu'en 1933, ces revues s'attachèrent surtout à réagir contre la tentation de l'isolement et du désengagement. Au contraire, à partir de 1933, ces publications furent amenées à mettre en garde contre la tentation inverse, celle de l'embrigadement pur et simple de l'intelligence au service des partis politiques. « Après s'être refusé aux faits, notait, dès 1932, Jean-Pierre Maxence, il ne faudrait pas que l'écrivain devienne leur complaisant jouet et cesse tout à coup de penser pour pouvoir plus aisément agir ⁷⁹⁶. » Selon eux, l'intellectuel devait s'intéresser aux batailles des hommes, mais sans renoncer pour cela à toute indépendance d'esprit en acceptant les œillères d'une pensée caporalisée. A cet égard, l'exemple de Gide, basculant de l'esthétisme et du culte de la « gratuité » à une adhésion sans réticen-

⁷⁹² Politique de la personne, p. 20.

⁷⁹³ *Nouvelle Revue française*, décembre 1932, p. 821.

⁷⁹⁴ *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 5.

⁷⁹⁵ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 21.

⁷⁹⁶ *Revue française*, juillet 1932, p. 89.

ces, semblait-il, au communisme, leur paraissait l'exemple-type des deux erreurs symétriques à ne pas commettre, deux erreurs que Thierry Maulnier définissait comme « la castration de la pensée et sa prostitution ⁷⁹⁷ ».

En ces années 1930, la mission que les jeunes intellectuels de ces mouvements s'assignaient était donc de redonner à la France et à la jeunesse française le sens de leur destin qui était, selon eux, de réaliser la « révolution spirituelle » nécessaire pour bâtir un monde neuf à la mesure de l'homme. C'est ce programme commun que résumait l'Ordre Nouveau en proclamant : « Il faudrait que la France prit mieux conscience de sa force et de son rôle ; qu'elle abandonnât cette attitude passive et résignée ; qu'elle cessât de situer son destin à la remorque des mouvements insuffisants et [326] rudimentaires qui sévissent partout ; qu'elle comprit enfin qu'aucune étiquette étrangère ne peut convenir à sa jeunesse, mais que celle-ci, par-delà hitlérisme, fascisme ou communisme, devra retrouver sa mission créatrice et instaurer sur le désordre d'un monde en désarroi un ordre veau ⁷⁹⁸. »

⁷⁹⁷ Mythes socialistes, p. 18.

⁷⁹⁸ *Ordre Nouveau*, n° 5, novembre 1933, p. 2.

[327]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE

3. PROPOSITIONS POUR UN ORDRE NOUVEAU

[Retour à la table des matières](#)

Tout en accordant une très grande place à la critique du « désordre établi » et à la critique des « révolutions manquées », ces groupes n'en avaient pas moins la ferme volonté de ne pas en rester là et de définir les bases sur lesquelles devait se faire la révolution qu'ils souhaitaient. Tous s'attachaient donc à préciser, d'une manière plus ou moins complète, les principes de « l'ordre nouveau » à la construction duquel ils entendaient travailler, principes qui intéressaient aussi bien le domaine philosophique que les structures politiques et économiques.

Jusqu'ici l'on a pu remarquer que la parenté des thèmes développés dans les diverses publications des mouvements de jeunes des années 1930 avait été assez grande. En abordant leurs propositions constructives, cette situation va se modifier quelque peu, car, ainsi qu'on l'a constaté ⁷⁹⁹, « s'il est relativement facile de retrouver l'unité des mouvements étudiés dans la négation, cette unité apparaît

⁷⁹⁹ A. Marc, dans l'ouvrage collectif *le Fédéralisme*, p. 133.

bien moins clairement lorsqu'on s'efforce d'analyser leur apport ». À ce niveau, on peut voir se dessiner en effet des divergences qui auront tendance à aller en s'accroissant à mesure que l'on s'éloignera de la définition des principes fondamentaux pour se rapprocher de l'exposé de solutions concrètes, politiques ou économiques.

[329]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**DEUXIÈME PARTIE
3. PROPOSITIONS POUR
UN ORDRE NOUVEAU**

Chapitre 1

Une révolution constructive

[Retour à la table des matières](#)

Si tous ces mouvements manifestaient une volonté intransigeante de rupture avec le désordre contemporain, ils avaient donc le souci de ne pas limiter là leur action. Aussi exprimaient-ils leur méfiance pour toutes les révoltes qui n'étaient que pur refus et pure contestation. Jean de Fabrègues critiquait ainsi Emmanuel Berl, le prophète de la Mort de la culture bourgeoise car, disait-il, « la révolte d'un Berl serait belle si elle était la révolte de l'être. Mais elle n'est qu'un jeu et il y a des choses avec lesquelles on ne joue pas ⁸⁰⁰ ». De même, si ces groupes n'étaient pas sans sympathie pour le surréalisme, ils ne lui reprochaient pas moins de n'avoir été que révolte nue. Pour eux, la révolte, le refus, la rupture n'étaient qu'une étape, une étape absolument nécessaire, indispensable, mais une étape seulement. Après avoir détruit, il fallait construire.

⁸⁰⁰ *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 98.

Évoquant l'action « révolutionnaire » de ces mouvements dans leur livre *Jeune Europe*, René Dupuis et Alexandre Marc pouvaient remarquer : « La révolution dont il s'agit est tout le contraire de la subversion ou de la destruction, c'est pourquoi ceux qui en font profession la qualifient de révolution constructive ⁸⁰¹. » Alexandre Marc notait encore comme un trait caractéristique de ces groupes « le goût de la construction et de l'ordre qui creuse un abîme entre nous et ceux qui viennent à la Révolution par un désir équivoque de chambardement et d'aventures sanglantes ⁸⁰² ». Il y avait donc chez tous la volonté de dépasser la critique du présent pour proposer les solutions de l'avenir. À leur yeux, le refus ne pouvait être qu'un point de départ : « Il n'y aurait eu là, devait écrire plus tard Jean-Pierre Maxence, qu'un anarchisme assez [330] noble peut-être, mais stérile, si nous nous étions arrêtés en chemin (...) Il eût été vain par volonté de conscience de nous borner à la critique, fût-elle la plus lucide, et d'assister en spectateurs à l'agonie d'un monde que nous avons le droit de mépriser. Il fallait, fût-ce à coup d'erreurs, à force d'approximations, tenter d'opérer une synthèse qui fût valable pour demain ⁸⁰³. »

Très significatif de cette commune volonté « constructive » fut l'emploi extrêmement fréquent par toutes ces revues du mot « ordre » qui fut un des mots de passe de cette génération ⁸⁰⁴. « Réaction pour l'Ordre », « *l'Ordre Nouveau* », « Rupture avec le désordre établi », ce terme se retrouvait dans les titres ou les manifestes de toutes les publications de jeunes des années 1930. Il signifiait, tout d'abord, que celles-ci se dressaient contre le monde contemporain, non par un sursaut instinctif et irraisonné, mais au nom d'une certaine idée de l'homme et de sa destinée qu'elles estimaient radicalement méconnue : « Le mot "désordre" appliqué au monde contemporain ne signifie pas seulement mauvaise organisation et incohérence matérielle, écrivait Daniel-Rops, mais, dans un sens métaphysique, il implique trahison de la véritable nature humaine ⁸⁰⁵. » Il traduisait, d'autre part, l'ampleur de la reconstruction que ces jeunes essayistes estimaient nécessaire car cet « ordre » à retrouver devait être « un ordre qui accordât les volontés de la

⁸⁰¹ *Jeune Europe*, p. 205.

⁸⁰² *Esprit*, n° 2, novembre 1932, p. 332.

⁸⁰³ *Histoire de dix ans*, p. 13.

⁸⁰⁴ À noter que ce terme avait été utilisé, entre 1926 et 1930, par P. Bourget : *Au service de l'ordre*, et par M. Arland : *l'Ordre*.

⁸⁰⁵ *Le Monde sans âme*, p. 34.

conscience au cadre matériel de l'existence, un ordre qui fût à la fois extérieur et intérieur, social, économique et psychologique, qui, pour tout dire, fût la manifestation de ce que le mot d'ordre signifie dans son sens métaphysique ⁸⁰⁶ ». Ainsi, c'est au nom de cet « ordre » bafoué qu'était condamné le monde présent et c'est à cet « ordre » que devait tendre la révolution à faire.

Si tous ces mouvements s'accordaient sur le vocabulaire, la situation était moins claire lorsqu'il s'agissait de préciser le contenu de cette notion d'ordre.

La *Jeune Droite* était peut-être en la matière la plus explicite. En posant « l'immense question de l'ordre ⁸⁰⁷ », elle prenait d'abord grand soin d'éviter toute confusion avec l'ordre établi : « Il ne s'agit pas, précisait le manifeste de Réaction, d'un de ces petits [331] arrangements formels et contingents que l'homme ou les sociétés se donnent à eux-mêmes. L'ordre, ce n'est pas la protection des coffres-forts, ni l'union des intérêts économiques, ce n'est pas la défense des hommes en place, mais subordination à ce qui peut les légitimer... s'ils le servent ⁸⁰⁸. » Et Jean de Fabrègues ajoutait : « L'ordre que nous voulons voir s'établir, dont le monde nous paraît avoir besoin, il nous importe qu'il ne soit pas seulement l'ordre dans la rue, une habitude, mais un ordre fondé en vérité, qui corresponde à un jugement de l'esprit - ceci est selon l'ordre des choses et doit se faire, ceci n'est pas tolérable ⁸⁰⁹. » Cet « ordre » n'était donc pas une création de l'homme ou du temps mais un ensemble de vérités permanentes correspondant à l'existence d'une nature humaine immuable : « L'homme, déclarait encore Réaction dans le questionnaire de son "Enquête sur l'ordre", doit s'incliner devant un ordre éternel qui ne dépend pas de sa volonté mais est postulé par sa propre nature, par la condition de l'humanité ⁸¹⁰. » Cette proposition avait pour corollaire l'idée qu'il existait « des institutions stables, organes de cet ordre permanent ⁸¹¹ ». Dans cette conception se rejoignaient et l'influence philosophique du thomisme et l'influence politique du maurrassisme.

⁸⁰⁶ Daniel-Rops, *les Années tournantes*, p. 79.

⁸⁰⁷ *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 2.

⁸⁰⁸ *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 2.

⁸⁰⁹ *Ibid.*, p. 10.

⁸¹⁰ *Ibid.*, p. 8.

⁸¹¹ *Ibid.*, p. 8.

Les leçons de Maurras et de son « empirisme organisateur » réapparaissent aussi dans la place faite au témoignage de l'histoire pour connaître cet « ordre » : « Il y a une voix de la réalité, affirmait encore le manifeste de Réaction, c'est le passé qui nous conte la grande aventure humaine ⁸¹². » Définissant une « méthode réaliste » de recherches sociales, Roger Magniez précisait : « Expérimentale et objective, elle analyse les phénomènes sociaux de façon à découvrir les lois qui président à leur développement et qui, quoi que nous en ayons, s'imposent à notre activité si nous voulons éviter les désastres, les ruines et les catastrophes (...) Sous la multiplicité diverse des figures, il y a quelque chose de permanent, des lois éternelles dérivant de la nature des choses et des rapports que ces choses ont entre elles et qui s'imposent à nous qu'elles que soient les modalités des circonstances et de temps qui nuancent notre action ⁸¹³. » Roger Magniez terminait en soulignant que l'homme reste libre, à ses risques et périls, de se conformer ou de refuser cet [332] enseignement, car « le jeu des lois sociales est libre, seules leurs conséquences sont fatales ⁸¹⁴ ». On notera que sur la valeur des « leçons de l'histoire » les positions de Thierry Maulnier étaient beaucoup plus circonspectes. Remarquant que, depuis cinquante ans, l'histoire servait « d'alibi à tous les partis », il mettait en garde, dans *Demain la France* contre une « hypertrophie de l'histoire » dont, ajoutait-il, « est résultée dans l'esprit public une immense confusion du vrai et du faux, de l'assuré et de l'incertain, du démontrable et de l'impondérable ⁸¹⁵ ».

Si la *Jeune Droite* reconnaissait explicitement que cet « ordre essentiel », cet « ordre éternel » s'était incarné dans le passé et devrait s'incarner dans l'avenir sous des formes changeantes, elle avait cependant tendance, en insistant sur sa permanence, à lui donner un caractère quelque peu statique. C'était là la racine des divergences existant sur ce point entre la *Jeune Droite* et *Esprit* qui, pourtant, partageaient d'une base philosophique identique, à savoir l'affirmation de « valeurs éternelles » liées à l'existence d'une nature humaine. Mounier proclamait en effet : « Nous croyons, nous, aux vérités éternelles (...) nous croyons à ce filet solide et nuancé tendu par-dessus les temps et les lieux. C'est lui qui éclaire à chaque mo-

⁸¹² Ibid., 2.

⁸¹³ *Revue du siècle*, n° 11, mars 1934, p. 62-63.

⁸¹⁴ *Revue du siècle*, n° 11, mars 1934, p. 64.

⁸¹⁵ *Demain la France*, p. 37.

ment le plan de l'histoire ⁸¹⁶. » Mais *Esprit* - et l'on retrouvait là l'héritage bergsonien - insistait plus que la *Jeune Droite* sur la nécessité de tenir compte des exigences de renouvellement impliquées par les changements de l'histoire : « Nous sommes attentifs à ne pas les confondre [les vérités éternelles] avec nos vieilles habitudes et sensibles au paysage où chaque époque les replace ⁸¹⁷. » À cet égard, les années 1930 apparaissaient à Mounier comme des années particulièrement critiques : « Nous sommes, écrivait-il, dans une de ces époques, crucifiâtes pour ceux qui la vivent, mais vraiment divines, où la lettre est à départager de l'esprit et de la lettre même ; chaque valeur éternelle à reprendre dans sa pureté pour assurer sans précipitation son entrée dans une nouvelle chair ⁸¹⁸. » Aussi *Esprit* se donnait-il une double mission : dissocier ces valeurs des formes transitoires qu'elles avaient pu prendre dans le passé, rechercher les formes nouvelles de leur incarnation. Double tâche qu'un de ses prospectus résumait ainsi : « Transposer [333] leur puissance d'initiative sur les formes nouvelles voulues par la justice ou par le développement de la vie ; les sauver ainsi d'un attachement mortel à des incarnations caduques et même monstrueuses. »

Cette divergence intellectuelle entre la *Jeune Droite* et *Esprit* s'accusait lorsqu'il s'agissait de tirer les conséquences pratiques de ces principes. À ce moment, *Esprit* avait tendance à reprocher à la *Jeune Droite* de donner une valeur permanente à des institutions périssables et périmées tandis que la *Jeune Droite* accusait *Esprit* d'en arriver, à force de purification et de renouvellement, à mettre en péril les « valeurs éternelles » qu'il prétendait servir. C'est ce débat qu'évoquait implicitement Jacques Maritain dans sa réponse à l'enquête de *Réaction* sur « l'Ordre » : « C'est un désordre qui coûte cher de mépriser l'ordre éternel pour attendre un ordre nouveau du seul jaillissement du devenir et du seul mouvement de l'histoire, accompli et précipité par les confidents de cette même histoire, les lévites de son processus révolutionnaire, les élus du dieu de l'immanence en qui le "Weltgeist" a pris conscience de soi ; mais c'est un désordre également grave d'oublier que l'ordre humain se fait avec l'histoire et, pour être ce qu'il doit, exige d'être continuellement créé par un effort de raison et de volonté, d'imagination et de vertu, arrachant à la malice du temps et forgeant avec les ressources du temps

⁸¹⁶ *Esprit* n° I, octobre 1932, p. 15.

⁸¹⁷ Ibid.

⁸¹⁸ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 885.

ce qui convient au bien temporel et au bien éternel de l'être humain (...) Nous ne devons pas nous faire de l'ordre une image déficiente et univoque, qui impliquerait elle-même un désordre intrinsèque, si elle prétendait replier toute l'histoire sur un seul de ses moments ⁸¹⁹. »

Malgré cette opposition sur ce qui était immuable et sur ce qui devait changer, la notion de « l'ordre » à laquelle se référaient *Esprit* et la *Jeune Droite* leur était en grande partie commune. La situation était loin d'être aussi claire pour l'*Ordre Nouveau* dont les vues en la matière n'étaient pas d'une absolue netteté.

L'équivoque, que soulignait tout particulièrement la *Revue du siècle*, venait de l'adjectif « nouveau » accolé au mot « ordre ». En effet, si la *Jeune Droite* était disposée à admettre qu'il fallait construire un ordre « nouveau » par opposition au monde contemporain en train de s'écrouler, elle considérait, en revanche, que, dans ses lignes directrices, cet « ordre » ne serait pas totalement nouveau puisqu'il devrait s'inspirer, selon elle, de cet « ordre éternel » dont [334] elle se réclamait. Or certains textes des animateurs de l'Ordre Nouveau paraissaient aller dans un sens tout différent en affirmant qu'à chaque étape de l'histoire l'homme doit créer des « ordres » successifs afin de se libérer sans cesse de ses créations toujours menacées de se durcir en doctrines et en institutions oppressives. « Considérant que la société humaine est une tension, notaient Robert Aron et Arnaud Dandieu, nous observons que, par son activité créatrice, l'homme lutte sans cesse contre un danger de cristallisation, contre le poids inerte d'institutions inventées par lui et toujours dépassées par lui ⁸²⁰ ». Dans cette perspective, René Dupuis parlait même de « révolution permanente ». La question que posait la *Jeune Droite* était alors de savoir si ces changements toujours renouvelés étaient des changements substantiels ou de simples changements de formes, les principes fondamentaux restant saufs. La première hypothèse, que semblaient impliquer certaines formules du groupe - telle celle qui annonçait l'avènement d'un « homme nouveau » - lui paraissait se rattacher à une conception « mobiliste » de l'homme qu'elle rejetait. En revanche, elle était d'accord si la seconde hypothèse était la bonne. C'est ainsi que la *Revue du siècle* approuvait le livre de Daniel-Rops *Éléments de notre destin* dont la seconde partie tentait de définir ce que l'auteur appelait « les bases

⁸¹⁹ *Réaction*, n° 7, mai 1931, p. 31.

⁸²⁰ *La Révolution nécessaire*, p. 273.

éternelles de l'homme » : « Dès lors qu'on reconnaît l'existence de bases éternelles à la personnalité humaine et à sa vie, nous voici très proches. Dès lors aussi, ne sommes-nous pas fondés à remarquer qu'un ordre, pour être nouveau dans ses formes, ne le sera guère dans son essence ⁸²¹. » Un fait est certain : il y avait au cœur de la doctrine de *l'Ordre Nouveau* une conception stable et permanente de l'homme, une définition « essentielle » de la personne. Ceci établi, *l'Ordre Nouveau* insistait tellement sur les renouvellements nécessaires, sur le pouvoir créateur de l'homme, que certaines expressions en devenaient ambiguës, ambiguïté qui d'ailleurs était plus ou moins accentuée selon les auteurs, des nuances semblant différencier sur ce point Arnaud Dandieu, Daniel-Rops ou Denis de Rougemont.

On remarquera qu'en définitive les réticences de la *Jeune Droite* à l'égard de *l'Ordre Nouveau* étaient assez proches de celles qu'elle nourrissait à l'égard d'*Esprit*. Le débat était plus ou moins le même portant sur ce qui, dans « l'ordre », avait valeur de principe permanent et ce qui n'en était que l'incarnation soumise à une loi de [335] changement et de transformation tour au long du temps. Plus « fixiste » que les deux autres mouvements, la *Jeune Droite* avait tendance à établir un lien rigoureux entre les « valeurs éternelles » dont elle se réclamait et un certain type d'institutions alors qu'en ce domaine *Esprit* et *l'Ordre Nouveau* étaient plus prudents, laissant un plus large champ à l'initiative créatrice de l'homme à l'œuvre dans l'histoire ⁸²².

On notera aussi que, si *Esprit* et *l'Ordre Nouveau* insistaient tous deux sur le fait que des institutions établies sont toujours menacées de se scléroser et de trahir leur vocation originelle, ils divergeaient sur la façon de remédier à ce danger, divergence qui révélait des philosophies de l'histoire quelque peu différentes. *Esprit* se prononçait ici pour ce qu'on pourrait appeler un « réformisme permanent », recommandant une lutte incessante contre « l'inertie toujours menaçante ». Le recours à la révolution ne pouvait être selon lui qu'un recours ultime - impossible

⁸²¹ J. de Fabrègues, *Revue du siècle*, n° 13, mai 1934, p. 93.

⁸²² Cf. P. Ricœur : « En gros, Mounier est dans la ligne d'un thomisme essentiel dont l'humanisme lui apparaît comme une ligne de crête entre le pessimisme luthérien et l'optimisme des Lumières. Mais sa fonction propre par rapport à ce thomisme essentiel est d'avoir étiré à l'extrême la notion de "nature" dans le sens de l'invention historique, de l'audace et du risque ; c'est pourquoi, finalement, il préfère parler de "condition humaine" plutôt que de "nature humaine". » (*Esprit*, décembre 1930, p. 869.)

à éviter en 1930 - non une sorte de constante dans le déroulement normal de l'histoire. Au contraire, la philosophie de l'histoire développée par *l'Ordre Nouveau* était une philosophie assez « dialectique ». Pour lui, la Révolution était une loi du développement historique, des explosions « révolutionnaires » lui paraissant nécessaires pour transformer périodiquement l'ordre établi toujours porté à se transformer et à se dégrader en « désordre établi » : « Dans l'histoire sociale, comme dans l'histoire naturelle, déclarait-il, il n'est pas d'évolution sans révolutions ⁸²³. » Sur ce terrain, la *Jeune Droite*, qui n'était pas non plus insensible à ce risque, adoptait une position proche de celle d'*Esprit*.

Quoi qu'il en soit de ces divergences intellectuelles, ces mouvements s'accordaient sur un point : le désordre des années 1930 était tel qu'il exigeait une reconstruction totale renouvelant aussi bien les fondements philosophiques du monde contemporain que l'ensemble des institutions politiques et économiques.

La *Jeune Droite* et *Esprit* s'attachèrent surtout à l'aspect doctrinal [336] et tendirent à laisser au second plan les questions institutionnelles en considérant qu'il fallait attaquer le désordre à sa racine. Lorsqu'ils s'aventuraient sur le terrain institutionnel, ils se montraient très prudents, préférant définir « l'esprit » des institutions qu'en préciser le contenu. Mounier déclarait ainsi qu'en ce domaine la tâche d'*Esprit* devait être « un travail d'élaboration technique [qui], sur la précision des formules directrices, recherche sans esprit de système, le plus près possible de l'expérience vécue et assouplie par elle, les solutions pratiques qui les incarnent ⁸²⁴ ». Cette attitude devait amener des malentendus avec *l'Ordre Nouveau* qui, tout en poursuivant un travail doctrinal analogue à celui des groupes précédents, élaborait aussi des constructions institutionnelles et techniques plus précises. *Esprit* comme la *Jeune Droite* reprochèrent d'ailleurs à *l'Ordre Nouveau* de se livrer ainsi à une systématisation hâtive et dangereuse, menacée, à force de déductions abstraites, de tourner à un « irréalisme inhumain ⁸²⁵ ». Ainsi, assez paradoxalement, le mouvement qui prêchait avec le plus de véhémence le « retour au concret » en vint à se voir accusé de pécher par excès d'abstraction. Ce reproche lui fut fait notamment après son numéro-manifeste de février 1934, *Nous Voulons*. Dans les livraisons suivantes il s'attacha d'ailleurs à réfuter ces critiques. « Il n'est

⁸²³ *Plans*, n° 10, décembre 1931, p. 154.

⁸²⁴ E. Mounier, *Esprit*, n° 18, mars 1934, p. 913.

⁸²⁵ J. de Fabrègues, *Revue du siècle*, n° 10, février 1934, p. 52.

pas vrai que nous ayons une confiance excessive dans la déduction, dont, pour ainsi dire, nous n'avons jamais usé, convaincus que nous sommes de conserver le contact permanent avec le concret, le réel. Il est vrai que notre numéro-manifeste constitue la base de nos constructions futures, il n'est pas vrai que ce soit une bible ou un coran, sorti définitif et intangible de nos cerveaux ⁸²⁶. » Une chose cependant est certaine : dans l'exposé de leurs thèses, Esprit et la *Jeune Droite* étaient assez nettement moins systématiques et moins dogmatiques que *l'Ordre Nouveau*.

Les propositions pour un « ordre nouveau » présentées par tous ces mouvements de jeunes s'ordonnaient autour de deux pôles : d'une part, la définition de leur conception de l'homme et de son destin qui se résumait en un mot : « personnalisme » ; d'autre part, l'exposé des prolongements de cette définition dans l'ordre politique, social et économique.

⁸²⁶ Feuillet encarté dans le n° 11 de *l'Ordre Nouveau*, mai 1934.

[337]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**DEUXIÈME PARTIE
3. PROPOSITIONS POUR
UN ORDRE NOUVEAU**

Chapitre 2

Une révolution «personnaliste»

[Retour à la table des matières](#)

« Le personnalisme ne fut jamais qu'une étiquette commode et comme un cri de ralliement ⁸²⁷. » Si cette remarque d'Henri Marrou peut faire question lorsque l'on considère l'histoire postérieure du personnalisme, elle apparaît en revanche assez juste pour qualifier le « personnalisme » dont se réclamaient les mouvements de jeunes des années 1930. En effet, les expressions « personne » et « personnalisme » dont faisaient usage aussi bien *l'Ordre Nouveau* et *Esprit* que les publications de la *Jeune Droite* furent d'abord essentiellement pour ces groupes un moyen de traduire dans le vocabulaire leur originalité par rapport aux tendances idéologiques contemporaines qu'ils refusaient. Ils n'entendaient pas par là se référer à un système philosophique achevé, mais exprimer un certain nombre d'intuitions communes ⁸²⁸.

⁸²⁷ Cahiers de la République, 1956, n° 2, p. 90.

⁸²⁸ « Le mot "personnalisme" est d'un usage récent. Utilisé en 1903 par Renouvier pour qualifier sa philosophie, il est tombé depuis en désuétude. Plusieurs Américains l'ont employé après

C'est d'ailleurs ce que Mounier lui-même devait préciser un peu plus tard dans l'introduction de son *Manifeste au service du personnalisme* publié en octobre 1936 : « En ralliant sous l'idée de personnalisme des aspirations convergentes qui cherchent aujourd'hui leur voie, par-delà le fascisme, le communisme et le monde bourgeois décadent, nous ne nous cachons pas l'usage paresseux ou brillant que beaucoup feront de cette étiquette pour masquer le vide ou l'incertitude de leur pensée (...) C'est pourquoi nous précisons sans retard : personnalisme n'est pour nous qu'un mot de passe significatif, une désignation collective commode pour des [338] doctrines diverses, niais qui, dans la situation historique où nous sommes placés, peuvent tomber d'accord sur les conditions élémentaires, physiques et métaphysiques, d'une civilisation nouvelle. Personnalisme n'annonce donc pas la constitution d'une école, l'ouverture d'une chapelle, l'invention d'un système clos. Il témoigne d'une convergence de volontés (...) C'est donc, au pluriel, de personnalismes que nous devrions parler ⁸²⁹. »

C'est à juste titre, nous semble-t-il, que Mounier parlait dans ce texte « des » personnalismes. En effet, si les positions de ces mouvements coïncidaient sur un certain nombre de thèmes, ils n'étaient pas en total accord sur la définition qu'ils donnaient de la « personne », définition qui était pourtant au centre de toutes leurs conceptions. Dans l'analyse de ces personnalismes des années 1930, nous examinerons d'abord ce qui leur était commun avant de nous intéresser ensuite à leurs divergences.

La notion de personne fut tout d'abord un moyen pour ces groupes d'élaborer une définition des rapports de l'homme et de la société leur permettant d'écarter comme deux erreurs symétriques l'individualisme et le totalitarisme. Tel fut le point de départ de toutes les constructions personnalistes des années 1930. Évoquant la naissance du personnalisme, Jacques Maritain notera plus tard : « Le XIXe siècle a fait l'expérience des erreurs de l'individualisme. Nous avons vu se développer par réaction une conception totalitaire ou exclusivement communautaire de la société. Pour réagir à la fois contre les erreurs totalitaristes et les erreurs individualistes, il était naturel que l'on opposât la notion de personne humaine

Walt Whitman, dans ses *Démocratie Vistas* (1867). Il a reparu en France vers 1930 pour désigner, dans un tout autre climat, les premières recherches de la revue *Esprit* et de quelques groupes voisins (*Ordre Nouveau*, etc.) autour de la crise politique et spirituelle qui éclatait alors en Europe. » (E. Mounier, *le Personnalisme*, p. 5.)

⁸²⁹ *Esprit*, octobre 1936, p. 7.

engagée comme telle dans la société à la fois à l'idée de l'État totalitaire et à l'idée de la souveraineté de l'individu. Ainsi des esprits qui relevaient d'écoles philosophiques et de tendances très diverses et dont le goût pour l'exactitude et la précision intellectuelle était également fort varié, ont semblablement senti que l'idée et le mot de personne offraient la réponse attendue. De là le courant "personnaliste" qui a surgi de nos jours. » Dans ce même texte, Maritain soulignera aussi la variété des tendances nées de cette réaction commune : « Rien ne serait plus faux que de parler du "personnalisme" comme d'une école ou d'une doctrine. C'est un phénomène de réaction contre deux erreurs opposées et c'est un phénomène inévitablement très mélangé. Il n'y a pas de doctrine personnaliste, mais des aspirations personnalistes et une [339] bonne douzaine de doctrines personnalistes qui n'ont parfois de commun que le mot de personne et dont certaines penchent plus ou moins vers l'une des erreurs contraires entre lesquelles elles se situent. Il y a des personnalismes à tendance proudhonienne, des personnalismes qui penchent vers la dictature, et des personnalismes qui penchent vers l'anarchie ⁸³⁰. »

De manière positive, ce personnalisme se traduisait par une double affirmation : d'une part, que l'homme est par nature un être social et qu'il ne peut sans la société atteindre son plein épanouissement ; d'autre part, qu'être spirituel et libre, l'homme ne saurait cependant être réduit à son seul destin social, qu'il est appelé à se réaliser dans une vocation originale et personnelle. Dans cette perspective, c'était mutiler la « personne » que de l'isoler totalement de la société comme le faisait l'individualisme aussi bien que de l'immerger complètement dans la collectivité comme le faisaient les systèmes totalitaires. « Il n'y a de société qu'entre membres distincts, remarquait Mounier, les deux hérésies possibles sont la confusion et la séparation. L'homme qui s'évade de la matière rejoint l'homme qui s'y perd. Ainsi de la société que les hommes font entre eux. Chacun y croît verticalement vers sa liberté, sa personnalité, sa maîtrise ; mais il est appelé aussi à un échange horizontal de dévouements (...) La communauté n'est pas tout, la personne isolée n'est rien ⁸³¹. » Dans son livre *La crise est dans l'homme*, Thierry Maulnier, qui affirmait, dès l'introduction, que « le problème de la personne efface aujourd'hui tous les autres ⁸³² », développait des vues analogues : « L'idée essentiel-

⁸³⁰ La Personne et le bien commun, p. 8-9.

⁸³¹ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 31 et 41.

⁸³² La crise est dans l'homme, p. 17.

le, qu'il faut avant tout maintenir : que nulle défense du social ne vaut qui méprise l'humain, que nulle défense de l'humain ne vaut qui dédaigne, le social. Le même idéal apparaît apte en même temps à défendre l'homme contre la société et à construire la société. L'homme est reconnu comme fin et comme raison d'être de la défense sociale poursuivie depuis tant d'années ; la société apparaît comme élément essentiel, comme point de départ nécessaire dont toute définition humaniste doit tenir compte (...) Il s'agit d'imposer une notion de l'homme complète, non défigurée, de reconnaître à l'individu et à la société leur juste place dans le réel et, pour les restituer idéalement dans leur ordre, de les restituer positivement dans leur unité ⁸³³. »

[340]

La même idée se retrouvait aussi sous la plume des responsables de *l'Ordre Nouveau* : « Entre l'homme et la société, entre les individus et les institutions, nous savons, écrivait Daniel-Rops, quel est le lien de dépendance réciproque, la mutuelle responsabilité. Chacun de nous n'avance pas seul vers le but ; autour de lui, unis à lui, des millions d'autres êtres vont leur chemin, progressent ou reculent : notre perfectionnement, dans une certaine mesure, dépend du leur, participe au leur et leur misère est nouée à notre misère. Entre le destin de la personne humaine et celui des cadres sociaux, des réalités fondamentales qui l'étaient, le jeu d'une réaction constante crée une union dramatique ⁸³⁴. » En évoquant « l'union dramatique » de l'homme et de la société, Daniel-Rops insistait sur un point qui était caractéristique des positions de *l'Ordre Nouveau*. Alors que pour la *Jeune Droite* les rapports de l'homme et de la collectivité semblaient pouvoir s'établir dans la complémentarité et se stabiliser dans une relative harmonie, *l'Ordre Nouveau* considérait, lui, que si personne et société sont deux réalités indissociables, il existe néanmoins entre elles une tension permanente, tension qui, à ses yeux, était bénéfique et créatrice ⁸³⁵. Tel était le point de vue exprimé par Robert Aron et

⁸³³ *Ibid.*, p. 189 et 194.

⁸³⁴ *Éléments de notre destin*, p. 130.

⁸³⁵ Ces vues s'enracinaient dans une conception « dialectique » du réel dont *l'Ordre Nouveau* s'attachait à mettre en évidence, dans tous les domaines, la structure bipolaire. La dialectique de *l'Ordre Nouveau* n'était pas en effet une dialectique ternaire de type hégélien ou marxiste, mais une dialectique binaire d'inspiration proudhonienne. Dans cette perspective, au lieu d'éliminer les conflits en forgeant des synthèses stérilisatrices, *l'Ordre Nouveau* avait le souci de libérer les éléments antinomiques de la réalité afin de leur permettre de s'épanouir parallèlement, de se développer l'un par l'autre dans une tension créatrice. L'important, pour *l'Ordre*

Arnaud Dandieu dans la *Révolution nécessaire* : « Il y a deux réalités : l'individu et la société. Réalités non pas distantes, séparées par le no man's land qui règne entre les idées pures, mais, au contraire, à ce point teintées et contaminées l'une par l'autre que tout effort pour les disjoindre taille dans les tissus les plus vivants et les plus essentiels de la conscience humaine. De l'une à l'autre, c'est un échange perpétuel d'appels désespérés et de haines. La violence qui présida à leurs naissances ne les abandonne jamais. Violence ouverte en période de crise ou larvée en temps de repos. Mais violence dont [341] l'humanité a peur comme d'un démon qui l'habite, dont elle a aussi besoin, puisqu'elle est le ressort de tout progrès individuel et, partant, la cause première de la forme humaine de la société ⁸³⁶. »

Cette conception personnaliste des rapports de l'homme et de la société s'accompagne de l'affirmation que, si la société constitue une réalité indéniable, elle n'a pas cependant d'existence en soi et doit s'ordonner au bien de ses membres. « Le but de la société, écrivait Denis de Rougemont, c'est la personne ⁸³⁷. » La société ne saurait donc trouver dans son développement propre sa finalité, elle n'a de sens que par et pour l'homme, sinon elle perd toute justification, toute légitimité. Reprenant une terminologie proudhonienne, *l'Ordre Nouveau* baptisait « d'anarchiste » cette idée : « En opposition à ces sociétés animales purement grégaires, où l'individu ne vaut que par rapport à l'ensemble, la société humaine offre ce paradoxe qu'elle est avant tout anarchiste. Anarchie n'est pas nihilisme selon une confusion grossière et trop fréquente : la société humaine ne tend pas à se détruire, mais bien à se subordonner aux intérêts spirituels de ceux qui la composent ⁸³⁸. » « Il n'y a point d'autre justification à la société, notait de son côté Thierry Maulnier, que les services qu'elle rend à l'homme, tandis qu'il est une autre justification à l'homme que les services qu'il rend à la société. Il doit donc beaucoup, non la totalité de lui-même. L'homme ne saurait se dispenser de servir

Nouveau, était donc de sauvegarder, dans tout problème, l'existence de ces tensions entre pôles opposées en évitant, d'une part, que ceux-ci ne se développent dans une indépendance absolue l'un par rapport à l'autre et, d'autre part, qu'ils ne se résorbent l'un dans l'autre ou dans un troisième terme.

⁸³⁶ La *Révolution nécessaire*, p. 10.

⁸³⁷ *Politique de la personne*, p. 26.

⁸³⁸ R. Aron, A. Dandieu, *La Révolution nécessaire*, p. 8.

la société parce qu'elle n'est point par son consentement. Mais il ne doit pas lui sacrifier son essence, sans quoi la société n'a plus de sens ⁸³⁹. »

Dans *Demain la France*, Jean-Pierre Maxence donnait une forme théorique et un peu verbeuse à cette vision de la société dans un exposé où l'on trouvait l'influence du vocabulaire de l'Ordre Nouveau : « Faire de la personne le fondement de toute société n'implique pas qu'on nie tout contenu, tout "être" à la société, qu'on en fasse, tel Rousseau, le résultat d'un contrat (...) La société - les sociétés - constituent des êtres de relation qui, d'une part, tirent leur existence des éléments qui les composent mais, d'autre part, ajoutent quelque chose à ces éléments qui est la "relation". Considérée comme un "être de relation", la société ne perd pas toute existence personnelle ; elle reste bien un être concret, un fait, mais [342] cet être, ce fait trouvent dans les personnes qui les "supportent", tout à la fois, leur source et leur justification. "Être de relation", la société doit rester au service de l'homme. Elle est moins proche que lui du concret. Elle lui est en quelque sorte soumise par son origine et par sa fin. Néanmoins, parce qu'elle est un "être de relation" (et non point un conglomerat arbitraire), la société ajoute quelque chose à l'homme, le protège, le soutient, l'exalte. Ainsi la société organisée - de par son être propre - devra tout ensemble assurer un "ordre" indispensable à l'équilibre des forces personnelles dans ce qu'elles ont d'antagoniste et préserver les "anarchies nécessaires" à l'indépendance des personnes. Dans sa fin donc, la société, "être de relation", demeure tout entière au service de l'homme. Dans son mode d'existence, dans ses moyens d'action, elle doit se révéler assez cohérente pour être protectrice, assez contrôlée pour ne point devenir tyrannique ⁸⁴⁰. »

Afin d'exprimer l'originalité de leur position, les représentants de ces mouvements furent amenés à utiliser l'opposition individu-personne. Toutefois, ils usèrent de cette opposition en lui donnant des significations assez différentes. Dans une première acception, ils entendaient par là distinguer ce qu'il y a en l'homme de matériel, de corporel et, ici, de social (l'homme-individu) et l'aspect raisonnable, spirituel et supérieur de son être (l'homme-personne). L'homme était alors considéré comme totalement immergé dans la collectivité en tant qu'individu, mais irréductible à celle-ci en tant que personne. Telle était l'idée que développait

⁸³⁹ La crise est dans l'homme, p. 184

⁸⁴⁰ *Demain la France*, pp. 243-244

dans *Réaction* Roger Magniez en critiquant le « collectivisme matérialiste » de l'Amérique : « Elle a commis la vieille erreur qui dissocie la nature humaine et n'en fait considérer qu'une face. Pour l'Amérique, ce fut la face matérielle, par laquelle l'homme, participant à la multiplicité et au nombre, est un individu qui doit s'ordonner aux autres individus pour former une société aux lois de laquelle il doit se soumettre. Elle a oublié sa face spirituelle par laquelle l'homme devient une personne possédant une valeur éternelle au service de laquelle la société doit se mettre ⁸⁴¹. » De cette distinction, on déduisait donc, comme ici Roger Magniez, une hiérarchie individu-société-personne, l'individu devant se soumettre à la société et la société s'ordonner à la personne. « L'individu n'est rien, écrivait ainsi Jean de Fabrègues, la personne est tout, et, s'il est vrai que [343] l'individu pur, tel que nous l'avons défini, est condamné à se soumettre parce qu'il n'est que la bête humaine, l'homme, la personne humaine, est vrai maître de la cité ⁸⁴². »

En usant de cette terminologie, on reprochait à l'individualisme d'avoir méconnu la base « individuelle » et matérielle de la vie personnelle en déracinant l'homme de la société, tandis que les collectivismes se voyaient au contraire accusés de ne connaître de l'homme que « l'individu » et son destin social en ignorant sa vocation « personnelle ». Ce vocabulaire - avec cette signification - se retrouvait surtout dans les publications de la *Jeune Droite* et, plus précisément encore, dans *Réaction* et la *Revue du siècle*. Ce groupe l'avait emprunté à Maritain qui l'avait utilisé dans son livre, publié en 1925, *Trois réformateurs*. Il y écrivait en effet : « Selon l'enseignement de saint Thomas, au contraire, l'homme tout entier, comme "individu", est bien "ut pars" dans la cité et il est ordonné au bien de la cité comme la partie est ordonnée au bien du tout, au bien commun qui est plus divin et qui mérite à ce titre d'être aimé de chacun plus que sa propre vie. Mais, s'il s'agit de la " personne " comme telle, le rapport est inverse et c'est la cité qui est ordonnée aux intérêts éternels de la personne et à son bien propre (...) Disons que la Cité chrétienne est aussi foncièrement " anti-individualiste " que foncièrement "personnaliste"... ⁸⁴³ » Maritain devait d'ailleurs faire par la suite un fréquent usage de cette distinction dans ses ouvrages de philosophie politique, la

⁸⁴¹ *Réaction*, n° 3, juillet 1930, p. 85.

⁸⁴² *Réaction*, n° 5, février 1931, p. 43.

⁸⁴³ *Trois réformateurs*, p. 31 et 33. On notera que le fondement thomiste de cette distinction a été parfois contesté. Cf. L. Jugnet, *Pour connaître la pensée de saint Thomas d'Aquin*, p. 200-201.

développant notamment, en 1933, dans le livre *Du régime temporel et de la liberté*.

Cette terminologie distinguait donc en l'homme deux aspects : l'individu et la personne. Ce germe de dualisme écarta de ce vocabulaire *Esprit* et *l'Ordre Nouveau* qui préféraient employer le mot « personne » seul pour définir l'homme dans sa totalité par opposition à l'homme abstrait de l'individualisme et à l'homme collectif des totalitarismes. La « personne » était alors pour eux l'expression de la réalité intégrale de l'homme envisagé à la fois dans sa vocation spirituelle et singulière et dans son enracinement social et charnel. Se référer à la « personne » était, de ce fait, un moyen pour eux d'affirmer l'irréductible complexité de l'homme dans son existence concrète ⁸⁴⁴. Sur ce point, Thierry Maulnier et [344] Jean-Pierre Maxence était assez proches d'*Esprit* et de *l'Ordre Nouveau*. Jean-Pierre Maxence écrivait ainsi : « L'individu vote, la personne travaille, pense, aime, a faim. L'individu est le souverain imaginaire d'un monde fondé sur le nombre, la personne est l'être réel qui souffre des oppressions du nombre. L'individu n'est que le millionième d'un État, le participant numérique à la communauté nationale, la pauvre unité sans espérance et sans ardeur qui attend le salut des autres. La personne est nantie d'une famille, elle exerce un métier, elle paie des impôts, elle se bat, elle a des besoins précis, des ardeurs sacrées - justes ou injustes - elle est soumise concrètement, charnellement, à tous les maux qui menacent l'homme : à la faim, à l'angoisse, à la mort, au désespoir qu'aucune parole ne peut re ⁸⁴⁵. » Dans cette perspective, envisager l'homme comme « personne », c'était l'envisager dans toutes les dimensions de sa réalité existentielle au-delà des schémas auxquels le réduisaient l'individualisme comme les collectivismes totalitaires.

⁸⁴⁴ Évoquant le « personnalisme » d'*Esprit*, Pierre-Henri Simon écrit ainsi : « L'individu, c'est l'homme en tant qu'unité abstraite de la totalité sociale et en tant que « moi » fermé sur son vouloir-vivre et ses intérêts : ce qui suspend l'individualisme entre l'anarchie, si l'homme se barricade dans son égoïsme, et l'ordre totalitaire si, par réaction vitale, il se perd dans la société où il n'est qu'un nom, une fonction, un numéro. Au contraire, la personne, c'est l'homme en tant qu'unité concrète, vivante, organiquement liée à ses communautés naturelles, mais autonome dans sa conscience d'être raisonnable et libre. Le personnalisme correspond ainsi à un mouvement dialectique, d'une part pour rattacher normalement l'individu, en tant qu'être historique, à une solidarité économique, sociale et politique hors de laquelle il ne saurait vivre, et d'autre part pour sauvegarder en chacun ce qui le fait homme : l'orientation de sa pensée sur des valeurs morales transcendantes et, pour la servir, une liberté spirituelle protégée contre la pression des lois. » (*Histoire de notre temps*, n° 5, printemps 1968, p. 29.)

⁸⁴⁵ *Demain la France*, p. 240.

Quelles qu'aient été ces divergences de vocabulaire, tous ces mouvements s'accordaient cependant pour considérer que l'homme est indissociablement un être social et un être personnel et que l'on ne peut sans le mutiler ignorer un de ces deux aspects de son être. C'est ce que Mounier devait résumer en affirmant que la révolution à venir devrait être « personnaliste et communautaire ⁸⁴⁶ ».

Ce personnalisme allait plus loin qu'une simple réaction politique et sociale contre l'individualisme et le collectivisme. Il était aussi une réaction philosophique contre le rationalisme idéaliste d'une part et contre le matérialisme marxiste de l'autre. Il se voulait [345] une philosophie de « l'homme concret », de « l'homme réel », de « l'homme total », par opposition à « l'angélisme » des uns et au soi-disant « réalisme » des autres.

Contre l'individualisme et l'idéalisme faisant de l'homme un « être séparé », séparé de la société, séparé de la matière, séparé de l'histoire, tous ces groupes affirmaient se référer à un « réalisme intégral ». Selon eux, l'homme était un être « incarné » et, fidèles en cela aux leçons de Péguy, ils avaient le souci de rappeler sans cesse que le spirituel s'enracine dans le charnel. La pensée sociale analysée plus haut se rattachait donc à une conception plus générale tendant à mettre en relief les liens unissant l'homme à autre chose que lui-même, liens qui à la fois le limitent, le protègent et l'aident à développer sa personnalité. Dès la première livraison d'*Esprit*, Mounier soulignait que l'homme, pour assumer pleinement sa condition, ne saurait ignorer ni « la société de la matière où il doit porter l'étincelle divine », ni « à côté de lui, la société des hommes que son amour doit traverser pour rejoindre son destin ⁸⁴⁷ ». Il ajoutait, récusant toute forme de mépris de la matière : « Sans la matière, notre élan spirituel s'égarerait dans le rêve ou l'angoisse : elle le courbe et l'entrave, mais il lui doit sa verdure et son bondissement (...) Réapprenons le sens charnel du monde, le compagnonnage avec les choses ⁸⁴⁸. » Ce personnalisme s'opposait donc à toute tendance cartésienne séparant l'esprit de la matière et il se refusait à méconnaître, au nom d'un spiritualisme évanescent, l'enracinement charnel de l'homme, ses servitudes et ses grandeurs. Dans cette perspective, le matérialisme marxiste en arrivait même à apparaître comme une

⁸⁴⁶ Dans un livre récent, le *Paysan dit la Garonne* (p. 82), Maritain revendique la paternité de la formule.

⁸⁴⁷ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 24.

⁸⁴⁸ *Ibid.*, p. 30-31.

réaction, dans une certaine mesure justifiée, contre un idéalisme désincarné. Ceci dit, ces mouvements n'en repoussaient pas moins le matérialisme comme mutilant la personne humaine dans sa dignité essentielle, dans sa réalité spirituelle.

Ce souci de « l'incarnation » de l'homme, ce souci de ne rien ignorer de l'humanité concrète, de la plus humble condition matérielle à la plus haute possibilité spirituelle se retrouvait dans les publications de la *Jeune Droite* et de *l'Ordre Nouveau* comme dans *Esprit*. Entendant tenir les deux bouts de la chaîne, le manifeste de *Réaction* affirmait ainsi que « reconnaître l'ordre, c'est reconnaître notre double mystère, chair et esprit ⁸⁴⁹ ». De même, *l'Ordre Nouveau* définissait la personne comme « l'union indissoluble du charnel [346] et du spirituel », Robert Aron récusant toute dissociation, comme aussi toute confusion, entre le spirituel et le matériel, entre la personne et le monde : « La personne n'est pas une entité close, ni une sorte d'autarchie spirituelle qui tire d'elle-même ses satisfactions, ses aliments ou ses peines. Certains, dans la méconnaissance ou l'oubli du monde extérieur, croient pouvoir faire leur salut par le culte solitaire de leurs vertus intimes ou de leurs mécanismes intérieurs (...) Leur crainte du monde extérieur, leur refus des contacts nécessaires se marquent par l'oubli des faits réels, par le culte exaspéré des idées et des sentiments vains. Chez d'autres la même crainte, le même refus, au lieu de se traduire par le faux orgueil de qui se replie sur soi-même, aboutit à la fausse humilité de ceux qui transfèrent à la matière inerte et régie par des lois immuables, l'initiative jusqu'alors détenue par l'esprit et l'âme humaine (...) Corps sans âme des matérialistes, âmes sans corps des spiritualistes, autant de fantômes, moins romantiques peut-être que les vampires, mais aussi dangereux pour la personne humaine qui ne vaut qu'en s'appuyant sur la matière, en la modelant, la pensant et la dominant, en y trouvant les bases nécessaires pour ses forces de création et d'adhésion ⁸⁵⁰. »

Condamnant avec autant de vigueur l'idéalisme que le matérialisme, l'individualisme que le collectivisme, tous ces mouvements de jeunes des années 1930 s'accordaient donc pour voir dans l'homme, à la fois, un être immergé dans la nature, dans la matière, dans la société et un être absolument irréductible à tous ces soubassements nécessaires de son existence. La caractéristique de ce réalisme

⁸⁴⁹ *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 2.

⁸⁵⁰ *Dictature de la liberté*, p. 151 et 157.

personnaliste était donc de se refuser à ignorer les racines que l'existence humaine plonge dans la nature et la société tout en affirmant la « transcendance » et la primauté de la personne par rapport à ces enracinements et à leurs servitudes. C'est ce point de vue que devait résumer Mounier dans les premières lignes de son *Manifeste au service du personnalisme* en donnant de celui-ci une définition très extensive qui pouvait s'appliquer aux conceptions d'Esprit comme à celles de *l'Ordre Nouveau* ou de la *Jeune Droite* : « Nous appelons personnaliste, écrira-t-il, toute civilisation affirmant le primat de la personne humaine sur les nécessités matérielles et sur les appareils collectifs qui soutiennent son développement ⁸⁵¹. »

Cette affirmation de la « primauté de la personne humaine » sur [347] tous les conditionnements matériels et sociaux inhérents à sa nature se fondait sur le fait que tout homme, toute personne est un être spirituel appelé à s'accomplir dans un destin singulier, dans une « vocation » originale. C'est à ce niveau que des divergences apparaissaient entre les groupes personnalistes des années 1930. S'ils étaient tous d'accord pour proclamer, avec *l'Ordre Nouveau*, « Spirituel d'abord », il n'en était plus de même lorsqu'il s'agissait de préciser le contenu de cette notion. C'est ce que constatait Daniel-Rops dans son livre *les Années tournantes* : « S'il fallait définir d'un mot les aspirations de notre jeunesse, dans ce qu'elles ont de plus profond, je dirais qu'elles sont d'ordre spirituel. Il existe dans ces générations nouvelles une grande aspiration qui est un recours à l'Esprit. Ce mot, on le trouve dans tous les manifestes, dans toutes les proclamations, dans toutes les théories plus ou moins sûres, plus ou moins précises (...) Il n'y a pas à se dissimuler que cette unité de vues est dans une large mesure, trompeuse. Nous sommes tous d'accord pour réclamer la suprématie du spirituel. Mais qu'entendons-nous par ce terme ? (...) Les discussions entre les représentants des divers groupes de jeunes auxquelles j'ai eu l'occasion d'assister aboutissent toutes sans aucune exception à ce cul-de-sac : qu'entendez-vous par activité spirituelle ? ⁸⁵². »

Le premier clivage s'établissait, en ce domaine, entre ceux qui donnaient une définition religieuse du spirituel et ceux qui se référaient à une conception seulement « naturelle » de la destinée humaine et donc de l'esprit. Le groupe *Réaction-Revue du siècle* et *l'Ordre Nouveau* symbolisaient assez bien les deux positions

⁸⁵¹ *Esprit*, octobre 1936, p. 7.

⁸⁵² *Les Années tournantes*, p. 107-108.

extrêmes de cet éventail tandis qu'Esprit occupait au centre une situation quelque peu ambiguë. On verra aussi que le clivage religieux n'était pas le seul et que les valeurs *qu'Esprit* et *l'Ordre Nouveau*, par exemple, mettaient au premier rang n'étaient pas les mêmes.

La position du groupe *Réaction-Revue du siècle* était l'une des plus nettes. Il se référait sans équivoque à un « personnalisme chrétien ⁸⁵³ » et voyait dans l'esprit « plus que l'intelligence (...) l'âme éternelle fille de Dieu ⁸⁵⁴ ». Dans la *Revue du siècle*, Marcel Desrois affirmait : « La Cité est ordonnée au bien propre de la personne, lequel, en fin de compte, n'est autre que Dieu lui-même ⁸⁵⁵. » Pour ce groupe, s'il pouvait y avoir une approche « naturelle » de la réalité spirituelle de l'homme, elle ne pouvait être, ignorant son [348] origine et sa fin, qu'imparfaite. Par ailleurs les responsables de *Réaction* et de la *Revue du siècle* insistaient particulièrement sur le combat intérieur que l'homme doit affronter pour se « personnaliser », pour se libérer de ses égoïsmes et du poids de la matière. Ils avaient tendance à considérer que l'homme laissé à ses seules forces et à ces seules lumières « naturelles » est toujours menacé de mésuser de sa liberté et de retomber dans le matérialisme. À cet égard leur attitude était nettement plus pessimiste que celle de *l'Ordre Nouveau* ou *d'Esprit* qui faisaient une confiance plus grande à la liberté de l'homme.

Ces conceptions n'étaient pas celles de tous les représentants de la *Jeune Droite*. Si les vues exposées dans les *Cahiers* n'étaient guère différentes, il n'en était plus de même dans la *Revue française*. Dans celle-ci, Maxence tendit progressivement à s'écarter de toute référence religieuse tandis que Thierry Maulnier, qui était agnostique, y exposait une notion du « spirituel » assez différente de celle de *Réaction*. Était « spirituelle » à ses yeux toute activité libre, désintéressée, gratuite, indépendante de tout impératif économique ou social. Dans cette perspective, l'un des buts essentiels de la révolution « spirituelle », de la révolution « aristocratique » qu'il prônait devait être, face aux idolâtries du politique ou de l'économique, de rétablir un « droit au loisir » : « Dans la situation présente, la véritable tâche est celle qui consiste dans l'aménagement du loisir, dans la sanctification du loisir, dans la création d'un héroïsme du loisir. Les valeurs luxueuses

⁸⁵³ J. de Fabrègues, *Revue du siècle*, n° I, avril 1933, p. 49.

⁸⁵⁴ Manifeste, *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 2.

⁸⁵⁵ *Revue du siècle*, n° 10, février 1934, p. 43.

et désintéressées sont les valeurs les plus précieuses : rien ne peut être sauvé qu'avec elles. Elles seules peuvent être les fondements d'un humanisme nouveau ⁸⁵⁶ ». Ainsi, chez Thierry Maulnier, activité spirituelle et activité désintéressée semblaient être synonymes. Défendre « l'esprit », c'était, pour lui, sauvegarder la liberté intérieure de l'homme, sa « faculté de dire oui ou non », son « pouvoir de créer des valeurs ⁸⁵⁷ ». Dans une perspective, où l'on retrouvait la trace de l'influence de Nietzsche, l'esprit apparaissait aussi comme le pouvoir de l'homme de construire son destin et de se surmonter lui-même dans « la tentative d'une forme de vie supérieure et totale », dans « l'aspiration à une épreuve complète de la vie ⁸⁵⁸ ». Cette attitude, tendue vers « le perfectionnement de soi-même ⁸⁵⁹ », débouchait finalement sur une sorte d'égotisme spirituel, sur une forme de « culte du moi » qui [349] n'allait pas sans un certain esthétisme. Si, dans cette vision quelque peu imprécise, la vie religieuse pouvait prendre place à côté de la création esthétique ou de la recherche philosophique, elle n'y avait pas le rôle fondamental que lui réservaient *Réaction* et la *Revue du siècle*. Si Thierry Maulnier s'éloignait ainsi de la *Jeune Droite* catholique, il se rapprochait en revanche par là des conceptions de *l'Ordre Nouveau* qui partageait aussi son admiration pour Nietzsche.

L'Ordre Nouveau se situait délibérément en dehors du terrain religieux et entendait rester sur le « plan humain » : « Aucune confusion non plus, déclarait-il, entre le spirituel chrétien et notre personnalisme. Le spirituel de *l'Ordre Nouveau* veut être humain et rien qu'humain ⁸⁶⁰. » Pour *l'Ordre Nouveau*, le spirituel se confondait avec la liberté créatrice de l'homme, avec sa capacité de s'extérioriser et d'imposer sa volonté au monde. La personne étant « l'individu engagé dans un conflit créateur », le spirituel était alors défini comme le pouvoir de dénouer ce conflit par un acte libre : « le spirituel, c'est le mouvement, c'est le pouvoir de renverser, de bouleverser pour ordonner à nouveau ⁸⁶¹ ». Action et affirmation, lutte et expansion, agressivité et violence, telles étaient pour *l'Ordre Nouveau* les caractéristiques de toute activité spirituelle : « L'esprit, comme la révolution, écri-

⁸⁵⁶ *Revue française*, avril 1933, p. 543.

⁸⁵⁷ *Revue française*, août 1932, p. 458.

⁸⁵⁸ La crise est dans l'homme, p. 19.

⁸⁵⁹ *Revue française*, avril 1933, p. 538.

⁸⁶⁰ *Ordre Nouveau*, n° 3, juillet 1933, p. 15.

⁸⁶¹ *Ibid.*, p. 16.

vaient Robert Aron et Arnaud Dandieu, s'exprime par la violence (...), c'est essentiellement la faculté qui, dressant l'homme contre l'univers, le faisant résister et survivre, attaquer et étendre son pouvoir, lui permet de rallier toutes ses forces psychologiques et physiques dans un souci de conservation et d'expansion (...) L'esprit est à la fois ce qui anime et ce qui rassemble l'homme. Mouvement, amour, violence, création, tous les actes d'expansion et de conquête sont de ses émanations directes (...) Il est le dynamisme spécifique de la personne humaine ⁸⁶². » L'idéal de ce personnalisme à forte saveur nietzschéenne (dans son cinquième numéro, l'*Ordre Nouveau* publia d'ailleurs un texte du maître de Sils-Maria sur « l'individu-souverain ») s'incarnait dans le héros affirmant son originalité et sa liberté face au monde et au destin : « L'héroïsme véritable, déclarait Denis de Rougemont, c'est le point extrême de la vocation ; c'est-à-dire de la tendance profonde de l'homme à persévérer dans son être particulier, en dépit de toutes les dégradations que le milieu inerte lui propose ou que l'État veut lui ser ⁸⁶³. »

[350]

Ces positions de *l'Ordre Nouveau* suscitèrent des réserves de la part de la Revue du siècle en raison de leur volonté de se placer en dehors de toute perspective religieuse, et de la réduction de l'esprit à une spontanéité créatrice, au pouvoir d'affrontement de la personne avec le monde. Si la Revue du siècle admettait que l'un des caractères de l'esprit est d'être constamment dressé contre l'environnement pour s'affirmer, elle regrettait que Robert Aron et Arnaud Dandieu aient semblé ignorer que cette lutte est aussi une lutte intérieure de l'homme contre lui-même, contre « un égoïsme dont le monde n'est que le complice ⁸⁶⁴ ». Cette attitude lui paraissait s'enraciner dans « un optimisme de l'humanité » traduisant une excessive et trop confiante « foi dans l'homme ⁸⁶⁵ ». En revanche, elle se félicitait de constater que certains textes de Daniel-Rops et d'Alexandre Marc aillent dans un sens différent. Commentant un article de Daniel-Rops, Jean de Fabrègues notait : « Enfin il écrit ces lignes : "Le conflit créateur existe entre notre conscience et tout ce qui, au plus profond de nous, s'abandonne aux routines, à la pente de la

⁸⁶² La Révolution nécessaire, p. 149 et 152.

⁸⁶³ *Ordre Nouveau*, n° 7, décembre 1933, p. 18.

⁸⁶⁴ Jean de Fabrègues, *Revue du siècle*, n° 10, février 1934, p. 49.

⁸⁶⁵ Ibid. p. 51-52.

matière...", et d'appeler à cette révolution intérieure contre nous-mêmes pour laquelle nous savons bien que M. Alexandre Marc fait la plus chaude et la plus constante propagande orale. À tout ceci va notre accord et notre sympathie. » Mais, dubitatif, il ajoutait : « Est-ce là une position générale de *l'Ordre Nouveau* ? ⁸⁶⁶ ».

Les vues de *l'Ordre Nouveau* définissant l'esprit comme « agressivité » et « expansion créatrice » entraînèrent aussi des divergences avec *Esprit*. Celui-ci se référait pourtant à ses débuts à une conception de l'esprit pour le moins assez imprécise. « Il serait vain et naïf, déclarait Mounier au début de son troisième numéro, parce que nous rassemblons des hommes, de vouloir définir une abstraction qui leur tient lieu de commun multiple. Ni nos cœurs ne seraient satisfaits, ni nos esprits convaincus ; nous sommes tous par ailleurs trop avides de sincérité et de solidité. Aucun de nous ne confond l'esprit avec la simple ardeur du tempérament ou les fabrications de la pensée. Pour nous tous il est un absolu, une réalité vivante. Mais elle se révèle diversement à chacun. Celui-ci le reconnaît dans l'appel du héros ou bien dans une pureté anonyme, une générosité infaillible qu'il sent en lui, plus grande que lui, ou encore [351] dans la justice qui monte du cœur du peuple. Beaucoup d'autres voient la source et le but de toute vie spirituelle dans un Dieu personnel. À leurs côtés nous sommes un certain nombre à confesser le Christ et à trouver en lui le sens même et la force de notre rassemblement ⁸⁶⁷. » Si ce texte faisait place à « l'appel du héros » parmi les manifestations de l'esprit, Mounier devait cependant assez rapidement exprimer ses réticences à l'égard des conceptions de *l'Ordre Nouveau*. C'est ainsi que, publiant dans sa revue un des chapitres de *la Révolution nécessaire*, il le fit précéder d'un « chapeau » déclarant « La personne est acte, nous en sommes d'accord, et, souvent, "explosion créatrice", mais son acte suprême est le don, comme l'acte suprême de l'intelligence est l'accueil ⁸⁶⁸. »

Ce désaccord fut mis particulièrement en relief par *Esprit* au moment de son divorce avec l'Ordre Nouveau, au début de 1934, reprochant à celui-ci de « drainer un nietzschéisme trop souvent scolaire ⁸⁶⁹ ». Ce grief fut assez longuement

⁸⁶⁶ Ibid. p. 51.

⁸⁶⁷ *Esprit*, n° 3, décembre 1932, p. 365.

⁸⁶⁸ *Esprit*, n° 14, novembre 1933, p. 180.

⁸⁶⁹ *Esprit*, n° 19, avril 1934, p. 202.

développé par Jean Lacroix dans sa recension de *la Révolution* nécessaire : « La Révolution est conçue comme la liberté bergsonnienne : c'est un saut, une rupture créatrice, un commencement imprévisible qu'on peut rattacher à des antécédents seulement après coup et par des abstractions. L'esprit, c'est essentiellement le pouvoir de poser des actes premiers, la faculté de se dépasser soi-même. C'est donc en quelque sorte par définition même que la révolution est spirituelle puisque révolution et esprit ne font qu'un (...) Et lorsqu'il s'agit de préciser, on nous dit que l'esprit est la faculté d'expansion et de lutte, que "*l'homo agens*" se définit par son agressivité (...) Ici nous ne sommes plus du tout d'accord. S'il nous fallait définir l'esprit, c'est par-delà la passivité et l'activité que nous le caractériserions : l'homme est grand par ses inventions, c'est-à-dire par ses découvertes, par ce qu'il reçoit plus que par ce qu'il fait ou crée. Et, surtout, toute activité, chez lui, est ordonnée à une réceptivité plus fondamentale. La contemplation est supérieure à l'action. Sans doute *homo faber*, *homo sapiens* et même *homo agens* sont réels : ils constituent tous trois des vues partielles - et donc abstraites quoique parfaitement légitimes - sur l'homme concret et réel, ils n'épuisent pas l'homme. Plus profondément que tout, l'esprit véritable est à notre sens une valeur de communion universelle qui ne va pas sans amour : c'est dire qu'il n'est essentiellement ni dépassement [352] de soi-même, ni même contemplation mais charité. Pour définir l'homme dans sa totalité et sa profondeur, il faut le définir comme *homo spiritualis*. Et que cela puisse parfois s'accompagner d'une certaine agressivité - bien que nous n'aimions guère ce terme - ce n'est pas nous qui le nierons ! Mais ce n'est pas là l'essentiel et l'on risque ainsi de se tromper sur la signification fondamentale du spirituel ⁸⁷⁰. »

Décrivant un peu plus tard les voies de la « personnalisation », Mounier évoquera ce conflit avec *l'Ordre Nouveau* en distinguant deux chemins possibles : « L'un aboutirait à l'apothéose de la personnalité, c'est-à-dire des valeurs de tension, "d'agressivité", de maîtrise, d'héroïsme. Le héros serait l'idéal. Embranchement stoïcien, embranchement nietzschéen (...) L'autre voie serait ouverte sur les abîmes de la Personne authentique. Nous ne pourrions y mettre un nom, puisque nous ne saurions jamais nommer que les approximations de la personne, immédiatement dupes et rejetés sur la première route dès que nous voudrions circonscrire l'ineffable. Mais l'expérience commune de toute vie intérieure nous apprend que

⁸⁷⁰ *Esprit*, n° 17, février 1934, p. 808-809.

cette personne-là ne se trouve qu'en s'oubliant, en se donnant - le chrétien ira jusqu'au bout - en s'abandonnant (...) Le saint serait à l'issue de cette voie comme le héros à l'issue de la première ⁸⁷¹ » Dans cette perspective, *l'Ordre Nouveau* et aussi Thierry Maulnier se rattachaient à la voie du « héros », tandis que les responsables du groupe *Réaction-Revue du siècle* étaient plus proches de la seconde. Quant aux conceptions d'*Esprit* elles étaient telles, nous l'avons vu, qu'elles s'ouvraient pour beaucoup sur le christianisme, mais elles ne se présentaient pas comme exclusivement chrétiennes. On remarquera cependant qu'en janvier 1934 *Esprit* publia une lettre de Raymond de Becker à *l'Ordre Nouveau* affirmant l'insuffisance d'une conception purement « naturelle » de la personne humaine.

L'Ordre Nouveau répondit aux critiques qui lui furent ainsi adressées en tentant de corriger le caractère abrupt des vues exposées par Robert Aron et Arnaud Dandieu. Un feuillet encarté dans le n° 11 de sa revue précisait ainsi : « Il n'est pas vrai que cette conception de l'action exclue le moins du monde la connaissance et l'amour. Il est vrai que la personne est appelée à nos yeux à agir sur le monde et à le changer. Il n'est pas vrai que ce soit, pour nous, le seul rôle que la personne ait à remplir. » Par ailleurs, les responsables [353] sables de *l'Ordre Nouveau* qui se réclamaient d'une confession chrétienne, comme Daniel-Rops, Alexandre Marc et Denis de Rougemont, s'attachaient dans leurs travaux personnels à intégrer les positions du mouvement dans une perspective religieuse ⁸⁷². C'est ainsi que, dans son livre *Politique de la personne*, Denis de Rougemont écrivait : « Je ne saurais croire pourtant en l'efficacité d'une foi en l'homme fondée

⁸⁷¹ *Esprit*, n° 27, décembre 1934, p. 364-365.

⁸⁷² Ceci n'allait pas d'ailleurs sans difficultés ainsi que le prouve le premier entretien de Dandieu avec Mounier tel qu'il a été rapporté par ce dernier : « Il résiste à tout ce que je dis du don de soi, de la distance et de l'extériorité. Son personnalisme (...) est une affirmation fondamentale de la puissance de création de la personne, nietzschéenne en un sens, il l'admet. Tout le langage de renoncement, de don, toute allusion même à une extériorité lui apparaît comme un sacrifice à cette passivité, un recul de l'homme. Nous serrons la position chrétienne. En Dieu, il voit littéralement une opposition à la création humaine, celui qui brimerait la personne parce qu'il est toujours le premier créateur (...) A. Marc sauve les choses par sa vision catholique de l'univers où Dieu est personne vivante dans le Christ et par son Corps Mystique en nous-mêmes. Si bien que notre personne n'est que surélevée au sein de la personnalité par la motion divine du Médiateur. Il croit à la fois rejoindre Dieu et Dandieu. Dandieu admet que le catholicisme de A. Marc traduise sa pensée, mais lui refuse l'orthodoxie. J'admets l'orthodoxie, mais refuse la fidélité de l'interprétation marxiste à la pensée de Dandieu. Car il reste toujours pour le chrétien un « face à face » entre Dieu et la créature, même dans le surnaturel et la béatitude. Or Dandieu voit l'homme créateur, il ne l'admet pas créature » (Mounier *et sa génération*, p. 101).

sur l'homme seul ⁸⁷³. » De même, Daniel-Rops s'efforçait de replacer les conceptions de *l'Ordre Nouveau* dans la lumière de la doctrine catholique. Il terminait ainsi son ouvrage *Éléments de notre destin* sur ces mots : « Notre espoir suprême ne plonge pas ses racines dans les terres infécondes dont nous savons les limites mortelles, mais ailleurs, au sein d'une miséricorde, au cœur d'une tion ⁸⁷⁴. »

« Personnalisme héroïque » de *l'Ordre Nouveau*, « personnalisme spiritualiste » de *d'Esprit*, « personnalisme aristocratique » de Thierry Maulnier, « personnalisme chrétien et traditionaliste » de *Réaction*, ces personnalismes débouchaient, on le voit, sur des horizons assez divers. Pourtant ils s'accordaient sur deux propositions essentielles. Tout d'abord, contre tout monisme matérialiste et collectiviste, ils affirmaient la réalité irréductible de la vocation spirituelle et singulière de chaque homme, la transcendance et la liberté de la personne par rapport aux conditionnements biologiques, [354] économiques ou sociaux dans lesquels s'enracine l'existence humaine. Simultanément, refusant le dualisme des philosophies issues du cartésianisme ainsi qu'un spiritualisme qui bien souvent s'épuise en idéalisme, ces personnalismes se caractérisaient par le souci de ne pas séparer la transcendance spirituelle de la personne de son « existence incorporée » dans la nature, dans le monde et dans l'histoire. Résolus à tenir les deux bouts de la chaîne, ils rappelaient, d'une part, que le progrès spirituel de l'homme doit demeurer au premier rang dans l'échelle des valeurs à sauvegarder contre tous les matérialismes et, d'autre part, que ce progrès ne saurait être dissocié de l'aménagement de structures politiques, sociales et économiques inspirées de ce principe essentiel : la primauté de la personne humaine. Aussi leur défense du « spirituel » ne dédaignait pas, bien au contraire, de définir les bases sociales et économiques de la civilisation personnaliste à construire.

⁸⁷³ Politique de la personne, p. 26.

⁸⁷⁴ *Éléments de notre destin*, p. 253.

[355]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

**DEUXIÈME PARTIE
3. PROPOSITIONS POUR
UN ORDRE NOUVEAU**

Chapitre 3

Vers un ordre politique et social nouveau

[Retour à la table des matières](#)

Une « politique à hauteur d'homme » ordonnée à « la défense et à l'affirmation de la personnel ⁸⁷⁵ », tel était le principe essentiel sur lequel tous ces mouvements entendaient fonder leurs conceptions politiques et sociales. C'est au nom de ce principe qu'ils récusaient aussi bien l'individualisme démocratique faisant de l'homme un atome social, isolé et impuissant, que les régimes collectivistes noyant celui-ci dans des sociétés grégaires et étouffantes. Ces deux erreurs symétriques leur apparaissaient reposer sur une même méconnaissance de la nature profonde de la « personne ». Dans leur livre *Jeune Europe*, René Dupuis et Alexandre Marc pouvaient ainsi constater : « À la conception sociale actuelle qui vise à supprimer tout intermédiaire entre l'individu et l'État et à faire de la nation une poussière d'individus en face d'un État-providence tout-puissant et anonyme, la jeunesse oppose un système dans lequel le pouvoir politique sera profondément

⁸⁷⁵ D. de Rougemont, *Politique de la personne*, p. 25.

décentralisé, qui mettra les gouvernés et les gouvernants en contact permanent et qui favorisera la formation de "petites sociétés" spontanées dont Bergson écrit dans son dernier livre qu'elles sont seules à la mesure de l'homme ⁸⁷⁶. » Pour échapper aux deux périls de l'individualisme et du collectivisme, la solution était donc recherchée dans une conception de la société accordant une très grande importance aux communautés intermédiaires naturelles existant entre l'État et l'individu, conception que les uns qualifiaient de « corporative » (la *Jeune Droite*) et que les autres baptisaient « fédéraliste » (*l'Ordre Nouveau*).

La *Jeune Droite* se réclamait en ce domaine de l'enseignement du catholicisme social (principalement représenté à ses yeux par [356] l'œuvre de La Tour du Pin) et de la doctrine maurrassienne, avec une préférence marquée pour les thèses décentralisatrices du « jeune Maurras » des années 1900-1910, car ce thème était un peu laissé en sommeil par *l'Action française* des années 30. Constatant que c'est, enraciné dans sa famille, dans sa bourgade, dans sa région, que « l'homme est le plus lui-même », *Réaction* se prononçait ainsi, dès son manifeste, pour un ordre social qui permette « le développement de la personne humaine libre dans ses cadres sociaux naturels ⁸⁷⁷ ». De son côté, Jean-Pierre Maxence écrivait : « Le libéralisme nie ces groupes et les condamne pratiquement à végéter sans pouvoir et sans influence. Le marxisme n'en a pas besoin, il les absorbe dans l'État. Le corporatisme affirme violemment leur existence, leur force, leurs droits. Il leur fait une place essentielle. Il les considère comme l'intermédiaire nécessaire entre la personne et la société. Il décèle, intègre, consolide leur réalité ⁸⁷⁸. » Ces Communautés naturelles, la *Jeune Droite* les énumérait : famille, village ou ville, région, métier ou profession. C'était sur ces « corps intermédiaires » que devait se construire, selon elle, la « société organisée », la « société pour les libertés ⁸⁷⁹ » qu'elle souhaitait voir se bâtir : « Une société n'est véritablement organisée que lorsque les groupes les plus intimes, les plus unis qui la constituent sont représentés dans le gouvernement des groupes plus généreux, plus vastes, moins homogènes. Ordonnés de telle manière que l'un n'absorbe jamais, ne paralyse jamais l'au-

⁸⁷⁶ Jeune Europe, p. 207.

⁸⁷⁷ *Réaction*, n° 1, avril 1930, p. 2.

⁸⁷⁸ Demain la France, p. 147.

⁸⁷⁹ Titres de chapitres de *Demain la France*.

tre, chacun de ces groupes doit, à l'intérieur, laisser aux personnes qui le fondent le maximum d'indépendance, le plus grand nombre possible de libertés ⁸⁸⁰. »

L'Ordre Nouveau, où l'influence de Proudhon était sur ces problèmes prédominante, proclamait son adhésion au « fédéralisme expression vivante de la diversité des hommes ⁸⁸¹ ». Considérant que « la vocation de la personne humaine ne trouve son accomplissement que dans les cadres naturels où s'élargit sa responsabilité, où sa réalité profonde s'engage ⁸⁸² », *l'Ordre Nouveau* affirmait la nécessité de « revenir à ces réalités humbles, saines et fécondes sans lesquelles (...) il ne peut y avoir de personne, à cette base concrète, à ce particulier charnel qui seuls permettent à l'universel d'échapper à [357] la tentation de l'abstrait ⁸⁸³ ». Dans cette perspective, il définissait ainsi les « bases éternelles » de l'homme : la « famille », véhicule d'une « tradition vivante » qui est « une des expressions fondamentales et permanentes de la personne ⁸⁸⁴ » ; la « commune », caractérisée, « en dehors de toute activité professionnelle et de tous cadres administratifs rigides, par une localisation territoriale et une communauté de vie, de coutume et d'esprit particulariste ⁸⁸⁵ » ; la « profession » à laquelle *l'Ordre Nouveau* accordait une grande place dans ses projets d'organisation économique ; et, enfin, la « région » ou, plus exactement, la « patrie régionale ».

L'Ordre Nouveau estimait en effet que c'était à la région, au sens commun de ce terme, que devait s'appliquer la désignation de « patrie » car il pensait que c'est dans ce cadre privilégié que s'expriment avec le plus de force « le sentiment irréductible d'attachement à la terre » et « le rapport qui existe entre tout être humain et les puissances du sang et du sol ⁸⁸⁶ ». « Tout homme, écrivaient Claude Chevalley et Alexandre Marc, naît dans une ambiance concrète que de nombreux facteurs, géographiques, historiques, sociaux, etc. contribuent à déterminer. L'organisme psycho-physiologique baigne dans cette ambiance et le modèle. La patrie est donc l'expression d'un contact charnel, sentimental entre l'homme et le milieu

⁸⁸⁰ J.-P. Maxence, *Demain la France*, p. 259.

⁸⁸¹ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 12.

⁸⁸² *Ibid.*, p. 8.

⁸⁸³ C. Chevalley, A. Marc, *Avant-Poste*, février 1934, p. 18.

⁸⁸⁴ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 9.

⁸⁸⁵ *Ibid.*, p. III.

⁸⁸⁶ C. Chevalley et A. Marc, *Avant-Poste*, février 1934, p. 18.

dans lequel il vit : c'est dire son caractère spatialement limité. L'être humain ne peut se sentir réellement rattaché par des liens d'ordre sensible qu'à des unités géo-politiques d'importance régionale. En d'autres termes, la patrie se rapproche de la famille : comme cette dernière, elle est une donnée ; comme cette dernière, elle est déterminée par les puissances vitales ; comme cette dernière, elle ne peut comporter que des limites rigoureusement restreintes. Quand nous disons "patrie", c'est donc la patrie régionale que nous entendons ⁸⁸⁷. » Aussi la région devait-elle être, selon *l'Ordre Nouveau*, l'un des axes essentiels de la reconstruction de l'ordre politique et social.

Ce souci de redonner vie aux « corps intermédiaires » laminés par la Révolution de 1789 n'était pas étranger à *Esprit* où l'on retrouvait des influences proudhoniennes très nettes et où l'on était extrêmement méfiant à l'égard de tout risque d'étatisme. C'est [358] ainsi que l'on pouvait lire sous la plume de Georges Izard une fervente et quelque peu sentimentale apologie du régionalisme : « Nous avons trouvé un instinct sec et rude : l'amour du pays natal. Longtemps je l'ai méconnu. J'ai quitté ma province avec joie. Mais la nature parle de nouveau dès qu'on a passé l'âge où l'on sacrifie à tous les songes. J'aime : un mot de patois me prend aux entrailles ; jamais à l'âme, je le veux bien, mais je suis un être de chair et de sang. J'ai vu des Bretons soudain pâlir et se taire en plein Paris parce qu'un fin brouillard commençait à tomber (...) Amour de la petite patrie, instinct indéracinable, centre de vie ⁸⁸⁸. » Comme *l'Ordre Nouveau*, Izard insistait sur le caractère charnel et affectif de cet amour de la « petite patrie », un « amour de bête », fruit de ces « élans irrésistibles de la chair seule où se retrouve la camaraderie perdue entre les vivants et la terre ⁸⁸⁹ ». Cette déclaration s'accompagnait d'une profession de foi décentralisatrice : « Nous voulons que la cité soit une projection de la personne. Que le pouvoir soit proche des administrés, que la servitude à l'égard du centre soit inconnue, que l'essentiel de la vie politique se limite à ces lieux qu'on aime, que les citoyens n'aient à se prononcer que sur les intérêts qu'ils connaissent mieux que quiconque. Nous éviterons ainsi les dangers du gigantisme, erreur que le communisme et le capitalisme se disputent la honte de répandre ⁸⁹⁰. » Dès sa

⁸⁸⁷ *Ibid.*, p. 19.

⁸⁸⁸ Nouvelle Revue française, décembre 1932, p. 828.

⁸⁸⁹ *Esprit*, n° 4, janvier 1933, p. 549.

⁸⁹⁰ Nouvelle Revue française, décembre 1932, p. 829.

première livraison, *Esprit* affirmait d'ailleurs : « La décentralisation, qui permet de connaître les besoins des personnes et les fait participer à un pouvoir toujours proche, est donc à la fois la garantie et l'exercice de la liberté ⁸⁹¹. »

Ainsi, que leur inspiration ait été maurrassienne ou proudhonienne, les positions de ces mouvements convergeaient dans l'idée que seul un ordre social fondé sur le respect des sociétés « prochaines » dans lesquelles s'enracine l'existence humaine permettait d'échapper aux impasses de l'individualisme et du collectivisme : « L'équilibre de ces communautés décentralisées, notait encore [359] *Esprit*, garantira contre le retour à l'anarchie en même temps qu'il sauvegardera la personne, valeur première, contre l'oppression d'un appareil social trop centralisé ⁸⁹². » En faveur de cette solution militaient particulièrement, d'une part, le souci de ces groupes de freiner le développement d'un étatsisme jugé de plus en plus envahissant et, d'autre part, leur volonté de « retour au concret », leur tendance à substituer à des groupements administratifs artificiels et abstraits les « cadres naturels » spontanés dans lesquels chacun est susceptible d'avoir un contact personnel avec les détenteurs du pouvoir et une connaissance directe des intérêts et des problèmes discutés.

En faveur de cet « ordre corporatif », la *Jeune Droite* avançait un autre argument en se fondant sur le fait que l'amour de ces communautés naturelles est pour l'homme un moyen de sortir de lui-même, un chemin pour s'ouvrir à l'universel : « Infiniment grand, infiniment petit, borné par ses contours physiques, remarquait René Vincent dans *Réaction*, l'homme ne peut manifester un immense sentiment qu'au maigre objet que ses bras peuvent étreindre, mais ce seul baiser sera le signe de son grand amour. Qu'on lui permette de saisir ce qui est proche et ce qui est proche répercutera son geste jusqu'à ce qui est lointain. Ce qui est proche, c'est sa famille, son village, sa patrie. S'il aime sa famille, il n'aura plus de peine à pratiquer la charité qui est amour de tous les autres. Au travers de son village, de sa

⁸⁹¹ *Esprit*, n° I, octobre 1932, p. 135. Cf. aussi le *Manifeste au service du personnalisme* : « Le personnalisme doit se garder de conclure hâtivement à on ne sait quelle conception granulaire de la société qui ne serait qu'une expression tout extérieure de ses exigences. Il n'en reste pas moins que les pouvoirs locaux et régionaux, proches de leurs objets et proches du contrôle, doivent être largement développés par une décongestion de l'État. La personne y trouvera de nouvelles possibilités et une nouvelle protection. » (*Esprit*, octobre 1936, p. 189-190.)

⁸⁹² E. Mounier, « Lignes de position », *Esprit*, n° 21, juin 1934.

patrie, c'est à l'Univers qu'ira son amour, puis de l'Univers terrestre au Paradis où il n'est pas de frontière ⁸⁹³. »

Cette vision des choses n'était pas partagée par *Esprit*, tant s'en faut. Aux yeux d'*Esprit*, qui employait là certains concepts bergsoniens, ces petites sociétés sont toujours menacées de donner naissance à des égoïsmes collectifs et de se transformer en sociétés « closes ». Aussi Georges Izard considérait-il que l'on ne pouvait voir dans l'amour du pays natal et de la province une préparation à l'amour de la patrie au sens habituel de ce terme : « L'amour du pays natal ne s'épanouit jamais en amour de la patrie. Au contraire, s'il se développe, il en devient un furieux adversaire ; il commence dans le particularisme pour finir dans la revendication de l'autonomie ⁸⁹⁴. » Dans cette perspective, le patriotisme, loin d'être le [360] prolongement de l'attachement à la province, apparaissait au contraire comme un contrepoids nécessaire pour éviter que ce dernier ne se perde dans un provincialisme stérile et sans issue. De ce fait, malgré les doutes formulés par la *Jeune Droite* sur le patriotisme d'*Esprit*, celui-ci était cependant bien réel : *Esprit* se défendait de méconnaître la réalité de la patrie, prétendant ne dénoncer que son durcissement en égoïsme chauvin. « Nous sommes des hommes incarnés, notait Mounier, nous tenons à une patrie, nous savons son visage, son expérience, ses dons et, par conséquent, sa mission propre ⁸⁹⁵. » Toutefois, la définition qu'en donnait Izard était assez floue et abstraite car il semblait voir essentiellement dans la patrie une unité culturelle, un « même tour d'esprit », une « affinité spirituelle » : « une façon spéciale de voir les choses, de les exprimer, de les sentir. » « Cela n'est rien ou presque, ajoutait-il, mais se glisse partout dans la façon de marcher, de s'habiller, de parler, d'aimer, de mourir ⁸⁹⁶. » Le texte élaboré au Congrès de Font-Romeu complétait cette définition par un élément historique : « Un groupe d'hommes a cherché, lutté, souffert et le résultat de son histoire commune c'est une vision particulière du monde. » Cette conception n'était pas tout à fait du goût de la *Revue du siècle* qui lui reprochait d'être imprécise et de négliger l'assise géographique et territoriale de la patrie. Par ailleurs, la *Jeune*

⁸⁹³ *Réaction*, n° 6, avril 1931, p. 22.

⁸⁹⁴ *Esprit*, n° 4, janvier 1933, p. 550.

⁸⁹⁵ *Esprit*, n° 16, janvier 1934, p. 536.

⁸⁹⁶ *Esprit*, n° 4, janvier 1933, p. 553-554.

Droite n'appréciait que très modérément les mises en garde répétées d'*Esprit* contre la tentation de faire du patriotisme un culte idolâtre.

Ces vues d'*Esprit* - surtout développées par G. Izard d'une manière parfois un peu confuse - avaient un certain nombre de points communs avec celles de l'*Ordre Nouveau*. Celui-ci répudiait, comme *Esprit*, ce qu'il appelait le « fédéralisme pyramidal ». Exprimant ses craintes de voir se développer des « chauvinismes locaux », il considérait en effet qu'il devait s'établir entre la « patrie » (synonyme, rappelons-le, de région dans le vocabulaire de l'*Ordre Nouveau*) et la « nation » une tension permanente et féconde ⁸⁹⁷ permettant aux « patries » de ne pas s'étioler en se refermant sur elle-même et à la « nation » de ne pas s'évanouir dans l'abstrait : « La nation et la patrie, loin de pouvoir s'opposer, se soutiennent [361] et se complètent. La vocation nationale empêche les unités locales, les "patries" dans le sens précis du terme, de tomber dans la stagnation d'un provincialisme sans large horizon. L'enracinement concret, charnel pourrait-on dire, empêche une culture nationale de se dessécher, de perdre contact avec le réel et de succomber à la tentation de l'abstrait ⁸⁹⁸ ». De la « nation », l'*Ordre Nouveau* - qui avait le goût de bouleverser les définitions les mieux établies, ce qui n'était pas toujours un élément de clarté - avait une conception assez particulière, proche d'ailleurs de ce qu'Izard appelait dans sa terminologie personnelle la patrie ⁸⁹⁹. L'*Ordre Nouveau* définissait en effet en ces termes la « nation » dans le lexique qui accompagnait son programme : « La nation est une tradition historique et un nœud de culture ; elle correspond aux facteurs spirituels communs à diverses patries régionales : en elle s'incarne, sous une forme concrète, l'esprit d'universalité qui règne sur des terres particulières ⁹⁰⁰. » Ainsi la « nation » s'identifiait avec une certaine aire culturelle, mais ne coïncidait pas nécessairement avec un État ni avec des frontières administratives : « Exemple : la France, l'Italie ou l'Espagne sont des nations ; mais non la Russie, la Tchécoslovaquie ou les États-Unis ⁹⁰¹. » À tra-

⁸⁹⁷ C'était là une des applications particulières de la philosophie « dialectique » de l'*Ordre Nouveau* évoquée plus haut. De même, alors que la *Jeune Droite* insistait sur l'harmonie à réaliser entre tous les groupes constituant le corps social, l'*Ordre Nouveau*, soulignait, lui, la nécessité de sauvegarder, tout en évitant l'anarchie, l'existence de tensions entre ces groupes.

⁸⁹⁸ C. Chevalley, A. Marc, *Avant-Poste*, février 1934, p. 22.

⁸⁹⁹ Dans le *Manifeste au service du personnalisme*, Mounier adoptera la terminologie et les définitions de l'*Ordre Nouveau*.

⁹⁰⁰ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 11.

⁹⁰¹ Ibid.

vers ces distinctions, le but recherché par *l'Ordre Nouveau* était de disloquer le cadre classique de « l'État-Nation » en dispersant à des niveaux et dans des domaines différents les éléments le constituant : « patrie », « nation », « État ».

Cet échafaudage n'allait pas sans quelque artifice, aussi la *Jeune Droite* ne ménageait-elle pas ses critiques à ces conceptions de *l'Ordre Nouveau* et, notamment, à sa définition de la nation : « On peut s'étonner, remarquait Maxence, de voir des hommes qui critiquent dans le monde moderne la prédominance tyrannique de l'abstraction nous proposer une patrie sans frontière, réduite à un pur sentiment racique, quelque chose comme la "patrie juive" qui subsiste sous tous les climats ⁹⁰². » La *Jeune Droite* restait pour sa part nationaliste au sens traditionnel du terme et considérait que l'attachement à la famille et à la province trouve son plein épanouissement dans l'amour de la patrie et de la nation. Tout en insistant, nous l'avons vu, sur l'importance des sociétés intermédiaires constituant la collectivité nationale, elle n'en continuait pas [362] moins à voir en celle-ci le cadre privilégié dans lequel peut s'accomplir de la manière la plus enrichissante le destin de l'homme : « Dans l'état présent du monde, la nation est la condition première des autres biens, tant spirituels que matériels. C'est elle qui soutient, élève nos virtualités d'êtres vivants jusqu'à l'acte d'une nature humaine, elle qui nous fait homme. C'est elle qui à un degré et sous des formes variables, nous transmet le capital de la civilisation ⁹⁰³. » La définition qu'elle donnait de la nation synthétisait les trois termes que *l'Ordre Nouveau* voulait dissocier. Elle en résumait en effet ainsi les composantes : « L'origine d'abord, la "nation", l'alliance de familles rapprochées par des liens de sang : de là sortent la continuité, le lest de la tradition, l'éducation commune, la poussée vers l'avenir. Le milieu ensuite : le cadre naturel, le territoire qui provoque l'adaptation, qui stabilise. Enfin le ciment qui achève la synergie des deux autres : l'organisation politique, l'État ; il assume la protection, la direction, l'ordre, le progrès ⁹⁰⁴. » Si la *Jeune Droite* admettait que les critiques d'*Esprit* attaquant le nationalisme comme la transposition à l'échelle collective d'un individualisme honteux pouvaient avoir quelque fondement contre une forme de nationalisme qu'elle qualifiait de « révolutionnaire », elle n'en affirmait pas

⁹⁰² *Réaction*, n° 8, janvier 1932, p. 48.

⁹⁰³ J. Terral, *Revue du siècle*, n° 10, février 1934, p. 14.

⁹⁰⁴ *Ibid.*, p. 14.

moins la légitimité d'un nationalisme français « raisonnable, nécessaire, mais réaction limitée de défense et de vie ».

Il est à remarquer que la *Jeune Droite* insistait sur les limites de son nationalisme. Elle soulignait qu'il ne s'agissait pas pour elle d'en faire un absolu, qu'il ne devait pas conduire au mépris des autres nations, qu'il ne devait pas faire perdre de vue ce que le manifeste de *Réaction* appelait « l'unité humaine ». Elle mettait l'accent sur son caractère de « mal nécessaire » imposé par l'histoire et la situation de l'Europe des années 1930. Il y avait d'ailleurs chez la *Jeune Droite* comme une nostalgie de l'Europe chrétienne et à plusieurs reprises elle citera un texte ancien de Maurras qui exprimait ce caractère relatif du nationalisme. « C'est le malheur des siècles et la suite funeste de nos révolutions qui ont voulu que de nos jours les nations deviennent les intermédiaires inévitables pour ces rapports lointains qui sans elles s'effondrent. Il n'en a pas toujours été ainsi. Il fut un temps où l'Internationale ne dépendait pas des nations mais les présidait et les commandait. Avant d'être Français, Italien, Anglais ou Germain, l'homme du Moyen Age fut citoyen [363] d'une civilisation générale qui avait sa langue, son esprit, ses mœurs, sa foi, sa science, son art, ses façons de sentir sans aucun souci de la base des États. La vraie frontière, la frontière religieuse, s'étendait jusqu'à la rencontre de la barbarie. Il ne faut pas craindre de le redire : cela était, cela n'est plus. Nous avons eu mais nous avons perdu l'unité humaine. »

Si la *Jeune Droite* considérait *hic et nunc* le nationalisme - limité - « comme la seule issue laissée par l'événement ⁹⁰⁵ », elle n'estimait donc pas que la nation fût fatalement le dernier stade de l'évolution des sociétés. Aussi ne manifestait-elle pas une hostilité absolument systématique à l'idée d'une union européenne. Cependant, ses jugements étaient sévères pour « ceux qui se gargarisent des échos de Paneurope ⁹⁰⁶ ». C'est qu'en effet la voie empruntée par Briand et le briandisme lui paraissait sans issue : une Europe fondée seulement sur une union d'intérêts économiques ou sur de fragiles textes juridiques lui semblait promise à l'échec. « Sous prétexte de réalisme positif, notait Roger Magniez dans *Réaction*, elle pense [l'Europe] à remplacer ce qui lui manque par des conventions sur le fer et sur le charbon, par l'unification des tarifs douaniers, par l'accroissement des échanges

⁹⁰⁵ T. Maulnier, *Demain la France*, p. 33.

⁹⁰⁶ J. de Fabrègues, *Réaction*, n° 5, février 1931, p. 25.

commerciaux, par les chemins de fer, par la T.S.F. Elle s'étourdit de discours, de palabres, de conférences, de statistiques. Ou bien encore, elle se satisfait du verbalisme des pactes où l'on s'interdit solennellement de se servir dorénavant de la guerre comme instrument de la politique. Pauvres moyens qui ne servent qu'à mesurer notre abaissement moral et spirituel et à masquer la peur qui nous étreint ⁹⁰⁷. » Toutefois, ce qui était ainsi mis en question, c'était plus les moyens mis en œuvre que le but poursuivi. Pour la *Jeune Droite*, l'unité à faire devait reposer tout d'abord - et l'on retrouvait là sa nostalgie de l'Europe chrétienne - sur l'existence d'une communauté spirituelle. Jean de Fabrègues prophétisait : « L'Europe sera quand elle aura retrouvé un esprit commun et ce ne sont pas les rites européens qui suffiront à le lui rendre ⁹⁰⁸. » C'est pourquoi, la création des conditions véritables d'un ordre européen supposait, selon Roger Magniez, « un formidable mouvement de réaction spirituelle ⁹⁰⁹ ». Ce thème de l'Europe [364] fut surtout développé par *Réaction* dans les années 1930-1931, c'est-à-dire au moment où le projet Briand était au premier plan de l'actualité. Par la suite, il n'en fut plus guère question. Malgré tout, il était intéressant de noter cette attitude qui ne rejetait pas absolument l'idée d'un dépassement du cadre national et allait même jusqu'à envisager favorablement l'idée d'un « fédéralisme mondial ⁹¹⁰ ».

Cette éventualité d'un dépassement possible des frontières nationales traditionnelles se retrouvait dans *Esprit* et, surtout, dans *l'Ordre Nouveau*. Dans *Esprit*, Georges Izard insistait sur les hasards de l'histoire qui faisaient selon lui du patriotisme « un sentiment naturel pour une création fortuite, sinon artificielle ⁹¹¹ ». Soulignant que l'objet du patriotisme était quelque chose de fluent, fruit de circonstances contingentes, il se refusait à le considérer comme fixé une fois pour toutes, réservant dans l'avenir la possibilité d'une extension du sentiment patriotique avec l'extension de la notion de société. Plus explicitement, le programme élaboré à Font-Romeu déclarait à propos de la patrie : « Elle ne se dresse pas contre les autres, elle leur apporte et elle reçoit d'elles ; et peut-être cet échange se transformera-t-il un jour en une communauté morale qui élargira un jour la pa-

⁹⁰⁷ *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 22.

⁹⁰⁸ *Réaction*, n° 3-4, juillet 1930, p. 112.

⁹⁰⁹ *Réaction*, n° 1, avril 1930, p. 22.

⁹¹⁰ J. Loisy, *Revue du siècle*, n° 13, juin 1934, p. 69.

⁹¹¹ *Esprit*, n° 4, janvier 1933, p. 554.

trie ⁹¹². » Ce texte envisageait aussi la formation d'une « fédération mondiale » destinée à « assurer la paix entre les États et, plus encore, à organiser un échange des valeurs morales qu'ils représentent ⁹¹³ ». Cependant, ces thèmes n'étaient guère développés par *Esprit* dont la position la plus claire était négative : le souci de brider toute forme de nationalisme et le refus de faire de la patrie ou de la nation un absolu.

Comme de coutume, *l'Ordre Nouveau* était plus dogmatique. Ses conceptions, toutefois, restaient sur nombre de points imprécises du fait, notamment, du caractère parfois contradictoire des programmes successifs qu'il élaborait. Il s'affirmait, nous l'avons vu, « fédéraliste » et il mettait l'accent sur la nécessité de tenir compte des exigences de la « solidarité internationale ». Mais, de même qu'il refusait, à l'intérieur, de confondre son « fédéralisme » avec une simple politique décentralisatrice ou régionaliste au sein de l'État-Nation, il refusait, à l'extérieur, de fonder son « fédéralisme » sur une simple association de ces mêmes États-Nation, ceux-ci [365] étant, selon lui, condamnés à une rivalité incessante et stérile. Tel était, à ses yeux, une des tares majeures de la Société des Nations et des projets briandistes. Son « fédéralisme » supposait donc l'éclatement préalable des États-Nation. On retrouvait ici la condamnation déjà évoquée d'un « fédéralisme pyramidal » prétendant « grouper les communes en régions, les régions en patries, les patries en nations et les nations en Esdénne... ⁹¹⁴ ». La « Fédération O.N. » devrait donc rassembler dans un ordre toutes ces « sociétés » et ces « communautés » considérées comme des réalités hétérogènes, mais sans les détruite et sans les intégrer dans une hiérarchie homogène qui stériliserait les tensions nécessaires entre les différents pôles de cette « fédération ».

Plus concrètement, un des textes-programme publié en décembre 1933 par *l'Ordre Nouveau* se prononçait pour une « organisation régionaliste de l'Europe » reprenant d'ailleurs là un vocabulaire qui avait été celui de *Plans*, lequel avait donné en 1931 à l'un de ses numéros spéciaux ce titre significatif : « Faites l'Europe, sinon faites la guerre. » Dans une livraison de *l'Ordre Nouveau* intitulée « Par-dessus les frontières... vers le fédéralisme », René Dupuis s'attachait à montrer que l'Europe présentait d'ailleurs de nombreuses pierres d'attente pour une

⁹¹² *Esprit*, n° 1, octobre 1932, p. 136.

⁹¹³ Ibid.

⁹¹⁴ A. Marc, *Ordre Nouveau*, n° 15, novembre 1934, p. 14.

organisation fédéraliste : par l'existence d'une unité organique de civilisation ; par la référence commune à une échelle de valeurs héritée du christianisme et fondée sur le primat de la personne humaine ; et, en même temps, par la multiplicité et la diversité des foyers particuliers de vie sociale et de culture. René Dupuis concluait cet article en souhaitant, pour « le salut de l'Europe », que les peuples européens s'acheminent vers une révolution fédéraliste de façon à permettre l'épanouissement de ce « pluralisme cohérent » brimé par le développement, depuis le XVI^e siècle, d'une politique de « clans » aboutissant au « morcellement de l'Europe en unités politiques de plus en plus étanches et fermées ⁹¹⁵ ». On notera aussi que, à l'image de la *Jeune Droite*, ce texte traduisait une certaine nostalgie de l'Europe médiévale : « Saint Louis, écrivait-il ainsi, réussit presque à résoudre le problème de l'Europe, en s'appuyant sur l'organisation économique et les règles sociales du féodalisme - lesquelles assuraient et unité organique la diversité locale et culturelle - et en élevant le monde féodal au-dessus de lui-même par le libre recours des suzerains à l'arbitrage d'équité chrétienne et à la direction [366] spirituelle que son prestige moral lui valut d'exercer - arbitrage et direction qui étaient l'expression et le symbole vivant du principe de personnalisme et d'universalisme ⁹¹⁶. »

Sur la voie à emprunter pour parvenir à cet ordre européen, *l'Ordre Nouveau* se séparait de la *Jeune Droite* en accordant une assez grande importance à la possibilité d'une coopération économique européenne qui lui apparaissait comme un moyen de faire naître une solidarité de l'Europe autour de ses besoins vitaux. *L'Ordre Nouveau* proposait ainsi d'instituer entre les peuples européens une « zone d'échanges planés » et de créer, pour ce faire, un « organisme supra-national » ayant pour tâche de coordonner la production et la répartition des « produits nécessaires à la vie ⁹¹⁷ ». Assurant à chaque Européen une sorte de minimum vital, ce projet devait être, selon ses auteurs, un gage de paix pour le continent, un moyen de sortir des impasses de l'internationalisme et de l'autarcie : « Reposer sur ces bases les question supranationales, notait Robert Aron, assurer par une solidarité réelle entre les peuples aussi bien une production planée des denrées essentielles qu'une production libre des denrées de luxe, c'est montrer qu'il y a aux

⁹¹⁵ Ibid., p. 27.

⁹¹⁶ *Ordre Nouveau*, n° 15, novembre 1934, p. 26.

⁹¹⁷ Cf. R. Aron, *ibid.*, p. 3-7.

problèmes politiques extérieurs d'autres solutions que l'impérialisme, d'une part, et l'internationalisme, d'autre part ⁹¹⁸. »

Ainsi, si l'on retrouvait dans tous ces groupes des thèmes communs, leur accord n'était pas total. Ces divergences s'accusaient sur un sujet qui, par certains côtés, était connexe des précédents, celui de la colonisation. La *Jeune Droite* s'en désintéressait le plus souvent. Toutefois, un chapitre lui fut consacré par Thierry Maulnier dans *Demain la France*, chapitre qui célébrait « la France, nation colonisatrice par tradition, par héritage, par culture, par sa civilisation même et la forme d'esprit de ses citoyens ⁹¹⁹ ». Considérant les colonies comme « des instruments de puissance et de prestige, des réserves de forces, des vassaux utiles, non des terres à prendre », il soulignait que l'Empire était la grande chance de la France, une chance trop ignorée par ses propres dirigeants : « Ou elle [la France] sera impériale et coloniale, écrivait-il, ou elle devra renoncer à sa place au rang de grande nation ⁹²⁰. » Montrant que la colonisation française n'était pas motivée par la recherche de terres à occuper pour y déverser un excès de population, il insistait [367] sur le fait qu'elle était l'expression d'une « fonction civilisatrice ». Aussi souhaitait-il que l'on fasse « comprendre aux populations assujetties à la France qu'elles ont, seules dans le monde, la chance de n'être pas menacées par les peuples avides d'air libre et qu'elles sont protégées contre eux, que nous n'aspirons qu'à un empire politique, administratif, économique, militaire et spirituel de forme romaine où les nationalités sont respectées, qu'en un mot, la domination française et la seule chance pour les peuples soumis de parvenir un jour à une existence d'hommes libres ⁹²¹ ». Ainsi, même s'il était jugé regrettable que les colonies soient trop souvent considérées par la métropole comme « de vagues dépendances où le régime n'envoie guère, aux côtés d'une élite militaire, que ses hommes d'affaires les plus rapaces, ses bagnards et ses fonctionnaires compromis ⁹²² », le principe de la colonisation n'était pas mis en question par la *Jeune Droite*.

Telle n'était pas la position *d'Esprit* qui fut notamment exposée par Olivier Lacombe sous le titre « La colonisation devant la conscience chrétienne ». Celui-

⁹¹⁸ *Ibid.*, p. 7.

⁹¹⁹ *Demain la France*, p. 121.

⁹²⁰ *Ibid.*, p. 121.

⁹²¹ *Demain la France*, p. 122.

⁹²² *Ibid.*, p. 120.

ci faisait d'abord dans cet article un examen très critique des divers arguments avancés par les défenseurs de la colonisation. C'est ainsi que, tout en admettant l'existence d'une « mission civilisatrice de l'Occident », il formulait de sérieuses réserves sur cette « mission » en soulignant que, dans la pratique, elle se trouvait souvent trahie par ceux qui s'en réclamaient et en déplorant que cette idée conduise trop souvent les colonisateurs à « manquer de sympathie et de compréhension à l'égard des cultures étrangères à la tradition européenne ⁹²³ ». Il ne niait pas d'autre part que la colonisation ait pu être dans certains cas bénéfiques : « Il n'est pas douteux que le fait actuel de la colonisation, si précaires qu'en soient les fondements de droit, peut encore apporter à certains peuples colonisés des bienfaits appréciables et qu'en nombre de cas une retraite précipitée de l'autorité métropolitaine serait un désastre pour la colonie. Il n'est pas douteux que du bien a été fait, des abus criants redressés, des coutumes désuètes ou ankylosées abolies, le désordre chronique réduit ⁹²⁴. » Ceci admis, il mettait l'accent sur le caractère provisoire de la colonisation dont le but final ne pouvait être, à ses yeux, que l'émancipation des peuples en tutelle : « Les puissances colonisatrices doivent se montrer [368] particulièrement soucieuses de préparer le retour, aussi prompt que possible, de leurs colonies - sans bien entendu pécher pour cela par imprudence et précipitation, mais ce n'est pas à craindre - à un statut politique normal. Ce qui ne se fera pas ainsi dans la paix et une amitié au moins relative, se fera tôt ou tard par la violence et le mal n'en sera que plus grand ⁹²⁵. » Dans cette perspective, afin de ménager les transitions, Olivier Lacombe se prononçait pour le développement des mandats internationaux de la Société des Nations se substituant aux protectorats étatiques.

Plus directement, *Esprit* s'engagea dans une campagne contre ce qu'il considérait comme les abus et les tares de la colonisation. Il publia ainsi un numéro spécial intitulé « Pour la vérité en Extrême-Orient », consacré à la guerre sino-japonaise et aux problèmes de l'Indochine française. Dans l'avant-propos, Mounier déclarait : « Ceux mêmes qui croiraient à un "juste colonialisme" doivent exiger l'enquête sur des faits qui minent à grande vitesse l'œuvre chère à leur cœur. Ceux qui pensent qu'un apport spirituel peut être offert à des peuples mi-

⁹²³ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 1023.

⁹²⁴ *Ibid.*

⁹²⁵ *Esprit*, n° 6, mars 1933, p. 1024.

neurs ou différemment évolués à condition que l'on soit respectueux des civilisations, sans suffisance de caste, prêts à recevoir autant qu'à donner, à proposer et non pas à imposer, ceux-là ont, les premiers, le devoir de se désolidariser avec éclat des marchands et des policiers qui couvrent d'un langage spirituel des mœurs de corsaires petits-bourgeois ⁹²⁶. » Suivait notamment un reportage d'Andrée Viollis dénonçant l'exploitation mercantile de l'Indochine, l'aveuglement des fonctionnaires coloniaux et la brutalité de la répression policière contre les menées nationalistes. Elle terminait son article en citant un propos d'un haut-fonctionnaire : « Dans quinze ans, nous autres, Français d'Indochine, nous ne serons plus ici et ce sera notre faute. »

L'Ordre Nouveau était sur cette question proche d'Esprit. Il était en effet assez critique à l'égard de l'œuvre colonisatrice à l'intérieur de laquelle il soulignait l'influence pernicieuse du capitalisme : « La question est de savoir, interrogeait Jacques Dalbon, si la colonisation est un jeu à fins capitalistes et belliqueuses ou si c'est une œuvre à fins humaines ⁹²⁷. » Sur le plan doctrinal, la colonisation lui paraissait être une forme d'impérialisme qu'il répudiait très nettement : « Nous condamnons et rejetons le colonialisme sous toutes ses formes : ne sont légitimes que les groupements spontanés – historiques, [369] géographiques, économiques et humains - des régions naturelles ⁹²⁸. »

On le voit, les perspectives de tous ces mouvements étaient assez loin d'être absolument identiques. Malgré tout, au-delà des divergences, il y avait entre eux quelques principes communs. Tout d'abord - et cela découlait de leur « personnalisme » - l'affirmation que la société est une réalité naturelle dans laquelle s'enracine nécessairement l'existence humaine et non le fruit d'un hypothétique contrat social. En second lieu, ces mouvements insistaient tous, nous l'avons noté, sur le fait que la « société » n'est pas un être homogène et monolithique mais un ensemble complexe de groupes sociaux divers qui doivent être articulés et fédérés de telle façon que l'homme échappe aussi bien à l'anarchie d'un individualisme abstrait qu'à l'oppression d'un collectivisme dépersonnalisant. Une multitude organisée de communautés s'étageant entre l'individu et l'État et correspondant aux diverses exigences de la vie humaine leur apparaissait comme la meilleure garantie

⁹²⁶ *Esprit*, n° 15, décembre 1933, p. 350.

⁹²⁷ *Ordre Nouveau*, n° 2, juin 1933, p. 27.

⁹²⁸ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 27.

des libertés personnelles et du progrès social. Ils soulignaient par ailleurs que si chacun de ces groupes, auquel l'homme est amené à s'agréger au cours de son existence, doit être reconnu dans sa réalité autonome, il ne doit pas pour cela se refermer sur lui-même et donner naissance à un particularisme agressif mais, au contraire, s'intégrer dans une harmonie globale. C'est cette idée qui amenait ces mouvements à mettre, avec plus ou moins de vigueur, l'accent sur les limites du patriotisme et sur les exigences de la solidarité internationale. Telles étaient donc - schématiquement résumées - quelques-unes des notions-clé qui inspiraient aussi bien le « corporatisme nationaliste » de la *Jeune Droite* que le « fédéralisme intégral » de *l'Ordre Nouveau* en passant par les tendances régionalistes et décentralisatrices d'*Esprit*. Une telle unité d'inspiration n'empêchait pas tout désaccord et il est bien évident que les vues de la *Jeune Droite* qui tendaient surtout à un nouvel aménagement social du cadre de l'État-Nation n'étaient pas exactement celles de l'Ordre Nouveau qui considérait que la dislocation de ce cadre était la condition première d'une telle réorganisation.

Sur le rôle et la structure de l'État, on retrouvait dans ces groupes la même unité d'inspiration et la même diversité dans les conséquences tirées de principes communs. Ils s'accordaient tout [370] d'abord, d'une manière négative, pour dénoncer toutes les formes d'étatisme. Celui-ci leur semblait être en effet une des tares majeures de l'époque, fruit des conceptions individualistes et libérales laissant l'État face à une multitude d'individus atomisés, désarmés et impuissants. De façon plus positive, ces mouvements affirmaient la nécessité de distinguer avec la plus grande netteté la société et l'État. Pour eux, l'État ne devait pas être le moteur unique de la vie sociale : sa fonction est simplement de coordonner celle-ci afin d'éviter l'anarchie qu'engendrerait le libre jeu des groupes sociaux laissés à eux-mêmes. Ainsi, si l'État permet et favorise l'épanouissement de la société et des sociétés intermédiaires, il ne saurait, autant que cela est possible, se substituer à elles : « Les organes de l'État, écrivait Jean de Fabrègues, ne sont qu'instruments au service de ces cadres humains : familles, métiers, provinces. Là l'homme vit comme sa nature le veut. C'est à ces moyens de vivre que l'État s'ordonne ⁹²⁹. » C'est aussi cette subordination de l'État à la société que rappelait Thierry Maulnier en s'attaquant de plein fouet aux conceptions fascistes : « L'État n'est point le fondement réel de la nation ni son fondement idéal. La nation n'en dérive pas comme

⁹²⁹ *Réaction*, n° 11, juin 1932, p. 22.

d'un archétype, elle n'en est pas extraite comme d'un moule. Les systèmes d'institutions ne sont au contraire que des cadres approchés, relativement grossiers et rigides ; ils défendent, soutiennent, continuent une réalité infiniment plus riche et plus complexe. Au-delà des institutions, comme au-delà de la race, l'analyse découvre l'homme et l'effort de l'homme, l'invention de l'individu et la solidarité du groupe, la nation ⁹³⁰. »

L'Ordre Nouveau, qui définissait l'État comme « l'organisme chargé de la contrainte », poussait à l'extrême la méfiance à son égard et tentait de réduire au maximum son rôle : « Sans l'état ⁹³¹, notait Alexandre Marc, quelles que soient la forme ou l'expression qu'il assume, les groupements humains succomberaient à l'émiettement et au désordre ; mais il apparaît avec évidence que l'existence de l'état représente une menace constante dirigée contre l'indépendance de ces groupements et la liberté des personnes qui les composent : l'état est donc un moindre mal ⁹³². » Aussi *l'Ordre Nouveau* insistait-il très fortement sur « l'indépendance intrinsèque » des communautés intermédiaires et sur la subordination de l'État à leur [371] égard : « L'état O.N. sera donc au service des sociétés : l'initiative appartiendra aux communes, aux corporations et aux différents groupements intermédiaires ⁹³³. » Le lexique qui accompagnait le manifeste de *l'Ordre Nouveau* publié en mars 1934 précisait au mot « état » : « L'état n'est ni au-dessus des patries, ni des nations : il est à leur service. Exécuteur des basses œuvres, il a sous sa compétence des fonctions de statistique, de sécurité, de classification, d'arbitrage administratif et économique. Ses initiatives sont rigoureusement limitées. L'initiative appartient en effet aux groupements locaux (communes et corporations) et aux divers organismes qui représentent les groupements locaux et les individus, (cellules O.N., Syndicats, Groupements corporatifs...) ⁹³⁴. » Moins dogmatique, davantage tourné vers les questions philosophiques, Esprit était sur ce chapitre nettement moins prolix que *l'Ordre Nouveau*. On y trouvait cependant exprimé la même méfiance à l'égard de l'État et le même souci d'empêcher celui-ci de s'identifier avec l'ensemble de la vie sociale : « L'État, écrivait Mounier, n'est pas

⁹³⁰ *Action française*, 30 mars 1933.

⁹³¹ Cette suppression de la majuscule au début du mot « État » était une manifestation typographique de l'antiétatisme de *l'Ordre Nouveau*.

⁹³² *Ordre Nouveau*, n° 14, octobre 1934, p. 31.

⁹³³ *Ordre Nouveau*, n° 14, octobre 1931, p. 31.

⁹³⁴ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 11.

une personne collective, mais un arbitre entre les personnes collectives et individuelles. Il n'a pas à posséder. Le domaine même dont il s'est alourdi, même en régime libéral, il serait souhaitable qu'il le rétrocède à des collectivités corporatives, pour ne conserver à sa charge que des services publics automatiques du genre de la distribution postale. Son rôle normal est de stimuler, diriger, surveiller, contenir, arbitrer, son rôle exceptionnel de relever l'individu ou la collectivité défaillante, mais pour s'effacer au plus tôt et préparer un ordre qui prévienne les défaillances ⁹³⁵. »

Tout en participant à cette réaction antiétatiste, la *Jeune Droite* avait parfois tendance à considérer qu'*Esprit* et *l'Ordre Nouveau* exagéraient un peu dans ce sens. Elle accordait une plus grande importance qu'eux à l'État et à l'autorité en insistant particulièrement sur leur fonction éducatrice, protégeant l'homme de lui-même et guidant sa liberté. On retrouvait là le débat que nous avons déjà signalé plus haut entre le « pessimisme » de la *Jeune Droite* (surtout de l'équipe de la *Revue du siècle*) et « l'optimisme » de *l'Ordre* [372] *Nouveau* et *d'Esprit* plus enclins à faire confiance à la liberté de l'homme.

L'antiétatisme de ces groupes ne les conduisait cependant pas à souhaiter l'affaiblissement de l'État. La garantie des libertés personnelles et sociales ne résidait pas essentiellement à leurs yeux dans des mécanismes institutionnels internes d'équilibre des pouvoirs mais dans une limitation externe du domaine d'intervention de l'État. Ces groupes, dans une perspective qui, par certains côtés, était proche de l'enseignement maurrassien, se prononçaient donc pour un État fort, mais limité. « Restreindre les attributions pour accroître l'autorité », tel était le programme que se proposait la *Jeune Droite* : « La définition de l'État et des tâches qui lui reviennent de droit, écrivait Thierry Maulnier, est donc la base nécessaire de tout effort de reconstruction (...) L'antiétatisme et la décentralisation, dépouillant les organes centraux du gouvernement de toute activité parasite, diminuant en nombre et en complexité les inutiles soucis qui les grèvent actuellement, doivent leur restituer toute leur vigueur et toute leur efficacité dans les tâches qui intéressent directement la vie nationale et ne peuvent être assumées que par les suprêmes

⁹³⁵ *Esprit*, n° 19, avril 1934, p. 65. Cf. aussi *Manifeste au service du personnalisme* : « L'État n'est pas une communauté spirituelle, une personne collective au sens propre du mot. Il n'est au-dessus ni de la patrie ni de la nation, ni, à plus forte raison, des personnes. Il est un instrument au service des sociétés et, à travers elles, contre elles s'il le faut, au service des personnes. Instrument artificiel et subordonné niais nécessaire » (*Esprit*, octobre 1936, p. 177.)

pouvoirs nationaux. L'État nouveau doit voir ses attributions restreintes et son pouvoir réel fortifié dans l'ordre politique. Il importe qu'il exerce une autorité accrue dans son domaine restreint. Il importe qu'il soit en même temps déchargé et renforcé ⁹³⁶. »

L'Ordre Nouveau avait une position analogue. C'est elle qu'il développait notamment en répondant aux critiques de la *Jeune Droite* qui lui reprochait d'exagérer dans la minimisation du rôle de l'État et de par trop méconnaître la fonction irremplaçable qu'il assume dans l'organisation de la société : « Il est vrai, déclarait-il, que l'état - c'est-à-dire l'organisme administratif et bureaucratique - doit être dans un régime O.N. rigoureusement subordonné aux formations naturelles et spontanées. Il n'est pas vrai que cette primauté des formations naturelles sur l'état entraîne le moins du monde la négation du pouvoir civil, de ses attributions propres, de son rôle particulier : un pouvoir sain ne peut être que fort et limité ⁹³⁷. » Rejoignant le texte plus haut cité de Thierry Maulnier, Alexandre Marc précisait : « L'État O.N. sera donc un état fort dans la mesure même où il sera maintenu dans les limites légitimes de sa compétence au lieu de proliférer aux dépens de l'organisme [373] vivant ⁹³⁸. » Cette tendance était aussi celle d'*Esprit* où l'on n'avait guère d'indulgence pour la faiblesse des institutions parlementaires et où l'on était favorable à la fois à une politique décentralisatrice et à l'existence d'un exécutif fort : « Antiétatistes, nous le sommes dans la mesure où doit être réduit, au profit des personnes et des collectivités naturelles, l'espace occupé par l'État ; nous pensons cependant que là où est sa fonction, dans la juridiction du bien commun, l'autorité de l'État est aujourd'hui défaillante ⁹³⁹. »

Si ces principes très généraux sur la structure de la société et le rôle de l'État faisaient l'objet de développements assez substantiels, ces mouvements étaient beaucoup moins diserts lorsqu'il s'agissait de préciser leurs conséquences institutionnelles. C'était là un domaine dans lequel ils s'aventuraient avec réticence.

⁹³⁶ *Demain la France*, p. 176-178.

⁹³⁷ Feuillet encarté dans le n° 11 de *l'Ordre Nouveau* (mai 1934).

⁹³⁸ *Ordre Nouveau*, n° 14, novembre 1934.

⁹³⁹ « Lignes de position », *Esprit*, n° 18, mars 1934. Cf. *Manifeste au service du personnalisme* : « On voit maintenant de quelle façon nous sommes anti-étatistes. Nous réduisons considérablement l'espace et la puissance de l'État, mais là où il est compétent, son pouvoir de juridiction, chargé par la mission que nous lui donnons d'une autorité augmentée, doit disposer au contraire de tous les recours de la loi, contrainte comprise. » (*Esprit*, octobre 1936, p. 180.)

C'est aussi à ce niveau qu'apparaissaient entre eux les différences les plus nettes. Leurs programmes institutionnels - plus ou moins élaborés suivant les groupes - divergeaient en effet assez profondément. Pourtant il y avait chez tous un point commun découlant de leur commune inspiration décentralisatrice et régionaliste, « corporative » et « fédéraliste » : c'était l'idée d'une représentation au niveau de l'État des corps sociaux intermédiaires en général et des intérêts économiques en particulier. Pour reprendre un vocabulaire utilisé par Lagardelle dans *Plans*, tous ces mouvements avaient le souci de construire leurs projets institutionnels en fonction de « l'homme réel » considéré dans sa réalité géographique, historique, sociale et économique et non sur l'individu abstrait et purement « politique » fondement de la démocratie libérale.

Sur ce terrain, la *Jeune Droite* n'innovait guère et restait dans la ligne de l'*Action française*. Le manifeste de *Réaction* dénonçait « la décadence démocratique, fille du nombre et de la quantité ⁹⁴⁰ » et Thierry Maulnier, dans *Demain la France*, se prononçait en faveur de la création d'un « État indépendant du ge ⁹⁴¹ ». Dans cet ouvrage, Thierry Maulnier reprenait les grands thèmes de la critique [374] maurrassienne de la démocratie : « Le suffrage universel, maître du gouvernement, ruine l'autorité dans le gouvernement, les chefs politiques ne sont que les représentants toujours timides, toujours révocables, toujours liés de la volonté générale ; il ruine la personnalité dans le gouvernement puisque les membres n'agissent point en leur nom propre mais en vertu de mandats impératifs et de délégations provisoires au nom de la foule anonyme. Il détruit la responsabilité par de continuels changements de personnel politique qui fait que ceux qui prennent les décisions ne sont pas ceux qui en subissent les conséquences ; et, par cette instabilité constante, il rend de même toute continuité impossible » ⁹⁴². Ce pouvoir indépendant du suffrage, sauvegardant les principes d'autorité, de responsabilité, de personnalité et de continuité indispensables à l'efficacité de l'activité gouvernementale, quelle forme devait-il prendre ? Dans *Demain la France*, des considérations d'opportunité amenèrent les auteurs à ne pas préciser la nature du « Chef de l'État » qui devait l'incarner. En fait, c'est à la monarchie qu'allaient les préférences de la *Jeune Droite*. C'est ainsi que l'on pouvait lire dans la *Revue du*

⁹⁴⁰ *Réaction*, n° I, avril 1930, p. 2.

⁹⁴¹ *Demain la France*, p. 178.

⁹⁴² *Demain la France*, p. 170.

siècle, sous la plume de René Vincent, une assez curieuse démonstration de l'actualité de la monarchie : « On a prononcé le mot de « personnalisme » qui nous séduit puisqu'il tend à la restauration de la personne humaine, c'est-à-dire à sa remise en place. À cette abstraction, la monarchie, telle que nous la concevons, nous semble correspondre très heureusement dans le concret. Quel meilleur moyen de restaurer la personne que de placer au sommet de l'État, non plus les entités filles du nombre, mais une personne, c'est-à-dire un homme encadré dans sa famille, première cellule sociale, dans son métier, son métier de roi ⁹⁴³. » On remarquera que ce monarchisme de la *Jeune Droite* était assez discret. Il semblait que, sa conviction étant faite, elle n'éprouvât pas le besoin de revenir sur le sujet en jugeant que sa tâche principale était ailleurs. Les professions de foi royalistes tendirent cependant à se faire un peu plus fréquentes à partir de la fin de 1933. Elles coïncidèrent avec les débuts politiques du comte de Paris qui entretenait des relations avec certains des représentants de la *Jeune Droite*.

Reprenant la théorie du « roi en ses conseils », la *Jeune Droite* insistait sur la nécessité de prévoir dans la structure de l'État nouveau des organes représentatifs : « Les citoyens ne gouvernent pas. Il importe cependant qu'ils soient représentés auprès du gouvernement [375] qui pourrait être tenté d'abuser de ses pouvoirs, d'ignorer leurs besoins ⁹⁴⁴. » Cette représentation devait être, non une représentation politique, mais une représentation économique et sociale traduisant « des intérêts, non des opinions » : « La société n'étant plus fondée sur des volontés formelles, mais sur des intérêts et des besoins, ce sont, non les volontés, mais les intérêts et les besoins qui sont représentés et ils ne peuvent l'être que dans le cadre local et corporatif. Par communes et par régions, les différentes formes de l'activité sociale, les différents métiers chargent leurs représentants de leurs intérêts particuliers ⁹⁴⁵. » *Demain la France* prévoyait l'existence auprès du gouvernement d'un Conseil composé de délégués élus par les groupements locaux et corporatifs jouant auprès des organes de l'État un rôle d'information et de contrôle, « procédant par vœux d'une part, par objections ou représentations de l'autre, selon qu'il s'agit de faire décider ou au contraire d'écarter une mesure quel-

⁹⁴³ *Revue du siècle*, n° 3, juin 1933, p. 17.

⁹⁴⁴ T. Maulnier, *Demain la France*, p. 181.

⁹⁴⁵ Ibid.

conque ⁹⁴⁶ ». Le suffrage se trouvait ainsi en partie rétabli mais dans le cadre des groupements locaux et corporatifs qui, en le spécialisant, lui enlevait, selon la *Jeune Droite*, son caractère abstrait et nocif.

Les proclamations antidémocratiques de la *Jeune Droite* suscitèrent des réactions hostiles dans *Esprit*. Si celui-ci reconnaissait que les critiques de la démocratie existante formulées par *Réaction* et la *Revue française* n'étaient pas sans fondement, il considérait qu'elles n'atteignaient pas la substance profonde de la démocratie. C'est ce que soulignait Mounier dans sa recension de *Demain la France* : « La critique de nos docteurs a beau jeu contre un certain nombre de ses aspects publics [de la démocratie]. Mais où entre en action cette improbité des gens sincères dont nous parlions plus haut, c'est dans la désarmante tranquillité avec laquelle ils conduisent cette critique comme s'ils en avaient atteint l'essence et l'aveu : alors que la démocratie peut être envisagée essentiellement comme une revendication spirituelle de la personne, à la fois contre l'oppression par l'anarchie et contre son oppression par la tyrannie personnelle et collective. Que la démocratie individualiste, sociologique et parlementaire, ne soit qu'une odieuse caricature de la vraie démocratie, il ne faut pas beaucoup d'intelligence ni beaucoup d'héroïsme pour en convenir aujourd'hui : mais elle s'est précisément établie sur le régime de la parole anonyme, non pas de la [376] personne responsable qui délivre son œuvre dans une communauté organique ⁹⁴⁷. » À travers ce texte une chose apparaît avec évidence : le refus de Mounier et d'*Esprit* d'abandonner le mot « démocratie » tout en critiquant les formes qu'elle revêtait en 1930 et en rejetant une partie de ses fondements idéologiques ⁹⁴⁸. Mais, par ailleurs, *Esprit* était assez imprécis sur la « démocratie » idéale à laquelle il se référait car la définir comme « le régime qui repose sur la responsabilité et l'organisation fonctionnelle de toutes les personnes constituant la communauté sociale ⁹⁴⁹ » n'apportait pas dans le débat une clarté aveuglante. En fait, ceci signifiait surtout le refus de faire du citoyen un « gouverné passif » en précisant que « gouverné passif, on peut l'être par un abandon à l'infailibilité de la masse aussi bien que par l'abandon

⁹⁴⁶ Ibid.

⁹⁴⁷ *Esprit*, n° 25, octobre 1954, p. 153.

⁹⁴⁸ Cf. la « Lettre à P. Archambault » et supra p. 209-211.

⁹⁴⁹ E. Mounier, *les Certitudes difficiles*, p. 33.

à l'infailibilité d'un homme ⁹⁵⁰ ». On était par là assez loin de la signification habituelle du terme « démocratie ».

Une autre explication de l'attachement à ce vocabulaire prêtant pourtant à équivoque peut être trouvée dans un article de Jean Lacroix publié en mars 1935. Dans ce texte, Lacroix, refusant d'identifier la « démocratie » avec les notions de gouvernement majoritaire, de souveraineté du peuple, de loi du nombre ou de parlementarisme, définissait celle-ci comme l'affirmation de « l'égalité de droit de toutes les personnes humaines ⁹⁵¹ » : « Tous les hommes, écrivait-il, ont une même fin à atteindre et un droit égal à la poursuivre librement, voilà la source ultime de la démocratie, d'ailleurs conciliable avec diverses formes de gouvernement ⁹⁵². » Dans un autre texte, il précisait : « Dès que l'on abandonne la démocratie, entendue en ce sens, on retombe dans la notion d'élite et d'aristocratie, qu'il s'agisse de l'aristocratie du sang, de l'argent, de l'intelligence ou de toute autre. Ce qui nous paraît essentiellement antipersonnaliste ⁹⁵³. » Nous touchons sans doute ici à l'une des différences les plus profondes entre *Esprit* et les autres groupes de jeunes des années 1930, différence dont les racines étaient autant (sinon plus) affectives qu'intellectuelles. Il y avait chez Mounier et dans *Esprit*, nous l'avons déjà signalé, une sorte de confiance [377] mystique dans le peuple que l'on ne retrouvait pas dans *l'Ordre Nouveau* ni, évidemment, dans la *Jeune Droite*. On peut penser que si, malgré les confusions possibles, *Esprit* resta fidèle à cette référence « démocratique », l'une des raisons essentielles en fut le souci de ne pas paraître renier cette confiance et de se garder de toute forme d'« aristocratie ». Il est significatif de constater que lorsque, en 1934, *Esprit* précisera ses divergences avec la *Jeune Droite* et avec *l'Ordre Nouveau*, il reprochera à celle-là son « pessimisme fondamental sur l'homme », son « aristocratie de bonne famille ⁹⁵⁴ » et à celui-ci son « aristocratie diffus », son « aristocratie doctrinaire ⁹⁵⁵ ». Il est à remarquer que ce procès fut surtout un procès de tendance car si certains textes de la *Jeune Droite* (notamment de Thierry Maulnier) pouvaient prêter la flanc à ces critiques, il semble bien que les griefs d'*Esprit* contre *l'Ordre*

⁹⁵⁰ E. Mounier, « Lettre à P. Archambault », *l'Aube*, 27 février 1934.

⁹⁵¹ *Esprit*, n° 30, mars 1935, p. 883.

⁹⁵² Ibid.

⁹⁵³ *Esprit*, n° 17, février 1934, p. 812.

⁹⁵⁴ E. Mounier, *Révolution personaliste et communautaire*, p. 391.

⁹⁵⁵ Ibid., p. 389.

Nouveau aient eu des fondements assez fragiles car, si la confiance placée par *l'Ordre Nouveau* dans l'efficacité des minorités agissantes pouvait être taxée, dans une certaine mesure, d'aristocratie, Mounier lui-même tombait aussi sous le coup de cette accusation.

Ceci dit, cette fidélité « démocratique » n'entraînait pas la définition d'un type déterminé d'institutions, celle-ci pouvant s'accommoder de formes diverses de gouvernement de l'aveu même de Jean Lacroix. La caractéristique *d'Esprit* fut d'ailleurs de minimiser l'importance de ce genre de problèmes. En 1940, faisant le bilan de l'action *d'Esprit*, Mounier devait se reprocher sa relative indifférence à cet égard : « Nous n'avons pas cessé depuis notre départ de dénoncer la démocratie libérale et parlementaire. Mais c'était une sorte de politesse rendue à une vérité de seconde ligne, sinon de second ordre. Nous croyions qu'elle parasitait la France comme une poussière ou un lichen ; nous ne réalisions pas qu'elle la rongait comme une vermine aussi sûrement que le mal spirituel ou le désordre social ⁹⁵⁶. » Aussi ne trouvait-on dans *Esprit* que des développements très limités sur les institutions politiques à créer. Le texte le plus important fut un long essai d'Aldo Dami (qui était un ancien collaborateur de Plans) qui fut publié, sous le titre « Crise de la démocratie et réforme de l'État », de juin 1934 à février 1935. Bien que cette étude soit légèrement postérieure à la période que nous étudions, nous ne croyons pas inutile d'en rappeler les grandes lignes, d'autant plus que les propositions formulées [378] par celle-ci furent en grande partie reprises par Mounier dans son *Manifeste au service du personnalisme*.

L'essai d'Aldo Dami s'ouvrait sur le constat de l'inadaptation des institutions démocratiques à l'évolution des faits : « Le phénomène essentiel de notre temps est donc le décri du régime d'opinion, la désaffection vis-à-vis d'une démocratie purement politique, le déclin de l'individualisme sous la poussée des faits, la remise en question de la plupart des idées de 89 ⁹⁵⁷. » Afin de tenir compte de ces exigences, il se prononçait tout d'abord en faveur d'une large décentralisation avec la création au niveau des régions d'assemblées recrutées corporativement par l'intermédiaire des professions et élisant un Conseil exécutif. Sur le plan étatique, il affirmait la nécessité d'une double représentation, des opinions et des intérêts, par

⁹⁵⁶ *Esprit*, novembre 1940, p. 5.

⁹⁵⁷ *Esprit*, n° 22, juillet 1934, p. 557.

le truchement de deux Chambres : l'une économique, l'autre politique, la première recrutée comme les Assemblées régionales, la seconde composée de délégués élus au suffrage universel et à la représentation proportionnelle dans le cadre régional. Cette étude était très hostile au parlementarisme et favorable à l'existence, à la tête de l'État, d'un exécutif fort non soumis aux « caprices » du Parlement. Dans cet esprit, l'auteur faisait l'éloge du système constitutionnel suisse « où le pouvoir est entre les mains de l'exécutif et du peuple » et où, « coïncé entre les deux, le Parlement est la plus faible de ces trois autorités ⁹⁵⁸ ». En conséquence, il proposait que les ministres et le Président du Conseil-Chef de l'État soient élus pour une période fixe (de deux ans au moins) par les Chambres réunies sans être responsables devant elles, leur approbation étant cependant nécessaire pour toute mesure législative ⁹⁵⁹. Par ailleurs, Aldo Dami était favorable à l'institution du référendum et de l'initiative populaire en matière législative.

Quant à *l'Ordre Nouveau*, ses projets institutionnels pour « recréer les cadres de l'État et de la Société afin de les adapter aux exigences [379] de la personne ⁹⁶⁰ » furent exposés dans le numéro-manifeste de sa revue publié en mars 1934, sous le titre « Schéma politique et administratif ». Les principes fondamentaux de ce projet étaient les suivants : « L'initiative est exercée à la base par les organismes régionaux et professionnels, Communes et Corporations ⁹⁶¹. Au sommet, le Conseil Suprême est un organisme d'appel et de vigilance doctrinale. Au centre, le Conseil Administratif fédéral et le Conseil Economique Fédéral sont des organismes de liaison et d'élaboration législative sous le contrôle du Conseil Suprême et sous l'initiative des Communes et des Corporations ⁹⁶². » Ce programme traduisait le souci de *l'Ordre Nouveau* de donner aux corps sociaux natu-

⁹⁵⁸ *Esprit*, n° 21, juin 1934, p. 392.

⁹⁵⁹ Dans le *Manifeste au service du personnalisme*, Mounier écrira : « Le pouvoir parlementaire doit être limité dans l'État même du côté de l'exécutif qu'il tend aujourd'hui à résorber. L'exécutif doit rester contrôlé par la démocratie directe, mais échapper aux intrigues et aux caprices du Parlement : on voit, par exemple, un gouvernement élu par le Parlement, poste par poste (afin d'éviter les dosages et l'incompétence) pour une période fixe. Irresponsable devant les Chambres, il le serait devant le pays qui pourrait juger par référendum des décisions importantes de sa politique et trancherait en dernier ressort des conflits avec le Parlement. » (*Esprit*, octobre 1936, p. 191.)

⁹⁶⁰ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 25.

⁹⁶¹ Synonyme dans le langage O.N. d'entreprise (cf. *infra*, p. 387)

⁹⁶² *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. VII.

rels, moteurs de la vie sociale, le maximum d'autonomie et sa volonté de faire de l'État un simple « instrument économique et administratif ⁹⁶³ ».

Les institutions de l'État proprement dit étaient constituées par les organismes dits « centraux ». Le premier de ceux-ci était le Conseil Administratif fédéral composé de membres a) élus par les Communes ; b) choisis par cooptation ; c) nommés par le Conseil Suprême. Ses compétences étaient ainsi définies : « Formule, sur l'initiative des organismes locaux et sous le contrôle du Conseil Suprême, les décrets et les lois qui constituent la base minimale imposée aux organismes administratifs locaux, ceux-ci étant libres, chacun à l'intérieur de sa compétence, d'édicter ses coutumes particulières qui précisent et enrichissent la législation commune ⁹⁶⁴. » Ce Conseil Administratif devait être flanqué d'un Conseil Économique Fédéral recruté selon la même procédure que lui avec cette différence que les Corporations et les Syndicats ⁹⁶⁵ devaient ici remplacer les Communes. La tâche de ce Conseil Économique était d'édicter les règlements et les lois économiques s'imposant aux organismes locaux selon une procédure analogue à celle prévue pour le fonctionnement du Conseil Administratif. Telles étaient donc les institutions étatiques prévues par l'Ordre *Nouveau* qui, on l'aura remarqué, ne comportaient pas d'organe exécutif spécial. Au-dessus de ces organes étatiques et destiné à les contrôler, l'Ordre *Nouveau* prévoyait la création d'un Conseil Suprême, [380] « centre d'initiative spirituelle », dont la fonction devait être d'assurer le respect des principes essentiels de « l'Ordre Nouveau » en fonctionnant un peu à la manière de la Cour Suprême d'un État fédéral : « Garantit le statut de la personne et veille à son développement. Organisme d'appel permanent, de compétence directe et souveraine pour tous les conflits touchant les principes essentiels et les nécessités vitales de la Fédération ⁹⁶⁶ ». Son recrutement était un recrutement par cooptation, le premier Conseil Suprême devant être, au sortit de la Révolution, composé par les artisans de celle-ci. Il faut bien dire que ce schéma restait bien vague et bien imprécis donnant l'impression d'une construction très artificielle.

⁹⁶³ *Ibid.*, p. 26.

⁹⁶⁴ *Ibid.*, p. VII.

⁹⁶⁵ Pour la définition du « Syndicat » dans le langage O.N. voir *infra*, p. 397.

⁹⁶⁶ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. VII. Dans son Manifeste au service du personnalisme, Mounier prévoira lui aussi l'existence d'un Conseil suprême chargé d'assurer la soumission de l'État à « la souveraineté suprême du droit personnaliste » et de trancher les conflits pouvant s'élever entre l'État et l'individu ou les corps intermédiaires. (*Esprit*, octobre 1936, p. 178.)

On l'a déjà noté, la caractéristique commune de tous ces projets institutionnels était de prévoir à côté d'organes proprement politiques des institutions économiques. C'est qu'en effet, les problèmes économiques tinrent une grande place dans les préoccupations de tous ces mouvements.

[381]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

DEUXIÈME PARTIE
3. PROPOSITIONS POUR
UN ORDRE NOUVEAU

Chapitre 4

Pour une économie au service de l'homme

[Retour à la table des matières](#)

On retrouvait sur le plan économique la même difficulté qu'avaient ces mouvements à passer du domaine des principes généraux à celui de leurs conséquences institutionnelles concrètes. C'est aussi sur ce terrain que les divergences entre ces groupes étaient les plus nettes. Ils s'accordaient cependant sur quelques idées essentielles, notamment sur cette proposition que « l'économie devait être au service de l'homme » : « Le dogme du productivisme quantitatif, notaient René Dupuis et Alexandre Marc, fait de l'économie la raison d'être même de l'homme et de la société ; à ce dogme, la jeunesse oppose celui de la primauté du spirituel, mettant l'économie à sa place, qui est secondaire et nécessaire, d'instrument au service de l'homme, destiné à libérer celui-ci de la servitude de la faim et de la misère. » Ils poursuivaient : « Ajoutons que la jeunesse, dans son ensemble, considère que l'économie doit être organisée de telle sorte que, d'une part, tous les

hommes puissent s'assurer par leur travail le minimum indispensable à une vie dans laquelle les préoccupations spirituelles puissent trouver leur place et que, d'autre part, les dons et l'initiative personnelle de chacun soient en mesure de s'épanouir et de permettre l'acquisition de richesses proportionnées à la valeur personnelle de chacun ⁹⁶⁷. » Mais, ceci étant admis, les programmes inspirés de ces notions générales étaient assez profondément discordants. Ceci apparaissait notamment lorsque ces mouvements définissaient leurs positions sur quelques problèmes-clé : la propriété, le salariat, la gestion des entreprises, l'organisation générale de l'économie.

Sur la question de la propriété privée des moyens de production, ces groupes étaient d'accord - négativement - pour en dénoncer [382] la conception libérale et pour déplorer la disparition de ses formes personnelles et concrètes dévorées par la multiplication de grandes sociétés aux mains d'actionnaires anonymes et irresponsables. Si ce diagnostic était à peu de choses près chez tous identique, les remèdes proposés différaient, eux, assez notablement.

La *Jeune Droite* était sans doute la plus timide dans ses projets de réforme. Elle posait d'abord en principe la légitimité de la propriété personnelle, nécessaire à l'homme « pour s'épanouir véritablement ⁹⁶⁸ ». Elle ne remettait pas en cause le droit à l'appropriation individuelle des biens de production. Son originalité était, en ce domaine, de condamner très vigoureusement le libéralisme et son « *jus utendi et abutendi* » et de rappeler la doctrine catholique de la destination commune des biens en mettant l'accent sur les devoirs sociaux impliqués par le droit de propriété. Se référant à l'enseignement de *La Tour du Pin* et à *Quadragesimo Anno*, Robert Magniez écrivait ainsi : « La propriété, si elle est un privilège, c'est-à-dire une somme de bénéfices et de droits particuliers pour un homme, a, comme tout privilège, une double face. Au bénéfice qu'elle procure s'attache aussi une charge, aux droits qu'elle donne s'attachent aussi des devoirs qui légitiment ces droits ⁹⁶⁹. » La propriété ne pouvait donc être ce droit intangible et sacré invoqué par les libéraux qu'à condition de se soumettre aux exigences du bien commun, bien commun spécial : celui de l'entreprise (salariés compris) et de la profession ; bien commun général : celui de l'ensemble de l'économie.

⁹⁶⁷ *Jeune Europe*, p. 206.

⁹⁶⁸ R. Magniez, *Revue du siècle*, n° 11, mars 1934, p. 69.

⁹⁶⁹ *Ibid.*, p. 70.

En partant de ce point de vue, Jean de Fabrègues opposait, dans son analyse des structures du capitalisme, le capital comme « somme de biens déjà possédés et réunis pour avancer dans l'ordre humain » et la notion d'appropriation privée de celui-ci, à l'idée que « ce capital est libre de croître sans fin aux dépens du reste des hommes » et que la vie économique doit être « abandonnée aux pires lois de la bataille des hommes ⁹⁷⁰ ». Le premier aspect du capitalisme devait, selon lui, être sauvegardé tandis qu'il fallait transformer radicalement le second. En réponse à une enquête de Joseph Folliet, il déclarait : « Nous considérons comme manifeste la faillite du libéralisme économique, c'est-à-dire du régime capitaliste (j'emploie cet adjectif pour bien marquer que ce qui est rejeté par nous, ce n'est pas le fait élémentaire et nécessaire du capital, [383] mais la liberté qui lui est laissée de s'accroître sans limite et sans justice ⁹⁷¹. » Ceci amenait la *Jeune Droite* à manifester une très grande méfiance à l'égard du grand capitalisme financier ; aussi se prononçait-elle pour une sévère réglementation de toutes les formes de spéculation considérées comme parasitant l'activité économique sans en être directement solidaire. « L'anticapitalisme, remarquait Jean Loisy dans la *Revue du siècle*, sera populaire et la difficulté sera, pour un mouvement antimarxiste, de ne pas l'escamoter, après avoir établi la distinction entre le capitalisme à encourager, personnel et productif, et le capitalisme condamnable, impersonnel, anonyme, intrigant, hasardeux, plus propre aux combinaisons qu'aux entreprises, confus dans ses réalisations, trouble dans ses résultats, immoral dans son principe même ⁹⁷². »

À côté de la propriété individuelle qu'elle souhaitait voir s'étendre, la *Jeune Droite* préconisait la multiplication de propriétés collectives non étatiques, allant jusqu'à affirmer que, si toute propriété impliquait une fonction sociale, toute fonction sociale devrait impliquer l'existence d'un patrimoine collectif correspondant. C'est ainsi que la *Revue du siècle* se prononçait pour l'existence de « biens de famille », dont le chef de famille ne serait que le dispensateur et l'usufruitier, et pour la création de « patrimoines de toutes sortes nécessaires à la satisfaction d'un bien commun spécial : patrimoines de corps sociaux tels que les universités, les églises, les communes, les régions, patrimoines de corps charitables et scientifi-

⁹⁷⁰ *Revue française*, juin 1932, p. 144.

⁹⁷¹ *L'Aube*, 13-14 août 1933.

⁹⁷² *Revue du siècle*, n° 13, Mai 1934, p. 68.

ques, etc. ⁹⁷³ ». La fin de ces patrimoines collectifs devait être d'assurer aux membres des collectivités intéressées, et notamment aux plus démunis, une sorte de propriété indirecte leur assurant un certain nombre de garanties et de secours en cas de besoin. Telle était tout particulièrement la fonction des « patrimoines corporatifs ⁹⁷⁴ ».

De même qu'elle ne mettait pas en question la propriété, la *Jeune Droite* ne remettait pas en cause le principe du salariat. Malgré tout, elle ne s'accommodait pas totalement de l'ordre établi et souhaitait sa réforme. Elle répudiait en particulier la conception libérale du travail-marchandise et s'opposait à ce que le salaire soit le seul fruit d'un marchandage inégal entre employeurs et employés. Plus généralement, il y avait chez elle la préoccupation d'accorder au « travail » une place plus importante dans l'organisation de [384] l'économie : « Une société sera d'autant plus progressive que le travail y sera plus honoré, qu'on lui reconnaîtra un droit et qu'il sera organisé ⁹⁷⁵. » Quelle que soit la situation de l'économie, les salaires ne devaient pas, selon elle, être inférieurs à un minimum vital permettant au travailleur et à sa famille de subsister. Ce minimum garanti, elle admettait la différenciation des salaires, mais une différenciation fondée plus sur la diversité des compétences et des aptitudes que sur les lois de l'offre et de la demande ⁹⁷⁶.

Par ailleurs, la *Jeune Droite* considérait que chaque travailleur avait un « droit au travail » et devait être indemnisé en cas de chômage. Cette idée était liée à la notion de « propriété de métier ». Tenant le travailleur pour « propriétaire » de sa compétence professionnelle (reconnue par les organismes corporatifs de sa profession), elle en déduisait que cette « propriété » devait se traduire concrètement par diverses garanties et, notamment, par une garantie de l'emploi. La *Jeune Droite* accordait à cette « propriété de métier » nombre de vertus, tout particulièrement celle de faire disparaître la condition prolétarienne : « Même à la rue, même affamé, même victime de circonstances inéluctables, la personne doit - dans une société organisée - posséder encore quelque chose, rester elle-même, n'être point réduite à la condition de prolétaire. Ici la "propriété de métier" s'impose. On le voit, si le corporatisme sauve la notion de "propriété", il n'y introduit presque rien

⁹⁷³ R. Magniez, *Revue du siècle*, n° 11, mars 1934 » p. 72.

⁹⁷⁴ Cf. *infra*, p. 393.

⁹⁷⁵ R. Magniez, *Revue du siècle*, n° 11, mars 1933, p. 73.

⁹⁷⁶ Cf. *Demain la France*, IVe partie, chapitre III.

de ce que contient la notion capitaliste de propriété. Pour lui, la propriété est une garantie de la personne. Elle reste humaine et secourable. Elle n'est point fondée sur l'argent mais sur le travail créateur. Elle ne se chiffre pas, mais elle s'inscrit au cœur même de la vie, au plus profond de l'être humain. Un "sans le sou", un chômeur reste "propriétaire" (et ce fait théorique doit devenir un fait pratique). Ainsi l'allocation de chômage n'est plus, en régime corporatif, la sportule par laquelle la société s'asservit des hommes, le "secours de chômage" pour lequel on vote des "lois d'assistance", mais l'intérêt légitime du bien propre que possède tout homme, du capital qu'il ne cesse de détenir : son métier, sa compétence professionnelle ⁹⁷⁷. »

Si *Esprit* approuvait les déclarations anticapitalistes de la *Jeune Droite*, il déplorait la timidité des solutions positives que nous venons [385] d'évoquer. Ses propres positions étaient beaucoup plus « révolutionnaires ». Il partait cependant d'un point de vue proche de celui de la *Jeune Droite* en affirmant la légitimité de la propriété privée personnelle et en regrettant sa progressive disparition dans le capitalisme moderne. De même, il posait en principe que « le droit personnaliste exige une certaine appropriation personnelle » et que, pour toute forme de propriété, « l'usage est commun de droit naturel ⁹⁷⁸ ».

De ces principes, *Esprit* tirait des conséquences assez différentes de celles développées par la *Jeune Droite* en se prononçant en faveur « d'une organisation partiellement collective de la propriété » comme « moyen historiquement nécessaire et inévitable » pour restaurer les caractéristiques essentielles de la propriété personnelle ⁹⁷⁹. Le but ainsi poursuivi par *Esprit* était de rendre le travail obligatoire pour tous et de « ramener le capital à coïncider avec le travail et la responsabilité » en identifiant travailleurs et propriétaires ⁹⁸⁰. Pour ce faire, étant donné l'impossibilité d'un retour au stade artisanal de l'économie, *Esprit* préconisait un système transférant aux travailleurs la propriété des biens de production par l'intermédiaire de « personnes collectives », celles-ci devant être le plus souvent des entreprises. Il suggérait ainsi : « Le capital peut être détenu par les travailleurs et anciens travailleurs des entreprises, par exemple, sous la forme de parts de jouis-

⁹⁷⁷ J.-P. Maxence, *Demain la France*, p. 252.

⁹⁷⁸ *Esprit*, « Lignes de position », n° 18, mars 1934.

⁹⁷⁹ Ibid.

⁹⁸⁰ E. Mounier, *Esprit*, n° 11, septembre.1933, p. 720.

sance personnelles et viagères, les associés non travailleurs, provisoirement tolérés, étant, sous une forme ou sous une autre, bloqués à l'entreprise (suppression des sociétés anonymes de capitaux) ou bien par les groupements de consommateurs (coopératisme de Gide) ⁹⁸¹. » Dans cette perspective, Émile Hambresin proposait comme étape transformation de toutes les actions en obligations à rémunération fixe et l'institution au profit des salariés d'une participation aux bénéfices. Ces mesures devaient, à plus forte raison, s'accompagner de « la suppression légale de toutes les formes d'usure et de spéculation » afin de rendre impossible « les formes les plus artificielles de la propriété ⁹⁸² ». D'autre part, *Esprit* prévoyait que les opérations de crédit, enlevées aux banques privées, seraient confiées à des banques organisées et contrôlées par les [386] organismes professionnels ou par les groupements de consommateurs.

Ces réformes devaient avoir aussi pour conséquences la disparition du « salariat capitaliste » au profit d'un type nouveau de rémunération dont *Esprit* résumait ainsi les principes fondamentaux : « Il faut tenir pour règle que le « salaire » ne peut pas se mesurer essentiellement sur la quantité de travail, le travail n'étant pas mesurable, mais qualitatif et personnel, et le salaire, même lorsqu'il rémunère un travail automatique, n'étant pas orienté au rendement mais à l'homme ⁹⁸³. » Plus concrètement, il estimait que tout salaire devait être calculé de manière : « 1°) à assurer la subsistance du travailleur et des personnes légitimement à sa charge, fonction première du travail (« salaire vital »). Ce minimum ne peut être en aucun cas transgressé et doit être rapporté à l'indice de vie (« salaire réel ») ; 2°) à assurer au travailleur le degré d'aisance et de formation qui lui permettra de mener une vie pleinement humaine (ce qu'on appelle, d'un terme trop étroit, « salaire culturel », et qu'il faudrait plutôt nommer « salaire humain ») ; 3°) à répondre aux nécessités de l'entreprise et de l'économie générale ⁹⁸⁴. » Ce texte ajoutait : « La considération du produit brut, quand la quantité en sera facilement estimable, n'interviendra que de manière secondaire et comme catalyseur de l'intérêt (système de primes). » *Esprit* souhaitait d'ailleurs que peu à peu la notion de profit soit remplacée comme moteur de la vie économique et du travail par celle de service so-

⁹⁸¹ *Esprit*, « Lignes de position », n° 21, juin 1934.

⁹⁸² E. Mounier, *Esprit*, n° 19, avril 1934, p. 65.

⁹⁸³ E. Mounier, « Lignes de position », *Esprit*, n° 9 » juin 1933.

⁹⁸⁴ Ibid.

cial. De toute façon, le système de salariat que nous venons d'exposer devait être selon *Esprit* transitoire. Il était en effet prévu que dans les « entreprises collectives », dont il préconisait la création, la rémunération se ferait par un prélèvement direct sur les bénéfices fait à quatre titres : « salaire uniforme ; échelle mobile ; participation aux bénéfices proportionnelle au coefficient de salaire et d'ancienneté ; parts de jouissance viagère s'accumulant pour la retraite et revenant à l'entreprise à la mort des intéressés ⁹⁸⁵ ».

Les projets de la *Jeune Droite* ou d'*Esprit* que nous venons d'évoquer ne brillaient pas par leur extrême précision. *L'Ordre Nouveau* n'échappait pas à ce travers, bien au contraire. Ses vues étaient en ce domaine souvent confuses. Elles reprenaient tout d'abord des thèmes proches de ceux des autres groupes. C'est ainsi qu'il voyait [387] dans la propriété « un des fondements naturels de l'homme à condition d'être concrète et de faire participer la personne à un risque spirituel fécond ⁹⁸⁶ ». La propriété, définie comme un lien « vivant et concret », contribuait, aux yeux de *l'Ordre Nouveau*, à enraciner l'homme dans le réel et à accroître ses responsabilités et, par là, sa vigueur créatrice. Mais, pour être féconde, elle devait selon lui être étroitement liée à l'activité économique et entraîner une participation réelle aux risques de celle-ci. Ce point de vue entraînait la condamnation des mécanismes du crédit bancaire et du prêt à intérêt fixe ainsi que celle des sociétés anonymes. Ce souci de mettre un terme aux spéculations « parasitaires » et de rétablir une étroite unité entre activité financière et activité économique, était, on le voit, un trait commun à tous ces mouvements de jeunes des années 1930.

Insistant sur son caractère « concret », *l'Ordre Nouveau* considérait que la propriété ne pouvait être qu'individuelle. Il répudiait donc aussi bien l'idée d'une propriété étatique que celle de propriétés collectives, refusant toute existence à la notion de personne morale qui lui apparaissait comme une dangereuse abstraction. La propriété paysanne, avec son double caractère individuel et charnel, lui semblait être le type privilégié de la propriété personnelle, aussi se prononçait-il pour une large diffusion de la propriété terrienne. Dans les autres domaines de l'activité économique, il était cependant obligé d'atténuer la rigueur de ses principes. C'est ainsi que dans les entreprises, baptisées par lui « corporations », il admettait

⁹⁸⁵ E. Mounier, « Lignes de position », *Esprit*, n° 18, mars 1934.

⁹⁸⁶ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 23.

l'existence d'une « quasi-propriété » collective qu'il dénommait, pour la distinguer de la propriété personnelle, « propriété économique ». Dans cette hypothèse, les moyens de production étaient considérés comme constituant une propriété commune des associés de la « corporation », chacun possédant une quote-part indivise sans avoir la jouissance effective des biens considérés.

La cellule de base de l'économie « Ordre Nouveau » était la « corporation », synonyme ici, rappelons-le, d'entreprise. Elle était définie comme la réunion de trois éléments : 1°) une assise territoriale ; 2°) une association comprenant tous les hommes de métiers divers nécessaires à l'entreprise ; 3°) une activité économique ayant un but précis. L'Ordre Nouveau insistait sur le caractère spontané de ces « corporations » qui ne pouvaient être que le fruit d'une association libre de toutes les personnes intéressées : inventeurs, entrepreneurs, ingénieurs, porteurs de capitaux, ouvriers spécialisés, etc. [388] Dans la rémunération de ces associés, *l'Ordre Nouveau* distinguait deux éléments : d'une part, une sorte de « minimum vital », égal pour tous et distribué par la collectivité, d'autre part, une participation aux bénéfices de la « corporation ».

Il faut s'arrêter à cette double rémunération car elle était caractéristique des projets du mouvement. Elle se fondait sur deux idées : d'une part, la volonté de garantir à tous les membres de la société un revenu minimal destiné à assurer leur subsistance et, d'autre part, le souci de maintenir le profit comme aiguillon nécessaire du progrès économique. Pour satisfaire à la première de ces exigences, *l'Ordre Nouveau* prévoyait que la collectivité devrait assurer la sécurité matérielle de tous par la satisfaction des besoins vitaux (nourriture, habillement, logement) et le versement d'un « bonus social » : « *L'Ordre Nouveau*, déclarait un de ses manifestes, assure à tous le niveau de vie moyen convenable en voie d'amélioration constante. Ce niveau de vie correspond à la satisfaction des nécessités vitales de l'homme. Les moyens de production actuels permettent facilement d'arracher tout le monde à la misère. Il ne s'agit pas de faire bénéficier quelques-uns d'une aumône humiliante, d'un secours de chômage philanthropique et démoralisant : il s'agit de faire que tous bénéficient des avantages du machinisme ⁹⁸⁷. » Ce minimum étant garanti par l'ensemble de la collectivité - sa répartition étant une des fonctions des organes « étatiques »-, la rémunération dans le cadre de la « corpo-

⁹⁸⁷ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 20.

ration » devait être pour tous (entrepreneurs, porteurs de capitaux ou ouvriers spécialisés) une participation aux bénéfices de façon que chacun soit réellement et étroitement intéressé au sort de l'entreprise. Les modalités de cette répartition devaient être fixées par le contrat de formation de la « corporation », étant souligné que l'existence d'un « minimum vital garanti » assurait l'égalité de tous les partenaires dans la négociation de ce contrat.

L'existence de ce « minimum vital » devait supprimer, selon ses auteurs, l'un des éléments de la condition prolétarienne, la misère et l'incertitude du lendemain. Mais ce n'était pas une institution suffisante et elle s'articulait dans le programme de *l'Ordre Nouveau* avec un projet qui était l'élément le plus singulier et le plus original de la doctrine de ce mouvement. Pour *l'Ordre Nouveau*, nous l'avons vu, ce qui était la caractéristique essentielle de la « prolétarianisation », c'était l'asservissement de l'homme à un travail mécanique et non [389] qualifié : « Le prolétaire est l'homme de la besogne, astreint au travail abrutissant et infâme, l'homme de la chaîne, du type standard ⁹⁸⁸. » *L'Ordre Nouveau* distinguait en effet deux formes de travail : le travail « qualifié », créateur, impliquant la recherche et le risque, moyen pour la personne de s'exprimer et de s'épanouir et le travail « indifférencié », « parcellaire », fondé sur la répétition routinière de quelques gestes élémentaires sans que le travailleur ait le sentiment de collaborer à une œuvre. Cette distinction se rattachait à une analyse générale fondée sur ce qu'Arnaud Dandieu appelait la « méthode dichotomique » qui consistait « à distinguer entre les parties de l'activité humaine qui peuvent être accomplies ou facilitées par des automatismes, des machines et des plans et celles où les forces de création, d'invention et de risque doivent se développer librement ⁹⁸⁹ ». C'est donc pour remédier à l'asservissement créé par les activités « indifférenciées » pour un certain nombre d'hommes que *l'Ordre Nouveau* proposait la création d'un « service civil ».

Ce « service civil » était destiné à répartir sur l'ensemble de la société la charge des travaux « indifférenciés » jusque-là réservés à une minorité défavorisée. *L'Ordre Nouveau* en résumait ainsi le mécanisme fondamental : « Le travail indifférencié, quantitatif, sera accompli par un service civil obligatoire qui, même ajouté ou intégré au service militaire, ne dépassera pas dix-huit mois. Cette masse

⁹⁸⁸ *Ordre Nouveau*, n° 9, Mars 1934, p. 18.

⁹⁸⁹ R. Aron, *Ordre Nouveau*, n° 7, janvier 1934, p. 13.

de travail sera mise à la disposition des organismes corporatifs pour accomplir toutes les besognes où l'activité proprement créatrice n'intervient pas ⁹⁹⁰. » Tel était pour *l'Ordre Nouveau* l'institution essentielle qui devait permettre de faire disparaître la condition prolétarienne et de faire de la machine et du machinisme un instrument de libération pour l'homme.

Sans lui accorder le rôle fondamental qu'il avait dans les perspectives de *l'Ordre Nouveau*, *Esprit* reprenait cependant à son compte l'idée d'une « répartition entre tous des tâches serviles » en ajoutant : « Difficile sous le règne de la main, alors qu'elles occupait un énorme volume de l'effort humain et exigeaient une formation ouvrière ou un entraînement physique spéciaux, elle devient de plus en plus facile à mesure que le machinisme les rend plus courtes, plus indifférenciées, plus aisées ⁹⁹¹. » On remarquera toutefois qu'*Esprit* [390] ne faisait pas tout à fait siennes les vues de l'Ordre Nouveau sur le travail « qualifié » et le travail « indifférencié », car il subodorait dans cette distinction un « aristocratism de la compétence » : « On sent percer ici, notait Jean Lacroix à propos du chapitre de *la Révolution nécessaire* consacré à ce sujet, je ne sais quelle attitude aristocratique, souverainement déplaisante, je ne sais quel mépris pour le manœuvre qui révèle une incompréhension essentielle de la grandeur du travail même, purement quantitatif ⁹⁹². » Il était facile à *l'Ordre Nouveau* de répondre à cette critique : « Il est vrai que nous considérons comme infamant et servile le travail automatique et machinal dont toute initiative humaine est exclue et qui - en échange d'un salaire minimal - soumet l'homme à une condition d'esclave, l'abrutit, le mutile. Il n'est pas vrai que cette infamie retombe sur l'ouvrier qui travaille pour ne pas mourir de faim ⁹⁹³. » Ce différend aux fondements fragiles est assez caractéristique de ce qu'étaient les arrière-pensées d'*Esprit* à l'égard de *l'Ordre Nouveau*.

Partant d'une définition différente du prolétariat, la *Jeune Droite* considérait comme vaines et utopiques « les dissertations "techniques" et "réalistes" sur le pourcentage de travail qualifié et non qualifié dans la production ». « Aucune de ces utopies, déclaraient les auteurs de *Demain la France*, n'a de chance d'aboutir. Il ne s'agit pas en effet, par une mesure arbitraire, asservissante et vaine, de faire,

⁹⁹⁰ *Ordre Nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 18.

⁹⁹¹ E. Mounier, « Lignes de position », *Esprit*, n° 9, juin 1933.

⁹⁹² *Esprit*, n° 17, février 1934, p. 808.

⁹⁹³ Feuillet encarté dans le n° 11 de *l'Ordre Nouveau*, mai 1934.

quelques années dans sa vie, un terrassier de l'ingénieur, un "gâcheur de plâtre" de l'avocat, mais d'intégrer, par le patrimoine corporatif, par le contrôle des contrats de travail, le terrassier et le "gâcheur de plâtre" à une région, à un corps de métier défini et stable ⁹⁹⁴. »

S'il y avait dans tous les projets de ces groupes des fils directeurs communs, les discordances n'en étaient pas moins assez prononcées. La situation était analogue lorsqu'il s'agissait de préciser le fonctionnement des entreprises et leur structure interne.

Esprit, très soucieux de renforcer la place du « travail » dans l'ensemble de l'édifice économique, était favorable à de profondes réformes destinées à faire participer étroitement les travailleurs aux activités et à la gestion des entreprises. Dès son premier numéro, il posait en principe : « La gestion des entreprises doit être aux travailleurs à quelque degré de la technique ou dans quelque mode du [391] travail qu'ils se situent. Aucune classe possédante ou bureaucratique ne doit se créer, à l'occasion de cette gestion, pour les en frustrer. Ainsi sera répandue sur tous la dignité d'être libre en même temps que responsable ⁹⁹⁵. » De ce fait, il préconisait, en des termes assez vagues, la création d'une « démocratie industrielle, non pas parlementaire et quantitative, mais fonctionnelle et organique, la responsabilité personnelle étant toujours, à tous les degrés, la contrepartie de l'autorité ». Sans donner de précisions plus concrètes, il ajoutait : « Comme but lointain, le régime nouveau doit donc se proposer, sous des formes à déterminer, la participation à la propriété et à la gestion des entreprises et de l'économie générale de tous les travailleurs organisés unis aux consommateurs ⁹⁹⁶. »

Sur ce terrain, *l'Ordre Nouveau* avait des positions qui n'étaient guère prometteuses, laissant au contrat de formation des « corporations » le soin d'organiser leur fonctionnement interne : « La Corporation est dirigée, déclarait-il, par un chef ou une commission de responsables désignés dans le contrat de formation de la Corporation et ne peuvent être destitués en général que d'un commun accord

⁹⁹⁴ J.-P. Maxence, *Demain la France*, p. 270.

⁹⁹⁵ E. Mounier, « Lignes de position », *Esprit*, n° 21, juin 1934.

⁹⁹⁶ Ibid.

ou par voie de dissolution et reconstitution de la Corporation, sauf cas de faute grave ⁹⁹⁷. »

La *Jeune Droite* ne touchait guère à cette question. Dans la *Revue du siècle*, Roger Magniez affirmait qu'« il est juste que le pouvoir économique appartienne à ceux qui possèdent quand responsabilité et finance se sont rejoints ⁹⁹⁸ ». Toutefois, la *Revue du siècle* ne faisait pas sienne cette proposition et soulignait dans une note qu'il s'agissait là d'un « avis personnel » de l'auteur de l'article. Dans *Demain la France*, certains développements pouvaient être interprétés dans un sens assez audacieux. C'est ainsi que Maxence déniait, dans ce livre, « tout droit propre à l'argent » en considérant que celui-ci ne pouvait pas fonder automatiquement le pouvoir de son possesseur au sein de l'entreprise : « On n'est point chef, patron, administrateur - en régime corporatif - parce qu'on possède ou représente de l'argent, mais parce que la corporation elle-même (et pratiquement son Conseil régional) vous reconnaît la compétence, les aptitudes, la valeur personnelle de chef ⁹⁹⁹. » Ceci était présenté comme un des aspects de la « propriété de métier » ou de la « propriété de fonction » que nous avons déjà évoquée. Par ailleurs, soulignant [392] que l'entreprise est le « œuvre commune de tous ceux qui y collaborent », ce livre semblait ouvrir la voie à une participation des salariés à la gestion : « Entrepreneurs et employés, pouvait-on y lire, doivent, dans la mesure de leur compétence et de leur fonction, exercer un contrôle réciproque les uns sur les autres. Toute mesure qui, dans la vie de l'entreprise, est une mesure qui engage entrepreneurs et employés ne peut être qu'une mesure d'accord, dût-on imposer cet accord par un arbitrage ¹⁰⁰⁰. » Toutefois, quelques lignes plus loin, l'auteur apportait à cette proposition de sérieuses restrictions en précisant : « Ce régime corporatif laisse à chacun sa fonction : aux chefs responsables devant la corporation l'initiative commerciale, financière, les mesures de gestion. Aux employés, l'organisation de leurs conditions de travail ¹⁰⁰¹. »

Quoi qu'il en soit de la diversité des positions de ces mouvements de jeunes, elles traduisaient sur des points importants une rupture profonde avec l'ordre libé-

⁹⁹⁷ *Ordre Nouveau*, n° 10, avril 1934, p. 18.

⁹⁹⁸ *Revue du siècle*, n° 11, mars 1934, p. 78.

⁹⁹⁹ *Demain la France*, p. 260.

¹⁰⁰⁰ *Demain la France*, p. 262.

¹⁰⁰¹ *Ibid.*

ral établi. Le refus du libéralisme économique se traduisait aussi, au niveau du fonctionnement général de l'économie, par une volonté délibérée de rompre avec le « laissez faire, laissez passer » du siècle précédent et par le souci de susciter la naissance d'une « économie organisée », une économie respectueuse des exigences du bien commun et de ses finalités humaines. Ce principe posé, ces mouvements divergeaient de nouveau sur les modalités de cette « organisation ».

La *Jeune Droite* était « corporatiste ». Elle se référait en la matière aux travaux du catholicisme social et à l'œuvre de La Tour du Pin, rejetant très fermement tout corporatisme d'État de type fasciste ou hitlérien. Dans cette perspective, il s'agissait de créer des organisations réunissant des représentants du « capital » et du « travail » et dotées d'un pouvoir régulateur en matière économique et sociale dans le cadre de chaque profession. Chaque métier devait ainsi donner naissance à une Corporation professionnelle, autonome et décentralisée, comportant à chaque niveau - local, régional, national, - des « Conseils corporatifs » composés en nombre égal de représentants des employeurs et des employés. Les tâches prévues pour ces conseils étaient de deux types : 1°) économiques : organisation de la production, réglementation économique, contrôle de l'exercice loyal de la profession, création de services communs, etc. ; 2°) sociales : réglementation des conditions de travail, [393] contrôle de l'application de la législation ouvrière, pouvoir juridictionnel pour arbitrer et trancher les conflits du travail, organisation de services sociaux (hygiène prévoyance, assurances, habitations à loyer modéré, allocations familiales, etc.). Ceci supposait que serait reconnue à ces Corporations la personnalité juridique avec, dans leur domaine, des pouvoirs de réglementation et de juridiction. Afin de donner à ces organismes des moyens de pression, il était prévu que chaque Corporation disposerait d'un patrimoine corporatif constitué par le prélèvement d'une taxe sur la production. Ces diverses Corporations devaient être par ailleurs représentées, toujours d'une manière paritaire (employeurs-employés), au sein d'un organisme commun à l'ensemble des branches de l'économie nationale : une « Chambre Nationale des Métiers » comportant un « Conseil Économique » permanent. À cette Chambre étaient attribués : un pouvoir de décision pour toutes les questions économiques et sociales d'intérêt national et un pouvoir consultatif auprès du gouvernement en matière politique. Dans ce système, l'État : se voyait enfin chargé, d'une part, de veiller au respect par les Corporations des règles définies plus haut, d'autre part, de trancher éventuelle-

ment les conflits généralisés entre employeurs et employés ou entre Corporations aux intérêts antagonistes. Tels étaient donc pour la *Jeune Droite* les institutions qui devaient permettre d'échapper aux ornières symétriques du libéralisme et du collectivisme en organisant l'économie sans pour autant l'étatiser.

Tout en reconnaissant que « le mot de corporation a cet avantage de cristalliser l'idée d'une socialisation qui ne serait pas étatiste et respecterait le jeu des groupes naturels intermédiaires entre l'individu et l'État ¹⁰⁰² », *Esprit*, par la plume de Mounier, n'en dénonçait pas moins les « duplicités du corporatisme » qu'il avait tendance à considérer comme la dernière métamorphose d'un « capitalisme aux abois ¹⁰⁰³ ». Sa tare essentielle était, selon lui de ne pas rompre assez nettement avec « le régime capitaliste du capital et du travail ¹⁰⁰⁴ » en prétendant instaurer entre eux une illusoire collaboration. L'égalité du capital et du travail au sein de corporations autonomes gérées par les intéressés lui paraissait en effet un projet tout à fait vain, condamné soit à la résurrection sous une forme déguisée de la tyrannie de l'argent, soit à l'impuissance en cas de conflit entre [394] employeurs et employés réellement placés à égalité. Finalement, *Esprit* en arrivait à considérer que le corporatisme autoritaire de type fasciste, tranchant les conflits d'intérêt par un recours à l'autorité de l'État, était plus réaliste tout en retombant dans les travers de l'étatisme. Par ailleurs, *Esprit* tenait pour « antispirituelle » une solution aboutissant à mettre sur pied d'égalité travail et capital, l'homme et l'argent : « Les corporatistes, notait Émile Hambresin, ne se dégagent du matérialisme que pour y retomber plus lourdement ¹⁰⁰⁵. »

Toutefois, *Esprit* ne repoussait pas totalement l'idée de faire une place dans l'organisation de l'économie à des Corporations professionnelles : leur institution supposait seulement l'éclatement préalable du système capitaliste et la suppression de l'opposition capital-travail par les réformes profondes de la propriété que nous avons exposées plus haut. Ces corporations, dites « post-révolutionnaires » (pour les distinguer des Corporations préconisées par les « corporatistes »), lui paraissaient en effet pouvoir être des instruments utiles pour réaliser la participation des travailleurs à la gestion de la profession et à celle de l'ensemble de l'économie

¹⁰⁰² *Esprit*, n° 17, février 1934, p. 711.

¹⁰⁰³ Ibid., p. 718.

¹⁰⁰⁴ Ibid., p. 227.

¹⁰⁰⁵ *Esprit*, n° 23-24, août-septembre 1934, p. 727.

nationale. Cette participation, sur laquelle *Esprit* insistait particulièrement, devait tout spécialement intervenir dans l'élaboration du « Plan ». *Esprit* était en effet favorable à une politique de planification. Le texte-programme élaboré au Congrès de Font-Romeu déclarait ainsi : « La concurrence, semble d'abord être l'expression de la liberté, en est en réalité négation. Le plus fort écrase le plus faible. Ainsi, l'institution d'un plan économique est-elle la garantie nécessaire des droits privés. Le plan créé pour les travailleurs est d'ailleurs l'émanation de leur pensée : c'est eux-mêmes, en effet, qui assurent par leurs représentants, comme la gestion et la répartition des bénéfices, la tâche d'élaborer le plan ¹⁰⁰⁶. » *Esprit* ne développait pas les modalités concrètes de celui-ci, se bornant à préciser que cette planification ne serait pas une planification rigide et autoritaire, mais une planification souple associant les intéressés à sa gestation, décentralisé dans son exécution et laissant place à des activités économiques libres. On notera que la *Troisième Force*, dont nous avons vu les rapports ambigus avec *Esprit*, y lança une idée qui devait faire son chemin, celle d'assurer le contrôle de l'État en nationalisant le crédit et en confiant à l'État ou à des sociétés dans lesquelles il aurait une part prépondérante un nombre relativement réduit d'industries-clé. [395] Ces projets de la *Troisième Force*, *Esprit* les publia à titre documentaire et indicatif sans les prendre à son compte, car il restait très méfiant à l'égard de tout ce qui pouvait receler quelque menace d'étatisme.

Cette idée d'une planification de l'économie avait été auparavant défendue par la revue que Philippe Lamour avait fondée en 1931 et qui s'intitulait précisément *Plans* ¹⁰⁰⁷. Dans le manifeste qui ouvrait le premier numéro de cette publication on pouvait lire en effet : « À l'économie anarchique, l'ordre fédéral et syndical substituera l'économie logique, donc humaine. Informée d'une façon permanente par les institutions issues des groupes sociaux organisés, l'autorité qui en émane pourra dresser avec souplesse le plan des besoins et lui adapter le régime de la production. Elle évitera le rythme brisé dont les producteurs sont victimes et adaptera les formes nouvelles aux éléments permanents ¹⁰⁰⁸. » Cette notion fut reprise, sous des formes différentes, par *l'Ordre Nouveau*. Celui-ci, repoussant

¹⁰⁰⁶ *Esprit* n° 1, octobre 1932, p. 134.

¹⁰⁰⁷ Ce terme de « Plan » deviendra un mot à la mode en 1933-1934 : « Plan de Man », « Plan du 9 juillet », « Plan des néo-socialistes », « Plan des Frontistes », « Plan de la CG.T. », etc.

¹⁰⁰⁸ *Plans*, n° 1, janvier 1931, p. 5.

toute conception étatique et centralisée de type soviétique, qui lui paraissait traduire un étatisme et un productivisme grossiers, considérait que l'économie devait être organisée à des besoins réels des hommes et fondait sur leur analyse une théorie « dichotomique » de l'économie qui le conduisait à préconiser la création d'une économie mixte comportant un « secteur plané » et un « secteur libre ».

Le « secteur plané » devait correspondre aux besoins vitaux, à la production des biens « de première nécessité » (nourriture, logement, habillement) qui, soumise à des variations limitées et s'appréciant de manière quantitative, était par nature la plus aisée à planifier. D'autre part, l'organisation de ce secteur de la production était le moyen de garantir à chacun le « minimum vital » évoqué plus haut. Au contraire, devait demeurer libre, domaine de l'initiative et du risque, la production des biens d'importance secondaire, objet d'une demande plus mobile et plus capricieuse. Robert Loustau et Robert Gibrat - les économistes de *l'Ordre Nouveau* - résumaient ainsi cette distinction : « Zone d'économie planée, celle qui correspond à l'égalité de tous les hommes devant la mort, celle où la création et l'initiative doivent s'incliner devant le droit de [396] vivre, où le risque doit s'arrêter devant la personne. Zone d'économie libre, celle qui correspond à l'infinie diversité des attitudes humaines, à l'immense inégalité des goûts et des désirs, celle où l'invention seule a droit de cité ¹⁰⁰⁹. » René Dupuis et Alexandre Marc développaient ce point de vue en ajoutant : « L'économie a deux buts : 1°) assurer à tout être humain un minimum d'existence ; 2°) satisfaire aux besoins qualifiés et personnels, variables à l'infini des hommes. Pour réaliser la première fin de l'économie, il faut établir un plan de production, dressé tant en fonction des besoins vitaux des membres du corps social en objets de caractère nécessaire, dans une certaine mesure indifférenciés, qu'en fonction des possibilités de production de la fédération. La seconde fin de l'économie exige une organisation permettant, tant au producteur qu'au consommateur, d'exercer en pleine liberté leurs dons d'initiative, de choix et de création à leurs risques et périls, mais à l'abri de toutes pressions extérieures artificielles telles que celles qui existent actuellement ¹⁰¹⁰. »

La charge de l'élaboration de ce Plan revenait dans les projets de *l'Ordre Nouveau* au Conseil Économique fédéral ¹⁰¹¹ collaborant pour ce faire avec les « cor-

¹⁰⁰⁹ *Ordre Nouveau*, n° 10, avril 1934, p. 7.

¹⁰¹⁰ *Ibid.*, p. 9.

¹⁰¹¹ Sur la composition de ce Conseil, cf. *supra*, p. 379

porations « (au sens *Ordre Nouveau*) et avec les communes. On notera aussi que c'est cet organisme qui devait répartir entre les entreprises les contingents de travailleurs fournis par le « service civil ». Quant à l'exécution du Plan, elle était confiée aux « corporations » qui, rappelons-le, restaient des entreprises privées, autonomes et libres. Amener ces « corporations » à travailler pour le secteur plané devait être le fait non d'une contrainte, mais de l'assurance d'un certain nombre de garanties telle qu'une garantie de débouchés et de rémunération : « Le plan apparaît ainsi, pour les corporations chargées de son exécution, comme une servitude sociale susceptible de leur valoir des avantages dont l'attrait est suffisant pour les pousser à s'intéresser activement au secteur plané, de leur propre volonté sans y être contraintes ¹⁰¹². »

L'élaboration et l'exécution du Plan mettaient surtout en cause les « corporations » d'une part, le Conseil Économique fédéral de l'autre. Ces organismes n'étaient pas les seuls prévus dans le « Fédéralisme économique » de l'Ordre Nouveau qui préconisait [397] aussi la création de « Groupements corporatifs », de « Syndicats » et de « Groupements professionnels ». Le « Groupement corporatif » était une association libre de « corporations » dont les activités, tout en étant différentes, convergeaient et collaboraient dans un même processus de production. Il devait jouer un rôle important dans le financement des entreprises. Le « Syndicat » groupait, lui, toutes les « corporations » produisant la même matière ou fabriquant le même produit et était conçu comme un organe de liaison, de coordination et de transmission. « Groupements corporatifs » et « Syndicats » se voyaient attribués trois types de fonctions : 1°) Étude des conditions de travail dans la profession considérée (sécurité du travail possibilités de rationalisation, emploi du service civil, coordination des achats de machines et de matières premières ou de la vente) ; 2°) Jugement en appel des conflits professionnels réglés par les « corporations » en première instance et jugement en première instance des conflits entre individus et « corporations » ou entre « corporations » ; 3°) Enseignement technique supérieur. À ces deux types d'organismes devaient enfin s'ajouter des « Groupements professionnels » réunissant les techniciens d'une même profession et destinés à défendre les intérêts de leurs membres.

¹⁰¹² R. Dupuis, A. Marc, *Ordre Nouveau*, n° 10, avril 1934, p. 20.

Tels étaient donc, dans leur diversité, les projets économiques de ces mouvements de jeunes des années 1930, projets plus ou moins obscurs, plus ou moins élaborés, qui présentaient, malgré leurs divergences, un caractère commun essentiel : la volonté bien arrêtée de réformer profondément l'ordre établi en se gardant des tares de l'anarchie libérale comme des dangers de tout collectivisme étatique, en organisant une économie ayant retrouvé sa véritable finalité : être « au service de l'homme ».

[399]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

CONCLUSION

« UNE INFLUENCE EN POINTILLÉ »

Toulouse, avril 1968

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de cette étude, l'originalité de ces groupements de jeunes des années 1930-1934 apparaît avec une assez grande netteté. Impossible de les confondre avec les partis politiques traditionnels ; impossible de les assimiler aux « nouvelles équipes » engendrées par l'après-guerre ; impossible, enfin, de ne pas les distinguer des mouvements et des ligues qui se développèrent après 1934. D'autre part, malgré les divergences que nous avons notées au passage, malgré leurs réticences réciproques, il est difficile de ne pas être frappé par l'unité de ces groupes, par l'identité de leur vocabulaire, par la parenté des thèmes exposés, par la similitude de leurs univers intellectuels. La naissance de ce courant - nouveau même quand il intégrait dans sa synthèse des éléments préexistants - fut, en France, l'événement idéologique le plus caractéristique de ces « années tournantes » que furent les années 1930-1934. Aussi nous paraît-il Justifié de parler à son propos, comme nous l'avons fait, d'un « esprit de 1930 ».

Si l'existence de cet « esprit de 1930 » nous semble difficilement contestable, il est non moins incontestable que sa portée fut - au moins apparemment - assez limitée. Dans le temps, tout d'abord, l'année 1934 vit se disloquer la fragile convergence qui s'était produite dans les mois précédents. À partir de cette date, les relations entre ces mouvements se distendirent et chacun de ceux-ci, tout en gardant une certaine spécificité, fut plus ou moins amené à atténuer les arêtes de ses positions en acceptant des alliances parfois compromettantes. Par ailleurs, dans les années 1930-1934, l'audience de ces groupes fut assez réduite. Si l'on additionne les tirages respectifs de leurs publications, on atteint péniblement la douzaine de milliers et encore ce chiffre doit-il être corrigé en tenant compte du fait que les mêmes lecteurs lisaient souvent plusieurs de ces revues. Géographiquement, d'autre part, lecteurs et militants se [400] recrutèrent surtout dans les milieux intellectuels parisiens, *Esprit* étant le seul groupe, semble-t-il, à avoir une implantation provinciale de quelque importance. Enfin, souvent animés par des hommes dégoûtés de la sclérose des partis établis, ces mouvements n'eurent qu'une influence des plus réduite sur les formations politiques en place et il paraît douteux que l'apparition des « néo-socialistes » ou les tentatives de rajeunissement des « jeunes radicaux » leur doivent quelque chose. Ainsi, si un premier bilan permet de mettre en évidence l'originalité de l'effort de réflexion accompli par ces groupes de jeunes, il conduit aussi à constater l'inefficacité immédiate de leur action, leur impuissance à cristalliser leurs idées en une idéologie.

Les raisons de ce qui peut apparaître comme l'échec de cet « esprit de 1930 » sont extrêmement diverses. Certaines résident sans doute dans la doctrine même de ces mouvements et dans leur méfiance à l'égard de tout système trop dogmatique et simplificateur. Or, il est de fait qu'une idéologie ne se constitue le plus souvent que sur une schématisation de ses thèmes originels. D'autre part, s'il y avait entre tous ces groupes une communauté d'inspiration, l'accord sur un certain nombre de principes très généraux et souvent négatifs pouvait s'accommoder d'une assez grande latitude dans la définition des conséquences concrètes à en tirer, d'où la difficulté de constituer un programme idéologique précis. Enfin, l'exigence d'une « révolution spirituelle », d'un engagement total, d'une conversion non seulement idéologique mais personnelle, n'était pas pour favoriser un succès spectaculaire et massif de ces idées. Tous ces facteurs contribuèrent à empêcher « l'esprit de 1930 » de déboucher sur le forum en idéologie structurée et

vulgarisée. Ces difficultés furent renforcées par la rigueur doctrinaire de ces groupements toujours très soucieux - au moins jusqu'en 1934 - de sauvegarder de toutes les compromissions le tranchant de leurs idées et facilement enclins à se laisser aller à un « esprit de chapelle » d'une grande intransigeance sur les questions d'orthodoxie doctrinale. Ce travers, assez fréquent dans ce genre de mouvement, fut accentué par la formation intellectuelle qui était celle de la plupart de leurs animateurs et qui était bien davantage celle de philosophes que d'hommes d'action.

Cet échec eut aussi des causes extérieures dans la mesure où ces idées ne trouvèrent pas un terrain favorable à leur germination. Si la France des années 1930-1934 vit se produire des changements profonds en maints domaines, ces changements furent loin cependant, d'être aussi brutaux que dans d'autres pays européens et ils [401] ne provoquèrent pas un effondrement analogue à celui que connut, par exemple, l'Allemagne pré-hitlérienne. De ce fait, en dépit des attaques, les habitudes traditionnelles conservèrent assez de vitalité pour étouffer ce qui pouvait les remettre en question. À cet égard, situation de ces groupes fut assez différente de celle des mouvements communiste, fasciste ou national-socialiste avec lesquels ils mettaient volontiers en parallèle leur volonté de renouvellement. Cette stabilité intérieure, malgré une crise larvée, fut aussi favorisée par le fait que, dans la France des années 1930 éprouvée par la saignée de la guerre 14-18, la jeunesse restait une minorité non susceptible de fournir à elle seule une force capable de bouleverser l'ordre établi et c'était là aussi une différence sensible au regard de la poussée démographique qui soulevait l'Italie ou l'Allemagne.

Enfin, l'éclatement prématuré, en 1934, de l'embryon de « Front commun » qui s'était constitué auparavant fut pour beaucoup dans l'avortement de « l'esprit de 1930 ». Ces mouvements de jeunes firent d'ailleurs là l'expérience la difficulté de se débarrasser des habitudes classiques. La « diaspora » de 1934 résulta en effet, pour une large part, de la résurgence en leur sein des anciens réflexes de « droite » et de « gauche » qu'ils avaient pourtant voulu éliminer. Cette dislocation ne fut pas, en effet, due pour l'essentiel à des dissentiments doctrinaux, elle fut surtout la conséquence de la pression des événements - 6 février et ses suites - entraînant des recherches d'alliances et des prises de position sur l'actualité qui les reclassèrent dans les vieux cadres de « droite » et de « gauche », bientôt rajeunis

en « fascistes » et « antifascistes ». Évoquant, en 1935 dans *Esprit*, ce phénomène, Roger Leenhardt soulignera avec raison : « Ce qu'il est important de marquer, c'est que la "diaspora" (...) eut lieu, moins à la suite de divergences dans les constructions doctrinales que dans la recherche d'alliances politiques concrètes (1). » Cette évolution fut aggravée par les événements postérieurs : affaire d'Éthiopie, Front populaire, guerre d'Espagne, crise de Munich. Par la suite, ces groupes eurent d'ailleurs le sentiment d'avoir ainsi lâché la proie pour l'ombre et d'avoir joué un jeu de dupes en se laissant prendre aux apparences de ces divisions partisans. « On cherchait à se reconnaître, écrira Maxence dans son *Histoire de dix ans*, et l'événement vous a opposés ¹⁰¹³. On cherchait à s'accorder et il vous a séparés, dressés les uns contre les autres. On mesurait l'étendue de la crise ("crise de civilisation et peut-être de l'espèce"), il vous a jetés dans le combat, sinon sans directions, du moins [402] hâtivement, prématurément, sans que l'on eût pu ni mesurer ni juger les forces en présence, ni mesurer ni juger des théories proposées, des thèses que l'action partisane allait bientôt réduire à l'état de slogans ¹⁰¹⁴ ! » Expressant lui aussi ce sentiment commun à beaucoup d'anciens d'*Esprit*, de l'Ordre Nouveau ou de la Jeune Droite, Mounier verra, pour cette raison, dans le 6 février 1934 une « sale petite émeute néfaste » car, dira-t-il, « il a crispé les forces vivantes apparentées à la droite sur l'aventure décevante des Ligues (...) il a enlisé les forces vivantes apparentées à la gauche dans le marais du Front populaire, parlementaire et politicien. Il a ainsi neutralisé les deux réserves dont aurait pu sortir, non pas certes une unanimité truquée, mais une formation d'équipes sans préjugés qui eut brisé les inerties héréditaires ¹⁰¹⁵ ».

Outre les raisons internes poussant dans le même sens, « l'esprit de 1930 » fut donc ainsi victime, pour une grande part, des événements qui ne lui laissèrent pas un répit suffisant pour devenir autre chose qu'une éphémère école intellectuelle. Ainsi que l'a noté Raoul Girardet, on se trouve là en présence « d'une idéologie qui, pratiquement, n'a pas trouvé de milieu, qui n'a pas eu le temps de fonder une tradition, d'une idéologie qui n'a pas trouvé un cadre social pour l'accueillir (...) »

¹⁰¹³ *Esprit*, n° 34, janvier 1935, p. 588.

¹⁰¹⁴ *Histoire de dix ans*, p. 165.

¹⁰¹⁵ *Le Courrier de Paris et de la province*, juillet 1939, p. 30.

une tradition idéologique française qui, en quelque sorte, a avorté et n'a pas connu la vie indépendante du libéralisme ou du radicalisme ¹⁰¹⁶ ».

Au premier abord, le bilan de cet « esprit de 1930 » paraît donc déboucher sur un constat d'échec. La réalité est cependant quelque peu différente. L'esprit des années 1930 n'est pas mort sans laisser de traces, loin de là, très loin de là. Nombre d'aspects de l'histoire des trente dernières années trouvent en effet en lui leurs racines et leur explication. Et, finalement, un regard plus attentif permet de constater que l'influence de ces mouvements de jeunes des années 1930 a été beaucoup plus profonde qu'un examen superficiel pourrait le laisser supposer. Ce qui fausse ici l'appréciation c'est que cette influence s'est rarement manifestée d'une manière directe ; elle a été le plus souvent, pour reprendre un mot de Gabriel Marcel qui nous semble très juste, une « influence en pointillé ¹⁰¹⁷ ».

[403]

C'est ainsi qu'entre 1934 et 1940, la dispersion de ces groupes ne réduisit pas totalement à néant les fruits de leurs efforts, car ils conservèrent une originalité certaine et une influence non négligeable. Par ailleurs, si les équipes intellectuelles qui se constituèrent de 1934 à 1936 furent à de nombreux égards assez différentes, elles n'en utilisèrent pas moins certains des thèmes que leurs prédécesseurs avaient développés. Plus généralement, cette période de l'avant-guerre fut caractérisée par la diffusion dans des secteurs divers de l'opinion de certaines des formules par lesquelles s'était exprimé « l'esprit de 1930 ». Essayant de dresser un bilan de son influence, Mounier le résumera en 1939 en ces termes : « Quelques mots nouveaux que l'on voit maintenant traîner un peu partout ¹⁰¹⁸ ». La défense de « l'éminente dignité de la personne humaine », le combat pour « les valeurs spirituelles » devinrent quelques-uns des mots d'ordre de l'antifascisme tandis que les Ligues et le Parti Populaire français s'annexèrent des slogans comme « Ni droite, ni gauche », « Ni communisme, ni capitalisme ». Ce phénomène fut, d'une part, le résultat d'emprunts à un vocabulaire tombé dans le domaine commun et, parfois, la conséquence de l'action d'hommes venus de ces mouvements des années 1930

¹⁰¹⁶ *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, p. 131.

¹⁰¹⁷ Précisons, dès maintenant, que, dans les pages qui suivent, notre propos ne sera pas de faire une analyse exhaustive de cette influence, mais, plutôt, de formuler des hypothèses et d'indiquer des pistes de recherche.

¹⁰¹⁸ *Le Courtier de Paris et de la province*, juillet 1939, p. 31.

comme Robert Loustau faisant un rapide passage dans les groupes d'étude des Croix de Feu puis du P.P.F. ou comme les militants de *La Flèche* et du Frontisme influencés par Esprit. Cette diffusion du vocabulaire n'alla d'ailleurs pas sans une certaine déformation du contenu que les groupes des années 1930 avaient voulu lui donner ¹⁰¹⁹.

Moins superficielle fut sans doute l'influence exercée par « l'esprit de 1930 » sur les orientations sociales du catholicisme français. Le personnalisme vint confluer là avec les enseignements de la doctrine sociale de l'Église ¹⁰²⁰. La Semaine Sociale de 1937 fut ainsi organisée sur le thème « La personne humaine en péril » et elle compta Jean Lacroix parmi ses conférenciers. Par ailleurs, Alexandre Marc et Daniel-Rops, deux des principaux animateurs de l'Ordre Nouveau, jouèrent un rôle très important dans les hebdomadaires catholiques [404] *Sept* et *Temps présent* ¹⁰²¹ où ils retrouvèrent des collaborateurs d'Esprit comme, parfois, Emmanuel Mounier, et, plus souvent, Étienne Borne, Jean Lacroix, Pierre-Henri Simon.

Si, après 1935, « l'esprit de 1930 » s'estompa malgré le succès de son vocabulaire, l'effondrement de 1940, le vide politique et intellectuel qui s'ensuivit provoquèrent sa résurrection. L'événement vint confirmer les analyses de ces groupes prouvant leur clairvoyance et montrant que leurs inquiétudes devant ce qu'ils avaient jugé être une décadence de la France n'avaient pas été sans fondements. Pour cette raison, la défaite ne leur apparut pas seulement comme une défaite militaire mais comme la défaite de toute une société, comme l'aboutissement d'une dégradation déjà ancienne. Or ce diagnostic fut aussi celui que portèrent les plus lucides des animateurs de la Révolution nationale de Vichy comme les éléments les plus dynamiques de la Résistance. De ce fait, Vichy comme la Résistance, se rejoignant dans la même volonté de briser les moules de la pensée politique fran-

¹⁰¹⁹ C'est ainsi que, selon D. de Rougemont, le terme « ordre nouveau » utilisé par la propagande nazie aurait été emprunté au mouvement du même nom que nous avons étudié par l'intermédiaire de Ribbentrop et d'Abbetz qui auraient été des lecteurs assidus des revues françaises de jeunes (cf. *Politique de la personne*, Éd. 1946, p. 8).

¹⁰²⁰ Daniel-Rops a pu noter dans son Histoire de l'Église : « On peut même observer que le « personnalisme » dont se réclament à partir des années 1930 des mouvements de jeunes comme *l'Ordre Nouveau* et *Esprit* doivent plus qu'ils ne pensent à la doctrine sociale de l'Église. » (*Un combat pour Dieu*, p. 432.)

¹⁰²¹ Alexandre Marc fut le secrétaire de rédaction de *Sept*, dont il rédigeait aussi la chronique politique sous le nom de *Scrutator*.

çaise traditionnelle qui leur paraissaient avoir fait faillite, virent resurgir les thèmes et les hommes des années 1930 ¹⁰²². Malgré des accentuations différentes en raison du caractère autoritaire et nationaliste de Vichy et des influences démocratiques et marxistes dans les mouvements clandestins, l'idéologie de la Révolution nationale et celle de la Résistance intégrèrent nombre des idées qui avaient vu le jour dix ans plus tôt. À cet égard, le culte de Péguy célébré avec autant de chaleur d'un côté que de l'autre est assez symbolique car il trouvait ses racines dans le « péguysme » des années 1930. L'emploi général du mot « Révolution » - « Révolution nationale » ; « De la Résistance à la Révolution » - fut aussi un héritage des « années tournantes ».

Dans les premiers mois de l'existence du régime de Vichy, nombreux furent ceux qui mirent en lui leurs espoirs de rénovation. La défaite et l'armistice avaient laissé le pays violemment traumatisé, matériellement comme moralement. Si cette situation était à maints égards dramatique, elle était aussi par un côté exaltante dans la mesure où tout était à refaire et où l'écroulement de l'ordre [405] ancien laissait le champ libre à la possibilité d'une profonde reconstruction de l'ordre politique, économique et social. C'est cette tâche que se proposa la Révolution nationale en croyant pouvoir faire œuvre utile malgré la situation précaire du pays, malgré les conséquences de la guerre et de l'armistice. Cet état d'esprit partagé par beaucoup - qui n'étaient pas seulement les survivants d'une droite soucieuse de venger son échec politique et social de 1936 ¹⁰²³ - entraîna, en 1940 et 1941, un foisonnement d'initiatives d'inspiration et d'orientation diverses ¹⁰²⁴, dans lesquelles les jeunes hommes qui avaient participé aux activités des mouve-

¹⁰²² Ce point a été particulièrement souligné par Stanley Hoffmann dans sa contribution au livre collectif *À la recherche de la France* : « Vichy et la Résistance, l'un et l'autre composés dans une large mesure des mécontents des années 1930 (...) convergèrent sur un nombre de points fort importants. » (Op. cit., p. 48 et p. 50.)

¹⁰²³ « Il n'y a pas que Maurras pour découvrir avec une "divine surprise " ce que Vichy peut apporter de nouveau (...) Il n'y a plus de frontières politiques exactes puisque des hommes venant de *La Flèche* de Bergery se mêlent aux Camelots du Roi. » (P. Bauchard, *les Technocrates et le Pouvoir*, p. 114 et 127.)

¹⁰²⁴ « L'été 1940, dans le désarroi général qui succéda à l'effondrement militaire de la France, fut riche en initiatives de toutes sortes. Sans le désastre, elles n'auraient sans doute jamais vu le jour et elles peuvent apparaître ainsi comme les fruits de l'improvisation. Mais on peut penser qu'elles furent, au moins en partie, l'aboutissement d'idées, de réflexions, de cheminements qui purent, grâce aux circonstances exceptionnelles nées de l'événement, passer au stade de la réalisation concrète ou, du moins, de la tentative. » (R. Josse, *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, juillet 1967, p. 54-55.)

ments que nous avons étudiés ¹⁰²⁵ jouèrent un rôle non négligeable. Certes cette influence de « l'esprit de 1930 » se composa dans l'idéologie et les réalisations de l'État Français avec d'autres courants d'idées : celui de *l'Action française* et de l'école contre-révolutionnaire, représenté à Vichy par des hommes comme Raphaël Alibert, l'Amiral Fernet ou Henri Massis ; celui du catholicisme social avec l'amiral Auphan, Pierre Caziot ou Louis Salleron ; celui d'un « planisme » technocratique avec Barnaud, Bichelonne, Lafond ou François Lehideux. Malgré tout, si l'on considère la doctrine, d'ailleurs assez imprécise, de la Révolution nationale proprement dite, il semble bien que l'on puisse dire, avec Raoul Girardet, que « Vichy s'explique beaucoup plus en fonction des thèmes développés dans les petites revues des années 1930 qu'en fonction des thèmes développés par les mouvements de la droite traditionnelle ¹⁰²⁶ ».

C'est ainsi que de la Révolution nationale définie, dans sa perspective globale, comme « la volonté de promouvoir le réel, le vivant, l'organique, l'évolutif, l'individuel, contre l'abstrait, le géométrique, l'immuable mis en fiches, le déclamatoire, le général [406] et le totalitaire », on ne peut pas ne pas rapprocher la réaction antirationaliste des années 1930 en général et de *l'Ordre Nouveau* en particulier, *l'Ordre Nouveau* que Peyrouton, auteur de cette définition ¹⁰²⁷, citera, dans ses mémoires, comme une des sources d'inspiration de la doctrine de l'État Français. De même, c'est tout autant l'écho des campagnes pour « l'homme réel » que l'influence directe de l'école contre-révolutionnaire que l'on trouvait dans les messages du Maréchal déclarant : « Un peuple n'est pas un nombre déterminé d'individus arbitrairement comptés. Un peuple est une hiérarchie de familles, de professions, de communautés, de responsabilités administratives, de familles spirituelles, articulées et fédérées pour faire une patrie (...) La solution consiste à rétablir le citoyen dans la réalité familiale, professionnelle, communale, provinciale et nationale... ¹⁰²⁸ » Le même rapprochement s'impose lorsque René Gillouin, qui fut, dans les premiers mois de Vichy, l'un des principaux inspirateurs du Maréchal, précise en ces termes le caractère « autoritaire » et « social » que voulut se donner le nouveau régime : « Autoritaire, et même, dans un certain sens, absolu,

¹⁰²⁵ Jeunes gens ayant animé ces mouvements ou ayant été formés doctrinalement par eux.

¹⁰²⁶ *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, p. 131.

¹⁰²⁷ *Du service public à la prison commune*, p. 122.

¹⁰²⁸ Message du 8 juillet 1941.

c'est-à-dire indépendant des chaînes du nombre et de l'argent. Et différent à la fois du pouvoir démo-libéral et du pouvoir totalitaire en ceci que, au lieu d'être relatif et limité comme le premier, absolu et illimité comme le second, il serait à la fois absolu et limité. Pouvoir fort donc, mais borné à la fois sur ses frontières spirituelles par le respect des valeurs religieuses et par celui de la personne humaine, et, sur ses frontières temporelles, par la reconnaissance des droits des groupes naturels, tels que la famille, la région, la profession, les corps, compagnies et communautés de tous genres. Social, enfin, et c'est sur [cet] aspect qu'il nous semblait qu'il faudrait innover largement et, d'abord, sans opprimer aucunement l'individu mais au contraire en servant son intérêt véritable, le réintégrer dans ces entités plus vastes et plus profondes, la famille et la société. Donc refaire de la famille hier dédaignée ou brimée ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, la cellule sociale par excellence, la pierre angulaire de l'édifice national (...) sans oublier jamais que ce dont la patrie a besoin ce n'est pas d'enfants mais d'hommes et qu'il ne suffit pas de nourrir une florissante jeunesse, mais qu'il faut encore et surtout l'instruire et l'éduquer. Ensuite, dans une société qui tend tous les jours davantage à s'industrialiser, abjurer les erreurs mortelles du vieux capitalisme libéral, cesser de considérer [407] l'ouvrier comme un outil animé et son labeur comme une marchandise, rendre au travail toute sa signification non seulement matérielle mais morale et spirituelle, mettre fin au règne de l'économique et à son immorale autonomie en subordonnant le facteur argent et même le facteur travail au facteur humain sans tomber pour autant dans les erreurs inverses du collectivisme qui, partout où il s'est établi sur les ruines du capitalisme, n'a réussi qu'à universaliser la servitude qu'il prétendait briser, à diminuer la production qu'il prétendait accroître et à obtenir, au lieu de l'abondance pour tous, pénurie et la médiocrité pour tous ; et pour parer aux désastreuses conséquences de ce remède pire que le mal, respecter la liberté individuelle et conserver en le limitant le puissant moteur du profit individuel ; enfin, en dernière analyse, tendre par toutes les voies, dans un effort puissant et opiniâtre, non pas tant à adoucir la condition prolétarienne qu'à l'abolir, non seulement par une juste répartition des fruits du travail, mais par une restauration de ce qu'il y avait de vigoureusement organique et de généreusement humain dans "l'esprit" des corporations d'autrefois ¹⁰²⁹. »

¹⁰²⁹ *J'étais l'ami du maréchal Pétain*, p. 201-203. Cet exposé reprend en grande partie un texte publié en 1941 dans l'ouvrage collectif : *la Révolution nationale*, un bilan, un program-

Ces idées, comme le souci d'une profonde réforme intellectuelle et morale, qui était particulièrement vivace dans les milieux proches du Secrétariat général à la jeunesse, présentaient une incontestable parenté avec « l'esprit de 1930 ». Sans nier la place d'autres courants de pensée dans les origines de l'idéologie vichyssoise, sans dissimuler que les réalisations de l'État Français s'écarterent bien souvent des principes proclamés ¹⁰³⁰, il paraît cependant possible de dire, avec Robert Aron ¹⁰³¹, que la doctrine de la Révolution nationale eut une de ses sources dans le « personnalisme » des années 30, dont elle retint particulièrement la définition « communautaire » ¹⁰³² et non totalitaire des rapports de l'homme et de la société. Cette influence personnaliste tint, d'une part, au fait que ces idées étaient « dans l'air » et, d'autre part, à l'action de certains hommes dans les avenues du pouvoir. C'est ainsi que René Gillouin, tout en ayant des sympathies maurrassiennes, avait suivi, avant la guerre, avec [408] intérêt les travaux d'*Esprit*, ayant même quelques contacts avec des milieux proches de cette revue ¹⁰³³. Robert Aron pense par ailleurs qu'il n'est pas exclu que des ministres du Maréchal comme Paul Baudoin et Yves Bouthillier ¹⁰³⁴ se soient faits les porte-parole officiels de certaines idées personnalistes. Ceci est d'autant plus plausible qu'ils eurent à leurs côtés deux anciens animateurs de *l'Ordre Nouveau* : Jean Jardin au cabinet de Bouthillier et Robert Loustau, chef de cabinet de Baudoin. Robert Loustau rédigea d'ailleurs le brouillon du Message de Saint-Étienne que le Maréchal consacra, en mars 1941, aux problèmes sociaux ¹⁰³⁵ et il participa aux travaux préparatoires

me.

¹⁰³⁰ R. Gillouin note ainsi après l'exposé des principes que nous venons de citer : « je n'ai aucune raison de cacher l'immense déception qui fut la mienne lorsque je constatai que, tout en les professant de la bouche avec une conviction apparente, le régime, dans la pratique, en prenait sur la plupart des points le contre-pied. » (Op. cit., p. 203.)

¹⁰³¹ *Histoire de Vichy*, p. 200-201.

¹⁰³² Ce mot fut un des mots clés de la Révolution nationale.

¹⁰³³ Au début de 1941, à la suite de l'envoi d'un rapport de Mounier, il intervint pour faciliter les rapports d'*Esprit* avec la censure de Vichy. (cf. *Mounier et sa génération*, p. 284.)

¹⁰³⁴ Respectivement ministre des Affaires étrangères et ministre des Finances du Gouvernement de Vichy en 1940-1941.

¹⁰³⁵ Ce message, qui annonçait la Charte du Travail, commençait en des termes rappelant les idées de *l'Ordre Nouveau* sur la « prolétarianisation » : « Dans mon message du 10 octobre dernier, je vous ai dit que l'on ne peut faire disparaître la lutte des classes qu'en faisant disparaître les causes qui ont dressé les classes les unes contre les autres. Ces causes c'est la menace du chômage et l'angoisse de la misère qu'elle fait peser sur les foyers. C'est le travail sans joie de l'ouvrier sans métier. C'est le taudis dans la cité laide où il passe des hivers sans lumière et sans feu. C'est la vie de nomade sans terre et sans toit. Telle est la condition prolétarienne. Il n'y aura pas de paix sociale tant que durera cette injustice. » Quelques semaines plus tard, le

de la Charte du Travail. D'autre part, René Belin, ministre de la Production industrielle et du Travail, et Gaston Bergery, qui fut à l'origine du Message du 10 octobre 1940 sur les principes de la Révolution nationale, n'étaient pas sans avoir eu, au cours de l'avant-guerre, des relations avec les groupes personalistes des années 1930. Enfin, il n'est pas indifférent de constater que l'on a pu qualifier de « personalisme traditionaliste ¹⁰³⁶ » [409] la pensée de Gustave Thibon en qui d'aucuns ont voulu voir « le philosophe » de la Révolution nationale.

Le sentiment que la Révolution nationale donnait peut-être leur chance à certaines des idées développées autour de 1930 fut partagé par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire par les anciens responsables ou militants de ces mouvements de jeunes. Si quelques-uns de ceux-ci manifestèrent d'emblée une opposition déclarée au régime de Vichy, la plupart suivirent avec un certain intérêt ses premiers efforts de reconstruction. Les anciens de la *Jeune Droite* furent les plus nombreux dans ce cas. C'est ainsi que Thierry Maulnier s'attacha, dans une série d'articles parus en 1941 dans la *Revue universelle*, à proposer un programme doctrinal pour la Révolution nationale qui reprenait nombre des thèses qu'il avait développées dans ses écrits des années 1932-34. René Vincent, l'un des fondateurs de *Réaction* qui avait été rédacteur en chef de *Combat* jusqu'en 1939, constatait pour sa part - « Dans l'enfantement des idées de la Révolution nationale, diverses petites revues indépendantes ont joué un rôle dont l'importance apparaît dès maintenant ¹⁰³⁷. » De même, les cahiers de *Renaitre*, fondés par François Perroux (un ancien d'Esprit) et Yves Urvoy pour donner une « interprétation doctrinale, homogène et cohérente » des principes de la Révolution nationale, soulignaient l'importance des « jeunes écoles » de l'avant-guerre, mettant l'accent sur l'apport d'*Esprit* et de

Ier Mai à Commentry, le Maréchal devait revenir sur ce sujet : « Que veulent donc au juste les ouvriers ?... Ils veulent d'abord : s'évader de l'anonymat où ils ont été jusqu'ici trop souvent confinés ; ne pas vendre leur travail comme une marchandise ; ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensants, souffrants ; avoir avec leurs chefs des relations d'homme à homme. Ils veulent ensuite : échapper à l'incertitude du lendemain ; être protégés contre les aléas du chômage ; trouver dans leur métier une sécurité ou, pour mieux dire, une propriété ; avoir la possibilité d'y avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes. Ils veulent en outre : participer dans une mesure raisonnable aux progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés ; avoir une sauvegarde efficace contre les misères qui les guettent lorsque survient la maladie ou lorsque arrive la vieillesse ; pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie. Toutes ces aspirations sont légitimes et, dans l'ordre nouveau que nous préparons, elles devront être satisfaites. »

¹⁰³⁶ M. Prélôt, *Histoire des idées politiques*, p. 661.

¹⁰³⁷ *Idées*, mars 1942, p. 65.

l'Ordre Nouveau : « Dans toutes, il y a eu des vues intéressantes et neuves, elles ont proposé sur des points particuliers des solutions doctrinales ou pratiques aux problèmes de demain ¹⁰³⁸. »

L'attitude la plus caractéristique fut à cet égard celle de Mounier et d'Esprit qui reparut en zone libre en novembre 1940. L'éditorial de Mounier qui ouvrait ce premier numéro était très loin d'être hostile aux idées qui circulaient depuis l'armistice : « Toutes les formules lancées aujourd'hui en gage d'espérance à la jeunesse de France (...) nous les approfondissons et les répandons depuis des années. » Et il ajoutait : « Parmi la poussière soulevée par l'effondrement d'un monde, dans la confusion inextricable de ce qui naît déjà et de ce qui meurt encore, quelques formules de vie ressortent où nous reconnaissons les traits dominants de notre héritage : lutte contre l'individualisme, sens de la responsabilité, sens de la communauté, restauration de la fonction de chef, sens rénové de la [410] nation et sens réaliste des solidarités internationales, restauration du sens de l'État liée à la déflation de l'État, sens de l'homme total, chair et esprit, personne et membre de corps vivants. Que toutes ces formules soient encore enchevêtrées ici ou là de contresens ou noyées d'à peu près, est-ce une raison pour nous écarter, nous qui les avons lancées parmi les premiers, de l'aventure vivante qu'elles vont maintenant inaugurer ? Certes non ¹⁰³⁹. » Même en tenant compte des précautions imposées par l'existence de la censure de Vichy ¹⁰⁴⁰, ce texte n'en était pas moins une reconnaissance de la parenté de certains des thèmes de la Révolution nationale avec ceux qu'Esprit avait contribué à diffuser avant la guerre ¹⁰⁴¹. En janvier 1941, Mounier considérera comme l'un des « événements » des mois précédents la reconstitution d'une sorte de front commun de la « jeune droite » et de la « jeune gauche » des années 1930 ¹⁰⁴² : « Ils ont fait les uns par rapport aux autres, remarquait-il, une sorte d'évolution en tenaille : partant vers 1930 de prémisses

¹⁰³⁸ *Renaitre*, n° 13, p. 13. Parmi les titres de ces fascicules, on trouvait : « Le sens de la Révolution du XXe siècle » (2.) ; « Mission de la France » (4) ; « Le concret et l'abstrait », etc.

¹⁰³⁹ *Esprit*, novembre 1940, p. 10.

¹⁰⁴⁰ Dans son journal privé, il notait de même, le 4 août 1940, les similitudes existant « entre nos valeurs et les valeurs publiquement proclamées » en affirmant sa volonté « d'y introduire, à la faveur de cette coïncidence, le contenu désirable. » (*Mounier et sa génération*, p. 260.)

¹⁰⁴¹ Mounier se vit même proposer de participer au « Comité de rassemblement pour la Révolution nationale ». (Cf. *Mounier et sa génération*, p. 288.)

¹⁰⁴² À dire vrai, ce rapprochement s'était déjà esquissé avant l'armistice, J.-P. Maxence ayant accepté de collaborer au numéro de juin 1940 d'*Esprit* avec Izard, J. Maze, etc.

communes, entraînés sur des voies divergentes par des courants étrangers à leur jeune inspiration, cherchant à en retrouver dans les données de l'époque les traces disjointes, les parentés éparses, déçus, non de liaisons qu'ils n'avaient jamais nouées, mais de voisinages trop pesants pour la révolution qu'ils poursuivaient, se recourbant en fin de compte sur le seul héritage qui ne pouvait les trahir, celui de leur jeunesse alourdie de l'expérience (...) Ce laboratoire que nous montions hier pour nos vingt ans, nous voulons aujourd'hui en offrir les installations à tous les jeunes de France ¹⁰⁴³. »

Et, de fait, en 1940 et 1941, dans un certain nombre d'organismes d'obédience vichyssoise, on vit travailler côte à côte des militants de la *Jeune Droite* d'avant-guerre et des jeunes venus des milieux proches d'*Esprit* et de *l'Ordre Nouveau*. Ce fut surtout le cas au sein des activités dépendant du Secrétariat général à la Jeunesse ¹⁰⁴⁴ : ainsi [411] celles des Chantiers de Jeunesse et, plus encore, celles du mouvement des *Compagnons de France* dans lequel des hommes comme Mounier et Louis-Émile Galey, fondateurs d'*Esprit*, ou Jean Maze, ancien de la *Troisième Force* et de *La Flèche*, collaborèrent avec des rédacteurs de *Combat* comme Jean-François Gravier, Klébert Haedens, André Monconduit ou Claude Roy ¹⁰⁴⁵. Il en fut de même dans les services administratifs du Secrétariat à la Jeunesse où des anciens de *La Flèche* comme Maurice Gaït ou Jean Maze (ce dernier, après qu'il eut quitté la direction de l'hebdomadaire *Compagnons*) vinrent rejoindre des transfuges de la *Jeune Droite* tels que J.-F. Gravier déjà nommé, Jean Le Marchand, André Mattei, Charles Mauban André Monconduit ou René Vincent. Ce dernier, après être passé au Secrétariat à l'Information, fonda même une revue doctrinale, *Idées*, destinée à réunir « quelques-uns de ceux qui, avant la guerre

¹⁰⁴³ *Esprit*, janvier 1941, p. 129.

¹⁰⁴⁴ Cf. Mounier : « À Vichy, la « Jeunesse » (Ministère et Compagnons) est certainement ce qu'il y a de mieux là-bas, bien que peu lourde d'idées, mais avec des volontés nettes et saines. Nous allons y travailler... » (Lettre du 15/10/1940, *Mounier et sa génération*, p. 265.)

¹⁰⁴⁵ On a pu résumer ainsi la « doctrine » que se constitua peu à peu ce mouvement : « La Révolution nationale, pour eux, signifie d'abord le refus du capitalisme et de la démocratie libérale. Ils rejettent celle-ci parce que son image est liée à celle de la défaite de juin quarante et que son individualisme leur paraît destructeur. Ils rejettent du même mouvement le gaullisme qui leur paraît être une tentative de résurrection de la démocratie libérale. Parce qu'ils croient en la valeur de la personne, ils repoussent aussi la tentation fasciste et totalitaire. Ils accrochent au passage le mot « communauté » très utilisé par le nouveau régime, d'autant plus facilement qu'Emmanuel Mounier est, dans les premiers mois, leur conseiller et l'un des collaborateurs du journal. » (J. Duquesne, les *Catholiques français sous l'Occupation*, p. 283.)

déjà, exprimèrent dans divers organes le souci d'une renaissance française ¹⁰⁴⁶ ». Cette publication, qui s'était donnée pour tâche « d'aider la Révolution nationale à se réaliser dans les esprits aussi bien que dans les institutions ¹⁰⁴⁷ », vit voisiner les signatures de Jean Maze, Armand Petitjean ou François Perroux avec celles de Jean de Fabrègues ¹⁰⁴⁸, Louis Salleron, Jean-Pierre Maxence ¹⁰⁴⁹. Un autre terrain de coopération fut le groupe *Jeune France*, association culturelle subventionnée par le Secrétariat à la Jeunesse pour travailler à « promouvoir les arts et à refaire des hommes » et dont le comité directeur comporta, à côté de Pierre Barbier et de Pierre Schaeffer, sympathisants d'Esprit, un ancien de *l'Ordre Nouveau*, [412] Albert Ollivier, et un ancien de Combat, Claude Roy. Cette association compta aussi parmi ses principaux collaborateurs : Maurice Blanchot en zone occupée, Emmanuel Mounier et Jean de Fabrègues en zone libre. Enfin, la préparation de la Charte du Travail, présentée comme un instrument de réorganisation de l'économie au-delà du libéralisme et du collectivisme ¹⁰⁵⁰, préparation à laquelle participèrent des hommes comme Émile Girard ¹⁰⁵¹, Robert Loustau ou François Perroux ¹⁰⁵², vit se produire un phénomène analogue qui, il faut le souligner, caractérisa surtout la première année du régime de Vichy, la situation se modifiant sensiblement par la suite en raison des décisions concrètes du régime et en raison de l'évolution de la guerre qui amenèrent nombre de ces hommes à se tourner vers la Résistance.

¹⁰⁴⁶ *Idées*, n° I, novembre 1941, p. 2.

¹⁰⁴⁷ *Idées*, n° I, novembre 1941, p. 2.

¹⁰⁴⁸ Celui-ci y assura régulièrement la « Chronique des Idées » jusqu'en mai 1942 avant de prendre la direction d'un hebdomadaire catholique : *Demain*.

¹⁰⁴⁹ Collaborèrent aussi à *Idées* : P. Andreu, F. Bauer, Y. Christ, P. Dominique, Drieu la Rochelle, H. Favart, A. Fraigneau, M. Galt, J.-F. Gravier, J. Grenier, K. Haedens, J. Laurent Cély, La Varende, M. Martin du Gard, J.-P. Maxence, C. Mauban, M. Mohrt, H.-F. Rey, L. Salleron, G. Thibon, etc.

¹⁰⁵⁰ Annonçant l'esprit de la Charte, le Maréchal avait écrit en septembre 1940 : « La nouvelle organisation sociale ne sera pas « Libéralisme » puisqu'elle n'hésitera pas à combattre la violence qui se cache sous certaines libertés apparentes, et à chercher dans certaines contraintes légales un indispensable instrument de libération. Elle ne sera pas « Communisme » puisqu'elle respectera dans une large mesure la liberté individuelle et qu'elle conservera le puissant moteur du profit individuel. Elle ne sera pas « Capitalisme » puisqu'elle mettra fin au règne de l'économique et à son immorale autonomie et qu'elle subordonnera la facteur argent, et même le facteur travail, au facteur humain. » (« Politique sociale de l'avenir », *Revue des deux mondes*, 15 septembre 1940.)

¹⁰⁵¹ Juriste, signataire du manifeste de *Réaction*.

¹⁰⁵² Cité par H. du Moulin de Labarthète comme l'un des inspirateurs, avec R. Gillouin, des idées économiques et sociales du Maréchal (cf. le *Temps des illusions*, p. 161).

Particulièrement symptomatique de cette évolution fut l'aventure de l'École des Cadres d'Uriage fondée en juillet 1940 par le Capitaine Dunoyer de Ségonzac. Cette école qui reçut d'abord les cadres des Chantiers puis ceux des mouvements de jeunesse de Vichy accueillit ensuite des volontaires de tous horizons et de toutes conditions menant là, pendant quelques semaines chargées, une vie rude et studieuse faite de sport, de cercles d'études de travaux manuels, de conférences et de corvées. À ces jeunes cadres confusément à la recherche d'une idéologie, l'École d'Uriage allait fournir peu à peu les éléments d'une doctrine orientée vers un « idéal humaniste et communautaire ¹⁰⁵³ » en accord avec l'esprit originel de la Révolution nationale et pour laquelle « le personnalisme devint la doctrine de référence la plus fréquente ¹⁰⁵⁴ », en partie sous l'influence [413] de l'abbé de Naurois, aumônier de l'École, qui fit appel à des conférenciers de l'équipe *d'Esprit* comme Bertrand d'Astorg, Jean Lacroix, Emmanuel Mounier ¹⁰⁵⁵. L'influence de « l'esprit de 1930 » fut ici particulièrement sensible. Ainsi qu'on l'a constaté, « l'analyse de la crise du XXe siècle faite par Uriage et les solutions proposées sont dans la ligne directe des réflexions de nombreux intellectuels dans les années 1930 et l'on relève dans les publications d'Uriage beaucoup de thèmes qui étaient répandus une dizaine d'années auparavant parmi des groupes et dans des publications de tendances politiques ou idéologiques fort diverses ¹⁰⁵⁶ ». Il est très significatif de voir d'ailleurs qu'à côté de « Maurras, nationaliste français », Uriage se référait à deux des « maîtres » des années 1930 : « Proudhon, socialiste français », et « Péguy, socialiste, patriote et chrétien ¹⁰⁵⁷ ». De même y était très en honneur

¹⁰⁵³ Janine Bourdin, « L'Ecole nationale des Cadres d'Uriage », *Revue française de Science politique*, décembre 1959, Vol. IX, n° 4, p. 1038.

¹⁰⁵⁴ R. Josse, « L'École des Cadres d'Uriage », *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, janvier 1966, p. 60.

¹⁰⁵⁵ Le 22 février 1941, Mounier écrivait à E. Borne : « Enfin je vois le danger du " tout ou rien " dans le discrédit total que tu jettes sur tout ce qui se fait aujourd'hui. Nous avons connu, parce que nous ne nous sommes pas retirés sous notre tente, des îlots réels de santé, des coins de France vraiment libres, " l'École d'Uriage ", " Jeune France ". » (*Mounier et sa génération*, p. 286.)

¹⁰⁵⁶ J. Bourdin, op. cit., p. 1043.

¹⁰⁵⁷ « Au nom de la philosophie personnaliste, écrit J. Duquesne, Uriage condamne le fascisme, le nazisme, le communisme. Parce que la IIIe République s'est effondrée, Uriage rejette la démocratie libérale, la liberté fait la grandeur mais l'individualisme la faiblesse. Il faut donc chercher ailleurs, édifier - par l'éducation populaire, les écoles de cadres, les Maisons de la culture, la réforme de l'Université - un type d'homme nouveau vivant dans des communautés. Les hommes d'Uriage parviennent à la vision - quelque peu idéale et irréaliste par certains de ses aspects - d'un État démocratique fondé sur des communautés, socialisé, planifiant l'éco-

l'idée d'une « révolution spirituelle ¹⁰⁵⁸ ». Tout en restant longtemps fidèle à la personne du Maréchal, l'École s'orienta progressivement à partir de la fin de 1941 vers la Résistance recevant dès cette époque Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat. Après la dissolution de l'établissement par Laval en décembre 1942, le « Vieux Chef » et la plupart de ses cadres passèrent dans la clandestinité créant dans le Vercors, sous le commandement de Gilbert Gadoffre, des groupes d'encadrement pour les maquis voisins tout en poursuivant des recherches sur le [414] régime d'après-guerre. Ces travaux, fortement imprégnés par « l'esprit » de l'École, furent publiés en 1945 sous le titre *Vers le style du XXe siècle*.

Ce phénomène du passage dans la clandestinité de transfuges de la Révolution nationale fut un des canaux par lesquels « l'esprit de 1930 » contribua aussi pour une large part à inspirer l'idéologie de la Résistance ¹⁰⁵⁹. Celle-ci, comme celle de la Révolution nationale, fut fondée sur l'idée que la défaite de 1940 consacrait l'effondrement de tout un monde, de tout un ensemble de mœurs et d'institutions périmés. De ce fait, la Résistance déboucha sur des perspectives révolutionnaires et à l'idée-force de la libération du territoire se mêla celle d'une transformation profonde du pays après la victoire. Dans ces recherches doctrinales, la préoccupation de dépasser l'individualisme et le totalitarisme, le souci d'échapper à l'alternative capitalisme-communisme amenèrent les théoriciens des mouvements clandestins - soit spontanément, soit sous l'influence de militants personnalistes de l'avant-guerre - à utiliser nombre des formules lancées par les mouvements de jeunes des années 1930 : « Les thèmes et le vocabulaire des mouvements de Résistance, a noté Jean Touchard, sont ceux des années 1930 bien plus que ceux de 1936 : même anticapitalisme, même aversion pour les partis politiques, même culte de l'esprit, de la personne et de l'humain, même volonté révolutionnaire.

nomie, faisant participer les ouvriers à la gestion des entreprises et à leurs bénéfices. » (*les Catholiques français sous l'Occupation*, p. 208.)

¹⁰⁵⁸ Cf. l'article de J.-M. Domenach lors de la mort du Général Dunoyer de Segonzac : « En insistant sur la pratique d'un "style de vie", il nous enseignait ce que les révolutionnaires découvrent aujourd'hui à leurs dépens : que tout changement des structures qui ne s'accompagne pas d'une renaissance spirituelle débouche dans l'impasse et qu'il faut former des hommes si l'on veut résister à l'avalissement du pouvoir. » (*Le Monde*, 14 mars 1968.)

¹⁰⁵⁹ J.-M. Domenach a pu remarquer : « L'influence d'Uriage a été décisive sur de nombreux chefs de la Résistance et sur plusieurs maquis. » (*Esprit*, novembre 1963, p. 727). De même, dans son Dossier de Vichy, J. de Launay note à propos des travaux d'Uriage : « Ils permirent de former bien des chefs qui, par l'armée Secrète, se retrouvèrent dans le maquis et, plus tard, parmi les Cadres de la IVe et de la Ve République » (p. 282.)

C'est exactement le même univers intellectuel qui reparaît dix ans après ¹⁰⁶⁰. » Pour cette raison, tous les mouvements de Résistance ne furent pas radicalement opposés à l'inspiration originelle de la Révolution nationale qui avait puisé dans le même fond qu'eux. Ainsi que l'a constaté Henri Michel, « au début, la Résistance n'est pas entièrement hostile au nouveau régime ¹⁰⁶¹ ». Toutefois, de même que, dans la Révolution nationale, ces thèmes subirent des modifications du fait d'un contexte nationaliste et autoritaire, ici ces thèmes se colorèrent de références à la tradition révolutionnaire de 1789 et d'orientations socialistes. Quoi qu'il en soit, cette influence fut assez évidente pour que Jean-Paul Sartre [415] ait pu déclarer, non sans quelque exagération, à Denis de Rougemont stupéfait, lors d'un voyage à New York à la fin de 1944 : « Vous, les personnalistes, vous avez gagné. Tout le monde en France se dit personnaliste. »

Il suffit de parcourir quelques-uns des programmes idéologiques des mouvements clandestins réunis par Henri Nfichel et Mirkine-Guetzevitch dans leur livre sur les idées politiques et sociales de la Résistance pour constater la parenté des idées exposées avec celles qui étaient développées dans les publications de jeunes des années 1930. À titre d'exemple nous citerons quelques extraits de textes diffusés par deux réseaux aux origines assez différentes : *Défense de la France* et *Libérer et Fédérer*.

Au début de 1944, les *Cahiers de Défense de la France* définissaient ainsi le sens de la Révolution sur laquelle devait déboucher la Résistance : « La Révolution qui vient aurait manqué son but si elle devait apparaître aux historiens de l'avenir comme un simple coup d'État (...) Le sens de la Révolution montante est d'être la fin d'une société et la naissance d'une société nouvelle. C'est une crise de civilisation et non pas seulement une crise politique que nous traversons et le monde avec nous (...) Ce n'est pas seulement un agencement nouveau des rouages de l'État qu'il faut établir, c'est la situation du citoyen dans l'État qu'il faut définir selon des principes nouveaux ; ce n'est pas seulement l'octroi de quelques réformes "généreuses" qui doit être l'objet de cette lutte, c'est une conception nouvelle de l'homme qu'il faut bâtir ; ce n'est pas seulement l'ordre d'urgence des questions à résoudre qu'il faut déterminer, c'est l'échelle des valeurs qui doit être revue et

¹⁰⁶⁰ *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, p. 110.

¹⁰⁶¹ *Les Courants de pensée de la Résistance*, p. 122.

élargie. La Révolution sera totale ou elle échouera ¹⁰⁶². » Dans ce même texte, Robert Salmon dénonçait le primat de l'économique en des termes que n'auraient pas désavoués, dix ans plus tôt, les jeunes essayistes *d'Esprit* ou de *l'Ordre Nouveau* : « La primauté de l'économique postule un déterminisme rigoureux éminemment conservateur et antirévolutionnaire. C'est pourquoi il ne peut y avoir de véritable révolution que si l'on admet, non la primauté de l'Économique, mais du Spirituel, car seul l'esprit est capable de spontanéité, de renouvellement, de création. Pas de révolution sans liberté créatrice (...) L'esprit seul peut trier les matériaux et bâtir un monde neuf. La primauté de l'Économique, c'est la démission de l'homme devant la machine. La Révolution du XXe siècle doit faire de la machine un moyen d'assurer la liberté spirituelle de l'homme et non d'alourdir [416] son asservissement. Elle doit refaire un type d'homme nouveau qui domine ses créations au lieu de s'y perdre (...) La Révolution du XXe siècle doit être l'effort pour retrouver le sens de l'homme et créer un climat moral nouveau où chacun puisse découvrir sa vocation propre et cesser de se perdre dans les mythes collectifs, ces nouvelles chaînes que l'humanité s'est forgée elle-même. Toutes les dictatures, tous les asservissements naissent d'un fléchissement du sens de la responsabilité humaine devant le déroulement impersonnel de l'Histoire et de l'abdication dans une totalité abstraite, la classe, la race, où l'homme cesse d'être une personne pour n'être qu'un pantin, un pauvre jouet aux mains des ambitieux. La Révolution doit redonner à l'homme son autonomie d'être libre ¹⁰⁶³. » Philippe Vianney précisait par ailleurs les principes de base de la « cité libre » à créer : « Le fondement en est l'affirmation que la valeur suprême de l'univers est l'Esprit et que cet esprit réside en l'homme, en chaque homme en particulier. Rien, dès lors, n'est plus grand que la conscience humaine, rien n'est plus digne de respect que la voie qu'elle veut poursuivre. L'homme sur la terre n'est pas un élément, une partie d'un tout, un instrument dans une symphonie. Il est une fin, un monde complet en lui-même. La cité libre devra être orientée tout entière, non pas vers la défense d'une humanité abstraite, mais vers la défense de l'homme (...) Le principal but de la cité libre devra être de permettre à l'homme de réaliser ses aspirations. Les droits

¹⁰⁶² *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, p. 155.

¹⁰⁶³ Cité par M. Granet in *Défense de la France, Histoire d'un mouvement de résistance*, p. 226.

qu'elle donnera, les lois qu'elle édictera, les décisions qu'elle prendra, devront reposer sur cette base unique : la défense de la personne humaine ¹⁰⁶⁴. »

Assez caractéristique nous paraît être aussi le manifeste diffusé en 1942 par le mouvement *Libérer et Fédérer* qui regroupa dans le midi de la France des syndicalistes, des socialistes et des militants chrétiens proches de la démocratie chrétienne. Ce manifeste proclamait : « Notre cri de ralliement est : Libérer et Fédérer. Libérer la France et l'Europe de l'invasion fasciste et nazie et fédérer les peuples européens pour éviter le retour de nouvelles guerres. Libérer la France de l'exploitation capitaliste et fédérer les ouvriers et les paysans, les techniciens et les intellectuels, les commerçants et [417] les artisans pour qu'ils gèrent ensemble la production dans l'intérêt du peuple. Libérer la nation des anciens partis diviseurs et démagogues et fédérer tous les Français dans la grande œuvre de reconstruction de la France. Libérer le peuple du joug de l'État centralisé fatalement orienté vers le totalitarisme et la dictature et fédérer les hommes et les communautés professionnelles ou spirituelles pour coordonner leur activité tout en respectant au maximum leur autonomie. Ce programme n'est pas un simple programme de réformes. Il suppose une véritable révolution. Et non pas une révolution qui soit une distraction pour salonnards, mais un véritable bouleversement qui remue le peuple français jusqu'au tréfonds de ses habitudes et de ses pensées, de ses préoccupations et de ses institutions. Une révolution qui, comme celle de 1789, fasse sortir des couches les plus profondes du peuple de nouvelles élites, une nouvelle mystique, une nouvelle vitalité ; qui place à nouveau la France à l'avant-garde de la civilisation, de la liberté et de la justice ¹⁰⁶⁵. »

S'il n'est guère difficile d'établir un parallèle entre « l'esprit de 1930 » et « l'esprit » de la Résistance, il est moins aisé de préciser les relais grâce auxquels a pu s'exercer l'influence du premier sur le second. D'une part, ces mouvements furent par définition des mouvements clandestins, d'autre part, ils se constituèrent bien davantage en fonction de relations personnelles et de facteurs géographiques qu'en fonction d'affinités idéologiques. Cependant, dans deux des réseaux les plus

¹⁰⁶⁴ *les Idées politiques et sociales de la Résistance*, p. 211. Ce mouvement est, par ailleurs, assez caractéristique de l'osmose qui se produisit dans une certaine mesure entre la Révolution nationale et la Résistance car ses conceptions doctrinales furent pour une part influencées par les recherches idéologiques de la revue *Renaître* déjà évoquée plus haut (témoignage de M. Robert Salmon).

¹⁰⁶⁵ *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, p. 142

importants, il est assez facile de découvrir des liens directs avec « l'esprit de 1930 ». Tel est le cas d'abord, en zone occupée, de *l'Organisation civile et militaire* dont le fondateur, Jacques Arthuys, avait eu avant la guerre des relations avec certains des groupes des années 1930, créant même, en 1934, avec *l'Ordre Nouveau*, le *Club de Février*. Par ailleurs, le premier rédacteur en chef d'*Esprit*, Georges Izard, qui devait devenir en 1945 secrétaire général de l'O.C.M., joua un rôle important dans les groupes d'études de l'organisation ¹⁰⁶⁶. En zone sud, c'est au sein du mouvement *Combat* que l'influence des militants personnalistes fut la plus évidente, Mounier ayant, dès 1941, des contacts avec son fondateur, Henri Frenay, et se voyant confier par celui-ci, après son emprisonnement et sa libération, la création d'un comité d'études doctrinales. *Combat* bénéficia en outre des recherches de l'École d'Uriage si bien que ses historiens ont pu parler de « la tonalité [418] vichyste » de son programme ¹⁰⁶⁷. Diffusés par les réseaux de Combat, les *Cahiers du Témoignage Chrétien*, à la fondation desquels participa Alexandre Marc, véhiculèrent eux aussi des thèmes personnalistes ¹⁰⁶⁸. Plus généralement, les catholiques engagés dans la Résistance se réclamèrent pour la plupart du personnalisme, soit pour avoir été directement influencés par *Esprit*, *l'Ordre Nouveau* ou les écrits de Maritain, soit pour avoir été des lecteurs de *Sept* et de *Temps présent*. Du fait de la dispersion de ces militants chrétiens dans des mouvements divers, au hasard des lieux et des circonstances, les idées personnalistes, plus ou moins diluées, se diffusèrent dans la majorité des réseaux de résistance non communistes.

Ce phénomène dépassa d'ailleurs les frontières de la France et caractérisa, par des voies diverses, l'évolution d'une partie de la Résistance européenne. Après avoir regretté que Vichy ait usé « surtout aux premiers jours, de quelques-uns de nos slogans personnalistes », Denis de Rougemont constatait en 1946 : « La Résistance, dans plusieurs pays d'Europe, absorba le mouvement personnaliste, son esprit, ses mots d'ordre et ses hommes. Soit qu'il s'agit, dans quelques cas précis, d'influences personnelles exercées par nos militants, soit que la situation dictât des réactions fort analogues à celles dont étaient nés nos groupes, il est certain

¹⁰⁶⁶ Avec aussi G. Rebeyrol, un avocat ancien collaborateur de *La Flèche*.

¹⁰⁶⁷ M. Granet et H. Michel, *Combat*, p. 124.

¹⁰⁶⁸ Signalons aussi que Georges Zérapha, dont nous avons vu les liens avec *Esprit*, fut parmi les fondateurs du réseau *Libération*.

que la Résistance européenne redécouvrit bon nombre de nos positions, mit au point nos principes de tactique et leur donna le baptême du feu ¹⁰⁶⁹. » Tel fut ce cas dans divers mouvements, en Pologne, en Italie, en Yougoslavie, au Danemark, en Suisse, en Allemagne ¹⁰⁷⁰. L'exemple le plus spectaculaire fut certainement celui des Pays-Bas où le mouvement socialiste personnaliste donna à la Libération hollandaise son Premier ministre et plusieurs de ses ministres. Dans cette expérience, la filiation avec les groupes français des années 1930 est indéniable. « Le mouvement personnaliste néerlandais est né, a raconté Henri Brugmans, dans un camp d'otages, dans un séminaire transformé en prison, à Saint-Michel-Gestel. Nous nous y trouvions avec quelques centaines de camarades, internés par les Allemands sans forme de procès, sous la menace de la fusillade (...) Mais un souffle étrange animait les jeunes et les rassemblait [419] autour d'une table (...) Pendant des mois ils travaillèrent (...) La doctrine était là "invisible et présente". Il fallait la préciser. À ce moment-là nous avons fait la connaissance du personnalisme français. *Esprit* passait la censure allemande qui, heureusement, n'y comprenait rien. Puis Denis de Rougemont et Maritain. Enfin Aron et Dandieu et leur *Révolution nécessaire* (...) Avant la guerre le mot personnalisme n'était connu en Hollande que d'une petite minorité d'intellectuels francophiles. À présent on retrouve le mot, sinon la chose, dans tous les journaux, dans à peu près toutes les discussions publiques ¹⁰⁷¹. »

Si la Résistance fut ainsi une seconde occasion pour « l'esprit de 1930 » de se manifester, elle fut aussi l'occasion d'un second avortement. Après la Libération en effet l'élan révolutionnaire de la Résistance retomba rapidement. Il ne put réaliser les transformations profondes des institutions et des mœurs qu'il s'était proposé dans la clandestinité. Il s'enlisa dans « le retour des habitudes, des querelles, des chamailleries » ¹⁰⁷². La résurrection des anciens partis, que l'on avait cru disparus à jamais, l'hypothèque que faisait peser sur lui l'omniprésence des communistes, les conséquences du début de la « guerre froide » lui furent fatals. Les institutions de la IV^e République, peu novatrices, concrétisèrent cet échec, la création du Conseil Économique et Social traduisant seule l'influence lointaine des

¹⁰⁶⁹ *Politique de la personne*, Ed. 1946, p. 8-9.

¹⁰⁷⁰ Rappelons ici que le chef du plus important des réseaux de résistance allemand, Harro Schulze-Boysen, avait eu des contacts assez étroits avec l'Ordre Nouveau avant la guerre.

¹⁰⁷¹ Cité par D. de Rougemont, *Politique de la personne* (Ed. 1946,) p. 11.

¹⁰⁷² Étienne Borne, *France-Forum*, juillet-août 1964, p. 34.

campagnes d'avant-guerre pour la représentation politique de « l'homme réel ». Si cet insuccès de la Résistance fut un peu celui de « l'esprit de 1930 », cette expérience comme aussi celle de la Révolution nationale ne furent pas pour lui totalement inutiles car elles eurent pour effet d'élargir l'audience de ses thèmes et de son vocabulaire. C'est ainsi que les deux plus importants partis politiques que vit naître la IV^e République ne furent pas sans hériter de certaines des idées que les mouvements de jeunes des années 1930 avaient contribué à mettre en circulation. Tel fut d'abord le cas du M.R.P. Le texte doctrinal rédigé par Gilbert Dru qui fut à l'origine de la fondation du *Mouvement Républicain Populaire* se prononçait en effet pour l'avènement d'une « République personnaliste et communautaire » fondée sur « la primauté naturelle du spirituel ¹⁰⁷³ » et évoquait explicitement les recherches d'*Esprit* ¹⁰⁷⁴ et de *l'Ordre* [420] *Nouveau* ¹⁰⁷⁵. De ce fait., le M.R.P. devait se référer à une philosophie d'inspiration personnaliste amalgamée à la tradition démocrate-chrétienne ¹⁰⁷⁶ et il devait trouver l'un de ses principaux théoriciens dans un collaborateur des premières années d'*Esprit*, Étienne Borne ¹⁰⁷⁷. Dans un contexte assez différent, le *Rassemblement du Peuple Français*, créé en 1949 par le Général de Gaulle ¹⁰⁷⁸, ne fut pas lui non plus, quoique d'une manière plus vague et plus imprécise, sans emprunter à certaines des thèses des années 1930. Le R.P.F. compta d'ailleurs dans ses cercles dirigeants deux anciens collaborateurs de *l'Ordre Nouveau* : Jean Chauveau (Xavier de Lignac) et Albert Ollivier ¹⁰⁷⁹. Par ces voies, c'est donc aussi une partie du personnel politique de la Ve

¹⁰⁷³ Cité par *France-Forum*, juillet-août 1964, p. 20-21.

¹⁰⁷⁴ G. Dru avait connu *Esprit*, *Révolution personnaliste et communautaire*, *Manifeste au service du personnalisme* dès 1938. J.-M. Domenach cite ainsi, dans les influences qui furent déterminantes pour son ami, « les écrits si souvent relus et médités d'Emmanuel Mounier. » (*Ibid.* p. 16.)

¹⁰⁷⁵ Un autre texte doctrinal, qui ne fut pas non plus sans influence sur les origines du M.R.P., fut rédigé par Alexandre Marc et Joseph Voyant (cf., E. Lipiansky *Ordre Nouveau* (1930-1938), op. cit., p. 92.)

¹⁰⁷⁶ Cf., par exemple, le rapport doctrinal d'A. Gortais au III^e Congrès du M.R.P. publié sous le titre *Démocratie et Libération*.

¹⁰⁷⁷ En 1950, F. Goguel remarquera : « La création du M.R.P. avait sans doute initialement correspondu, dans l'esprit de ses fondateurs, à la volonté d'incarner politiquement de manière efficace beaucoup des idées de Mounier. » (*Esprit*, décembre 1950, p. 816.)

¹⁰⁷⁸ Sans vouloir en tirer de conclusions précises, on peut rappeler ici que, dans les années 1935-1940, le Général de Gaulle fut en rapport avec Daniel-Rops qui publia dans la collection qu'il dirigeait chez Plon l'ouvrage du Général la France et son armée.

¹⁰⁷⁹ A. Ollivier fut le directeur politique de l'hebdomadaire du mouvement : *Rassemblement*.

République qui est, peu ou prou, tributaire de « l'esprit de 1930 » ¹⁰⁸⁰ et il semble que Raoul Girardet n'ait pas tout à fait tort de dire « qu'une partie de l'idéologie assez floue de la Ve République se nourrit d'un certain nombre de [ses] thèmes ¹⁰⁸¹ ». Il faut noter aussi que les milieux chrétiens, particulièrement les milieux catholiques ¹⁰⁸², furent profondément influencés après la guerre par les [421] recherches personaliste ¹⁰⁸³ dont on retrouve des traces jusque dans les récentes encycliques sociales et dans les documents conciliaires de Vatican II ¹⁰⁸⁴. Plus largement, d'ailleurs, les vingt dernières années ont vu se produire une diffusion assez générale des idées et du vocabulaire qui avaient vu le jour dans les groupes que nous avons étudiés et ceci dans des directions et selon des modalités très diverses ¹⁰⁸⁵. Certains thèmes se sont ainsi transformés en véritables lieux communs ¹⁰⁸⁶ que l'on rencontre un peu partout : dans les discours et les programmes politiques comme dans les mandements épiscopaux, sous la plu-

¹⁰⁸⁰ E. Michelet, pour qui le gaullisme est un « péguysme », est assez représentatif de cette tendance. Il fut avant la guerre abonné à *Esprit* et il a souligné dans un livre récent l'influence « péguyste » exercée avant 1939 par Daniel-Rops (cf. *le Gaullisme*, passionnante aventure).

¹⁰⁸¹ *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, p. 131.

¹⁰⁸² À travers notamment des mouvements et des hommes souvent passés, entre 1940 et 1944, de la mouvance de la Révolution nationale à celle de la Résistance, tels, par exemple, le groupe Économie et Humanisme créé en 1941 par le R.P. Lebreton entouré de R. Moreux, F. Perroux, J.-M. Gautheron, G. Thibon, etc., ou le mouvement Vie Nouvelle fondé, après la guerre, par un ancien animateur des Compagnons de France, André Cruiziat. Notons aussi que cette influence a touché aussi bien le catholicisme de « droite » avec *La France catholique*, dont le directeur est J. de Fabrègues, que le catholicisme de « gauche » avec *Vie Nouvelle* déjà cité, *Esprit* ou *Témoignage Chrétien*.

¹⁰⁸³ J. Maritain remarque dans un livre publié en 1966 : « Grâce surtout, je pense, à E. Mounier, l'expression " personaliste et communautaire " est devenue une tarte à la crème pour la pensée catholique et la rhétorique catholique française. » (*Le Paysan de la Garonne*, p. 82.)

¹⁰⁸⁴ Le Cardinal Renard écrit à propos de *Gaudium et Spes* : « La Constitution, d'esprit si communautaire, est résolument personaliste. » (*L'Esprit du concile et l'Ouverture de l'Église au monde*, p. 61.)

¹⁰⁸⁵ C'est ce que souligne, par exemple, Pierre-Henri Simon en s'interrogeant sur l'influence de Mounier - « Dans les milieux catholiques, l'influence est considérable : nombre d'évêques d'aujourd'hui avaient lu, il y a vingt ou trente ans, au cours de leurs études de séminaire et d'université, Mounier et ses amis ; une certaine ouverture intellectuelle, partout reconnue, du clergé français d'aujourd'hui en reçoit une explication certaine. Je ne crois pas contestable d'ailleurs qu'une sensibilité plus grande de la pensée de gauche, socialiste et même communiste, à l'importance des valeurs spirituelles et un respect mieux fondé de l'autonomie des consciences personnelles ne soient aussi des fruits d'*Esprit*. Oserais-je dire que le libéralisme éclairé d'un journal comme *Le Monde* et sa très large audience dans les milieux bourgeois, spécialement dans la jeunesse intellectuelle, est dans la lancée du personalisme. » (*Histoire de notre temps*, n° 5, printemps 1968, p. 41.)

¹⁰⁸⁶ J. Ellul a pu ainsi prendre pour cible une partie du vocabulaire « personaliste » dans un des chapitres de son *Exégèse des nouveaux lieux communs*.

me des journalistes comme dans le langage des mouvements d'Action catholique, dans les revendications des syndicats ouvriers comme dans les déclarations du C.N.P.F. Tel a été le sort de formules comme « cité personnaliste et communautaire », « défense de l'éminente dignité de la personne humaine », « une économie au service de l'homme », etc. Le consensus idéologique contemporain se trouve donc ainsi, pour une part non négligeable, imprégné par « l'esprit de 1930 », mais d'une imprégnation diffuse, les idées ainsi reçues ayant, au cours de leur cheminement, beaucoup perdu de leur rigueur et de leur vigueur et ne s'insérant plus toujours dans un ensemble cohérent ¹⁰⁸⁷.

[422]

Cette influence diffuse n'a pas été la seule car « l'esprit de 1930 » a trouvé aussi après la Seconde Guerre mondiale une postérité directe dans le fédéralisme. Les mouvements fédéralistes nés après 1945 ont vu en effet réapparaître les idées et les hommes autour desquels s'étaient constitués les groupes personnalistes des années 1930. C'est ainsi que deux des fondateurs de *l'Ordre Nouveau*, Robert Aron et Alexandre Marc, furent à l'origine, en 1944-45, de la création du Centre d'Études Institutionnelles de la Société française qui devait bientôt devenir *La Fédération* et être, au point de vue doctrinal, le plus important des mouvements fédéralistes européens. D'abord associés à d'anciens « corporatistes » du groupe de *La Justice sociale* ¹⁰⁸⁸, comme Max Richard et André Voisin, et à des socialistes de tendance proudhonienne comme Jacques Bareth, Robert Aron et Alexandre Marc reçurent assez rapidement l'adhésion d'anciens de la *Jeune Droite* d'avant la guerre, dont Jean de Fabrègues et, surtout, Thierry Maulnier ¹⁰⁸⁹. Ce groupe, devenu depuis 1953 le *Mouvement fédéraliste français*, s'est particulièrement attaché à préciser les bases doctrinales du fédéralisme qui, pour lui, n'est pas seule-

¹⁰⁸⁷ C'est, par exemple, ce que remarque J. Maritain à propos de l'emploi de l'expression « personnaliste et communautaire » dans les milieux catholiques contemporains : « Elle est juste, mais à voir l'emploi qu'on en fait maintenant je n'en suis pas très fier. Car, après avoir payé un "lib service" au "personnaliste", il est clair que c'est le "communautaire" que l'on chérit. » (*Le Paysan de la Garonne*, p. 82.)

¹⁰⁸⁸ Ce groupe, créé en 1935 plus ou moins en marge de *l'Action française*, se réclamait de l'enseignement de La Tour du Pin et se proposait d'intégrer le syndicalisme dans l'organisation professionnelle.

¹⁰⁸⁹ Dans les sommaires de *La Fédération* et du *XXe siècle Fédéraliste* on retrouve nombre de noms que nous avons déjà cités au long des pages précédentes : P. Andreu, H. Brugmans, Daniel-Rops, J. Daujat, J.-F. Gravier, D. Halévy, B. de Jouvenel, J. Loisy, G. Marcel, J. Maze, F. Perroux, D. de Rougemont, L. Salleron, G. Thibon, etc.

ment un mode particulier d'organisation des relations internationales, mais « une doctrine complète, née précisément de la philosophie personnaliste et essayant de réaliser concrètement une certaine conception de l'homme et de la société ¹⁰⁹⁰ ». « On peut définir la pensée fédéraliste, a noté Bernard Voyenne, comme étant celle qui s'efforce de substituer un personnalisme concret à l'individualisme abstrait de la philosophie des "lumières", une conception pluraliste de l'État à la conception unitaire, une organisation "ascendante" des sociétés à l'organisation de type centralisé et, enfin, de provoquer des regroupements régionaux, continentaux ou même planétaires fondés sur les mêmes principes, c'est-à-dire également éloignés de ces frères ennemis que [423] sont le nationalisme et l'impérialisme ¹⁰⁹¹. » La parenté est ici évidente avec « l'esprit de 1930 » et elle est reconnue et soulignée dans de nombreux textes du mouvement. Tout récemment encore, dans un article intitulé « Trente ans après », Robert Aron, après avoir rappelé l'œuvre des précurseurs, Proudhon et La Tour du Pin, évoquait les recherches des groupes des années 1930 en général et de *l'Ordre Nouveau* en particulier en y voyant l'un des points de départ de l'élaboration du fédéralisme moderne ¹⁰⁹².

À travers ces mouvements fédéralistes, « l'esprit de 1930 » a par ailleurs dépassé le seul plan de l'influence idéologique pour participer à la construction de l'Europe d'aujourd'hui. Ces mouvements, et tout particulièrement le groupe de *La Fédération*, ont eu en effet une influence déterminante dans ce que Denis de Rougemont a appelé « la campagne des congrès » ¹⁰⁹³ qui, de Montreux à La Haye, fut à l'origine des diverses institutions européennes. *La Fédération* fut ainsi l'une des chevilles ouvrières de *l'Union européenne des fédéralistes* qui naquit, en Suisse, en 1946, de la réunion de groupes fédéralistes de diverses nationalités issus souvent de ces mouvements de résistance influencés par le personnalisme dont

¹⁰⁹⁰ H. Brugmans, *Esprit*, novembre 1948, p. 625.

¹⁰⁹¹ *La Fédération*, avril 1955, p. 230.

¹⁰⁹² « Le fédéralisme a aussi une base doctrinale, qui est la croyance en la valeur primordiale de la personne humaine ; il a aussi ses précurseurs, socialisme français ou La Tour du Pin ; il a aussi sa dialectique, héritée de Proudhon et renouvelée par A. Dandieu (...) La pensée fédéraliste, ainsi formulée en ces années décisives qui s'étendent de 1933 à la guerre et qui furent essentielles pour l'évolution des idées et des institutions en France, a été reprise, souvent avec le concours des mêmes hommes, par *La Fédération* au lendemain des hostilités (...) [Elle] procède de la doctrine qui fut élaborée il y a trente ans avec le concours d'Alexandre Marc, Denis de Rougemont, Daniel-Rops (...) et continuée souvent avec les mêmes hommes par l'équipe groupée autour d'André Voisin. » (R. Aron, *Le XXe siècle fédéraliste*, juin 1967.)

¹⁰⁹³ Cf. *Government and Opposition*, avril-juillet 1967.

nous avons déjà parlé. Le secrétariat général de l'U.E.F. fut confié à Alexandre Marc qui organisa les congrès de Lausanne (octobre 1946), d'Amsterdam (avril 1947) et, surtout, celui de Montreux qui, en août 1947, vit confluer le courant du « fédéralisme intégral », représenté par les fondateurs de l'U.E.F., avec le courant « unioniste » né des projets européens exposés par Churchill en septembre 1946 à Zurich ¹⁰⁹⁴. [424] Le rapport doctrinal du Congrès de Montreux fut présenté, à la demande d'Alexandre Marc, par un autre ancien de *l'Ordre Nouveau*, Denis de Rougemont qui, en 1948, fut aussi, au Congrès de La Haye, le rédacteur du « Message aux Européens » que l'on peut considérer comme le véritable acte de naissance de l'idée européenne après la Seconde Guerre mondiale. De l'action directe ou indirecte ¹⁰⁹⁵ du *Mouvement européen* qui regroupa, après le Congrès de La Haye, l'ensemble des mouvements favorables à l'avènement d'une Europe unie (aussi bien « unionistes » que « fédéralistes ») devaient naître le Conseil de l'Europe en 1949, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier en 1951, le projet de Communauté Européenne de Défense en 1952, la Communauté Économique Européenne (« Marché Commun ») et la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (« Euratom ») en 1957. Les « fédéralistes intégraux » eurent par ailleurs un rôle prépondérant dans la rédaction de la Déclaration Européenne des Droits de l'Homme et dans la création de la Cour Européenne de Justice. Parallèlement, ils ont favorisé la fondation de divers organismes destinés à accélérer la cristallisation d'une « conscience européenne » tels que le Centre Européen de la Culture dirigé par Denis de Rougemont, le Collège de l'Europe dont le recteur est Henri Brugmans, le Centre International de Formation Européenne animé par Alexandre Marc ¹⁰⁹⁶. Ainsi, même si les « fédéralistes intégraux » n'ont pas vu tous leurs souhaits se réaliser - notamment du fait de la prééminence des « politi-

¹⁰⁹⁴ B. Vuyenne a décrit ainsi ces deux tendances : « D'une part, les « unionistes » demeuraient aussi résolument opposés que par le passé à tout ce qui pourrait limiter la souveraineté des États. Ils consentaient à des contacts, des échanges, des comités, des alliances mais désiraient procéder lentement, par étapes, et entendaient ne pas aller trop loin. D'autre part, les "fédéralistes" réclamaient une fédération effective, douée de pouvoirs propres, ils voulaient aussi faire vite. Parmi eux les partisans de la thèse proudhonienne, ou "intégrale", préconisaient la modification de la structure intérieure des États-membres comme condition indispensable à toute fédération. » (*Histoire de l'idée européenne*, p. 189.)

¹⁰⁹⁵ Notamment, en France, à travers le M.R.P.

¹⁰⁹⁶ Depuis 1953, Alexandre Marc anime aussi le *Mouvement fédéraliste européen* né d'une scission avec le groupe de *La Fédération*, scission due à des divergences sur les moyens à mettre en œuvre pour créer une Europe unie.

ques » sur les « doctrinaires » après 1949 ¹⁰⁹⁷ - ils n'en ont pas moins eu une influence certaine sur la naissance des institutions et de l'esprit européens. Par là « l'esprit de 1930 » a contribué à modeler, dans certains de ses traits les plus importants, le visage de notre temps.

On aura remarqué que si la *Jeune Droite* et l'*Ordre Nouveau* sont amplement représentés dans les mouvements fédéralistes, il n'en est [425] pas de même pour Esprit. Seuls François Perroux (dont la signature a parfois figuré au sommaire de *La Fédération*), Daniel Villey (animateur des *Équipes européennes*) et, surtout, Jean Maze (collaborateur habituel du *XXe siècle fédéraliste*) peuvent être rattachés au courant d'Esprit pour avoir, avant 1939, collaboré à la revue ou participé aux activités de la *Troisième Force*. De fait, après 1945, Esprit manifesta une grande méfiance à l'égard de l'action des fédéralistes alors que ses positions d'avant-guerre auraient dû le disposer favorablement à leur égard. En 1948, Bernard Voyenne reprochera d'ailleurs avec véhémence à Esprit de renier ainsi sa doctrine : « Les fédéralistes s'étonnent qu'une doctrine, si exactement : conforme à celle d'Esprit - lorsque, du moins, Esprit se souciait davantage de l'intransigeance de sa doctrine - ne suscite de la part du même Esprit qu'une curiosité mêlée d'un peu de crainte (...) Les fédéralistes sont gens naïfs. Ils relisent, en 1948, le *Manifeste au service du personnalisme et Révolution personnaliste et communautaire*. Ils trouvent que c'est bien. On leur dit ici [dans Esprit] que ce n'est plus la mode, qu'on parle maintenant un langage politique infiniment plus "démystifié" tandis que ce pauvre Mounier, n'est-ce pas... ¹⁰⁹⁸ » En fait cette attitude d'Esprit pose un délicat problème : celui de la continuité ou de la non-continuité entre l'Esprit des années 1932-1939 et l'Esprit d'après-guerre. En effet, *Esprit* modifia assez sensiblement certaines de ses orientations après 1945. S'il continua, à travers les travaux de Mounier, à approfondir l'originalité philosophique du personnalisme, il revint sur une partie des conclusions politiques qu'il en avait tirées avant la guerre. C'est ainsi que s'atténua d'une manière très nette l'antiétatisme qui avait été un

¹⁰⁹⁷ « À partir de 1949, le mouvement fédéraliste, dans son ensemble, tourne le dos à la problématique spirituelle, culturelle et sociale pour se consacrer à une forme plus étriquée d'action qu'il qualifie volontiers de politique. » (A. Marc, *Civilisation en sursis*, p. 295.)

¹⁰⁹⁸ *Esprit*, novembre 1948, p. 629.

des grands thèmes des premières années de la revue ¹⁰⁹⁹ tandis que le nationalisme n'était plus aussi vigoureusement pourchassé ¹¹⁰⁰. La clé de cette évolution réside, pour une grande part, dans l'attitude de la revue à l'égard du marxisme et du communisme qui provoqua une évolution à la fois tactique et doctrinale. Persuadé tout d'abord que toute révolution devait avoir l'appui des masses ouvrières dont le communisme lui semblait mobiliser les éléments les plus dynamiques, [426] *Esprit* fut amené, afin de ne pas « se couper » de ces masses ¹¹⁰¹, à souligner ce qui le rapprochait du communisme plus que ce qui l'en éloignait ¹¹⁰². Telle fut l'une des raisons de ses réticences à l'égard du courant fédéraliste qui lui apparut comme « une pâte très mêlée d'odeurs suspectes » ¹¹⁰³, dissimulant une coalition hétérogène fondée surtout sur l'anticommunisme. Par ailleurs, *Esprit* eut tendance à considérer que les fédéralistes étaient des utopistes et que c'était par le communisme que passait le « sens de l'histoire ». Sur le plan doctrinal d'autre part, *Esprit* emprunta à Marx et au marxisme plus qu'il ne l'avait fait avant la guerre et tendit de ce fait à s'éloigner des tendances proudhoniennes qui avaient été les siennes dans les années 1930 ¹¹⁰⁴. Pour ces raisons, si les positions philosophiques d'*Esprit* gardèrent leur spécificité, l'originalité de ses thèses économi-

¹⁰⁹⁹ L'auteur d'une étude sur « *Esprit* » et le communisme constate ainsi : « *Esprit* désavoue après la guerre cet antiétatisme des années 1930. » (M. Hau, « *Esprit* » et le communisme, p. 48.)

¹¹⁰⁰ Dans un numéro de novembre 1948 consacré au fédéralisme, J.-M. Domenach en viendra à prendre la défense des souverainetés nationales « qui peuvent redevenir un refuge de la liberté et une arme de combat contre l'oppression, l'histoire de 1940 à 1945 nous le prouve. » (*Esprit*, novembre 1948, p. 654.)

¹¹⁰¹ Cf. E. Mounier : « La flèche dirigée sur le parti atteint dans sa chair l'espoir des désespérés et dans sa force leur silencieuse armée. » (*Esprit*, février 1946, p. 167.) Dans cette évolution il faut aussi tenir compte de l'estime personnelle pour les militants communistes née du coude à coude dans la clandestinité.

¹¹⁰² « Avant la guerre, l'accent est mis sur ce qui sépare *Esprit* des marxistes. Mais la revue se montre toujours soucieuse d'éviter des condamnations excessives (...) Après la guerre, la revue met l'accent sur les thèmes qui la rapprochent du communisme, mais elle se montre toujours soucieuse d'éviter tout compromis qui remettrait en cause ses options fondamentales. » (M. Hau, « *Esprit* » et le communisme, p. 51.)

¹¹⁰³ E. Mounier, *Esprit*, novembre 1948, p. 601.

¹¹⁰⁴ Non sans excès, Marcel Moré, qui contribua à cette évolution, remarquera, en 1950 : « La figure de Proudhon disparut assez rapidement de la revue qui sembla s'orienter peu à peu de façon définitive vers les conceptions marxistes du monde économique et social. » (*Dieu vivant*, 1950, n° 16, p. 9.)

ques et politiques tendit à s'estomper ¹¹⁰⁵ et il est certain que, malgré ses très nettes mises en garde à l'égard des « progressistes », Mounier ne fut pas sans responsabilité dans leurs orientations. Enfin il faut noter que cette évolution a été facilitée par un changement du style de la revue qui a peu à peu perdu son caractère d'« école » pour devenir surtout un « carrefour » intellectuel. En conséquence, le courant idéologique représenté depuis la guerre par *Esprit* ne peut être considéré comme l'héritier le plus fidèle de « l'esprit de 1930 » encore qu'il ait conservé quelques-unes de ses intuitions essentielles.

[427]

Si donc « l'esprit de 1930 » a eu une « influence en pointillé », cette influence, nous venons de le voir, n'en a pas moins été très réelle sur l'histoire des trente dernières années. Par des voies diverses, parfois surprenantes, parfois contradictoires, il a contribué, pour une part non négligeable, à dessiner certains des traits du monde contemporain.

Si l'on essaie de prendre un peu de recul pour apprécier sa signification historique, il semble que l'on puisse dire que la naissance de cet « esprit de 1930 » a marqué une prise de conscience, la prise de conscience que le XIXe siècle était bien terminé et qu'une époque nouvelle s'ouvrait. Si c'est en effet un lieu commun que d'affirmer que le XIXe siècle s'est achevé en 1914, il apparaît, à de nombreux points de vue, que les contemporains n'en eurent pas une conscience aussi nette et qu'ils eurent tendance, après l'armistice, à considérer que les quatre années de la guerre n'avaient été qu'un intermède, tragique certes, mais un intermède seulement. Au contraire, « l'esprit de 1930 » naquit du sentiment que les clés héritées du XIXe siècle ne pourraient plus ouvrir les portes du « siècle de fer » qui commençait et que les préoccupations du XXe siècle ne seraient pas celles de la période précédente. Contrairement à l'ensemble de la société française des années 1930 qui était encore plus proche de 1900 que de 1960, cette réflexion sur le XXe siècle commençant garde, par maints aspects, une grande actualité. Nombre des analyses de ces mouvements de jeunes conservent aujourd'hui un intérêt qui n'est pas seulement un intérêt historique. Même s'il leur est arrivé de pécher par quelque verbalisme et par un certain irréalisme, même si elles n'ont pas toujours été

¹¹⁰⁵ Il est significatif que J.-M. Domenach ait noté à la mort de Mounier : « Les brèves parties de son œuvre où il a cru nécessaire d'ébaucher les structures de l'avenir sont certainement les moins durables. » (*Esprit*, décembre 1950, p. 820.)

exemptes de quelque nostalgie « passéiste », elles n'en ont pas moins touché souvent à des problèmes qui restent parmi les plus importants de notre temps.

Dans l'ordre politique, « l'esprit de 1930 » fut caractérisé, nous l'avons plusieurs fois noté, par une dénonciation violente de l'étatisme et du développement de la centralisation administrative. Or, en attirant l'attention sur ce phénomène, en soulignant que les diverses doctrines totalitaires ne faisaient qu'exacerber une tendance latente de la société moderne, ces groupes ont formulé un diagnostic que la suite des événements a amplement confirmé. En effet, si la Seconde Guerre mondiale a bien vu l'effondrement d'une des incarnations du totalitarisme dogmatique - le fascisme - elle n'en a pas moins consacré d'une façon générale la « croissance du Pouvoir » pénétrant, contrôlant, coordonnant, dirigeant, animant de plus en plus tous les domaines de la vie sociale et empiétant même sur la vie privée. C'est ainsi qu'au terme de son étude sur le « Pouvoir » [428] Bertrand de Jouvenel a pu constater non sans raisons : « Un même courant, quoique d'une rapidité inégale, entraîne aujourd'hui les peuples vers le Protectorat social. Les intérêts apeurés par l'incertitude, la raison choquée par le désordre, le sentiment révolté par la misère, l'imagination enflammée par la vision des possibles appellent ensemble un ordonnateur et un justicier. La poussée des besoins, des désirs, des passions et des rêves l'aide à renverser tous obstacles constitutionnels, juridiques ou moraux, déjà minés par la dissolution des absolus, la haine des droits acquis, l'esprit guerrier et barbare des partis. Pour tout faire il faut que le Pouvoir puisse tout (...) Nous assistons à une transformation capitale de la Société, à un suprême épanouissement du Pouvoir. Révolutions et coups d'État qui signalent notre époque ne sont que d'insignifiants épisodes accompagnant l'avènement du Protectorat social ¹¹⁰⁶. » Ce « gonflement de l'État » tendant à soumettre à une seule impulsion toutes les forces et toute la vie de la société n'a pas toujours le caractère systématique et brutal qu'il conserve dans les pays communistes. Il se produit en Occident d'une manière plus insidieuse qui pour être plus insensible n'en est pas moins réelle. Un peu partout nous voyons poindre en effet cet État-Providence « prévoyant et doux » dont Tocqueville, dans des pages prophétiques, avait annoncé l'avènement il y a plus d'un siècle : « Je veux imaginer, écrivait-il dans la *Démocratie en Amérique*, sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde ; je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux, qui tournent

¹¹⁰⁶ *Du Pouvoir, Histoire naturelle de sa croissance*, Ed. Bourquin, 1947, p. 478 et 433.

sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils remplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres ; ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine. Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leurs jouissances et de veiller sur leur sort. Il est absolu, régulier, détaillé, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril, mais il ne cherche au contraire qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur, mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales [429] affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? (...) J'ai toujours cru que cette sorte de servitude, réglée, douce et paisible, dont je viens de faire le tableau, pourrait se combiner, mieux qu'on ne l'imagine, avec quelques-unes des formes extérieures de la liberté et qu'il ne lui serait pas impassible de s'établir à l'ombre même de la souveraineté du peuple ¹¹⁰⁷. » Ainsi, même si l'on peut juger que l'antiétatisme des mouvements de jeunes des années 1930 était excessif, même si l'on peut leur reprocher d'avoir sous-estimé la pression des facteurs économiques et technologiques qui, aujourd'hui, semblent souvent jouer en sens inverse de leurs souhaits, même si l'on tient cette croissance de l'État pour inévitable, on ne peut pas cependant dénier à ces groupes le mérite d'avoir mis l'accent sur l'un des problèmes-clé de ce temps car cette absorption progressive de la Société par le Pouvoir n'est pas un phénomène que l'on puisse considérer sans s'interroger sur ses conséquences.

Sur un plan plus large, en manifestant leur inquiétude de voir naître un monde voué au seul développement de la puissance de l'homme sur la nature et à la seule croissance des rendements économiques et du bien-être matériel, ces mouvements ont posé des questions qui, elles aussi, rendent un son étrangement actuel. Cette conception quantitative de la civilisation, centrée sur le culte des innovations techniques, de l'efficacité et de la productivité, dominée par le fétichisme de la croissance économique continue, conception dans laquelle l'Occident et les pays

¹¹⁰⁷ *La Démocratie en Amérique*, Ed. Plon, 10/18, 1963, p. 361 et 363. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

communistes tendent à se rejoindre, est en effet aujourd'hui en voie de gagner le monde entier faisant du matérialisme, affirmé ou vécu, « la loi et l'âme de la civilisation qui nous supporte, nous conduit, nous sculpte et nous déforme ¹¹⁰⁸ ». Il n'est pas besoin de jeter un regard particulièrement attentif sur les réalités contemporaines pour constater que « dans les pays économiquement développés, la conscience de la hiérarchie des valeurs s'est affaiblie, éteinte, inversée en trop d'êtres humains, que les valeurs de l'esprit sont négligées, oubliées, niées, que les progrès des sciences et des techniques, le développement économique, le bien-être matériel ont toutes les faveurs, qu'on en vient les rechercher comme biens spécifiques, qu'on en fait l'unique raison de vivre ¹¹⁰⁹ ». En s'interrogeant, dès 1930, sur cette évolution [430]

de la société moderne, les groupes que nous avons étudiés ont pressenti certains des problèmes qui se trouvent à l'heure actuelle au premier rang des préoccupations de nombreux observateurs attachés à scruter les chances et les dangers de ce que, selon les vocabulaires et les points de vue, on appelle aujourd'hui les « sociétés techniciennes », les « sociétés industrielles » ou les « sociétés de consommation ». Les mises en garde de ces mouvements rejoignent ainsi les avertissements de plusieurs sociologues et philosophes contemporains qui soulignent l'insuffisance d'une vision purement économique et technique du développement des sociétés. Heisenberg remarquait, il y a déjà quelques années : « Par cet accroissement illimité de son pouvoir matériel, l'humanité se trouve dans la situation d'un capitaine dont le bateau serait construit avec une si grande quantité d'acier et de fer que la boussole de son compas ne s'orienterait que vers la masse du fer du bateau ; un tel bateau n'arriverait nulle part ; livré aux vents et aux courants, tout ce qu'il pourrait faire serait de tourner en rond ¹¹¹⁰. » Dans le même sens, exprimant les inquiétudes d'un sociologue, Georges Friedmann a particulièrement insisté dans un livre récent sur les dangers que fait courir à l'homme de la « civilisation technicienne » la généralisation d'un état d'esprit « techniciste » envisageant tous les problèmes à la seule lumière de critères économiques et techniques. Il n'hésite pas à écrire : « Le développement du "technicisme" dans les sociétés

¹¹⁰⁸ P.-H. Simon, *Ce que je crois*, Grasset, 1966, p. 150.

¹¹⁰⁹ Jean XXIII, *Encyclique Mater et Magistrat*, 1961, p. 452.

¹¹¹⁰ *La Nature dans la physique contemporaine*, Gallimard, 1962, p. 35.

contemporaines, même dans celles du type de l'U.R.S.S., est un danger et, si l'on excepte l'autodestruction par les armes atomiques ou biologiques, le plus grave qui menace l'humanité du XX^e siècle ¹¹¹¹. » Georges Friedmann fait ainsi écho à l'appel que lançait, il n'y a pas si longtemps, l'atomiste aujourd'hui disparu Robert Oppenheimer : « L'humanité occidentale n'a plus aucune théorie sur le sens de la vie. Notre connaissance scientifique double tous les dix ans, mais notre ignorance philosophique s'accroît d'autant. Nous ne sommes plus curieux de l'homme. La vie de l'esprit n'intéresse plus que les esthètes. La vie de la science devient une fin. Notre civilisation est monstrueuse parce que nous ne savons que faire de notre puissance. Nous avons besoin de philosophie (...) La vérité humaine n'appartient pas à la science mais à la sagesse. » Ces doutes sur les valeurs et les mythes de la société technicienne recourent donc souvent les refus des mouvements de jeunes des années 1930 devant ce qu'ils appelaient « l'américanisme ». Sur ce [431] point encore, il est difficile de nier l'actualité de leur réflexion à un moment où il importe plus que jamais de rappeler que le progrès de l'humanité « ne se réduit pas à la simple croissance économique » et que « pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme ¹¹¹² ».

En ce domaine les représentants de « l'esprit de 1930 » avaient aussi pressenti que cette orientation vers un pragmatisme scientifique et techniciste était le corollaire d'une incertitude grandissante sur l'homme lui-même, sur son être, sur sa place dans le monde et dans l'histoire. Or cette incertitude n'a fait depuis lors que croître et s'approfondir. « La technique et l'économie, a-t-on pu remarquer, subissent indubitablement une crise de finalité qui découle d'une crise plus profonde, celle de l'homme lui-même : l'homme ne sait plus ce qu'est l'homme ¹¹¹³. » Les événements tragiques des trente dernières années, les progrès des sciences et des techniques, les mutations de la société, les découvertes des « sciences de l'homme », les orientations de toute une partie de la littérature, le nihilisme corrosif de la pensée philosophique se sont conjugués pour ébranler jusqu'au tréfonds l'image que l'homme s'était fait de lui-même et la foi qu'il avait en son destin. Les déchaînements de violence de la Seconde Guerre mondiale et des conflits qui ont suivi, la découverte des systèmes concentrationnaires nazis et soviétiques, l'usage inten-

¹¹¹¹ *Sept études sur l'homme et la technique*, Gonthier, 1966, p. 180.

¹¹¹² Paul VI, Encyclique *Populorum Progressio*, 1967, p. 14.

¹¹¹³ M. de Corte, *L'Homme contre lui-même*, Nouvelles Editions Latines, 1962, p. 229.

sif par les régimes totalitaires des « techniques d'avilissement », l'éclair terrifiant de la bombe d'Hiroshima sont ainsi venus, depuis 1930, rappeler la précarité des constructions de l'histoire humaine et l'existence de réserves de barbarie sous la mince pellicule de la civilisation. De même, si la science, par certains de ses aspects, a exalté l'orgueil de l'homme du XXe siècle, elle l'a, à d'autres points de vue, abaissé et humilié, le renforçant dans son doute sur lui-même : « La zoologie l'humilie, a-t-on observé ¹¹¹⁴, qui l'introduit dans une série animale, non loin des Tarsides et des Lémuriens. La chimie l'humilie qui entend expliquer ses mouvements internes par les mêmes réactions que celles de la matière. La géologie l'humilie qui localise son règne dans une infinie fraction des âges de la nature. L'astronomie l'humilie en humiliant son habitacle devant la démesure cosmique. La science se complaît à écraser son libre-arbitre contre d'énormes fatalités, à broyer sa raison contre les meules de [432] l'infini, infini des atomes, infini des galaxies ; en revanche, elle dédaigne de répondre au seul problème qui lui importe, le problème de son être et de son devenir. » Parallèlement, multipliant la complexité du monde dans des proportions jusque-là inédites, le processus d'industrialisation accélérée des sociétés modernes, avec toute la chaîne de ses conséquences, est venu souvent nourrir un sentiment d'impuissance et d'insécurité : « Tel un torrent, il emporte tout sur son passage, il déracine les coutumes séculaires, il fait surgir les usines et les villes tentaculaires, il couvre la planète entière de routes et de voies ferrées, il offre aux masses les perspectives de l'abondance dont les nations privilégiées portent témoignage et confirment la possibilité, mais il commence par arracher les hommes à la protection des croyances et des pratiques transmises par les siècles et il livre des millions d'entre eux aux incertitudes d'un système incompréhensible que commandent des machines mystérieuses ¹¹¹⁵. » Sur un autre plan, en décrivant le réseau des déterminations nombreuses qui enserrant l'individu et le groupe, en faisant apparaître plus complexes les relations du physique et de la psyché, en révélant les ressorts cachés, souvent irrationnels, des comportements individuels ou collectifs, les « sciences de l'homme » biologie, sociologie, ethnologie, « psychologie des profondeurs » notamment, ont, elles aussi, contribué à ébranler l'image d'un homme souverainement libre et raisonna-

¹¹¹⁴ M. Sendrail, cité par P.-H. Simon dans « Le pessimisme historique dans la pensée du XXe siècle », *Cahiers de la République*, 1956, n° I, p. 23.

¹¹¹⁵ Raymond Aron, *Dimensions de la conscience historique*, Plon 10/18, 1965, p. 319.

ble léguée par l'humanisme classique ¹¹¹⁶. Reflet de cette évolution générale, la littérature a projeté sur le plan de l'imaginaire et de la sensibilité cette angoisse de l'homme devant l'incertitude de sa nature et de son destin, peuplant romans et pièces de théâtres de personnages larvaires, avilis ou défaits par la vie, écrasés par la médiocrité et la banalité des jours, déçus dans leurs projets, leurs ambitions et leurs rêves, traînant avec eux un incurable « mal de vivre » : « La poésie comme le roman, a-t-on noté, ne modulent plus de variations humaines sur l'ordre du monde mais expriment l'angoisse d'un homme qui ignore tout dans un monde désordonné et étranger ¹¹¹⁷. » Couronnant ce mouvement, la réflexion philosophique a ajouté sa pierre au désarroi de l'époque en débouchant sur ce que Malraux avait appelé, dès 1926, les « royaumes métalliques de l'absurdité ¹¹¹⁸ » : [433] l'homme livré à lui-même dans une vie sans signification et sans but, proie de la fatalité et du désespoir dans un monde absurde où rien n'a de raison ni d'explication, tel est le tableau de la condition humaine qu'a brossé en effet l'existentialisme. Et si, aujourd'hui, l'étoile des philosophies structuralistes semble faire pâlir celle des philosophies de l'angoisse et de l'absurde, c'est pour franchir un degré de plus dans l'escalade du nihilisme en annonçant la « mort de l'homme » ¹¹¹⁹ dont l'autonomie se dissout dans les structures politiques, économiques, sociales ou linguistiques qui le supportent et l'englobent. « Il semble parfois, a pu écrire Gaétan Picon, que notre époque a fermé le cercle de tous les monstres autour de notre abandon. Du Dieu mort et de la raison récusée, d'un cosmos et d'une histoire intelligibles surgit une ombre où se révèle notre néant : l'homme s'éprouve dans l'angoisse de sa dérélition qui n'est plus que vide, vide-liberté-pour-la-mort (...) »

¹¹¹⁶ Cf. Lévi-Strauss « Nous croyons que le but dernier des sciences humaines n'est pas de constituer l'homme mais de le dissoudre. »

¹¹¹⁷ R. M. Albères, *l'Aventure intellectuelle du XXe siècle*, Albin Michel, 1963.

¹¹¹⁸ *La Tentation de l'Occident*, p. 198.

¹¹¹⁹ Cf. Michel Foucault : « À tous ceux qui veulent encore parler de l'homme, de son règne, de sa libération (...) on ne peut qu'opposer un rire philosophique (...) L'homme est une invention dont l'archéologie de notre pensée montre aisément la date récente. Et peut-être la fin prochaine. » (*Les Mots et les Choses*, Gallimard, 1966). Dans *la Tentation de l'Occident*, Malraux écrivait déjà : « Pour détruire Dieu, et après l'avoir détruit, l'esprit européen a anéanti tout ce qui pouvait s'opposer à l'homme ; parvenu au terme de ses efforts, comme Rancé devant le corps de sa maîtresse, il ne trouve que la mort. Avec son image enfin atteinte il découvre qu'il ne peut plus se passionner pour elle. Et jamais il ne fit de plus inquiétante découverte... » (op. cit., p. 203). Un peu plus tard il écrira à Daniel-Rops : « On dit que Dieu est mort ; l'homme est peut-être mort avec lui. » (Cité par Daniel-Rops in *Un Combat pour Dieu*, Fayard, 1963, p. 33.)

Séparé de toutes les croyances qui l'aidaient à vivre, l'homme est désemparé. Anonyme dans l'anonymat de la grande ville, soumis à une impitoyable concurrence sans visage, ayant perdu son intégration naturelle dans son milieu social organique et l'assise de ses traditions, sans rites, sans mythes, sans illusions, mourant de froid dans la mort des légendes, délaissé par les abeilles d'Aristée, il est vie inauthentique, conscience névrosée, conscience malheureuse, conscience coupable. La lucidité est notre seule arme, mais implacablement destructrice ¹¹²⁰. » Depuis trente ans, rien n'est donc venu démentir, bien au contraire, le constat que faisait Denis de Rougemont dans *Politique de la personne* : « L'homme moderne a perdu la mesure de l'humain ¹¹²¹. » Par là les questions de « l'esprit de 1930 » rejoignent [434] les inquiétudes les plus contemporaines que Pierre-Henri Simon résumait tout récemment dans cette interrogation : « Quelle digue opposer à la marée montante de l'inhumain si nous ne savons plus, si nous ne voulons plus savoir ce qui fait la valeur et la qualité d'homme ¹¹²² ? »

Ainsi, en posant les problèmes des années trente en termes de civilisation, en mettant l'accent sur l'existence d'une double crise, celle de la société et celle de l'homme, les jeunes essayistes des « années tournantes » ont eu l'intuition de la véritable dimension des problèmes qu'allait connaître le XXe siècle commençant, problèmes dont la plupart restent actuels car le « monde moderne » n'est pas sorti de la crise amorcée avec l'ébranlement des structures bourgeoises et libérales et avec la mise en question de l'humanisme. Que l'on mesure les contrecoups planétaires de phénomènes comme l'explosion démographique ou la montée des peuples de couleur, que l'on considère les structures sociales, politiques ou économiques, à la recherche d'équilibres précaires et de formes renouvelées, que l'on observe l'évolution des sociétés développées profondément transformées par l'avènement des « sociétés industrielles » et des « sociétés de masse », que l'on soit

¹¹²⁰ Préface au *Panorama des idées contemporaines*, Gallimard, 1956, p. 19.

¹¹²¹ « L'homme d'aujourd'hui, écrit Pierre Emmanuel, sait qu'il avance au milieu des ruines (...) Notre pensée fait le constat de sa faillite : celle de l'humanisme tel que la Renaissance l'avait défini. Après un demi-siècle de guerres civiles et de guerre totale, qui a vu s'établir les camps de la mort et la torture physique ou morale, détruire ce qui restait du visage humain, nous ne trouvons plus d'image de l'homme à laquelle nous rapporter. L'homme moderne ne se représente plus, il ne sait plus qui il est. Il a perdu le droit, ou le courage de se vouloir et de s'affirmer. S'il dit tout indistinctement, c'est qu'il se débonde; il ne tient plus ensemble. Il est aussi incohérent et disparate que la société où il vit. » (Le monde est intérieur, Le Seuil, 1967, p. 15 et 19.)

¹¹²² Discours de réception à l'Académie française, *Le Monde*, 10 novembre 1967.

attentif aux témoignages multiples qui disent le désarroi de l'homme contemporain désespéré par la dislocation de toutes les règles, de toutes les normes, de tous les systèmes de référence, et il est difficile de contester que ce qui caractérise ce deuxième tiers du XXe siècle, c'est une crise de civilisation : « une crise totale, spirituelle et matérielle, économique et politique, intra-nationale et internationale ¹¹²³ ». En tous domaines, [435] social, économique, politique, esthétique, moral, philosophique, religieux, s'affirme aujourd'hui le caractère transitoire d'une époque qui voit tout un « ordre » s'effacer dans les profondeurs de l'histoire tandis que ne se révèle pas encore celui qui est appelé à le remplacer : « Entre l'homme et le monde tels qu'on les imaginait et l'homme et le monde tels qu'ils se découvrent, a-t-on pu constater, se creuse et s'élargit l'espace de notre incertitude, de notre anxiété. L'individu rationnel et abstrait, orienté vers le bonheur dans un monde libéral et logique, tourné vers le progrès, a cessé d'habiter nos rêveries. À sa place, nous découvrons un être complexe, partiellement raisonnable, concret, doué d'une liberté trop conséquente pour son expérience encore trop courte et qui semble n'en point connaître l'usage dans un univers travaillé en force par des mouvements contradictoires d'uniformisation et de diversification, d'unification et de division. L'humanité manque de recul pour devenir contemporaine d'elle-même et ce "supplément, d'âme" que réclamait Bergson ne lui est pas échu en partage malgré l'ampleur de ses conquêtes.

Sans doute des mystiques nouvelles s'emparent des esprits, mais aucune ne paraît décisive (...) Aussi bien le malaise atteint actuellement son point culminant, traduction de l'inadaptation de l'homme au monde, du divorce de l'âme et du corps, de la vanité d'une liberté sans finalité. L'ère du "fait", implacable rançon de notre doute, manifeste de manière paroxystique la crise de l'homme, le déséquilibre des structures et la négation des valeurs, triple drame qui se joue simultanément en une seule et rapide séquence d'histoire, triple menace qui pèse sur un Oc-

¹¹²³ A. Marc, *la Dialectique du déchaînement*, La Colombe, 1961, p. 19. Le sociologue Edgar Morin note dans le même sens : « Des ferments de métamorphose ou de désintégration, des forces de chaos sont en œuvre sur toute la planète (...) C'est la crise de toutes les sociétés, les unes arrachées à leur léthargie et à leur autarcie, les autres accélérant vertigineusement leur mouvement, toutes emportées dans le devenir, devenir aveugle mû par les développements et les jaillissements proliférants de la science. Cette grande crise du XXe siècle, c'est, dans son approfondissement et dans sa lancée, finalement, crise de l'homme en arrachement placentaire, crise de l'espèce en tourments de mutation... » (*Introduction à une politique de l'homme*, Le Seuil, 1965, p. 77.)

cident sans Dieu ni Raison ¹¹²⁴. » Même si, aujourd'hui, « un climat d'euphorie et de docilité satisfaite ¹¹²⁵ » peut masquer aux yeux de beaucoup le désordre profond des choses et des esprits, il n'en reste pas moins que les sociétés et l'homme du XXe siècle sont encore, en tâtonnant, à la recherche d'un nouvel équilibre, d'un « ordre nouveau ». Ainsi, formulé « au début du moment critique de l'humanité où nous sommes encore engagés ¹¹²⁶ », le diagnostic des mouvements de jeunes des années 1930, décelant sous les désordres partiels une crise plus générale de civilisation, ne manquait pas de lucidité.

Essayant, en 1950, de préciser ce qui lui semblait être l'essentiel du « message » de Mounier, Jean-Marie Domenach le résumait ainsi : « Dans la crise contemporaine, toute pensée politique véritable [436] doit se fonder sur la remise en question radicale des formes de civilisation et de société, sur une philosophie d'ensemble, elle-même centrée sur une idée de l'homme ¹¹²⁷. » Cette intuition fut bien, en effet, au cœur de la pensée de Mounier comme elle fut l'une des intuitions centrales de tous les groupes dont nous avons essayé de retracer l'histoire et dont la réflexion fut inséparablement une réflexion sur le monde et la société et une réflexion sur l'homme. Par cette problématique très caractéristique se manifeste encore l'actualité de « l'esprit de 1930 » car jamais n'a été plus vrai le mot de Valéry selon lequel il n'est pas de politique qui n'implique une métaphysique, une certaine idée de l'homme et de sa destinée. Il devient, en effet, chaque jour plus évident que, devant les bouleversements qui secouent aujourd'hui le monde, la pensée politique ne peut plus se séparer d'une méditation sur le destin global de l'homme. Observateur attentif des transformations de la société moderne, Edgar Morin constate ainsi : « Toutes les avenues du vivre et toutes les avenues de la politique commencent à s'entrecroiser, à s'entrepénétrer (...) Ce sont les questions les plus fondamentales de la philosophie, les grandes questions morales qui sont entrées dans la politique. Ce sont les substances multiples de la vie de l'homme dans la société, dans le temps, dans le monde qui se déverse dans la politique ¹¹²⁸. » Après avoir insisté sur l'ampleur des mutations contemporaines qui

¹¹²⁴ G. W. Schmeltz, *Bilan de l'Occident*, La Colombe, 1961, p. 158.

¹¹²⁵ P.-H. Simon, *Ce que je crois*, Grasset, 1966, p. 150.

¹¹²⁶ J.-J. Chevalier, in *le Fédéralisme*, p. 125.

¹¹²⁷ *Esprit*, décembre 1950, p. 821.

¹¹²⁸ *Introduction à une politique de l'homme*, Le Seuil, 1965, p. 12 et 10.

mettent en question, non seulement les formes sociales de la vie humaine, mais aussi, avec le développement des « mass media » et le progrès des sciences génétiques notamment, l'être le plus intime de l'homme, il ajoute : « La conscience doit aborder les grandes questions d'orientation toujours laissées obscures ou implicitement tranchées : comment concevoir la triple polarisation de l'espèce, de la société, de l'individualité dans la perspective du développement humain ? L'individu est-il supérieur à l'État (au groupe) et celui-ci n'est-il que le lieu fétiche de son aliénation ? Ou, plutôt qu'une idole, ne serait-il pas un Être dont l'individu n'est qu'une des innombrables cellules ? Même question en ce qui concerne l'espèce. Faut-il suivre, et jusqu'à quel point, la voie de la communauté ? La voie de l'individualité ? La voie de la raison et de la sagesse ? La voie de l'aventure et de l'extase ? Devons-nous toujours - implicitement ou explicitement - garder le modèle athénien où simplement la machine aurait remplacé l'esclave ? À toutes ces questions à peine ouvertes s'ajoute [437] une nouvelle : expansion cosmique ou vie intérieure ? Oui, quel *modèle d'homme héraldiserons-nous sur les bannières du développement* ? ¹¹²⁹. » En soulignant l'impossibilité d'esquiver désormais une réflexion philosophique et morale sur les fins de l'homme et de la société ¹¹³⁰, Edgar Morin recoupe les travaux du « Colloque de Rheinfelden » ¹¹³¹ sur l'avenir des « sociétés industrielles » au terme duquel Raymond Aron déclarait : « Nous sommes entrés dans une phase de réflexion philosophique et religieuse, non pas certes contre le succès des sciences positives, mais, précisément, en fonction de leur succès, qui nous ramène à l'essentiel qui est une spéculation sur : Quel sens voulons-nous donner à la vie ? Quelle est la vie bonne ? Quelle est la société bonne ? Autrement dit, c'est à force de succès dans et par les méthodes positives que nous prenons conscience de la limitation de ces méthodes et de la nécessité de

¹¹²⁹ *Introduction à la politique de l'homme*, p. 57.

¹¹³⁰ Dans un livre récent, Jean Rostand note de son côté : « Dans la grande politique humaine qui, de plus en plus, sollicitera nos choix, ceux-ci relèveront moins de la politique proprement dite que de la biologie et de la morale - il s'agira de prononcer entre les intérêts de l'individu et ceux de l'espèce, entre la liberté des somas et la qualité des germes, entre une certaine conception de la dignité humaine et le progrès organique de l'homme, entre les égards dus à l'intégrité physique et les égards dus à l'infirmité, entre le respect de la vie et la pitié pour les vivants... » (*Inquiétudes d'un biologiste*, Stock, 1967, p. 65.)

¹¹³¹ Auquel participaient Raymond Aron, Jeanne Hersch, Bertrand de Jouvenel, George Kennan, Charles Morazé, Robert Oppenheimer, Eugène Rostow, Manes Sperber, J.-L. Talmon, etc.

poser les questions fondamentales, les questions dernières ¹¹³². » Là encore, il [438] apparaît que les groupes de jeunes des années 1930 avaient pris l'exacte mesure du XXe siècle, ce siècle dont on a pu dire, à juste titre, qu'il a ceci d'implacable et de grand qu'il contraint à dépasser les options mineures pour acculer aux choix essentiels ¹¹³³.

Ainsi, quoi que l'on puisse penser de « l'esprit de 1930 », on ne peut pas ne pas lui reconnaître le mérite d'avoir eu l'intuition de l'importance du « tournant » historique qu'ont représenté les années dont il fut le contemporain. Même si ses solutions peuvent paraître discutables, parfois utopiques, il n'en a pas moins posé certains des problèmes essentiels auxquels nous sommes aujourd'hui encore affrontés et sa connaissance peut ne pas être inutile dans la recherche de ce dont l'humanité du XXe siècle semble avoir le plus urgent besoin : « une véritable philosophie qui permette d'organiser le monde sans le violenter, une philosophie capable d'aider l'homme à susciter, à composer et à éclairer sa propre attitude devant le mystère de l'être, le destin de la personne, l'avenir de l'humanité ¹¹³⁴ ».

Toulouse, avril 1968.

¹¹³² *Colloque de Rheinfelden*, Calmann-Lévy, 1960, p. 314. Ceci n'est pas un point de vue isolé. Au terme de ses *Sept études sur l'homme et la technique*, G. Friedmann écrit : « Ces réflexions finales nous ramènent au cœur de la grande aventure, à son pourquoi et à son *pour quoi*. Comment en effet dépasser le malaise de la civilisation technicienne en l'absence de buts et de valeurs qui permettraient à l'homme des sociétés d'abondance de combler le vide, manifesté par tant de signes, qu'il ressent dans son nouveau milieu, d'effectuer les choix indispensables, de surmonter le déséquilibre de plus en plus accentué entre la puissance dont le dote le progrès technique et ses forces morales, d'écarter les menaces terrifiantes que l'espèce fait peser sur son avenir. » (*Op. cit.* p. 202.) Soulignant la nécessité de « réhabiliter la philosophie », J. Fourastié estime de même que « la tâche urgente de l'humanité d'aujourd'hui » doit être « un effort de synthèse pour faire redécouvrir à l'homme l'unité de la vie », pour retrouver « une conception de l'univers qui pourra satisfaire l'homme de demain, accorder nos sentiments et nos connaissances, réconcilier l'individu avec la société, lui redonner une place dans l'immense univers, répondre aux innombrables « pourquoi ? » que pose l'existence et résoudre d'une manière parfaitement adéquate au réel les innombrables options qui se posent dans l'action quotidienne des simples hommes et des hommes d'État. » (*Idées majeures pour un humanisme scientifique*, Gonthier, 1966, p. 86.)

¹¹³³ R. Pucheu, *Esprit*, octobre 1967, p. 566.

¹¹³⁴ A. Marc, la *Dialectique du déchaînement*, La Colombe, 1961, p. 121.

Sur la recommandation de l'auteur, nous ajoutons, dans cette édition numérique de 1969 la conclusion de l'édition 2001.

Un texte publié dans l'ouvrage de Jean-Louis Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française, pp. 435-485. Édition revue et actualisée par l'auteur. Paris : Les Éditions du Seuil, 2001, 562 pp. Collection : Points histoire.

[435]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

CONCLUSION

« UNE INFLUENCE EN POINTILLÉ »

2001

Extrait de l'ouvrage de Jean-Louis Loubet des Bayle, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, pp. 435-485. Édition revue et actualisée par l'auteur. Paris : Les Éditions du Seuil, 2001, 562 pp. Collection : Points histoire.

[Retour à la table des matières](#)

[437]

Au terme de cette étude, l'originalité de ces groupes non conformistes des années 30 ¹¹³⁵ apparaît avec une assez grande netteté. Impossible de les confondre avec les partis politiques traditionnels ; impossible de les assimiler aux « nouvelles équipes » engendrées par l'après-guerre ; impossible, enfin, de ne pas les distinguer des mouvements et des ligues qui se développèrent après 1934. D'autre part, malgré les divergences que l'on a notées au passage, malgré leurs réticences réciproques, il est difficile de ne pas être frappé par l'unité de ces groupes, par l'identité de leur vocabulaire, par la parenté des thèmes exposés, par la similitude de leurs univers intellectuels. La naissance de ce courant - nouveau même quand il intégrait dans sa synthèse des éléments préexistants - fut, en France, l'événement idéologique le plus caractéristique de ces « années tournantes » que furent les années 1930-1934. Aussi peut-il paraître justifié de parler à son propos d'un « esprit de 1930 » ¹¹³⁶.

Si l'existence de cet « esprit de 1930 » semble difficilement contestable, il est non moins incontestable que sa portée fut - au moins apparemment - assez limitée. Dans le temps, [438] tout d'abord, l'année 1934 vit se disloquer la fragile convergence qui s'était produite dans les mois précédents. À partir de cette date, les relations entre ces mouvements se distendirent et chacun de ceux-ci, tout en gardant une certaine spécificité, fut plus ou moins conduit à atténuer les arêtes de ses posi-

¹¹³⁵ Si l'expression figurait dans le texte de cet ouvrage, elle doit au conseil éditorial de Bruno Flamand d'être devenue le titre de ce livre.

¹¹³⁶ Le texte principal de cet ouvrage n'a pas été modifié par rapport à sa version initiale, en dehors de quelques corrections de détail et de l'ajout de quelques références importantes. Seule cette conclusion a fait l'objet d'une actualisation en prenant en compte l'évolution historique au-delà des années 70 et les nombreux travaux publiés depuis sa parution sur les questions qui y sont abordées. En revanche, on a pris le parti de ne pas traiter des controverses intellectuelles et médiatiques qui se sont développées à propos de l'interprétation à donner de ce non-conformisme des années 30, en laissant à chaque lecteur le soin de se forger une opinion par lui-même.

tions en acceptant des alliances parfois compromettantes. Par ailleurs, dans les années 1930-1934, l'audience de ces groupes fut assez réduite. Si l'on additionne les tirages respectifs de leurs publications, on atteint péniblement la douzaine de milliers et encore ce chiffre doit-il être corrigé en tenant compte du fait que les mêmes lecteurs lisaient souvent plusieurs de ces revues.

Géographiquement, d'autre part, lecteurs et militants se recrutèrent surtout dans les milieux intellectuels parisiens, Esprit étant le seul groupe, semble-t-il, à avoir une implantation provinciale de quelque importance. Enfin, souvent animés par des hommes dégoûtés de la sclérose des partis établis, ces mouvements n'eurent qu'une influence des plus réduite sur les formations Politiques en place et il paraît douteux que l'apparition des « néosocialistes » ou les tentatives de rajeunissement des « jeunes radicaux » leur doivent quelque chose. Ainsi, si un premier bilan permet de mettre en évidence l'originalité de l'effort de réflexion accompli par ces groupes de jeunes, il conduit aussi à constater l'inefficacité immédiate de leur action, leur impuissance à cristalliser leurs idées en une idéologie.

Les raisons de ce qui peut apparaître comme l'échec de cet « esprit de 1930 » sont extrêmement diverses. Certaines résident sans doute dans la doctrine même de ces mouvements et dans leur méfiance à l'égard de tout système trop dogmatique et simplificateur. Or, il est de fait qu'une idéologie ne se constitue le plus souvent que sur une schématisation de ses thèmes originels. D'autre part, s'il y avait entre tous ces groupes une communauté d'inspiration, l'accord sur un certain nombre de principes très généraux, et souvent négatifs, pouvait s'accommoder d'une assez grande latitude dans la définition des conséquences concrètes à en tirer, d'où la difficulté de constituer un programme idéologique précis. Enfin, l'exigence d'une « révolution spirituelle », d'un engagement total, d'une conversion non seulement idéologique mais personnelle, n'était pas pour favoriser un succès spectaculaire [439] et massif de ces idées. Tous ces facteurs contribuèrent à empêcher « l'esprit de 1930 » de déboucher sur le forum en idéologie structurée et vulgarisée. Ces difficultés furent renforcées par la rigueur doctrinaire de ces groupements toujours très soucieux - au moins jusqu'en 1934 - de sauvegarder de toutes les compromissions le tranchant de leurs idées et facilement enclins à se laisser aller à un « esprit de chapelle » d'une grande intransigeance sur les questions d'orthodoxie doctrinale. Ce travers, assez fréquent dans ce genre de mouvement, fut accentué par la formation intellectuelle qui était celle de la plupart de

leurs animateurs et qui était bien davantage celle de philosophes que d'hommes d'action.

Cet échec eut aussi des causes extérieures, dans la mesure où ces idées ne trouvèrent pas un terrain favorable à leur germination. Si la France des années 1930-1934 vit se produire des changements profonds en maints domaines, ces changements furent loin cependant d'être aussi brutaux que dans d'autres pays européens et ils ne provoquèrent pas un effondrement analogue à celui que connut, par exemple, l'Allemagne préhitlérienne. De ce fait, en dépit des attaques, les habitudes traditionnelles conservèrent assez de vitalité pour étouffer ce qui pouvait les remettre en question. À cet égard, la situation de ces groupes fut assez différente de celle des mouvements communiste, fasciste ou national-socialiste avec lesquels ils mettaient volontiers en parallèle leur volonté de renouvellement. Cette stabilité intérieure, malgré une crise larvée, fut aussi favorisée par le fait que, dans la France des années 30, éprouvée par la saignée de la guerre 14-18, la jeunesse restait une minorité, non susceptible de fournir à elle seule une force capable de bouleverser l'ordre établi et c'était là aussi une différence sensible au regard de la poussée démographique qui soulevait l'Italie ou l'Allemagne.

Enfin, l'éclatement prématuré, en 1934, de l'embryon de « Front commun » qui avait paru se constituer auparavant fut pour beaucoup dans l'avortement de « l'esprit de 1930 ». Ces mouvements de jeunes firent là l'expérience de la difficulté de se débarrasser des habitudes classiques. La « diaspora » de 1934 résulta en effet, pour une large part, de la résurgence en leur sein des anciens réflexes de « droite » et de « gauche » qu'ils avaient pourtant voulu éliminer. Cette dislocation ne [440] fut pas, en effet, due pour l'essentiel à des dissentiments doctrinaux, elle fut surtout la conséquence de la pression des événements - 6 février et ses suites - entraînant des recherches d'alliance et des prises de position sur l'actualité qui les reclassèrent dans les vieux cadres de « droite » et de « gauche », bientôt rajeunis en « fascistes » et « antifascistes ». Évoquant, en 1935 dans *Esprit*, ce phénomène, Roger Leenhardt soulignera avec raison : « Ce qu'il est important de marquer, c'est que la "diaspora" (...) eut lieu, moins à la suite de divergences dans les constructions doctrinales que dans la recherche d'alliances politiques concrètes ¹¹³⁷. »

¹¹³⁷ *Esprit*, no 34, p. 535.

Cette évolution fut aggravée par la pression des événements postérieurs : invasion de l'Éthiopie, Front populaire, guerre d'Espagne, crise de Munich.

Par la suite, ces groupes eurent d'ailleurs le sentiment d'avoir ainsi lâché la proie pour l'ombre et d'avoir joué un jeu de dupes en se laissant prendre aux apparences de ces divisions partisans. « On cherchait à se reconnaître, écrira Maxence dans son *Histoire de dix ans*, et l'événement vous a opposés ! On cherchait à s'accorder et il vous a séparés, dressés les uns contre les autres. On mesurait l'étendue de la crise ("crise de civilisation et peut-être de l'espèce"), il vous a jetés dans le combat, sinon sans directions, du moins hâtivement, prématurément, sans que l'on eût pu ni mesurer ni juger les forces en présence, ni mesurer ni juger des théories proposées, des thèses que l'action partisane allait bientôt réduire à l'état de slogans ¹¹³⁸. » Exprimant, lui aussi, ce sentiment, commun à beaucoup d'anciens d'*Esprit*, de l'*Ordre Nouveau* ou de la *Jeune Droite*, Mounier verra, pour cette raison, dans le 6 février 1934 une « sale petite émeute néfaste », car, dira-t-il, « il a crispé les forces vivantes apparentées à la droite sur l'aventure décevante des Ligues (...) il a enlisé les forces vivantes apparentées à la gauche dans le marais du Front populaire, parlementaire et politicien. Il a ainsi neutralisé les deux réserves dont aurait pu sortir, non pas certes une unanimité truquée, mais une formation d'équipes sans préjugés qui eût brisé les inerties héréditaires ¹¹³⁹ ».

[441]

Outre les raisons internes poussant dans le même sens, « l'esprit de 1930 » fut donc ainsi victime, pour une grande part, des événements, qui ne lui laissèrent pas un répit suffisant pour devenir autre chose qu'une éphémère école intellectuelle. Ainsi que l'a noté Raoul Girardet, on se trouve là en présence « d'une idéologie qui, pratiquement, n'a pas trouvé de milieu, qui n'a pas eu le temps de fonder une tradition, d'une idéologie qui n'a pas trouvé un cadre social pour l'accueillir (...) une tradition idéologique française qui, en quelque sorte, a avorté et n'a pas connu la vie indépendante du libéralisme ou du radicalisme ¹¹⁴⁰ ».

Au premier abord, le bilan de cet « esprit de 1930 » paraît donc déboucher sur un constat d'échec. La réalité est cependant quelque peu différente. Le non-

¹¹³⁸ *Histoire de dix ans*, op. cit., p. 165.

¹¹³⁹ *Le Correspondant de Paris et de la province*, juillet 1939, p. 30.

¹¹⁴⁰ *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, op. cit., p. 131.

conformisme des années 1930 n'est pas mort sans laisser de traces, loin de là, très loin de là. Nombre d'aspects de l'histoire postérieure du XXe siècle trouvent en effet en lui leurs racines et une partie de leur explication. Finalement, un regard plus attentif permet de constater que l'influence de ces mouvements de jeunes des années 1930 a été beaucoup plus profonde qu'un examen superficiel pourrait le laisser supposer. Ce qui fausse ici l'appréciation, c'est que cette influence s'est rarement manifestée d'une manière directe ; elle a été le plus souvent, pour reprendre un mot de Gabriel Marcel qui semble très juste, une « influence en pointillé ¹¹⁴¹ ».

C'est ainsi qu'entre 1934 et 1940, la dispersion de ces groupes ne réduisit pas totalement à néant les fruits de leurs efforts, car ils conservèrent une originalité certaine et une influence non négligeable. De manière générale, cette période de l'avant-guerre fut caractérisée par la diffusion dans des secteurs divers de l'opinion de certaines des formules par lesquelles s'était exprimé ce « non-conformisme des années 30 ». Essayant de dresser un bilan de son influence, Mounier le résumera en 1939 en ces termes : « Quelques mots nouveaux que l'on voit maintenant traîner un peu partout ¹¹⁴². » La défense de « l'éminente dignité de la personne [442] humaine », le combat pour « les valeurs spirituelles » devinrent quelques-uns des mots d'ordre de l'antifascisme tandis que les Ligues et le Parti populaire français s'annexèrent des slogans comme « Ni droite, ni gauche », « Ni communisme, ni capitalisme ».

Ce phénomène fut, d'une part, le résultat d'emprunts à un vocabulaire tombé dans le domaine commun et, aussi, la conséquence de l'action d'hommes venus de ces mouvements des années 1930, comme Robert Loustau, ancien de l'*Ordre Nouveau* faisant un rapide passage dans les groupes d'étude des Croix de Feu puis du PPF ou comme les militants de *La Flèche* et du Frontisme influencés par Esprit. Cette diffusion du vocabulaire n'alla d'ailleurs pas sans une certaine déformation du contenu que les groupes des années 1930 avaient voulu lui donner ¹¹⁴³. Par ailleurs, si les équipes intellectuelles qui se constituèrent de 1934 à 1936, puis

¹¹⁴¹ Entretien avec l'auteur.

¹¹⁴² *Le Correspondant de Paris et de la province*, juillet 1939, p. 31.

¹¹⁴³ C'est ainsi que, selon D. de Rougemont, le terme « ordre nouveau » utilisé par la propagande nazie aurait été emprunté au mouvement du même nom par l'intermédiaire de Ribbentrop et d'Abbetz qui auraient été des lecteurs assidus des revues françaises de jeunes (cf. *Politique de la personne*, op. cit., p. 8).

au-delà, furent à un certain nombre de points de vue assez différentes, elles n'en reprirent pas moins certains des thèmes que leurs prédécesseurs avaient développés. Ainsi en fut-il pour toute une série de groupes de réflexion qui continueront à surgir, de manière plus ou moins éphémère et avec des identités idéologiques plus ou moins floues, jusqu'à la guerre : *La Lutte des jeunes*, *L'Homme réel*, *L'Homme nouveau*, *L'Assaut*, *Le Front national-syndicaliste*, *La Justice sociale*, *Travail et Nation*, *La Croisade*, *Communauté*, *Le Pays réel*, *Préludes*, *Les Nouveaux Cahiers*, etc. ¹¹⁴⁴.

Par ailleurs, cette influence s'est aussi particulièrement exercée dans ces années sur les orientations sociales et spirituelles du catholicisme français. Le personnelisme vint confluer là avec les enseignements de la doctrine sociale de l'Église ¹¹⁴⁵. La Semaine sociale de 1937 eut ainsi pour thème [443] « La personne humaine en péril » et elle compta parmi ses conférenciers des collaborateurs d'*Esprit* comme Jean Lacroix et François Perroux. Par ailleurs, Alexandre Marc et Daniel-Rops, deux des principaux animateurs de l'*Ordre Nouveau*, jouèrent un rôle très important dans les hebdomadaires catholiques *Sept* puis *Temps présent* ¹¹⁴⁶, où ils retrouvèrent des collaborateurs d'*Esprit* comme, parfois, Emmanuel Mounier, et, plus souvent, Étienne Borne, Jean Lacroix ou Pierre-Henri Simon.

Si, après 1935, l'influence de « l'esprit de 1930 » s'estompa, malgré le succès de son vocabulaire du fait de la pression des événements et des engagements partisans, l'effondrement de 1940, le vide politique et intellectuel qui s'ensuivit provoquèrent sa résurrection. L'événement vint confirmer les analyses de ces groupes, prouvant à leurs yeux leur clairvoyance et montrant que leurs inquiétudes devant ce qu'ils avaient jugé être une décadence de la France n'avaient pas été sans fondement. Pour cette raison, la défaite ne leur apparut pas seulement comme une défaite militaire mais comme la défaite de toute une société, comme l'aboutis-

¹¹⁴⁴ Sur ces groupes, on pourra se reporter à Michel Bergès, *Vichy contre Mounier* (Paris, 1998) [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales.] et à P. Andreu, *Révoltes de l'esprit* (Paris, 1991).

¹¹⁴⁵ Daniel-Rops a pu ainsi noter dans son *Histoire de l'Église* : « On peut même observer que le "personnalisme" dont se réclament à partir des années 1930 des mouvements de jeunes comme l'*Ordre Nouveau* et *Esprit* doivent plus qu'ils ne pensent à la doctrine sociale de l'Église » (*Un combat pour Dieu*, Paris, 1963, p. 432).

¹¹⁴⁶ Alexandre Marc fut le secrétaire de rédaction de *Sept*, dont il rédigeait aussi la chronique politique sous le pseudonyme de Scrutator.

sement d'une dégradation déjà ancienne. Or ce diagnostic fut aussi celui que portèrent beaucoup de représentants de la Révolution nationale de Vichy comme les éléments les plus dynamiques et les plus précoces de la Résistance. De ce fait, Vichy comme la Résistance, se rejoignant dans la même volonté de briser les moules de la pensée politique française traditionnelle, qui leur paraissaient avoir fait faillite, virent resurgir les thèmes et les hommes des années 1930 ¹¹⁴⁷. Malgré des accentuations différentes en raison du caractère autoritaire et nationaliste de Vichy et des influences démocratiques et socialistes dans les mouvements clandestins, l'idéologie de la Révolution nationale et celle de la Résistance intégrèrent nombre des idées qui avaient vu le jour dix ans plus tôt. À cet égard, le culte de Péguy célébré avec autant de chaleur [444] d'un côté que de l'autre est assez symbolique car il trouvait ses racines dans le « péguysme » des années 1930. L'emploi général du mot « Révolution » - « Révolution nationale » ; « De la Résistance à la Révolution » - fut aussi un héritage des « années tournantes ».

Dans les premiers mois de l'existence du régime de Vichy, nombreux furent ceux qui, avec des motivations très variées, mirent en lui leurs espoirs de rénovation. La défaite et l'armistice avaient laissé le pays violemment traumatisé, matériellement comme moralement. Si cette situation était à maints égards dramatique, elle semblait aussi par un côté stimulante, dans la mesure où tout paraissait à refaire et où l'écroulement de l'ordre ancien laissait le champ libre à la possibilité d'une profonde reconstruction de l'ordre politique, économique et social. C'est cette tâche que déclara se proposer la Révolution nationale, en croyant pouvoir agir dans ce sens malgré la situation précaire du pays, malgré les conséquences de la guerre et de l'armistice. Cet état d'esprit, partagé par beaucoup - qui n'étaient pas seulement les survivants d'une droite soucieuse de venger son échec politique et social de 1936 ¹¹⁴⁸ - entraîna, en 1940 et 1941, un foisonnement d'initiatives

¹¹⁴⁷ Ce point a été particulièrement souligné par Stanley Hoffmann dans sa contribution au livre collectif *À la recherche de la France* (Paris, 1963) : « Vichy et la Résistance, l'un et l'autre composés dans une large mesure des mécontents des années 1930 (...) convergèrent sur un nombre de points fort importants » (Op. cit., p. 48 et S.).

¹¹⁴⁸ « Il n'y a pas que Maurras pour découvrir avec une "divine surprise" ce que Vichy peut apporter de nouveau (...) Il n'y a plus de frontières politiques puisque des hommes venant de

d'inspiration et d'orientation diverses ¹¹⁴⁹, dans lesquelles les jeunes hommes qui avaient participé aux activités des mouvements étudiés jouèrent un rôle non négligeable, en espérant à la faveur des circonstances traduire en réalisations concrètes les idées qu'ils avaient développées dans les années 30 ¹¹⁵⁰. Certes cette [445] influence de « l'esprit de 1930 » se composa dans l'idéologie et les réalisations de l'État français avec d'autres courants d'idées : celui de *l'Action française* et de l'école contre-révolutionnaire, représenté à Vichy par des hommes comme Raphaël Alibert, l'amiral Fernet ou Henri Massis ; celui du catholicisme social avec l'amiral Auphan, Pierre Caziot ou Louis Salleron ; celui d'un « planisme » technocratique avec Barnaud, Bichelon, Lafond ou François Lehideux. Malgré tout, si l'on considère la doctrine, d'ailleurs assez imprécise, de la Révolution nationale proprement dite, il semble bien que l'on puisse dire, avec Raoul Girardet, que « Vichy s'explique beaucoup plus en fonction des thèmes développés dans les petites revues des années 1930 qu'en fonction des thèmes développés par les mouvements de la droite traditionnelle ¹¹⁵¹ ».

C'est ainsi que de la Révolution nationale définie, dans sa perspective globale, comme « la volonté de promouvoir le réel, le vivant, l'organique, l'évolutif, l'individuel, contre l'abstrait, le géométrique, l'immuable mis en fiches, le déclamatoire, le général et le totalitaire », on ne peut pas ne pas rapprocher la réaction antirationaliste des années 1930 en général, et de *l'Ordre Nouveau* en particulier, *l'Ordre Nouveau* que Peyrouton, auteur de cette définition, citera, dans ses mémoires, comme une des sources d'inspiration de la doctrine de l'État français ¹¹⁵². De même, c'est tout autant l'écho des campagnes pour « l'homme réel » que l'influence directe de l'école contre-révolutionnaire que l'on trouvait dans les messages du

La Flèche de Bergery se mêlent aux Camelots du Roi » (P. Bauchard, *Les Technocrates et le Pouvoir*, op. cit., p. 114 et s.).

¹¹⁴⁹ « L'été 1940, dans le désarroi général qui succéda à l'effondrement militaire de la France, fut riche en initiatives de toutes sortes. Sans le désastre, elles n'auraient sans doute jamais vu le jour et elles peuvent apparaître ainsi comme les fruits de l'improvisation. Mais on peut penser qu'elles furent, au moins en partie, l'aboutissement d'idées, de réflexions, de cheminements qui purent, grâce aux circonstances exceptionnelles nées de l'événement, passer au stade de la réalisation concrète ou, du moins de la tentative » (R. Josse, *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, juillet 1967, p. 54-55).

¹¹⁵⁰ Jeunes gens ayant animé ces mouvements ou ayant été influencés doctrinalement par eux au long des années 30.

¹¹⁵¹ *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, op. cit., p. 131.

¹¹⁵² *Du service public à la prison commune* (Paris, 1952), p. 122.

Maréchal déclarant : « Un peuple n'est pas un nombre déterminé d'individus arbitrairement comptés. Un peuple est une hiérarchie de familles, de professions, de communautés, de responsabilités administratives, de familles spirituelles, articulées et fédérées pour faire une patrie (...) La solution consiste à rétablir le citoyen dans la réalité familiale, professionnelle, communale, provinciale et nationale ¹¹⁵³... »

Le même rapprochement s'impose lorsque René Gillouin, qui fut, dans les premiers mois de Vichy, l'un des principaux inspirateurs du Maréchal, précise en ces termes le caractère « autoritaire » et « social » que voulut se donner le nouveau [446] régime : « Autoritaire, et même, dans un certain sens, absolu, c'est-à-dire indépendant des chaînes du nombre et de l'argent. Et différent à la fois du pouvoir démo-libéral et du pouvoir totalitaire en ceci que, au lieu d'être relatif et limité comme le premier, absolu et illimité comme le second, il serait à la fois absolu et limité. Pouvoir fort donc, mais borné à la fois sur ses frontières spirituelles par le respect des valeurs religieuses et par celui de la personne humaine, et, sur ses frontières temporelles, par la reconnaissance des droits des groupes naturels, tels que la famille, la région, la profession, les corps, compagnies et communautés de tous genres. Social, enfin, et c'est sur [cet] aspect qu'il nous semblait qu'il faudrait innover largement et, d'abord, sans opprimer aucunement l'individu mais au contraire en servant son intérêt véritable, le réintégrer dans ces entités plus vastes et plus profondes, la famille et la société. Donc refaire de la famille hier dédaignée ou brimée ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, la cellule sociale par excellence, la pierre angulaire de l'édifice national (...) sans oublier jamais que ce dont la patrie a besoin ce n'est pas d'enfants mais d'hommes et qu'il ne suffit pas de nourrir une florissante jeunesse, mais qu'il faut encore et surtout l'instruire et l'éduquer. Ensuite, dans une société qui tend tous les jours davantage à s'industrialiser, abjurer les erreurs mortelles du vieux capitalisme libéral, cesser de considérer l'ouvrier comme un outil animé et son labeur comme une marchandise, rendre au travail toute sa signification non seulement matérielle mais morale et spirituelle, mettre un terme au règne de l'économique et à son immorale autonomie en subordonnant le facteur argent et même le facteur travail au facteur humain sans tomber pour autant dans les erreurs inverses du collectivisme qui, partout où il s'est établi sur les ruines du capitalisme, n'a réussi qu'à universaliser la

¹¹⁵³ Message du 8 juillet 1941.

servitude qu'il prétendait briser, à diminuer la production qu'il prétendait accroître et à obtenir, au lieu de l'abondance pour tous, la pénurie et la médiocrité pour tous ; et, pour parer aux désastreuses conséquences de ce remède pire que le mal, respecter la liberté individuelle et conserver en le limitant le puissant moteur du profit individuel ; enfin, en dernière analyse, tendre par toutes les voies, dans un effort puissant et opiniâtre, non pas tant à adoucir la condition prolétarienne qu'à l'abolir, non seulement par une juste répartition des fruits du travail, mais par une restauration [447] de ce qu'il y avait de vigoureusement organique et de généreusement humain dans "l'esprit" des corporations d'autrefois ¹¹⁵⁴. »

Ces idées, comme le souci d'une profonde réforme intellectuelle et morale, qui était particulièrement vivace dans les milieux proches du Secrétariat général à la Jeunesse, présentaient une incontestable parenté avec « l'esprit de 1930 ». Tout en tenant compte de la place d'autres courants de pensée dans les origines de l'idéologie vichyssoise, et en remarquant que les réalisations de l'État français s'écarterent bien souvent des principes proclamés ¹¹⁵⁵, il paraît cependant possible de dire, avec Robert Aron ¹¹⁵⁶, que la doctrine de la Révolution nationale eut une de ses sources dans le « personnalisme » des années 30, dont elle retint particulièrement la définition « communautaire ¹¹⁵⁷ » et non totalitaire des rapports de l'homme et de la société. Cette influence personnaliste tint, d'une part, au fait que ces idées étaient « dans l'air » et, d'autre part, à l'action de certains hommes dans les avenues du pouvoir.

C'est ainsi que René Gillouin, tout en ayant des sympathies maurrassiennes, avait suivi, avant la guerre, avec intérêt les travaux d'*Esprit*, ayant même quelques

¹¹⁵⁴ *J'étais l'ami du maréchal Pétain* (Paris, 1966), p. 201-203. Cet exposé reprend en grande partie un texte publié en 1941 dans l'ouvrage collectif : *La Révolution nationale, un bilan, un programme* (Lyon, 1941).

¹¹⁵⁵ R. Gillouin note ainsi après l'exposé des principes que l'on vient de citer : « Je n'ai aucune raison de cacher l'immense déception qui fut la mienne lorsque je constatai que, tout en les professant de la bouche avec une conviction apparente, le régime, dans la pratique, en prenait sur la plupart des points le contre-pied » (op. cit., p. 203). Cette distance se traduit par exemple par une pratique étatisante et technocratique de la régionalisation et du corporatisme.

¹¹⁵⁶ *Histoire de Vichy*, op. cit., p. 200-201.

¹¹⁵⁷ Ce mot fut un des mots clés du vocabulaire de la Révolution nationale. Sur ce point, voir par exemple : M. Bergès, op. cit. ; Antonin Cohen, *Histoire d'un groupe dans l'institution d'une communauté européenne* (1940-1950), thèse science politique, Paris 1, 1999.

contacts avec des milieux proches de cette revue ¹¹⁵⁸. Robert Aron pense par ailleurs qu'il n'est pas exclu que des ministres du Maréchal comme Paul Baudoin et Yves Bouthillier ¹¹⁵⁹ se soient faits les [448] porte-parole officiels de certaines idées personnalistes. Ceci est d'autant plus plausible qu'ils eurent à leurs côtés deux anciens de *l'Ordre Nouveau* : Jean Jardin ¹¹⁶⁰ au cabinet de Bouthillier et Robert Loustau, chef de cabinet de Baudoin. Robert Loustau, qui, en 1941, se retrouvera dans l'entourage de Pucheu, rédigea d'ailleurs le brouillon du message de Saint-Étienne que le Maréchal consacra, en mars 1941, aux problèmes sociaux ¹¹⁶¹ et il participa aux travaux préparatoires de la Charte du Travail. D'autre part, René Belin, ministre de la Production industrielle et du Travail, et Gaston Bergery, qui fut à l'origine du message du 10 octobre 1940 sur les principes de la Révolution nationale, n'étaient pas sans avoir eu, au cours de l'avant-guerre, des relations avec les groupes personnalistes des années 1930. Enfin, il n'est pas indifférent de constater que l'on a pu qualifier de « personnalisme traditionaliste ¹¹⁶² » la pensée de Gustave Thibon en qui d'aucuns ont voulu voir « le philosophe » de la Révolution nationale.

¹¹⁵⁸ Au début de 1941, à la suite de l'envoi d'un rapport de Mounier, il intervint pour faciliter les rapports d'*Esprit* avec la censure de Vichy (cf *Mounier et sa génération*, op. cit., p. 284).

¹¹⁵⁹ Respectivement ministre des Affaires étrangères et ministre des Finances du gouvernement de Vichy en 1940-1941.

¹¹⁶⁰ Il sera chef de cabinet de Laval en 1942-1943 avant d'être nommé chargé de mission à Berne en 1943. Cf. P. Assouline, *Une éminence grise : Jean Jardin (1904-1970)*, Paris, 1986.

¹¹⁶¹ Ce message, qui annonçait la Charte du Travail, commençait en des termes rappelant les idées de *l'Ordre Nouveau* sur la « prolétarisation » : « Dans mon message du 1^{er} octobre dernier, je vous ai dit que l'on ne peut faire disparaître la lutte des classes qu'en faisant disparaître les causes qui ont dressé les classes les unes contre les autres. Ces causes c'est la menace du chômage et l'angoisse de la misère qu'elle fait peser sur les foyers. C'est le travail sans joie de l'ouvrier sans métier. C'est le taudis dans la cité laide où il passe des hivers sans lumière et sans feu. C'est la vie de nomade sans terre et sans toit. Telle est la condition prolétarienne. Il n'y aura pas de paix sociale tant que durera cette injustice. » Quelques semaines plus tard, le 1^{er} mai à Commeny, le Maréchal devait revenir sur ce sujet : « Que veulent donc au juste les ouvriers ?... Ils veulent d'abord : s'évader de l'anonymat où ils ont été jusqu'ici trop souvent confinés, ne pas vendre leur travail comme une marchandise, ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensants, souffrants ; avoir avec leurs chefs des relations d'homme à homme. Ils veulent ensuite : échapper à l'incertitude du lendemain ; être protégés contre les aléas du chômage, trouver dans leur métier une sécurité ou, pour mieux dire, une propriété ; avoir la possibilité d'y avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes. Ils veulent en outre : participer dans une mesure raisonnable aux progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés, avoir une sauvegarde efficace contre les misères qui les guettent lorsque survient la maladie ou lorsque arrive la vieillesse ; pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie. Toutes ces aspirations sont légitimes et, dans l'ordre nouveau que nous préparons, elles devront être satisfaites. »

¹¹⁶² Prélôt, *Histoire des idées politiques*, Paris, 1967, p. 661.

[449]

Le sentiment que la Révolution nationale donnait peut-être leur chance à certaines des idées développées dans les années 1930 fut partagé par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire par les anciens responsables ou militants de ces mouvements de jeunes. Si quelques-uns de ceux-ci manifestèrent d'emblée une opposition déclarée au régime de Vichy, la plupart suivirent avec un certain intérêt ses premiers efforts de reconstruction. Les anciens de la *Jeune Droite* ¹¹⁶³ furent les plus nombreux dans ce cas. C'est ainsi que Thierry Maulnier s'attacha, dans une série d'articles parus en 1941 dans la *Revue universelle*, à proposer un programme doctrinal pour la Révolution nationale qui reprenait nombre des thèses qu'il avait développées dans ses écrits des années 1932-1934. René Vincent, l'un des fondateurs de *Réaction*, qui avait été rédacteur en chef de *Combat* jusqu'en 1939, constatait pour sa part : « Dans l'enfancement des idées de la Révolution nationale, diverses petites revues indépendantes ont joué un rôle dont l'importance apparaît dès maintenant ¹¹⁶⁴. » De même, les cahiers de *Renaître*, fondés par François Perroux (un ancien d'*Esprit*) et Yves Urvoy pour donner une « interprétation doctrinale, homogène et cohérente » des principes de la Révolution nationale, soulignaient l'importance des « jeunes écoles » de l'avant-guerre, mettant l'accent sur l'apport d'*Esprit* et de *l'Ordre Nouveau* : « Dans toutes, il y a eu des vues intéressantes et neuves, elles ont proposé sur des points particuliers des solutions doctrinales ou pratiques aux problèmes de demain ¹¹⁶⁵. »

L'attitude la plus caractéristique fut à cet égard celle de Mounier et d'*Esprit* qui reparut en zone libre en novembre 1940. L'éditorial de Mounier qui ouvrait ce premier numéro était très loin d'être hostile aux idées qui circulaient depuis l'armistice : « Toutes les formules lancées aujourd'hui en gage d'espérance à la jeunesse de France (...) nous les approfondissons et les répandons depuis des années. » Et il ajoutait : « Parmi la poussière soulevée par l'effondrement d'un [450]monde, dans la confusion inextricable de ce qui naît déjà et de ce qui meurt encore, quelques formules de vie ressortent où nous reconnaissons les traits domi-

¹¹⁶³ Cf. N. Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, Paris, 2001.

¹¹⁶⁴ *Idées*, mars 1942, p. 65.

¹¹⁶⁵ *Renaître*, no 13, p. 13. Parmi les titres de ces fascicules, on trouvait : « Le sens de la Révolution du XXe siècle » (2) ; « Mission de la France » (4) ; « Le concret et l'abstrait », etc.

nants de notre héritage : lutte contre l'individualisme, sens de la responsabilité, sens de la communauté, restauration de la fonction de chef, sens rénové de la nation et sens réaliste des solidarités internationales, restauration du sens de l'État liée à la déflation de l'État, sens de l'homme total, chair et esprit, personne et membre de corps vivants. Que toutes ces formules soient encore enchevêtrées ici ou là de contresens ou noyées d'à-peu-près, est-ce une raison pour nous écarter, nous qui les avons lancées parmi les premiers, de l'aventure vivante qu'elles vont maintenant inaugurer ? Certes non ¹¹⁶⁶. »

Même en tenant compte des précautions imposées par l'existence de la censure de Vichy ¹¹⁶⁷, ce texte n'en était pas moins une reconnaissance de la parenté de certains des thèmes de la Révolution nationale avec ceux qu'*Esprit* avait contribué à diffuser avant la guerre ¹¹⁶⁸. En janvier 1941, Mounier considérera d'ailleurs comme l'un des « événements » des mois précédents la reconstitution d'une sorte de front commun de la « jeune droite » et de la « jeune gauche » des années 30 ¹¹⁶⁹ : « Ils ont fait les uns par rapport aux autres, remarquait-il, une sorte d'évolution en tenaille : partant vers 1930 de prémisses communes, entraînés sur des voies divergentes par des courants étrangers à leur jeune inspiration, cherchant à en retrouver dans les données de l'époque les traces disjointes, les parentés éparses, déçus, non de liaisons qu'ils n'avaient jamais nouées, mais de voisinages trop pesants pour la révolution qu'ils poursuivaient, se recourbant en fin de compte sur le seul héritage qui ne pouvait les trahir, celui de leur jeunesse alourdie de l'expérience Ce laboratoire [451] que nous montions hier pour nos vingt ans, nous voulons aujourd'hui en offrir les installations à tous les jeunes de France ¹¹⁷⁰. »

Et, de fait, en 1940 et 1941, dans un certain nombre d'organismes d'obédience vichyssoise, on vit travailler côte à côte des militants de la *Jeune Droite d'avant-guerre* et des jeunes venus des milieux proches d'*Esprit* et de l'*Ordre Nouveau*. Ce

¹¹⁶⁶ *Esprit*, novembre 1940, p. 10.

¹¹⁶⁷ Dans son journal privé, il notait de même, le 4 août 1940, les similitudes existant « entre nos valeurs et les valeurs publiquement proclamées » en affirmant sa volonté « d'y introduire, à la faveur de cette coïncidence, le contenu désirable » (*Mounier et sa génération*, op. cit., p. 260).

¹¹⁶⁸ Mounier se vit même proposer de participer au « comité de rassemblement pour la Révolution nationale » (cf. *Mounier et sa génération*, op. cit., p. 288).

¹¹⁶⁹ À vrai dire, ce rapprochement s'était esquissé avant l'armistice, J.-P. Maxence ayant accepté de collaborer au numéro de juin 40 d'*Esprit* avec G. Izard, J. Maze, etc.

¹¹⁷⁰ *Esprit*, janvier 1941, p. 129.

fut surtout le cas au sein des activités dépendant du Secrétariat général à la Jeunesse ¹¹⁷¹ : celles des Chantiers de Jeunesse, et, plus encore, celles du mouvement des Compagnons de France, dans lesquels des hommes comme Mounier et Louis-Émile Galey, fondateurs d'Esprit, ou Jean Maze, ancien de la Troisième Force et de *La Flèche*, retrouvèrent des anciens de Combat comme Jean-François Gravier, Klébert Haedens, André Monconduit ou Claude Roy ¹¹⁷². Il en fut de même dans les services administratifs du Secrétariat à la Jeunesse où des anciens de *La Flèche* comme Maurice Gaït ou Jean Maze (ce dernier, après qu'il eut quitté la direction de l'hebdomadaire *Compagnons*) vinrent rejoindre des transfuges de la *Jeune Droite* tels que J.-F. Gravier, Jean Le Marchand, André Mattei, Charles Mauban, André Monconduit ou René Vincent. Ce dernier, tout en occupant des fonctions administratives au Secrétariat à l'Information, fonda même une revue doctrinale, *Idées*, destinée à réunir « quelques-uns de ceux qui, avant la guerre déjà, exprimèrent dans divers organes le souci d'une renaissance française ¹¹⁷³ ». [452] Cette publication, qui s'était donné pour tâche « d'aider la Révolution nationale à se réaliser dans les esprits aussi bien que dans les institutions », vit voisiner les signatures de Jean Maze, Armand Petitjean ou François Perroux avec celles de Jean de Fabrègues ¹¹⁷⁴, Louis Salleron ou Jean-Pierre Maxence ¹¹⁷⁵.

Un autre terrain de rencontre fut le groupe *Jeune France*. Cette association culturelle, subventionnée par le Secrétariat à la Jeunesse pour travailler à « pro-

¹¹⁷¹ Cf. Mounier : « À Vichy, la "jeunesse" (Ministère et Compagnons) est certainement ce qu'il y a de mieux là-bas, bien que peu lourde d'idées ; mais avec des volontés nettes et saines. Nous allons y travailler. » (Lettre du 15/10/1940, *Mounier et sa génération*, op. cit., p. 265).

¹¹⁷² On a pu résumer ainsi la « doctrine » que se constitua peu à peu ce mouvement : « La Révolution nationale, pour eux, signifie d'abord le refus du capitalisme et de la démocratie libérale. Ils rejettent celle-ci parce que son image est liée à celle de la défaite de juin quarante et que son individualisme leur paraît destructeur. Ils rejettent du même mouvement le gaullisme qui leur paraît être une tentative de résurrection de la démocratie libérale. Parce qu'ils croient en la valeur de la personne, ils repoussent aussi la tentation fasciste et totalitaire. Ils accrochent au passage le mot "communauté" très utilisé par le nouveau régime, d'autant plus facilement qu'Emmanuel Mounier est, dans les premiers mois, leur conseiller et l'un des collaborateurs du journal » (J. Duquesne, *Les Catholiques français sous l'Occupation*, Paris, 1966, p. 283).

¹¹⁷³ *Idées*, no 1, novembre 1941, p. 2.

¹¹⁷⁴ Celui-ci y assura régulièrement la « Chronique des Idées » jusqu'en mai 1942 avant de prendre la direction d'un hebdomadaire catholique : *Demain*.

¹¹⁷⁵ Collaborèrent aussi à *Idées* : P. Andreu, F. Bauer, Y. Christ, P. Dominique, Drieu la Rochelle, H. Favart, A. Fraigneau, M. Gaït, J.-F. Gravier, J. Grenier, K. Haedens, J. Laurent-Cély, La Varende, M. Martin du Gard.

mouvoir les arts et à refaire des hommes », compta dans ses instances dirigeantes, à côté de Pierre Barbier, de Paul Flamand, de Pierre Schaeffer, sympathisants d'*Esprit*, et d'Emmanuel Mounier lui-même, des anciens de l'*Ordre Nouveau* comme Albert Ollivier ou Xavier de Lignac et des hommes proches de la *Jeune Droite* comme Jean de Fabrègues, Claude Roy, Maurice Blanchot ou Klebert Haedens. L'histoire de ce groupe, telle que l'a reconstituée Michel Bergès ¹¹⁷⁶, montre que la présence de ces « anciens » des années 30, aux références intellectuelles voisines, n'empêcha pas le développement de violents conflits internes, liés à des rivalités d'hommes et d'équipes comme à l'évolution des événements, mais provoqués aussi par des divergences sur l'interprétation des références personalistes qui leur étaient plus ou moins communes, avec une interprétation « pluraliste » et libérale de celles-ci chez Mounier et ses amis ¹¹⁷⁷, tandis que d'autres en donnaient une interprétation « communautaire » et « réaliste » plus favorable aux perspectives autoritaires du régime vichyssois.

[453]

Enfin, la préparation de la Charte du Travail, présentée comme un instrument de réorganisation de l'économie pour ouvrir une « troisième voie, au-delà du libéralisme et du collectivisme ¹¹⁷⁸ », préparation à laquelle participèrent des hommes comme Émile Girard ¹¹⁷⁹, Robert Loustau ou François Perroux, vit se produire un phénomène analogue. Sur le terrain économique et social, cette orienta-

¹¹⁷⁶ *Vichy contre Mounier*, op. cit. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

¹¹⁷⁷ À *Jeune France*, les tensions autour de Mounier se produiront particulièrement à partir de juillet 1941, après le retour de captivité de Jean de Fabrègues, et alors que, depuis février 1941, avait commencé à se dessiner un mouvement l'écartant des Compagnons de France et de l'École d'Uriage, un mouvement qui devait aboutir à l'interdiction d'*Esprit* en août et à son arrestation en janvier 42, en raison de ses relations avec le mouvement de résistance « Combat ». Pour éclairer les controverses qu'a suscitées cet itinéraire, voir l'ouvrage de M. Bergès déjà cité.

¹¹⁷⁸ Annonçant l'esprit de la Charte, un texte du chef de l'État français avait déclaré en septembre 1940 : « La nouvelle organisation sociale ne sera pas "Libéralisme" puisqu'elle n'hésitera pas à combattre la violence qui se cache sous certaines libertés apparentes, et à chercher dans certaines contraintes légales un indispensable instrument de libération. Elle ne sera pas "Communisme" puisqu'elle respectera dans une large mesure la liberté individuelle et qu'elle conservera le puissant moteur du profit individuel. Elle ne sera pas "Capitalisme" puisqu'elle mettra fin au règne de l'économie et à son immorale autonomie et qu'elle subordonnera le facteur argent, et même le facteur travail, au facteur humain » (« Politique sociale de l'avenir », *Revue des deux mondes*, 15 septembre 1940).

¹¹⁷⁹ Juriste, signataire du manifeste de *Réaction*.

tion devait se retrouver à l'Institut d'études corporatives qui joua un rôle particulièrement important. D'une part comme centre de réflexion animé par François Perroux, que du Moulin de Labarthète, chef de cabinet du chef de l'État français, désignera comme l'un des inspireurs, avec R. Gillouin, des idées économiques et sociales du Maréchal ¹¹⁸⁰. D'autre part, parce que autour de ces activités, qui confluèrent pour partie avec celles du groupe *Économie et Humanisme*, fondé en 1941 par le R.P. Lebreton, se constituera un réseau dont l'influence s'est prolongée au-delà de la fin de la guerre, en passant d'une perspective « communautaire » à une perspective « fédéraliste » s'investissant dans le processus de construction de l'unité européenne ¹¹⁸¹.

Cette effervescence inspirée d'un personnalisme faisant l'objet d'interprétations diverses et parfois divergentes, au-delà de la parenté du vocabulaire, caractérisa surtout, il faut le souligner, la première année du régime de Vichy, la situation se modifiant sensiblement par la suite en raison des décisions concrètes du régime et en raison de l'évolution de la guerre, qui amenèrent nombre de ces hommes à se tourner [454] vers la Résistance. Particulièrement symptomatique de cette évolution fut l'aventure de l'École des cadres d'Uriage fondée en juillet 1940 par le capitaine Dunoyer de Segonzac. Cette école qui reçut d'abord les cadres des Chantiers puis ceux des mouvements de jeunesse de Vichy, accueillit ensuite des volontaires de tous horizons et de toutes conditions menant là, pendant quelques semaines chargées, une vie rude et studieuse faite de sport, de cercles d'études, de travaux manuels, de conférences et de corvées. À ces jeunes cadres confusément à la recherche d'une idéologie, l'École d'Uriage allait fournir peu à peu les éléments d'une doctrine orientée vers un « idéal humaniste et communautaire ¹¹⁸² » en accord avec l'esprit originel de la Révolution nationale et pour laquelle « le personnalisme devint la doctrine de référence la plus fréquente ¹¹⁸³ », en partie sous

¹¹⁸⁰ *Le Temps des illusions* (Genève, 1946), p. 161.

¹¹⁸¹ Cf. Antonin Cohen, *Histoire d'un groupe dans l'institution d'une communauté européenne (1940-1950)*, thèse science politique, Paris 1, 1999.

¹¹⁸² J. Bourdin, op. cit., p. 1043.

¹¹⁸³ R. Josse, « L'École des cadres d'Uriage », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, janvier 1966, p. 60.

l'influence de l'abbé de Naurois, aumônier de l'École, qui fit appel à des conférenciers de l'équipe d'*Esprit* comme Bertrand d'Astorg, Jean Lacroix ou Emmanuel Mounier ¹¹⁸⁴.

L'influence de « l'esprit de 1930 » fut ici particulièrement sensible. Ainsi qu'on l'a constaté, « l'analyse de la crise du XXe siècle faite par Uriage et les solutions proposées sont dans la ligne directe des réflexions de nombreux intellectuels dans les années 1930 et l'on relève dans les publications d'Uriage beaucoup de thèmes qui étaient répandus une dizaine d'années auparavant parmi des groupes et dans des publications de tendances politiques ou idéologiques fort diverses ¹¹⁸⁵ ». Il est très significatif de voir d'ailleurs qu'à côté de « Maurras, nationaliste français », Uriage se référait à deux des « maîtres » des années 1930 : « Proudhon, socialiste français », et « Péguy, socialiste, patriote et chrétien ¹¹⁸⁶ ». De même y était très en honneur [455] l'idée d'une « révolution spirituelle ¹¹⁸⁷ ». Cette expérience devait marquer nombre de futurs responsables de la IVe et de la Ve République, comme, parmi bien d'autres, Hubert Beuve-Méry, fondateur du journal *Le Monde*, J.-M. Jeanneney, futur ministre de l'Économie du général de Gaulle, ou Paul Delouvrier, éminent représentant de la haute administration gaullienne ¹¹⁸⁸.

¹¹⁸⁴ Le 22 février 1941, Mounier écrivait à É. Borne : « Enfin je vois le danger du "tout ou rien" dans le discrédit total que tu jettes sur tout ce qui se fait aujourd'hui. Nous avons connu, parce que nous ne nous sommes pas retirés sous notre tente, des îlots réels de santé, des coins de France vraiment libres, l'École d'Uriage, Jeune France » (Mounier *et sa génération*, *op. cit.*, p. 286).

¹¹⁸⁵ J. Bourdin, *op. cit.*, p. 1043.

¹¹⁸⁶ « Au nom de la philosophie personnaliste, écrit J. Duquesne, Uriage condamne le fascisme, le nazisme, le communisme. Parce que la IIIe République s'est effondrée, Uriage rejette la démocratie libérale, dont la liberté fait la grandeur, mais l'individualisme la faiblesse. Il faut donc chercher ailleurs, édifier - par l'éducation populaire, les écoles de cadres, les Maisons de la culture, la réforme de l'Université - un type d'homme nouveau vivant dans des communautés. Les hommes d'Uriage parviennent à la vision - quelque peu idéale et irréaliste par certains de ses aspects - d'un État démocratique fondé sur des communautés, socialisé, planifiant l'économie, faisant participer les ouvriers à la gestion des entreprises et à leurs bénéfices » (Les *Catholiques français sous l'Occupation*, *op. cit.*, p. 208). Cf. aussi B. Comte, *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage* (Paris, 1991).

¹¹⁸⁷ Cf. l'article de J.-M. Domenach, ancien stagiaire d'Uriage, lors de la mort du général Dunoyer de Segonzac : « En insistant sur la pratique d'un "style de vie", il nous enseignait ce que les révolutionnaires découvrent aujourd'hui à leurs dépens : que tout changement des structures qui ne s'accompagne pas d'une renaissance spirituelle débouche dans l'impasse et qu'il faut former des hommes si l'on veut résister à l'avalissement du pouvoir » (*Le Monde*, 14 mars 1968).

¹¹⁸⁸ Bernard Comte, l'historien d'Uriage, peut écrire dans cette perspective : « Dans le temps long (celui du demi-siècle, de 1925 à 1975), Uriage a été un des relais majeurs entre les recherches très minoritaires des non-conformistes des années trente et l'esprit nouveau qui im-

Dans le contexte de la guerre, tout en restant longtemps fidèle à la personne du Maréchal, l'École s'orienta progressivement à partir de la fin de 1941 vers la Résistance, recevant dès cette époque Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat. Après la dissolution de l'établissement par Laval en décembre 1942, le « Vieux Chef » et la plupart de ses cadres passèrent dans la clandestinité, créant dans le Vercors, sous le commandement de Gilbert Gadoffre, des groupes d'encadrement pour les maquis voisins, tout en poursuivant des recherches sur la société d'après-guerre. Ces travaux, fortement imprégnés par « l'esprit » de l'École, furent publiés en 1945 sous le titre *Vers le style du XXe siècle*.

Ce phénomène du passage dans la clandestinité de transfuges de la Révolution nationale ¹¹⁸⁹ fut un des canaux par [456] lesquels « l'esprit de 1930 » contribua aussi pour une part à inspirer l'idéologie de la Résistance ¹¹⁹⁰. Celle-ci, comme celle de la Révolution nationale, fut fondée, au moins à ses débuts, sur l'idée que la défaite de 1940 consacrait l'effondrement de tout un monde, de tout un ensemble de mœurs et d'institutions périmés. De ce fait, la Résistance déboucha sur des perspectives révolutionnaires et à l'idée-force de la libération du territoire se mêla celle d'une transformation profonde du pays après la victoire. Dans ces recherches doctrinales, la préoccupation de dépasser l'individualisme et le totalitarisme, le souci d'échapper à l'alternative capitalisme-communisme amenèrent les théoriciens des mouvements clandestins - soit spontanément, soit sous l'influence de militants personnalistes de l'avant-guerre - à utiliser nombre des formules lancées par les mouvements de jeunes des années 1930 : « Les thèmes et le vocabulaire des mouvements de Résistance, a noté Jean Touchard, sont ceux des années 1930

prègne après 1945 une partie des milieux dirigeants de l'administration et de la vie économique, sociale et culturelle » (*Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage, op. cit.*, p. 559). Cf. aussi P. Bitoun, *Les Hommes d'Uriage* (Paris, 1988).

¹¹⁸⁹ Dans le même sens, on peut aussi citer la situation ambiguë du Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre fondé par Maurice Pinot en 1941, au sein duquel Jean de Fabrègues créa au début de 1942 un Centre d'action des prisonniers, qui était d'esprit très Révolution nationale mais se trouvait aussi aux marges de la Résistance et constitua un des viviers de recrutement de ce qui deviendra le Mouvement de Résistance des prisonniers de guerre et déportés autour de François Mitterrand, qui, dans les années 42-43, fut proche de Fabrègues (cf. P. Péan, *Une jeunesse française. François Mitterrand (1934-1947)* (Paris, 1994).

¹¹⁹⁰ J.-M. Domenach a pu remarquer : « L'influence d'Uriage a été décisive sur de nombreux chefs de la Résistance et sur plusieurs maquis » (*Esprit*, novembre 1963, p. 727). De même, dans son *Dossier de Vichy*, J. de Launay note à propos des travaux d'Uriage : « Ils permirent de former bien des chefs qui, par l'Armée secrète, se retrouvèrent dans le maquis et, plus tard, parmi les cadres de la IV^e et de la V^e République » (p. 282).

bien plus que ceux de 1936 : même anticapitalisme, même aversion pour les partis politiques, même culte de l'esprit, de la personne et de l'humain, même volonté révolutionnaire. C'est exactement le même univers intellectuel qui reparaît dix ans après ¹¹⁹¹. » Pour cette raison, tous les mouvements de Résistance ne furent pas radicalement opposés à l'inspiration originelle de la Révolution nationale qui avait puisé dans le même fond qu'eux. Ainsi que l'a constaté Henri Michel, « au début, la Résistance n'est pas entièrement hostile au nouveau régime ¹¹⁹² ». Toutefois, de même que, dans la Révolution [457] nationale, ces thèmes subirent des modifications du fait d'un contexte nationaliste et autoritaire, ici ces thèmes se colorèrent de références à la tradition révolutionnaire de 1789 et d'orientations socialistes. Quoi qu'il en soit, cette influence fut assez évidente pour que Jean-Paul Sartre ait pu déclarer, non sans quelque exagération, à Denis de Rougemont stupéfait, lors d'un voyage à New York à la fin de 1944 : « Vous, les personnalistes, vous avez gagné. Tout le monde en France se dit personnaliste. »

Il suffit de parcourir quelques-uns des programmes idéologiques des mouvements clandestins réunis par Henri Michel et Mirkine Guetzevitch dans leur livre sur les idées politiques et sociales de la Résistance pour constater la parenté des idées exposées avec celles qui étaient développées dans les publications de jeunes des années 1930. À titre d'exemple, on peut citer quelques extraits de textes diffusés par le mouvement Défense de la France.

Au début de 1944, les *Cahiers de Défense de la France* définissaient ainsi le sens de la Révolution sur laquelle devait déboucher la Résistance : « La Révolution qui vient aurait manqué son but si elle devait apparaître aux historiens de l'avenir comme un simple coup d'État (...) Le sens de la Révolution montante est d'être la fin d'une société et la naissance d'une société nouvelle. C'est une crise de civilisation et non pas seulement une crise politique que nous traversons et le monde avec nous (...) Ce n'est pas seulement un agencement nouveau des rouages de l'État qu'il faut établir, c'est la situation du citoyen dans l'État qu'il faut définir selon des principes nouveaux ; ce n'est pas seulement l'octroi de quelques réformes "généreuses" qui doit être l'objet de cette lutte, c'est une conception nouvelle de l'homme qu'il faut bâtir ; ce n'est pas seulement l'ordre d'urgence des questions

¹¹⁹¹ *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789, op. cit.*, p. 110.

¹¹⁹² *Les Courants de pensée de la Résistance* (Paris, 1965), p. 122.

à résoudre qu'il faut déterminer, c'est l'échelle des valeurs qui doit être revue et élargie. La Révolution sera totale ou elle échouera ¹¹⁹³. » Dans ce même texte, son auteur, Robert Salmon, dénonçait le primat de l'économique en des termes que n'auraient pas désavoués, dix ans plus tôt, les jeunes essayistes d'*Esprit* ou de l'*Ordre Nouveau* : « La primauté de l'économique postule un déterminisme rigoureux [458] éminemment conservateur et antirévolutionnaire. C'est pourquoi il ne peut y avoir de véritable révolution que si l'on admet, non la primauté de l'Économique, mais du Spirituel, car seul l'esprit est capable de spontanéité, de renouvellement, de création. Pas de révolution sans liberté créatrice (...) L'esprit seul peut trier les matériaux et bâtir un monde neuf. La primauté de l'Économique, c'est la démission de l'homme devant la machine. La Révolution du XXe siècle doit faire de la machine un moyen d'assurer la liberté spirituelle de l'homme et non d'alourdir son asservissement. Elle doit refaire un type d'homme nouveau qui domine ses créations au lieu de s'y perdre (...) La Révolution du XXe siècle doit être l'effort pour retrouver le sens de l'homme et créer un climat moral nouveau où chacun puisse découvrir sa vocation propre et cesser de se perdre dans les mythes collectifs, ces nouvelles chaînes que l'humanité s'est forgées elle-même. Toutes les dictatures, tous les asservissements naissent d'un fléchissement du sens de la responsabilité humaine devant le déroulement impersonnel de l'Histoire et de l'abdication dans une totalité abstraite, la classe, la race, où l'homme cesse d'être une personne pour n'être qu'un pantin, un pauvre jouet aux mains des ambitieux. La Révolution doit redonner à l'homme son autonomie d'être libre ¹¹⁹⁴. » Philippe Vianney précisait par ailleurs les principes de base de la « cité libre » à créer : « Le fondement en est l'affirmation que la valeur suprême de l'univers est l'Esprit et que cet esprit réside en l'homme, en chaque homme en particulier. Rien, dès lors, n'est plus grand que la conscience humaine, rien n'est plus digne de respect que la voie qu'elle veut poursuivre. L'homme sur la terre n'est pas un élément, une partie d'un tout, un instrument dans une symphonie. Il est une fin, un monde complet en lui-même. La cité libre devra être orientée tout entière, non pas vers la défense d'une humanité abstraite, mais vers la défense de l'homme (...) Le princi-

¹¹⁹³ *Les Idées politiques et sociales de la Résistance* (Paris, 1954), p. 155.

¹¹⁹⁴ Cité par M. Granet in *Défense de la France. Histoire d'un mouvement de résistance* (Paris, 1960), p. 226. Ce mouvement est, par ailleurs, assez caractéristique d'une certaine osmose entre la Révolution nationale et la Résistance car ses conceptions doctrinales furent pour une part influencées par les recherches idéologiques de la revue *Renaître* déjà évoquée plus haut (témoignage de Robert Salmon).

pal but de la cité libre devra être de permettre à l'homme de réaliser ses [459] aspirations. Les droits qu'elle donnera, les lois qu'elle édictera, les décisions qu'elle prendra, devront reposer sur cette base unique : la défense de la personne humaine ¹¹⁹⁵. »

S'il n'est guère difficile d'établir un parallèle entre « l'esprit de 1930 » et « l'esprit » de la Résistance, il est moins aisé de préciser les relais grâce auxquels a pu s'exercer l'influence du premier sur le second. D'une part, ces mouvements furent par définition des mouvements clandestins, d'autre part, ils se constituèrent bien davantage en fonction de relations personnelles et de facteurs géographiques qu'en fonction d'affinités idéologiques. Cependant, dans deux des réseaux les plus importants, il est assez facile de découvrir des liens directs avec « l'esprit de 1930 ». Tel est le cas d'abord, en zone occupée, de l'Organisation civile et militaire, l'OCM, dont le fondateur, Jacques Arthuys, avait eu avant la guerre des relations avec certains des groupes des années 1930, créant même, en 1934, avec l'*Ordre Nouveau*, le Club de Février. Par ailleurs, le premier rédacteur en chef d'*Esprit*, Georges Izard, qui devait devenir en 1945 secrétaire général de l'OCM, joua un rôle important dans les groupes d'études de l'organisation ¹¹⁹⁶. En zone Sud, c'est au sein du mouvement Combat que l'influence des militants personnalistes fut la plus évidente, Mounier ayant, dès 1941, des contacts avec son fondateur, Henri Frenay, et se voyant confier par celui-ci, après son emprisonnement et sa libération, la création d'un comité d'études doctrinales. De même, Claude Bourdet, collaborateur d'*Esprit* à la fin des années 30, sera membre du Comité directeur du mouvement avant d'appartenir au Conseil national de la Résistance. *Combat* [460] bénéficia en outre des recherches de l'École d'Uriage si bien que ses historiens ont pu parler de « la tonalité vichyste » de son programme ¹¹⁹⁷. Diffu-

¹¹⁹⁵ *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, op. cit., p. 211. P. Vianney, qui était de formation et de culture catholique, eut pour adjoint J.-W. Lapierre qui était proche d'*Esprit*. Après avoir noté que n'était pas contesté le principe de « la politique de rénovation » entreprise par le gouvernement de Vichy, l'historien du mouvement O. Wievorka écrit : « Le projet du mouvement accueille ainsi les héritages des années trente. Il assume la filiation républicaine puisqu'il préserve les grandes conquêtes du régime. Il s'inspire des "non-conformistes des années 30" dont il reprend les thèses économiques et politiques. En refusant le matérialisme, en faisant primer l'individu sur le groupe, en ouvrant une troisième voie entre communisme et libéralisme, il se rattache enfin au personnalisme de Mounier » (*Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France (1940-1949)*, Paris, 1995, p. 266).

¹¹⁹⁶ Avec aussi G. Rebeyrol, un avocat ancien collaborateur de *La Flèche*.

¹¹⁹⁷ M. Granet et H. Michel, *Combat* (Paris, 1957), p. 124.

sés par les réseaux de Combat, les *Cahiers du Témoignage chrétien*, à la fondation desquels participa Alexandre Marc, véhiculèrent eux aussi des thèmes personalistes ¹¹⁹⁸. De manière plus générale, beaucoup de catholiques engagés dans la Résistance se réclamèrent du personalisme, soit pour avoir été directement influencés par *Esprit*, *l'Ordre Nouveau* ou les écrits de Maritain, soit pour avoir été des lecteurs de *Sept* et de *Temps présent*. Du fait de la dispersion de ces militants chrétiens dans des mouvements divers, au hasard des lieux et des circonstances, les idées personalistes, plus ou moins diluées, se diffusèrent dans la majorité des réseaux de résistance non communistes.

Ce phénomène dépassa d'ailleurs les frontières de la France et caractérisa, par des voies diverses, l'évolution d'une partie de la Résistance européenne. Après avoir regretté que Vichy ait usé « surtout aux premiers jours, de quelques-uns de nos slogans personalistes », Denis de Rougemont constatait en 1946 : « La Résistance, dans plusieurs pays d'Europe, absorba le mouvement personaliste, son esprit, ses mots d'ordre et ses hommes. Soit qu'il s'agit, dans quelques cas précis, d'influences personnelles exercées par nos militants, soit que la situation dictât des réactions fort analogues à celles dont étaient nés nos groupes, il est certain que la Résistance européenne redécouvrit bon nombre de nos positions, mit au point nos principes de tactique et leur donna le baptême du feu ¹¹⁹⁹. » Tel fut le cas dans divers mouvements, en Pologne, en Italie, en Yougoslavie, au Danemark, en Suisse, en Allemagne ¹²⁰⁰. L'exemple le plus spectaculaire fut certainement celui des Pays-Bas où le mouvement socialiste personaliste donna à la Libération hollandaise son Premier ministre et plusieurs de ses ministres. Dans cette expérience, [461] la filiation avec les groupes français des années 1930 est indéniable. « Le mouvement personaliste néerlandais est né, a raconté Henri Brugmans, dans un camp d'otages, dans un séminaire transformé en prison, à Saint-Michel-Gestel. Nous nous y trouvions avec quelques centaines de camarades, internés par les Allemands sans forme de procès, sous la menace de la fusillade

¹¹⁹⁸ Signalons aussi que Georges Zérapha, dont nous avons vu les liens avec *Esprit*, fut parmi les fondateurs du réseau Libération.

¹¹⁹⁹ *Politique de la personne*, op. cit., p. 8-9.

¹²⁰⁰ Rappelons que le chef du plus important des réseaux de résistance allemands, Harro Schulze-Boysen, avait eu des contacts assez étroits avec *l'ordre Nouveau* avant la guerre. Cf. Christian Roy, *Alexandre Marc et la jeune Europe (1904-1934) : l'ordre Nouveau aux origines du personalisme* (Paris, 2000).

(...). Mais un souffle étrange animait les jeunes et les rassemblait autour d'une table (...). Pendant des mois ils travaillèrent (...). La doctrine était là "invisible et présente". Il fallait la préciser. A ce moment-là nous avons fait la connaissance du personnalisme français. *Esprit* passait la censure allemande qui, heureusement, n'y comprenait rien. Puis Denis de Rougemont et Maritain. Enfin Aron et Dandieu et leur *Révolution nécessaire* (...). Avant la guerre, le mot personnalisme n'était connu en Hollande que d'une petite minorité d'intellectuels francophiles. À présent, on retrouve le mot, sinon la chose, dans tous les journaux, dans à peu près toutes les discussions publiques ¹²⁰¹. »

Si la Résistance fut ainsi une seconde occasion pour « l'esprit de 1930 » de se manifester, elle fut aussi l'occasion d'un second avortement. Après la Libération en effet, l'élan révolutionnaire de la Résistance retomba rapidement. Il ne put réaliser les transformations profondes des institutions et des mœurs qu'il s'était proposées dans la clandestinité. Il s'enlisa dans « le retour des habitudes, des querelles, des chamailleries ¹²⁰² ». La résurrection des anciens partis, que l'on avait cru disparus, l'hypothèque que faisait peser sur lui l'omniprésence des communistes, les prémices de la « guerre froide » lui furent fatales. Les institutions de la IV^e République, peu novatrices, concrétisèrent cet échec, la création du Conseil économique et social traduisant seule l'influence lointaine des campagnes d'avant-guerre pour la représentation politique de « l'homme réel ». Si cet insuccès de la Résistance fut un peu celui de « l'esprit de 1930 », cette expérience comme aussi celle de la Révolution nationale ne furent pas pour lui totalement inutiles car elles eurent pour effet d'élargir l'audience de ses thèmes et de son vocabulaire.

[462]

C'est ainsi que les plus importants partis politiques que vit naître la IV^e République ne furent pas sans hériter de certaines des idées que les mouvements de jeunes des années 1930 avaient contribué à mettre en circulation. Tel fut d'abord le cas de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), directement

¹²⁰¹ Cité par D. de Rougemont, *Politique de la personne*, op. cit., p. 11.

¹²⁰² Étienne Borne, *France-Forum*, juillet-août 1964, p. 34.

issue en 1945 de mouvements de résistance comme l'OCM, Combat, Défense de la France ou le Mouvement de Résistance des prisonniers de guerre et déportés, et dont l'un des fondateurs fut Georges Izard. Ce parti, dont la spécificité idéologique s'estompera assez rapidement, constituera cependant un parti-charnière qui donnera plusieurs ministres aux gouvernements de la IV^e République et dont les membres se disperseront après 1958 du parti socialiste aux groupes centristes ¹²⁰³. Plus profondément, ce sera aussi le cas du Mouvement républicain populaire. Le texte doctrinal rédigé par Gilbert Dru qui fut pour partie à l'origine de la fondation du MRP se prononçait en effet pour l'avènement d'une « République personaliste et communautaire » fondée sur « la primauté naturelle du spirituel ¹²⁰⁴ » et évoquait explicitement les recherches d'*Esprit* ¹²⁰⁵ et de l'*Ordre Nouveau* ¹²⁰⁶. De ce fait, le MRP devait se référer à une philosophie d'inspiration personaliste amalgamée à la tradition démocrate-chrétienne ¹²⁰⁷ et il devait trouver l'un de ses principaux théoriciens dans un collaborateur des premières années d'*Esprit*, Étienne Borne ¹²⁰⁸. Enfin, dans un contexte assez différent, le Rassemblement du peuple français, créé en 1947 par le général de Gaulle, ne fut pas lui non plus, [463] quoique d'une manière plus vague et plus imprécise, sans emprunter à certaines des thèses des années 1930, notamment dans ses orientations sociales. Le RPF compta dans ses cercles dirigeants deux anciens collaborateurs de l'*Ordre Nouveau* : Jean Chauveau (Xavier de Lignac) ¹²⁰⁹ et Albert Ollivier ¹²¹⁰. Par ailleurs, le général de Gaulle lui-même semble avoir eu avant guerre

¹²⁰³ L'UDSR sera un des tremplins de la carrière de F. Mitterrand.

¹²⁰⁴ Cité par *France-Forum*, juillet-août 1964, p. 20-27.

¹²⁰⁵ G. Dru avait connu *Esprit, Révolution personaliste et communautaire, Manifeste au service du personalisme* dès 1938. J.-M. Domenach cite ainsi, dans les influences qui furent déterminantes pour son ami, « les écrits si souvent relus et médités d'Emmanuel Mounier » (ibid., p. 16).

¹²⁰⁶ Un autre texte doctrinal, qui ne fut pas non plus sans influence sur les origines du MRP, fut rédigé par Alexandre Marc et Joseph Voyant (cf. E. Lipiansky, *Ordre Nouveau (1930-1938)*, op. cit., p. 92).

¹²⁰⁷ Cf., par exemple, le rapport doctrinal d'A. Gortais au III^e Congrès du MRP publié sous le titre *Démocratie et Libération* (Paris, 1947). Cf. aussi F.-G. Dreyfus, *Histoire de la démocratie chrétienne en France* (Paris, 1988).

¹²⁰⁸ En 1950, F. Goguel remarquera : « La création du MRP avait sans doute initialement correspondu, dans l'esprit de ses fondateurs, à la volonté d'incarner politiquement de manière efficace beaucoup des idées de Mounier » (*Esprit*, décembre 1950, p. 816).

¹²⁰⁹ Il sera après 1958 chef du service de presse de l'Élysée.

¹²¹⁰ A. Ollivier fut le directeur politique de l'hebdomadaire du mouvement, *Rassemblement*.

des contacts avec l'*Ordre Nouveau* ¹²¹¹, fréquentant notamment Daniel-Rops, qui fut l'éditeur de *La France et son armée*, et appartenant aux « Amis de Temps *présent* ». Par ces voies, c'est donc aussi une partie du personnel politique de la Ve République gaullienne qui a été, peu ou prou, tributaire de « l'esprit de 1930 ¹²¹² » et il semble que Raoul Girardet ¹²¹³ n'ait pas tout à fait tort de dire qu'« une partie de l'idéologie assez floue de la Ve République se nourrit d'un certain nombre de [ses] thèmes » ¹²¹⁴.

Il faut noter aussi que les milieux chrétiens, particulièrement les milieux catholiques, furent profondément influencés après la guerre par les recherches personalistes ¹²¹⁵, dont on retrouvera des traces dans les encycliques sociales des années 60 comme dans les documents conciliaires de Vatican II ¹²¹⁶. On remarquera que, là aussi, cette influence s'est [464] pour une part exercée à travers des mouvements et des hommes souvent passés, entre 1940 et 1944, de la mouvance de la Révolution nationale à celle de la Résistance, tels, par exemple, le groupe *Économie et Humanisme*, créé en 1941 par le R.P. Lebreton, entouré de R. Moreux, F. Perroux, J.-M. Gautheron, G. Thibon, etc., ou le mouvement *Vie nouvelle* fondé, après la guerre, par un ancien animateur des Compagnons de France, André Cruiziat. Cet héritage « communautaire » se traduira aussi dans l'après-guerre par une présence dans certaines tendances du « progressisme chrétien » ou dans cer-

¹²¹¹ Selon le témoignage d'A. Marc et celui de Robert Aron (*Charles de Gaulle*, Paris, 1964), le Général, qui fréquentait alors le cercle du colonel Mayer, aurait participé à deux réunions de l'*Ordre Nouveau* fin 34-début 35, après avoir rencontré R. Aron et A. Ollivier chez Daniel Halévy. Cf. P. Sigoda, « Le général de Gaulle, la "révolution conservatrice" et le personnalisme de l'ordre Nouveau », *Espoir*, no 46, mars 1984, et, aussi, F.-G. Dreyfus, *De Gaulle et le gaullisme* (Paris, 1982).

¹²¹² E. Michelet, pour qui le gaullisme était un « péguysme », est assez représentatif de cette tendance. Il fut avant la guerre abonné à *Esprit* et il a souligné l'influence « péguyste » exercée avant 1939 par Daniel-Rops (cf. *Le Gaullisme*, passionnante aventure, Paris, 1962).

¹²¹³ *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, op. cit., p. 131.

¹²¹⁴ On peut signaler aussi qu'*Esprit* se montrera très favorable en 1948 à la création par J.-P. Sartre, David Rousset et Jean Rous d'un éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR).

¹²¹⁵ J. Maritain remarquera dans un livre publié en 1966 : « Grâce surtout, je pense, à E. Mounier, l'expression "personnaliste et communautaire" est devenue une tarte à la crème pour la pensée catholique et la rhétorique catholique française » (*Le Paysan de la Garonne*, op. cit., p. 82).

¹²¹⁶ Ainsi un des participants français au concile, le cardinal Renard, pourra écrire à propos de *Gaudium et Spes* : « La Constitution, d'esprit si communautaire, est résolument personaliste » (*L'Esprit du concile et l'ouverture de l'Église au monde*, Paris, 1967, p. 61).

tains courants tiers-mondistes (avec F. Perroux ou le R.P Lebreton ¹²¹⁷). On notera en outre que cette influence a touché aussi bien le catholicisme de sensibilité traditionnelle avec l'hebdomadaire *La France catholique*, dont Jean de Fabrègues assurera la rédaction en chef puis la direction après la Libération, jusqu'en 1969, ou le catholicisme « de gauche » avec *Vie nouvelle* déjà cité, *Esprit* ou *Témoignage chrétien*.

Plus largement, d'ailleurs, les années 1950-1970 ont vu se produire une diffusion assez générale, mais accompagnée d'une certaine dilution, des idées et du vocabulaire qui avaient vu le jour dans ces groupes des années 30 et ceci dans des directions et selon des modalités très diverses ¹²¹⁸. Ainsi, Pierre-Henri Simon, ancien d'*Esprit* et responsable de la critique littéraire au journal *Le Monde* de 1961 à 1972, pouvait écrire en 1968 en s'interrogeant sur l'influence de Mounier ¹²¹⁹ : « Dans les milieux catholiques, l'influence est considérable : nombre d'évêques d'aujourd'hui avaient lu, il y a vingt ou trente ans, au cours de leurs études de séminaire et d'université, Mounier et ses amis ; une certaine ouverture intellectuelle, partout reconnue, du clergé français d'aujourd'hui [465] en reçoit une explication certaine. Je ne crois pas contestable d'ailleurs qu'une sensibilité plus grande de la pensée de gauche, socialiste et même communiste, à l'importance des valeurs spirituelles et un respect mieux fondé de l'autonomie des consciences personnelles ne soient aussi des fruits d'*Esprit*. Oserais-je dire que le libéralisme éclairé d'un journal comme *Le Monde* et sa très large audience dans les milieux bourgeois, spécialement dans la jeunesse intellectuelle, est dans la lancée du personnalisme. » Certains thèmes se sont ainsi transformés au cours de ces années en véritables lieux communs que l'on rencontrera un peu partout : dans les discours et les programmes politiques comme dans les mandements épiscopaux, sous la plume des journalistes comme dans le langage des mouvements d'Action catholique, dans les revendications des syndicats ouvriers comme dans les déclarations du patronat. Tel a été le sort de formules comme « cité personnaliste et communautaire »,

¹²¹⁷ Cf. Denis Pelletier, *Économie et Humanisme. De l'utopie communautaire au combat pour le tiers monde (1941-1966)* (Paris, 1993).

¹²¹⁸ Ainsi, dans l'expérience « communautaire » de la coopérative « Boimondau », fondée en 1940 par un Compagnon de France, M. Barbu, qui bénéficiera après la guerre de la sympathie d'A. Camus, et dont le fondateur connaîtra son heure de notoriété en étant candidat à l'élection présidentielle de 1965.

¹²¹⁹ *Histoire de notre temps*, no 5, printemps 1968, p. 41.

« défense de l'éminente dignité de la personne humaine », « une économie au service de l'homme », etc. ¹²²⁰.

Durant cette période, il faut aussi souligner le poids de l'héritage du non-conformisme des années 30 dans l'histoire du fédéralisme et des institutions européennes. Les mouvements fédéralistes nés après 1945 ont vu en effet réapparaître les idées et les hommes autour desquels s'étaient constitués les groupes personnalistes des années 1930. C'est ainsi que deux des fondateurs de *l'Ordre Nouveau*, Robert Aron et Alexandre Marc ¹²²¹, s'associèrent dès 1945 aux activités du Centre d'études institutionnelles de la société française, qui venait d'être créé par d'anciens « corporatistes » du groupe de *La Justice sociale* ¹²²², Jacques Bassot, Max Richard et [466] André Voisin. Celui-ci, sous le nom de *La Fédération*, allait devenir, sur le plan doctrinal, le plus actif des mouvements fédéralistes européens. Robert Aron et Alexandre Marc y furent rapidement rejoints par des anciens de la *Jeune Droite* d'avant la guerre, dont Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier ¹²²³, l'ensemble de ces hommes se retrouvant en accord sur l'idée de travailler à la création d'une union des pays européens afin de « sauver » la civilisation européenne des menaces soviétiques et de l'affrontement des nationalismes ayant conduit au désastre de la Seconde Guerre mondiale. Ce groupe, qui, en 1953, donnera naissance au Mouvement fédéraliste français, tandis qu'Alexandre Marc fondera le Mouvement fédéraliste européen, s'attachera à préciser les bases doctrinales du fédéralisme qui, pour lui, n'était pas seulement un mode particulier d'organisation des relations internationales, mais « une doctrine complète, née précisément de la

¹²²⁰ En 1966, J. Ellul, lui-même proche d'*Esprit* et de *l'Ordre Nouveau* dans les années 30, a pu ainsi prendre pour cible une partie du vocabulaire « personnaliste » dans un des chapitres de son *Exégèse des nouveaux lieux communs* (Paris, 1965).

¹²²¹ Sur la personnalité intellectuelle et le « personnalisme » d'A. Marc, cf. Christian Roy, op. cit. Sur l'histoire des mouvements fédéralistes, cf. A. Greilsammer, « Les Mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974 » (Nice, 1974).

¹²²² Ce groupe, créé en 1935 plus ou moins en marge de l'*Action française*, se réclamait de l'enseignement de La Tour du Pin et se proposait d'intégrer le syndicalisme dans l'organisation professionnelle.

¹²²³ Dans les sommaires de *La Fédération* et du *Vingtième Siècle fédéraliste*, on retrouve nombre de noms déjà cités au long des pages précédentes : P. Andreu, H. Brugmans, Daniel-Rops, J. Daujat, H. Frenay, J.-F. Gravier, D. Halévy, B. de Jouvenel, J. Loisy, G. Marcel, J. Maze, F. Perroux, D. de Rougemont, L. Salleron, G. Thibon, G. Vedel.

philosophie personnaliste et essayant de réaliser concrètement une certaine conception de l'homme et de la société ¹²²⁴ ». « On peut définir la pensée fédéraliste, a noté Bernard Voyenne, comme étant celle qui s'efforce de substituer un personnalisme concret à l'individualisme abstrait de la philosophie des "lumières", une conception pluraliste de l'État à la conception unitaire, une organisation "ascendante" des sociétés à l'organisation de type centralisé et, enfin, de provoquer des regroupements régionaux, continentaux ou même planétaires fondés sur les mêmes principes, c'est-à-dire également éloignés de ces frères ennemis que sont le nationalisme et l'impérialisme ¹²²⁵. » La parenté est évidente avec « l'esprit de 1930 » et elle a été reconnue et soulignée dans de nombreux textes du mouvement. Ainsi, en 1967, dans un article intitulé « Trente ans après », Robert Aron pouvait noter : « Le fédéralisme a aussi une base doctrinale, qui est la croyance en la valeur primordiale de la personne humaine, il a aussi ses précurseurs, socialisme français ou La Tour du Pin ; il a aussi sa dialectique, [467] héritée de Proudhon et renouvelée par A. Dandieu (...). La pensée fédéraliste, ainsi formulée en ces années décisives qui s'étendent de 1933 à la guerre et qui furent essentielles pour l'évolution des idées et des institutions en France, a été reprise, souvent avec le concours des mêmes hommes, par *La Fédération* au lendemain des hostilités (...). [Elle] procède de la doctrine qui fut élaborée il y a trente ans avec le concours d'Alexandre Marc, Denis de Rougemont, Daniel-Rops (...) et continuée souvent avec les mêmes hommes par l'équipe groupée autour d'André Voisin ¹²²⁶. »

À travers ces mouvements fédéralistes, « l'esprit de 1930 » a par ailleurs dépassé le seul plan de l'influence idéologique pour participer à la construction de l'Europe institutionnelle de la fin du XXe siècle. Ces mouvements, et tout particulièrement le groupe de *La Fédération*, ont eu en effet une influence déterminante dans ce que Denis de Rougemont a appelé « la campagne des congrès ¹²²⁷ » qui, de Montreux à La Haye, fut à l'origine des diverses institutions européennes. *La Fédération* fut ainsi l'une des chevilles ouvrières de l'Union européenne des fédéralistes (UEF) qui naquit, en Suisse, en 1946, de la réunion de groupes fédéralistes

¹²²⁴ H. Brugmans, *Esprit*, novembre 1948, p. 625.

¹²²⁵ *La Fédération*, avril 1955, p. 230.

¹²²⁶ Robert Aron, *Le Vingtième Siècle fédéraliste*, juin 1967.

¹²²⁷ *Government and Opposition*, avril-juillet 1967.

de diverses nationalités issus souvent de ces mouvements de résistance influencés par le personnalisme évoqué précédemment. Le secrétariat général de l'UEF fut confié à Alexandre Marc qui organisa les congrès de Lausanne (octobre 1946), d'Amsterdam (avril 1947) et, surtout, celui de Montreux qui, en août 1947, vit confluer le courant du « fédéralisme intégral », représenté par les fondateurs de l'UEF, avec le courant « unioniste » né des projets européens exposés par Churchill en septembre 1946 à Zurich. ¹²²⁸

[468]

Le rapport doctrinal du Congrès de Montreux fut présenté, à la demande d'Alexandre Marc, par un autre ancien de *l'Ordre Nouveau*, Denis de Rougemont qui, en 1948, fut aussi, au Congrès de La Haye, le rédacteur du « Message aux Européens » que l'on peut considérer comme le véritable acte de naissance de l'idée européenne après la Seconde Guerre mondiale. De l'action directe ou indirecte ¹²²⁹ du *Mouvement européen*, qui regroupa, après le Congrès de La Haye, l'ensemble des mouvements favorables à l'avènement d'une Europe unie (aussi bien « unionistes » que « fédéralistes »), devaient naître le Conseil de l'Europe en 1949, la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951, le projet de Communauté européenne de défense en 1952 et, finalement, la Communauté économique européenne et l'Union européenne. Les « fédéralistes intégraux » eurent par ailleurs un rôle prépondérant dans la rédaction de la Déclaration européenne des droits de l'homme et dans la création de la Cour européenne de justice. Parallèlement, ils ont favorisé la fondation de divers organismes destinés à accélérer la cristallisation d'une « conscience européenne », tels que le Centre européen de la culture dont le premier directeur fut Denis de Rougemont, le Collège de l'Europe

¹²²⁸ B. Vuyenne a décrit ainsi ces deux tendances : « D'une part, les "unionistes" demeuraient aussi résolument opposés que par le passé à tout ce qui pourrait limiter la souveraineté des États. Ils consentaient à des contacts, des échanges, des comités, des alliances, mais désiraient procéder lentement, par étapes, et entendaient ne pas aller trop loin. D'autre part, les "fédéralistes" réclamaient une fédération effective, dotée de pouvoirs propres, ils voulaient aussi faire vite. Parmi eux, les partisans de la thèse proudhonienne, ou "intégrale", préconisaient la modification de la structure intérieure des États membres comme condition indispensable à toute fédération » (*Histoire de l'idée européenne*, Paris, 1964, p. 189).

¹²²⁹ Notamment en France à travers l'action du mouvement démocrate-chrétien, le MRP.

dont l'initiateur sera Henri Brugmans, le Centre international de formation européenne animé par Alexandre Marc ¹²³⁰.

Ainsi, même si les « fédéralistes intégraux » n'ont pas vu tous leurs souhaits se réaliser - notamment du fait de la prééminence des « politiques » sur les « doctrinaires » après 1950 ¹²³¹ -, ils n'en ont pas moins eu une influence certaine sur la naissance des institutions et de l'esprit européens. Cette influence du non-conformisme des années 30 n'a pas été d'ailleurs qu'une influence idéologique, car se sont aussi retrouvés [469] après la guerre dans l'entourage des artisans français de l'unité européenne, Jean Monnet et Robert Schuman, un certain nombre d'hommes passés entre 1940 et 1950 de la mouvance d'Uriage ou des milieux influencés par le « corporatisme » et le « communautarisme » de François Perroux à des fonctions de conseillers techniques dans les milieux du Commissariat au Plan et de l'Aménagement du territoire, comme François Perroux lui-même, P. Delouvrier, J.-F. Gravier, J.-R. Rabier, P. Reuter, ou P. Uri ¹²³². Par là le non-conformisme des années 30 a contribué à modeler, dans certains de ses traits les plus importants, le visage de l'Europe de la fin du XXe siècle.

On peut remarquer que si la *Jeune Droite* et *l'Ordre Nouveau* furent amplement représentés dans les mouvements fédéralistes, il n'en a pas été de même pour *Esprit*. Seuls François Perroux (dont la signature a parfois figuré au sommaire de *La Fédération*), Daniel Villey (animateur des *Équipes européennes*) et, surtout, Jean Maze (collaborateur habituel du *Vingtième Siècle fédéraliste*) peuvent être rattachés directement au courant d'*Esprit* pour avoir, avant 1939, collaboré à la revue ou participé aux activités de la Troisième Force. De fait, après 1945, si *Esprit* s'emploiera à favoriser le rapprochement franco-allemand, il manifestera une grande méfiance à l'égard de l'action des fédéralistes, alors que ses positions

¹²³⁰ Comme indiqué plus haut, Alexandre Marc sera l'animateur après 1953 du Mouvement fédéraliste européen et de la revue *L'Europe en formation*, nés d'une scission avec le groupe de *La Fédération*, scission due à des divergences sur les moyens à mettre en oeuvre pour créer une Europe unie.

¹²³¹ « À partir de 1949, le mouvement fédéraliste, dans son ensemble, tourne le dos à la problématique spirituelle, culturelle et sociale pour se consacrer à une forme plus étriquée d'action qu'il qualifie volontiers de politique » (A. Marc, *Civilisation en sursis*, Paris, 1955, p. 295).

¹²³² Cf. Antonin Cohen, op. cit. Cet ouvrage présente l'intérêt de mettre en évidence la diversité des itinéraires ayant conduit à l'engagement européen après la Seconde Guerre mondiale. Il néglige cependant le fait que beaucoup de militants fédéralistes étaient chrétiens ou de culture chrétienne et souvent de confession catholique.

d'avant-guerre auraient dû le disposer favorablement à leur égard. En 1948, Bernard Voyenne, un ancien de *l'Ordre Nouveau*, reprochera d'ailleurs avec véhémence à *Esprit*, dans les pages mêmes de la revue, de renier ainsi sa doctrine : « Les fédéralistes s'étonnent qu'une doctrine, si exactement conforme à celle d'*Esprit* - lorsque, du moins, *Esprit* se souciait davantage de l'intransigeance de sa doctrine -, ne suscite de la part du même *Esprit* qu'une curiosité mêlée d'un peu de crainte (...). Les fédéralistes sont gens naïfs. Ils relisent, en 1948, le *Manifeste au service du personnalisme et Révolution personnaliste et communautaire*. Ils trouvent que c'est bien. On leur dit ici que ce n'est plus la mode, qu'on parle maintenant un langage politique infiniment [470] plus "démystifié", tandis que ce pauvre Mounier, n'est-ce pas ¹²³³... »

En fait, cette attitude d'*Esprit* pose le problème de la continuité ou de la non-continuité entre l'*Esprit* des années 1932-1939 et l'*Esprit* d'après-guerre. En effet, *Esprit* modifia assez sensiblement certaines de ses orientations après 1945. S'il continua, à travers les travaux de Mounier, à approfondir l'originalité philosophique du personnalisme, il revint sur une partie des conclusions politiques qu'il en avait tirées dans les années 30. C'est ainsi que Mounier s'attacha, dans une perspective plus « réaliste », à modérer le souci de « pureté » qui avait été le sien avant la guerre, en réévaluant l'importance du politique et en acceptant les ambiguïtés que pouvait impliquer la recherche d'une efficacité historique de « l'engagement ¹²³⁴ ». De ce fait s'atténua par exemple d'une manière assez nette l'antiétatisme qui avait été un des grands thèmes des premières années de la revue ¹²³⁵, tandis que le nationalisme n'était plus aussi vigoureusement pourchassé ¹²³⁶. La clé de cette évolution réside sans doute, pour une grande part, dans l'attitude de la

¹²³³ *Esprit*, novembre 1948, p. 629.

¹²³⁴ Mounier lui-même opposera « le personnalisme de la pureté » caractérisant l'*Esprit* d'avant-guerre à un personnalisme du témoignage et de l'efficacité, en notant en décembre 1944 : « Il est impossible aujourd'hui de prendre n'importe quel chemin sans reconnaître d'abord les dimensions politiques d'une situation dont la politique commande toutes les issues » (*Esprit*, nouvelle série, décembre 1944).

¹²³⁵ L'auteur d'une étude sur *Esprit et le communisme* constate ainsi : « *Esprit* désavoue après la guerre cet antiétatisme des années 1930 » (M. Hau, *Esprit et le communisme*, p. 48).

¹²³⁶ Dans un numéro de novembre 1948 consacré au fédéralisme, J.-M. Domenach en viendra à prendre la défense des souverainetés nationales « qui peuvent redevenir un refuge de la liberté et une arme de combat contre l'oppression, l'histoire de 1940 à 1945 nous le prouve » (*Esprit*, novembre 1948, p. 654).

revue à l'égard du marxisme et du communisme, qui provoqua une évolution à la fois tactique et doctrinale ¹²³⁷.

Persuadé tout d'abord que toute révolution devait avoir l'appui des masses ouvrières, dont le communisme lui semblait mobiliser les éléments les plus dynamiques, *Esprit* fut amené, afin de ne pas « se couper » de ces masses ¹²³⁸, à [471] souligner ce qui le rapprochait du communisme plus que ce qui l'en éloignait ¹²³⁹. Telle fut l'une des raisons de ses réticences à l'égard du courant fédéraliste, qui lui apparut comme « une pâte très mêlée d'odeurs suspectes ¹²⁴⁰ », dissimulant une coalition hétérogène fondée surtout sur l'anticommunisme. Par ailleurs, *Esprit* eut tendance à considérer que les fédéralistes étaient des utopistes et que c'était par le communisme que passait désormais le « sens de l'histoire ». Sur le plan doctrinal d'autre part, *Esprit* emprunta à Marx et au marxisme plus qu'il ne l'avait fait avant la guerre et tendit de ce fait à s'éloigner des tendances proudhoniennes qui avaient été les siennes dans les années 1930 ¹²⁴¹. Pour ces raisons, si les positions philosophiques d'*Esprit* gardèrent leur spécificité, l'originalité de ses thèses économiques et politiques tendit à s'estomper ¹²⁴² et, malgré ses nettes mises en garde à l'égard des courants chrétiens dits « progressistes », Mounier ne fut pas par exemple sans responsabilité dans leurs orientations. Par ailleurs, l'historien Michel Winock considère que cette dérive « philocommuniste ¹²⁴³ » des années d'après-

¹²³⁷ Sur cette évolution d'*Esprit*, cf. Goulven Boudic, *Les Métamorphoses d'une revue : Esprit* (1932-1982), thèse science politique, Rennes 1, 2000, et « *Esprit* de l'intérieur », *Esprit*, mai 2000.

¹²³⁸ Cf. E. Mounier : « La flèche dirigée sur le parti atteint dans sa chair l'espoir des désespérés et dans sa force leur silencieuse armée » (*Esprit*, février 1946, p. 167). Dans cette évolution, il faut aussi tenir compte de l'estime personnelle pour les militants communistes née du coude à coude dans la clandestinité.

¹²³⁹ « Avant la guerre, l'accent est mis sur ce qui sépare *Esprit* des marxistes. Mais la revue se montre toujours soucieuse d'éviter des condamnations excessives (...) Après la guerre, la revue met l'accent sur les thèmes qui la rapprochent du communisme, mais elle se montre toujours soucieuse d'éviter tout compromis qui remettrait en cause ses options fondamentales » (M. Hau, *Esprit et le communisme*, p. 51).

¹²⁴⁰ E. Mounier, *Esprit*, novembre 1948, p. 601.

¹²⁴¹ Non sans excès, Marcel Moré, qui contribua à cette évolution, remarquera, en 1950 : « La figure de Proudhon disparut assez rapidement de la revue qui sembla s'orienter peu à peu de façon définitive vers les conceptions marxistes du monde économique et social » (*Dieu vivant*, 1950, no 16, p. 9).

¹²⁴² Il est significatif que J.-M. Domenach ait noté à la mort de Mounier : « Les brèves parties de son œuvre où il a cru nécessaire d'ébaucher les structures de l'avenir sont certainement les moins durables » (*Esprit*, décembre 1950, p. 820).

¹²⁴³ M. Winock, *Histoire politique de la revue Esprit*, Seuil, 1975, p. 290 et s.

guerre explique qu'*Esprit* ait été amené à minimiser, au moins jusqu'en 1949, les informations sur la nature policière et concentrationnaire du stalinisme ¹²⁴⁴. Cette évolution, tendant à affaiblir l'identité personnaliste [472] de la revue, sera ultérieurement facilitée par un changement de son style, dans la mesure où elle a peu à peu perdu son caractère d'école pour devenir surtout un « carrefour » intellectuel. En conséquence, le courant idéologique représenté après la guerre par *Esprit* apparaît comme un héritier ambigu du non-conformisme des années 30, encore qu'il ait conservé quelques-unes de ses intuitions essentielles et qu'il ait continué à jouer un rôle important et spécifique dans les débats ultérieurs et récurrents tendant à favoriser l'apparition d'une « nouvelle gauche » ¹²⁴⁵.

Si les anciens non-conformistes des années 30 pouvaient, à la fin des années 60, avoir le sentiment d'avoir eu une certaine influence sur leur temps à travers la construction des institutions européennes, ils ne pouvaient pas ne pas constater que leur problématique initiale des années 30 était quelque peu décalée par rapport à l'évolution sociale des « trente glorieuses », et à la priorité qui était accordée au développement technique et économique, sur un fond d'optimisme progressiste qui était loin d'avoir été le leur concernant notamment les aspects spirituels de la « crise du XXe siècle ». En revanche, nombre d'entre eux auront le sentiment de retrouver avec les événements de mai 1968 des interrogations proches de celles qu'ils avaient exprimées à l'orée des années 30 et ils ne se sont pas étonnés de voir réapparaître des idées qui leur avaient été familières. C'est ainsi qu'en acteur de ces événements et en historien des idées, Daniel Lindenberg, évoquant « l'aisance » avec laquelle un certain nombre d'intellectuels de la génération des années 30 vont rapidement diagnostiquer « une crise de civilisation », a pu écrire : « Mai 1968 n'eut pas de "pensée" qui lui appartint en propre, mais on vit en revanche défiler nombre de figurines des musées des années trente et de la "troisième voie", saluées avec émotion par les vétérans. Il ne serait pas inintéressant de relire dans cet esprit Fabre-Luce, Rougemont, Domenach, Andreu, La-

¹²⁴⁴ Ce qui provoqua par exemple la rupture de Mounier avec V. Serge qui le mettait en garde contre cet aveuglement.

¹²⁴⁵ Par exemple, en s'associant à la réflexion du Club Jean Moulin dans les années 60.

mour ou Alexandre Marc, qui comprirent immédiatement que c'était leur "imagination", qui était, sinon au pouvoir, du moins dans la rue et dans les [473] amphis survoltés ¹²⁴⁶. » À travers la mise en cause de la « société de consommation » et de ses orientations « unidimensionnelles » et « productivistes », à travers l'idée de « crise des valeurs », de « crise spirituelle », de « révolution culturelle », ce sont quelques-unes des questions qui étaient les leurs quarante ans plus tôt que les anciens des années 30 vont retrouver, même si les réponses qu'apportait l'actualité ne leur semblaient pas toujours celles qu'ils auraient souhaitées ¹²⁴⁷.

C'est pourquoi, par exemple, certains de ces anciens « non-conformistes » vont être rapidement attentifs aux interrogations écologiques. Cette postérité écologique du non-conformisme des années 30 passera notamment par l'héritage de ce que l'on a pu appeler le courant du « personnalisme gascon », constitué à Bordeaux après 1934 par Bernard Charbonneau et Jacques Ellul, à la charnière de *l'Ordre Nouveau* et d'*Esprit* ¹²⁴⁸. Avec ce courant s'est développée une réflexion sur les transformations technico-scientifiques des sociétés modernes et leurs conséquences, dont l'influence a d'ailleurs dépassé les frontières de la France, notamment à travers l'audience internationale, particulièrement aux États-Unis, de l'œuvre de Jacques Ellul. Ainsi Ivan Illich pourra très clairement se définir comme un disciple d'Ellul ¹²⁴⁹, tandis qu'on trouve, par exemple, des références à Mounier et au personnalisme dans les travaux du théoricien de l'écologie et de la contre-culture américaines Theodor Roszack ¹²⁵⁰. Denis de Rougemont et Jacques Ellul seront d'ailleurs à l'origine de la création dans les années 70 de l'association *Ecoreupa*, qui se [474] définira comme un « réseau européen de réflexion écologique », ayant le projet de contribuer à la construction d'« une démocratie

¹²⁴⁶ *Les Années souterraines (1937-1947)* (Paris, 1990), p. 12.

¹²⁴⁷ Cf. par exemple le débat « Non-conformistes des années 30 et problèmes d'aujourd'hui : R. Aron, H. Brugmans, J. de Fabrègues, J.-L. Loubet des Bayle, J.-J. Guillet, T. Maulnier, H. de Muller, T. Pfister, P. Poivre d'Arvor », *Le Vingtième Siècle fédéraliste*, octobre 1971. Cf. aussi les interrogations d'*Esprit* après 1968 sur la société de consommation et la place accordée aux thèses d'Ivan Illich, alors que ce type de questionnement avait été mis en sommeil dans *Esprit* après la publication par Mounier en 1946 de *La Petite Peur du XXe siècle*, dont J.-M. Domenach déclarera en 1974 qu'il était le seul ouvrage de Mounier à ses yeux « obsolète » (M. Winock, op. cit., p. 355).

¹²⁴⁸ La référence essentielle est ici celle de l'article de Christian Roy, « Aux sources de l'écologie politique : le personnalisme "gascon" de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul », *Canadian Journal of History/Annales canadiennes d'histoire*, XXVII, avril 1992, p. 67-100.

¹²⁴⁹ Cf. sa préface à l'ouvrage *Sur Jacques Ellul* (Paris, 1994).

¹²⁵⁰ Cf. son ouvrage *L'Homme-planète* (Paris, 1980).

écologique dans une Europe fédérale et régionale ¹²⁵¹ ». De même, dans les années 70-75, le mathématicien et ancien de l'*Ordre Nouveau* Claude Chevalley, après avoir été un sympathisant du mouvement étudiant de mai 68, animera la revue *Survivre et vivre*, qui se donnait pour mission de travailler à la « sauvegarde de la planète et de l'espèce ». Pour cette raison, les travaux qui tentent de reconstituer l'histoire de la réflexion écologique sont amenés à faire figurer dans le recensement de ses origines l'existence d'une source « personnaliste », en soulignant, comme le fait l'un d'eux, la parenté « stupéfiante » entre certaines des idées des non-conformistes des années 30 et « les thèses alternatives et écologistes ¹²⁵² ».

Avec ce développement de la réflexion et du questionnement écologiques, le non-conformisme des années 30 n'a pas été étranger au mouvement des idées du dernier quart du XXe siècle. Il ne l'a pas été non plus en raison du fait qu'à partir des années 70 vont commencer à accéder aux responsabilités des hommes formés dans les groupes de réflexion politique ou spirituelle de la guerre ou de l'après-guerre, plus ou moins influencés par ces mouvements. De ce fait, leur influence va essaimer de façon diffuse dans des secteurs divers de l'opinion. Il est ainsi possible de rencontrer des traces de l'héritage personnaliste, d'une part, dans certaines composantes du gaullisme, avec par exemple le thème de la « participation ¹²⁵³ », comme dans les partis politiques centristes, qui, de manière plus ou moins explicite, ont perpétué la tradition démocrate-chrétienne alliée à des formes de libéralisme social. C'est ainsi qu'en 1990 un des leaders de ce dernier courant pouvait déclarer : « Je suis un enfant de cette famille [personnaliste] et je crois que c'est d'autant plus la voie à suivre que notre société est aujourd'hui à la dérive ¹²⁵⁴. »

¹²⁵¹ Cité in J. Jacob, *Le Retour de l'Ordre Nouveau* (Genève, 2000).

¹²⁵² J. Jacob, op. cit., p. 118. Cf. aussi : J. Jacob, *Les Sources de l'écologie politique* (Paris, 1995), Alphandery, P. Bitoun, Y. Dupont, *La Sensibilité écologique* (Paris, 1993).

¹²⁵³ C'est ainsi qu'au début des années 70 on trouvera dans l'entourage du Premier ministre gaulliste Jacques Chaban-Delmas un proche de l'ancienne *Jeune Droite* comme André Voisin ou un proche d'*Esprit* comme Jacques Delors.

¹²⁵⁴ C. Millon, *Le Monde*, 19 novembre 1990.

[475]

[476]

Par ailleurs, cette influence personaliste s'est aussi exercée sur certains courants de la gauche et, notamment, sur ce que l'on a appelé dans les années quatre-vingt la « Deuxième Gauche », c'est-à-dire sur ce socialisme d'inspiration plus ou moins chrétienne et « autogestionnaire », à l'origine duquel on trouve, par exemple, l'action d'un mouvement spirituel et ouvertement « personaliste » comme *Vie nouvelle*, ou la réflexion de clubs plus politiques, eux aussi marqués par l'influence d'Esprit, comme le club Citoyens 60 de Jacques Delors. La Jeunesse étudiante chrétienne, l'Action catholique ouvrière, la Confédération française et démocratique du travail (CFDT) ¹²⁵⁵ et le Parti socialiste unifié (PSU) ont notamment constitué les voies organisationnelles ¹²⁵⁶ par lesquelles s'est préparée dans les années 60-70 l'influence du personalisme sur certains aspects du socialisme des années 80 et 90 ¹²⁵⁷, et le Premier ministre du début des années 90, Michel Rocard, pourra par exemple déclarer devoir l'essentiel de sa formation intellectuelle initiale à la lecture « de Marx, de Pirenne et de Mounier ¹²⁵⁸ ».

Plus largement, il faut souligner que l'audience du personalisme a dépassé les frontières de la France, à travers particulièrement le réseau de relations internationales tissé par l'*Ordre Nouveau* et, surtout, par Esprit. Ainsi, au lendemain de la guerre, le mouvement personaliste néerlandais a donné aux Pays-Bas son Premier ministre et plusieurs de ses ministres et, on l'a vu, la filiation française est là incontestable. De manière générale, cette influence a particulièrement concerné les pays francophones et les pays de culture catholique et latine, comme par exemple l'Italie ou l'Espagne. Les références internationales au personalisme se sont cependant manifestées bien au-delà de l'Europe occidentale, dans [477] des contextes parfois surprenants, depuis le régime Diem dans le Sud-Viêt-nam des

¹²⁵⁵ Avec notamment le rôle qu'a joué Paul Vignaux dans le passage de la CFTC à la CFDT.

¹²⁵⁶ Cf. H. Hamon et P. Rotman, *La Deuxième Gauche* (Paris, 1982), J.-F. Kessler, *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste* (Toulouse, 1990), B. Maris, *Jacques Delors, artiste et martyr* (Paris, 1993).

¹²⁵⁷ Ainsi, à l'occasion d'un colloque sur « L'actualité d'E. Mounier », organisé à l'automne 2000, on pouvait trouver dans le comité de patronage cinq anciens ministres des gouvernements de gauche des années 80-90, dont Jacques Delors qui a été en outre le premier président de la Commission européenne. On y rencontrait aussi un ancien ministre centriste.

¹²⁵⁸ Entretien avec J.-F. Kessler, op. cit., p. 437.

années 60, jusqu'au parti Baas au Moyen-Orient ¹²⁵⁹, en passant par les Phalanges libanaises de Pierre Gemayel au Liban, où le personnalisme a trouvé aussi une expression philosophique à travers l'œuvre de René Habachi. De même, *Esprit* n'a pas été sans influence en Afrique noire, avec la fondation de la revue *Présence africaine*, et dans le développement en Europe de l'Est de certains courants d'intellectuels « dissidents » d'inspiration chrétienne. Le premier chef de gouvernement de la Pologne postcommuniste, ami personnel du cardinal Wojtila, Tadeusz Mazowiecki, sera ainsi un « personnaliste » déclaré, dont il a contribué à diffuser les idées avec sa revue *Wiercz*, avant de devenir dans les années 80 le conseiller de *Solidarité* ¹²⁶⁰. Par là se trouve aussi posée la question de la place du personnalisme dans l'évolution de ce que l'on peut appeler le catholicisme conciliaire issu du concile Vatican II, à travers à la fois son rôle dans l'histoire intellectuelle du catholicisme français, du fait de l'action de certains des groupes déjà rencontrés, et du fait aussi des prolongements internationaux qui viennent d'être évoqués ¹²⁶¹. C'est ainsi que l'on a pu considérer que la pensée sociale et politique du pape Jean-Paul II n'a pas été sans relation avec le courant de pensée dont les groupes personnalistes des années 30 furent plus ou moins les initiateurs ¹²⁶².

Cette influence personnaliste - à travers notamment son rôle dans l'évolution de la pensée catholique - a particulièrement été forte outre-Atlantique, en Amérique latine ¹²⁶³ et en Amérique du Nord, où l'influence d'*Esprit* viendra confluer avec celle de Jacques Maritain. Ainsi, au Québec, [478] *Esprit* ne sera pas étranger aux orientations de revues comme *La Relève* et *La Nouvelle Relève* ¹²⁶⁴, de même que se réclameront d'*Esprit*, dans les années 50, les fondateurs de *Cité li-*

¹²⁵⁹ Notamment à travers l'influence de l'un des fondateurs du parti Baas, le Syrien de confession chrétienne Michel Aflak.

¹²⁶⁰ Cf. J.-M. Domenach, « L'internationale personnaliste », in *Le Personnalisme d'Emmanuel Mounier, hier et demain* (Paris, 1985).

¹²⁶¹ Dans le colloque déjà cité sur « L'actualité de Mounier » (octobre 2000), on trouvait dans le comité de patronage deux cardinaux, dont le cardinal Poupard, responsable des questions culturelles au Vatican.

¹²⁶² Cf. John Hellman, in *Le Personnalisme d'Emmanuel Mounier, hier et demain*, op. cit., p. 129. Cf. aussi le témoignage de J.-M. Domenach : « L'influence d'*Esprit* a touché le cardinal Wojtila, il me l'a dit lui-même » (*ibid.*, p. 176).

¹²⁶³ Notamment au Brésil.

¹²⁶⁴ Cf. A.-J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936* (Québec, 1974). [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

bre, P.E. Trudeau ¹²⁶⁵ et G. Pelletier. Si bien que les historiens québécois qui s'attachent à rechercher le « chaînon manquant ¹²⁶⁶ » permettant de rendre compte de la « révolution tranquille » des années 1960 et de la transition du Québec clérical de l'avant-guerre au Québec moderne ont été amenés à voir dans le personnalisme français un des facteurs décisifs de ces changements, par l'influence qu'il a exercée sur l'évolution des milieux catholiques. De manière sans doute un peu abrupte mais significative, un de ces historiens peut écrire : « Dans le Canada français catholique des années 1930, tout le monde pensait avec *L'Action française* ; vingt ans plus tard, tout le monde pensait avec *Esprit* ¹²⁶⁷. » Par ailleurs, l'historien québécois Christian Roy a montré que l'*Ordre Nouveau*, de son côté, n'a pas été sans lien avec le courant d'études historiques dont Guy Frégault a été l'initiateur, qui contribuera au développement après 1945 du néonationalisme québécois ¹²⁶⁸.

L'influence du « non-conformisme des années 30 » a donc été beaucoup plus considérable qu'un examen superficiel pourrait le laisser supposer, en France et hors de France, et ceci même s'il est vrai que ces idées ont sans doute perdu au cours de ce cheminement une partie de leur vigueur et de leur cohérence, notamment du fait de la diversité des interprétations dont elles ont pu faire l'objet, dans des contextes, on l'a vu, assez sensiblement différents. Cette influence du personnalisme a donc bien été une influence réelle, mais en même temps une influence diffuse, diluée à travers la coexistence avec d'autres courants d'idées. Cette influence a été [479] aussi une influence discrète, dans la mesure notamment où, après la Seconde Guerre mondiale et pendant plusieurs décennies, l'engagement des intellectuels les plus en vue s'est organisé autour de la question des rapports avec le communisme et avec le marxisme ¹²⁶⁹, en rejetant dans l'ombre les inter-

¹²⁶⁵ Plusieurs fois Premier ministre du gouvernement canadien.

¹²⁶⁶ *Société*, « Le chaînon manquant », no 1-2, été 1999.

¹²⁶⁷ Jean-Philippe Warren, « Gérard Pelletier et *Cité libre* : la mystique personnaliste de la révolution tranquille », in *Société*, « Le chaînon manquant », no 1-2, été 1999, p. 339.

¹²⁶⁸ Cf. sur ce point : Christian Roy, « Le personnalisme de *L'Ordre Nouveau* et le Québec (1930-1947) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, no 3, hiver 1993, p. 463-484.

¹²⁶⁹ Cf Tony Judt, *Un passé imparfait*, Paris, 1992.

rogations qui ne se situaient pas dans le cadre de cette problématique et qui ne commenceront à réapparaître au niveau du débat public qu'après 1968 ¹²⁷⁰. On a vu que, sur ce point, l'exemple *d'Esprit* est assez significatif, dans la mesure où il devra à l'infléchissement d'un certain nombre de ses positions d'être resté présent dans le champ des débats intellectuels de l'après-guerre. Ceci étant, si cette influence a bien été diffuse et discrète, elle n'en a pas moins existé et il n'est pas sans intérêt de s'interroger sur les raisons qui l'ont favorisée, en notant sans doute leur ambivalence, dans la mesure où ces raisons expliquent peut-être à la fois la séduction que le personnalisme a pu exercer et les limites de son audience.

C'est ainsi qu'on peut voir à l'attrait exercé par le personnalisme une première cause, tenant à ce que l'on peut appeler la tentation de la troisième voie, en entendant par là la préoccupation d'échapper aux contraintes de choix alternatifs, vécus comme mutilants, qu'ont souvent semblé imposer les réalités du XXe siècle : alternative droite / gauche sur le plan politique ; capitalisme / communisme sur le plan économique ; individualisme / collectivisme au niveau social ; idéalisme / matérialisme au niveau philosophique. Les dépassements synthétiques ou dialectiques que permettait la référence au personnalisme ont sans doute contribué à son audience, dans la mesure où elle a pu sembler constituer le moyen de concilier des aspirations au premier abord en partie contradictoires, en tenant compte de la complexité du réel et en échappant à des abstractions idéologiques perçues comme exagérément simplificatrices. Mais ce qui a fait sa force d'attraction, notamment dans le contexte des situations historiques [480] que le XXe siècle a connues après les années 30, a pu aussi, aux yeux de certains, en constituer la faiblesse. On a pu en effet se demander si cette dimension synthétique n'a pas été parfois qu'une dimension *synchrétique*, traduisant un certain éclectisme et la tendance à croire arriver à exorciser de façon verbale, par l'utilisation d'un vocabulaire séduisant, les tensions et les contradictions imposées par la réalité des choses ¹²⁷¹.

¹²⁷⁰ Il est significatif de constater que, en 1968 et dans les années 70, ces interrogations s'exprimeront souvent dans des organisations et avec une phraséologie faisant toujours référence au marxisme, à travers différentes formes de « marxisme imaginaire » pour reprendre l'expression de Raymond Aron.

¹²⁷¹ Telle est la thèse défendue par exemple par un historien critique *d'Esprit*, qui écrit à propos du personnalisme de Mounier comme projet de civilisation : « Cette idée inexprimable, évanescence et désincarnée exprime aussi son impérissable besoin de pureté et son refus concomitant d'appréhender le monde réel (...). En fait, la confusion de ses aspirations conscientes, son verbalisme impénitent vont de pair avec une incapacité d'engagement authenti-

Cette interrogation peut d'autant plus se justifier que l'on a vu aussi se manifester dans les développements précédents ce que l'on peut appeler la *plasticité* ou le *polymorphisme* du personnalisme et son aptitude à s'accommoder de contextes aux caractéristiques et aux orientations parfois assez sensiblement divergentes. Ce qui conduira certains à se demander si, pour le dénommer, il convient d'employer le singulier ou le pluriel, et de parler « du » personnalisme ou « des » personnalismes. C'est une question que posait par exemple le philosophe Jacques Maritain au lendemain de la guerre, et dont l'histoire postérieure n'a pas infirmé la pertinence : « Rien ne serait plus faux que de parler du "personnalisme" comme d'une école ou d'une doctrine. C'est un phénomène de réaction contre des erreurs opposées et c'est un phénomène inévitablement très mélangé. Il n'y a pas de doctrine personnaliste, mais des aspirations personnalistes et une bonne douzaine de doctrines personnalistes, qui n'ont parfois de commun que le mot de personne, et dont certaines penchent vers l'une des erreurs contraires entre lesquelles elles se situent. Il y a des personnalismes à tendance proudhonienne, des personnalismes qui penchent vers la dictature et des personnalismes qui penchent vers l'anarchie ¹²⁷². » De son [481] côté, Mounier pouvait constater en 1946, en insistant sur le fait que le personnalisme constituait surtout une « inspiration », pouvant conduire à des « incarnations » diverses et parfois opposées : « Le personnalisme, si chargé d'épreuve soit-il déjà, ne commande pas nécessairement telle ou telle forme historique (...) il va sans dire que, selon que sera comprise et construite cette insertion, l'inspiration personnaliste pourra frayer des voies assez diverses, dont certaines pourront être reniées par d'autres personnalistes, tant il est aisé d'incliner n'importe quelle inspiration en lui donnant corps à des fins ambiguës ¹²⁷³. »

Une autre caractéristique aux conséquences ambiguës de la réflexion de ces non-conformistes des années 30, qui a sans doute favorisé son audience, particulièrement dans les milieux catholiques, a été la relativisation de l'importance accordée au politique, dans la mesure où leur attention a eu tendance à se porter sur les transformations sociales et culturelles des sociétés modernes, bien plus que sur

que, car la crainte mêlée de répulsion à l'égard de la réalité désintègre sa pensée en une succession de réactions affectives et irrationnelles » (P. de Sénarclens, *Le Mouvement « Esprit »*, 1932-1941. Essai critique, Lausanne, 1974, p. 208).

¹²⁷² *La Personne et le Bien commun* (Paris, 1946), p. 8-9. Ce texte a déjà été cité, mais il mérite d'être ici rappelé.

¹²⁷³ E. Mounier, *Qu'est-ce que le personnalisme ?* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] in *Oeuvres*, t. III (Paris, 1963), p. 194.

les questions directement politiques, touchant par exemple au régime ou aux institutions politiques. Leur antiétatisme et leur rejet des partis politiques ont été, négativement, les conséquences de cette orientation, alors que, positivement, elle explique l'intérêt que beaucoup de ces non-conformistes porteront au syndicalisme, au mouvement coopératif, aux activités associatives, au corporatisme et au fédéralisme, à l'action culturelle, à l'éducation populaire. Ce décentrement de la réflexion politique, mettant l'accent sur la responsabilité et l'autonomie des « personnes » et des groupes sociaux, sur l'importance, face à l'État, de ce que l'on n'appelait pas encore la « société civile », n'a sans doute pas été sans influence sur l'attrait que cette approche des réalités du XXe siècle a pu exercer de manière récurrente sur ceux que peuvent rebuter les routines, les pesanteurs, les compromissions de la vie politique et des engagements partisans. Cette orientation « sociale » de leur réflexion explique aussi la lucidité qui fut la leur concernant la véritable nature des expériences communistes et fascistes, dans la mesure où ils perçurent, beaucoup plus clairement que leurs contemporains, ce qu'impliquait le caractère « totalitaire » [482] de ces régimes et leur ambition « totale » de reconstruire l'homme et la société. L'absorption de la société par l'État qui en était la conséquence ne pouvait que susciter chez eux des réactions hostiles, en entraînant une condamnation doctrinale sans équivoque de tous ces systèmes, et du « totalitarisme » dans son principe même.

Mais, en même temps, cette méfiance à l'égard du politique laissait pour partie sans réponse la question des moyens susceptibles d'être mis en œuvre pour réaliser la « révolution » qu'ils appelaient de leurs vœux. Leur réflexion sur l'importance de l'engagement personnel ou sur l'action de minorités exemplaires agissant au cœur du tissu social était loin de résoudre le problème. Cette lacune permet sans doute de comprendre pourquoi certains de ces non-conformistes ont pu être tentés, à certains moments, par un « retour au politique », en recherchant dans une sorte de « dictature de transition » les moyens politiques de réaliser la « révolution personaliste » destinée à terme à promouvoir l'autonomie des personnes et des groupes sociaux. Ainsi en sera-t-il pour les « non-conformistes » qui furent amenés, pendant un temps, à croire trouver dans un « État français », « restaurant l'autorité » l'instrument « communautaire » permettant de redonner vie à des « person-

nes » et à des « structures organique » moribondes ¹²⁷⁴, en aboutissant ainsi au paradoxe de vouloir réaliser une « révolution communautaire » et non-étatiste par des moyens étatiques. Il en sera de même pour ceux qui, dans l'immédiat après-guerre, chercheront dans l'alliance avec le parti communiste la possibilité de susciter « un pouvoir fort disposant de moyens très étendus » ¹²⁷⁵ pour satisfaire aux exigences de la « lutte révolutionnaire », afin de réaliser la « révolution sociale » nécessaire [483] à la « révolution de l'homme » à laquelle ils restaient fondamentalement attachés. Ainsi, dans un certain nombre de cas, la logique qui conduisait les non-conformistes des années 30 à privilégier doctrinalement une « révolution par le bas » ne les a pas empêchés, pour certains et à certains moments, de se laisser tenter par l'efficacité d'une « révolution par le haut », en posant le problème des moyens d'action adaptés aux ambitions qui étaient les leurs.

Cette question n'est pas sans rapport avec la *problématique de civilisation* qui a sans doute constitué l'une de ses spécificités les plus fortes ¹²⁷⁶ du « non-conformisme des années 30 », et qui a tenu au fait que le personnalisme n'était pas seulement une attitude politique ou sociale, mais « un effort total pour comprendre et dépasser l'ensemble de la crise de l'homme au XXe siècle ¹²⁷⁷ ». Cette approche globalisante a tendu à considérer que c'est l'homme, dans tous les aspects de sa vie, qui est mis en question par l'évolution des sociétés modernes, dans la mesure où celle-ci a mis en cause aussi bien ses rapports avec la nature et la société que ses rapports avec lui-même et avec sa destinée. C'est l'idée que, si crise de la modernité il y a, cette crise concerne l'homme dans toutes les dimensions de son existence. Par là, le non-conformisme des années 30 s'est trouvé en consonance avec des interrogations que l'histoire postérieure du XXe siècle n'a cessé de

¹²⁷⁴ Cf. J. de Fabrègues, « On attend tout de ces "personnes humaines" de ces "structures organiques" qui, au pied de la lettre, n'existent plus en France et que l'autorité doit reconstruire ». Lettre de juillet 1941. Cité par M. Bergès, op. cit., p. 109.

¹²⁷⁵ D. Olivier, *Esprit*, décembre 1946, cité par M. Winock, qui note : « Le démon de l'efficacité avait décidément altéré les cœurs libertaires », op. cit., p. 278. Évoquant cette période, A. Béguin, le successeur de Mounier, écrira en 1956 : « Nous faisons effort pour croire que, si l'établissement de la démocratie économique et l'équipement des peuples arriérés n'étaient pas imaginables sans le recours à la contrainte, celle-ci serait temporaire ». Cf. M. Winock, op. cit., p. 390 et chapitres VIII et IX.

¹²⁷⁶ Cette problématique constitue par exemple, avec l'anticommunisme, une des clés permettant de comprendre comment nombre de militants de la *Jeune Droite* des années 30 sont passés d'une mouvance « nationaliste » à un engagement « fédéraliste » et « européen » après 1945.

¹²⁷⁷ *Ibid.*, p. 204.

faire resurgir de manière plus ou moins récurrente, mais avec une acuité qui a cependant varié au fil des événements plus ou moins dramatiques que le siècle a connus depuis les années 30.

Ici encore, cette approche globalisante a certainement, de manière consciente ou inconsciente, contribué à l'intérêt porté au non-conformisme des années 30, soit qu'il y ait eu filiation directe, soit que les réalités du XXe siècle aient conduit à retrouver spontanément un certain nombre d'interrogations des années 30. En même temps, cette approche « totaliste », selon le mot de Stanley Hoffmann ¹²⁷⁸, a pu apparaître [484] parfois comme une facilité irritante, en escamotant des questions plus immédiates et plus prosaïques et en permettant notamment de s'affranchir des contraintes et des limites d'une réflexion plus réaliste et plus étroitement politique ¹²⁷⁹. Ainsi, dans les années 70, un sociologue disait son agacement, en évoquant « l'idée de crise de civilisation, devenue une formule d'exorcisme, aussi soporifique que l'était l'idée de société industrielle, potion magique... ¹²⁸⁰ ». Pourtant, quinze ans plus tard, le même observateur, s'interrogeant sur la fin du siècle et le début du IIIe millénaire, pourra considérer que « tous les processus nous conduisent vers une grande crise de civilisation ¹²⁸¹ », en retrouvant ainsi un diagnostic qu'il formulait dès les années 60 lorsqu'il notait : « Des ferments de métamorphose ou de désintégration, des forces de chaos sont à l'œuvre sur toute la planète... C'est la crise de toutes les sociétés, les unes arrachées à leur léthargie et à leur autarcie, les autres accélérant vertigineusement leur mouvement, toutes emportées dans le devenir, devenir aveugle mû par les développements et les jaillements proliférants de la science. Cette grande crise du XXe siècle, c'est, dans son approfondissement et dans sa lancée, finalement, crise de l'homme en arrachement placentaire, crise de l'espèce en tourments de mutation. (...) Tôt ou tard se posera le problème même de la civilisation. C'est nécessairement que toute

¹²⁷⁸ Qui voit dans celle-ci un des travers de l'engagement politique des intellectuels français, *Essais sur la France* (Paris, 1974), p. 160 et s.

¹²⁷⁹ Ici encore, le critique d'*Esprit* déjà cité remarque à ce propos : « En formulant des exigences révolutionnaires vagues et impalpables, toujours détachées des contingences de l'action (...) ce dessein sublime exprime toujours le même besoin de fuir la réalité angoissante du monde » (P de Sénarclens, op. cit., p. 251-252).

¹²⁸⁰ Edgar Morin, *Magazine littéraire*, mars 1976.

¹²⁸¹ *Le Monde*, 19 mars 1991.

civilisation qui veut arracher l'humanité au Destin pose le problème du destin de l'homme ¹²⁸². »

En tout cas, au regard de l'ampleur des perspectives qu'il implique, on peut être tenté de penser que ce diagnostic comportait peut-être en lui-même, à la fois, les raisons de son succès et les raisons de la relative impuissance de ceux qui l'ont adopté et des ambiguïtés qu'ont pu comporter leurs [485] engagements à partir d'une même « inspiration » initiale, dans la mesure où ils ont buté, implicitement ou explicitement, sur une question à la réponse bien incertaine, s'il en est une : « Que peut-on - ou que doit-on - faire pour reconstruire (ou construire) une civilisation ? »

[FIN DE LA CONCLUSION DE L'ÉDITION 2001.]

¹²⁸² *Introduction à une politique de l'homme*, Paris, 1965, p. 77 et 12.

[439]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

ANNEXES

Documents

I. « LA JEUNE DROITE »

A. MANIFESTE DE « RÉACTION » (AVRIL 1930).

[Retour à la table des matières](#)

Jamais l'homme n'avait atteint une telle perfection dans la connaissance des phénomènes, ni une telle puissance dans l'utilisation des forces naturelles et l'accumulation des richesses.

Et pourtant il y a une crise du monde moderne.

« Crépuscule des nations blanches », « déclin de l'Occident », approche des « derniers jours », avènement d'un « Nouveau Moyen Age », de toutes parts s'élèvent des cris annonciateurs de la fin d'un monde.

Les races, les nationalités, les classes sociales possédées d'ambitions sans bornes ont enrôlé les peuples entiers dans les guerres d'enfer.

L'industrialisme, faisant du rendement la norme de toute chose, a jeté l'humanité moderne sous l'écrasante loi de la quantité et de la matière : or et machine. La liturgie de l'Homme-Dieu cède à la liturgie de la machine. Courbé sur l'horizon borné de son travail et de son plaisir, sous le prétexte de se libérer de tout autre maître que lui-même, l'homme s'est jeté sous le joug de l'État démocratique, despotique et tentaculaire. L'homme n'est plus que le rouage standardisé d'une gigantesque mécanique qui le broie. Outil à faire des outils, il n'a plus de quiétude où se dans l'oraison.

Les âmes sont incertaines et tout se sent périr. Découvrant avec stupeur notre dénuement spirituel à côté du raffinement extrême de nos sensations et de nos raisonnements, nous nous trouvons saisis d'une tragique inquiétude devant l'indigence de ce que nous offre le monde moderne. Croyant gagner sa vie, l'homme a perdu la part éternelle de lui-même. Immense misère de l'homme sans Dieu ! Tu n'es plus rien que toi, et ce ne n'est point assez.

C'est qu'une fois encore l'homme a écouté l'éternel tentateur qui guette inlassablement sa proie : « Si tu fais de ta volonté la règle de ton action, de ta raison la mesure des choses, tu seras comme un Dieu. »

Alors l'homme agit « gratuitement », comme Dieu. Il oublie qu'évadé des lois de la vie et de la pensée, il n'était plus qu'un peu de chair et de terre. Il est entré dans l'esclavage du désir, de l'utile, de l'événement.

Pour combler le vide immense de notre âme, on nous propose l'ascétisme équivoque de l'Orient ou l'on nous convie à nous régénérer par la Révolution sociale. Mais cette poésie mystérieuse, ce mythe de l'humanité [440] ne cachent que la vieille hérésie du moi divinisé dont nous mourons.

Faut-il donc nous résigner à n'être que les spectateurs impuissants de ce déclin ? Ou faut-il s'évader, se refuser, comme le murmurent, gidiennes, les Sirènes ?

Non ! Ce serait renoncer à notre humanité ! Seules meurent les civilisations qui s'abandonnent et les hommes font leur destin. Ils peuvent se sauver aujourd'hui s'ils retrouvent le principe de l'ordre qui les a écrasés lorsqu'ils ont voulu l'ignorer.

Immense question de l'ordre.

Il ne s'agit pas ici d'un de ces petits arrangements formels et contingents que l'homme ou les sociétés se donnent à eux-mêmes. L'ordre, ce n'est pas la protection des coffres-forts ni l'union des intérêts économiques, ce n'est pas la défense des hommes en place, mais subordination à ce qui peut les légitimer..., s'ils le servent.

L'ordre, c'est la loi de l'être. Reconnaître l'ordre, c'est reconnaître notre double mystère : chair et esprit. Chair, solidarité de la nature et des autres hommes, esprit qui est plus que l'intelligence, qui est âme éternelle, fille de Dieu. C'est reconnaître notre double dépendance : de nos morts et du créateur. C'est reconnaître que nous sommes orientés à des fins plus hautes que nous-mêmes.

Tel est le véritable réalisme : perception de la chaîne des causes et de la hiérarchie des désirs et des vœux. Il y a une voix de la réalité : c'est le passé qui nous conte la grande aventure humaine. Apprenons à son école à vivre humaine-ment. Retournons aux sources de la vie pour nous guérir. Cela s'appelle réagir.

Réaction en politique contre la décadence démocratique, fille du nombre et de la quantité. C'est sur la base certaine de la patrie, à partir de l'élément naturel de la nation, que nous voulons édifier le concert spirituel où l'univers entier aura sa part.

Réaction sociale : contre l'individualisme, l'étatisme et la lutte des classes, pour permettre le développement de la personne humaine libre dans ses cadres sociaux naturels.

C'est au moment où l'homme est le plus lui-même : dans sa famille, dans sa bourgade, dans son pays, qu'il est le plus universel, car il se trouve alors en correspondance avec tous les autres hommes de la terre dans la reconnaissance de ce qui fonde toute vie : l'ordre humain.

« Nous avons eu, nous avons perdu l'unité humaine », dit Charles Maurras. L'accord ne peut renaître si une base n'existe au départ : seul l'esprit peut la fournir, c'est la leçon du XIII^e siècle chrétien. Nous réveillerons cette entente en reprenant le fil de la raison : soumission à l'objet. L'intelligence est réactionnaire. Pesant, critiquant les idées et les faits, elle poursuivra chez tous les erreurs funestes. Mais elle dira aussi les conditions nécessaires d'une renaissance : politique, c'est, en France, la monarchie ; sociale, c'est la soumission de notre vie économique au bien commun ; spirituelle, c'est l'ordre chrétien.

Il faut rendre le nécessaire possible. Nous y convions tous ceux que tourmente l'inquiétude et, tous les premiers, les clercs. Leurs méditations [441] exigent la sécurité de la Cité : jusqu'au rétablissement *de* l'ordre, leur abstention est trahison.

Nous ne venons pas pour écrire, Mais pour servir ; servir la vérité, nous révolter pour l'ordre, réagir. Ceux qui ont des places, une renommée à sauvegarder, n'ont rien à faire avec nous.

La force est une vertu. Le Christ a chassé les vendeurs du Temple. *Au* service d'une pensée juste, nous voulons agir puissamment.

JEAN DE FABRÈGUES, ROGER MAGNIEZ, RAYMOND DAMIEN, JEAN LE MARCHAND, JACQUES-FRANÇOIS THOMAS, RENÉ VINCENT, PIERRE BURGOS, ROBERT BURON, CHRISTIAN CHENUT, MAURICE CHUZEL, ÉMILE GIRARD, BERNARD DU HALDA, LOUIS LEMIELS, FÉLICIEN MAUDET, MARCEL NOËL, ANDRÉ PIETTRE, J. STE FARE-GARNOT, CH. DE LATAILLE, CHARLES VERGNAUD.

(*Réaction n I.*)

B. MANIFESTE DU GROUPE « XXe SIÈCLE » (MAI 1934)

Nous ne croyons pas qu'un monde nouveau ait commencé le 6 février ; mais ce jour-là ont éclaté les conséquences d'un état de fait depuis longtemps établi. Ceux qui signent ces lignes le dénoncent depuis qu'ils tiennent une plume. *Aussi* est-ce avec joie qu'ils voient s'écrouler sous leurs yeux les idéologies démocratique, individualiste et matérialiste.

ANTIDÉMOCRATES, nous dénonçons l'absurdité d'un régime fondé sur le nombre, dont la nature exclut toute liberté d'esprit et toute opinion délibérée.

Gardiens des véritables libertés, nous savons qu'elles exigent d'être protégées par l'ordre politique.

Délibérer, pour éclairer, est le fait de tous. Prévoir, pour gouverner, est celui d'un seul ; mais c'est dans le respect des libertés d'en bas que l'autorité trouve sa justification.

ANTICAPITALISTES, nous constatons l'immense misère de l'homme d'aujourd'hui. Jamais, cependant, il n'avait atteint une telle perfection dans la connaissance des phénomènes, ni une telle puissance dans l'utilisation des forces matérielles. Pareille contradiction rend évidente la faillite du régime capitaliste : fondé sur le lucre, il meurt de son mépris des hommes, qu'il voulait asservir par la haute banque, la spéculation, les sociétés anonymes, le prêt à intérêt, la rationalisation.

Nous proposons le seul remède : une économie disciplinée par la corporation et rendant leur place légitime au travail créateur et à la responsabilité sociale.

SPIRITUALISTES, nous voyons dans l'universalité de la crise présente le signe qu'il lui faut un remède essentiel : rendre à l'homme son véritable destin qui est spirituel.

[442]

C'est dans la mesure où il a perdu conscience de sa double nature que l'homme a souffert. C'est elle que nous retrouvons aujourd'hui : chair, solidarité de la nature et des autres hommes ; esprit, qui, plus que l'intelligence, est l'âme éternelle.

L'homme a besoin d'un ordre qui, répondant à cette double condition, puisse être servi avec joie.

Nous désignons les conditions d'une telle renaissance :

POLITIQUE, c'est, en France, la Monarchie ;

SOCIALE, c'est la soumission de la vie économique au bien commun ;

SPIRITUELLE, c'est un ordre qui, étant humain, est vrai pour tout homme, étant vrai est chrétien pour le chrétien.

(Revue du Siècle, n° 13.)

ANNEXES. DOCUMENTS

II. « L'ORDRE NOUVEAU »***A. MANIFESTE DE « L'ORDRE NOUVEAU »
(1931).***

[Retour à la table des matières](#)

L'Ordre Nouveau est essentiellement un groupe d'esprits non conformistes et révolutionnaires. Ce dernier mot a tellement été galvaudé que nous croyons devoir définir en quoi et pourquoi nous sommes révolutionnaires.

Pour des raisons actuelles et pour des raisons éternelles, pour des raisons pratiques et des raisons philosophiques ; à cause des nécessités extérieures imposées aux hommes d'aujourd'hui par l'état actuel du monde ; à cause des nécessités intérieures de la personne humaine. Et d'autre part, parce que, dans l'histoire sociale comme dans l'histoire naturelle, il n'est pas d'évolution sans révolutions.

I°) Causes pratiques de notre attitude :

La crise mondiale actuelle est sans issue autre que révolutionnaire, quelle que soit sa vitesse d'évolution. Du capitalisme libéral au capitalisme d'État, aucune solution conformiste, libérale ou marxiste, ne résiste à une analyse méthodique. D'autre part, l'évolution de l'ordre présent des choses, même sans la crise catastrophique actuelle, comporte nécessairement la guerre (nationale ou coloniale), pièce essentielle de tout système uniquement matérialiste.

Est-il possible, pour un esprit clairvoyant, d'accepter ce fatal processus qui va du désordre économique aux misères du chômage, de la stupide guerre économique à la stupide guerre nationale ?

2°) Causes spirituelles de notre attitude :

a) Le caractère spécifique de l'humanité est la violence active et créatrice, résultant de l'expansion normale de l'homme.

b) Tous les réformistes aboutissent à la négation des valeurs supérieures de personnalité humaine.

[443]

c) Les cadres rationnels et abstraits (frontières nationales, système bancaire) ne peuvent être brisés que par une volonté de rupture avec l'ordre social actuel.

La révolution que nous préconisons et avant tout psychologique.

Elle devra être constructive d'un ordre nouveau auquel l'humanité accèdera par un changement global de plan. Elle doit donc, dès à présent et avant de préciser ses moyens, préciser ses buts.

1) Dans le domaine philosophique et moral :

Établir une hiérarchie des valeurs qui rende à la personne humaine le rang qui lui revient : le premier. La machine économique et sociale doit exister pour la personne et non la personne pour la machine économique et sociale. Les économies de forces permises par les découvertes scientifiques doivent être enfin « réalisées » au profit de la personnalité créatrice, ressort dynamique indispensable à toute société qui veut garder la faculté de se dépasser elle-même pour le plus grand bien de l'homme.

Ce « personnalisme » implique la rupture aussi bien avec l'individualisme abstrait des libéraux qu'avec toute doctrine plaçant l'État, quelle que soit sa forme, au rang de valeur suprême.

2) Dans le domaine économique :

Remplacer une société qui ne peut fonctionner qu'en subordonnant la consommation à la production, le travail qualitatif et créateur de valeurs nouvelles au travail quantitatif, parcellaire et indifférencié par une société contraire.

La mise en commun des moyens de production et la répartition égalitaire du travail quantitatif indispensable ne peuvent avoir de raison d'être qu'au profit d'une libération toujours croissante de la personnalité créatrice : spirituel d'abord, économique ensuite. Ceci ne peut être obtenu que par l'abolition du mythe de la production et de la religion du crédit dans toutes leurs manifestations.

3) Dans le domaine politique :

Établir, d'une part, une concentration mondiale des forces révolutionnaires spirituelles, telles que nous les avons définies, auxquelles seront subordonnés les organismes de la production et de la distribution économique, placés sous leur contrôle permanent.

D'autre part, tout en brisant les cadres nationaux abstraits, promouvoir une décentralisation assez parfaite pour assurer la libération de toutes les tendances profondément patriotiques par lesquelles se manifeste le rapport indispensable et fécond de l'homme à la terre, à la race, à la tradition affective et culturelle.

L'Ordre Nouveau, celui de l'homme concret, devra donc s'édifier sur les trois assises suivantes :

a) Personnalisme : primauté de l'homme sur la société.

b) Communisme antiproductiviste : subordination de la production à la consommation.

c) Régionalisme terrien, racial et culturel.

Jusqu'à présent toutes les publications de l'Ordre Nouveau ont été les manifestations des préoccupations suivantes :

[444]

a) constater, devant les divers problèmes du monde actuel, la nécessité d'une attitude non conformiste absolue.

b) affirmer, dans leurs différentes modalités, les principes spirituels et les bases théoriques de la doctrine qui s'en inspire.

(Plans, n° 10.)

***B. « POSITIONS D'ATTAQUE
POUR L'ORDRE NOUVEAU »
(1933).***

Le groupe de « *l'Ordre Nouveau* » n'a pas fait jusqu'ici beaucoup de bruit sur les places. C'est que nous sommes et voulons être avant tout des *doctrinaires*. Cette volonté a scandalisé certains de nos adversaires qui prétendent partir des faits concrets et matériels. L'un d'entre eux revendiquait récemment, à la suite de Marx, disait-il, « la prééminence du matériel, l'antériorité de l'être par rapport à la pensée ». En d'autres termes moins obscurs, il affirmait qu'il faut « commencer par le commencement ». Nous acceptons volontiers cette formule qui a le mérite de la simplicité. Nous, nous disons que le commencement du désordre n'est pas dans les faits matériels dont nous souffrons, n'est pas dans le machinisme, par exemple, mais bien dans les doctrines qui ont assuré le développement actuel du machinisme. C'est dans cet humus de doctrines périmées que plongent les « racines du malheur ». C'est lui d'abord qu'il faut détruire si on veut tuer ces racines et, surtout, empêcher qu'elles ne se reforment. La nécessité d'un travail doctrinal *radical* nous apparaît être la tâche la plus concrète et la plus immédiate de l'heure, la seule tâche efficacement révolutionnaire.

Quels sont les caractères spécifiques de notre effort de doctrine ? C'est d'abord une volonté de considérer les problèmes économiques et sociaux dans leur *totalité* ; c'est aussi une volonté constante de *changer de plan*.

Ces deux expressions méritent un commentaire.

Notre volonté *totalise* s'exprime ainsi : nous suspendons toutes nos constructions à un fait humain central, la *personne* - telle que nous la définirons tout à l'heure - ou, mieux encore le *conflit personnel* et nous prenons pour norme ce conflit étendu à tous les ordres de l'activité humaine : politique, économique, culturel. Telle est la base de notre ordre.

Cet ordre est *nouveau* en ce qu'il ne peut être établi que par un changement *de* plan. Changer de plan, pour nous, c'est porter l'effort constructif sur un terrain que le désordre actuel néglige ou tente de stériliser. La plupart des questions qui divisent capitalistes et marxistes sont insolubles sur le terrain positiviste où ils les placent. Elles ne prennent leur vrai sens que dans le plan de la personne où nous les reposons. (...)

Nous avons ainsi défini, par la double volonté de totalisme et de changement de plan, la forme générale de notre doctrine.

Nous nous excusons de l'aspect théorique que prend forcément cet [445] exposé et qu'il perdrait si nous avions la place nécessaire pour développer. Nous nous excusons plus encore de la façon trop rapide dont nous allons être obligés de décrire le contenu de nos constructions et la méthode personnaliste qui les anime. Cette méthode constitue la partie la plus élaborée de notre effort et l'on ne peut songer à en donner ici qu'une formule nécessairement simplifiée.

Nous définissons la personne comme un aile et non pas comme un donné physique ou moral, matériel ou abstrait.

La personne, c'est l'individu engagé dans un conflit créateur avec lui-même d'abord, avec la nature ensuite, avec l'ambiance sociale enfin. Ce conflit comporte un choix permanent, donc un risque permanent, c'est-à-dire une tension permanente qui mesure la valeur même de l'homme.

Tension, risque, choix, acte, tels sont les éléments de toute liberté réelle et créatrice, partant de toute dignité humaine.

Pour faire sentir tout de suite le concret d'une telle doctrine voyons d'abord quelles institutions elle nous oblige à combattre et à renverser.

Ce sont, en premier lieu, les institutions démocratiques auxquelles donne naissance l'individualisme libéral.

L'individu libéral, tel que l'ont créé les théoriciens du suffrage universel, tout le monde croit aujourd'hui que c'est quelque chose de très simple, une évidence, une sorte de lieu commun. C'est en effet le lieu commun de tous les malentendus actuels.

Cet homme sans liens, réduit à l'unité arithmétique, où l'a-t-on vu ? et comment existerait-il ? C'est pourtant sur cet homme abstrait qu'est bâti tout le système démocratique. Et l'erreur initiale, doctrinale, se retrouve à tous les étages du système. C'est à cause d'elle qu'il s'écroulera.

Il suffira sans doute d'indiquer ici notre opposition au parlementarisme. Nous ne combattons pas le parlement avec des discours, mais bien en créant un monde où il apparaîtra sous son vrai jour comme le conservatoire de la culture bourgeoise, avec ses monarchistes et ses communistes, figurants indispensables et inoffensifs.

Il suffira de rappeler d'autre part que l'individualisme libéral est responsable de l'essor anarchique d'une économie devenue inhumaine, et cela, non pas à cause de la machine, mais parce qu'aucun contrôle humain, aucune doctrine totale et transcendante ne pouvait intervenir au XIXe siècle, ne pouvait orienter et humaniser son développement.

En second lieu, la doctrine de la personne nous oppose à tout soviétisme stalinien. Il est trop facile en effet de distinguer dans le stalinisme un retournement pur et simple de l'individualisme libéral, procédant par ailleurs de conceptions positives et pseudo-scientifiques qui étaient déjà contenues dans la définition de l'individu libéral.

Il nous est possible de désigner maintenant d'un seul mot l'objectif de nos attaques.

Le processus concret dans lequel Marx a inséré sa philosophie, c'était la lutte des classes provoquées par le premier épanouissement de l'industrie. Le processus concret dans lequel s'insère aujourd'hui le personnalisme, [446] c'est la lutte contre l'étatisme moderne tel qu'il s'est constitué depuis Marx, phénomène beaucoup plus concret, plus universel et mieux défini que la lutte des classes.

Quelles sont les institutions qui nous permettront de rompre avec tout étatisme, de changer de plan, de réaliser une révolution effective ? Ici encore il nous faut nous borner à deux indications très générales :

Dans le domaine politique, nous revendiquons une organisation régionaliste de l'Europe. Cela suppose la suppression du cadre national, carcan de frontières douanières, et du centre administratif, politique, financier et policier où viennent se congestionner les énergies du pays. Ce que nous voulons, c'est rétablir sur le plan politique la tension nécessaire et créatrice entre la petite patrie décentralisée, d'une part, et, d'autre part, l'universalisme issu directement des personnes et qui pourrait se concrétiser dans un organe central d'autorité purement doctrinal et révolutionnaire, sorte de Komintern, mais dépourvu de pouvoir économique.

Dans le domaine économique, nous revendiquons parallèlement un statut du travail impliquant une distinction profonde entre le travail créateur et libre d'une part et le travail parcellaire et indifférencié de l'autre. Ce qui se traduit par une sorte de corporatisme ou syndicalisme - pôle décentralisateur - et par une institution centrale de service industriel collectivisé, soumis à un organe de répartition tout à fait distinct du pouvoir politique. Ainsi se trouve sauvegardée la tension nécessaire et assurée, en fonction cette fois d'une mesure humaine, le minimum de vie matérielle qui permet à la personne de courir sa chance.

Nous ne pouvons songer à développer ici ces thèmes constructifs et, encore moins, à indiquer les moyens techniques que nous envisageons pour les réaliser. Deux mots toutefois sur notre attitude révolutionnaire. Il sévit actuellement parmi certains groupes intellectuels un véritable romantisme du chambardement, de l'émeute et du sang versé. Contre lui nous maintiendrons la primauté de la doctrine avec tout ce que cela comporte, en apparence, de sécheresse technique. Nous savons que le romantisme du désordre prépare simplement les dictatures policières de demain. (...)

Peut-être ne serait-il pas inutile, pour conclure, de dégager clairement les thèses impliquées par notre exposé. Voici en quelques mots nos positions de combat :

1°) Sans théorie révolutionnaire pas d'action révolutionnaire.

2°) Dans l'état actuel des choses, il n'y a pas d'ordre concevable sur le plan du capitalisme au déterminisme duquel les soviets n'échappent pas.

3°) La dialectique historique ne peut rendre compte que du passé - mais seul l'acte créateur opère le changement de plan et permet d'instituer un ordre nouveau.

4°) Cet acte créateur dont nous faisons dépendre tout l'ordre nouveau, cette « source d'énergie » permanente de la révolution, c'est la personne telle que nous l'avons définie.

[447]

5°) Dans l'ordre nouveau, les institutions reproduisent à tous les degrés le conflit et la tension qui définissent la personne en acte ;

6°) Ces institutions sont :

- dans le domaine politique : la petite patrie décentralisée et le centre de contrôle doctrinal et juridique.
- dans le domaine économique : les syndicats libres de production et d'instruction professionnelle, d'une part, et de l'autre le service prolétarien collectif soumis directement à un centre de contrôle économique et statistique.

7°) Ce régime doit entraîner par son jeu normal la disparition des cadres de l'État et du statut des classes, c'est-à-dire : l'élimination des facteurs décisifs de l'inflation, du chômage et de la guerre moderne économique et militaire.

8°) C'est au nom d'antagonismes naturels féconds et créateurs que nous voulons éliminer les antagonismes artificiels et destructeurs que fait naître le capitalisme matérialiste.

9°) Nous sommes avec le prolétariat, par-dessus la tête de ses meneurs, contre la condition prolétarienne.

POUR « L'ORDRE NOUVEAU » : ARNAUD DANDIEU, DENIS DE ROUGEMONT, DANIEL-ROPS, ROBERT ARON, ALEXANDRE MARC, CLAUDE CHEVALLEY, RENÉ DUPUIS, JEAN JARDIN.

(La Revue des vivants, décembre 1933.)

C. PRINCIPES POUR UN ORDRE NOUVEAU (FÉVRIER 1934)

Nulle civilisation véritable ne peut être fondée que sur le respect de la personne humaine et de sa valeur éternelle. Toute organisation économique et sociale qui tend à limiter la personne dans sa réalité, sa responsabilité, sa liberté, est mauvaise. Tout système qui, fondé sur le matérialisme, mutile l'homme de ses aspirations spirituelles, trahit et mérite de périr. Une civilisation véritable affirme le primat de la personne sur toute autre valeur, sur toute nécessité.

La tâche de l'homme sur la terre n'est pas de produire des biens. Le productivisme, d'où découlent désordre, misère et peine, exprime sous sa forme la plus dégradée le matérialisme contemporain. Une civilisation véritable est antiproductiviste.

À la base la plus humble d'une civilisation personnaliste se place le droit de l'homme, quel qu'il soit, de satisfaire ses besoins vitaux et de n'être soumis, dans leurs satisfactions, ni à l'esclavage de la suggestion productiviste ni à celui des déterminismes économiques désordonnés. Le régime économique doit se fonder sur les besoins réels de l'homme, non sur le désir égoïste et incohérent du profit.

La personne humaine s'affirme dans la liberté : l'oppression, quelle qu'elle soit, est illicite. L'étatisme, sous toutes ses formes, est à condamner. Une civilisation véritable doit être antiétatiste et décentralisée.

[448]

La personne humaine ne trouve les conditions de son accomplissement que dans les cadres naturels où s'élargit sa responsabilité. Une « civilisation » qui

aboutit à détruire la famille, la patrie, le métier, ou à n'en présenter qu'une image déformée et odieuse trahit les valeurs éternelles.

La propriété est un des fondements naturels de l'homme à condition d'être concrète et de faire participer la personne à une réalité féconde. Elle ne doit pas être viciée et correspondre à une frénésie de profit. La société doit non seulement permettre mais favoriser l'accession de tous à la propriété.

La personne humaine étant une réalité, tout système est mauvais qui aboutit à l'identifier au fantôme anonyme et standardisé de l'enfer productiviste. La condition prolétarienne choque en notre conscience l'honneur et la charité. Nous considérons aujourd'hui qu'une civilisation véritable ne peut s'accommoder de l'esclavage ; la condition prolétarienne, forme moderne de l'esclavage, doit être supprimée.

Une civilisation véritable ne se soumet pas aux déterminismes froids de l'évolution technique. Mais une « civilisation » qui les laisse se répandre en malfaisance et qui, du formidable pouvoir de libération mis à sa disposition par la machine, n'a tiré que désordre et misère, a trahi l'esprit. Prise dans le dilemme de laisser croître l'anarchie meurtrière ou de démissionner de son rôle, elle n'a plus droit à vivre. Une civilisation véritable mettra la machine, comme elle mettra les institutions, au service de l'homme, corps et âme, chair et esprit.

(*L'Avant-Poste*, janvier-février 1934.)

ANNEXES. DOCUMENTS

III. « ESPRIT »***A. PROSPECTUS ANNONÇANT
LA FONDATION D'« ESPRIT »
(FÉVRIER 1932).***

[Retour à la table des matières](#)

(...) Comment ne pas être en révolution permanente contre toutes les tyrannies de cette époque ? Nous y détestons : une science trop souvent détaché de la sagesse, bloquée dans les soucis utilitaires ; une philosophie honteuse, ignorante de son rôle et des problèmes qui nous importent, mendiant à la science une vérité qu'elle annonce par avance relative, et tout juste capable de démontrer que la science n'y peut atteindre ; des sociétés gouvernées comme des maisons de commerce ; des économies qui s'épuisent pour adapter l'homme à la machine et ne tirer de l'effort humain que de l'or ; une vie privée déchirée par les appétits, désaxée, conduite à toutes les formes d'homicide et de suicide ; une littérature que ses complications et ses artifices séparent de notre nature ou qui s'enlise dans le siècle qu'elle devrait inspirer ; l'indifférence, jusqu'à nos côtés, de ceux qui ont la charge du monde et l'avalissent, le gaspillent, le [449] méprisent. Il n'est pas de forme de la pensée ou de l'activité qui ne soit asservie à un matérialisme propre. Partout s'imposent à l'homme des systèmes et des institutions qui le négligent ; il se détruit en s'y pliant.

Nous voulons le sauver en lui rendant la conscience de ce qu'il est. Notre tâche capitale est de retrouver la vraie notion d'homme... Nous nous trouvons d'accord pour l'établir sur la suprématie de l'esprit. Notre premier regard sera celui de l'homme, un regard d'amour. Rien n'est plus contraire à la complaisance comme au dur pessimisme : il est temps d'affranchir l'héroïsme de l'amertume et la joie de la médiocrité.

À cette lumière, nous quèterons notre parenté dans tout l'univers. Car nous sommes fidèles au destin permanent de l'esprit, sans aucun attachement aux mani-

festations temporelles qui, pour leur profit, ont cru un jour se l'asser-vir. Ainsi, libres de porter une franchise absolue en face du réel, chérissant dans le monde ses inversions imprévisibles comme ses destinées éternelles, nous entreprenons une œuvre pour un monde neuf.

Certains d'entre nous ont une foi religieuse. Ils insèrent nos convictions communes dans une vision de l'univers qui les transfigure sans les détruire. Ils l'apportent sans restriction. Ils pensent que leur foi n'autorise pas l'abstention mais leur crée au contraire des devoirs spéciaux quant à l'organisation de la terre ; mais ils n'entendent pas la lier à aucune des solutions provisoires qu'ils pourront apporter.

Vie sociale. Notre hostilité est aussi vive à l'égard du capitalisme, de sa pratique actuelle et de la doctrine qui s'en dégage, qu'à l'égard du marxisme et du bolchevisme. Le capitalisme réduit une foule croissante, par la misère ou par le bien-être, à un état de servitude inconciliable avec la dignité de l'homme ; il oriente toutes les classes de la société et la personnalité tout entière vers la possession de l'argent ; tel est le seul désir dont est gavée l'âme moderne. Le marxisme est un fils rebelle du capitalisme dont il a reçu la foi en la matière. Insurgé contre une société mauvaise, il porte en lui quelque justice, mais seulement jusqu'à ce qu'il triomphe. Quant au bolchevisme, seul parmi les entreprises nées dans le monde moderne, il atteint à une ampleur de doctrine et à un héroïsme qui ne sont pas inférieurs à l'événement. Mais il établit sa grandeur sur une simplification des données humaines, dans un règne et avec des moyens qui ne relèvent que de la tyrannie de la matière.

Il nous appartient de découvrir ce qu'est une société attentive à ses intérêts temporels, mais qui les subordonne au souci d'assurer le développement de l'homme. Nous étudierons les régimes boursiers, la finance, ses rapports avec la production...

Vie publique et internationale. Ignorants des besoins profonds des sociétés, cherchant leur mission dans leurs rivalités, les États servent des intérêts généraux souvent contraires au bien commun. Les hommes de tous les pays qui s'unissent dans Esprit sentent l'urgence particulière d'éprouver la valeur de la structure des États et, dans leurs rapports, les obligations qui commandent leur service. Ils poursuivent dans le nationalisme l'orgueil et l'égoïsme que l'individu y déchaîne pour les sauver en leur donnant un vaste champ. Aucun de nous ne renie la [450]

fidélité naturelle qui l'attache à son pays, mais nous ne saurions confondre la part de l'âme avec la part de l'instinct, ni diviniser un instinct parce qu'il est indéracineable...

La vie privée. Elle est le grand mystère d'une époque et souvent elle en renferme le secret. La littérature moderne nous en donne une image rarement exacte... Nous montrerons quels retentissements ont dans la vie privée une vie publique ou des états sociaux malsains. Drames d'amour, drames d'argent, drames de parti nous fourniront les éléments de nos commentaires.

La connaissance. Les tâches prochaines ne nous détourneront pas des activités spirituelles et désintéressées dont nous savons l'importance première. La métaphysique commande la vie humaine, la science l'encadre. L'histoire la pousse. Nous serons attentifs à leurs synthèses. De notre côté, nous avons à réviser les conceptions de la science et de la *philosophie* que l'on proclame encore définitives et à construire un nouveau réalisme.

L'art. L'artiste a un rôle important dans l'œuvre que nous venons d'exposer. Pour faire éclater les formes de la vie moderne et les préparer à une germination, il lui appartient d'y faire surgir la vision complète de l'homme, première étape d'un élargissement de lui-même qui l'ouvrira à tout l'univers. L'art, s'il se donne sa vérité, ne se forge pas sa matière. Que l'artiste ne croit pas parfaire son instrument en se bornant à de simples retouches sur des formules ou à de pures recherches d'expression : seule la force de l'inspiration peut créer de nouveaux langages. (...)

(Texte reproduit dans *Mounier et sa génération*, p. 82.)

B. PROSPECTUS DE PRÉSENTATION D'« ESPRIT » (FIN 1933).

Esprit a été fondé, en octobre 1932, par un groupe de jeunes hommes décidés à liquider la faillite du monde moderne et à réaliser un ordre nouveau sur la primauté des valeurs spirituelles.

Une double tâche s'offrait à eux :

- délier ces valeurs de leurs compromissions avec le désordre établi ;
- les engager dans les révolutions qu'elles commandent.

Une œuvre d'épuration.

Dénoncer la trahison ou l'exploitation des valeurs spirituelles : par le monde de l'Argent, dans le régime social, les gouvernements, la presse, etc.

Dissocier par un approfondissement de ces valeurs leur réalité durable des déviations qui en ont faussé jusqu'à la notion courante.

Transporter leur puissance d'initiative sur les formes nouvelles voulues par la justice ou par le développement de la vie ; les sauver ainsi d'un attachement mortel à des incarnations caduques ou même monstrueuses.

[451]

Une œuvre de création.

Les réformes dispersées ne sont guère que des médecines ; elles n'atteignent, ni dans les institutions ni dans l'homme, la racine du mal moderne. Une révision générale des valeurs, une reconstruction par la base de l'édifice social : tel est le but que nous devons nous assigner dans toute son ampleur tout en aménageant les étapes.

Nos adversaires.

Le matérialisme individualiste. - Depuis la Renaissance, il étouffe la personne sous les avarices de l'individu. Donnant une liberté sans but à des hommes sans âme, il a légiféré le règne du plus fort, à savoir, aujourd'hui, le règne du plus riche. La jungle capitaliste est son dernier produit.

Le matérialisme collectiviste. - Il étouffe la communauté sociale et, par elle, la personne humaine sous les servitudes mécaniques de la masse. Réalisé au profit d'une minorité dans la dernière période du capitalisme, menaçant dans les premières manifestations du communisme, il lie l'un et l'autre, malgré leurs oppositions, au sein d'une même métaphysique.

Le faux spiritualisme fasciste. - Il semble avoir les deux mêmes adversaires, mais il se sépare radicalement de nous car il détourne la vraie vocation de l'homme dans l'idolâtrie tyrannique de spiritualités inférieures : exaltation raciste, passion nationale, discipline anonyme, dévotion de l'État ou du chef, quand ce n'est pas seulement dans la sauvegarde des intérêts économiques associés.

Nos Positions.

Renaissance solidaire de la personnalité et de la communauté humaine qui est, à tous degrés, une communauté de personnalités : tel est notre but dernier.

Une personne, ce n'est pas seulement un rouage économique bien adapté, ou bien une vie bien tendue : c'est un centre de liberté, de méditation, de création, d'amour. C'est une vocation originale que la société doit développer dans son originalité. Tout en l'arrachant à l'égoïsme et à l'isolement, la société doit lui permettre la vie intérieure et la vie privée qui constituent son climat propre et la préparent, mieux que toute contrainte externe, à sa vocation sociale. Tout homme, sans exception, a le droit et le devoir de développer toute sa personnalité. Cette exigence condamne à la racine un régime social il rejette les uns dans la misère et la lutte des classes et les autres dans médiocrité et l'envie de classe, abolit la propriété qu'il prétend défendre et asservit tous les esprits, depuis leur première éducation, aux valeurs d'argent.

La recherche d'une communauté nouvelle par un monde en déroute est le signe le plus noble de ce temps. Après l'échec dans la Société des Nations du parlementarisme international, les forces neuves se sont tournées vers les mystiques collectives ou nationales. Elles échouent, ici encore, car on ne saurait unir que des personnes. C'est à nous de rallier [452] le grand courant collectif qui naît au cœur de nos contemporains et de l'utiliser contre les dernières résistances de l'individua-

lisme. C'est à nous de montrer, au surplus, que toute communauté doit être polarisée, non pas vers la masse, mais vers la personne et être décentralisée jusqu'à la personne.

Tout un programme concret et commandé par ces directions générales.

Dans la conception de l'homme et de sa vie privée, nous avons à rétablir l'ordre normal des valeurs : primauté du vital sur l'économique, de la culture sur les valeurs vitales, et, au sommet, du don de soi et du service. Une psychologie, une pédagogie, une économie privée sont à refaire sur ces bases.

L'art doit être arraché au snobisme fermé d'une minorité d'argent, pénétré d'humanité, rendu aux créateurs, et par eux ouvert au plus grand nombre.

Sur les ruines prochaines du désordre capitaliste, un régime économique et social doit être défini et réalisé. Il donnera à la personne toutes ses possibilités au sein d'organismes collectifs décentralisés qui rendent impossibles ses libertés meurtrières, mais servent son épanouissement.

Nous entreprenons une œuvre de longue haleine et de portée universelle. Le temps en précisera les étapes...

ANNEXES. DOCUMENTS

IV. FRONT COMMUN ?**« POSITIONS GÉNÉRALES » PAR DANIEL-ROPS
(FÉVRIER 1933).**

[Retour à la table des matières](#)

« L'Union pour la Vérité » m'ayant demandé de définir en quoi consistait l'attitude révolutionnaire non marxiste de la jeunesse française d'aujourd'hui, une réunion fut organisée le 18 février où les divers groupes étaient représentés. Les notes qui suivent constituent un fragment de mon exposé d'introduction. Elles ne visent qu'à indiquer sur quels points ces groupes se trouvent d'accord même lorsque des réactions de sensibilité ou des sursauts polémiques les opposent. Il ne s'agit pas d'un bréviaire de « front unique » mais d'un exposé des thèmes essentiels tels que les observateurs qui jugent sans parti-pris peuvent les distinguer.

Le premier caractère de ces groupes est d'être révolutionnaires. Ce mot a été si souvent détourné de son sens, on lui a donné des acceptions si utilitaires ou si romantiques, qu'il faut d'abord préciser. Ces groupes peuvent mettre plus ou moins l'accent sur le phénomène matériel de la révolution, il n'en est pas moins évident qu'ils sont révolutionnaires parce qu'ils sont contre l'ordre établi. Mais ici il importe de noter une différence essentielle. Quand on dit « révolutionnaire », on entend communiste et aussitôt se profilent la faucille et le marteau. Il n'est pas douteux [453] qu'il y ait dans tels de ces groupes des sympathies pour certaines réalisations du communisme russe, mais philosophiquement ils sont opposés au communisme de toutes leurs forces.

Leur attitude est celle d'un refus total, à la fois contre le capitalisme et contre le stalinisme. Entre les deux forces qui aujourd'hui s'affrontent, ils ne font aucune différence fondamentale. L'une et l'autre ne sont que des manifestations oppressives d'un même système qui est le matérialisme, lequel a abouti au primat de l'éco-

nomique aujourd'hui vénéré aussi bien dans le monde capitaliste que dans le monde marxiste. Nous assistons aujourd'hui à deux grandes tentatives : l'une est la rationalisation machiniste américaine menacée par la crise économique, mais sans cesse prête à renaître de ses cendres ; l'autre la tentative russe pour identifier à la mécanique l'homme et le monde. Contre ces deux manifestations du matérialisme se dresse une protestation.

L'attitude anticapitaliste et particulièrement significative de la part des jeunes théoriciens d'extrême-droite. Jadis la Réaction était ce qui défendait l'héritage, la propriété, les bonnes mœurs et la morale en même temps que le portefeuille. Ces jeunes réactionnaires se désolidarisent de tout ce complexe. De façon plus vaste, l'ensemble de ces groupes entend séparer nettement l'activité spirituelle de certaines formations de classe dont elle paraît être le privilège. Mais ce n'est pas pour se placer sur un autre terrain de classe, pour aboutir à d'autres privilèges tout aussi inadmissibles.

Si nous parlons de « révolution », il faut encore donner une précision quant à la forme matérielle que pourrait prendre celle-ci. Un adversaire a reproché à ces groupes de ne préconiser une révolution spirituelle que pour éviter la révolution matérielle, la seule véritable à ses yeux. Eh bien non ! Cette surenchère démagogique est hors saison. Quand on dit que la révolution spirituelle est la seule qui soit nécessaire, on ne dit pas qu'elle est suffisante. Une attitude mentale qui condamne le monde enferme l'être dans une tour d'ivoire si elle ne cherche pas à se manifester en acte. Dans la contrainte matérielle qui pèse sur l'homme moderne l'esprit est en jeu ; c'est donc dans l'ordre du fait qu'il faudra agir. Ce qui veut dire qu'un jour ou l'autre, tôt ou tard, il faudra, pour faire régner les valeurs qu'on prétend servir, être prêt à tout, même à la force. Il ne s'agit pas de faire la révolution par n'importe quels moyens en n'importe quelles circonstances : il s'agit d'être prêt à jeter bas tout obstacle qui pourrait s'opposer à l'accomplissement des possibilités de l'esprit. Ai-je besoin de dire que dans la conception unanime de ces jeunes doctrinaires la révolution ne se pare pas des couleurs romantiques dont les partis de gauche font un si bel usage. Il ne s'agit pas de prêcher le « grand soir ». La violence matérielle est le signe d'une révolution mal préparée. Il y a des cas où elle est nécessaire, mais ces cas doivent être aussi peu nombreux que possible.

La base commune de tous ces groupes est de vouloir travailler pour l'esprit. On pourrait dire qu'ils sont spiritualistes si le mot n'avait pris un [454] sens bien particulier. Eux-mêmes emploient plus volontiers le terme de *personnalistes*.

Les deux sociétés actuelles, c'est-à-dire la civilisation capitaliste rationalisée sous le signe de la grande industrie et de la publicité, la civilisation marxiste plus jeune mais non moins vouée au culte industriel, aboutissent à nier l'individualité profonde de l'homme, sa personne. Chacun est défini par sa fonction, par une utilité collective, non pas librement consentie, mais imposée sous la sanction de la dure nécessité. En dehors de sa fonction sociale de producteur et d'acheteur, l'homme cesse de compter, cesse d'exister. Toute indépendance, toute complexité lui sont refusées. On s'efforce vers une uniformisation, une production en série des individus qui, déjà, aux États-Unis et en U.R.S.S., a donné de beaux résultats. Les groupes dont nous parlons considèrent comme inadmissible de réduire le destin de l'homme à un rôle technique. Culte de la matière, négation de la personne sont deux aspects de la même tendance, dont le capitalisme accuse son adversaire d'être le symbole, mais dont, il faut l'avouer, il est aussi responsable que lui.

Contre cette tendance, qui fait de l'homme une abstraction, un simple élément de calcul des prix de revient et de statistiques, la protestation de tous ces jeunes groupes est unanime. Il faut dire nettement que cette spiritualité qu'ils préconisent ne s'inscrit pas forcément sous l'étiquette des dogmes religieux. S'il y a parmi ces groupes des fidèles des religions établies, un grand nombre sont agnostiques. Les données qu'ils préconisent sont telles que la foi religieuse peut s'accorder à elles sans en être une condition « sine qua non ».

C'est en fonction de cette tendance qu'il faut situer les conceptions de ces groupes sur la patrie et sur le métier. Contre les formes de civilisation qui, séparant l'homme de ses bases charnelles, comme eut dit Péguy, conçoivent sa patrie sous sa forme la plus abstraite et la plus centralisée, on envisage un enracinement plus grand de l'homme dans la région, c'est-à-dire dans le cadre sensible de son expérience humaine. De même, au lieu d'envisager l'action laborieuse de l'homme dans la seule dépendance du rendement, on voudrait restituer à la personnalité sa valeur créatrice, c'est-à-dire rendre au métier sa noblesse et sa grandeur.

On voit nettement à quel point ces groupes révolutionnaires se séparent du communisme russe, autant d'ailleurs que du socialisme. Ce ne sont pas des indivi-

dualistes à qui nous avons affaire. Mais, s'ils veulent une interdépendance de l'homme, s'ils veulent enraciner la personne en son milieu, sa région, ses croyances, sa profession, ses intérêts, ce n'est pas pour tendre à cette schématisation à laquelle aboutit le marxisme.

Certes, le communisme ne leur apparaît pas sous les aspects qu'on lui donne dans la grande presse où tantôt on nous annonce que les Soviets sont prêts à s'écrouler et tantôt qu'ils sont l'ogre qui dévorera l'Europe. Devant le terrible désordre de l'Occident, l'effort d'ordre du communisme, si incomplet qu'il soit, mérite considération. Et, enfin, il y a dans le communisme russe une ascèse authentique, des vertus de renoncement et de courage qui doivent être admirées.

[455]

Mais le marxisme, selon nos groupes, ne sort pas du cercle infernal dans lequel l'humanité, angoissée, inquiète, rôde depuis des années. Révolutionnaires contre l'ordre établi, ils n'en sont pas moins révolutionnaires contre les révolutions établies. En particulier le stalinisme, bien éloigné du marxisme véritable, leur paraît aussi vain et aussi malfaisant à la fois que le fordisme américain.

Bien davantage, les révolutionnaires de stricte orthodoxie tirent argument des approbations que semblent leur donner les circonstances actuelles pour prouver que leurs doctrines entrent, en somme, dans une évolution normale du monde. Cet argument est assez étrange de la part de prétendus révolutionnaires, mais les groupes dont nous parlons vont au-delà ; ils s'insurgent contre un désordre qui trahit l'esprit autant et peut-être plus que le soi-disant « ordre » qui l'a précédé et provoqué. En somme, dans un certain sens, qui n'est pas celui de M. Henri de Man, ces jeunes se placeraient « au-delà du marxisme ». En dehors des catégories où se placent aussi bien les simples politiques que les zélés des révolutions cataloguées, ils se placent, suivant le mot de l'un d'entre eux, « à l'origine de quelque chose d'autre dont la réalité échappe encore à ceux qui récitent Marx ».

À la doctrine marxiste qui fait tout reposer lourdement sur le fait révolutionnaire, sur la subversion matérielle, ils opposent une exigence plus haute, celle de l'âme, celle de l'Esprit. La misère matérielle leur apparaît détestable autant et plus qu'aux communistes, la condition prolétarienne autant et plus douloureuse, parce qu'ils distinguent en quoi elles portent atteinte à ce qu'il y a de plus essentiel dans l'être. Le matérialisme marxiste n'est pas leur fait. Je sais bien qu'un de leurs ad-

versaires a récemment prétendu que Marx, en affirmant la prééminence du matériel, n'avait jamais voulu impliquer la préférence, qu'en somme il avait seulement voulu dire que le corps existe avant la pensée. Cette position est intenable et d'ailleurs absolument contradictoire au marxisme pur. Toute la morale soviétique, acceptant la préférence du travail quantitatif, la soumission de la liberté à la productivité, repose sur l'affirmation de la prééminence méthodique de la matière. Cette argumentation aux yeux des marxistes serait gravement entachée d'idéalisme et bien suspecte. En tout cas, pour ces jeunes hommes, la pensée n'est ni postérieure à la matière, ni dans sa dépendance : elle lui est unie, mais elle la transfigure et l'accomplit.

Il serait d'une perspective absolument faussée de ne voir dans ces tendances nouvelles que des ennemis du marxisme. Le communisme est un obstacle, mais ni plus ni moins que le capitalisme. Ce qui importe d'abord, ce qui importe seul, c'est un changement de plan. Une révolution ne sera jamais qu'illusoire si elle ne restitue pas l'homme au sens de sa véritable mission. Placer dans les cadres où s'enferme la politique de nos journaux quels qu'ils soient l'action de ces jeunes gens, c'est trahir leur pensée. Devant la critique totale qu'ils proposent, on ne sait que leur répondre, comme il est d'usage dans les réunions électorales, qu'ils favoriseraient tel ou tel parti, qu'ils ne sont que d'affreux conservateurs. C'est [456] assez drôle pour des hommes qui ne professent à l'égard de la politique que le plus absolu des mépris.

Évidemment ces jeunes groupes révolutionnaires l'étant contre l'ordre établi le sont contre le système démocratique qui fonctionne encore ces temps-ci en France. Antidémocratiques, d'abord en tant qu'anticapitalistes, puisque la démocratie qui, de temps en temps, gémit contre le système capitaliste n'a pas encore été capable de le soumettre à elle et, au contraire, s'est soumise à lui. Mais aussi pour des raisons plus profondes.

La démocratie, pour eux, est liée philosophiquement au système d'oppression mécanique dont souffre l'homme moderne. Au moment de l'exposition de 1889, un journaliste écrivait dans un grand quotidien : « La Tour Eiffel était en puissance dans la Déclaration des Droits de l'Homme. » Cela voulait être un éloge ; on pourrait aujourd'hui retourner le compliment et dire avec un des membres de nos groupes : « L'évolution est logique, normale, nécessaire de l'individu abstrait,

théorique et simple de la Déclaration des Droits de l'Homme à l'esclave économique des usines taylorisées. »

Bien entendu ces jeunes groupes ne professent à l'égard du système parlementaire que l'hostilité la plus active et la plus motivée. Non seulement en raison du désordre et de l'incohérence dans lesquels ce régime aujourd'hui se débat, désordre et incohérence qui sont au premier chef des valeurs antispirituelles, mais aussi et surtout pour des raisons philosophiques. Le parlementarisme ne représente qu'un élément abstrait de l'homme, l'électeur, défini, en principe, par son idéologie, en fait, par ses intérêts immédiats et néglige totalement les grandes réalités où le spirituel s'unit au charnel, la région, la famille, le métier. Nous assistons depuis quelques mois à une vague d'antiparlementarisme spontanée due aux fautes et aux attermoissements des politiciens, incapables de se placer devant des événements d'une terrible gravité sur un autre plan que le plan parlementaire. Mais il y a longtemps que dans ces jeunes groupes l'antiparlementarisme s'étaie sur des arguments qui n'empruntent pas leur force aux seules circonstances.

Il y a une certaine bassesse à toujours attirer son adversaire sur le terrain politique. On dirait, dans notre malheureux pays, qu'il faille être catalogué, droite ou gauche, pour avoir le droit d'être un homme. Les jeunes groupes répondent qu'il ne sont ni de droite ni de gauche, ni socialistes ni conservateurs, ni radicaux ni républicains du centre ; ils rejettent du même coup d'épaule ces éphémères formations politiques appliquées à se battre pour des querelles de boutique, incapables d'aborder les vrais problèmes. Pour eux, il y a des questions qui ne se posent plus : le cléricisme, le parlementarisme, le militarisme, de même qu'ils considèrent comme vain de s'intéresser à l'organisation de la production pour la production en dehors de toutes questions spirituelles. Il est bouffon de penser que notre politique croit encore jouer des parties sérieuses quand elle se demande si le cléricisme est toujours l'ennemi ou si les [457] sous-marins ou les torpilleurs sont vraiment des armes défensives ou offensives.

Changer de place, ne pas rester dans l'orbite de la politique, voilà le but : « S'il faut absolument nous situer en termes parlementaires, dit l'un des membres de ces groupes, nous dirons que nous sommes à mi-chemin entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche, par derrière le président, tournant le dos à l'assemblée. »

Ces positions critiques exposées d'une façon schématique auraient à être complétées d'éléments doctrinaux constructifs. C'est dans ce sens qu'il est souhaitable que se poursuive le travail de ces groupes, pour grandes que puissent être leurs divergences.

(*Revue française*, avril 1933.)

(*Esprit* rendit compte de la réunion où fut lu cet exposé en ces termes : « *L'Union pour la Vérité* avait organisé le samedi 18 février une confrontation entre divers mouvements de jeunesse pour documenter son public sur les positions révolutionnaires non marxistes de la jeunesse française. Daniel-Rops se chargea d'un exposé des tendances communes. Puis Emmanuel Mounier, Jean Maxence, Denis de Rougemont et Arnaud Dandieu lurent des déclarations au nom d'*Esprit*, de *Réaction*, de *l'Ordre Nouveau*. Les interventions de Georges Izard, Thierry Maulnier, André Chamson soulignèrent les oppositions sous les parentés, notamment des deux autres groupes avec *Réaction*. »)

[458]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

BIOGRAPHIES

ROBERT ARON : Né en 1898 au Vésinet, fils d'un fondé de pouvoir d'un agent de change. En 1915-1916, il est élève de première supérieure au lycée Condorcet où il fait la connaissance d'Arnaud Dandieu. Il part ensuite pour le front où, officier, il est blessé en 1918. Agrégé de Lettres après la guerre, il n'enseigne pas et entre dans l'édition. Il sera pendant un temps le secrétaire de Gaston Gallimard. Il se lance aussi dans le journalisme cinématographique (avec J.-G. Auriol à la Revue du cinéma) et dans le journalisme politique (service étranger de la *Revue des deux mondes*). Il s'occupe également du Théâtre A. Jarry avec A. Artaud. Après avoir fréquenté les milieux surréalistes, il entreprend, en 1927, avec Arnaud Dandieu un travail de recherches doctrinales qui constituera une des bases théoriques du mouvement l'Ordre nouveau dont il dirigera la revue de 1933 à 1938. Il demeure employé aux Éditions de la N.R.F. jusqu'en 1939. Arrêté en 1941, il est interdit de séjour à Paris et se réfugie à Lyon où il est mêlé aux préparatifs du débarquement américain en Afrique du Nord. En novembre 1942, il gagne Alger grâce à l'aide de Jean Jardin, directeur du cabinet de P. Laval, et y fait partie des équipes administratives du général Giraud puis de celles du général de Gaulle. Avec Lucie Faure et Jean Amrouche, il fonde la revue la Nef dont il restera un des animateurs jusqu'en 1952. En 1944-1945, il participe à la création du mouvement Fédération et est encore aujourd'hui l'un des responsables les plus

actifs du *Mouvement fédéraliste français* collaborant régulièrement au *XXe siècle fédéraliste*. Depuis la Libération, il a d'autre part mené de front ses activités d'historien (*Histoire de Vichy*, *Histoire de la libération de la France*, *Histoire de l'épuration*, etc.) et sa carrière dans l'édition. Il est actuellement Directeur littéraire de la Librairie Académique Perrin et co-directeur de la revue historique *Histoire de notre temps*.

MAURICE BLANCHOT : Né en 1907 à Quain (Saône-et-Loire). Entre 1930 et 1940, il est rédacteur de politique étrangère au Journal des débats. Proche de certains milieux *d'Action française*, il collabore à Réaction et à la Revue française dans les années 1930-1934 puis, régulièrement, à Combat de 1936 à 1939. À la veille de la guerre, il est un des principaux rédacteurs d'Aux Écoutes. Durant l'Occupation, il est pendant quelques mois, en zone Nord, Directeur littéraire de Jeune France, association culturelle subventionnée par le Secrétariat général à la Jeunesse de Vichy. En 1941, [459] il publie un roman, *Thomas l'obscur*, début d'une seconde carrière de romancier et d'essayiste. Se désintéressant de la politique, il se rapproche alors des milieux existentialistes. À la Libération il collabore aux premières livraisons des *Temps modernes*, mais s'éloigne de l'existentialisme militant par son refus de tout engagement politique. Depuis la guerre, exégète notamment de Sade et de Lautréamont, il s'est consacré totalement à son œuvre d'écrivain et de critique, publiant régulièrement des articles et des notes dans la nouvelle *Nouvelle Revue française*.

ÉTIENNE BORNE : Né en 1907 à Manduel (Gard). Fils de professeur. Élève de l'École normale supérieure, il est reçu à l'agrégation de philosophie. Autour de 1930, il collabore à la revue dominicaine la Vie *intellectuelle* et fréquente l'entourage de Maritain. En 1929, il publie un article dans les *Cahiers de J.-P. Maxence*. En 1932 il participe à la fondation d'Esprit et y publie des articles jusqu'en 1935. Entré dans l'Université, il est professeur à Nevers, Sao-Paulo (Faculté de Lettres), Valenciennes et Toulouse. Jusqu'à la guerre, il collabore à diverses publications démocrates-chrétiennes, notamment à *l'Aube* ainsi qu'à *Sept* et *Temps présent*. Professeur à Toulouse durant l'Occupation, il participe aux activités du réseau *Liberté* puis à celles du mouvement *Combat*. À la Libération il est Commissaire à

l'Information pour la région toulousaine. Il participe à la fondation du *Mouvement républicain populaire* et siège aujourd'hui encore dans les organismes directeurs du M.R.P. Éditorialiste de *Forces nouvelles*, il est co-directeur du mensuel *France-Forum*. Il est en outre membre du *Centre catholique des intellectuels* dont il a été le secrétaire général de 1953 à 1961. Professeur à Paris après la Libération il est depuis 1962 inspecteur de l'Académie de Paris.

ROBERT BRASILLACH : Né en 1909 à Perpignan. Fils d'un officier tué au Maroc en 1914. Élève de l'École normale supérieure il y est le condisciple de M. Bardèche, T. Maulnier et R. Vailland. En 1930, Henri Massis lui propose de collaborer à la *Revue universelle*. En 1931 il est chargé du feuilleton littéraire hebdomadaire de *l'Action française*. Dans les années 1930-1933, il donne aussi des articles littéraires à la *Revue française* de J.-P. Maxence. Entre 1933 et 1935 il s'oriente progressivement vers la politique. Il devient l'un des principaux rédacteurs de *Je suis partout* dont il est, en 1937, le rédacteur en chef. Il collabore aux premiers numéros de la revue *Combat* (1936) puis s'en éloigne à la suite d'un conflit avec les responsables de la revue sur l'antisémitisme. Prisonnier en 1940, il est libéré en avril 1941 et reprend sa collaboration à *Je suis partout* qui a continué à paraître en zone occupée, collaboration qu'il interrompt en août 1943. Ayant refusé de s'exiler après la Libération, il est emprisonné et condamné à mort. Il est exécuté le 6 février 1945, sa grâce ayant été refusée par le général de Gaulle malgré une pétition signée des plus grands noms de la littérature française.

[460]

ROBERT BURON : Né en 1910. Fils d'un imprimeur. Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques et docteur en Droit. En avril 1930, il signe le manifeste de la revue *Réaction*. De 1934 à 1937, il est employé au service des études de la Chambre de Commerce de Paris puis devient secrétaire de la Chambre syndicale des Chocolatiers. Il commence alors à militer dans des organisations démocrates-chrétiennes. En 1940, il appartient au Comité de répartition du cacao puis devient, de 1941 à 1944, secrétaire général du Comité d'organisation du Cinéma. Il s'engage dans la Résistance et participe aux activités du « Groupe de la Rue de Lille » animé par E. Amaury. De 1944 à 1947, il est administrateur de la radiodif-

fusion et co-directeur de l'hebdomadaire Carrefour des deux Assemblées constituantes, il est député M.R.P. de la Mayenne de 1946 à 1958. Plusieurs fois ministre dans des gouvernements de la IV^e République, il participe notamment au gouvernement Mendès-France contre l'avis de son parti. Ministre dans les gouvernements de la V^e République de 1958 à 1962, il démissionne avec tous les ministres M.R.P. en 1962. De 1962 à 1967 il est Président du Centre de Développement de l'O.C.D.E. Fondateur des clubs « Objectif 72 », il est président de *l'Union fédéraliste mondiale*.

CLAUDE CHEVALLEY : Né en 1909. Élève de l'École normale supérieure (Section « sciences »), il fait, de 1931 à 1932 des études supérieures en Allemagne et présente en 1932 une thèse de mathématiques. Ayant travaillé avec Arnaud Dandieu à des recherches d'épistémologie depuis 1929, celui-ci l'entraîne à *l'Ordre nouveau*. Il collabore aux activités de ce mouvement jusqu'à sa disparition en 1938. Chercheur à la Caisse nationale des Sciences de 1934 à 1938, il participe à la fondation du groupe « Bourbaki ». Après 1938 il est chargé de recherches et d'enseignement aux États-Unis. Revenu en France en 1954, après un séjour d'un an au Japon, il est actuellement professeur à la faculté des Sciences de Paris.

ARNAUD DANDIEU : Né en 1897 à Lestiac-sur-Garonne dans une famille bordelaise de tradition socialiste. Il fait des études supérieures de Droit et de Lettres et, après avoir été pendant un temps secrétaire d'un avocat, devient, en 1925, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale. Il y demeurera jusqu'à sa mort. Il publie en 1925 une plaquette de vers, *Cercles vicieux*, puis, en 1927, un essai sur Proust. En 1927, il entreprend avec Robert Aron les recherches dont devaient naître trois livres : *Décadence de la nation française* (1931), *le Cancer américain* (1931), *la Révolution nécessaire* (1933). Entré dans le groupe de *l'Ordre Nouveau* en 1930, il est rapidement la personnalité la plus marquante. Dans les années 1930-1933, il publie de nombreux articles dans *Europe*, *Plans*, *Mouvements*, *Esprit*, *l'Ordre nouveau*, *la Revue mondiale*, *la Revue d'Allemagne*, tout en poursuivant des recherches de philosophie, de psychopathologie, d'épistémologie scientifique et de sociologie. En pleine activité, il meurt en août 1933 des suites d'une opération bénigne.

[461]

HENRI DANIEL-ROPS : Pseudonyme d'Henri Petiot. Né en 1901 à Épinal, fils d'officier. Élève des facultés de Droit et de Lettres de Grenoble, il prépare l'agrégation d'Histoire à laquelle il est reçu à l'âge de vingt et un ans. Il est successivement professeur à Chambéry, Amiens et Paris. Dans les années 1925-1930, il débute dans la carrière littéraire avec un essai, *Notre Inquiétude* (1927), un roman, *l'Ame obscure* (1929), et de nombreux articles dans diverses publications périodiques dont *le Correspondant*, *Notre Temps*, *la Revue des vivants*. À partir de 1931, il participe aux activités de l'Ordre *Nouveau* dont il contribue activement à diffuser les idées. Il s'en éloigne quelque peu après 1935 pour collaborer à *Sept* et à *Temps présent*. Jusqu'en 1940 il publie plusieurs romans, biographies et essais. En 1943, il commence sa monumentale *Histoire de l'Église*. Après la Libération il abandonne l'enseignement pour se consacrer à son œuvre d'historien et à la direction de la revue *Ecclésia* ainsi qu'à celle de la collection *Je sais, je crois* chez Fayard. Il participe aux travaux de plusieurs mouvements fédéralistes européens, collaborant à la revue *Fédération puis* donnant son appui au *Mouvement fédéraliste français*. Il est, de 1957 à 1963, l'un des cinquante gouverneurs de la Fondation européenne de la Culture. Il est élu à l'Académie française en 1955 au fauteuil d'Édouard Le Roy. Il meurt en juillet 1965.

ANDRÉ DÉLÉAGE : Né en 1904, fils d'instituteur. Il prépare l'examen d'entrée à l'École normale supérieure à Paris et fait la connaissance en « khâgne » de Georges Izard. Malade, il doit renoncer à se présenter et est obligé d'abandonner ses études pendant plusieurs mois. Rétabli, il est, en 1930, bibliothécaire-adjoint à la Sorbonne. Il retrouve alors G. Izard et de leurs discussions va naître l'idée de créer une revue nouvelle qui sera *Esprit*. En stage à la Bibliothèque universitaire de Toulouse en 1931, il y crée et anime un groupe de travail. Il participe au Congrès de fondation d'*Esprit* à Font-Romeu en août 1937. Après la naissance d'*Esprit* il s'engage surtout dans la *Troisième Force* où il est le principal adjoint de G. Izard, assurant notamment l'organisation du mouvement et de son service d'ordre. Ayant désapprouvé la fusion de la *Troisième Force* avec *Front Commun*, il se

retire de la politique active et entreprend de préparer une thèse - *la Vie rurale en Bourgogne jusqu'au débat du IIe siècle*. Docteur ès Lettres, il est nommé professeur à l'université de Nancy. Pendant l'Occupation il participe à la Résistance dans le « Groupe secret de renseignements militaires ». Officier de renseignement après la Libération, il est tué au cours d'une mission en décembre 1945 lors de l'offensive allemande d'Esternach.

RENÉ DUPUIS : Né en 1905. Après des études supérieures de Droit et de Lettres il entre dans le journalisme, se spécialisant dans les problèmes de l'Europe centrale et collaborant à la *Revue politique et parlementaire*, au *Capital*, au *Correspondant*, à diverses revues hongroises et polonaises. En 1932 il publie un livre sur *le Problème hongrois* puis collabore avec A. Marc à la rédaction de *Jeune Europe* (1933). Correspondant de la Revue [462] de Hongrie, il est chargé de cours à l'Institut de Droit international de la faculté de Droit de Paris entre 1934 et 1940, Puis à l'École des sciences politiques de Paris de 1940 à 1946. Depuis cette date, il se consacre à des recherches littéraires préparant une édition des Oeuvres ; complètes du duc de Saint-Simon.

GEORGES DUVEAU : Né en 1903 à Meyssac (Corrèze). Il fait des études supérieures de Lettres et fonde en 1921, avec F. Gérard, P. Naville et M. Lubeck, la revue *l'œuf dur*. Très mêlé à l'avant-garde littéraire, il publie en 1927, un roman, *le Testament romantique*, qui est une sorte d'Éducation sentimentale des années 1920. Professeur à Cahors de 1927 à 1931, il est ensuite pendant un temps journaliste à *Paris-Soir*. En 1931-1932 il participe aux réunions précédant la fondation d'*Esprit*. Dans les années 1933-1935 il est l'un des orateurs les plus écoutés de la *Troisième Force*. Redevenu professeur, il se consacre à l'étude de « l'esprit de 1848 » qu'il avait découvert dans les années 1928-1930 et travaille à la rédaction de deux thèses : *la Vie ouvrière en France pendant le second Empire* et *la Pensée ouvrière sur l'éducation*. Docteur ès Lettres en 1945, il est nommé professeur à l'université de Strasbourg. Il meurt en juin 1958 alors qu'il préparait un livre consacré à l'étude de la Sociologie de l'utopie.

JEAN DE FABRÈGUES : Né en 1906, fils d'un attaché de cabinet ministériel. Élève du lycée Michelet, il fait ensuite des études supérieures de philosophie à la Sorbonne. Il adhère aux Étudiants d'Action française et collabore à *l'Étudiant français* et à la *Gazette française*. Après la mise à l'index il reste fidèle à *l'Action française* et devient secrétaire de Maurras, rédigeant la revue de presse dans *l'Action française* quotidienne. Il garde cependant des liens avec l'entourage de Maritain et se lie avec Bernanos. En 1930 il prend la direction de Réaction pour l'ordre et rompt avec *l'Action française*. Il dirige ensuite la *Revue du siècle* (1933-1934) Puis la *Revue du XXe siècle* et devient en 1936 le co-directeur, avec Thierry Maulnier, de *Combat* qui paraîtra jusqu'en 1939. Directeur d'une collection chez un éditeur le livres scolaires, après un bref passage dans l'Université, il dirige aussi en 1938-39 la revue *Civilisation*. Prisonnier en 1940, il est rapatrié et collabore en zone libre à la revue *Idées*. Il participe aussi pendant un temps aux activités de l'association culturelle *Jeune France*. En 1942, il devient directeur de l'hebdomadaire catholique *Demain*. Rédacteur en chef de l'hebdomadaire *la France catholique* après la Libération, il en est, depuis 1955, le directeur. Historien des idées, il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages : *Bernanos tel qu'il était*, *le Sillon de Marc Sanguier*, *Christianisme et civilisations*, *Maurras et son Action française*, etc.

ROBERT FRANCIS : Pseudonyme de Jean Godmé. Né en 1909, fils d'un entrepreneur de travaux publics. Tout en poursuivant des études d'ingénieur à l'École des travaux publics, il collabore, à partir de 1929, aux Cahiers, publication fondée par son frère J.-P. Maxence. Il en devient, en 1930, le directeur. Grand admirateur de la littérature anglaise et [463] d'Alain Fournier, il commence à écrire une série de gros romans à demi fantastiques, dont l'un obtiendra le Prix Fémina en 1935. Entre 1931 et 1935, il écrit dans la *Revue française* et dans la *Revue du XXe siècle*. En 1934, avec J.-P. Maxence et Thierry Maulnier, il participe à la rédaction du livre *Demain la France*. De 1935 à 1940, il se retire du combat politique pour se consacrer à son œuvre de romancier. Pendant l'Occupation il publie quelques articles dans les *Nouveaux Temps* de J. Luchaire. Il aurait adhéré au F.P.F en 1942. Arrêté à la Libération, il passe en jugement et est acquitté. Il meurt quelques mois plus tard en 1946.

LOUIS-ÉMILE GALEY : Né en 1904 dans une famille d'origine ariégeoise. Il fait des études d'architecte à l'École des Beaux-Arts de Paris. Ami d'enfance d'André Déleage, il participe aux réunions précédant la création d'Esprit et au congrès de fondation de la revue à Font-Romeu. Après 1933 il devient le bras droit de Georges Izard à la tête de la Troisième Force. En 1934, il est rapporteur aux États généraux de la Jeunesse française. Après la fusion de la *Troisième Force* avec le Front commun de Bergery (fusion qu'il désapprouve), il devient secrétaire général de la *Flèche*, organe du Parti frontiste. Parallèlement, il tente de créer en 1935 un mouvement d'action spirituelle, *La Croisade*, tentative qui se solde par un échec. Il quitte le Parti frontiste pour la S.F.I.O. en 1937 avec Georges Izard. Retrouvant à la S.F.I.O. les querelles de chapelle qu'il avait voulu fuir, il abandonne toute activité politique reprenant son métier d'architecte. En 1940, il participe à la fondation du mouvement des *Compagnons de France* dans lequel il devient « Chef des Provinces ». Il est ensuite directeur du Cinéma à Vichy tout en ne refusant pas son appui à la Résistance. Aujourd'hui, dégagé de toute appartenance politique, il est scénariste et chargé de mission à Pathé-Cinéma.

ROBERT GIBRAT : Né en 1904. Élève de l'École polytechnique, il poursuit aussi des études de Droit et devient un des rares spécialistes d'économétrie de l'époque. Mathématicien exceptionnel, il est professeur à l'École des mines de Saint-Étienne avant de devenir ingénieur-conseil de la Société générale d'entreprise. Entre 1931 et 1933 il participe aux travaux du *Centre polytechnicien d'Études économiques* fondé par Jean Coutrot puis adhère à *l'Ordre Nouveau* avec Robert Loustau en 1933. En 1934 il fait, avec R. Loustau, un rapide passage dans le groupe d'études sociales des *Croix de Feu*. À la veille de la guerre, il est directeur de l'Électricité : au ministère des Travaux publics. En 1942, il est pendant quelques mois secrétaire d'État aux Communications du gouvernement de Vichy. Après cet intermède gouvernemental, il reprend ses activités professionnelles. Ingénieur-conseil de l'Électricité de France, il a établi es calculs qui ont permis la construction de l'usine marémotrice de la Rance. Ancien président du Comité scientifique et technique de l'Euratom, il est directeur général du Groupement pour l'industrie atomique (« Indatom »).

[464]

EDMOND HUMEAU : Né en 1907 à Saint-Florent-le-Vieil en Anjou. Élève de l'école communale puis du petit séminaire de Beaupréau, il passe ensuite un an au grand séminaire d'Angers. Malade, il s'établit dans le Valais (1929-1932) où il rencontre Ramuz qui publie ses premiers textes. En 1929, i écrit un article sur Gide pour les Cahiers de J.-P. Maxence. De retour à Paris en 1932, il entre en contact avec l'équipe d'*Esprit* par l'intermédiaire de Maritain et collabore régulièrement à la revue après sa fondation. Il milite aussi dans la Troisième Force et vote contre la fusion avec *Front commun*. Il adhère alors à la section socialiste du Plessis-Robinson dont il est exclu avec Marceau Pivert. Il renoue des liens avec Bergery et le mouvement frontiste, demeurant pacifiste même après Munich. Il entre dans la Résistance en novembre 1940 avec des anciens du P.S.O.P. et du frontisme. Rédacteur au Bureau universitaire de statistiques de 1937 à 1941, il est ensuite chef du service de reclassement des intellectuels en chômage. Depuis 1946, il est attaché de presse du Conseil économique. Retiré de l'action politique tout en restant membre de la S.F.I.O. malgré ses réticences, il s'est, depuis la guerre, consacré plus spécialement à son œuvre littéraire et poétique (Prix Max Jacob en 1956).

GEORGES IZARD : Né en 1903 à Abeilhan (Hérault), fils d'un directeur d'école. Il fait des études supérieures de lettres et de droit à la Sorbonne. Ayant entrepris de préparer l'agrégation de philosophie, il rencontre Emmanuel Mounier avec qui, en 1929-1930, il rédige un livre sur *la Pensée de Charles Péguy*. Gendre du ministre radical Charles Daniélou, il est pendant un temps chef de cabinet de son beau-père. En 1931-1932, il participe très activement, avec Déléage et Mounier, à la fondation d'*Esprit*, dont il est le rédacteur en chef d'octobre 1932 à juillet 1933. En 1933 il prend la tête de la Troisième Force avec le titre de Délégué Général. Après la fusion avec *Front commun*, il participe aux activités du Parti frontiste de Bergery, dont il devient un des députés en 1936. Il quitte ce parti en 1937 pour entrer à la S.F.I.O. Pendant l'Occupation il fait partie des groupes d'études de l'O.C.M. À la Libération, secrétaire général de l'O.C.M. et membre de l'Assemblée consultative, il tente de créer, avec l'appui de L. Blum, un parti tra-

vailliste mais il se heurte à l'opposition du général de Gaulle. Après avoir participé à la fondation de l'U.D.S.R., il renonce à la politique active pour se consacrer à sa profession d'avocat, plaidant notamment pour Kravchenko contre le Parti communiste, pour Claudel contre Maurras et défendant les intérêts du Bey de Tunis et du sultan du Maroc au cours des crises de la décolonisation.

JEAN JARDIN : Né en 1904. Après des études supérieures de lettres et de droit, il suit les cours de l'École libre des sciences politiques où il fait la connaissance d'Alexandre Marc. Alors sympathisant de l'Action française, il participe aux réunions du Club du Moulin-Vert d'où devait naître le mouvement l'Ordre Nouveau, aux travaux duquel il collabore de 1931 à 1938. Dans les années 1929-1930, il est directeur du service d'information économique de la banque Dupont avant de devenir, de 1932 [465] à 1941, un des principaux collaborateurs de Dautry aux Chemins de Fer. De 1941 à 1943 il occupe diverses fonctions à Vichy. Il est notamment membre du cabinet de Bouthillier puis directeur du cabinet de Pierre Laval. En 1943, il est nommé chargé de mission à Berne. Retiré de l'action politique après la Libération il est devenu un important homme d'affaires.

JEAN LACROIX : Né en 1900. Licencié en droit, il fait des études de philosophie à Grenoble sous la direction de Jacques Chevalier. Sympathisant de l'Action française au cours de ses études de Droit, il s'en éloigne ensuite sous l'influence du R. P. Valensin et de J. Chevalier. Agrégé de philosophie, il est professeur à Châlons-sur-Saône (1925-1927), à Lons-le-Saulnier (1927-1930) s'occupant de cercles d'études de lycéens et collégiens. Professeur à Dijon à partir de 1931, il participe à quelques-unes des réunions ayant précédé la fondation d'*Esprit*. Après la naissance de la revue il y collabore régulièrement représentant une tendance proche des milieux démocrates-chrétiens (Cahiers de la nouvelle journée). En 1938 il assure, avec P.-A. Touchard, la direction de l'hebdomadaire le Voltigeur. En 1940, il partage les hésitations de Mounier devant le régime de Vichy et prête son concours à l'École de cadres d'Uriage avant de se tourner vers la Résistance. Après la Libération il recommence à collaborer à *Esprit*, jusqu'à la mort d'A. Béguin en 1957. Se gardant de tout engagement politique direct, il s'est consacré depuis 1945 à une œuvre de philosophie politique exprimée par l'écrit et la parole.

Il est, depuis 1937, professeur de « Khâgne » à Lyon. Il est par ailleurs membre du Comité directeur des *Semaines sociales de France* et du *Centre catholique des intellectuels*. Il assure depuis la Libération le feuilleton philosophique du journal *le Monde* et dirige la collection « Initiation philosophique » aux Presses Universitaires de France.

PHILIPPE LAMOUR : Né en 1903. Il fait des études de droit à la faculté de Droit de Paris où il participe aux réunions d'un groupe se réunissant autour du professeur Achille Mestre (avec A. Philip, Léo Lagrange, A. Parodi). En 1925, il adhère au *Faisceau* de G. Valois dont il est exclu en 1928. Il tente alors sans succès de fonder un *Parti fasciste révolutionnaire*. En 1931 il participe à la fondation de *Plans* dont il est le rédacteur en chef. Après la disparition de *Plans*, il continue d'exercer sa profession d'avocat en y ajoutant le journalisme (à *Mondes* de Barbusse) et l'action publique. Après les événements de février 1934, il participe à divers grands procès (Bony contre *Gringoire*, affaire Stavisky, etc.) Avocat de l'Association juridique internationale, il plaide en Grèce, Yougoslavie, Roumanie, etc., tout en collaborant à *l'œuvre* et à *Vu et Lu*. En 1936 il est candidat malheureux du Front Populaire à Sens. Entre 1936 et 1938 il est, en Espagne puis en Tchécoslovaquie, le correspondant de *l'Illustration*, de *Vu* et de *Messidor*. Engagé volontaire en 1939, il prend, après l'armistice, la direction d'une exploitation agricole dans l'Allier. Il s'installe ensuite dans le Gard où le contraint à se réfugier une menace d'arrestation. À la [466] Libération il est adjoint au commissaire de la république du Languedoc pour les questions agricoles et dirige le quotidien *la Renaissance*. Président de la Fédération des exploitants agricoles du Gard il est élu secrétaire général de la *Confédération générale agricole* en mars 1945 et le restera jusqu'en 1954 tout en étant membre du Conseil économique. En 1954 il quitte la C.G.A. pour devenir président-directeur général de la Compagnie d'aménagement de la région du Bas-Rhône-Languedoc. Élu en 1962 président du Conseil supérieur de la Construction, il collabore au Plan d'aménagement du territoire dont il préside la Commission nationale.

PIERRE-OLIVIER LAPIE : Né en 1901, fils du recteur de l'académie de Paris. Il fait des études supérieures de droit et devient en 1925 avocat au barreau

de Paris. Au cours de ses études de droit il participe aux réunions organisées par le professeur A. Mestre. Un peu plus tard il se lie avec Arnaud Dandieu et prend part aux premières recherches de *l'Ordre Nouveau* dans les années 1930-1933. En 1932 il crée, finance et dirige le bulletin *Mouvements* qui sert de tribune pendant quelques mois à *l'Ordre Nouveau*. Il rompt avec ce mouvement en 1933 et participe dans les premiers mois de 1934 à l'élaboration du *Plan du 9 juillet* dont il est un des signataires. Il milite dans le *Parti frontiste* de Bergery et est élu en 1936, député de Nancy comme « socialiste indépendant ». Il adhère peu après à la S.F.I.O. Pendant la guerre, ayant rejoint la « France libre », il est gouverneur du Tchad de 1940 à 1942 puis membre de l'Assemblée Consultative. Réélu député de Nancy, il est plusieurs fois ministre dans les gouvernements de la IV^e République puis délégué de la France aux Nations Unies. En 1959, il est président de la commission chargée d'étudier les rapports entre l'État et l'enseignement privé. Il est, depuis cette date, représentant de la France à la haute autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

JEAN LE MARCHAND : Né en 1907. Membre de l'Association des étudiants d'Action française de Paris, il signe en 1930 le manifeste de Réaction. Ayant participé aux activités du groupe Réaction, il crée, avec Pierre Andreu, en 1933, le Front national-syndicaliste dont l'existence devait être assez éphémère. De 1936 à 1939, il est secrétaire de rédaction de *Combat*. Entre 1940 et 1944 il est fonctionnaire au Secrétariat général à la Jeunesse de Vichy et anime pendant quelques mois une revue mensuelle : *les Cahiers français*. Après la Libération, il s'est consacré à sa carrière de journaliste. Rédacteur en chef de *la Table Ronde*, il suit ensuite François Mauriac à *l'Express* pour en réorganiser les pages culturelles avant de devenir rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Jours de France*, puis secrétaire général et directeur littéraire de l'hebdomadaire *Arts et Loisirs*.

ROBERT LOUSTAU : Né en 1899. Engagé volontaire en 1917. Élève de l'École polytechnique et de l'École des mines, il exerce ses compétences dans le bassin de la Loire jusqu'en 1930. Il entre ensuite dans la sidérurgie où devait se poursuivre sa brillante carrière. Parallèlement à ses [467] activités professionnelles, il s'intéresse aux problèmes économiques et sociaux et, entre 1931 et 1933, il

participe aux travaux du *Centre polytechnicien d'études économiques (X Crise)*, fondé par J. Coutrot. En 1933, il adhère à *l'Ordre Nouveau*. En 1934, il fait un bref passage dans le groupe chargé d'élaborer la doctrine sociale des *Croix de Feu*. En 1937, il est membre du Comité directeur du *Parti populaire français* dont il démissionne en 1938. En 1940, il est pendant quelques mois directeur du cabinet de P. Baudouin, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Vichy. Il collabore à la rédaction de la Charte du travail et établit le brouillon du *Message de Saint Étienne sur les problèmes sociaux*. Après la Libération, renonçant à toute activité politique, il s'est consacré totalement à ses occupations professionnelles.

ALEXANDRE MARC : Pseudonyme d'Alexandre-Marc Lipiansky. Né en 1904 à Odessa dans une famille israélite. Chassé de Russie par la révolution, il termine ses classes secondaires au lycée Saint-Louis à Paris avant d'entreprendre des études de philosophie à Iéna. Revenu en France, il fait ensuite des études de droit et de sciences politiques. Diplômé de l'École libre des sciences politiques en 1927, il entre aux éditions Hachette sur la recommandation de J. Isaac. En 1929, il fonde le *Club du Moulin-Vert* d'où naît, en 1930, *l'Ordre Nouveau* dont il devait être l'un des principaux animateurs. S'étant rapproché du catholicisme, il collabore en 1932-1933 à *la Vie intellectuelle*. Il se convertit au catholicisme en octobre 1933 après la mort d'A. Dandieu. De 1935 à 1939, il collabore régulièrement à *Sept* (page politique sous le pseudonyme de Scrutator), dont il est le secrétaire de rédaction, puis à *Temps présent*. Dans les années 1940- 1943, il donne des articles à *Temps nouveaux* et, engagé dans la Résistance, participe à la fondation de *Témoignage Chrétien*. De 1943 à 1944, il est interné en Suisse comme réfugié politique. En 1945, il collabore pendant quelques mois à *Témoignage Chrétien* puis se consacre entièrement aux mouvements fédéralistes européens. Après avoir participé à la création du groupe *Fédération*, il devient, en 1946, secrétaire général de *l'Union européenne des fédéralistes*. Animateur du *Mouvement fédéraliste européen* créé en 1953, il est, depuis 1954, directeur du Centre international de formation européenne ainsi que de l'Institut européen des hautes études internationales à Nice.

CHARLES MAUBAN : Pseudonyme de Henri Caillemer. Né en 1907 à Grenoble, il fait des études supérieures de droit et de sciences politiques. Dans les années 1930, collaborateur de la *N.R.F.*, il publie quelques romans et donne des articles à diverses revues. De 1933 à 1939, il collabore successivement à la *Revue du siècle*, à la *Revue du XXe siècle* puis à *Combat*. En 1940, il est délégué de la Jeunesse à Lyon, puis directeur au Secrétariat général de la jeunesse à Vichy. Après la Libération, il se consacre à la direction d'une exploitation agricole tout en continuant ses activités d'homme de lettres et en collaborant à *Rivarol* de 1951-1957. Élu député indépendant de la Vendée, en 1958, il participe, avec G. Bidault et R. Duchet, à la création du *Rassemblement pour l'Algérie* [468] française. Battu aux élections en 1962, il est depuis 1963 conseiller culturel auprès de l'ambassade de France en Afghanistan.

THIERRY MAULNIER : Pseudonyme de Jacques Talagrand. Né en 1909 à Alès, fils de professeur. Élève de l'École normale supérieure, il y est le condisciple de R. Brasillach et de R. Vaillant. Dès 1930, Henri Massis lui propose de collaborer à la *Revue universelle*. À partir de 1931 il donne périodiquement des chroniques à *l'Action française*. Lié avec Jean-Pierre Maxence, il participe aux activités de la *Revue française* puis collabore à la *Revue du XXe siècle* avant de devenir, de 1936 à 1939, le co-directeur (avec J. de Fabrègues) de *Combat*. En 1935, ses livres sur Nietzsche et Racine lui valent le Grand Prix de la critique. En 1937, il fonde avec J.-P. Maxence un hebdomadaire de combat *l'Insurgé*, qui ne survivra que quelques mois. Collaborateur permanent, à partir de 1936, de *l'Action française*, il le reste durant les années 1940-1944, tout en commençant à collaborer au *Figure* où devait se poursuivre sa carrière de journaliste après la Libération. Depuis 1945, il a eu tendance à se dégager de la politique immédiate pour se consacrer à son œuvre d'écrivain, d'auteur dramatique et de critique. Critique dramatique à *Combat* et à la *Revue de Paris*, il fonde en 1950 avec F. Mauriac la revue la *Table Ronde*. Il participe depuis 1946 aux activités du mouvement Fédération et collabore régulièrement au *XXe Siècle fédéraliste*. Il est, depuis 1964, membre de l'Académie française.

JEAN-PIERRE MAXENCE : Pseudonyme de Pierre Godmé. Né en 1906, fils d'un entrepreneur de travaux publics. En 1925, il commence à collaborer à l'hebdomadaire la *Gazette française* dont le directeur l'introduit dans le milieu du Roseau d'Or où il devient un fidèle de Maritain et de Massis. Gérant d'une petite librairie, il fonde en 1928 les Cahiers, donnant aussi des articles à la *Revue catholique des idées et des faits*, à la *Revue fédéraliste* et à la *Vie intellectuelle*. En novembre 1930, il devient rédacteur en chef de la *Revue française*. Il se lie alors avec T. Maulnier et R. Brasillach et se rapproche de *l'Action française* sans y adhérer. Après la faillite de la *Revue française*, en juillet 1933, il collabore au *Rempart* et à *Aux Écoutes*. Dans les années 1933-1934, il s'engage dans la ligue la Solidarité français dont il est un des plus brillants orateurs. De 1933 à 1939, professeur de philosophie au collège de Mortefontaine, il assure le feuilleton littéraire de l'hebdomadaire Gringoire. Pendant cette période, il donne des articles à la *Revue du XXe siècle* et à *Combat*, participant, avec T. Maulnier, à la brève aventure de *l'Insurgé* (1937). Pendant l'occupation, il publie des articles littéraires dans divers journaux parisiens, *Aujourd'hui*, *Paris-Midi*, tout en étant directeur des services sociaux du Commissariat aux prisonniers à Paris. Il donne aussi quelques articles doctrinaux à des revues favorables à la Révolution nationale : *Idées*, *les Cahiers français*, *Mouvement communautaire*. Menacé d'arrestation à la Libération, il s'exile en Suisse où il fonde et dirige à Genève un Centre supérieur de philosophie d'inspiration thomiste. Il meurt à Genève en mai 1956.

[469]

EMMANUEL MOUNIER : Né à Grenoble en 1905, fils d'un préparateur en pharmacie. Il prépare une licence de philosophie à Grenoble, sous la direction de Jacques Chevalier, après avoir interrompu des études de médecine. Agrégé de philosophie en 1928, il renonce à une carrière universitaire dans l'enseignement supérieur pour fonder, en 1932, *Esprit*, dont il sera le directeur jusqu'à sa mort. Marié avec une Belge, il est, entre 1935 et 1939, professeur au lycée français de Bruxelles, partageant son temps entre Bruxelles et Paris. En 1940, il voit disparaître sans regrets un régime qu'il jugeait faible et discrédité. Il accueille avec une certaine sympathie la « Révolution nationale », fait reparaître *Esprit*, collabore à l'hebdomadaire du mouvement *Compagnons*, participe aux activités de l'association culturelle *Jeune France* et accepte de professer à l'École des Cadres d'Uriage.

Il s'aperçoit cependant rapidement que le régime nouveau ne répond pas à ses espoirs, et *Esprit* s'oriente vers une résistance intellectuelle larvée. La revue est interdite en août 1941 et Mounier, entré dans le mouvement de résistance *Combat*, est arrêté. Libéré après une éprouvante grève de la faim, il se replie à Dieulefit où la revue tient deux congrès clandestins et où il écrit son *Traité du caractère*. À la Libération, il fait renaître *Esprit* et apparaît comme le chef spirituel des « chrétiens engagés » tout en conservant certaines distances vis-à-vis des « progressistes » Il commence alors un assez long « bout de chemin » avec les communistes et l'extrême-gauche auquel devaient mettre fin « l'excommunication » de Tito et le procès Rajk. Il meurt subitement d'une crise cardiaque le 22 février 1950.

ANDRÉ PIETTRE : Né en 1906 à Caudry (Nord), fils d'industriel. Il fait des études supérieures de droit et signe le manifeste de *Réaction*. Agrégé des facultés de droit, il est nommé professeur à la faculté de droit de Strasbourg en 1937, dont il devient le doyen en 1952. Il est professeur à Paris depuis 1953. Un temps président d'Économie et Humanisme, il est membre de la commission générale des *Semaines sociales de France*.

DENIS DE ROUGEMONT : Né en 1906 à Neuchâtel (Suisse), fils de pasteur. Études à Neuchâtel, Vienne et Genève. Après avoir été influencé par le surréalisme, le romantisme allemand et certaines doctrines ésotériques, il redécouvre le christianisme sous l'influence de Karl Barth. À Paris, de 1930 à 1934, il participe à la création de *l'Ordre nouveau* et d'*Esprit*. Fonde en même temps la revue *Hic et Nunc*, qui se réclame de Kierkegaard et K. Barth, et collabore à la *N.R.F.* En 1934, publie *Politique de la personne*, exposé des grands thèmes du personnalisme et de la théorie de l'engagement. Après deux ans de chômage vécus à l'île de Ré et dans le Gard, il est nommé lecteur à l'université de Francfort (1935-36). De retour à Paris, il devient rédacteur en chef des *Nouveaux Cahiers*, chez Gallimard, publie *Penser avec les mains*, puis *l'Amour et l'Occident*, tout en collaborant activement à *l'Ordre nouveau* et à *Esprit*. Mobilisé en Suisse en 1939, à l'état-major général, il fonde la Ligue du Gothard (mouvement de résistance civile et militaire avant la lettre).

Envoyé en mission aux États-Unis, il y passe les années 1941-1947. Professe à l'École libre des Hautes-Études de New York. En 1942-43, il rédige les émissions de « la Voix de l'Amérique parle aux Français ». Revenu en Europe en 1947, il s'engage dans le mouvement fédéraliste européen et joue un rôle important dans la « campagne des congrès » : discours inaugural à Montreux en 1947, rapport culturel et message final à La Haye en 1948, organisation et rapport général à Lausanne en 1949. Il fonde, en 1949, le Centre européen de la culture, à Genève, qu'il dirige encore aujourd'hui. Il crée en 1954 la Fondation européenne de la culture (transférée en 1957 à Amsterdam), dont il reste l'un des gouverneurs. Préside, de 1951 à 1966, l'exécutif du Congrès pour la liberté de la culture. Professeur à l'Institut universitaire d'études européennes et à l'université de Genève. Auteur de vingt-six volumes, traduits en quinze langues.

PIERRE-HENRI SIMON : Né en 1903 dans une famille de la bourgeoisie charentaise. Élève de l'École normale, supérieure où il est le condisciple de Nizan et de Sartre. Attiré par *l'Action française*, il est alors un militant actif du mouvement des *Jeunesses patriotes* dont il devient un des dirigeants pour la branche étudiante. Il participe aussi à cette époque aux activités des *Équipes sociales* de Robert Garric. À partir de 1926-1927, ses orientations commencent à se modifier et il collabore à la *Vie intellectuelle* et au *Correspondant*. De 1930 à 1939, il est professeur aux facultés catholiques de Lille, collaborant à *Esprit*, *Sept*, *Temps présent*. Prisonnier de 1940 à 1945, il est, après la Libération, professeur en Belgique, au Canada, en Suisse, tout en continuant de publier des articles dans diverses publications françaises. En 1956, il est membre du comité directeur des *Cahiers de la République* fondés par P. Mendès-France. Durant le conflit algérien il s'engage directement dans les débats suscités par cette guerre avec son livre *Contre la torture*. Depuis la mort d'É. Henriot, il rédige le feuilleton littéraire du journal *le Monde*. En novembre 1966, il est élu à l'Académie française au fauteuil de Daniel-Rops.

PIERRE-AIMÉ TOUCHARD : Né en 1903 dans la Sarthe, fils d'un directeur d'école. Il fait des études supérieures de lettres à la Sorbonne tout en étant répétiteur au lycée Henri-IV. À partir de 1933, il est étroitement associé à la vie

d'Esprit dont il rédige notamment la chronique théâtrale. Il participe aussi aux activités de la *Troisième Force*. Professeur à l'École Alsacienne, il dirige, en 1938, avec Jean Lacroix, l'hebdomadaire *le Voltigeur* créé en marge d'Esprit. Resté en zone occupée après l'armistice, il désapprouve l'attitude de Mounier à l'égard de Vichy. Nommé directeur de la Maison des lettres grâce à F. Perroux, il fait de cette dernière un centre de résistance. Après la guerre il est successivement directeur du Comité parisien des œuvres sociales en faveur des étudiants puis administrateur de la Comédie-Française, tout en donnant des chroniques théâtrales à diverses publications (*le Monde*, *la Revue de Paris*, *Europe*, etc.). En 1956, il est nommé inspecteur général des Spectacles. En 1967, il devient directeur du Conservatoire de Paris.

[471]

ANDRÉ ULMANN : Né en 1912. À partir de 1930, il poursuit des études de droit et de lettres tout en étant le secrétaire de Charles Dulot à l'Information sociale auprès de qui l'avait introduit Jacques Kayser. Ayant rencontré Mounier chez Maritain il devient, de 1932 à 1935, le secrétaire de rédaction d'Esprit. En 1935, il est secrétaire de rédaction de l'hebdomadaire de gauche *Vendredi* et collabore au *Peuple* (organe de la C.G.T.) et à *Messidor*. Durant la guerre d'Espagne, il est membre du Comité international d'assistance au peuple espagnol. En 1939 il fonde avec Armand Petitjean une éphémère publication, *le Courrier de Paris et de la province*, destinée à rassembler tous les partisans d'une « révolution nationale et populaire ». Prisonnier en 1940, il participe à la création du premier mouvement de résistance de prisonniers. Libéré et revenu en France, il prend la direction d'un réseau de résistance. Découvert, il est arrêté en septembre 1943 et déporté au camp de Mathausen. À la Libération, proche du Parti communiste, il est nommé délégué à l'Assemblée consultative. Après avoir dirigé la revue *Étoiles*, il entre à *la Tribune des Nations* dont il est, depuis 1946, le rédacteur en chef.

RENÉ VINCENT : Né en 1909. Il fait des études de lettres et de droit à Paris. Il est alors membre de l'Association des étudiants d'Action française et collabore à *l'Étudiant français* et à *l'Ami du peuple du soir*. En 1930 il est rédacteur en chef de *Réaction* et rompt avec l'Action française. Il donne ensuite des articles à la

Revue du siècle et à la *Revue du XXe siècle*. En 1936, il devient rédacteur en chef de *Combat* dont il est la cheville ouvrière. Prisonnier en 1940, il est libéré pour raisons de santé. Attaché au Secrétariat général à la Jeunesse de Vichy, il devient ensuite chargé de mission au ministère de l'Information. Pendant cette période, il dirige une revue doctrinale *Idées*. En 1945, il abandonne toute activité politique. Il est actuellement directeur des services juridiques d'une importante entreprise de construction et rédige les chroniques littéraires de *la France catholique* sous le pseudonyme d'Alain Palante.

[473]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. SOURCES DIRECTES ¹²⁸³

A. « LA JEUNE DROITE »

[Retour à la table des matières](#)

1. PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

Les Cahiers : trois séries de 1928 à juillet 1931.

Réaction pour l'Ordre : douze numéros d'avril 1930 à Juillet 1932.

La Revue française : transformée par J.-P. Maxence à partir de novembre 1930. Hebdomadaire jusqu'à la fin de 1931, bimensuelle jusqu'en juin 1932, mensuelle de juin 1932 à juillet 1933.

La Revue du siècle : treize livraisons de mars 1933 à mai 1934.

¹²⁸³ Textes (articles ou livres) écrits entre 1928 et 1935 exposent les idées de ces mouvements de jeunes des années 1930.

2. ARTICLES DANS D'AUTRES PUBLICATIONS.

Fabrègues (J. de), « L'erreur communiste », *Cahiers de la corporation*, 1929, série I, n° 16.

Maulnier (T.), « Révolution totale », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.

Maulnier (T.), « Conditions d'un réveil des jeunes français », *l'Action française*, 30 mars 1933.

Maulnier (T.), « Les nouveaux mythes germaniques », *la Revue universelle*, 15 avril 1933.

Maulnier (T.), « Un homme nouveau naît-il en Russie ? » *la Revue universelle*, 15 août 1933.

Maulnier (T.), « Pourquoi ils sont conservateurs », *l'Ordre Nouveau*, n° 4, octobre 1933.

3. LIVRES.

Francis, Maulnier, Maxence, *Demain la France*, Paris, Grasset, 1934.

Maulnier (T.), *La crise est dans l'homme*, Paris, Éd. Rédier, 1932.

Maulnier (T.), *Le IIIe Reich de Van den Bruck*, Préface, Paris, Éd. Rédier, 1933.

Maulnier (T.), *Mythes socialistes*, Paris, Gallimard, 1936.

Maxence, (J.), *Positions I*, Paris, Éd. Saint-Michel, 1930.

Maxence (J.), *Positions II*, Paris, Éd. Rédier, 1933.

[474]

B. « L'ORDRE NOUVEAU »

1. PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

Plans : deux séries (mensuel puis bimensuel) de janvier 1931 à août 1932. Quelques bulletins ronéotypés au début de 1933.

Mouvements : dix numéros de juin 1932 à juillet 1933.

L'Ordre Nouveau : quarante-huit numéros de mai 1933 à septembre 1938.

2. ARTICLES DANS D'AUTRES PUBLICATIONS.

Aron (R.), « Questions posées », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.

Aron (R.), « Argent et Culture », *Esprit*, n° 13, octobre 1933.

Aron (R.), « Le vrai problème du travail », *Avant-Poste*, janvier-février 1934.

Aron (R.), Dandieu (A.), « Révolution et Religion », *Réaction*, n° 8, janvier-février 1932.

Aron (R.), Dandieu (A.), « Bergson contre Wilson », *la Revue française*, octobre 1932.

Aron (R.), Dandieu (A.), « Marxisme et Révolution », *la Revue française*, avril 1933.

Aron (R.), Dandieu (A.), « Le travail contre l'homme », *Esprit*, n° 10, Juillet 1933

Aron (R.), Dandieu (A.), « Travail et Prolétariat », *Esprit*, n° 14, novembre 1933.

Aron (R.), Dandieu (A.), etc., « La Jeunesse française devant l'Allemagne », *la Revue du siècle*, n° 2, mai 1933.

Aron (R.), Dandieu (A.), etc., « Positions d'attaque pour l'ordre nouveau », *la Revue des vivants*, décembre 1933.

Chevalley (C.), Dandieu (A.), « L'intelligence-épée », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.

Chevalley (C.), Marc (A.), « Patrie, Nation, Révolution », *Avant-Poste*, janvier-février 1934.

Dandieu (A.) « La philosophie sociale du marxisme », *Demain*, août 1932.

Dandieu (A.), « La philosophie de Meyerson et l'avenir du rationalisme », *Europe*, 15 août 1932.

Dandieu (A.), « Vers le concret », *Europe*, 15 décembre 1932.

Dandieu (A.), « Philosophie de l'angoisse et politique du désespoir », *la Revue d'Allemagne*, 15 octobre 1932.

Daniel-Rops (H.), « Le spectre et le danger », *le Correspondant*, 25 mars 1932.

Daniel-Rops (H.), « Aspirations de la jeunesse », *la Revue des vivants*, juillet 1932.

Daniel-Rops (H.), « Les écrivains et la politique », *le Correspondant*, 10 août 1932.

[475]

Daniel-Rops (H.), « Positions générales », *la Revue française*, avril 1933.

Daniel-Rops (H.), « Héroïsme de Péguy », *la Revue du siècle*, n° I, avril 1933.

Daniel-Rops (H.), « Jeune Allemagne, jeune France », *le Correspondant*, 25 juillet 1933.

Daniel-Rops (H.), « Journal de voyage », *Esprit*, n° 15, décembre 1933.

Daniel-Rops (H.), « Vers un ordre nouveau », *Avant-Poste*, janvier-février 1934.

Dupuis (R.), « Le personnalisme de W. Stern et la jeunesse française », *la Revue d'Allemagne*, avril 1933.

Dupuis (R.), « Crise de l'agriculture et révolution personnaliste », *la revue française*, avril 1933.

Dupuis (R.), Marc (A.), « De la patrie au fédéralisme révolutionnaire », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.

Dupuis (R.), Marc (A.), « Fédéralisme révolutionnaire », *Esprit*, n° 2, novembre 1932.

Dupuis (R.), Marc (A.), « Pensées simples sur l'U.R.S.S. », *Esprit*, n° 4, janvier 1933.

Dupuis (R.), Marc (A.), « L'U.R.S.S. sans plan », *Esprit*, n° 7, avril 1933. Jardin (J.), « Capitalisme et propriété », *la Revue française*, avril 1933.

Marc (A.), « Pour un communisme national », *la Revue d'Allemagne*, 15 octobre 1932.

Marc (A.), « L'État fermé ou l'autarchie », *la Revue d'Allemagne*, 5 janvier 1933.

Marc (A.), « Le Prolétariat », *Esprit*, n° 4, janvier 1933.

Marc (A.), « Révolution et Christianisme », *Esprit*, n° 6, mars 1933.

Marc (A.), « Les Adversaires », *la Revue d'Allemagne*, 5 avril 1933.

Marc (A.), « La tyrannie de l'économie libérale et l'anarchie de l'économie dirigée », *la Revue française*, avril 1933.

Marc (A.), « La machine contre le prolétaire », *Esprit*, n° 10, juillet 1933.

Marc (A.), « Une philosophie nouvelle », *Esprit*, n° 15, décembre 1933.

Rougemont (D. de), « Cause commune », *Présence*, juillet 1932.

Rougemont (D. de), « A prendre ou à tuer », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.

Rougemont (D. de), « Comment rompre », *Esprit*, n° 6, mars 1933.

Rougemont (D. de), « Loisir ou temps vide », *Esprit*, n° 10, juillet 1933.

Rougemont (D. de), « Définition de la personne », *Esprit*, n° 27, décembre 1934.

3. OUVRAGES.

Aron (R.), *Dictature de la liberté*, Paris, Grasset, 1935.

Aron (R.), Dandieu (A.), *Décadence de la nation française*, Paris, Riéder, 1931.

Aron (R.), Dandieu (A.), *Le Cancer américain*, Paris, Riéder, 1931.

Aron (R.), Dandieu (A.), *La Révolution nécessaire*, Paris, Grasset, 1933.

Dandieu (A.), *Anthologie des philosophes français*, Paris, Éd. du Sagittaire, 1931.

[476]

Daniel-Rops (H.), *Le Monde sans âme*, Paris, Plon, 1932.

Daniel-Rops (H.), *Les Années tournantes*, Paris, Éd. du Siècle, 1932.

Daniel-Rops (H.), *Éléments de notre destin*, Paris, Spes, 1934.

Dupuis (R.), Marc (A.), *Jeune Europe*, Paris, Plon, 1933.

Rougemont (D. de), *Politique de la personne*, nlle édition, Paris, « Je Sers », 1946.

C. « *ESPRIT* »

I. PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

Esprit : Revue mensuelle publiant dix livraisons par an à partir d'octobre 1932.

2. ARTICLES DANS D'AUTRES PUBLICATIONS.

Izard (G.), « Un instinct sec et rude », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.

Mounier (E.), « Ce ne sont pas ceux qui disent : Esprit, Esprit », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.

Mounier (E.), « Défense de la Civilisation », *Revue de culture générale*, octobre 1930.

Mounier (E.), « Révolution et Démocratie », *l'Aube*, 27 février 1934.

3. OUVRAGES.

Izard (G.), Mounier (E.), *La Pensée de Charles Péguy*, Paris, Plon, 1931.

Mounier (E.), *Révolution personnaliste et communautaire*, Paris, Éd. Montaigne, 1935. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Mounier E.), *Les Certitudes difficiles*, Paris, Le Seuil, 1951.

Mounier (E.), *Mounier et sa génération*, Paris, Le Seuil, 1956

II. AUTRES SOURCES CONSULTÉES

I. PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

L'Action française, quotidien, 1930-1934.

Bulletin des amis d'É. Mounier, trimestriel, 1952- 1967.

Les Cahiers français, mensuel, 1943,

Civilisation, mensuel, 1938-1939.

Combat, mensuel, 1936-1939.

Commune, mensuel, 1933-1934.

Le Correspondant, bimensuel, 1930-1934.

Esprit, mensuel, 1935-1940, 1940-1941, 1945-1967.

Europe, mensuel, 1932-1934.

La Fédération, mensuel, 1947-1957,

La Gazette française, hebdomadaire, 1925-1930

[477]

L'Homme nouveau, mensuel, 1934.

L'Homme réel, mensuel, 1934.

Idées, mensuel, 1941-1944.

Masses, mensuel, 1933-1934.

Mil neuf cent trente-trois, hebdomadaire, 1933-1935.

Notre temps, hebdomadaire, 1929-1934.

Orientations, mensuel, 1933-1935.

Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, trimestriel, 1950-1967.

La Revue des vivants, mensuel, 1930-1934.

La Revue du XXe siècle, mensuel, 1934-1935.

La Revue universelle, bimensuel, 1930-1934.

La Vie intellectuelle, bimensuel, 1928-1934.

X-Crise, irrégulier, 1931-1934.

2. ARTICLES.

Achard (M.), « Discours de réception de T. Maulnier à l'Académie française », *le Monde*, 21 janvier 1966.

Andreu (P.), « La lutte des jeunes ou le temps du refus », *la Fédération*, avril 1956.

Andreu (P.), « Les idées politiques de la jeunesse intellectuelle de 1927 à la guerre », *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1957, 2e semestre.

Andreu (P.), « Esprit, 1932-1940 », *Itinéraires*, mai 1959.

Andreu (P.), « L'Ordre Nouveau », *la Nation française*, mars 1961, n° 336 et 337.

Andreu (P.), Ganne (G.), « Esprit », *Arts*, 28 Mars-3 avril 1956.

Andreu (P.), Ganne (G.), « L'Ordre Nouveau », *Arts*, 4-10 avril 1956.

Andreu (P.), Ganne (G.), « Les Jeunes maurrassiens », *Arts*, 18-24 avril 1956.

Andreu (P.), Ganne (G.), « Les Jeunes radicaux », *Arts*, 25 avril-1er mai 1956.

Aron (R.), « Le Fédéralisme », *la Pensée française*, 15 mai 1957.

Aron (R.), « Hommage à Daniel-Rops », *la France catholique*, 8 août 1965.

Aron (R.), « Les idées politiques de Daniel-Rops », *Ecclésia*, juillet 1966.

Aron (R.), « Trente ans après », *le XXe Siècle fédéraliste*, juin 1967.

Bartoli (P.), « Crise de croissance et révolution de l'esprit », *Commune*, n° 4, décembre 1933.

Bedarida (F. et R.), « Aux origines de Témoignage Chrétien », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, janvier 1966.

Béguin (A.), « E. Mounier, une vie », *Esprit*, décembre 1950.

Bénichou (R.), « Révolution et pseudo-révolution », *Masses*, juillet 1934.

Boisdeffre (P. de), « L'œuvre de Daniel-Rops », *Revue des deux mondes*, 1er novembre 1965.

Borne (E.), « Emmanuel Mounier », *Forces nouvelles*, 2 avril 1960.

Borne (E.), « Il y a vingt ans, la Libération », *France-Forum*, juillet-août 1964.

[478]

- Bourbon (H.), « Présence de Gilbert Dru », *France-Forum*, juillet-août 1964.
- Bourdin. (J.), « L'École nationale des Cadres d'Uriage », *Revue française de science politique*, décembre 1959.
- Chaigne (H-), « Le personnalisme d'E. Mounier », *Frères du monde*, n° 27, janvier 1964.
- Clément (M.), « Emmanuel Mounier », *Itinéraires*, n° 35 et 36, juillet et septembre 1959.
- Congar (Y.-M.), « L'actualité de Kierkegaard », *la Vie intellectuelle*, 25 novembre 1934
- Couso (R.), « Mounier, philosophe de l'action intégrale », *Frères du monde*, n° 27, janvier 1964.
- Debray (P.), « Les origines intellectuelles du progressisme chrétien », *Ordre français*, novembre 1960.
- Demagny (P.), « Mouvements de jeunes et jeunes revues », *Politique*, avril 1933.
- Depierre (A.), « E. Mounier, ce témoin persévérant de Dieu », *Esprit*, décembre 1950.
- Devaux (A.), « Jalons pour une enquête sur l'idée de personne », *Cahiers universitaires catholiques*, janvier 1960.
- Domenach (J.-M.), « E. Mounier, les principes du choix politique », *Esprit*, décembre 1950.
- Domenach (J.-M.), « Force et faiblesses de la Résistance française », *Esprit*, novembre 1963.
- Domenach (J.-M.), « Présence de Mounier », *Frères du monde*, n° 27, janvier 1964.
- Domenach (J.-M.), « Le vieux chef », *le Monde*, 14 mars 1968.
- Escaich (R.), « Les années tristes : 1931-1939 », *les Cahiers de l'histoire*, juillet-août 1967.
- Fabrègues (J. de), « Combat, ou la renaissance d'une droite sociale », *la fédération*, avril 1956.
- Folliet (J.), « Que veut la jeunesse ? », *Enquête, l'Aube*, 30 juin, 14 juillet, 14 août 1933
- Fraisse (P.), « E. Mounier, sa puissance d'accueil », *Esprit*, décembre 1950.
- Galey (L.-E.), Izard (G.), etc., « Souvenir d'André Déleage », *Esprit*, 1965, n° 7-8.
- Garric (R.), « Pourquoi nous acceptons », *la Revue des jeunes*, 15 février 1933.
- Girardet (R.), « Note sur l'esprit d'un fascisme français (1931-1939) », *Revue française de science politique*, 1955, n° 5.

- Goguel (F.), « E. Mounier, positions politiques », *Esprit*, décembre 1950.
- Guchet (Y.), « Valois, ou l'illusion fasciste », *Revue française de science politique*, 1965, n° 6.
- Guéhenno (J.), « La Contre-révolution », *Europe*, 15 août 1932.
- Guissard (L.), « Le chrétien Mounier », *Frères du Monde*, n° 27, janvier 1964.
- [479]
- Hamel (E.), « Entretien avec Thierry Maulnier », *la France catholique*, 14 janvier 1966.
- Hoffmann (S.), « Aspects du régime de Vichy », *Revue française de science Politique*, 1956, n° 1.
- Izard (G.), « Préhistoire de la *Troisième Force* », *Courrier de Paris et de la province*, juillet 1939.
- Izard (G.), « Premières pierres posées à l'édifice d'*Esprit* », *Ariane*, mai-juillet 1958.
- Izard (G.), « Emmanuel Mounier », *l'Express*, 29 mars 1960.
- Jeanson (F.), « E. Mounier, une pensée combattante », *Esprit*, décembre 1950.
- Josse (R.), « L'École des Cadres d'Uriage », *Revue d'histoire de la seconde guerre mondiale*, janvier 1966.
- Lacroix (J.), « Mounier éducateur », *Esprit*, décembre 1950.
- Lacroix (J.), « Un témoin et un guide : E. Mounier », *Frères du monde*, n° 27, janvier 1964.
- Lamour (P.), « La Révolution et la jeunesse », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.
- Lefebvre (H.), « Du culte de « l'esprit » au matérialisme dialectique », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.
- Le Gau (C.), « Mouvements de jeunes », *Politica*, mars 1936.
- Loubet del Bayle, « L'esprit des années 1930, inventaire biobibliographique », *Politique*, n° 33-36, 1966.
- Loubet del Bayle, « La revue *Réaction* », *Politique*, n° 33-36, 1966.
- Marc A.), « L'Ordre Nouveau et la vocation de la France », *la Fédération*, avril 1956.
- Marrou (H.), « E. Mounier : un homme dans l'Église », *Esprit*, décembre 1950.
- Marrou (H.), « L'action politique d'Emmanuel Mounier », *les Cahiers de la République*, 1956, n° 2.
- Maulnier (T.), « L'esprit d'Emmanuel Mounier », *Hommes et mondes*, mai 1950.

- Maulnier (T.), « Adieu à Jean-Pierre Maxence », *Arts*, 20 juin 1956.
- Maulnier (T.), « Discours de réception à l'Académie française », *le Monde*, 21 janvier 1966.
- Maze (J.), « Le Frontisme ou l'erreur d'avoir raison trop tôt », *la Fédération*, avril 1956.
- Mounier (E.), « Jeunesse personaliste », *l'Homme réel*, février 1937.
- Mounier (E.), « Éléments d'une génération », *Courrier de Paris et de la province*, juillet 1939.
- Mounier (E.), « Réflexions sur le personalisme », *Synthèses*, 1947, n° 4.
- Mounier (E.), « Les deux visages du fédéralisme européen », *Esprit*, novembre 1948.
- Mounier (E.), « Cinq étapes d'Esprit », *Dieu vivant*, 1950, n° 16.
- Natanson (J.), « Présence de Mounier », *Esprit*, avril 1960.
- Nizan (P.), « Les conséquences du refus », *Nouvelle Revue française*, décembre 1932.
- [480]
- Nizan (P.), « Sur un certain front commun », *Europe*, 15 janvier 1933.
- Nizan (P.), « Les enfants de la lumière », *Communs*, n° 2, octobre 1933.
- Nizan (P.), « Jeune Europe », *Commune*, n° 3, novembre 1933.
- Prévost (M.), « La Jeunesse devant la crise », *Enquête, le Journal*, 19 mai, 9 Juin, 23 juin, 30 Juin 1933.
- Rémond (R.), « La fin de la IIIe République », *Revue française de science politique*, 1957, n° 2.
- Ricœur (P.), « E. Mounier : une philosophie personaliste », *Esprit*, décembre 1950.
- Rougemon (D. de), « The campaign of the European Congresses », *Government and opposition*, avril-juillet 1967.
- Sadoul (G.), « Quelques études objectives du fascisme », *Commune*, octobre 1933.
- Servèze (G.), « Note sur la revue *Esprit* », *Commune*, n° I, juillet 1933.
- Simon (P.-H.), « Mounier et Péguy », *le Monde*, 20 avril 1956.
- Simon (P.-H.), « Le pessimisme historique dans la pensée du XXe siècle », *les Cahiers de la République*, 1956, n° I.
- Simon (P.-H.), « Discours de réception à l'Académie française », *le Monde*, 10 novembre 1967.

- Simon (P.-H.), « E. Mounier et le personnalisme d'*Esprit* », *Histoire de notre temps*, n° 5, Printemps 1968.
- Touchard (P.-A.), « E. Mounier : dernier dialogue », *Esprit*, décembre 1950.
- Voyenne (B.), « L'idée fédéraliste en France », *la Fédération*, avril 1955.
- Werth (A.), « Le mouvement Jeune Turc », *les Cahiers de la République*, 1956, n° 2.
- XXX, « Emmanuel Mounier », *Informations catholiques internationales*, 15 mars 1960.

3. OUVRAGES.

- Albérès (R.-M.), *L'Aventure intellectuelle du XXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1959.
- Alix (R.), *La Nouvelle Jeunesse*, Paris, Librairie Valois, 1930.
- Aron (Ray.), etc., *Colloques de Rheinfelden*, Paris, Calmann-Lévy, 1960.
- Aron (R.), *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954.
- Aron (R.), *Histoire de la libération de la France*, Paris, Fayard, 1959.
- Aron (R.), Bareth (J.), etc., *L'Ère des fédérations*, Paris, Plon, 1958.
- Aron (R.), Rougemont, etc., *Le Fédéralisme européen*, Paris, La Fédération, 1948.
- Bardèche (M.), *Écrit à Fresnes de R. Brasillach*, Préface, Paris, Plon, 1967.
- Bardèche (M.), *Oeuvres complètes de R. Brasillach*, Préface, T. XI, Paris, Club de l'honnête homme, 1964.
- Bars (H.), *Maritain en notre temps*, Paris, Grasset, 1959.
- Baruk (H.), *La Psychiatrie française, de Pinel à nos jours*, Paris, P.U.F., 1967.
- Bauchard (P.), *Les Technocrates et le pouvoir*, Paris, Arthaud, 1966.
- Baumont (M.), *La Faillite de la paix*, Paris, P.U.F., 1951.
- [481]
- Beau de Loménie, *D'une génération à l'autre*, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1933 (XXIII, 6).
- Beauvoir (S. de), *Mémoires d'une jeune fille rangée*, Paris, Gallimard, 1958.
- Benda (J.), *La Trahison des clercs*, Paris, Gallimard, 1929.
- Berdiaeff (N.), *Un Nouveau Moyen-Âge*, Paris, Plon, 1926.

- Berdiaeff (N.), *De l'esclavage et de la liberté de l'homme*, Paris, Aubier, 1963.
- Berdiaeff (N.), *Le Sens de l'histoire*, Paris, Aubier, 1948.
- Berl (E.), *Mort de la morale bourgeoise*, Paris, Gallimard, 1929.
- Berl (E.), *Mort de la pensée bourgeoise*, Paris, Grasset, 1929.
- Bernanos (G.), *La Grande Peur des bien-pensants*, Paris, Grasset, 1931.
- Bloch (J.-R.), *Destins du siècle*, Paris, Riéder, 1931.
- Blocq-Mascart (M.), *Chroniques de la Résistance*, Paris, Corra, 1945.
- Bonnefous (M.), *Histoire politique de la IIIe Rpublique*, T. IV, V, Paris, P.U.F., 1962.
- Bounie (J.), *Les Ides politiques de Daniel-Rops*, Paris, ronot, D.E.S. de Science politique, 1966.
- Bourdier J), *Un cas politique : le Comte de Paris*, Paris, La Table Ronde, 1965.
- Brasillach (R.), *Notre avant-guerre*, Paris, Plon, 1941.
- Brasillach (R.), *crit Fresnes*, Paris, Plon, 1967.
- Brugmans (H.), *Panorama de la pense fdraliste*, Paris, La Colombe, 1956.
- Calbrette (J.), *Mounier ou le mauvais esprit*, Paris, Nouvelles ditions latines, 1957.
- Calmette (A.), *L'Organisation civile et militaire*, Paris, P.U.F., 1961.
- Chastenet (J.), *Les Annes d'illusion (1918-1931)*, Paris, Hachette, 1962.
- Chastenet (J.), *Le Dclin de la IIIe Rpublique (1931-1938)*, Paris, Hachette, 1962.
- Chevalier (J.-J.), *Les Grandes Oeuvres politiques*, Paris, A. Colin, 1957.
- Chevalier (J.-J), Marc (A.), etc., *Le Fdralisme*, Paris, P.U.F, 1956.
- Conilh (J.), *Mounier*, Paris, P.U.F., 1966.
- Coston (H.), *Partis journaux et hommes politiques*, Paris, la Librairie franaise, 1960.
- Coston (H.), *La Technocratie et la synarchie*, Paris, la Librairie franaise 1962.
- Coston (H.), *Dictionnaire politique*, Paris, la Librairie franaise, 1967.
- Cotta (M.), *Le Frontisme et la Flche*, Paris, dactylographi, Mmoire I.E.P., 1959.
- Coutrot (A.), *Un courant de la pense catholique : « Sept »*, Paris, Le Cerf, 1961.
- Cremieux (B.), *Inquitude et reconstruction*, Paris, Corra, 1931.
- Creysses-Cabani (S.), *Constantes idologiques dans l'uvre polmique de Bernanos*, Toulouse, dactylographi, D.E.S. d'Histoire, 1965.

- Crouzet (M.), *L'Époque contemporaine*, Paris, P.U.F, 1966.
- Daniel-Rops (H.), *Notre inquiétude*, Paris, Librairie académique Perrin, 1927.
- Daniel-Rops (H.), *Péguy*, Paris, Plon, 1933.
- Daniel-Rops (H.), *La Misère et nous*, Paris, Grasset, 1935.
- Daniel-Rops (H.), *L'Épée de feu*, Paris, Plon, 1939.
- [482]
- Daniel-Rops (H.), *Un combat pour Dieu*, Paris, Fayard, 1963.
- Dansette (A.), *Destin du catholicisme français*, Paris, Flammarion, 1957.
- Dansette (A.), *Histoire religieuse de la France contemporaine*, Paris, Flammarion, 1965.
- Debu-Bridel (J.), *L'Agonie de la IIIe République*, Paris, le Bateau ivre, 1948.
- Delaporte (J.), *Péguy dans son temps et dans le nôtre*, Paris, Plon 10/18, 1967.
- Domenach (J.-M.), *Gilbert Dru, celui qui croyait au ciel*, Paris, Elf, 1947.
- Drieu La Rochelle (P.), *L'Europe contre les patries*, Paris, Gallimard, 1931.
- Drieu La Rochelle (P.), *Gilles*, Paris, Gallimard, 1939.
- Duhamel (G.), *Scènes de la vie future*, Paris, Le Mercure de France, 1930.
- Du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, Genève, Le Cheval ailé, 1946.
- Dunphy (J.), *E. Mounier et la crise de l'humanisme*, Melbourne, ronéoté, thèse : Faculty of Arts, 1965.
- Duquesne (J.), *Les Catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Grasset, 1966.
- Ellul (J.), *Exégèse des nouveaux lieux communs*, Paris, Calmann-Lévy, 1965.
- Fabrègues (J. de), *Bernanos tel qu'il était*, Paris, Mame, 1965.
- Fabrègues (J. de), *Christianisme et civilisations*, Paris, Éditions de Gigord, 1966.
- Fabrègues (J. de), *Maurras et son Action française*, Paris, Librairie académique Perrin, 1966.
- Ferry (G.), *Une expérience de formation de chefs*, Paris, Le Seuil, 1945.
- Folhen (C.), *La France de l'entre-deux-guerres*, Paris, Casterman, 1966.
- Fried (F.), *La Fin du capitalisme*, Paris, Grasset, 1932.
- Gadoffre (G.), etc., *Vers le style du XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1945.
- Genet (L.), *Cinquante ans d'histoire (1900-1950)*, T. II et III, Paris, Taillandier, 1951.
- Gillouin (R.), *J'étais l'ami du maréchal Pétain*, Paris, Plon, 1966.

Goguel (F.), *La Politique des partis sous la IIIe République*, Paris, Le Seuil, 1958.

Gortais (A.), *Démocratie et libération*, Paris, Éditions S.E.R.P., 1947.

Granet (M.), *Défense de la France*, Paris, P.U.F., 1960. Granet (M.), *Combat*, Paris, P.U.F., 1957.

Guissard (L.), *Mounier*, Paris, Éd. Universitaires, 1963.

Gurvitch (G.), *Tendances actuelles de la philosophie allemande*, Paris, Vrin, 1930.

Guyer (M.-T.), *La Politique d'E. Mounier*, Nancy, ronéoté, D.E.S. de Science politique, 1966.

Halévy (D.), *Décadence de la liberté*, Paris, Grasset, 1931.

Halévy (D.), *La République des comités*, Paris, Grasset, 1934.

Hau (M.), *La Revue « Esprit » et le communisme*, Paris, dactylographié, D.E.S. d'Histoire, 1966.

Hoffmann (S.), etc., *À la recherche de la France*, Paris, Le Seuil, 1963.

Hostache (R.), *Le Conseil national de la Résistance*, Paris, P.U.F., 1957.

Huisman (B.), Weber (H.), *Tableau de la philosophie contemporaine*, Paris, Fischbascher, 1957.

[483]

Jouvenel (H. de), etc., *Rajeunissement de la politique*, Paris, Corrèa, 1931.

Jugnet (L.), *Le Personnalisme, mythe ou vérité ?* Toulouse, Conférence ronéotée, 1956.

Jugnet (L.), *Pour comprendre la pensée de saint Thomas d'Aquin*, Paris, Bordas, 1964.

Labrousse (R.), *Introduction à la philosophie politique*, Paris, Rivière, 1959.

Lacroix (J.), *Itinéraire spirituel*, Paris, Bloud et Gay, 1937.

Lacroix (J.), *Crise de la démocratie et crise de la civilisation*, Paris, Éd. de la Chronique sociale, 1966.

Lamour, *Entretiens sous la Tour Eiffel*, Paris, La Renaissance du Livre, 1929,

La Poste (R.), *Nés de la guerre*, Paris, Éd. Valois, 1928.

Lassiéra (R.), Plumyène (J.), *Les Fascismes français (1923-1963)*, Paris, Le Seuil, 1963.

Launay (J. de), *Le Dossier de Vichy*, Paris, Julliard, 1967.

Laurent (R.), *Les Origines du M.R.P.*, Paris, Éd. du Mail, 1946.

Lefebvre (H.), *La Somme et le reste*, Paris, La Nef, 1959.

- Lestavel (J.), *Introduction aux personnalismes*, Paris, Éd. Vie nouvelle, 1961.
- Lipiansky (E.), « L'Ordre Nouveau (1930-1938) » dans l'ouvrage *Ordre et Démocratie*, Paris, P.U.F., 1967.
- Lucius (P.), *La Faillite du capitalisme*, Paris, Payot, 1932.
- Lucius (P.), *Révolutions du XXe siècle*, Paris, Bibliothèque économique et Politique, 1934.
- Malraux (A.), *La Tentation de l'Occident*, Paris, Grasset, 1926.
- Marc (A.), *Dialectique du déchaînement*, Paris, La Colombe, 1961.
- Marc (A.), *Civilisation en sursis*, Paris, La Colombe, 1955.
- Marc (A.), *L'Europe en question*, Paris, Payot, 1967.
- Maritain (J.), *Trois réformateurs*, Paris, Plon, 1925.
- Maritain (J.), *Primauté du spirituel*, Paris, Plon, 1927.
- Maritain (J.), *Religion et culture*, Paris, Desclée de Brouwer, 1933.
- Maritain (J.), *Du régime temporel et de la liberté*, Paris, Desclée de Brouwer, 1933.
- Maritain (J.), *Humanisme intégral*, Paris, Aubier, 1936.
- Maritain (J.), *Carnets de notes*, Paris, Desclée de Brouwer, 1965.
- Maritain (J.), *Le Paysan de la Garonne*, Paris, Desclée de Brouwer, 1966.
- Maritain (R.), *Les Grandes Amitiés*, Paris, Desclée de Brouwer, 1949.
- Martin (R.), *Le National-socialisme hitlérien*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1959.
- Marty (E.), *Les Idées politiques de Thierry Maulnier*, Paris, dactylographié, D.E.S. de Science politique, 1966.
- Massis (H.), *Évocations*, Paris, Plon, 1931.
- Massis (H.), *Débats*, Paris, Plon, 1931.
- Massis (H.), *Maurras et notre temps*, Paris, Plon, 1961.
- Massis (H.), *De l'homme à Dieu*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1958.
- Massis (H.), *Au long d'une vie*, Paris, Plon, 1967.
- Maulnier (T.), *Nietzsche*, Paris, Riéder, 1933.
- Maulnier (T.), *Au-delà du nationalisme*, Paris, Galâmard, 1938.
- Maulnier (T.), *Au long d'une vie d'H. Massis*, Préface, Paris, Plon, 1967.
- [484]
- Maurras (C.), *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1936.

- Maxence (J.), *Péguy*, Paris, Desclée de Brouwer, 1931.
- Maxence (J.-P.), *Histoire de dix ans (1927-1937)*, Paris, Gallimard, 1939.
- Mayeur (F.), « *L'Aube* », *étude d'un journal d'opinion*, Paris, Colin, 1966.
- Michel (H.), *Histoire de la Résistance*, Paris, P.U.F., 1963.
- Michel (H.), *Les Courants de pensée de la Résistance*, Paris, P.U.F., 1965.
- Michel (H.), *Vichy, année 40*, Paris, Laffont, 1967.
- Michel (H.), Mirkine-Guetzévitch (B.), *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, P.U.F., 1954.
- Michelet (E.), *Le Gaullisme, passionnante aventure*, Paris, Fayard, 1962.
- Moix (C.), *La Pensée d'E. Mounier*, Paris, Le Seuil, 1960.
- Moré (M.), *Accords et dissonances*, Paris, Gallimard, 1967.
- Morin (E.), *Introduction à une politique de l'homme*, Paris, Le Seuil, 1965.
- Mounier (E.), *Manifeste au service du personnalisme*, Paris, Éd. Montaigne, 1936.
- Mounier (E.), *Qu'est-ce que le personnalisme ?* Paris, Le Seuil, 1946.
- Mounier (E.), *Le Personnalisme*, Paris, P.U.F., 1950. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- Mounier (E.), *Introduction aux existentialismes*, Paris, Gallimard, 1964. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- Nizan (P.), *Aden Arabie*, Paris, Riéder, 1931.
- Nulans (M. E.), *La Revue « Esprit » du 6 février à Munich*, Nancy, ronéoté, D.E.S. d'Histoire, 1964.
- Parias, etc., *Trente ans d'histoire, de Clemenceau à De Gaulle*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1950.
- Perroux (F.), Urvoy (Y.), *La Révolution en marche*, Paris, Éd. Médicis, 1943.
- Pétain (P.), *La France nouvelle, Appels et messages*, Paris, Fasquelle, 1941.
- Pétain (P.), *Quatre années au pouvoir*, Paris, La couronne littéraire, 1949.
- Picon (G.), *Panorama des idées contemporaines*, Paris, Gallimard, 1957.
- Ploncard d'Assac, *Doctrines du nationalisme*, Paris, La Librairie française, 1959.
- Prélot (M.), *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz, 1966.
- Prévost (J.), *Histoire de France de l'après-guerre*, Paris, Riéder, 1932.
- Prévost (R.), *L'Entre-deux-mondes*, Paris, La Colombe, 1964.
- Purtschet (B.), *Le R.P.F.*, Paris, Éd. Cujas, 1965.

- Rémond (R.), *Les Catholiques, le communisme et les crises*, Paris, Colin, 1960.
- Rémond (R.), *La Droite en France*, Paris, Aubier, 1963.
- Ricœur (P.), *Histoire et vérité*, Paris, Le Seuil, 1955.
- Romains (J.), *Les Hommes de bonne volonté*, T. XVII à XXVII, Paris, « J'ai lu », 1965-1967.
- Rougemont (D. de), *L'Attitude fédéraliste*, Paris, Éd. La Fédération, 1948.
- Rougemont (D. de), *L'Aventure occidentale de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1957.
- Rougemont (D. de), *Vingt-huit siècles d'Europe*, Paris, Payot, 1961.
- Rougemont (D. de), *Journal d'une époque*, Paris, Gallimard, 1968.
- Roulin (P.), *Valéry, témoin et juge du monde moderne*, Neuchâtel, La Baconnière, 1964.
- Schmeltz (G. W.), *Bilan de l'Occident*, Paris, La Colombe, 1961.
- Sérant (M.), *Le Romantisme fasciste*, Paris, Fasquelle, 1960.
- [485]
- Simon (P.-H.), *Destin de la personne*, Paris, Bloud et Gay, 1935.
- Simon (P.-H.), *L'Esprit et l'histoire*, Paris, Colin, 1954.
- Simon (P.-H.), *Histoire de la littérature française du XXe siècle*, T. II, Paris, Colin, 1956.
- Simon (P.-H.), *Ce que je crois*, Paris, Grasset, 1966.
- Tessier (J.), *Dix ans d'effort pour unir l'Europe*, Paris, Bureau franco-allemand, 1955.
- Thomas (L.), *L'Action française devant l'Église*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1966.
- Touchard (J.), *Histoire des idées politiques*, T. II, Paris, P.U.F., 1964.
- Touchard (J.), « L'esprit des années trente » dans l'ouvrage collectif *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960.
- Valéry (P.), *Variétés I*, Paris, Gallimard, 1924.
- Valéry (P.), *Variétés II*, Paris, Gallimard, 1935.
- Valéry (P.), *Regards sur le monde actuel*, nouvelle édition, Paris, Stock, 1945.
- Vancourt (R.), *La Crise du christianisme contemporain*, Paris, Aubier, 1965.
- Vandromme (P.), *Maurras ou l'Église de l'ordre*, Paris, Le Centurion, 1966.
- Vermeil (E.), *Doctrinaires de la révolution allemande*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1948.

Vistel (A.), *Héritage spirituel de la Résistance*, Paris, Éd. Luz, 1955.

Voyenne (B.), *Histoire de l'idée européenne*, Paris, Payot, 1964.

Weber (E.), *L'Action française*, Paris, Stock, 1964.

XXX, *Les Jeunes à la croisée des chemins*, Paris, Fischbascher, 1932.

XXX, *Jeune France*, brochure, 1941.

XXX, *L'Europe de demain*, Neuchâtel, La Bacconnière, 1945.

Yvignac (A. d'), *Vers une politique chrétienne*, Paris, Éd. de la Gazette française, 1928.

4. SOURCES DIVERSES.

Ensemble des archives et documents rassemblés par Mme E. Mounier à la bibliothèque « Emmanuel Mounier » (19, rue d'Anthony à Chatenay-Malabry).

Travaux du séminaire dirigé par MM. Girardet, Rémond et Touchard et consacré à l'étude des années 1930 dans le cadre du Cycle supérieur d'études politiques organisé par l'Institut d'études politiques de Paris.

[487]

**Les non-conformistes des années 30.
Une tentative de renouvellement de la pensée politique française**

INDEX DES NOMS CITÉS

[Retour à la table des matières](#)

- Abbetz, O. : 98.
Alain : 69.
Albérès, R. M. : 23, 432.
Alexeieff, N. : 280.
Alibert, R. : 405.
Amos, J. : 101, 116.
Andreu, P. : 27, 75, 83, 85, 109, 116,
151, 156, 175, 183, 315, 411,
422.
Andrieu, cardinal : 41.
Angel, N. : 266.
Annunzio, G. d' : 23.
Archambault : 209, 210, 211, 249, 376.
Arduin, F. : 132, 136.
Arland, M. : 131, 234, 330.
Aron, Raymond : 128, 432, 437.
Aron, Robert : 56, 72, 81, 83, 84, 86,
87, 88, 89, 90, 97, 102, 106, 107,
108, 116, 117, 119, 120, 141,
159, 166, 167, 168, 171, 172,
174, 175, 193, 196, 198, 200,
203, 210, 213, 229, 238, 239,
248, 250, 252, 254, 257, 258,
260, 269, 272, 276, 284, 286,
287, 288, 292, 304, 305, 306,
320, 323, 334, 340, 341, 346,
349, 350, 352, 366, 389, 407,
408, 419, 422, 423, 458.
Arthuys, J. : 116, 117, 417.
Astier, H. d' : 44, 47.
Astorg, B. d' : 413;
Auphan, amiral : 405.
Autant-Lara, C. : 95.
Bachelard, G. : 24.
Bainville, J. : 219.
Bakounine, N. : 106, 287.
Barbier, P. : 411.
Barbusse, M. : 100.
Bardèche, M. 54, 55. 57.
Bardet, J. : 112.
Bareth, J. : 422.

- Barnaud, J. : 405.
 Barres, M. 23, 41, 48, 63, 236.
 Barth, K. 27, 90.
 Barthélémy : 87.
 Baruk, H. 112.
 Bauchard, P. : 108, 405.
 Baudelaire : 70, 254.
 Baudoin, P. : 408.
 Bauer, F. : 411.
 Bayet, A. : 24.
 Beau de Loménie, E. : 42.
 Beauvoir, S. de : 88.
 Becker, R. de : 151, 300, 352.
 Béguin, A. : 131, 145.
 Belin, P. : 408.
 Belloc, H. : 51.
 Benaben, G. : 110.
 Benda, J. : 88, 238, 323, 324.
 Berdiaeff, N. : 25, 51, 69, 82, 130, 131, 139, 144, 266, 277, 279, 283, 289.
 Berge, A. : 21.
 Bergery, G. 87, 103, 104, 148, 149, 150, 408.
 Bergson, H. : 21, 24, 41, 84, 85, 112, 128, 129, 130, 131, 238, 355.
 Berl, E. : 69, 239, 283, 329.
 Bernanos, G. : 22, 51, 53, 68, 70, 243, 245, 325.
 Bernardot, R. P. : 52.
 Berth, E. : 106.
 Bertrand, L. : 71.
 Bichelonne, F. : 405.
 Blanchot, M. : 55, 60, 69, 75, 172, 254, 412, 458.
 Bleuler, A. : 112.
 Bloch, J. R. : 21, 88.
 Blond, G. : 75.
 Blondel, M. : 41.
 Bloy, L. : 53, 63, 70, 135, 162, 230, 243.
 Blum, L. : 27, 214.
 [488]
 Boll, E. : 24.
 Borne, E. : 52, 54, 132, 140, 209, 404, 413, 419, 420, 459.
 Boulot, R. : 117.
 Bourdin, J. : 412, 413.
 Bourget, P. : 330.
 Bouthillier, Y. : 408.
 Bouyx, R. : 136.
 Branger, J. : 112.
 Brasillach, R. : 15, 41, 49, 54, 55, 57, 58, 60, 75, 76, 233, 293, 459.
 Briand : 13, 18, 20, 27, 189, 190, 194, 199, 363, 364.
 Bridoux, A. : 140.
 Brion, M. : 5 2.
 Broglie, L. de : 15, 24.
 Brossolette, P. : 18.
 Brugmans, H. : 418, 422, 424.
 Brunning : 17.
 Brunschwig, L. : 24.
 Bunuel, L. : 51.
 Buron, R. : 66, 460.
 Cagnat, J. : 116.
 Castelnau, général de : 157, 246.
 Catalogne, G. de : 70, 71, 73.
 Cayatte, A. : 94.
 Caziot, P. : 405.
 Céline, L. F. : 22.
 Chaboche, P. : 44.
 Chamson, A. : 172.
 Chastaing, M. : 153.
 Chastenot, J. : 12, 15.
 Chaumeix, A. : 253.
 Chauron, A. de : 86.
 Chauveau, J. : 117, 420.
 Chauvy, J. : 50, 54.
 Chenut, C. : 63, 66, 67, 70, 220, 222, 257.
 Chesterton, G. K. : 41, 51.
 Chestov, L. : 25.
 Chevalier, J. : 127, 128, 129, 131, 141, 145, 238.
 Chevalier, J-J. : 436.

- Chevalley, C. : 72, 86, 106, 117, 171, 193, 212, 252, 307, 324, 357, 361, 460.
 Chiappe, J. : 157.
 Chonez, C. : 56.
 Christ, Y. : 411.
 Churchill, W. : 423.
 Chuzel, M. : 66.
 Clair, R. : 95.
 Claudel, P. : 41, 63, 70, 162.
 Clémenceau, G. : 15, 27, 186.
 Cocteau, J. : 22, 50, 71, 237.
 Colombat, A. : 100.
 Congar, R. P. : 25, 82.
 Conilh, J. : 128.
 Corte, M. de : 76, 431.
 Coston, H. : 108.
 Coty, F. : 60.
 Coutrot, A. : 26.
 Coutrot, J. : 108, 112.
 Créach, J. : 75.
 Crémieux, A. : 86.
 Crémieux, B. : 27.
 Crevel, A. : 265.
 Creyssels-Cabanie, S. : 68.
 Crouzet, G. : 64.
 Cruiziat, A. : 420.
 Daladier, E. : 27.
 Dalbon, J. : 368.
 Dami, A. : 95, 140, 208, 274, 303, 377, 378.
 Dandieu, A. : 56, 72, 81, 83, 84-85, 86, 87, 88, 89, 90, 97, 101, 102, 103, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 114, 120, 141, 142, 159, 166, 167, 168, 171, 172, 173, 174, 175, 193, 196, 198, 210, 213, 227, 229, 238, 239, 248, 250, 252, 254, 257, 258, 260, 269, 272, 285, 286, 287, 288, 289, 292, 320, 323, 324, 334, 340, 341, 349, 350, 352, 353, 389, 419, 423, 460.
 Dandieu, M. : 117, 136.
 Daniélou, C. : 125, 162.
 Daniélou, R. P. : 126.
 Daniélou, Mme : 131, 133.
 Daniel-Rops, H. : 11, 56, 71, 72, 81, 84, 85-86, 90, 91, 102, 103, 106, 108, 116, 117, 141, 159, 167, 168, 170, 172, 173, 175, 185, 186, 193, 194, 196, 199, 201, 202, 205, 215, 217, 218, 219, 222, 227, 230, 231, 232, 235, 245, 246, 248, 250, 251, 259, 260, 263, 265, 266, 276, 277, 280, 282, 286, 294, 296, 298, 299, 310, 323, 330, 334, 340, 347, 350, 353, 403, 420, 422, 423, 433, 461.
 Dansette, A. : 26.
 Daudet, L. : 71.
 [489]
 Daujat, J. : 46, 47, 76, 422.
 Dauphin-Meunier, A. : 101.
 Davenson, H. : 153.
 Debu-Bridel, J. : 237.
 Déléage, A. : 123, 124, 125, 126, 127, 129, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 147, 153, 461.
 De Man, H. : 130.
 Demangeon, L. : 266.
 Deschizeau, L. : 86.
 Desrois, M. : 347.
 Dickens, C. : 51.
 Doat, J. : 136.
 Dolléans, E. : 140, 292.
 Domenach, J. M. : 413, 414, 419, 425, 426, 435.
 Dominicé, M. : 82.
 Dominique, P. : 107, 411.
 Dorlot, J. : 136.
 Dorols, F. : 314.
 Dostoïevsky, F. : 70.
 Dreyfus, capitaine : 63.
 Drieu La Rochelle, P. : 71, 237, 283, 411.
 Dru, G. : 419.
 Drumont, E. : 76, 243.

- Dubreuilh, H. : 254.
 Du Bos, C. : 82.
 Duhamel, G. : 21, 69, 71, 76, 245, 254, 255, 258, 259.
 Dulot, C. : 140, 144.
 Dunoyer de Segonzac : 412, 413.
 Dupeyron, G. : 72, 97, 100.
 Dupuis, L. : 100.
 Dupuis, R. 56, 71, 82, 86, 97, 99, 102, 106, 112, 117, 120, 141, 167, 168, 169, 171, 172, 185, 187, 191, 200, 201, 208, 217, 273, 274, 278, 285, 292, 296, 305, 306, 307, 329, 334, 355, 365, 381, 396, 461.
 Duquesne, J. : 411, 413.
 Durkheim, E. : 89.
 Duveau, G. : 131-132, 136, 140, 146, 153, 305, 462.

 Eliot, T. S. : 51.
 Ellul, J. : 421.
 Emmanuel, P. : 433.

 Fabrègues, J. de : 38, 46, 47, 54, 56, 63, 64, 66, 67, 68, 70, 74, 75, 76, 109, 159, 161, 162, 163, 166, 167, 168, 172, 174, 176, 183, 187, 191, 193, 194, 195, 213, 220, 222, 225, 231, 232, 235, 236, 238, 239, 240, 242, 243, 244, 246, 259, 260, 263, 264, 265, 266, 275, 295, 304, 307, 323, 329, 331, 334, 336, 342, 347, 350, 363, 370, 382, 411, 412, 421, 422, 462.
 Favart, H. : 411.
 Fernandez, R. : 86, 131.
 Fetnet, amiral : 405.
 Fillon, T. : 112.
 Foch, maréchal : 27.
 Fohlen, C. : 20.
 Folliet, J. : 220, 382.
 Fombeure, M. : 50, 55.
 Ford, H. : 53, 283.

 Forot, C. : 70.
 Foucauld, C. de : 246.
 Foucault, M. : 433.
 Fourastié, J. : 437.
 Fraigneau, L. : 411.
 Fraisse, P. : 153.
 France, A. : 63, 237.
 Francis, R. : 50, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 74, 172, 227, 246, 283, 292, 294, 301, 462.
 Franck, W. : 253.
 Fransque, A. : 50, 54, 55, 56.
 Frenay, H. : 413, 417.
 Freud, S. : 264.
 Fried, F. : 113.
 Friedmann, G. : 430, 437.
 Fumet, S. : 51.

 Gadoffre, G. : 413.
 Gaît, M. : 411.
 Galey, L. E. : 124, 125, 126, 131, 132, 136, 146, 147, 153, 301, 411, 463.
 Gandillac, M. de : 54, 156.
 Ganivet, P. 101.
 Garnier, E. 258.
 Garric, R. : 88, 135, 272.
 Gaubert, L. : 140.
 Gaulle, général de : 420.
 George, S. : 23.
 Gerbault, A. : 15.
 Gheon, H. : 51.
 Gibrat, R. : 108, 110, 111, 395, 463.
 Gide, A. : 22, 23, 63, 139, 234, 235, 264, 325.
 Gillet, R. P. : 82.
 [490]
 Gillouin, R. : 406, 407, 412.
 Gilson, E. : 76.
 Gilson, P. : 44, 46, 50.
 Girard, E. : 66, 412.
 Girardet, R. : 402, 405, 420.
 Giraudoux, J. : 15, 76.
 Goblot, F. : 89.
 Goguel, F. : 153, 156, 420.

- Gorce, R. P. : 136.
 Gosset, R. : 153.
 Granet, M. : 416, 418.
 Gravier, J. F. : 75, 411, 422.
 Grenier, J. : 411.
 Guéhenno, J. : 88, 89, 161, 162, 173, 246, 272, 279, 294, 295, 302.
 Guénon, R. : 267.
 Guérin, R. : 43, 44.
 Guillemin, H. : 140, 195.
 Guitry, S. : 15.
 Guitton, J. : 128.
 Gurvitch, G. : 25, 90, 106.
 Gutterman, L. : 280.

 Hedens, K. : 75, 411.
 Halda, B. du : 66.
 Halévy, D. : 56, 69, 71, 106, 131, 140, 267, 422.
 Hamelin, L. : 89.
 Hambresin, E. : 286, 385, 394.
 Harlaire, A. : 263.
 Hau, M. : 425, 426.
 Hazebroucq, P. : 117.
 Hayon, M. : 117.
 Heersch, J. : 437.
 Heidegger, M. : 25, 90.
 Heisenberg, W. : 430.
 Hélice, H. : 112.
 Hello, E. : 53.
 Henry, R. : 229.
 Herland, L. : 136.
 Herriot E. : 19.
 Hillary, R. : 23.
 Hitler, A. : 18, 95, 107, 153, 187, 189, 274, 308, 309, 310, 313.
 Hoffmann, S. : 404.
 Hoffmansthal, R. : 23.
 Honegger, A. : 95.
 Hoover : 17.
 Huizinga : 76.
 Hugo, V. : 253.
 Humeau, E. : 140, 153, 162, 163, 172, 288, 464.

 Hurel, E. : 94.
 Husserl, E. : 25, 90.

 Ibsen : 264.
 Izard, C. : 136, 147.
 Izard, G. : 123, 124-125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 138, 140, 142, 143, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 153, 161, 162, 163, 171, 172, 175, 185, 191, 193, 203, 231, 279, 283, 288, 289, 301, 322, 358, 359, 360, 364, 410, 417, 464.

 Jacob, M. : 50, 51.
 Jaloux, E. : 25.
 Jammes, F. : 71.
 Janet, P. : 89.
 Jardin, J. : 56, 82, 86, 102, 106, 107, 117, 167, 172, 202, 213, 306, 408, 464.
 Jaspers, K. : 25, 76, 90, 130, 267.
 Jean XXIII : 429.
 Jeantet : 44.
 Joffre, maréchal : 27.
 Josse, R. : 405, 412.
 Jouvenel, B. de : 175, 322, 422, 428, 437.
 Jouvenel, H. de : 86, 94.
 Jouvenel, R. de : 94.
 Jugnet, M. : 343.

 Kanters, R. : 56.
 Kellog : 13.
 Kenaan, G. : 437.
 Keyserling, H. de : 267.
 Kiéfé, R. : 86.
 Kierkegaard, S. : 25, 130.
 Kowalewski : 82.

 Laberthonnière, R. P. : 131.
 Labrousse, R. : 140, 156.
 Lacombe, O. : 52, 54, 140, 367, 368.

- Lacroix, J. : 132, 136, 140, 141, 153, 157, 212, 321, 351, 376, 377, 390, 403, 404, 413, 465.
- Lafond, P. : 405.
- Lafforest, R. de : 50.
- Lagardelle, H. : 94, 100, 101, 207, 373.
- Lagrange, H. : 46, 219.
- Lajeunie, R. P. : 52.
[491]
- Lallement, R. P. : 44.
- La Motte, F. de : 43.
- Lamour, P. : 93-94, 97, 98, 99, 100, 101, 109, 171, 175, 271, 274, 308, 395, 465.
- Landsberg, P.-L. : 153.
- Langevin, P. : 24, 103.
- Lanoë, J. : 46.
- Lapie, P.-O. : 86, 93, 101, 102, 103, 104, 466.
- La Taille, C. de : 66.
- La Tour du Pin, R. de : 66, 67, 72, 226, 356, 382, 392, 422, 423.
- Launay, J. de : 414.
- Laurent-Cely, J. : 411.
- Laval, P. : 27, 413.
- La Varenne : 411.
- Lavelle, P. : 25.
- Lawrence, D. H. : 23.
- Lebret, R. P. : 420.
- Lecache, B. 103.
- Lecoeur, P. : 43, 64.
- Le Corbusier : 94, 99, 101.
- Leenhardt, R. : 153, 401.
- Lefebvre, H. : 171, 280.
- Le Fur : 76.
- Lehideux F. : 405.
- Le Marchand, J. : 66, 116, 411, 466.
- Lemiels, L. : 66.
- Lénine, W. : 274.
- Le Roy, E. : 131.
- Le Senne : 25.
- Lévinas : 90.
- Lévy, P. : 60.
- Lévy-Bruhl : 89.
- Lignac, X. de : 117, 420.
- Lipiansky, E. : 79, 86, 98, 99, 109, 117, 119, 142, 167, 212, 285, 426.
- Loisy, A. : 89.
- Loisy, J. : 71, 220, 364, 383, 422.
- Longueville, J. : 100.
- Loustau, R. : 107, 108, 110, 202, 395, 403, 408, 412, 466.
- Lucius, P. : 68.
- Luchaire, J. : 64, 86, 98, 125, 194, 259.
- Lupin, J. : 57.
- Lurçat : 140.
- Madaule, J. : 127, 133, 157.
- Madiran, J. : 41.
- Maginot, H. : 27.
- Magniez, R. : 66, 185, 225, 257, 260, 331, 342, 363, 382, 383, 384, 391.
- Malraux, A. : 22, 23, 69, 124, 264, 266, 325, 432.
- Marc, A. : 56, 71, 81, 82, 83, 86, 88, 90, 97, 98, 99, 103, 104, 106, 108, 109, 110, 112, 113, 117, 118, 119, 141, 142, 146, 159, 166, 167, 168, 169, 171, 172, 175, 187, 191, 193, 195, 198, 203, 204, 208, 212, 217, 224, 227, 243, 252, 273, 274, 278, 285, 292, 305, 306, 317, 327, 329, 350, 353, 355, 357, 361, 365, 370, 372, 381, 396, 403, 404, 418, 420, 422, 423, 424, 433, 434, 438, 467.
- Marcel, G. : 25, 51, 76, 82, 83, 85, 90, 131, 135, 402, 422.
- Mardrus, P. : 86.
- Marin, L. : 214.
- Marion, P. : 175.
- Maritain, J. : 26, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 48, 49, 50, 51, 52, 67, 69, 79, 127, 128, 129, 130, 131, 135, 138, 140, 141, 144, 145, 146,

- 148, 151, 223, 230, 238, 261,
266, 281, 283,
290, 333, 338, 343, 344, 418, 419, 421.
Marrou, H. : 153, 337.
Martigny, Dr : 95.
Martin, Dr : 43, 44, 64.
Martin-Laprade, M. : 112.
Marty, G. : 136.
Marx, K. : 59, 106, 130, 132, 239, 279,
280, 281, 283, 287, 288, 289,
426.
Massignon, L. : 131.
Massis, H. : 41, 45, 49, 50, 51, 54, 55,
56, 57, 58, 59, 60, 129, 131, 162,
169, 235, 266, 323, 405.
Mattei, A. : 411.
Mauban, C. : 71, 75, 411, 467.
Maudet, F. : 67.
Maulnier, T. : 55, 56, 57, 58, 59, 60,
69, 72, 74, 75, 76, 107, 159, 161,
163, 167, 168, 169, 170, 171, 172,
173, 174, 185, 186, 187, 188,
192, 194, 198, 204, 205, 207,
213, 223, 228, 233, 237, 238,
241, 248, 249, 250, 255, 256,
259, 260, 272, 275, 282, 284,
289, 291, 292, 295, 296, 297,
304, 307, 311, 312, 313, 317,
318, 320, 323, 325, 332, 339,
341, [492] 343, 348, 349, 352,
353, 363, 366, 370, 372, 373,
375, 377, 409, 422, 468.
Mauriac, F. : 70, 131, 145, 162, 272.
Maurois, A. : 69, 71, 117, 235.
Maurras, C. : 40, 41, 42, 45, 46, 49,
58, 63, 64, 65, 67, 89, 162, 205,
219, 237, 323, 331, 356, 362,
405, 413.
Mauss, M. : 106.
Maxence, J.-P. : 15, 16, 38, 46, 47, 48,
49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58,
59, 60, 69, 72, 74, 75, 76, 88,
159, 161, 162, 163, 167, 170,
172, 175, 176, 183, 184, 186,
194, 199, 204, 218, 222, 224,
225, 226, 232, 234, 235, 238,
241, 251, 259, 264, 266, 271,
282, 293, 298, 301, 311, 312,
323, 325, 329, 341, 344, 348,
356, 361, 384, 390, 391, 401,
410, 411, 468.
Maze, J. : 410, 411, 422, 425.
Mestre, A. : 101.
Meyerson, E. : 85, 89, 106.
Miatlev, A. : 153.
Michel, H. : 414, 415, 418.
Michelet, E. : 420.
Millet, R. P. : 120.
Millienne, R. : 132.
Minkowski, Dr : 89, 112.
Mirkine-Guetzevitch, B. : 415.
Mitterand, F. : 75.
Mohrt, M. : 411.
Monconduit : 75, 411.
Montaigne, M. de : 261.
Montherlant, H. de : 22, 71, 237.
Morand, P. : 135, 237.
Morazé, C. : 437.
Moré, M. : 132, 153, 156, 426.
Moreux, R. : 420.
Morin, E. : 434, 436, 437.
Mounier, E. : 22, 28, 37, 54, 61, 85,
104, 109, 113, 124, 125, 126,
127-129, 130, 131, 132, 133,
134, 135, 136, 137, 138, 139,
140, 141, 142, 143, 144, 145,
146, 147, 149, 150, 151, 152,
153, 154, 155, 156, 157, 159,
162, 163, 164, 168, 171, 172,
173, 174, 175, 176, 177, 184,
193, 195, 196, 198, 200, 201,
203, 205, 207, 209, 210, 211,
212, 213, 214, 215, 216, 217,
218, 220, 224, 226, 228, 230,
232, 235, 237, 238, 239, 240,
241, 242, 244, 246, 248, 249,
252, 253, 258, 259, 261, 263,
265, 266, 269, 272, 278, 279, 280,
281, 288, 289, 290, 293, 295,
296, 298, 300, 301, 302, 303,

- 304, 306, 307, 315, 321, 322,
325, 332, 335, 336, 337, 338,
339, 345, 346, 350, 351, 352,
353, 359, 360, 361, 368, 371,
375, 376, 377, 378, 380, 385 386,
389, 391, 393, 402, 403, 408,
409, 410, 411, 412, 413, 417,
420, 421, 425, 426, 435, 436,
469.
- Mounier, M. : 132.
- Mussolini, B. : 274, 305.
- Naurois, R. P. : 136, 413.
- Naville, J. : 82, 86, 102, 103.
- Naville, P. : 82.
- Nietzsche, F. : 25, 59, 85, 106, 205,
253, 263, 349.
- Nizan, P. : 28, 171, 173, 294, 302.
- Noël, F. : 66.
- Ollivier, A. : 117, 412.
- Ollivier, L. : 117, 420.
- Oppenheimer, R. : 430, 437.
- Orland, C. : 75.
- Ors, E. d' : 87.
- Ortega y Gasset : 21.
- Ousset, P. : 66.
- Pagnol, M. : 15.
- Parain, B. : 76.
- Paris, Comte de : 46, 72, 74.
- Parodi, A. : 101.
- Paul VI : 26, 431.
- Paulhan, J. : 171.
- Paz, M. : 100.
- Péguy, C. : 22, 27, 41, 52, 53, 63, 70,
106, 126, 128, 129, 130, 131,
133, 147, 148, 162, 203, 215,
230, 243, 244, 246, 290, 298,
325, 345, 404, 413.
- Péguy, M. : 126.
- Perret, J. : 153.
- Perroux, F. : 153, 409, 411, 417, 420,
422, 425.
- Pétain, maréchal : 406, 407.
- Petitjean, A. : 411.
- Peyrouton : 406.
- Philip, A. : 87, 101, 140, 144.
- Picart le Doux, J. : 95.
- Picon, G. : 433.
- [493]
- Pie XI : 39, 40.
- Pie XII : 40.
- Pierrefeu, F. de : 95, 100, 101.
- Piettre, A. : 66, 469.
- Pillias, E. : 112.
- Pineau, C. : 116.
- Pirandello : 262, 264.
- Plaquet, J. : 140.
- Platon : 261.
- Plisnier, C. : 76.
- Ply, A. : 56.
- Poincaré : 12, 14, 17, 20, 27, 188, 189,
190.
- Poncet, A. : 86, 101, 103.
- Pouget, R. P. : 128.
- Pourrat, H. : 51.
- Prélot, M. : 408.
- Prévost, M. : 117, 253.
- Primard, E. : 112.
- Prior, R. : 25.
- Proudhon : 85, 106, 130, 215, 413,
423, 426.
- Proust, M. : 22, 83, 234, 262, 264.
- Psichari : 49.
- Pucheu, R. : 438.
- PUJO, P. : 43.
- Pury, R. de : 82.
- Ramuz : 76, 140.
- Raynaud, J. : 70, 71.
- Rebeyrol, G. : 417.
- Rédier, A. : 55, 56, 161.
- Rémond, R. : 26.
- Renan, E. ». 253, 281.
- Renard, cardinal : 421.
- Renaud, J. : 60.
- Retaillau, F. : 50.
- Rey, G. : 82, 83, 86, 97, 103.
- Ret, H.-F. : 411.

- Reynald de Simony, H. : 50, 54.
 Gonzague de : 51.
 Revendy, P. : 50, 51.
 Riandey, C. : 116.
 Ribemont-Desaignes : 87.
 Richard, M. : 422.
 Ricœur, P. : 335.
 Robert, P.-J. : 50.
 Robertfrance, P. : 88.
 Roditi, E. : 175.
 Rolland, R. : 88, 246.
 Romains, J. : 29.
 Rostand, J. : 437.
 Rostow, E. : 437.
 Rougemont, D. de. : 25, 27, 71, 72, 82, 83, 86, 90, 99, 103, 104, 106, 107, 108, 113, 117, 119, 141, 144, 154, 159, 168, 171, 172, 174, 202, 213, 215, 241, 260, 266, 280, 284, 296, 299, 303, 315, 324, 334, 341, 349, 353, 355, 403, 415, 418, 419, 422, 423, 424, 433, 469.
 Rougier, L. : 89.
 Route, H. du : 46, 47.
 Rousseau, A. : 68.
 Roy, C. : 75, 411, 412.
 Roy, J. : 71.
 Sabon, P. : 50.
 Sadoul, G. : 173.
 Saillenfest, J. : 71, 75.
 Saint-Germain, J. : 71, 72, 232.
 Sainte-Fare-Garnot, R. : 66.
 Saint-Exupéry, A. de : 22, 23, 324.
 Salleron, L. : 75, 405, 411, 422.
 Salmon, R. : 415, 416.
 Sartre, J.-P. : 24, 414.
 Schaeffer, P. : 411.
 Scheler, M. : 25, 90.
 Schmeltz, G. W. : 435.
 Schmidt, F. : 113.
 Schulze-Boysen, H. : 98, 113, 311, 418.
 Schwob, R. : 50, 140.
 Sébastien, R. : 50.
 Sendrail, M. : 431.
 Sérampuy, R. : 153, 156.
 Serge, V. : 106.
 Serre, P. : 101, 125.
 Serruys, Y. : 86.
 Siegfried, A. : 87.
 Silve, Mlle. : 128.
 Simon, P.-H. : 21, 22, 140, 141, 153, 165, 235, 237, 244, 343-404, 421, 429, 431, 434, 435, 470.
 Sombart, W. : 106.
 Sorel, G. : 85, 89, 94, 100, 106, 207.
 Spengler, O. : 266.
 Sperber, M. : 437.
 Spinoza : 261.
 Staline, J. : 53, 125, 274.
 Strasser, O. : 102, 103, 113.
 Streseman : 18, 190.
 Supervielle, J. : 56, 131.
 Sylveire, A. : 171.
 [494]
 Talmon, J.-L. : 437
 Tardieu, A. : 14, 19, 27, 259.
 Terral, J. : 192, 193, 362.
 Thibon, G. : 76, 409, 411, 420, 424.
 Thomas, J.-F. : 66, 234.
 Thomas, L. : 41.
 Thomas d'Aquin, saint : 47, 223, 343.
 Tocqueville, A. de : 428.
 Touchard, J. : 30, 414.
 Touchard, P.-A. : 140, 153, 157, 262, 470.
 Toynbee, A. : 266.
 Ulmann, A. : 132, 140, 204, 307, 471.
 Urvoy, Y. : 409.
 Vaast, E. : 64, 68.
 Vaché, J. : 265.
 Valabrègues : 148.
 Valensin, R. P. : 141.
 Valéry, P. : 22, 69, 238, 264, 266, 325, 436.

Valles, J- : 76.	Viollis, A. : 368.
Vallery-Radot, R. : 51, 68.	Voisin, A. : 422, 423.
Valois, G. : 43, 94.	Von Schirah, B. : 98.
Vancourt, R. : 26.	Vox, M. : 138, 140.
Van Den Bruck, M. : 311.	Voyant, J. : 470.
Van der Meer, P. : 135, 138, 145.	VOYENNE, B. : 423, 425.
Vergnaud : 66.	
Véricourt, P. de : 135.	Wahl, J. : 25, 83, 89, 90.
Vermeil, E. : 113.	Walter, J. : 94, 97.
Vésins, B. de : 44.	Wesphall : 82.
Viance, G. : 223.	Weygand, général : 27.
Vianney, P. : 416.	Winter, Dr : 95, 100, 101, 116.
Vignaux, P. 132.	
Villey, D. : 153, 425.	Yvignac, A. d' : 44, 45, 46, 49.
Vincent, R. : 54, 63, 64, 66, 67, 68, 75,
215, 220, 231, 234, 237, 244,
245, 283, 359, 374, 409, 411, 471.	Young : 13, 17, 87.
	Zérapha, G. : 145, 418.

Fin du texte